

1998



LES REVENUS
RURAUX
NON AGRICOLES
DANS LES PAYS
EN
DÉVELOPPEMENT

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

DISQUETTE A
L'INTÉRIEUR

CHAPITRE SPÉCIAL

Selon la conception traditionnelle, les ménages ruraux pratiquent essentiellement l'agriculture et se livrent rarement à d'autres activités. Malgré la persistance de cette notion, on a de plus en plus de preuves que les activités rurales non agricoles (RNA) sont une importante source de revenus pour les ménages ruraux, agricoles ou non, y compris les paysans pauvres sans terre. La promotion des activités RNA peut donc jouer un rôle important dans le développement rural.

Le chapitre spécial de cette année examine les revenus et emplois RNA et leur contribution au progrès économique des pays en développement. Il souligne le fait que ces deux facteurs économiques renforcent la sécurité alimentaire en améliorant l'accès des populations rurales aux denrées alimentaires, en procurant aux agriculteurs des revenus en espèces qu'ils peuvent utiliser dans leur exploitation, et en créant des synergies cruciales entre les économies agricoles et non agricoles, qui favorisent leur croissance et leur modernisation. Le chapitre étudie les emplois et les revenus RNA région par région, en mettant en relief celles où ils jouent un rôle majeur et la façon dont ils affectent les communautés rurales. Un examen approfondi des ménages concernés permet de mieux comprendre quels sont ceux qui ont le plus de chances de s'adonner à des activités agricoles et non agricoles et la façon dont cela modifie leurs modes de consommation, leur revenu et leur sécurité alimentaire. Un accent spécial est mis sur l'impact de la répartition des activités RNA et sur les conditions propres à encourager les populations rurales à y participer. Le chapitre se conclut par un examen des politiques affectant le développement du secteur et des leçons que les décideurs agricoles pourraient tirer de ce phénomène aujourd'hui en pleine expansion, à savoir la participation des ménages ruraux à des activités économiques non agricoles.



**LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1998**

LA SITUATION
MONDIALE
DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE
1998

Les données statistiques du présent ouvrage ont été élaborées par la FAO sur la base des informations disponibles au 1^{er} juillet 1998.

Les dénominations choisies ou la présentation des données qui figurent dans cette publication n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant à leurs autorités de tutelle, au tracé de leurs frontières ou de leurs limites. Les expressions pays développés et pays en développement sont utilisées pour faciliter les présentations statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement du pays ou de la région.

Catalogage avant publication
de la Bibliothèque David Lubin

FAO, Rome (Italie)
La situation mondiale de l'alimentation
et de l'agriculture 1998
ISBN 92-5-204200-8

(Collection FAO: Agriculture, n° 31)
ISSN 0251-1460

I. Agriculture 2. Production alimentaire
3. Sécurité alimentaire 4. Revenu complémentaire

I. Titre II. Série

Code FAO: 70 AGRIS: E16 E80

Avant-propos

Deux années se sont écoulées depuis la conclusion du Sommet mondial de l'alimentation et l'engagement pris par les participants d'obtenir une réduction radicale de la faim et de la malnutrition dans le monde. Pour atteindre cet objectif, l'action politique doit rester strictement axée sur la réalisation des engagements du Sommet, et une large publicité doit être faite aux mesures qui ont été prises ou qui sont à prendre par les pays et les institutions dans le but de renforcer la sécurité alimentaire.

Il est d'autant plus nécessaire de se tenir informé et de rester vigilant que les événements mondiaux, qui présentent de nouvelles situations et posent chaque jour de nouveaux défis affectant directement ou indirectement l'agriculture et la sécurité alimentaire, se succèdent à un rythme accéléré. Même les efforts les plus éclairés et les plus déterminés pour éradiquer la faim peuvent être frustrés par des événements échappant au contrôle des responsables politiques. C'est ce qu'ont démontré récemment deux faits d'actualité examinés dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* : la crise financière qui, au départ, a frappé l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le phénomène El Niño.

Les crises financières sont préoccupantes dans la mesure où elles menacent de s'étendre et de s'aggraver. Tout en constituant un élément d'incertitude économique et politique pour les années à venir, les crises financières et leurs répercussions ont déjà entraîné des situations de dépression économique et d'insécurité alimentaire profondes dans certains pays. Par exemple, nous avons vu comment la Fédération de Russie et d'autres pays, en particulier en Amérique latine, ont subi de plein fouet les turbulences financières.

De nature entièrement différente, El Niño a lui aussi été au cœur de nos préoccupations. D'une gravité inhabituelle dans son cycle actuel, son action s'est traduite par des pertes massives dans la production agricole, animale, sylvicole et halieutique, causant de graves pénuries alimentaires dans nombre de pays.

Sur une note plus optimiste, on constate quelques faits nouveaux encourageants. En effet, malgré les incertitudes causées par la crise asiatique, la situation économique générale demeure dans l'ensemble favorable à une grande partie du monde en développement. En particulier, plusieurs années consécutives de conditions économiques améliorées en Afrique ont renforcé notre espoir de voir s'installer dans la région une nouvelle tendance à une croissance et à un développement durables. Nous nous félicitons également des bonnes performances économiques que de nombreux pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie ont affichées en 1997, nonobstant le fait que les crises financières limitent les perspectives de croissance à court terme dans ces deux régions. Sur le front agricole, la situation des approvisionnements céréaliers semble dans l'ensemble satisfaisante, les stocks mondiaux se situant dans la fourchette minimale jugée suffisante pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

L'affaiblissement des cours des produits aura des effets opposés sur les pays exportateurs et importateurs nets; toutefois, l'abaissement des prix des denrées alimentaires à l'importation apporte à de nombreux pays pauvres importateurs

nets un soulagement bien nécessaire. En vérité, le présent rapport met en lumière une nette amélioration de la situation et des perspectives économiques de ces pays qui ont moins de moyens que d'autres de financer des importations alimentaires, et cette amélioration est indispensable à leur sécurité alimentaire.

Il convient de souligner à nouveau à quel point il est important d'étendre les bénéfices de la croissance économique aux pays les plus pauvres et à l'ensemble de leur population. Le rapport de cette année confirme qu'à long terme les populations des pays les plus pauvres tendent à devenir encore plus pauvres et à souffrir de plus en plus de l'insécurité alimentaire, et cette tendance inacceptable s'est prolongée jusqu'à ces dernières années. Les examens des politiques par pays donnent à penser que la promotion d'une croissance rapide, équitable et fondée sur une assise large demeure un véritable défi. Toutefois, la croissance et l'équité, loin de constituer les deux pôles d'un dilemme, sont deux éléments aussi essentiels l'un que l'autre dans une stratégie de développement saine. Leur réalisation exige un engagement sincère en faveur de la lutte contre la pauvreté et de la satisfaction des besoins sociaux, et nous devons nous féliciter des efforts déployés en ce sens par de nombreux pays, notamment en Afrique. En même temps, dans la plupart des pays, la croissance dans l'équité ne peut être réalisée qu'en suivant une stratégie de développement vigoureuse, orientée sur le monde rural, impliquant d'importants investissements dans l'infrastructure rurale, le capital humain et les services sociaux.

Le développement rural et le soulagement de la pauvreté sont au centre du chapitre spécial de cette année, intitulé «Les revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement». Les activités rurales non agricoles constituent un élément clé dans l'économie des ménages agricoles, et leur importance cruciale pour le développement et la sécurité alimentaire ne doit pas être sous-estimée. Ces activités jouent un rôle majeur dans l'économie des ménages ruraux. Les revenus engendrés par de telles activités exercent aussi un effet de synergie sur l'agriculture, dans la mesure où ils donnent aux agriculteurs les ressources financières nécessaires pour investir dans des intrants susceptibles de renforcer leur productivité; et, inversement, la productivité accrue des agriculteurs améliore les revenus ruraux et abaisse les prix des denrées alimentaires dans les centres urbains. En outre, les emplois et les revenus ruraux non agricoles ont des incidences sur le niveau et la répartition des revenus ruraux globaux, le rythme de l'urbanisation, la pauvreté rurale et l'utilisation des ressources naturelles. J'espère que le présent chapitre fera mieux comprendre l'importance fondamentale de cette question, qui reste mal comprise des décideurs, des organismes de développement et du grand public.

Deux autres thèmes ayant un rapport direct avec la sécurité alimentaire sont examinés dans la première partie de ce rapport: les problèmes et questions liés à la nécessité d'assurer un flux constant de denrées alimentaires pour satisfaire les besoins des citoyens; et l'intégration des pêches et de l'agriculture.

La tâche de nourrir toutes les villes du monde, et ce de façon adéquate, constitue un défi de plus en plus pressant, requérant l'interaction coordonnée des producteurs, des transporteurs, des négociants et des innombrables

détaillants. Cette tâche nécessite également des améliorations constantes quant à la qualité des systèmes de transport et de distribution. Enfin et surtout, elle suppose une bonne compréhension, de la part des autorités municipales comme des organismes nationaux et internationaux de développement, des problèmes communs et des solutions possibles pour nourrir durablement les villes.

Il est important de reconnaître l'existence d'interactions positives, mais aussi parfois antagonistes, entre l'agriculture et les pêches découlant de leur utilisation commune des ressources en terre et en eau. Or, il est possible d'obtenir des résultats bénéfiques tant pour les pêches (pêches côtières, continentales ou aquaculture) que pour la production agricole et la sécurité alimentaire en maximisant les synergies, c'est-à-dire en utilisant au mieux l'eau et en pratiquant la protection intégrée et le recyclage des nutriments, tout en réduisant au minimum les interactions négatives comme celles résultant d'une application excessive de pesticides présentant un risque pour les organismes aquatiques.

En présentant cette année *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, je suis convaincu qu'un flux continu d'informations sur les progrès effectués et les efforts supplémentaires nécessaires pour parvenir à la sécurité alimentaire pour tous intensifieront la prise de conscience quant à l'importance fondamentale de cet objectif. J'espère également qu'ils contribueront à mobiliser une action concertée de tous les partenaires et nous permettront de présenter des preuves plus convaincantes des progrès durables accomplis dans les années à venir.



Jacques Diouf
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Table des matières

Avant-propos	v
Sigles et abréviations	xviii
Note explicative	xx

CHAPITRE I

Situation mondiale

I. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE	3
La situation actuelle	3
Evolution de la sous-alimentation	6
Facteurs déterminant l'évolution de la sous-alimentation	8
Conclusion	12
II. SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE – FAITS ET CHIFFRES	13
1. Production végétale et animale	13
2. Pénuries alimentaires et situations d'urgence	18
3. L'économie céréalière mondiale: bilan et perspectives	21
4. Assistance extérieure à l'agriculture	24
5. Flux d'aide alimentaire	27
6. Cours internationaux des produits agricoles	29
7. Produits de la pêche: captures, utilisations et échanges	37
8. Production et commerce des produits forestiers	42
III. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET L'AGRICULTURE	47
L'environnement économique mondial	47
Conséquences pour la croissance et les échanges du secteur agricole des pays en développement	52
Situation des PFRDV qui ont le plus de mal à financer leurs importations de produits alimentaires	58
IV. QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES	61
Comment ravitailler les villes	61
Introduction	61
Les villes et l'alimentation	64
Tendances démographiques en milieu urbain	64
Les déterminants de la demande alimentaire urbaine	66
Evolution de la sécurité alimentaire dans les villes	66
Les déterminants de l'insécurité alimentaire urbaine	68
Livraison et distribution des aliments en milieu urbain	69
Problèmes du commerce de gros	74

Problèmes du commerce de détail	76
Les coûts élevés et les inefficiences gonflent les prix à la consommation	78
Amélioration de l'efficacité de l'approvisionnement et de la distribution dans les villes	79
Construction d'infrastructures pour le commerce de gros et de détail	80
Rôle du secteur privé et nouveaux partenariats	80
Accès au crédit	81
Renforcement des organisations de producteurs en amont	82
Un environnement institutionnel favorable	82
Sensibilisation et modification des attitudes dans le secteur public	83
Intégration de la pêche et de l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire et accroître la production halieutique	85
Introduction	85
Avantages de l'intégration	87
Utilisation optimale des nutriments grâce au recyclage des sous-produits	87
Protection intégrée	92
Maximisation du rendement de l'eau	92
Utilisation de biocides	93
Altération des régimes hydrologiques	94
Salinisation des sols et des eaux souterraines	95
Comment améliorer l'intégration?	96
Conclusion	99
Notes	100

CHAPITRE II

Situation par région

AFRIQUE	107
Vue d'ensemble	107
Résultats économiques	107
Agriculture	109
Evolution des politiques	111
Décentralisation institutionnelle	117
Ouganda	120
Vue d'ensemble	120
Histoire économique	121
Conditions macroéconomiques	124
Situation actuelle	125
Commerce extérieur	127
Agriculture	131
Problèmes de l'agriculture et politiques agricoles	136
ASIE ET PACIFIQUE	141
Vue d'ensemble	141
Evolution économique	141
Problèmes et perspectives de l'agriculture	152
Décentralisation fiscale et budgétaire	158
Malaisie	159
Géographie et population	159
Aperçu historique du développement économique	160
Structure de l'agriculture malaisienne	162
Cultures de plantation: palmier à huile, hévéa et cacaoyer	163
Cadre politique	165
Forêts	172
Pêches	174
Produits alimentaires	175
La crise financière et la politique agricole	178
Conclusion	179
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	181
Vue d'ensemble	181
Contexte économique général	181
Performance de l'agriculture	184
Politiques agricoles	186
Programmes et mesures en faveur de l'agriculture	187
Privatisation	190
Crédit et services financiers dans le secteur agricole	191
Prix à la consommation et accès aux aliments	192
Protection de l'environnement: le secteur forestier	193
Décentralisation institutionnelle	194

Chili	199
Description générale	199
Développement et politique économiques	201
Aperçu historique du développement de l'agriculture chilienne	203
L'agriculture chilienne depuis 1990	209
L'agriculture chilienne depuis 1994	215
Conclusions	218
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	221
Vue d'ensemble	221
Evolution économique	221
Agriculture	224
Gestion des ressources en eau	225
Evolution des politiques	226
République islamique d'Iran	229
Contexte macroéconomique	229
Le secteur agricole	232
Conclusion	245
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS	247
Vue d'ensemble	247
Evolution macroéconomique et performance de l'agriculture	247
Etat des réformes structurelles en Europe centrale et orientale	251
Amélioration du régime de l'IED dans le secteur agroalimentaire des pays d'Europe centrale et orientale	252
Le développement rural devient un impératif dans les pays d'Europe centrale et orientale	255
Pologne	258
Vue d'ensemble du secteur agricole	259
Les résultats de l'agriculture pendant la transition	260
Evolution de la consommation alimentaire	262
Politique de prix et politique commerciale dans le secteur agricole	263
Autres mesures de soutien des producteurs	264
Privatisation	265
Adhésion à l'UE	266
Hongrie	268
Résultats de l'agriculture pendant la période de transition	269
Différentiation de la consommation alimentaire	270
Politique de prix et politique commerciale	270
Réforme agraire et privatisation des entreprises	273
Industries alimentaires	274
Perspectives d'intégration dans l'UE	275
Notes	276

CHAPITRE III

Les revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement

Introduction	283
Raisons incitant les ménages à entreprendre des activités RNA	285
Facteurs déterminants de l'incitation et de la capacité à participer aux activités RNA	285
Importance des activités RNA – comparaisons entre régions de pays en développement	289
La nature de l'activité RNA et les différences interrégionales	292
L'influence du type de zone sur l'activité RNA	300
L'incidence des activités RNA sur les activités agricoles	312
Incidence des activités RNA sur le bien-être des ménages et la distribution des revenus	314
Le secteur RNA et la sécurité alimentaire	314
Incidence de l'emploi RNA sur l'inégalité des revenus: les barrières à l'accès	315
Y a-t-il corrélation entre les inégalités de revenu du secteur agricole et du secteur non agricole?	322
Quelques questions de politique et leurs répercussions	325
Les macropolitiques: nécessaires mais insuffisantes	325
Infrastructure physique, infrastructure sociale et réforme institutionnelle	326
Les chaînons manquants entre la politique agricole et le développement du secteur RNA	326
Le passage d'une approche étroitement sectorielle à une perspective largement intersectorielle en matière de recherche sur les cultures et le bétail	327
Ajouter une perspective multisectorielle aux politiques de développement agricole et rural	329
Permettre aux pauvres de participer	332
La concurrence entre les petites et moyennes entreprises RNA et les grandes entreprises	333
Conclusions	335
Tableau appendice 1 – Etudes consultées ayant relevé l'existence d'un revenu rural non agricole	339
Tableau appendice 2 – Etudes consultées ayant relevé l'existence d'un emploi rural non agricole	342
Tableau appendice 3 – Etudes consultées ayant relevé l'existence d'un revenu rural non agricole des ménages, en fonction du revenu ou du patrimoine foncier	344
Références du tableau appendice	346
Notes	351

TABLEAU ANNEXE

Pays et territoires utilisés à des fins statistiques 359

Encadrés

1. Dette extérieure et flux financiers des pays en développement	53
2. Au marché	70
3. Bangladesh: élevage de crevettes d'eau douce dans des rizières spécialement aménagées	90
4. République démocratique populaire lao: association riziculture-aquaculture	91
5. Politique de décentralisation au Ghana	118
6. Décentralisation fiscale et budgétaire au Pakistan	155
7. Expérience de la décentralisation financière en Chine	157
8. Programmes malaisiens de distribution de terres	166
9. Municipalisation et participation populaire en Bolivie	195
10. Décentralisation et municipalisation en Colombie	197
11. Le «miracle» des exportations de fruits	206
12. Fourchettes de prix	208
13. Faut-il condamner les offices semi-publics?	212
14. Association Union Européenne – Pays méditerranéens	228
15. Importance des liens agricoles/non agricoles	304
16. Le rôle de la politique en matière d'infrastructure: comparaison entre Taiwan Province de Chine et la République de Corée	306

Tableaux

1. Pourcentage et nombre de sous-alimentés dans les pays en développement, par région, 1992-1994 et 1994-1996	3
2. Indicateurs socioéconomiques liés à la sous-alimentation	9
3. Indicateurs de tendances liées à la sous-alimentation	9
4. Production agricole en Ouganda, 1996/97	131
5. Produit intérieur brut par secteur	161
6. Valeur ajoutée dans l'agriculture, 1990-1995	163
7. Disponibilité et utilisation des principaux produits alimentaires en Malaisie, 1995	176
8. Production, importations et consommation (kg/an/habitant) de certains produits de base, 1985 et 1995	235
9. Prix garantis à la production, 1991/92 à 1997/98	238
10. Subventions des produits alimentaires: quantité en milliers de tonnes et prix en rials/kg	239
11. Parts du revenu non agricole et de l'emploi non agricole dans le revenu rural total et dans l'emploi rural total	290

Figures

1. Part de divers types d'aliments dans le régime alimentaire, par région et groupe de pays	5
2. Pourcentage de sous-alimentés	6
3. Evolution de l'apport calorique et incidence de la sous-alimentation dans les pays en développement, par groupe de revenu, 1969-1971 à 1994-1996	7
4.a Tendances des disponibilités/utilisation de céréales	23
4.b Stocks céréaliers de report	23
5. Engagement d'aide extérieure en faveur de l'agriculture	24
6. Engagement par grands domaines	25
7. Engagement par principale région bénéficiaire	26
8. Bénéficiaires de livraisons alimentaires en céréales	27
9. Indice des prix à l'exportation des denrées alimentaires	32
10. Prix à l'exportation de certains produits alimentaires, 1994-1998	34
11. Disponibilités et captures mondiales de poisson	38
12. Echanges de produits halieutiques	39
13. Principaux produits forestiers	44
14.a Croissance de la production économique mondiale	49
14.b Croissance économique dans les régions en développement	49
15. Croissance de la production mondiale et du volume des échanges	51
16. Composition de la dette extérieure	55
17. Répartition de la population entre villes et campagnes par région, 1950, 1975, 2000	65
18. Projection de la population par région, 2000, 2010, 2020	67
19. Zones de rizipisciculture et production halieutique en Chine	89
20. Afrique subsaharienne	112
21. Evolution du PIB réel en Ouganda	122
22. Répartition sectorielle du PIB en Ouganda	124
23.a Ouganda: principales importations, 1996	128
23.b Ouganda: principales exportations, 1996	128
24.a Ouganda: production des principales cultures d'exportation, 1987-1997	129
24.b Ouganda: production de cultures vivrières de base, 1987-1997	129
25. Composition des exportations de l'Ouganda, 1990-1996	133
26. Ouganda: recettes d'exportation et cours mondiaux du café, 1985-1996	135
27. Asie et Pacifique	142
28. Terres consacrées aux cultures pérennes en Malaisie	165
29. Malaisie: dépenses consacrées à la consommation alimentaire	177
30. Malaisie: offre intérieure et utilisation de céréales	179
31. Amérique latine et Caraïbes	182
32. Chili: offre intérieure et utilisation de produits sélectionnés	219
33. Proche-Orient et Afrique du Nord	222
34. Iran: offre intérieure et utilisation de céréales	231

35. Pays en transition d'Europe centrale et orientale et CEI	248
36. Pologne: offre intérieure et utilisation de céréales	261
37. Hongrie: offre intérieure et utilisation de céréales	271
38a. Part du revenu des ménages ruraux ne dérivant pas de l'agriculture et PNB par habitant dans les pays sélectionnés d'Afrique	292
38b. Part du revenu des ménages ruraux ne dérivant pas de l'agriculture et PNB par habitant dans les pays sélectionnés d'Asie	293
38c. Part du revenu des ménages ruraux ne dérivant pas de l'agriculture et PNB par habitant dans les pays sélectionnés d'Amérique latine	294
38d. Part du revenu des ménages ruraux ne dérivant pas de l'agriculture et PNB par habitant pour les pays à faible revenu	295
39. Part en pourcentage de l'emploi rural non agricole dans la population rurale économiquement active	296
40a. Cas sélectionnés de rapport négatif entre la part en pourcentage des revenus non agricoles et le revenu total ou la propriété foncière	317
40b. Cas sélectionnés de rapport négatif entre la part en pourcentage des revenus non agricoles et le revenu total ou la propriété foncière	318
40c. Cas sélectionnés d'autres rapports entre la part en pourcentage des revenus non agricoles et le revenu total ou la propriété foncière	319

Cartes

1. Apport calorique	4
2. Evolution de la production végétale et animale, 1994-1997	14
3. Pays victimes de pénuries alimentaires ayant besoin d'une aide exceptionnelle	20
4. Villes comptant plus de 10 millions d'habitants (mégalo-poles)	62
5. Ouganda	120
6. Malaisie	159
7. Chili	200
8. République islamique d'Iran	230
9. Pologne	259
10. Hongrie	268

Remerciements

Le présent ouvrage *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1998* a été préparé par une équipe de la Division de l'analyse du développement agricole et économique dirigée par E.L. Zegarra et composée de R. Nugent, J. Skoet et S. Teodosijevic. La saisie du texte a été assurée par S. Di Lorenzo et P. Di Santo.

Les contributions et les documents de base ayant servi à la préparation du chapitre sur la situation mondiale ont pour auteurs M. Palmieri (Production et commerce des produits forestiers), le Département des pêches de la FAO (Produits de la pêche: utilisation et échanges), L. Naiken et P. Narain (Assistance extérieure à l'agriculture), L. Wilhelm-Filippi (Comment ravitailler les villes) et R. Willmann (Intégrer les pêches et l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire et la production halieutique). Les sections consacrées aux pénuries alimentaires et aux situations d'urgence, à la situation du marché céréalier, à l'aide alimentaire et aux cours internationaux des produits agricoles ont été préparées par le personnel de la Division des produits et du commerce international, sous la direction de J. Greenfield, P. Fortucci, W. Lamadé, A. Rashid et P. Konandreas.

Les exposés et documents de base ayant servi à la rédaction du chapitre sur la situation par région ont été préparés par M. Allaya (Proche-Orient et Afrique du Nord), J. Budavari (Europe centrale et orientale et CEI), N. Cochrane (Hongrie et Pologne), M. Cox (Chili), F. Dévé (République islamique d'Iran), K. Dunn (Ouganda) et A. Webb (Malaisie).

Le chapitre spécial (Troisième chapitre – Revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement) a été rédigé par T. Reardon (Université d'Etat du Michigan, Etats-Unis) avec des contributions importantes de K. Stamoulis (FAO), M.-E. Cruz (MINAGRI, Chili), A. Balisacan (Université des Philippines), J. Berdegue (RIMISP, Chili) et B. Banks (East Lansing, Michigan, Etats-Unis).

L'édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1998* a été effectuée par le Groupe des publications, Division de l'information.

La couverture, la mise en page et les illustrations ont été préparées par G. De Pol – Studio Page.

Sigles et abréviations

AIS	Accord international sur le sucre
ALECE	Accord de libre-échange européen
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAD	Comité d'aide au développement
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CAMSUCO	Cameroon Sugar Co., Inc.
CASA	Société d'approvisionnement et de services agricoles
CEI	Communauté des Etats indépendants
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIDT	Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
CONAGRO	Conseil national de la production agricole
DEA	Disponibilité énergétique alimentaire
ERNA	Emploi rural non agricole
FELCRA	Office fédéral de remembrement et de remise en état des terres
FELDA	Office fédéral de mise en valeur des terres
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
ICAFE	Institut du café
ICCO	Organisation internationale du cacao
IDA	Association internationale de développement
IED	Investissement étranger direct
IPR	Opérations d'intervention prolongée en faveur des réfugiés
MERCOSUR	Marché commun austral
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	Politique agricole commune
PAMI	Programme d'alimentation des mères et des nourrissons
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PROAL	Programme stratégique d'alimentation
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
RCAAP	Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique
RISDA	Office de développement des petites plantations d'hévéas
RNA	Activités rurales non agricoles
RRNA	Revenus ruraux non agricoles
SOCAPALM	Société camerounaise de palmeraies
SODECOTON	Société de développement du coton au Cameroun

SODESUCRE	Société pour le développement des plantations de canne à sucre, l'industrialisation et la commercialisation du sucre
SONACOS	Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal
UE	Union européenne

Note explicative

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont utilisés:

- = néant ou négligeable (dans les tableaux)
- ... = non disponible (dans les tableaux)
- \$ = dollars des Etats-Unis

Dates et unités

Les années ou groupes d'années sont indiqués comme suit:

1996/97 = campagne agricole ou commerciale ou exercice à cheval sur deux années civiles

1996/97 = moyenne pour les deux années civiles

Sauf indication contraire, les mesures sont celles du système métrique.

Statistiques

Dans les tableaux statistiques, les totaux sont arrondis et ne correspondent donc pas nécessairement à l'addition des unités. Les variations annuelles et les pourcentages de variations sont calculés en tenant compte des décimales.

Indices de la production

Les indices FAO de la production agricole indiquent le niveau relatif du volume total de la production agricole de chaque année par rapport à la période de base 1989-1991. Ils sont fondés sur la somme des quantités pondérées par les prix des différents produits agricoles après déduction des quantités utilisées comme semences ou aliments pour animaux (pondérées de la même façon). Le total qui en résulte représente par conséquent la production disponible pour toute autre utilisation que les semis ou l'alimentation animale.

La formule utilisée pour le calcul de tous les indices, aux niveaux national, régional ou mondial, est celle de Laspeyres. La production de chaque produit est pondérée par la moyenne des cours internationaux du produit pendant la période 1989-1991 et les quantités produites chaque année sont additionnées. Pour obtenir l'indice, on divise la production totale pour une année donnée par la production moyenne pour la période de base 1989-1991.

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1989-1991. Tous les produits et tous les pays figurant dans l'*Annuaire FAO du commerce* sont pris en compte. Les indices du total des produits alimentaires comprennent exclusivement les denrées comestibles.

Tous les indices prennent en compte l'évolution de la valeur courante des exportations (franco à bord [f.o.b.]) et des importations (coût, assurance et fret [c.a.f.]), exprimée en dollars des Etats-Unis. Quand les pays évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés à leur valeur c.a.f. approximative.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire des produits échangés entre les pays indiquent l'évolution des quantités pondérée par les prix et celle de la valeur unitaire pondérée par le volume. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les prix et les volumes moyens de 1989-1991, période de base de tous les indices calculés actuellement par la FAO. La formule utilisée pour le calcul des indices est celle de Laspeyres.

CHAPITRE I

SITUATION MONDIALE



SITUATION MONDIALE

I. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Selon une pratique adoptée pour la première fois dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1997*, l'état de la sécurité alimentaire mondiale est analysé ci-après par région et par pays sur la base des dernières informations disponibles. Après avoir présenté les estimations les plus récentes de la FAO du nombre et du pourcentage des sous-alimentés dans les régions et pays, on analyse la relation entre le montant et l'évolution du revenu, le volume et la composition des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) et la sous-alimentation; enfin, des indicateurs de la sous-alimentation dans certaines catégories de pays sont présentés.

LA SITUATION ACTUELLE

Le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique dans les pays en développement est actuellement estimé à 828 millions pour la période 1994-1996 (tableau 1). La proportion des sous-alimentés a légèrement baissé depuis le début des années 90, mais leur nombre absolu a un peu augmenté à cause de la croissance de la population totale et de la modification de la pyramide des âges qui a modifié les besoins minimaux moyens¹.

Tableau 1

POURCENTAGE ET NOMBRE DE SOUS-ALIMENTÉS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR RÉGION, 1992-1994 ET 1994-1996

Région	Pourcentage de sous-alimentés		Nombre de sous-alimentés (millions)	
	1990-1992	1994-1996	1990-1992	1994-1996
Afrique subsaharienne	40	39	196	210
Proche-Orient et Afrique du Nord	11	12	34	42
Asie de l'Est et du Sud-Est	17	15	289	258
Asie du Sud	21	21	237	254
Amérique latine et Caraïbes	15	13	64	63
Toutes régions en développement	20	19	822	828

Note: Les totaux comprennent les chiffres de l'Océanie qui ne figurent pas dans le corps du tableau.
Source: FAO

Carte 1

APPORT CALORIQUE

(kcal par habitant)



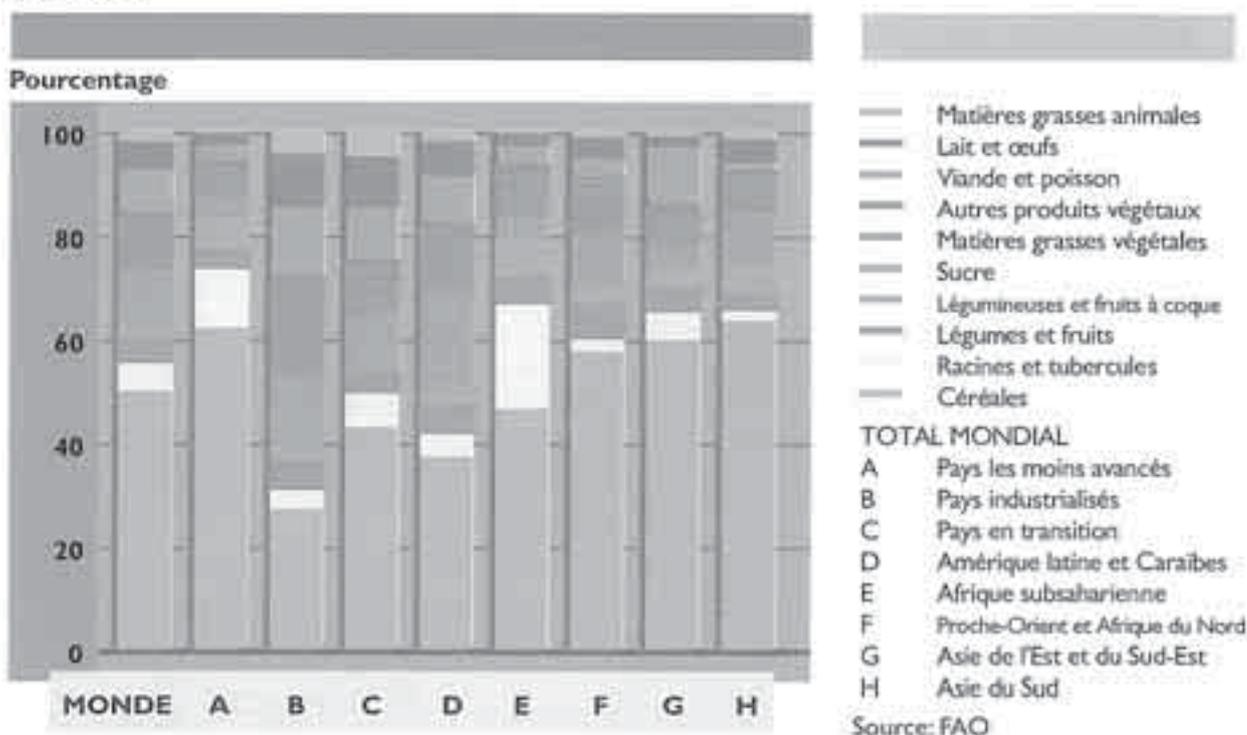
Source: FAO

Le tableau 1 confirme que c'est en Asie que se trouve le plus grand nombre de sous-alimentés mais que c'est en Afrique subsaharienne que le pourcentage des sous-alimentés est le plus élevé. Les tendances récentes ne sont pas rassurantes: le progrès enregistré dans certaines régions a été amplement compensé par la détérioration observée dans d'autres. On a maintes fois répété que ces chiffres sont inacceptables et qu'ils doivent impérativement être réduits dans des proportions considérables. Le Plan d'action issu du Sommet mondial de l'alimentation est actuellement mis en œuvre en vue de réduire de moitié le nombre des sous-alimentés d'ici à l'an 2015 au plus tard.

La disponibilité énergétique alimentaire par habitant, c'est-à-dire la quantité de nourriture disponible en moyenne par personne et par jour dans le pays considéré, est

Figure 1

PART DE DIVERS TYPES D'ALIMENTS DANS LE RÉGIME ALIMENTAIRE, PAR RÉGION ET GROUPE DE PAYS



le principal indicateur utilisé pour estimer dans quelle mesure l'alimentation est adéquate. Elle est mesurée en kilocalories (kcal) par jour. La carte 1 fait apparaître la DEA dans chaque pays du monde et fait ressortir les variations intra-régionales qui ne figurent pas dans les agrégats régionaux du tableau 1. Les pays où les disponibilités alimentaires sont insuffisantes – qui sont généralement ceux où la proportion de sous-alimentés est la plus élevée – sont concentrés en Afrique subsaharienne, mais il y en a aussi un nombre appréciable en Asie du Sud et du Sud-Est.

La disponibilité énergétique n'est pas tout: la sécurité alimentaire dépend aussi de l'accès à un régime alimentaire sain et équilibré. La figure 1 montre les différences de la composition de la DEA entre les régions et les groupes de pays. Des différences apparaissent entre les régions, mais elles sont encore plus visibles quand on considère des groupes de pays de niveau comparable de développement économique. Ces différences sont dues aux variations du pouvoir d'achat – dans les pays les plus riches la population peut acheter davantage de produits animaux et de matières grasses – mais aussi aux

Figure 2



Victimes de la sécheresse

La sécheresse peut entraîner des pertes de récolte et réduire les disponibilités alimentaires.

différences de disponibilités alimentaires. D'une façon générale, l'équilibre nutritionnel semble meilleur dans les pays plus riches et la proportion de protéines, en particulier de protéines d'origine animale, dans le régime alimentaire y est plus grande. Les pays en développement sont caractérisés par une proportion élevée de céréales dans le régime alimentaire. Mais même à des niveaux de revenu comparables, le régime varie beaucoup d'un pays à l'autre en fonction des capacités de production, de l'accès à l'alimentation et des goûts.

ÉVOLUTION DE LA SOUS-ALIMENTATION

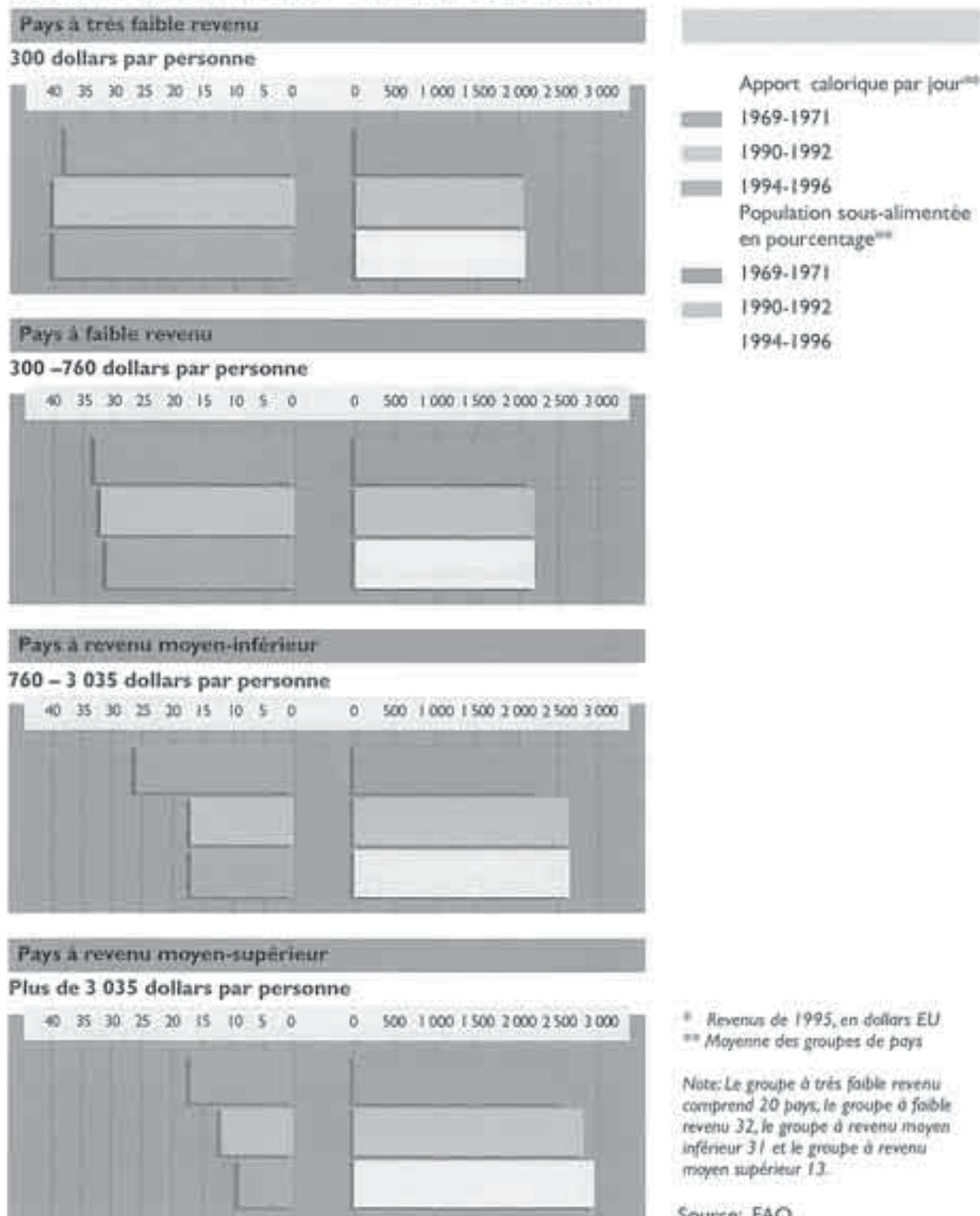
L'évolution récente de la sous-alimentation dans les pays de chaque région, par rapport à leur situation il y a 25 ans, fait l'objet de la figure 2 (présentée sous forme d'affiche sur la troisième de couverture de la présente publication). Le pourcentage de sous-alimentés a diminué dans la majorité des pays dans toutes les régions, alors qu'au début des années 90 il a beaucoup augmenté dans quelques pays en raison de circonstances exceptionnelles.

Dans près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, la proportion de sous-alimentés a augmenté entre 1990-1992 et 1994-1996. Il est vrai que dans beaucoup de pays à forte



Figure 3

ÉVOLUTION DE L'APPORT CALORIQUE ET INCIDENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR GROUPE DE REVENU* 1969-1971 à 1994-1996



croissance démographique, le nombre absolu des sous-alimentés augmente même quand leur proportion diminue.

En Asie comme dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la proportion de sous-alimentés a diminué dans plus des deux tiers des pays entre 1990-1992 et 1994-1996 (en pourcentage). Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la proportion de sous-alimentés n'a augmenté que dans trois pays sur 24 durant la même période.

Un aspect important de la sous-alimentation est qu'elle est étroitement liée aux moyens financiers dont disposent les populations pour acheter de la nourriture. La figure 3 illustre cet aspect: elle fait apparaître quatre groupes de pays, classés selon leur niveau de revenu en 1995, et la variation du nombre des sous-alimentés et de la DEA par habitant entre les trois périodes 1969-1971, 1990-1992 et 1994-1996. Comme on pouvait s'y attendre, c'est dans les pays où les revenus par habitant sont les plus élevés que la DEA est la plus grande et que la proportion de sous-alimentés est la plus faible. Mais ce qui est inquiétant, c'est que contrairement à la tendance générale observée dans l'ensemble des pays en développement, le nombre ou la proportion des sous-alimentés n'ont pas diminué dans les groupes de pays les plus pauvres depuis 1969-1971.

Le nombre ou la proportion des sous-alimentés n'ont pas diminué dans les groupes de pays les plus pauvres depuis 1969-1971.

Facteurs déterminant l'évolution de la sous-alimentation

Certains indicateurs aident à comprendre les tendances passées et peut-être à se faire une idée de l'évolution future de la population des sous-alimentés. Mais ce ne sont que des indicateurs: ils peuvent faire apparaître la présence de la sous-alimentation dans un pays ou dans une région, mais ne permettent pas de l'expliquer complètement, ni de la prévoir. On analyse dans les paragraphes qui suivent la relation entre certains indicateurs et la sous-alimentation.

Pour faire mieux apparaître les similitudes et les différences, 98 pays en développement (comprenant 96 pour cent de la population du monde en développement) ont été groupés en six classes selon la proportion de sous-alimentés en 1990-1992. Dans les pays de la première classe, la proportion de sous-alimentés dépasse 50 pour cent et dans ceux de la classe 6, elle est inférieure à 10 pour cent. Les tableaux 2 et 3 donnent huit indicateurs pour chacune des six classes. On analyse brièvement le rapport entre chaque indicateur et la proportion de sous-alimentés dans la classe considérée².

On constate au tableau 2 que les pays en développement où la proportion des sous-alimentés est la plus élevée sont en général aussi ceux où les revenus sont les plus faibles et vice

Tableau 2

INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES LIÉS À LA SOUS-ALIMENTATION

Classes de pays (selon le % de sous-alimentés en 1990-1992)	Nombre de pays	Population en 1992 (millions d'habitants)	PNB par habitant en 1995 ¹ (dollars EU)	Part de la population rurale en 1995 ¹ (%)	Part de l'agriculture dans le PNB de 1995 ¹ (%)	Importations nettes de produits alimentaires en 1993-1995 ² (kcal/habitant/jour)
Class 1. > 50%	11	124	100 - 340	61-87	33-56	239
Class 2. 40-50%	10	126	180 - 800	42-87	15-42	314
Class 3. 30-40%	16	400	120 - 1 460	40-82	10-50	158
Class 4. 20-30%	25	1 216	240 - 3 490	14-79	5-51	-5
Class 5. 10-20%	17	1 631	620 - 7 040	21-73	0-26	172
Class 6. < 10%	19	606	1 120 - 17 400	10-47	6-20	464

¹ Données de la Banque mondiale.

² Les chiffres négatifs indiquent des exportations nettes de produits alimentaires.

Note: Nombre de pays dans chaque classe.

Classe 1 - 11 (9 Afrique; 1 Asie et Pacifique; 1 Amérique latine et Caraïbes; 0 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Classe 2 - 10 (8 Afrique; 0 Asie et Pacifique; 2 Amérique latine et Caraïbes; 0 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Classe 3 - 16 (13 Afrique; 2 Asie et Pacifique; 1 Amérique latine et Caraïbes; 0 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Classe 4 - 25 (7 Afrique; 8 Asie et Pacifique; 8 Amérique latine et Caraïbes; 2 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Classe 5 - 17 (2 Afrique; 5 Asie et Pacifique; 7 Amérique latine et Caraïbes; 3 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Classe 6 - 19 (0 Afrique; 4 Asie et Pacifique; 5 Amérique latine et Caraïbes; 10 Proche-Orient et Afrique du Nord)

Tableau 3

INDICATEURS DE TENDANCES LIÉS À LA SOUS-ALIMENTATION

Classe de pays (selon le % de sous-alimentés)	Croissance du PNB par habitant, 1985-1995 (nombre de pays)		Solde du commerce agricole 1985-1995 (nombre de pays)		Croissance de la production d'aliments de base 1985-1995 (nombre de pays)		Rapport entre l'inflation des prix alimentaires et l'inflation générale 1985-1996	
	+	0 -	+	0 -	+	0 -	+	0 -
Classe 1. > 50%	0	7 2	1	5 3	9	0 2	1	5 0
Classe 2. 40-50%	3	5 2	2	3 3	6	1 3	0	7 1
Classe 3. 30-40%	5	5 6	3	10 3	14	0 2	0	11 0
Classe 4. 20-30%	10	7 4	3	9 8	19	0 6	0	18 0
Classe 5. 10-20%	13	1 2	4	6 7	11	1 5	1	13 0
Classe 6. < 10%	9	1 5	4	4 10	13	3 3	0	10 1

Note: + = positif; 0 = négligeable; - = négatif.

La répartition des revenus et la facilité d'accès aux vivres ont une influence déterminante sur l'insécurité alimentaire d'un pays.

La relation entre l'incidence de la sous-alimentation et le caractère agricole et rural d'une économie est complexe.

versa. Dans 34 des 37 pays des trois premières classes, le revenu était en 1995 inférieur au seuil de 765 dollars EU par personne et par an; inversement dans 28 des 31 pays des classes 5 et 6, il était supérieur à ce seuil. Toutefois l'éventail des revenus est assez ouvert dans chaque classe. La classe 4, qui comprend 25 pays, est la plus hétérogène: elle comprend plusieurs pays où le PNB par habitant est inférieur à 300 dollars et plusieurs où il dépasse 3 000 dollars par an. Cela montre que d'autres facteurs tels que la répartition des revenus, la facilité d'accès aux vivres et d'autres indicateurs présentés ci-après ont une influence déterminante sur l'insécurité alimentaire, quel que puisse être le revenu moyen.

La part de l'agriculture dans l'économie est aussi un facteur important pour la sécurité alimentaire. Elle est illustrée de deux façons au tableau 2: la proportion de ruraux dans la population³ et la part de l'agriculture dans le PIB. Les pays en développement sont en général en grande partie ruraux et très tributaires de l'agriculture, et c'est particulièrement vrai de ceux où l'incidence de la sous-alimentation est forte. Chacune des cinq premières classes comprend plusieurs pays dans lesquels la proportion de ruraux atteint ou dépasse 70 pour cent. Les quatre premières classes comprennent des pays dans lesquels la part de l'agriculture dans le PIB est élevée. Les chiffres montrent toutefois que la relation entre l'incidence de la sous-alimentation et le caractère agricole et rural de l'économie est complexe. Dans toutes les classes, la dépendance à l'égard de l'agriculture, mesurée par chacun des deux indicateurs, varie dans une fourchette assez large. Toutefois, les limites inférieures et supérieures de la fourchette sont plus basses dans les pays où la proportion des sous-alimentés est la moins élevée.

La dépendance à l'égard des importations alimentaires, ou déficit vivrier, est mesurée par les importations nettes de produits alimentaires en kcal par personne et par jour (voir tableau 2). Un quart seulement des pays affichent un excédent ou un équilibre approximatif. Par équilibre on entend un excédent ou un déficit inférieur à 100 kcal par jour soit 5 pour cent de la DEA. Parmi les pays à déficit vivrier, qui sont largement majoritaires, on notera que de gros déficits du commerce des produits alimentaires sont souvent associés à une faible proportion de sous-alimentés: c'est que les pays qui importent beaucoup de denrées alimentaires sont généralement ceux où le PNB par habitant et le pouvoir d'achat sont le plus élevés.

Le tableau 3 présente quatre indicateurs qui permettent d'étudier les effets de certaines tendances économiques sur l'incidence de la sous-alimentation.

La croissance du PNB par habitant reflète la santé de l'économie des pays pendant la période envisagée; elle est en corrélation étroite avec la proportion de sous-alimentés. Le PNB par habitant a augmenté entre 1985 et 1995 dans 40 des 87 pays envisagés, diminué dans 21 et plafonné dans 26. Dans tous les pays de la première classe, la croissance du revenu par habitant a été négligeable ou négative, de même que dans deux tiers des pays des deuxième et troisième classes; dans la quatrième classe, la moitié des pays ont affiché un taux de croissance positif et dans les classes 5 et 6 les pays où la croissance du PIB par habitant est positive sont majoritaires, ce qui tendrait à confirmer l'hypothèse selon laquelle une forte incidence de la sous-alimentation serait un handicap pour le développement économique. La question mérite d'être étudiée plus avant.

L'excédent net du commerce agricole est un indicateur important surtout pour les pays les plus tributaires de l'agriculture. Il ne semble pas fortement lié à la sous-alimentation. On peut observer au tableau 3 que pendant la période 1985-1995, la balance du commerce agricole a été à peu près équilibrée dans trois pays sur cinq, excédentaire dans un et négative dans deux.

La production d'aliments de base a augmenté entre 1985 et 1995 dans la majorité des pays de toutes les classes et a dimi-

Une forte incidence de la sous-alimentation peut être un handicap pour le développement économique.

Progrès de la lutte contre la faim

L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est de réduire de moitié d'ici à l'an 2015 le nombre de personnes sous-alimentées.



G. BIZZARRI/FAO/17011

nué dans moins du quart d'entre eux. Son évolution ne semble pas très liée aux classes de sous-alimentation. Elle a augmenté pendant la décennie dans la majorité des pays des classes 1 à 3, qui sont ceux où la sous-alimentation est la plus répandue.

L'inflation des prix des aliments, c'est-à-dire la différence entre la variation du prix des aliments et le taux général d'inflation pendant la période 1985-1995 a aussi été examinée. On constate que d'une façon générale, le prix relatif des aliments sur les marchés intérieurs n'a pas beaucoup varié. Les exceptions – pays où le prix réel des aliments a augmenté ou diminué – sont très peu nombreuses. On notera toutefois que l'étude des tendances ne fait pas apparaître les fluctuations de brève durée et ne permet donc pas de se rendre compte des problèmes que peut poser l'instabilité des prix des aliments.

CONCLUSION

Les tendances et conditions décrites ci-dessus montrent que la situation des millions de sous-alimentés qui vivent aujourd'hui dans le monde en développement est grave et complexe. Ils ont un point en commun: la faim. La complexité de leur situation est illustrée par la vaste gamme de conditions observée dans des pays où les taux de sous-alimentation sont analogues. C'est que de nombreux facteurs doivent entrer en jeu pour assurer un accroissement régulier des disponibilités alimentaires dans les pays où celles-ci ne sont globalement pas suffisantes pour nourrir toute la population et pour améliorer l'accès des pauvres aux vivres dans la plupart des pays, y compris ceux où les disponibilités globales sont actuellement suffisantes mais où une partie importante de la population continue à souffrir d'insécurité alimentaire à cause des inégalités. Pendant la première moitié des années 90, avant le Sommet mondial de l'alimentation, la situation évoluait par à-coups, avec une succession de progrès et de reculs. Pour que l'objectif fixé par le Sommet – réduction de moitié du nombre des sous-alimentés d'ici à l'an 2015 – puisse être atteint, l'action d'urgence ne doit pas se relâcher.

Au cours des prochaines années, la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture continuera à présenter les derniers renseignements disponibles concernant la sécurité alimentaire et les facteurs susceptibles d'influer sur elle, sans perdre de vue l'objectif de réduire de moitié la population des sous-alimentés fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation.

La complexité de la faim est illustrée par la vaste gamme de conditions observée dans des pays où les taux de sous-alimentation sont analogues.

SITUATION MONDIALE

II. SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE – FAITS ET CHIFFRES

I. PRODUCTION VÉGÉTALE ET ANIMALE

- On estime que la production végétale et animale n'a augmenté en 1997 que de 1,2 pour cent par rapport à l'année précédente, moins qu'aucune année depuis 1993. Mais ce ralentissement – qui a touché toutes les régions, tant développées qu'en développement – succède à une année de particulièrement bonnes récoltes: en 1996, la production mondiale avait augmenté de pas moins de 4,5 pour cent.

- Après cinq ans de croissance vigoureuse et accélérée, la production végétale et animale du monde en développement a perdu son dynamisme en 1997: elle n'a augmenté que de 1,8 pour cent contre 5,3 pour cent en 1996. Ce taux de 1,8 pour cent est le plus bas qui ait été enregistré depuis 1979 et il est à peu près égal au taux de croissance démographique si bien que pour la première fois depuis 1987, la production animale et végétale par habitant n'a pas augmenté dans le monde en développement.

- Ce ralentissement a concerné toutes les régions en développement; toutefois, il a été particulièrement marqué dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord où, après avoir fait un bond de 9 pour cent en 1996, la production agricole a baissé de 4 pour cent sous l'effet des intempéries. En particulier, la sécheresse a provoqué de fortes baisses de production dans certains pays d'Afrique du Nord, principalement les cultures de céréales, mais des reculs ont aussi été enregistrés en République islamique d'Iran, en Iraq et en République arabe syrienne.

- En Afrique subsaharienne, la production agricole totale a baissé de 1 pour cent en 1997. Cela représente une baisse de 4 pour cent de la production par habitant, qui augmentait depuis quatre ans. Ces taux moyens masquent de grandes différences entre les pays, qui résultent principalement des caprices du climat. Toutefois, la production par habitant a chuté dans la majorité des 36 pays de la région et la baisse a été particulièrement marquée en Afrique australe.

La production animale et végétale par habitant n'a pas augmenté dans le monde en développement en 1997.

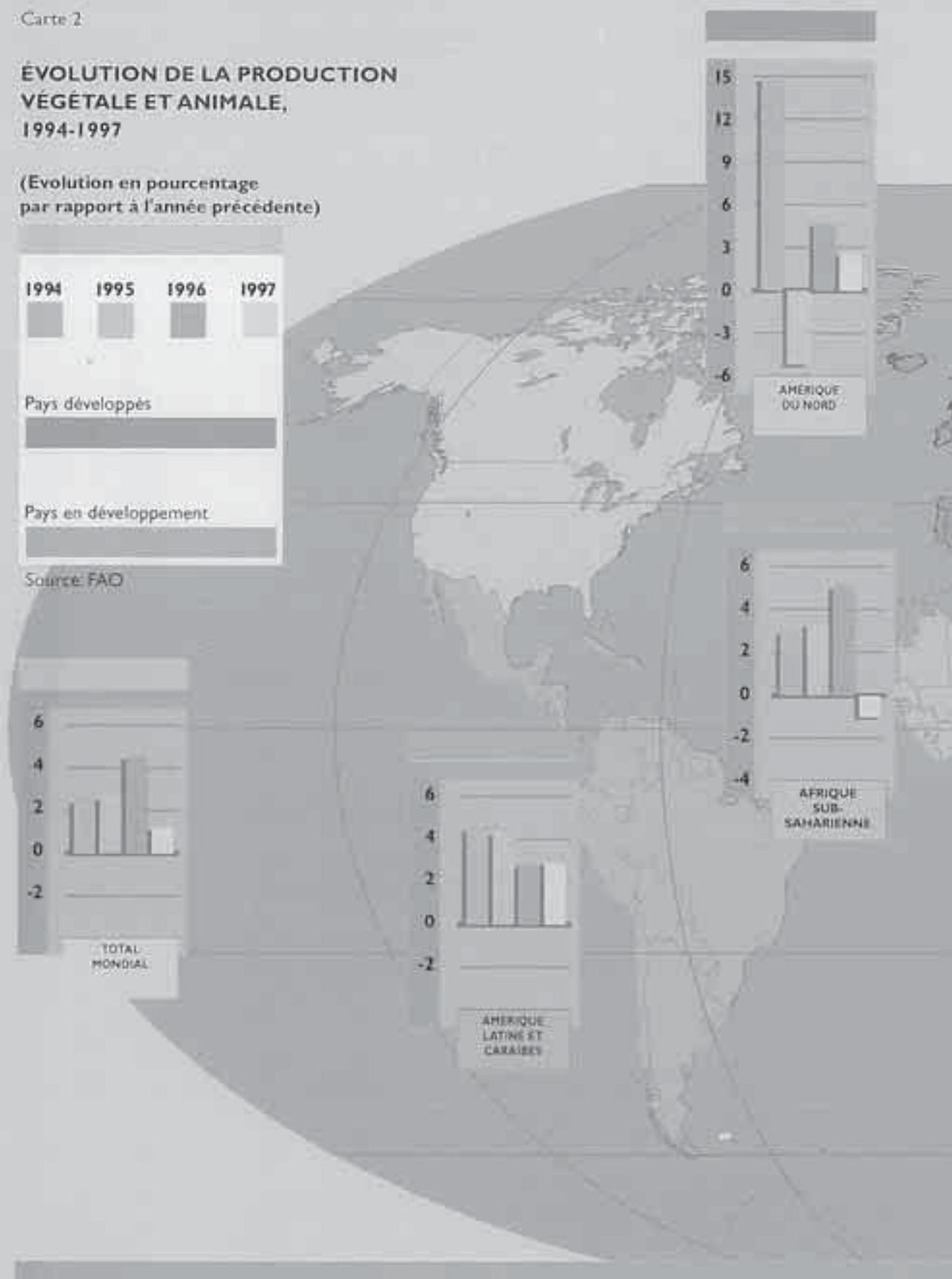
Carte 2

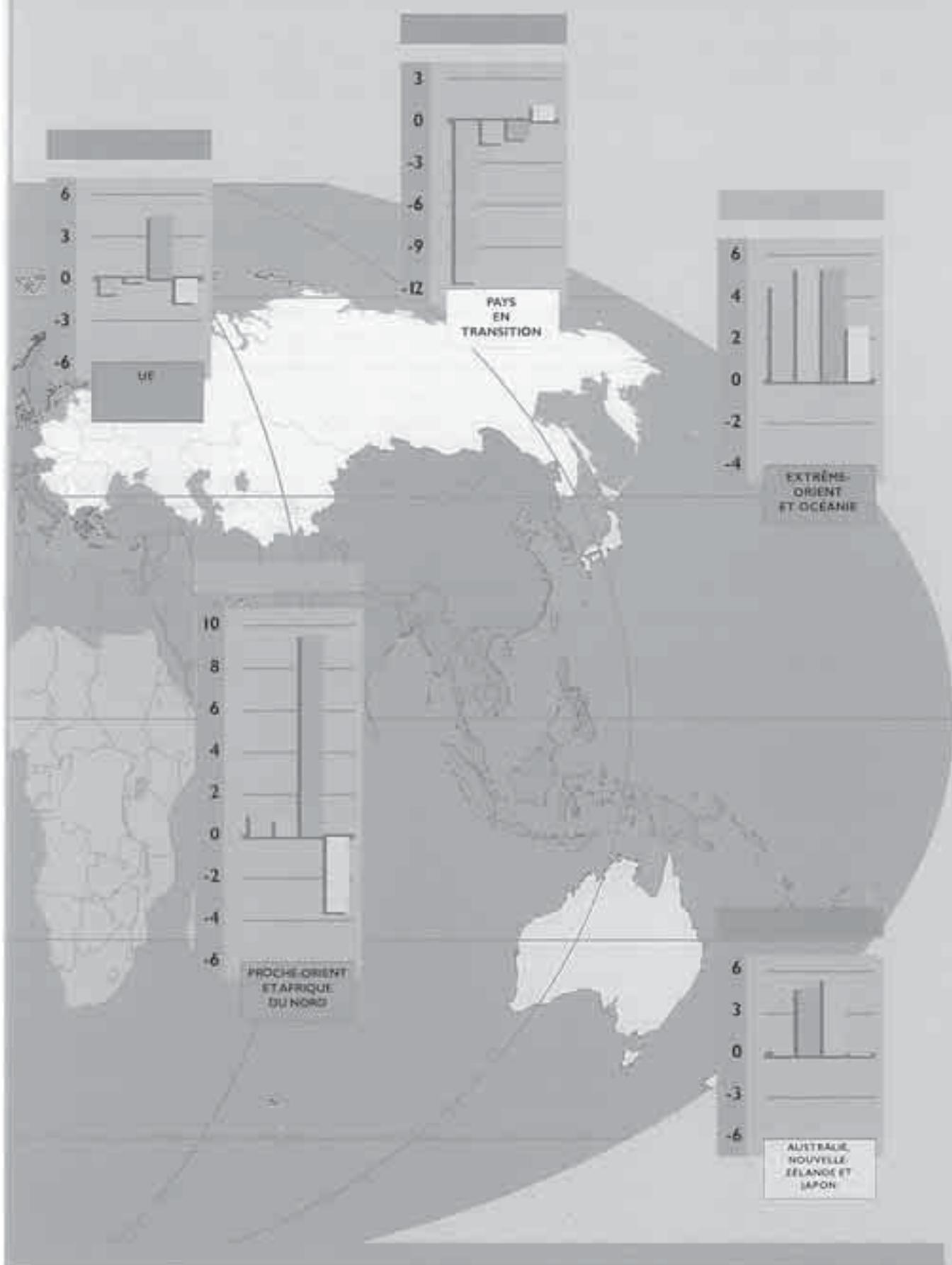
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE ET ANIMALE, 1994-1997

(Evolution en pourcentage par rapport à l'année précédente)



Source: FAO





- En Extrême-Orient, le taux de croissance annuel de la production agricole, qui depuis 1990 n'avait été qu'une seule fois inférieur à 4 pour cent, est tombé à 2,6 pour cent. Cette décélération est imputable à un net ralentissement dans la plupart des grands pays de la région. En Chine en particulier, la croissance de la production, bien qu'encore assez forte, marque une nette décélération tandis qu'en Inde les récoltes ont souffert des intempéries dans une grande partie du pays. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est ont aussi souffert de sécheresses, en partie liées au phénomène El Niño, qui ont provoqué une chute de la production agricole en Indonésie et un ralentissement de sa croissance au Myanmar, aux Philippines et en Thaïlande. Il est à craindre que la crise financière n'influe dans certains pays sur les décisions des agriculteurs, mais ses effets sur la production n'étaient pas encore visibles en 1997.

Il est à craindre que la crise financière n'influe dans certains pays sur les décisions des agriculteurs, mais ses effets sur la production n'étaient pas encore visibles en 1997.

- Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le ralentissement a été infime: on estime le taux de croissance à 2,9 pour cent pour 1997, soit un peu plus que la moyenne des cinq dernières années et environ 1 pour cent de plus que le taux de croissance démographique. Toutefois, l'expansion est limitée à un relativement petit nombre de pays (Argentine, Brésil et Pérou) alors que dans plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ainsi qu'en Colombie et au Paraguay, la production par habitant a baissé. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, comme dans d'autres, les baisses de production sont dans bien des cas dues aux effets d'El Niño.

- Dans les pays développés, le taux de croissance de la production agricole totale, estimé à plus de 3 pour cent pour 1996, est tombé à 0,5 pour cent. C'est dans l'Union européenne (UE) que le recul est le plus marqué: la production y a chuté de près de 2 pour cent, après avoir augmenté de 4 à 5 pour cent l'année précédente. Cette contraction, qui touche aussi bien les cultures que l'élevage, concerne la plupart des pays membres de l'UE. La récolte de céréales, qui avait atteint un niveau record en 1996, a un peu diminué parce que dans plusieurs pays les retards provoqués par la pluie ont réduit les rendements de blé.

- La production agricole nord-américaine a continué à augmenter en 1997 à un taux estimé à 2,6 pour cent. Le léger recul enregistré au Canada pour la première fois depuis 1992, a été compensé par une expansion de 3 pour cent aux États-Unis.

• En Australie, la production agricole a baissé de 1 pour cent en 1997 par rapport au niveau record de 1996, tandis qu'en Nouvelle-Zélande, l'expansion a continué, atteignant un taux de 2 à 3 pour cent. Au Japon, après deux ans de déclin, la production agricole s'est maintenue pratiquement au niveau de 1996, inférieur d'environ 7 pour cent à ce qu'il était il y a une dizaine d'années.

• Les pays en transition font contraste avec le tableau morose qu'offrent les autres régions: en 1997, pour la première fois depuis le début de la période de transition, la production agricole globale y a augmenté, encore qu'à un taux modeste (1 pour cent). La production de céréales a beaucoup augmenté tandis que celle de produits animaux a continué à baisser. La progression a été notable en Ukraine, mais un peu moins forte en Fédération de Russie et au Kazakhstan. Dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale, l'évolution a été contrastée; en particulier, on note une contraction due en grande partie aux intempéries en Pologne et une forte progression de la production céréalière en Roumanie.

Dans les pays en transition, en 1997, pour la première fois depuis le début de la période de transition, la production agricole globale a augmenté, encore qu'à un taux modeste de 1 pour cent.

2. PÉNURIES ALIMENTAIRES ET SITUATIONS D'URGENCE

- Le nombre de pays connaissant des situations de crise alimentaire est passé de 29 à la mi-1997 à 36 à la mi-1998, principalement à cause des effets du phénomène El Niño.

- En Afrique de l'Est, les récentes sécheresses, suivies dans la plupart des pays par des inondations et dont les effets se sont conjugués dans certains d'entre eux avec ceux de la guerre civile, ont provoqué des difficultés de ravitaillement. En Somalie, à la suite des inondations les plus graves depuis plusieurs décennies, qui ont ravagé la récolte de la campagne secondaire «Dyer» de 1997/98, les disponibilités resteront très justes jusqu'à la prochaine récolte, qui débutera en août 1998. Les inondations ont aussi décimé le cheptel et provoqué des épizooties. Au Kenya, une assistance alimentaire continue à être distribuée aux victimes des graves inondations qui ont frappé l'est du pays. En Ouganda, quelque 400 000 personnes déplacées dans le nord du pays, où les insurrections continuent de faire rage, ont encore besoin d'aide alimentaire. En République-Unie de Tanzanie, l'approvisionnement est difficile dans les zones où la récolte de la campagne secondaire «Vuli» de 1997/98 a souffert des pluies torrentielles et des inondations. En Ethiopie, plus de 5 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire, en partie à cause de la mauvaise récolte de 1997. En Erythrée, où la récolte céréalière a baissé pendant deux campagnes successives, les approvisionnements sont tendus en 1998 et le prix des vivres a beaucoup augmenté. Au Soudan, malgré une récolte satisfaisante, la situation est critique pour 2,4 millions de victimes des troubles civils et de la sécheresse qui ont besoin d'une assistance alimentaire; malheureusement, l'insécurité et le mauvais état des routes entravent les distributions de vivres. Au Burundi, la production vivrière de la première campagne de 1998 s'est contractée et l'embargo économique des pays voisins continue. Les approvisionnements sont aussi difficiles au Rwanda parce que la récolte de la première campagne de 1998 a été réduite et que l'insécurité règne dans l'ouest du pays.

- En Afrique de l'Ouest, on signale des difficultés d'approvisionnement dans plusieurs pays, malgré les récoltes supérieures à la moyenne engrangées en 1997 dans les pays côtiers. Le Libéria et la Sierra Leone restent très tributaires de l'aide alimentaire internationale, malgré le succès des programmes de remise en état du secteur agricole. En Sierra Leone, l'insécurité qui sévit dans l'est du pays provoque de vastes déplacements de population et perturbe toutes les activités agricoles. Au Sahel, les mau-

vaises récoltes de la fin de 1997 provoquent des difficultés localisées d'approvisionnement alimentaire, notamment dans le nord du Sénégal, en Mauritanie, en Gambie et dans certaines parties du Burkina Faso et du Niger.

- En Afrique centrale, la récolte s'annonce mauvaise en République démocratique du Congo à cause des inondations, de la pénurie d'intrants et des troubles civils.

- En Afrique australe, bien que l'impact d'El Niño sur la production végétale ait été limité, les approvisionnements risquent d'être plus difficiles pendant la campagne de commercialisation 1998/99 que l'année précédente. En Zambie, la production céréalière sera très inférieure à la moyenne à cause des pluies incessantes et des grandes inondations qui ont ravagé le nord du pays tandis que le sud souffrait d'une situation de quasi-sécheresse. En Angola et au Mozambique, la production vivrière devrait augmenter cette année, mais les personnes déplacées, les groupes vulnérables et les victimes de la sécheresse et des inondations auront besoin de secours alimentaires.

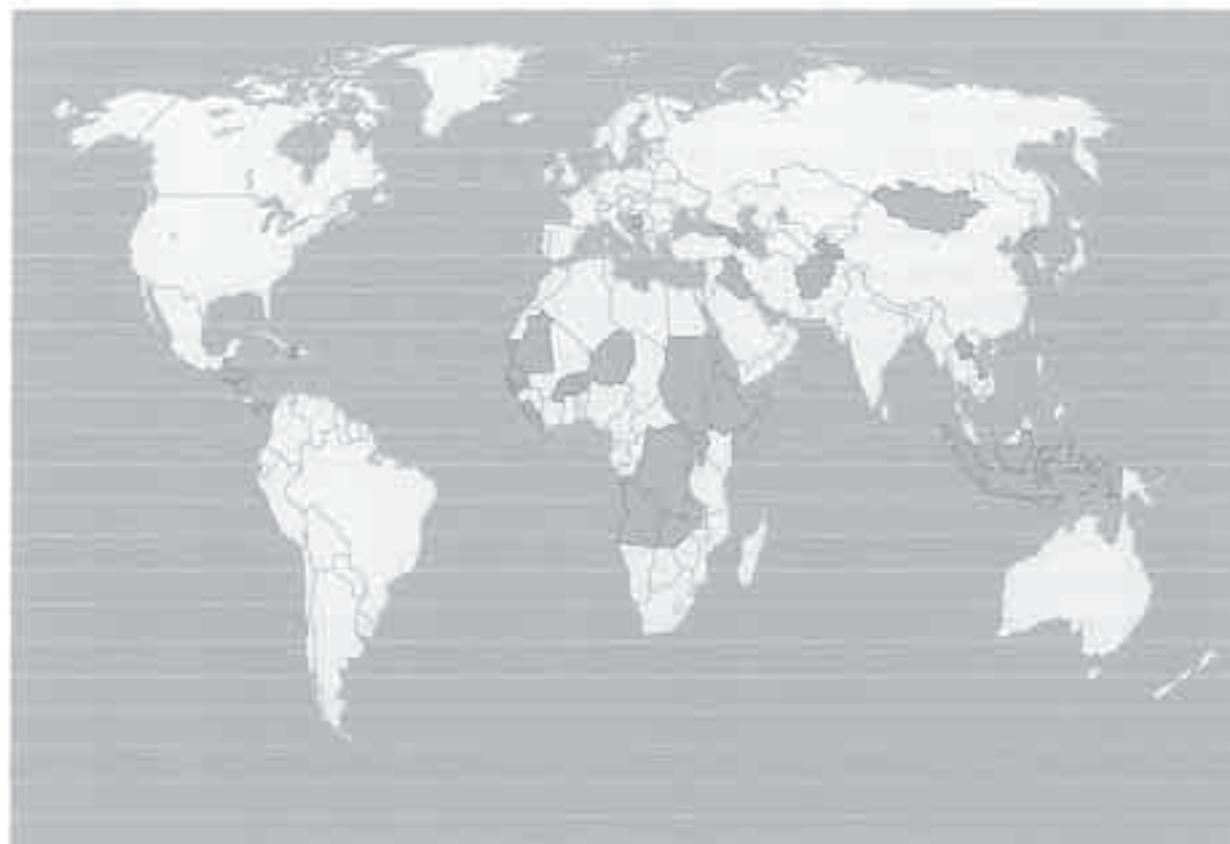
- En Asie, les approvisionnements restent très difficiles en République populaire démocratique de Corée, où une aide alimentaire reste nécessaire. En Indonésie, la grave sécheresse provoquée par El Niño, dont les effets se conjuguent avec ceux de la crise financière, a gravement compromis la sécurité alimentaire de la population, et une importante assistance internationale est nécessaire. En Afghanistan, on prévoit que les approvisionnements resteront difficiles en 1998 à cause de la poursuite des combats et du tremblement de terre qui a récemment ravagé les infrastructures d'irrigation dans les provinces du nord. En Iraq, bien que l'accord «pétrole contre nourriture» ait un peu amélioré la situation générale des approvisionnements, le problème de la malnutrition reste grave dans tout le pays. En République démocratique populaire lao, les cultures ont souffert des intempéries dans la plupart des zones rizicoles, ce qui a encore aggravé les problèmes d'approvisionnement. En Mongolie, l'alimentation des groupes vulnérables continue de souffrir du déclin de la production agricole et des problèmes liés à la transition économique. De graves difficultés de ravitaillement persistent en Papouasie-Nouvelle-Guinée du fait que la production vivrière a souffert de la sécheresse provoquée par El Niño.

- En Amérique latine, le temps particulièrement sec lié à El Niño retarde les semis de la première campagne de 1998/99

En Asie, les intempéries, la crise financière, les tremblements de terre et les hostilités ont entraîné des crises alimentaires dans plusieurs pays.

Carte 3

PAYS VICTIMES DE PÉNURIES ALIMENTAIRES AYANT BESOIN D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE*



* Pour la campagne de commercialisation en cours

Source: FAO, Système mondial d'information et d'alerte rapide, juin 1998.

dans les pays d'Amérique centrale. Le Nicaragua, le Honduras, El Salvador, le Guatemala et le Panama reçoivent actuellement une assistance alimentaire et en auront besoin jusqu'à la récolte de la première campagne de 1998. Dans les Caraïbes, les distributions de secours alimentaires se poursuivent en Haïti.

• Dans la Communauté des États indépendants (CEI), environ 16 pour cent de la population du Tadjikistan a besoin d'aide alimentaire ciblée à la suite des ravages provoqués par des inondations et des glissements de terrain. Les groupes vulnérables d'Arménie (soit quelque 13 pour cent de la population), d'Azerbaïdjan (11 pour cent) et de Géorgie (7 pour cent) ont encore besoin de secours alimentaires. En Bosnie-Herzégovine, les nécessiteux reçoivent une assistance alimentaire.

3. L'ÉCONOMIE CÉRÉALIÈRE MONDIALE: BILAN ET PERSPECTIVES⁴

• La production céréalière mondiale a atteint en 1997 le niveau record de 1 909 millions de tonnes (y compris le riz en équivalent riz usiné); l'accroissement par rapport à 1996 a pourtant été modeste, 1 pour cent ou 17 millions de tonnes. La production de blé, en hausse de 4 pour cent (soit 25 millions de tonnes) par rapport à la récolte déjà bonne de 1996, a atteint le record absolu de 615 millions de tonnes; elle a progressé dans presque toutes les régions, à l'exception de l'Afrique du Nord où elle a souffert de la sécheresse dans plusieurs pays. En revanche, la production de céréales secondaires a baissé d'environ 1 pour cent en 1997 (soit 8 millions de tonnes) pour s'établir à 911 millions de tonnes, ce qui reste toutefois supérieur au niveau tendanciel. Cette contraction est principalement due aux mauvaises récoltes de maïs en Chine, en Amérique du Nord et en Afrique; la production a au contraire beaucoup augmenté en Amérique du Sud, en Europe et dans la CEI. La production mondiale de paddy s'est maintenue en 1997 au niveau supérieur à la moyenne de 1996, soit 571 millions de tonnes, la légère augmentation enregistrée en Australie, en Chine, en Égypte, aux États-Unis, au Pakistan et au Nigéria ayant été presque entièrement compensée par une contraction au Brésil, en République populaire démocratique de Corée, en Indonésie et au Myanmar.

• A la clôture des campagnes s'achevant en 1998, les stocks céréaliers mondiaux devraient atteindre 321 millions de tonnes, soit 8 pour cent ou 25 millions de tonnes de plus qu'à l'ouverture. On prévoit en effet que grâce aux bonnes récoltes, les stocks de blé et de céréales secondaires augmenteront, d'autant plus que malgré la baisse des cours, la croissance de l'utilisation pour l'alimentation du bétail ralentira. Les stocks de riz, au contraire, diminueront, surtout au Brésil, en Indonésie et aux Philippines, où la production a souffert en 1997 des effets d'El Niño. Les stocks de report totaux des principaux exportateurs augmenteront pour la deuxième année de suite, et représenteront 39 pour cent du total mondial, contre 34 pour cent en début de campagne et 28 pour cent seulement en 1996. Ceux des autres pays, et en particulier des pays en développement, resteront probablement inchangés. Les stocks de fin de campagne représenteront globalement près de 16,9 pour cent de la consommation prévue pour 1998/99; c'est 1 point de plus qu'à la fin de la campagne précédente et à peine en dessous de la fourchette de 17 à 18 pour cent que la FAO estime nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

En 1997, la production de blé a atteint le record absolu de 615 millions de tonnes.

- Pendant la campagne de commercialisation 1998/99, on prévoit que la situation des approvisionnements mondiaux s'améliorera encore. D'après l'état des cultures en mai 1998, on prévoit que si les conditions météorologiques sont normales pendant le reste des campagnes de 1998, la production céréalière mondiale, en légère progression sur 1997, pourra atteindre le niveau record de 1 911 millions de tonnes. L'accroissement sera entièrement dû aux céréales secondaires, dont la récolte, supérieure au niveau tendanciel pour la troisième année de suite, atteindra 925 millions de tonnes, soit 1,6 pour cent de plus qu'en 1997. Au contraire, la production de blé, en légère baisse, tombera à 606 millions de tonnes et celle de paddy, qui avait atteint des niveaux records les deux années précédentes, à 567 millions de tonnes.

Si les prévisions actuelles se confirment, les disponibilités céréalières suffiront pour satisfaire la demande de 1998/99 et relever encore le niveau des réserves mondiales.

- Si les prévisions actuelles se confirment, les disponibilités céréalières suffiront pour satisfaire la demande de 1998/99 et relever encore le niveau des réserves mondiales. D'après les premières prévisions, les stocks céréaliers de clôture pourraient augmenter pour la troisième année de suite et atteindre 328 millions de tonnes à la fin des campagnes s'achevant en 1999, soit 2 pour cent ou 6 millions de tonnes de plus que le niveau d'ouverture. Ainsi, pour la première fois depuis quatre ans, le ratio stocks/utilisations pourrait se rétablir dans la fourchette de 17 à 18 pour cent. Mais ces prévisions se réaliseront-elles? Cela dépendra non seulement du volume effectif de la production de 1998, mais aussi des quantités utilisées pendant la campagne 1998/99.

Selon les prévisions, dans les pays en développement, la consommation de céréales vivrières augmentera un peu plus que la population, d'où une petite progression de la consommation par habitant.

- Il est actuellement prévu que l'utilisation mondiale de céréales augmentera de 1 pour cent en 1998/99, pour atteindre 1 904 millions de tonnes, soit un peu plus que le niveau tendanciel. L'accroissement sera pour l'essentiel imputable aux pays en développement et résultera notamment de l'accroissement de la consommation pour l'alimentation humaine dans les pays où la production augmentera le plus. Dans les pays en développement, la consommation de céréales vivrières augmentera un peu plus que la population, d'où une petite progression de la consommation par habitant. Au contraire, on s'attend à une décélération de l'utilisation de céréales pour l'alimentation du bétail, malgré la faiblesse des cours qui devrait persister sur les marchés céréaliers. L'expansion des stocks de céréales sera concentrée dans les pays développés, surtout les principaux pays exportateurs de céréales, où les bonnes récoltes prévues et la décélération de l'utilisation pour l'alimentation du bétail devraient entraîner une nouvelle augmentation des stocks.

Figure 4A

TENDANCES DES DISPONIBILITÉS/UTILISATIONS DE CÉRÉALES

(y compris le riz sous forme de riz usiné)

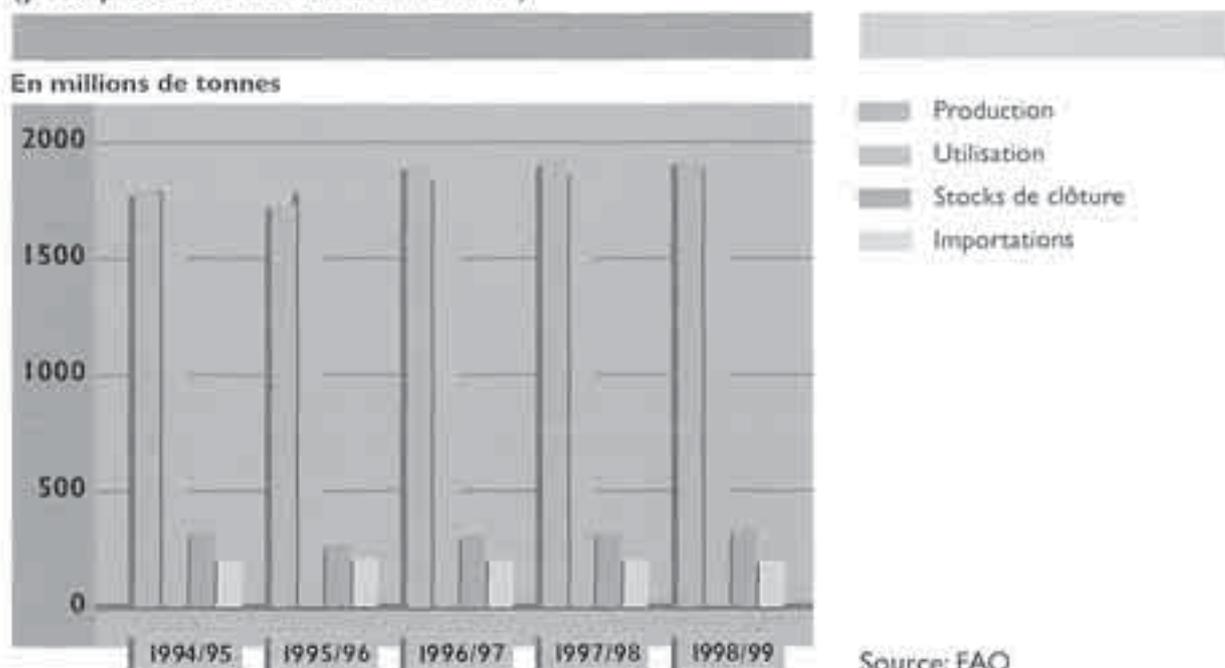
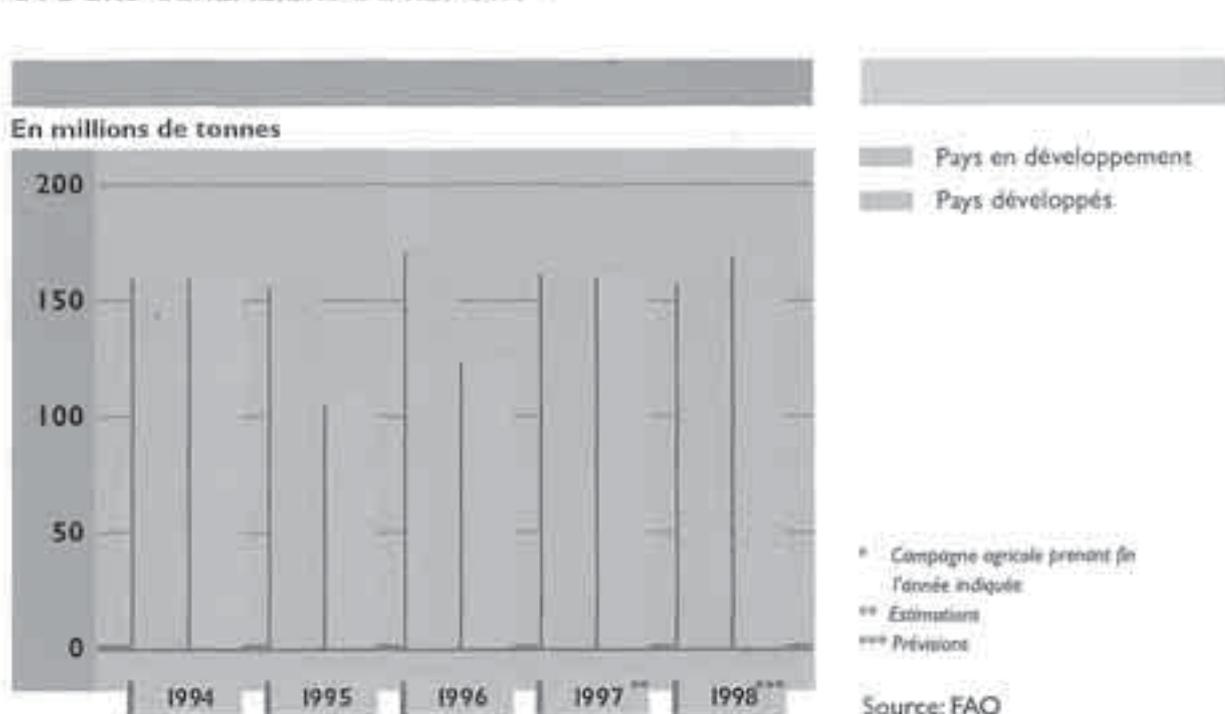


Figure 4B

STOCKS CÉRÉALIERS DE REPORT*



Selon les estimations, l'assistance multilatérale a légèrement baissé entre 1995 et 1996.

4. ASSISTANCE EXTÉRIÈRE À L'AGRICULTURE

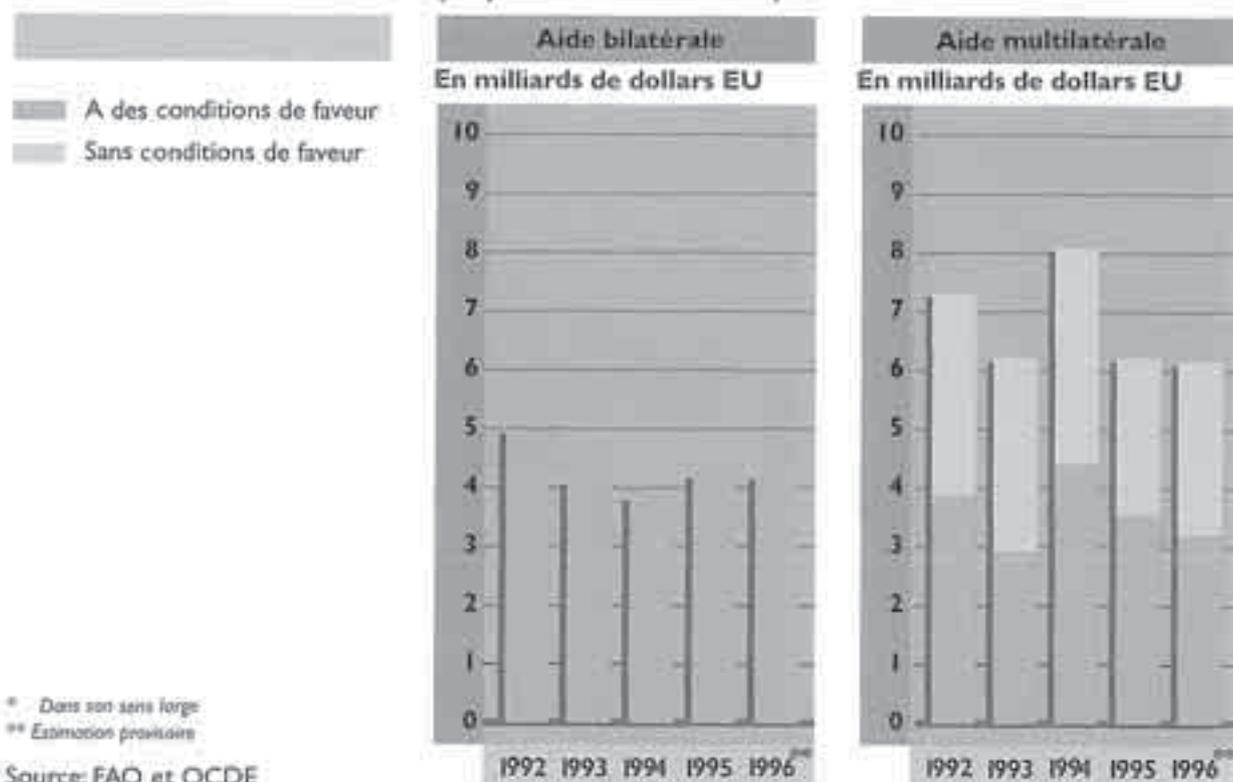
• Les engagements totaux d'Aide publique au développement (APD) des donateurs bilatéraux et multilatéraux en faveur de l'agriculture au sens large^{*} étaient estimés pour 1996 à 10 985 millions de dollars aux prix courants, soit 297 millions de moins qu'en 1995. Toutefois, les chiffres ne sont pas directement comparables parce que le montant indiqué pour 1996 ne comprend pas les engagements des États-Unis, qui ne sont pas encore connus. En 1995, les engagements des États-Unis s'étaient élevés à 400 millions de dollars; si on fait abstraction des États-Unis, les engagements totaux de 1996 sont d'environ 100 millions de dollars supérieurs à ceux de 1995.

• Aux prix constants de 1990, les engagements de 1996 (non compris ceux des États-Unis) se sont élevés à 10 363 millions de dollars contre 10 446 en 1995; ils sont donc res-

Figure 5

ENGAGEMENTS D'AIDE EXTÉRIÈRE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE*

(En prix constants de 1990)



* Dans son sens large

** Estimation provisoire

Source: FAO et OCDE

tés pratiquement inchangés; peut-être même ont-ils un peu augmenté si l'on tient compte des engagements des États-Unis, mais pas suffisamment pour que l'on puisse parler d'un véritable renversement de la tendance à la baisse de l'assistance extérieure à l'agriculture observée tout au long des années 90 (aux prix de 1990, les engagements totaux sont tombés de 12,2 milliards de dollars en 1991 à 10,4 milliards en 1995).

- La part de l'aide fournie à des conditions particulièrement favorables dans les engagements totaux fluctue autour de 70 pour cent depuis 1990; en 1996, elle a été de 72 pour cent, et celle des dons de 47 pour cent. Plus de 95 pour cent de l'assistance bilatérale est fournie sous forme de dons tandis que pour l'assistance multilatérale, la proportion des dons n'est que de 20 pour cent.

- Le Japon est le plus gros donateur bilatéral: en 1996, il a représenté à lui seul environ la moitié des engagements bilatéraux des pays du Comité d'aide au développement (CAD) en faveur de l'agriculture. Parmi les autres pays du CAD, l'Australie, le Canada et le Danemark ont beaucoup accru leurs contributions. En particulier l'Australie a promis 300 millions de dollars (aux prix courants) pour appuyer l'élaboration des politiques halieutiques dans les pays en développement.

- On estime que l'assistance multilatérale s'est un peu contractée (tombant de 10 446 millions de dollars en 1995 à 10 363 millions en 1996). Les engagements de la Banque mondiale ont baissé d'environ 1,2 milliard de dollars (soit 27 pour cent aux prix constants de 1990). Ceux du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui étaient brutalement tombés à 276 millions de dollars en 1995, sont remontés à 405 millions en 1996 (soit une hausse de 50 pour cent en valeur réelle), remontant ainsi à un niveau proche de celui de 1994. Les engagements des banques régionales de développement, qui avaient baissé en 1995 aussi brutalement que ceux du FIDA, ont fait en 1996 un bond de 869 millions de dollars pour atteindre 1 987 millions de dollars, égalant presque en valeur réelle le niveau de 1994.

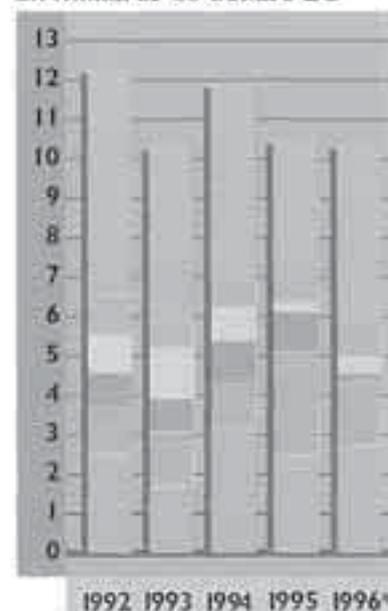
- En ce qui concerne le groupe de la Banque mondiale, les premières estimations indiquent qu'en 1997, les engagements de la Banque internationale pour la reconstruction

Figure 6

ENGAGEMENTS PAR GRANDS DOMAINES

(En prix constants de 1990)

En milliards de dollars EU



* Chiffres provisoires

Source: FAO et OCDE

Figure 7

ENGAGEMENTS PAR PRINCIPALE RÉGION BÉNÉFICIAIRE

(En prix constants de 1990)

En milliards de dollars EU



- Asie
- Amérique latine et Caraïbes
- Afrique
- Autres**

* Estimation provisoire

** Y compris pays développés

Source: FAO et OCDE

et le développement (BIRD) devraient être d'environ 1 milliard de dollars supérieurs au niveau de 1996 tandis que ceux de l'Association internationale de développement (IDA) resteront inchangés.

- En ce qui concerne la répartition sectorielle, les engagements ciblés sur l'agriculture au sens étroit^a ont augmenté de 24 pour cent pour atteindre 8 121 millions de dollars aux prix de 1990; ils ne sont toutefois pas remontés au niveau record de 1992. Tous les sous-secteurs – agriculture proprement dite, pêche, foresterie et mise en valeur des terres et des eaux – ont profité de cet accroissement, mais c'est dans celui de la pêche qu'il a été le plus important. De tous les grands sous-secteurs, le seul pour lequel les engagements aient augmenté est celui des agro-industries tandis que les engagements en faveur de la protection de l'environnement, du développement rural et surtout du développement régional et de l'aménagement des bassins ont diminué.

- En ce qui concerne la répartition géographique, la part des pays en transition a continué à augmenter pour approcher 7 pour cent en 1996 contre 5 pour cent en 1995. Les parts respectives des pays en développement n'ont guère changé, si ce n'est que la part d'Asie a un peu augmenté tandis que celle de l'Amérique latine et des Caraïbes a légèrement diminué. L'Asie conserve la part du lion – un peu plus de 40 pour cent – suivie de l'Afrique, avec 23 à 24 pour cent; la part de l'Amérique latine et des Caraïbes est un peu inférieure à 20 pour cent. La part qui n'est pas attribuée à des pays spécifiques a augmenté, pour atteindre 16 pour cent en 1996.

5. FLUX D'AIDE ALIMENTAIRE'

• Les expéditions totales d'aide céréalière au titre de l'aide-programme, de l'aide-projet et de l'aide d'urgence sont estimées pour 1997/98 (juillet/juin) à au moins 5,5 millions de tonnes, soit quelque 3 pour cent de plus que l'année précédente; cette augmentation tient essentiellement à la multiplication des crises alimentaires dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) ainsi qu'aux besoins accrus résultant de la crise financière asiatique. On estime que les expéditions d'aide céréalière aux PFRDV ont augmenté de 3 pour cent pour atteindre 4,6 millions de tonnes en 1997/98. Les expéditions de blé ont atteint 3,5 millions de tonnes, celles de céréales secondaires 1,3 million de tonnes et celles de riz près de 700 000 tonnes.

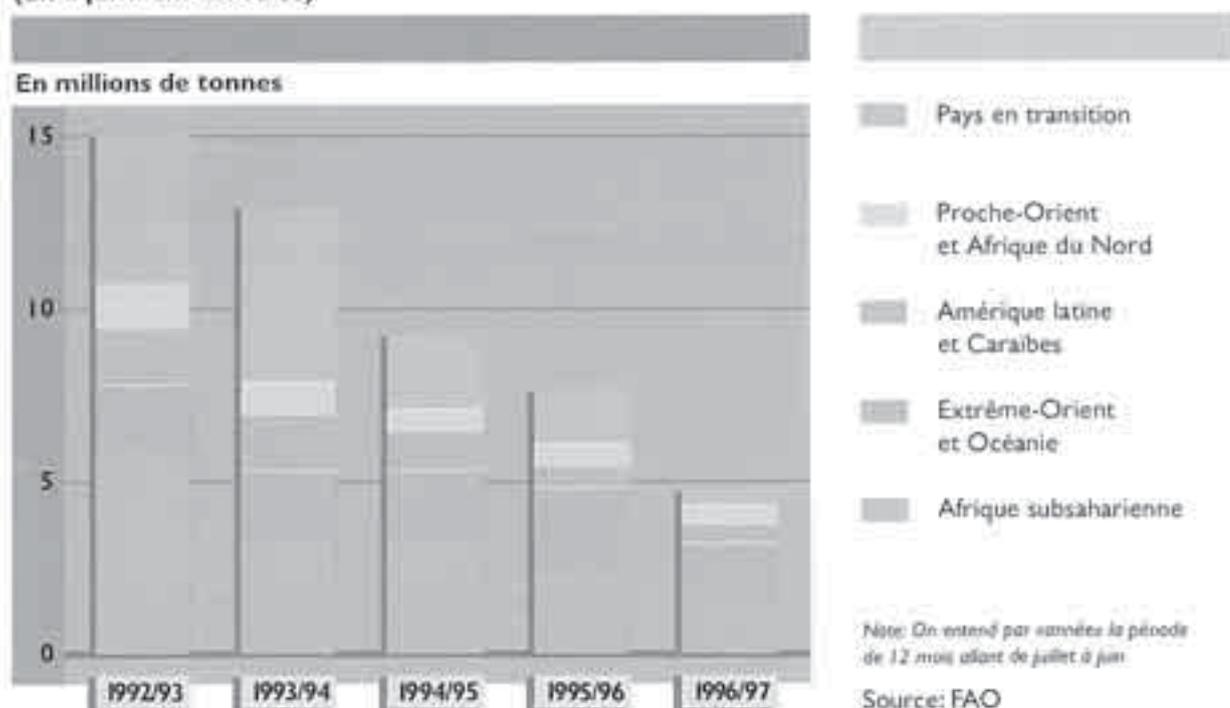
• Quant à l'aide alimentaire non céréalière (principalement légumes secs et huiles végétales), on estime qu'elle a encore baissé de 30 pour cent en 1997 (janvier-décembre), tombant à quelque 646 000 tonnes contre un volume estimé à 948 000

On estime que les expéditions totales d'aide céréalière en 1997/98 ont augmenté de 3 pour cent par rapport à l'année précédente.

Figure 8

BÉNÉFICIAIRES DE LIVRAISONS ALIMENTAIRES EN CÉRÉALES

(En équivalent céréales)



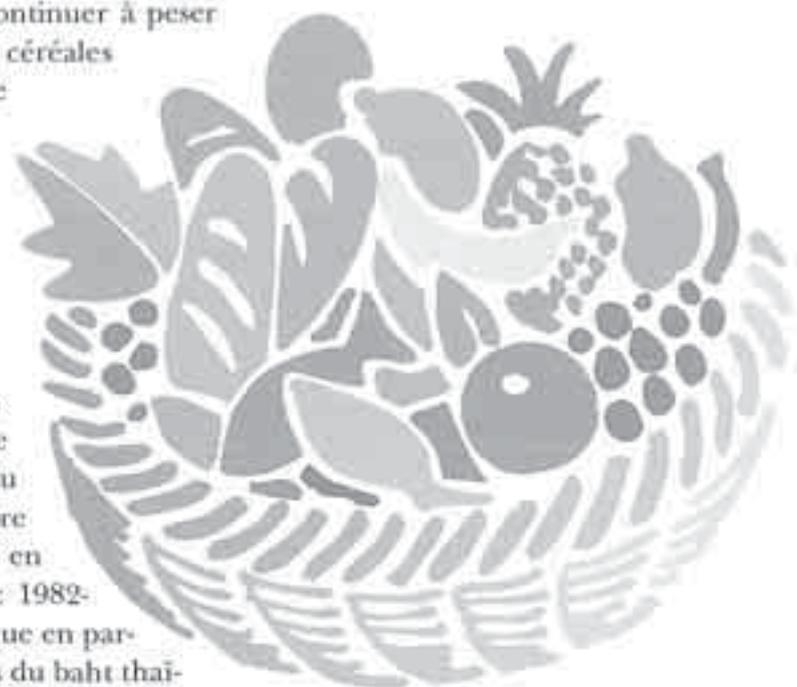
tonnes en 1996⁸. La réduction a touché la plupart des régions et n'a pas épargné les PFRDV. Ce sont les expéditions de légumes secs et d'huiles végétales qui ont le plus diminué mais celles des autres produits alimentaires ont aussi baissé.

• Les contributions de céréales à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) administrée par le Programme alimentaire mondial (PAM), en hausse de près de 12 pour cent, ont atteint 993 000 tonnes pour l'année 1997 (janvier-décembre) contre 887 000 en 1996. Ces contributions dépassent de loin l'objectif annuel minimum de 500 000 tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974. Les contributions en aliments autres que les céréales ont au contraire diminué, tombant à 167 000 tonnes contre 225 000 tonnes en 1996. En outre, les contributions céréalières destinées aux Opérations d'intervention prolongée en faveur des réfugiés (IPR), également administrées par le PAM, ont un peu augmenté, pour atteindre 529 000 tonnes en 1997, tandis que les contributions autres qu'en céréales, en baisse de 20 000 tonnes, sont tombées à 70 000 tonnes.

6. COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES'

• Pendant presque toute la campagne 1997/98, les cours des céréales sont restés très inférieurs au niveau de l'année précédente parce que les récoltes ont été excellentes et que les stocks ont continué à augmenter. Comme aucun élément fondamentalement nouveau n'est intervenu sur les marchés internationaux du blé et que la récolte s'annonçait bonne, les cours du blé ont continué à baisser pendant la deuxième moitié de la campagne sous l'effet saisonnier de la moisson et, à la fin de mai 1998, ils étaient de 20 à 25 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient un an auparavant. Les cours du maïs, de l'orge et du sorgho ont aussi continué à baisser: à la fin de mai, ils étaient de 10 à 15 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient à la même saison en 1997. La chute du cours des céréales secondaires s'explique en partie par l'accroissement de l'offre et le fléchissement de la demande d'importation, en particulier dans les pays d'Asie; comme la récolte s'annonçait bonne dans toutes les régions sauf l'Afrique australe, la pression sur les prix s'est encore accentuée depuis avril 1998. Les prix de presque toutes les céréales devraient rester déprimés au moins pendant la première moitié de la campagne de commercialisation 1998/99 parce que les prévisions de récolte sont bonnes et que la demande d'importation tend à baisser, surtout pour le blé. Pendant la deuxième moitié de la campagne 1998/99, l'évolution des prix dépendra comme d'habitude des emblavures et des perspectives de récolte pour 1999; en outre, la situation économique en Asie pourrait continuer à peser sur les cours internationaux des céréales jusqu'à la fin de la campagne 1998/99.

• L'évolution récente du marché du riz contraste avec celle des autres marchés céréaliers: en effet, le cours du riz de presque toutes les origines a continué à monter ces derniers mois, jusqu'en mai 1998. L'indice FAO des prix à l'exportation du riz, qui montait depuis décembre 1997, a atteint en moyenne 128 en mai, contre 125 en mars (base: 1982-1984=100). Cette hausse s'explique en partie par le renforcement du cours du baht thai-



landais par rapport au dollar des États-Unis et en partie par la crainte d'un épuisement des disponibilités exportables, surtout au Viet Nam et au Pakistan, du fait des gros achats de l'Indonésie et des Philippines.

- La baisse du cours international des huiles qui durait depuis la campagne 1994/95 s'est arrêtée en 1997/98. L'indice FAO du prix des matières grasses alimentaires et saponifiables a monté de près de 14 pour cent par rapport à la campagne précédente, passant de 135 à 154 (1990-1992=100). Le prix pondéré de tous les types de matières grasses a augmenté en moyenne de 2,5 pour cent environ par mois entre août 1997 et mai 1998 en raison de la tension du marché de ces produits, surtout des huiles fluides, dont le prix a augmenté encore plus.

- La hausse du cours international des farines d'oléagineux qui avait commencé pendant la campagne 1994/95 a aussi pris fin en 1997/98: l'offre pléthorique a fait chuter d'environ 7 pour cent l'indice FAO du prix des farines et tourteaux d'oléagineux.

- L'évolution divergente des prix (hausse du cours international des huiles et baisse de celui des tourteaux) et la nouvelle donne du marché ont entraîné une baisse de 2,5 pour cent du cours international des graines oléagineuses pendant la même période, comme le montre l'indice FAO des prix des oléagineux. Toutefois, il semble que la culture des oléagineux reste plus rentable par rapport à la cultures d'autres produits agricoles car d'après les premières indications, la production augmentera encore en 1998/99. Dans ces conditions, la tendance à la baisse du prix des oléagineux et des tourteaux et farines pourrait se poursuivre bien après la fin de la campagne en cours tandis que la montée du prix des matières grasses pourrait s'arrêter.

- Les cours mondiaux du cacao ont régulièrement augmenté en 1997: le prix moyen mensuel de l'Organisation internationale du cacao (ICCO) a atteint 78 cents des États-Unis la livre en décembre 1997, soit 11 cents de plus qu'un an auparavant. En janvier 1997, le cours moyen mensuel ICCO était tombé à 65 cents la livre, mais la tendance baissière qu'avaient provoquée en 1996 les grosses expéditions de Côte d'Ivoire (malgré la prévision d'un déficit mondial) a alors pris fin. En mars 1997, le risque d'un déficit structurel sur le marché mondial

Il semble que la culture des oléagineux reste plus rentable que la culture d'autres produits agricoles.

du cacao a refait surface et l'on a commencé à craindre que les intempéries ne réduisent la récolte en Indonésie de sorte que les prix ont commencé à se raffermir. En septembre 1997, le cours moyen ICCO, gonflé par les achats massifs des spéculateurs et des broyeurs qui souhaitaient se prémunir contre les conséquences d'El Niño, a atteint le niveau record depuis 10 ans de 80 cents la livre. Pendant le dernier trimestre de 1997, une analyse de l'impact d'El Niño a été publiée et le marché s'est calmé; les prix ont commencé à se stabiliser. En décembre 1997, le cours ICCO de fin d'année s'établissait à 78 cents. Pendant le premier trimestre de 1998, les prix ont fluctué entre 75 et 80 cents la livre. Pour l'année 1997, la moyenne du cours mensuel ICCO s'est établie à 73 cents la livre contre 66 cents en 1996: cela correspond à une augmentation annuelle moyenne de 8 cents la livre, soit 12 pour cent.

• Le cours mondial du café a monté en flèche en 1997: le prix composite de l'Accord international sur le café est passé de 100 cents la livre en janvier 1997 à 130 cents la livre en décembre 1997, soit une hausse de 30 pour cent. Il a culminé en mai 1997 à 180 cents la livre, niveau jamais atteint depuis 1986. Alors que les flambées des prix de 1986 et 1995 avaient été provoquées par les gelées au Brésil, la hausse de 1997 s'explique par le dynamisme de la demande face à une offre tendue d'Arabica, en particulier colombien, et d'autres variétés de café doux. Sous l'effet de cette tension, le prix des variétés Arabica a plus que doublé entre janvier 1997 et mai 1997 alors que le cours des variétés Robusta ne progressait que de 39 pour cent. L'écart de prix entre les variétés Arabica et Robusta a ainsi plus que triplé pendant cette période. Après avoir culminé en mai 1997, le prix composite a commencé à baisser car la production et les exportations étaient suffisantes pour satisfaire les besoins. En décembre 1997, le cours était tombé à 130 cents la livre; il s'est maintenu à ce niveau pendant le premier trimestre de 1998 et a recommencé à baisser depuis lors parce que la récolte de 1998 s'annonce bonne, particulièrement au Brésil où elle devrait être excellente.

• Les cours internationaux du coton, basés sur l'Indice Cotlook A, sont en baisse depuis juillet 1997: ils sont tombés de 81,3 cents la livre en juillet 1997 à 63,9 cents en mai 1998 (moyenne des trois premières semaines). La morosité du marché s'explique principalement par la crise financière asiatique et par la réduction des importations de plusieurs gros pays importateurs tels que la Chine. La production mondiale

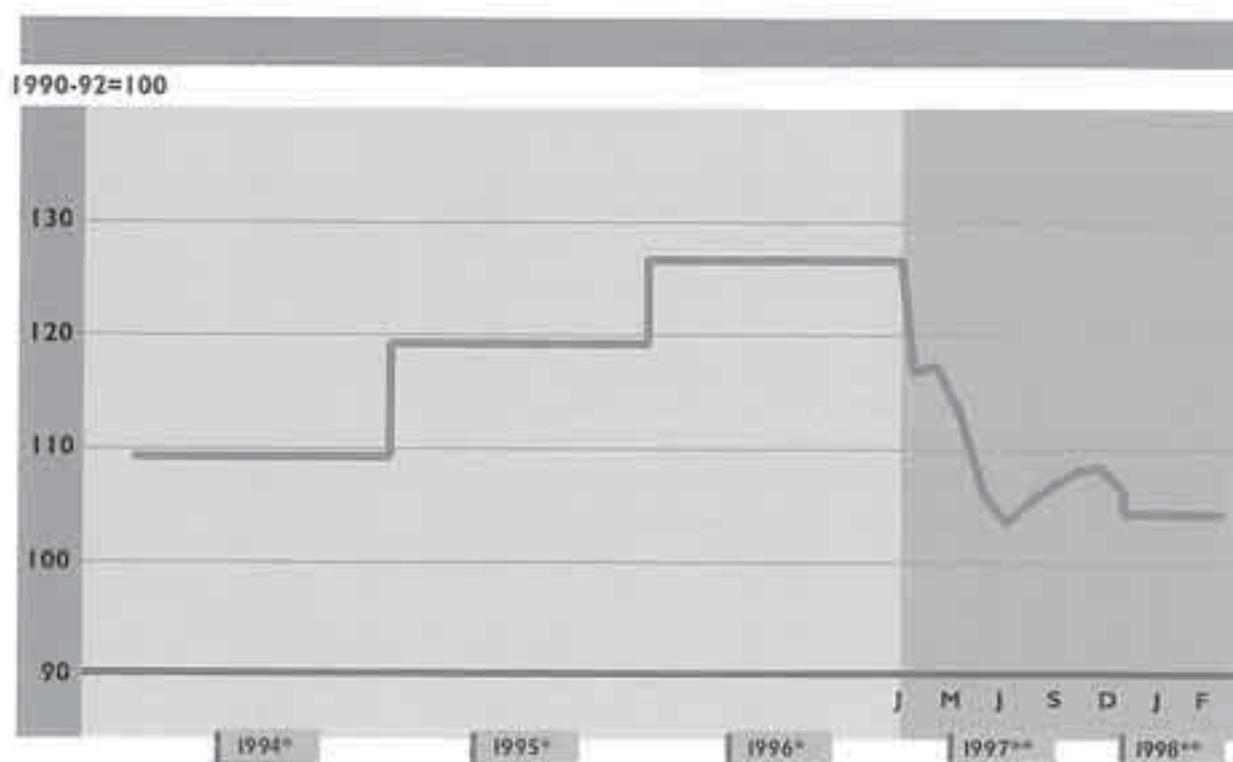
Le pic du marché du café a culminé en mai 1997 lorsque le prix composite de l'Accord international sur le café est passé à 180 cents la livre, niveau jamais atteint depuis 1986.

La morosité du marché du coton s'explique principalement par la crise financière asiatique et par la réduction des importations de plusieurs gros pays importateurs tels que la Chine.

le de la campagne de commercialisation allant du 1^{er} août 1997 au 31 juillet 1998 devrait se situer au même niveau que l'année précédente, mais la consommation diminuera en raison d'une baisse notable dans plusieurs d'Asie du Sud-Est. Ainsi, à la fin de la campagne 1997/98, le niveau des stocks mondiaux devrait être un peu plus élevé qu'un an plus tôt. On prévoit une contraction d'environ 6 pour cent des échanges mondiaux en 1997/98. Les importations de la Chine, de l'Asie du Sud-Est et de la République de Corée seront respectivement de 45, 20 et 21 pour cent inférieures aux niveaux de 1996/97. La plupart des pays exportateurs doivent donc s'attendre à voir leurs ventes diminuer un peu. Le cours du coton continuera probablement à subir une pression à la baisse dans l'avenir proche car la concurrence des fibres artificielles ne s'atténuera pas tandis que la demande d'importation fléchira à cause de la crise financière de l'Asie du Sud-Est.

Figure 9

INDICE DES PRIX À L'EXPORTATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES



* Moyenne annuelle des prix

** Données mensuelles

Source: FAO

• Les cours mondiaux du sucre sont restés à peu près stables en 1997. Le cours moyen de l'Accord international sur le sucre (AIS) s'est établi à 11,37 cents la livre, contre 11,96 cents en 1996. Le cours AIS a augmenté lentement tout au long de 1997, pour atteindre 12,33 cents en fin d'année. La FAO a révisé ses prévisions de production: elle estime maintenant la production de 1997/98 à 123,6 millions de tonnes, soit à peine 100 000 tonnes de plus que l'année précédente. La part du sucre de canne est restée à peu près inchangée: 70 pour cent du total, soit 85,6 millions de tonnes contre 38 millions de tonnes de sucre de betterave.

Selon les estimations de la FAO, le taux de croissance de la consommation mondiale de sucre, qui oscillait ces dernières années autour d'une moyenne de 2,5 pour cent, tombera en 1998 à 1,6 pour cent, principalement à cause de la crise économique asiatique; la consommation s'établirait ainsi à 123,1 millions de tonnes (équivalent sucre brut). Les échanges mondiaux diminueront de près de 3 pour cent: la demande brute d'importation, qui avait atteint 34,5 millions de tonnes en 1996/97, tombera à 33,5 millions de tonnes en 1997/98. Les stocks resteront abondants: plus de 45 millions de tonnes, soit 36 pour cent de la consommation.

Les cours mondiaux du sucre ont recommencé à baisser pendant le premier trimestre de 1998; en avril, le prix moyen était de 9,77 cents des Etats-Unis la livre. Cette baisse s'explique en partie par le fléchissement de la demande d'importation, en particulier en Asie du Sud-Est à cause de la crise financière, en Fédération de Russie à cause de l'abondance des stocks de report en 1997, en Chine à cause de l'accroissement de la production nationale et en Inde à cause de l'accroissement de la production et de l'utilisation des stocks. Comme le sucre provenant de la nouvelle récolte dans l'hémisphère Sud sera bientôt mis sur le marché, on ne peut guère s'attendre dans le proche avenir à ce que le cours remonte sensiblement.

• Les cours mondiaux du thé ont continué à monter en 1997: le cours moyen sur le marché de Londres s'est établi à 2 215 dollars la tonne, soit 25 pour cent de plus qu'en 1996, principalement grâce à une nouvelle augmentation de la demande en Fédération de Russie et dans les pays de la CEL, qui a coïncidé avec une baisse de production provoquée par la sécheresse au Kenya. Les prix sont restés fermes jusqu'au début de 1998, culminant à 3 118 dollars la tonne en janvier. Ils ont ensuite rapidement baissé, tom-

Les échanges mondiaux de sucre diminueront de près de 3 pour cent en 1997/98.

Les cours mondiaux du thé ont continué à monter en 1997, atteignant 25 pour cent de plus qu'en 1996.

Figure 10

PRIX À L'EXPORTATION DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES, 1994-1998

(dollars par tonne)



Source: FAO

* Estimation préliminaire

(dollars par tonne)



1994

1995

1996

1997

J

F

M

A

M

J

1998

Source: FAO

* Estimation préliminaire

bant à 2 049 dollars en avril et à 1 760 dollars en mai, parce que les premières prévisions de récolte pour 1998 indiquaient que la production dépasserait beaucoup le niveau de l'année précédente au Sri Lanka, au Kenya et en Inde. Tout porte à penser que la pression à la baisse continuera à se faire sentir jusqu'à la fin de 1998, compte tenu de la faible croissance de la demande et de l'offre abondante dans les pays exportateurs.

7. PRODUITS DE LA PÊCHE: CAPTURES, UTILISATIONS ET ÉCHANGES

• En 1996, la production mondiale de poissons, mollusques, crustacés et autres animaux aquatiques a atteint le niveau record de 121 millions de tonnes, soit 3,2 pour cent de plus qu'en 1995. La production de la pêche de capture, en hausse de 1,7 pour cent, a atteint 94,6 millions de tonnes, soit 78 pour cent du volume total. Les 22 pour cent restants proviennent de l'aquaculture dont la production a augmenté de 8,2 pour cent pour atteindre 26,4 millions de tonnes. En outre, la production de végétaux aquatiques, provenant à près de 90 pour cent de l'aquaculture, a atteint 9 millions de tonnes (en poids humide).

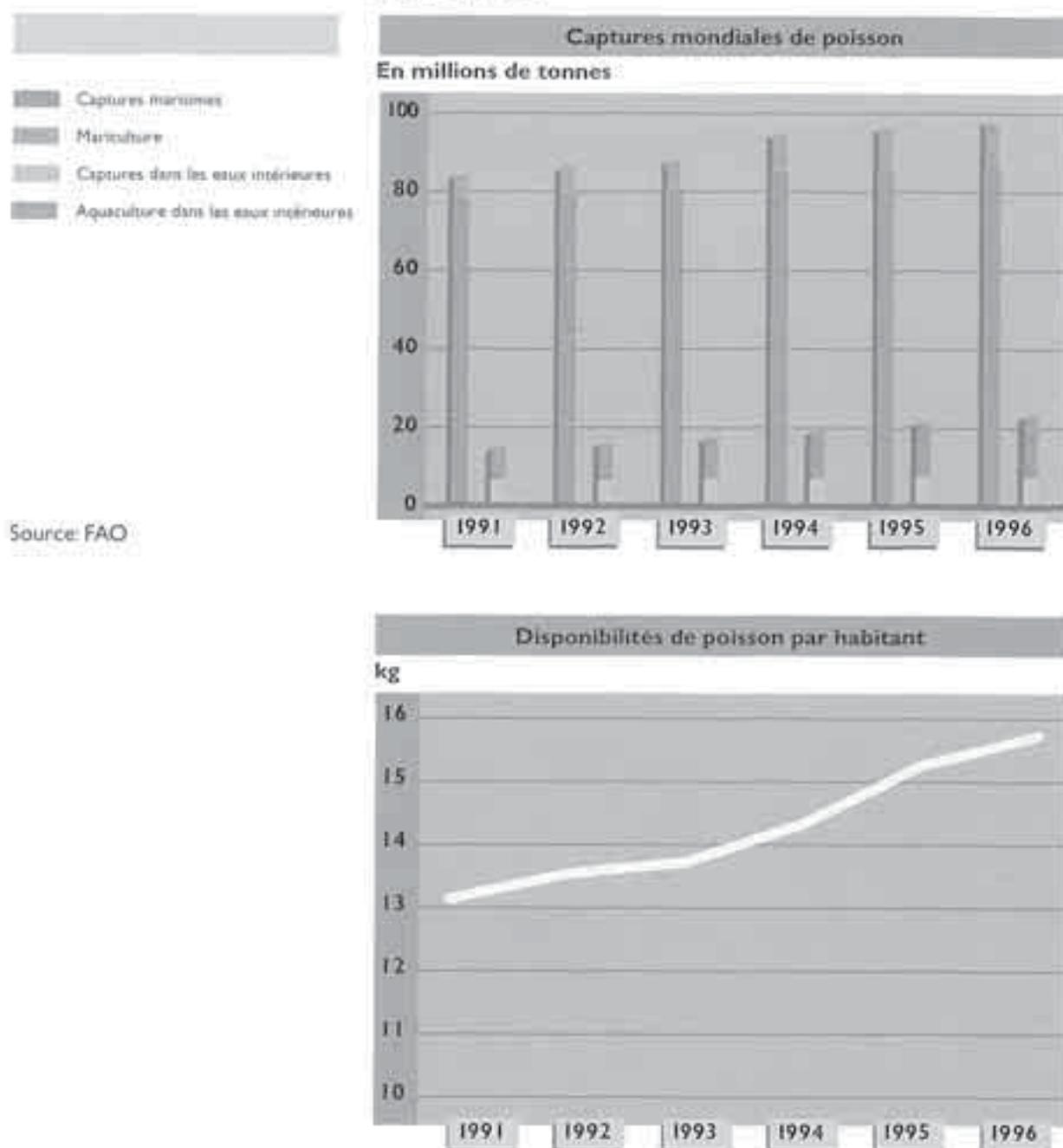
• La production de la pêche continentale a progressé de 2,3 pour cent pour atteindre 7,6 millions de tonnes; cette augmentation est entièrement concentrée en Asie; la production a au contraire baissé en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe.

• Le volume des captures en mer a augmenté de 1,7 pour cent et leur valeur a atteint quelque 80 milliards de dollars EU. Cette progression tient surtout aux pêcheries de du Pacifique du Nord-Ouest, qui représentent près de 30 pour cent de la pêche maritime de capture et, dans une moindre mesure, à celles de l'Atlantique du Centre-Est et de l'océan Indien. L'accroissement des captures dans ces eaux a plus que compensé la baisse des quantités débarquées dans les pêcheries de certaines autres mers telles que la Méditerranée et la mer Noire (où les quantités débarquées ont diminué de 11 pour cent), le Pacifique du Centre-Ouest (-2 pour cent) et du Nord-Est (-5 pour cent). Les petites espèces pélagiques, qui représentent 40 pour cent du volume des captures enregistrées par espèce, ont augmenté de près de 3 pour cent pour atteindre 39 millions de tonnes. Les captures d'espèces démersales sont restées au même niveau qu'en 1995 (18 millions de tonnes), tandis que celles de saumons ont baissé de 10 pour cent et celles de thonidés de



Figure 11

DISPONIBILITÉS ET CAPTURES MONDIALES DE POISSON

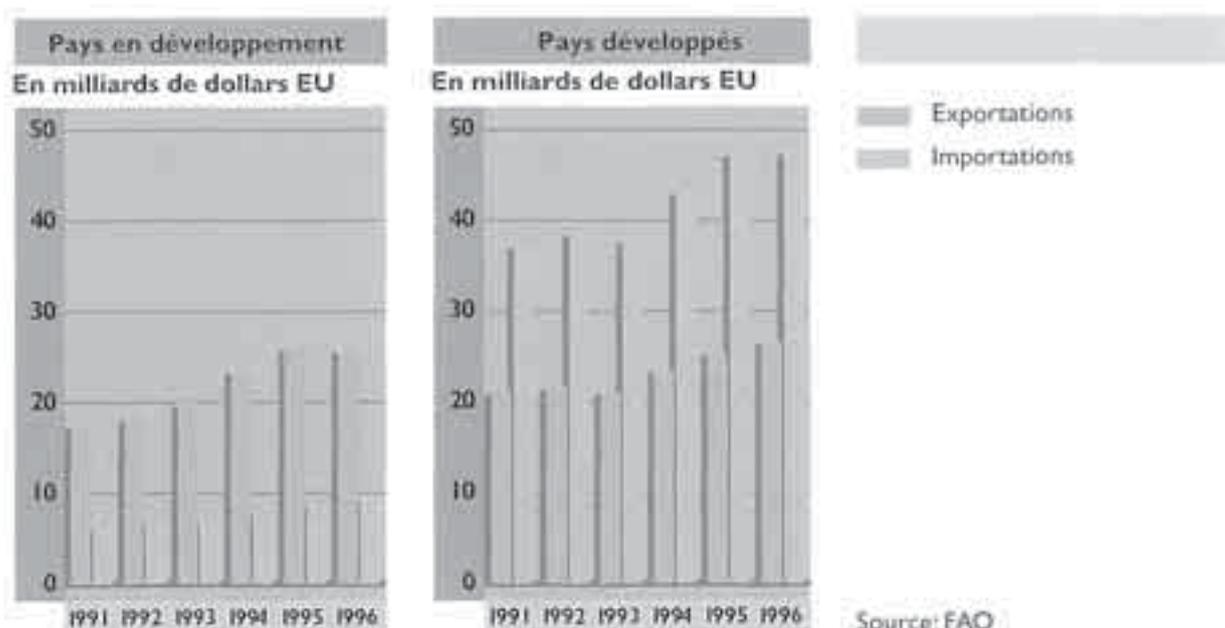


Source: FAO

2 pour cent. Les captures de crevettes ont augmenté (+8 pour cent), de même que celles de crabes (+4 pour cent) et de céphalopodes (+6 pour cent), tandis que la production de mollusques a chuté de 13 pour cent.

Figure 12

ÉCHANGES DE PRODUITS HALIEUTIQUES



• La production de l'aquaculture a continué à augmenter plus rapidement que celle de tous les autres secteurs de production alimentaire. Entre 1986 et 1996, elle a progressé de 10 pour cent par an en moyenne tant en quantité qu'en valeur; en 1996, la valeur de la production aquacole mondiale (y compris les plantes aquatiques) a atteint 46,6 milliards de dollars. L'Asie (et en particulier la Chine), continue à dominer le secteur avec, en 1996, 91 pour cent du volume et 83,5 pour cent de la valeur de la production aquacole mondiale. L'Afrique, au contraire, est à la traîne: malgré un taux de croissance annuel de 5,4 pour cent depuis 1990, sa production aquacole n'a représenté que 0,3 pour cent en volume et 0,6 pour cent en valeur du total mondial.

• La valeur totale des exportations de produits de la pêche s'est élevée à 52,5 milliards de dollars en 1996, à peu près autant qu'en 1995. Les volumes ont augmenté, mais comme les prix des principaux produits de la pêche avaient baissé, la valeur est restée pratiquement inchangée. La part des pays en développement dans la valeur des exportations de produits de la pêche, qui avait atteint 51 pour cent en 1995, est tombée à un peu moins de la moitié en 1996, et celle des PFRDV a chuté de façon plus prononcée, puisqu'elle est tombée à 36 pour cent du total

La production de l'aquaculture a continué à augmenter plus rapidement que celle de tous les autres secteurs de production alimentaire.

pour les pays en développement contre 39 pour cent l'année précédente. Les exportations de produits de la pêche sont pour beaucoup de pays en développement une source importante de devises: elles se sont élevées à 16,6 milliards de dollars en 1996, plus de trois fois autant que 10 ans auparavant.

- Soixante-quinze pour cent des exportations mondiales de produits de la pêche, en valeur, proviennent de 22 pays et pas moins de 51 pour cent des 11 premiers d'entre eux. La Thaïlande, avec des recettes d'exportation de 4,1 milliards de dollars en 1996 (9 pour cent du total mondial), a confirmé sa position au premier rang des exportateurs mondiaux de produits de la pêche, qu'elle détient depuis 1993, malgré une baisse de 7,5 pour cent de ses exportations par rapport à 1995. Les ventes de la Norvège, deuxième exportateur mondial, ont augmenté de 10 pour cent entre 1995 et 1996, pour atteindre 3,4 milliards de dollars; en revanche, les Etats-Unis, qui se classent au troisième rang, ont vu leurs exportations baisser de 7 pour cent: elles sont tombées à 3,1 milliards de dollars. Toutefois les Etats-Unis sont le deuxième importateur mondial de produits de la mer et leurs importations dépassent leurs exportations de 4 milliards de dollars. La valeur des

L'aquaculture orientée vers l'exportation sur le Tonle Sap au Cambodge

L'aquaculture est le secteur qui connaît la croissance la plus rapide.



exportations de la Chine continentale s'est maintenue au même niveau qu'en 1995 – 2,9 milliards de dollars; Taïwan Province de Chine a exporté pour 1,8 milliard de dollars de produits de la pêche, se classant ainsi après le Danemark (2,7 milliards) et le Canada (2,3 milliards).

• Le gros des exportations de produits de la pêche est destiné aux pays développés. Les pays industrialisés absorbent plus de 80 pour cent de la valeur des importations mondiales. Le Japon se classe en tête, avec 17 milliards de dollars d'importations (près de 30 pour cent du total mondial) suivi des États-Unis (7 milliards), de la France (3 milliards) et de l'Espagne (3 milliards également). Toutefois, les importations des trois plus gros importateurs ont baissé en 1996. Au contraire, celles des pays en développement ont augmenté de 7,5 pour cent; elles ont dépassé les 9 milliards de dollars, soit 16 pour cent du total mondial; les pays à faible revenu et à déficit vivrier absorbent un quart du total mondial, mais une partie de leurs importations consiste en farine de poisson utilisée en aviculture ainsi qu'en aquaculture pour produire des espèces de valeur destinées à l'exportation.

• La majeure partie de la production mondiale de poissons, mollusques et crustacés (75 pour cent en 1996) est destinée à la consommation humaine directe; les produits parviennent aux consommateurs sous diverses formes, principalement frais ou réfrigérés. Ces dernières années, parallèlement à la montée de la production aquacole, la part des produits de la pêche frais sur le marché a augmenté tant absolument que relativement. En 1996, les produits commercialisés à l'état frais ou réfrigéré représentaient le tiers de la production mondiale et leur volume avait augmenté de près de 70 pour cent en 10 ans. La production halieutique mondiale ayant progressé plus vite que la production de farine de poisson, les disponibilités mondiales de produits de la pêche pour l'alimentation humaine sont passées de 15,2 kg par personne et par an en 1995 à 15,7 kg en 1996.

• D'après les premières estimations pour 1997, la production halieutique a baissé, principalement à cause de la réduction des captures de petites espèces pélagiques en Amérique du Sud provoquée par El Niño. Comme ces espèces sont principalement utilisées pour produire des aliments du bétail, les disponibilités de poissons pour la consommation humaine directe n'ont probablement pas changé.

Les pays industrialisés absorbent plus de 80 pour cent de la valeur des importations mondiales de produits de la pêche, et le Japon se classe en tête avec près de 30 pour cent du total mondial.

En 1997, il y a eu un accroissement général de tous les produits forestiers.

8. PRODUCTION ET COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS

- En 1997, la production mondiale de bois rond a augmenté de 1,6 pour cent pour atteindre 3 410 millions de mètres cubes. Dans les pays en développement, qui représentent près des deux tiers du total (64 pour cent en 1997), la progression a été de 2,3 pour cent et, dans les pays développés, de 0,5 pour cent seulement. La production de bois d'œuvre et d'industrie (soit 45 pour cent du total, le reste étant constitué par du bois de feu), en hausse de 1,9 pour cent, a atteint 1 520 millions de mètres cubes, dont 70 pour cent, soit 1 060 millions de mètres cubes dans les pays développés, où la production a augmenté de 2,2 pour cent, contre 460 millions pour les pays en développement (+1,5 pour cent seulement).

- La production mondiale de produits en bois non défilbré (sciages, traverses et panneaux) a augmenté: la hausse est estimée à 2,3 pour cent pour les sciages et traverses (la production a ainsi atteint 439 millions de mètres cubes en 1997) et de 2 à 3 pour cent pour les panneaux (153 millions de mètres cubes). Là encore, l'expansion concerne essentiellement les pays développés, qui représentent plus des deux tiers de la production totale tant de sciages et traverses que de panneaux.

- La production mondiale de pâte et de papier, qui avait un peu baissé en 1996, a beaucoup remonté en 1997. La production de papiers et cartons a progressé de 6,3 pour cent. C'est dans les pays développés que la croissance a été plus forte (+6,8 pour cent), surtout en Europe occidentale (+8,5 pour cent); viennent ensuite les États-Unis (+5,2 pour cent), le Japon (+3,3 pour cent) et le Canada (+3 pour cent). Ces pays représentent ensemble quelque 75 pour cent de la production mondiale de papier.

Le tableau est moins brillant dans les pays en développement: la croissance a beaucoup ralenti dans certains pays gros pro-



ducteurs d'Asie où elle était jusqu'ici très dynamique. Parallèlement à la production de papiers, la production de pâte a connu une forte expansion: elle a augmenté de 5,7 pour cent; les cours internationaux se sont lentement raffermis après la brusque chute de 1996. Les stocks de pâte de bois, qui avaient atteint en 1996 le niveau très élevé de 2,5 millions de tonnes, sont retombés à 1,6 million de tonnes, ce qui est considéré comme un niveau plus raisonnable pour assurer l'équilibre du marché. Les observateurs prévoient que la crise financière entraînera une chute de la consommation asiatique en 1998, ce qui devrait déprimer la demande mondiale de pâte et de papier et faire baisser les cours.

Une chute prévue de la consommation asiatique en 1998 devrait déprimer la demande mondiale de pâte et de papier et faire baisser les cours.

- Les marchés des autres produits forestiers ont été particulièrement dynamiques en Europe: la demande s'est raffermie et la consommation de presque tous les produits forestiers a augmenté. Mais en raison de la forte concurrence, les cours européens des produits du bois n'ont pas augmenté en 1997. En Amérique du Nord, la demande a été soutenue pendant la majeure partie de 1997. Au Canada, le nombre d'habitations mises en chantier – qui est le principal indicateur économique pour les industries mécaniques du bois – a augmenté de quelque 20 pour cent. Au contraire aux États-Unis, le prix intérieur des sciages a beaucoup baissé pendant le second semestre parce que la contraction de la demande sur les marchés asiatiques a fait chuter le cours des grumes. Au Japon, le nombre d'habitations en bois mises en chantier a baissé d'environ 20 pour cent, sous l'effet du marasme économique, d'où une forte réduction des importations japonaises de produits transformés tant des bois tropicaux que des bois tempérés, qui augmentaient régulièrement depuis plusieurs années.

- Le cours de la plupart des produits ligneux tropicaux – grumes, sciages, contre-plaqués – a beaucoup baissé en 1997 à cause de l'affaiblissement de la demande des gros importateurs asiatiques. Pour les gros exportateurs de grumes que sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon, le marché n'avait jamais été aussi mauvais depuis 10 ans. En revanche, les cours internationaux des pâtes et papiers, qui étaient déprimés en 1996, ont un peu remonté.

- Grâce à la hausse du cours des pâtes et papiers, on estime que la valeur totale des exportations de produits forestiers a augmenté de 2,2 pour cent en 1997. Cette progression est limitée aux pays développés où est concentré l'es-

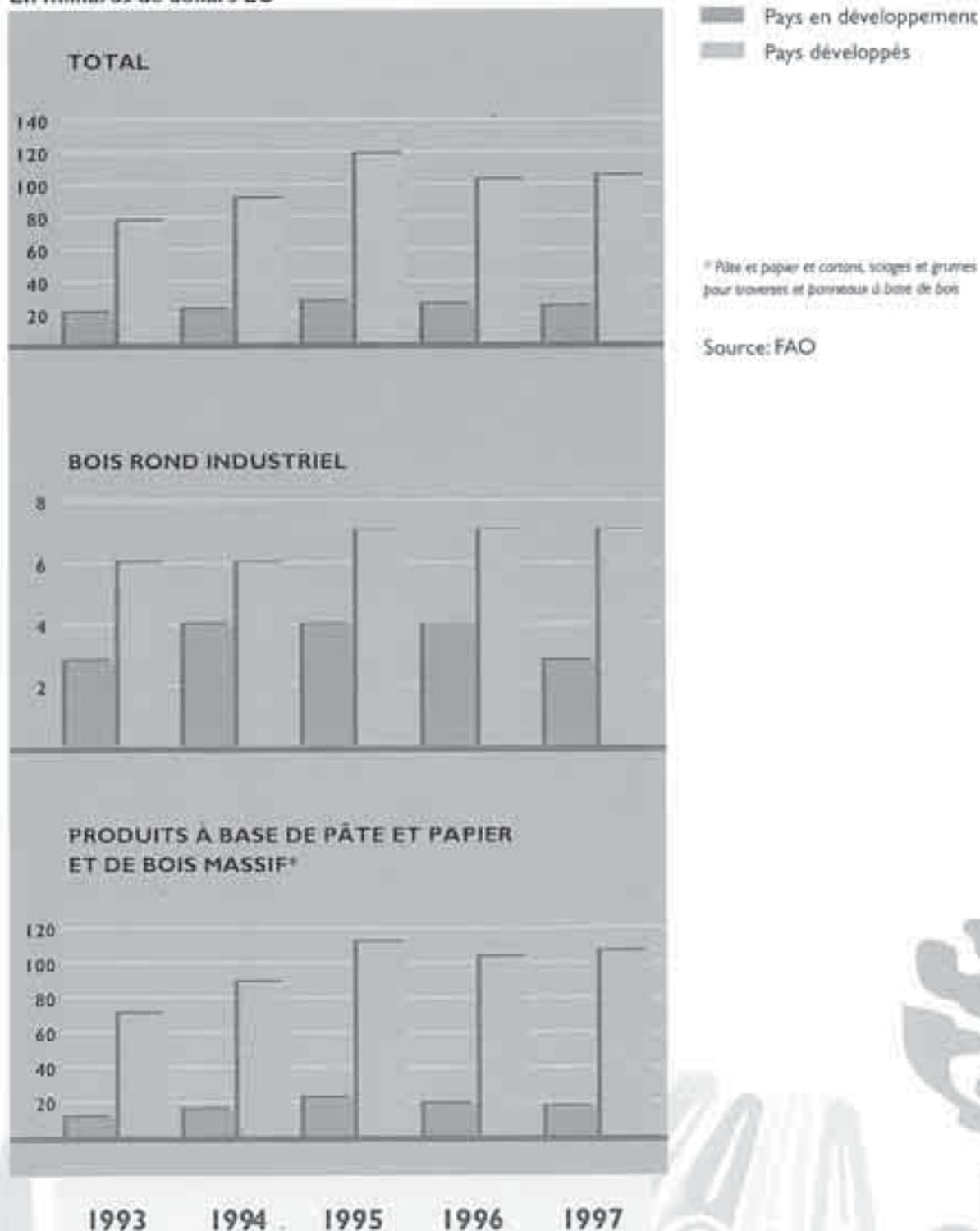
Figure 13

PRINCIPAUX PRODUITS FORESTIERS



Valeur à l'exportation

En milliards de dollars EU



sentiel de la production et des échanges de pâtes et papiers. Au contraire, la faiblesse des cours des produits ligneux tropicaux s'est traduit par une chute de 5 pour cent des exportations de produits forestiers des pays en développement et par une réduction de leur part dans la valeur totale des échanges de produits de la filière bois, qui est tombée de 18 pour cent en 1996 à quelque 16,5 pour cent en 1997.

SITUATION MONDIALE

III. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET L'AGRICULTURE

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

L'environnement économique mondial est dominé par la grave crise financière qui a frappé inopinément à la mi-97 l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les premiers touchés ont été quelques-uns des pays affichant la croissance économique la plus rapide; ceux qui ont le plus souffert sont l'Indonésie, la République de Corée et la Thaïlande et, dans une moindre mesure, la Malaisie et les Philippines (voir le chapitre sur la Situation par région, Asie et Pacifique). La crise a été précipitée par les entrées massives de capitaux – mal répartis et mal gérés par les banques et les autorités nationales – qu'avaient attirés dans ces pays leur succès économique éclatant des années précédentes et des taux de change qui semblaient solidement garantis.

Les investisseurs, inquiets notamment des déficits croissants des opérations courantes de plusieurs de ces pays, ont craint que les taux de change ne puissent être maintenus et ont brutalement rapatrié leurs capitaux et les monnaies se sont trouvées attaquées de toutes parts. La crise que cela a provoqué s'est aggravée pendant le second semestre de 1997; elle a pris une ampleur inattendue et a eu des effets négatifs sur les marchés financiers, l'activité économique et le commerce dans le monde entier: réduction des financements étrangers privés, baisse du cours des valeurs boursières et pression sur les monnaies nationales. Les mesures de rigueur monétaire et budgétaire adoptées par les pays touchés pour rétablir la confiance du marché et arrêter l'hémorragie de devises ont fait baisser la demande intérieure et les importations; ces dernières ont aussi souffert des dévaluations. Malgré une certaine accalmie depuis le début de 1998, l'évolution future de la crise dans les pays les plus gravement touchés et ses répercussions dans le monde entier sont encore une source de graves incertitudes.

Toutefois, le tableau économique d'ensemble présente plusieurs aspects fondamentaux positifs. L'activité économique est restée dynamique et la demande est encore porteuse dans une grande partie du monde développé, le Japon étant la principale exception. La contraction et la déflation provoquées par la crise dans les pays développés devraient être modérées et contribuer dans plusieurs cas à réduire le risque de sur-

chauffe. D'une façon générale, les pays en développement, après le choc initial qui a été très dur dans ceux que les déséquilibres macroéconomiques rendaient vulnérables à la spéculation, ont dans l'ensemble très bien réagi. Dans les cinq qui ont le plus souffert, certains observateurs prévoient dans des délais raisonnables une reprise tirée par les exportations qui sont favorisées par l'élan acquis dans le passé sur les marchés étrangers, par les dévaluations draconiennes, par la capacité excédentaire qui résulte du marasme de la demande intérieure et par le fait que les échanges de plusieurs d'entre eux sont dominés par des multinationales étrangères et donc à l'abri de la tempête financière.

Par contre, une extension de la crise n'est pas à exclure, pas plus que, à plus long terme, le risque d'une succession de crises analogues dues à la mondialisation des marchés financiers et aux réactions parfois excessives des investisseurs et des spéculateurs. En particulier, on ne saurait exclure que les pays menacés par la spéculation adoptent pour s'en protéger des politiques qui annuleraient leurs efforts antérieurs de réforme, exacerbant ainsi les risques de troubles financiers, de découragement des investisseurs et de ralentissement de la croissance. Ces risques semblent particulièrement sérieux dans les pays en développement où la stabilisation et la réforme économique ne sont pas encore pleinement consolidées.

Les perspectives de la croissance économique mondiale se sont nettement assombries, principalement à cause de la crise asiatique. Le Fonds monétaire international (FMI), qui prévoyait pour 1998 une croissance de 4,25 pour cent de l'économie mondiale, a dû ramener sa projection à à peine plus de 3 pour cent (contre une croissance effective de 4,1 pour cent en 1997)¹⁶.

Les révisions à la baisse concernent principalement les pays en développement, qui ont souffert plus que les pays développés de la détérioration des termes de l'échange, de l'exode des capitaux et des politiques restrictives.

Malgré les effets de la tempête financière asiatique, la croissance des échanges de marchandises s'est accélérée en 1997: l'Organisation mondiale du commerce (OMC) l'estime à 9,5 pour cent; un tel taux n'avait pas été atteint depuis 20 ans, sauf en 1994. Cet essor est dû en grande partie au dynamisme économique en Amérique du Nord et du Sud. Ainsi, confirmant une tendance historique bien établie, les exportations de marchandises ont augmenté beaucoup plus vite que la production mondiale (figure 15). Toutefois, en dollars courants, la croissance des échanges mondiaux a décéléré, tombant de

Les révisions à la baisse des prévisions du FMI concernant la croissance économique mondiale en 1998 intéressent principalement les pays en développement.

Figure 14A

CROISSANCE DE LA PRODUCTION ÉCONOMIQUE MONDIALE*

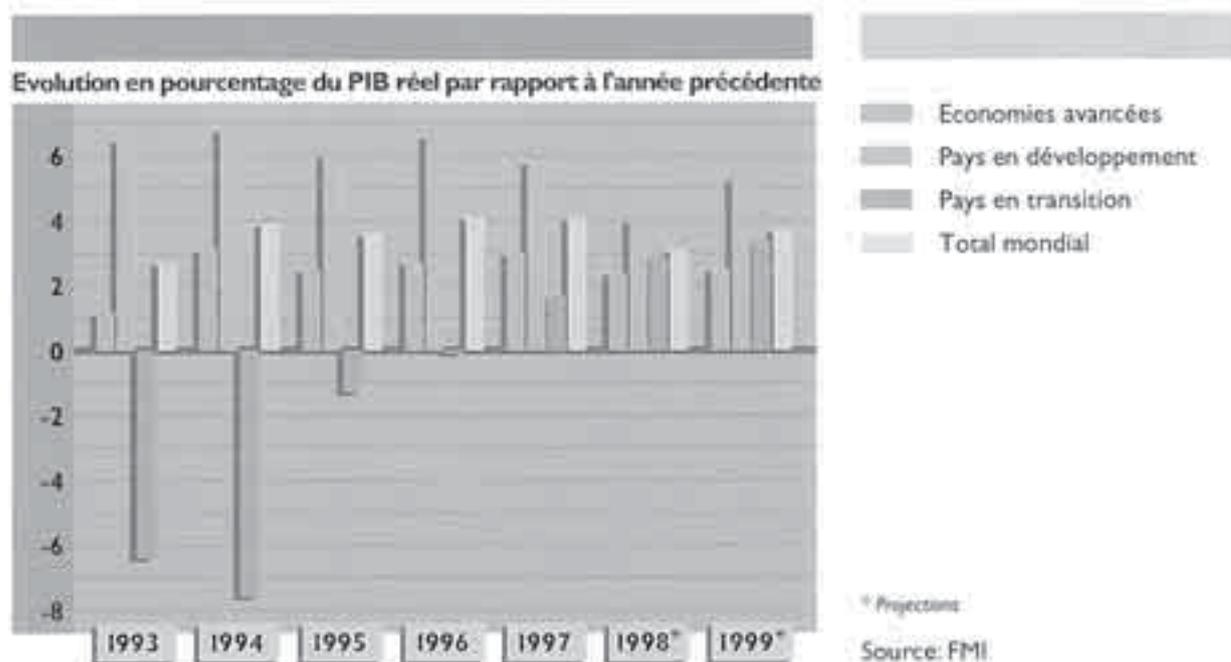
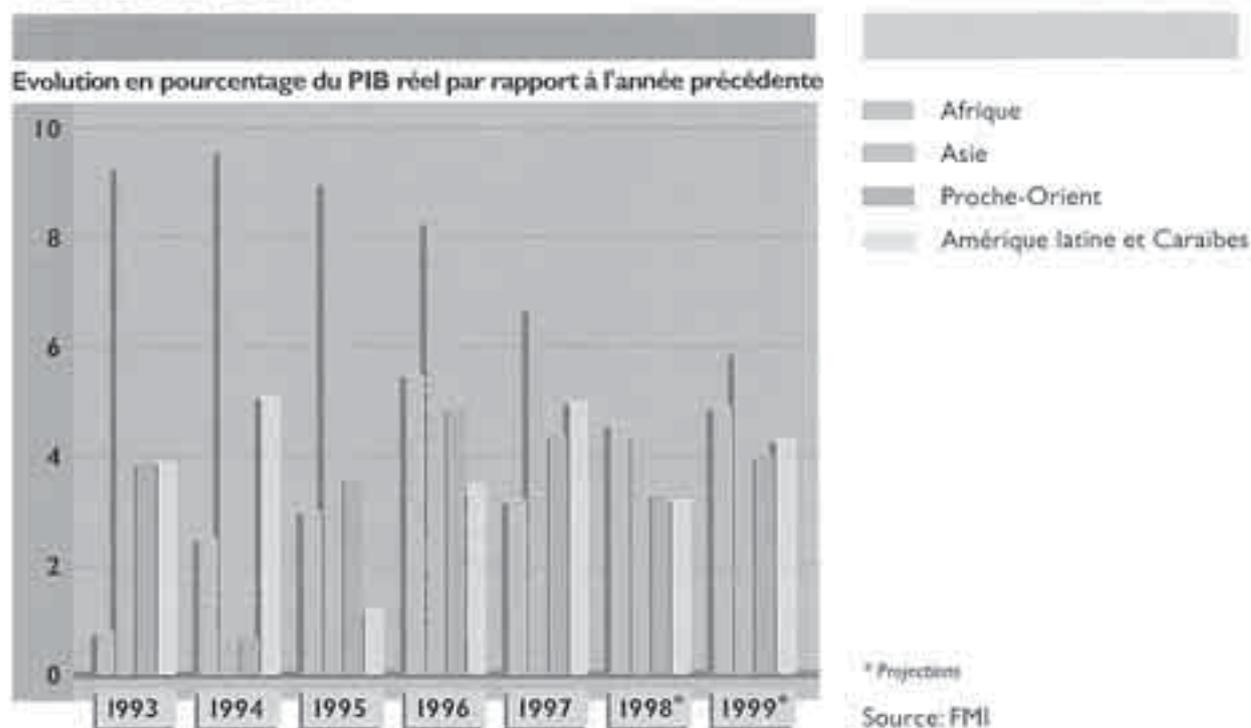


Figure 14B

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT



Selon les prévisions, le taux de croissance des échanges mondiaux devrait baisser de 9,4 pour cent en 1997 à 6,4 pour cent en 1998; la baisse sera particulièrement marquée dans les pays en développement (de 12,1 pour cent en 1997, à 5,2 pour cent en 1998).

La convergence dans les domaines de l'inflation, des finances publiques et des taux d'intérêt et de change devrait aider à améliorer les résultats économiques des futurs membres de l'UEM.

4 pour cent en 1996 à 3 pour cent en 1997, à cause de l'appréciation du dollar EU par rapport aux devises des principaux pays commerçants d'Europe occidentale et d'Asie.

L'impact limité de la crise asiatique sur les échanges mondiaux en 1997 tient à ce qu'elle n'a pris toute son ampleur qu'à la fin de l'année; en outre, ses effets sur le commerce se manifestent à retardement. Les perspectives commerciales pour 1998 restent incertaines, mais il faut s'attendre à un net ralentissement. Selon le FMI, le taux de croissance des échanges mondiaux (en volume) devrait baisser de 9,4 pour cent en 1997 à 6,4 pour cent en 1998; la baisse sera particulièrement marquée dans les pays en développement (de 12,1 pour cent en 1997 à 5,2 pour cent en 1998). Le rythme et l'ampleur de la reprise économique au Japon – qui est un acteur majeur sur la scène du commerce mondial – sont une importante source d'incertitudes.

Dans les pays à économie avancée (selon la définition du FMI), le taux de croissance économique a été de 3 pour cent en 1997; il devrait tomber à 2,4 pour cent en 1998. Les résultats économiques de 1997 ont été excellents aux Etats-Unis, qui ont affiché leur meilleur taux de croissance depuis neuf ans, leur taux d'inflation le plus faible depuis 30 ans et leur taux de chômage le plus bas depuis plus de 20 ans; en outre, le budget fédéral a été pratiquement en équilibre pour la première fois depuis le début des années 70. Pour 1998, on s'attend à ce que le taux de croissance tombe à 2,9 pour cent (contre 3,8 pour cent en 1997). Dans l'UE, la croissance a été moins dynamique: 2,6 pour cent en 1997; le taux projeté pour 1998 est de 2,8 pour cent; on note toutefois de grandes divergences entre les pays. Dans un groupe de pays comprenant le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la croissance a été dynamique en 1997, mais la reprise a été modérée en Allemagne, en France et en Italie où le chômage reste très préoccupant. L'actualité économique européenne est dominée par la mise en place de l'union économique monétaire (UEM). En mai 1998, il a été décidé que 11 des 15 Etats membres de l'UE feraient partie de l'union monétaire dès son établissement en 1999. La troisième phase de l'UEM doit s'ouvrir en janvier 1999, date à laquelle les taux de change seront bloqués. La convergence dans les domaines de l'inflation, des finances publiques et des taux d'intérêt et de change créera une base plus solide pour améliorer les résultats économiques des futurs membres de l'EM, mais plusieurs d'entre eux continuent à souffrir des rigidités structurelles du marché du travail.

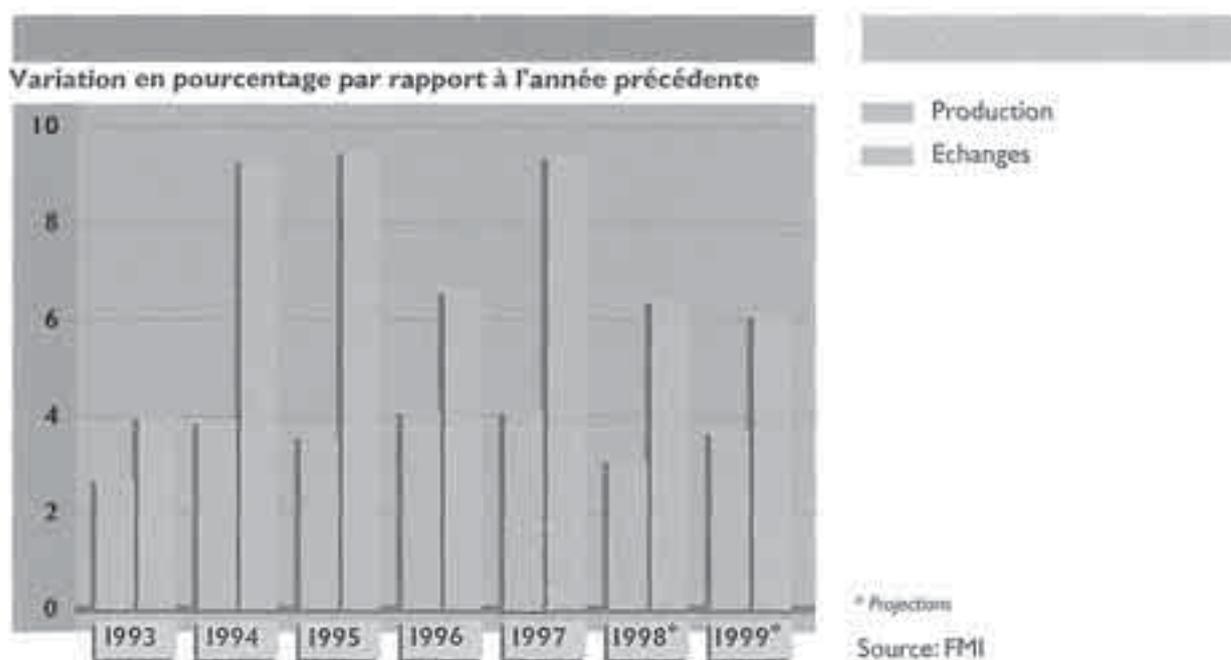
Au Japon, on prévoit que le marasme économique s'aggravera encore et que la croissance sera nulle en 1998. Les symptômes de reprise observés en 1996 après quatre ans de stagnation se sont révélés éphémères. Cet échec tient à plusieurs facteurs, en grande partie interdépendants: fragilités du système financier, baisse de la valeur des actifs et coupes budgétaires. De plus, les exportations japonaises ont fléchi sous l'effet de la baisse de la demande des partenaires commerciaux voisins touchés par la crise et de la perte de compétitivité vis-à-vis de ces pays.

Dans le monde en développement, on prévoit une décélération de la croissance qui, après avoir atteint le taux satisfaisant de 5,8 pour cent en 1997, tombera en 1998 à 4,1 pour cent, plus bas qu'aucune année depuis 1990. Ce ralentissement, qui touchera tous les pays en développement, à l'exception notable – et encourageante – des pays africains, est dû à plusieurs facteurs, dont les effets s'ajoutent à ceux de la crise asiatique: détérioration des prix des produits de base et des termes de l'échange, effets d'El Niño et renforcement des mesures de stabilisation des équilibres intérieurs et des balances extérieures. Le commerce des marchandises est resté

A l'exception notable - et encourageante - des pays africains, on prévoit que les pays en développement seront touchés par une décélération de la croissance, la plus basse depuis 1990.

Figure 15

CROISSANCE DE LA PRODUCTION MONDIALE ET DU VOLUME DES ÉCHANGES



dynamique en 1997: les exportations ont augmenté de près de 11 pour cent et les importations de 12 pour cent. Cependant, on prévoit pour 1998 un ralentissement des exportations et surtout des importations et une détérioration des termes de l'échange qui s'améliorait depuis trois ans. Le taux d'inflation global des pays en développement, qui baissait très vite depuis trois ans, remontera à 10,2 pour cent en 1998 (contre 8,5 pour cent en 1997), principalement à cause de la flambée des prix dans les pays d'Asie frappés par la crise. Au contraire, en Afrique et dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la hausse des prix à la consommation devrait ralentir encore en 1998. De nombreux pays en développement ont réussi à beaucoup réduire leurs déséquilibres budgétaires: pour l'ensemble du monde en développement, le déficit des budgets nationaux est tombé à 2,2 pour cent du PIB en 1997, contre plus de 3 pour cent au début des années 90; il devrait toutefois augmenter un peu en 1998 (voir Situation par région).

Les marchés financiers des pays en transition ont eux aussi souffert de la crise asiatique et plusieurs ont dû renforcer les mesures d'austérité budgétaire et monétaire pour défendre leur monnaie. Les plus gravement touchés ont été l'Estonie, la Fédération de Russie et l'Ukraine. Mais pour l'ensemble de ces pays, la reprise économique s'est confirmée. En Fédération de Russie et dans les autres pays en transition, la croissance a été positive en 1997 (+1,7 pour cent) pour la première fois depuis huit ans. Elle devrait s'accélérer en 1998 pour atteindre 2,9 pour cent et ne sera négative dans aucun de ces pays. La hausse des taux d'intérêt et la réduction des apports de capitaux étrangers freineront la croissance en Fédération de Russie et en Ukraine, mais les perspectives de croissance se sont améliorées en Hongrie et en Pologne, grâce en particulier à la croissance dynamique des exportations. En outre, on prévoit un ralentissement de l'inflation des prix à la consommation, plus particulièrement en Bulgarie et en Roumanie; toutefois dans ces pays comme dans beaucoup d'autres pays en transition, les taux d'inflation resteront élevés.

Conséquences pour la croissance et les échanges du secteur agricole des pays en développement

Etant donné les tendances et la situation décrites ci-dessus, l'environnement économique général devrait être favorable à la production et au commerce agricoles. Toutefois, comme on l'a dit plus haut, la situation en Asie de l'Est et du Sud-Est et ses répercussions sur le reste du monde continuent à créer

Pour la première fois en huit ans, les économies en transition ont, dans l'ensemble, affiché une croissance positive en 1998.

un climat lourd d'incertitudes. L'évolution de cette situation aura d'importantes conséquences pour l'agriculture non seulement à cause de ses effets indirects sur l'activité économique mondiale mais aussi à cause de ses répercussions immédiates sur les marchés des produits de base. En effet, la République de Corée et les quatre pays de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) représentent une part notable de la consommation mondiale de certains produits. La baisse générale de la demande d'importation dans ces pays et dans certains autres également touchés par la crise, la hausse du

L'évolution de la situation en Asie de l'Est et du Sud-Est aura d'importantes conséquences pour l'agriculture à cause de ses répercussions immédiates sur les marchés des produits de base.

Encadré I

DETTE EXTÉRIEURE ET FLUX FINANCIERS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Selon des estimations préliminaires, l'encours de la dette des pays en développement totalisait quelque 2 171 milliards de dollars à la fin de 1997 contre 2 095 milliards en 1996, soit une augmentation de 3 pour cent en valeur nominale. L'encours a augmenté dans toutes les régions sauf en Afrique subsaharienne, où il est tombé de 227 à 223 milliards de dollars, les arriérés d'intérêt sur la dette à long terme ayant diminué de 5 milliards de dollars. Les créances privées à long terme sur les pays en développement, en hausse de 4 pour cent, ont atteint 46 milliards de dollars en 1997, et les créances publiques, en baisse de 2 milliards, sont tombées à 133 milliards de dollars. L'encours total de la dette à court terme (un an ou moins) des pays en

développement est passé de 286 milliards de dollars à la fin de 1994 à 361 milliards au milieu de 1997. Cette augmentation est pour plus de moitié imputable aux pays de l'Asie orientale et du Pacifique.

Pour l'ensemble des pays en développement, le ratio dette/recettes d'exportation a baissé de 137 pour cent en 1996 à 134 pour cent en 1997, essentiellement grâce aux meilleurs résultats à l'exportation. Ce ratio a baissé dans toutes les régions, sauf au Proche-Orient et en Afrique du Nord, où il a augmenté de quatre points, passant de 111 pour cent en 1996 à 115 pour cent en 1997 en raison de la forte progression des emprunts privés.

Le ratio du service de la dette (ratio entre le montant total des paiements au titre du service de la dette et les

recettes d'exportation de biens et services, y compris les envois des émigrés), en légère baisse, s'est établi à 17 pour cent en 1997 pour l'ensemble des pays en développement. En 1997, ces pays ont déboursé 269 milliards de dollars, soit 7 milliards de plus qu'en 1996, au titre du service de leur dette extérieure (dette à long terme et emprunt à court terme confondus).

En 1996, le FMI et la Banque mondiale ont conjointement mis au point un programme d'assistance extraordinaire aux pays lourdement endettés qui appliquent des politiques saines afin de les aider à réduire la charge de leur dette extérieure. Cette assistance extraordinaire se traduira par une réduction de la valeur actuelle nette des créances à terme sur les pays bénéficiaires et aidera à créer des incitations à l'investissement et à faire mieux

accepter les réformes structurelles. En 1997, sept pays avaient satisfait aux critères de performance économique leur donnant droit à une remise de dette supplémentaire en vertu de cette initiative. Des accords à cet effet ont été conclus avec la Bolivie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Guyana et l'Ouganda et des négociations préliminaires avec la Guinée-Bissau et le Mali ont été ouvertes. Cette initiative réduira de 1,5 milliard de dollars (en valeur actuelle) la dette de ces pays.

Depuis 1989, les créances des banques commerciales ont été réaménagées essentiellement au moyen de rachats financés par le mécanisme d'allègement de la dette de l'Association internationale de développement (IDA) pour les pays à faible revenu et des programmes d'allègement de la dette et de son service du Plan Brady pour les pays à revenus moyens. En 1997, à la suite de neuf accords conclus avec des banques commerciales créancières, 19 milliards de dollars de dette ont été restructurés et l'encours a été réduit de 7 milliards de dollars.

Les flux nets de ressources vers les pays en développement ont atteint 300 milliards de dollars en 1997, contre 282 milliards en 1996. Pour la douzième année de suite, les flux nets de capitaux à long

terme de sources privées ont atteint un nouveau record, atteignant 256 milliards de dollars contre 247 milliards en 1996. Les flux de capitaux privés, qui représentent 85 pour cent des flux nets totaux vers les pays en développement, ont continué à dépasser les flux de capitaux publics. Toutefois, ils ont beaucoup baissé pendant le dernier trimestre de 1997, sous l'effet des inquiétudes croissantes suscitées par la crise asiatique et d'une tendance générale à réduire les investissements nouveaux dans les marchés émergents.

Les flux nets privés de capitaux vers les pays en développement continuent à être dominés par l'investissement étranger direct (IED) dont le montant est estimé à 120 milliards de dollars pour 1997, viennent ensuite les placements en obligations (54 milliards de dollars), les prêts des banques commerciales (41 milliards) et les placements en actions (32 milliards de dollars). Les flux nets d'IED, qui ont quintuplé depuis 1990, ont de nouveau atteint en 1997 un niveau record, mais ils ont nettement moins augmenté que les années précédentes. Le ratio IED/PIB dans les pays en développement est passé de 0,8 pour cent en 1991 à 2 pour cent en 1997. Plus de 70 pour cent des flux nets d'IED sont concentrés

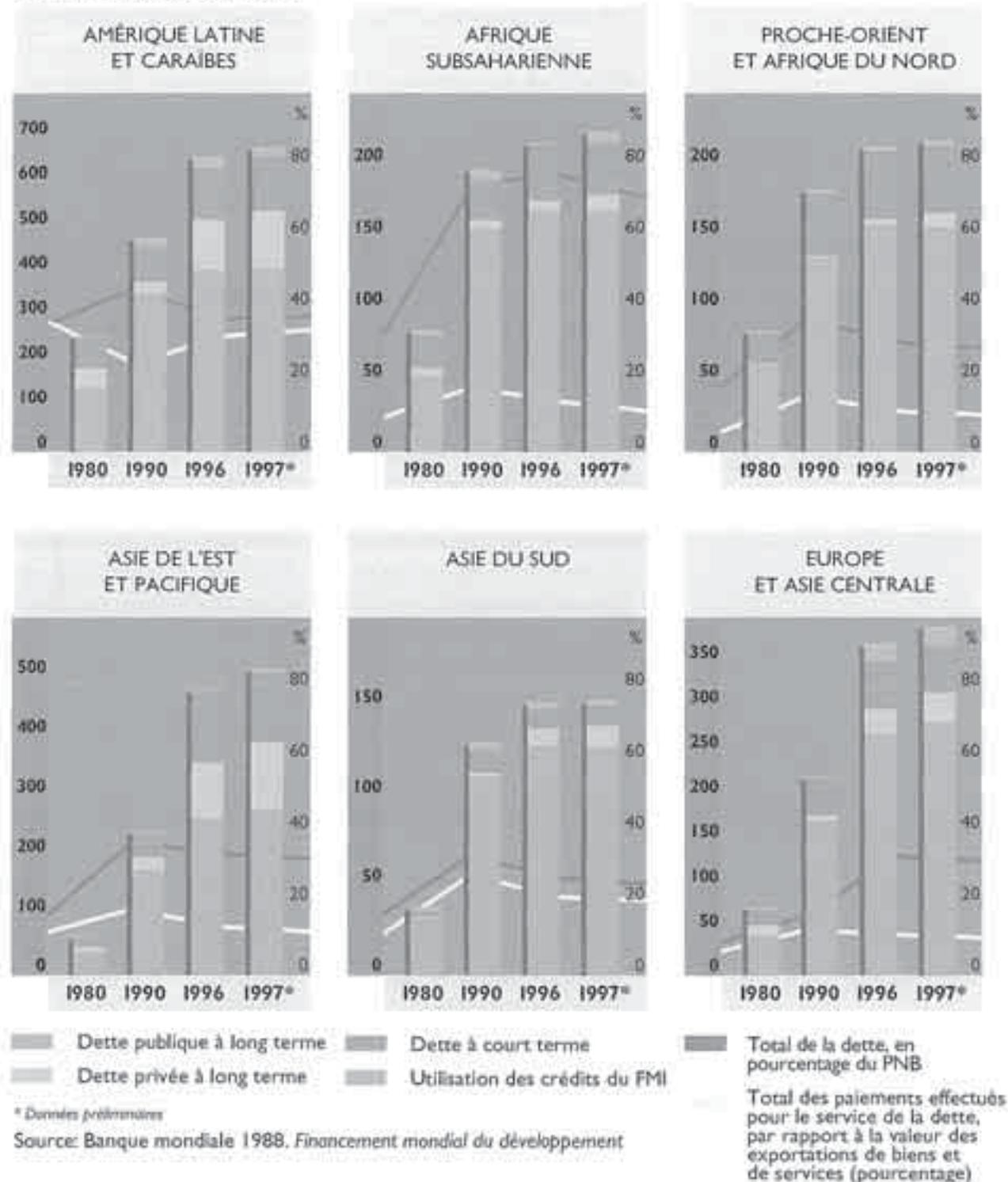
dans 10 pays. La plupart des pays d'accueil sont des pays à revenu moyen (sauf, en 1997, la Chine et l'Inde), privilégiés par les investisseurs en raison de leur vaste marché et de la croissance rapide qu'ils ont connue ces dernières années.

L'aggravation de la crise financière en Asie a eu de graves répercussions sur les flux d'IED pendant le dernier trimestre de 1997. Le déclin de l'IED dans les deux principaux pays d'accueil d'Asie de l'Est, la Chine et l'Indonésie, a été compensé par l'accroissement des investissements en Amérique latine, stimulé par les privatisations (principalement au Brésil) et par l'amélioration des résultats économiques. L'IED en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique a baissé de 9 pour cent en 1997, tombant à 53 milliards de dollars, mais les flux à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes, en hausse de 10 pour cent, ont atteint 42 milliards de dollars. Ces bons résultats de l'Amérique latine sont dus à plusieurs facteurs, notamment les grands projets de privatisation des infrastructures, l'amélioration des résultats économiques et des investissements considérables dans les pays du Marché commun austral (MERCOSUR), provenant aussi bien de pays membres que de pays extérieurs.

Figure 16

COMPOSITION DE LA DETTE EXTÉRIÈRE

En milliards de dollars EU



coût des importations due aux dévaluations et la réduction des crédits disponibles pour financer les importations sont autant de facteurs qui ont contribué à faire tomber les prix des produits pendant une bonne partie de 1997/98 (voir Situation actuelle de l'agriculture – faits et chiffres, 6, Cours internationaux des produits de base). L'offre de certains produits sur les marchés internationaux a augmenté, parce que la dévaluation a stimulé les exportations et que la contraction de la demande intérieure a accru les disponibilités exportables: d'où une pression à la baisse sur les prix. En particulier, la crise a réduit la demande asiatique de maïs, de viande de bœuf, de farine de soja, de fruits des régions tempérées, de coton et de cuirs et peaux et stimulé les exportations régionales de fruits tropicaux et de caoutchouc (voir Situation par région, Asie et Pacifique).

D'autres facteurs qui influent sur les perspectives actuelles de l'agriculture sont les conditions climatiques inhabituelles qui ont régné pendant une bonne partie de 1997-1998, en grande partie sous l'effet du phénomène El Niño et un marché agricole caractérisé par une offre surabondante de nombreux produits. El Niño a été très médiatisé et l'on s'est beaucoup inquiété de ses effets immédiats et à terme sur les approvisionnements en produits alimentaires et agricoles. Il est vrai que ce phénomène a durement frappé la production végétale et animale et créé des pénuries alimentaires critiques dans plusieurs régions du monde, mais son impact global sur l'offre de produits de base et les prix internationaux a été limité. Bien plus, des cultures importantes telles que les céréales ont bénéficié de conditions climatiques favorables en 1997/98 et les perspectives pour 1998/99 sont également bonnes, d'où une certaine tendance à la baisse des prix, comme on l'a vu plus haut.

Globalement, les prix des principales denrées alimentaires et des matières premières agricoles devraient rester faibles pendant toute l'année 1998; une hausse modérée devrait intervenir par la suite à mesure que les marchés se stabiliseront. Le cours du café devrait être bien inférieur au niveau record de 1997 car on prévoit une meilleure récolte pour 1998/99. Le prix du sucre pourrait aussi rester relativement faible parce que la production devrait augmenter en 1998/99 et que la croissance de la demande d'importation ralentira dans plusieurs grands pays d'Asie frappés par la crise financière ainsi que dans de gros pays importateurs tels que la Fédération de Russie et la Chine. Toutefois, à plus long terme, la demande d'importation devrait être stimulée par la baisse

des prix. Le cours du coton, qui a baissé en 1997/98, devrait se stabiliser en 1998/99 mais celui du caoutchouc naturel, exprimé en dollars, restera déprimé, du moins à court terme. En revanche le prix du jute, qui était tombé à un niveau exceptionnellement bas en 1997/98, devrait remonter et le marché du cacao restera dans l'ensemble tendu.

A moyen terme, on prévoit une situation générale de stabilité économique et de reprise de la croissance de l'économie et des échanges¹⁹. Les tendances ci-après se dégagent des projections de la croissance et du commerce du secteur agricole des pays en développement pour 1998-2002 établies dans le cadre du projet LINK²⁰:

- Après avoir marqué un coup d'arrêt en 1998, la production agricole du monde en développement devrait retrouver son dynamisme dans les années à venir. Selon les prévisions, le taux moyen de croissance de la production agricole devrait être d'environ 3,9 pour cent entre 1998 et 2002; il devrait donc rester proche du taux enregistré entre 1991 et 1997 et supérieur aux taux tendanciels à plus long terme (3 pour cent pendant les années 70 et 3,5 pour cent pendant les années 80).
- Dans toutes les régions en développement, sauf la région Asie et Pacifique, les taux moyens de croissance devraient dépasser ceux des années 90. L'amélioration sera particulièrement marquée dans la région Amérique latine et Caraïbes, où le taux moyen de croissance de la production agricole sera proche de 4 pour cent, contre seulement 2,8 pour cent entre 1990 et 1997. En Afrique subsaharienne, après les mauvaises récoltes de 1997 et 1998, la production devrait recommencer à augmenter au rythme relativement rapide des années 1993-1996. De même, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les résultats devraient être en moyenne un peu meilleurs qu'entre 1990 et 1997. Mais dans la région Asie et Pacifique, le taux de croissance, qui avait atteint environ 4,6 pour cent entre 1991 et 1997, retombera à 3,8 pour cent principalement à cause des résultats médiocres prévus en Asie de l'Est et du Sud-Est, surtout pour 1998 et 1999.
- La croissance des exportations agricoles des pays en développement, qui s'était maintenue au taux excellent de 9 pour cent par an pendant la première moitié des années 90, devrait ralentir en 1997 et 1998, principalement du fait de la faiblesse des cours mondiaux des produits de base. Sauf bouleversements inattendus de l'économie et des marchés, le commerce des produits agricoles devrait retrouver

Après avoir marqué un coup d'arrêt en 1998, la production agricole du monde en développement devrait retrouver son dynamisme dans les années à venir.

un taux de croissance de l'ordre de 6 pour cent par an pendant la période 1999-2002. Ce taux restera toutefois inférieur de deux à trois points au taux de croissance de l'ensemble du commerce des marchandises.

- Les perspectives de croissance des exportations agricoles pendant la période 1999-2002 semblent particulièrement favorables pour la région Amérique latine et Caraïbes, mais la région Asie et Pacifique – et en particulier la Chine – ainsi que, dans une moindre mesure, l'Afrique, profiteront aussi de cette amélioration. Les exportations et importations de produits agricoles progresseront parallèlement de sorte que l'on ne prévoit pas de changement majeur de la balance globale du commerce agricole des pays en développement. Toutefois, l'excédent de l'Afrique subsaharienne devrait continuer à augmenter un peu, confirmant la tendance amorcée en 1993 (alors qu'en 1992, la sous-région était devenue importatrice nette).
- Selon les prévisions du FMI, les termes de l'échange globaux des pays en développement se détérioreront d'environ 2 pour cent en tout en 1997 et 1998, mais s'amélioreront un peu en 1999. Selon les prévisions du projet LINK, il en sera de même pour les termes de l'échange agricole, qui se détérioreront nettement en 1998 pour se stabiliser dans l'ensemble entre 1999 et 2002.

Situation des PFRDV qui ont le plus de mal à financer leurs importations de produits alimentaires¹³

La situation et les perspectives économiques de ce groupe de pays pauvres dont les importations vivrières absorbent une proportion particulièrement élevée de leurs recettes d'exportation et représentent une part très importante de leurs importations sont périodiquement examinées dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Les estimations et les prévisions à court terme (1998-1999) des paramètres économiques relatifs à ce groupe de pays, élaborées pour la FAO par le FMI, indiquent que leur situation économique s'est beaucoup améliorée ces dernières années et que cette amélioration devrait continuer au moins dans le court terme. Sur la base des données des périodes de référence 1991-1995 et 1998-1999, les prévisions sont les suivantes:

- Accélération de la croissance du PIB: le taux moyen annuel de croissance pourrait passer d'une moyenne de 3,2 pour cent entre 1991 et 1995 à environ 5,5 pour cent en 1998 et 1999. Cette accélération sera alimentée par un accroisse-

Les estimations économiques relatives aux PFRDV ayant le plus de mal à financer leurs importations de produits alimentaires indiquent que leur situation économique s'est beaucoup améliorée ces dernières années et que cette amélioration devrait continuer dans le court terme.

ment notable de la formation de capital brut qui devait dépasser l'équivalent de 20 pour cent du PIB en 1998 et 1999, contre 17,8 pour cent entre 1991 et 1995.

- Réduction des deux tiers des taux d'inflation qui devraient tomber de 18 à 6 pour cent.
- Progrès notable de la stabilité budgétaire: les déficits budgétaires des gouvernements centraux devraient tomber de l'équivalent de 6 pour cent du PIB en moyenne à à peine plus de 3 pour cent.
- Réduction de la charge de la dette: le ratio service de la dette/exportations totales de biens et services devrait tomber de 29 à 13 pour cent. Cette amélioration résultera à la fois de l'accroissement de la capacité de financer les exportations et de l'extension des initiatives spéciales d'allègement de la dette telles que celle qui a été convenue en mai 1998 par le groupe des huit pays industrialisés en faveur des pays les plus pauvres, dont plusieurs font partie des PFRDV.

Toutefois, les perspectives des balances extérieures sont moins bonnes. On prévoit que le déficit commercial de ces pays augmentera (passant de 20 à 30 milliards de dollars), et que cette augmentation ne sera qu'en partie compensée par les transferts courants nets (consistant principalement en transferts de gouvernement à gouvernement en faveur de pays africains appartenant à ce groupe). Le déficit chronique de la balance des opérations courantes de l'ensemble de ces pays augmentera également, passant de 6 milliards de dollars en moyenne à près de 13 milliards. Toutefois, les termes de l'échange, après une longue période de détérioration (de 1987 à 1993), se stabiliseront et le pouvoir d'achat des exportations, qui avait déjà beaucoup progressé en 1995 et 1997, continuera à augmenter dans des proportions importantes grâce à l'expansion du volume des exportations.

L'amélioration de la situation et des perspectives économiques – et donc des perspectives de la sécurité alimentaire – observée dans ces pays ces dernières années, après une longue période de résultats médiocres, est très encourageante. Pour que ce progrès ait été possible malgré l'impact mondial de la crise asiatique et l'évolution relativement peu favorable des comptes extérieurs, il a fallu que cet environnement négatif soit plus que compensé par des facteurs internes¹¹. Ces facteurs sont notamment des efforts résolus de stabilisation macroéconomique et de réforme dans des pays tels que l'Égypte et les sept pays CFA, où le choc initial de la dévaluation et des mesures qui l'ont accompagnée a été suivi d'une

Des efforts résolus de stabilisation macroéconomique et de réforme dans certains pays, et la fin des guerres et des troubles civils dans d'autres, ont contribué à une amélioration des perspectives de ces PFRDV.

croissance rapide, et la fin des guerres et des troubles civils dans des pays tels que le Mozambique, le Nicaragua et le Rwanda; toutefois les récents affrontements armés entre l'Éthiopie et l'Érythrée sont là pour nous rappeler que des conflits peuvent couvrir dans les pays qui souffrent encore de tensions politiques, de problèmes non résolus d'identité collective et ethnique et de misère économique et sociale.

La baisse des prix des produits provoquée par la crise asiatique, et la probabilité que les cours de certains de ces produits ne se redresseront pas de sitôt, aura des effets asymétriques sur ces pays. D'un côté, la chute du prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux aura dans l'immédiat un effet positif sur les économies très tributaires des importations de produits vivriers. De l'autre, les exportations de beaucoup de ces pays sont elles aussi, paradoxalement, basées sur l'agriculture. Par exemple pour des pays tels que l'Éthiopie, le Rwanda et la Sierra Leone, qui tirent une grande partie de leurs recettes d'exportation du café, le bas cours de ce produit se traduit par d'importantes pertes de recettes d'exportation et rend incertaines les perspectives de croissance à court terme.

SITUATION MONDIALE

IV. QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES

Comment ravitailler les villes

INTRODUCTION

Par millions, les ruraux vont s'installer en ville, en quête de confort, d'un bon travail et de biens et services introuvables à la campagne. Pôle d'attraction pour les populations, les villes font aussi converger vers elles tout ce qu'il faut pour satisfaire les besoins et les désirs de ces populations, et tout d'abord la nourriture. Dans toutes les villes du tiers monde, on voit de pleines charrettes de produits alimentaires – maïs, salades, sacs de pommes de terre, paniers de fruits – venues de la campagne ou de la banlieue pour approvisionner les citoyens.

Combien de tonnes d'aliments faut-il chaque jour pour nourrir une ville qui compte des dizaines ou des centaines de milliers d'habitants, voire des millions? Pour une ville de 10 millions d'habitants telle que Manille, Le Caire ou Rio de Janeiro, il faut apporter chaque jour 6 000 tonnes de vivres. Cela nécessite une coordination entre les producteurs, les transporteurs, les grossistes et les distributeurs – magasins de détail, vendeurs ambulants ou marchés de plein air. L'administration municipale et les agents privés doivent se concerter pour assurer cette coordination.

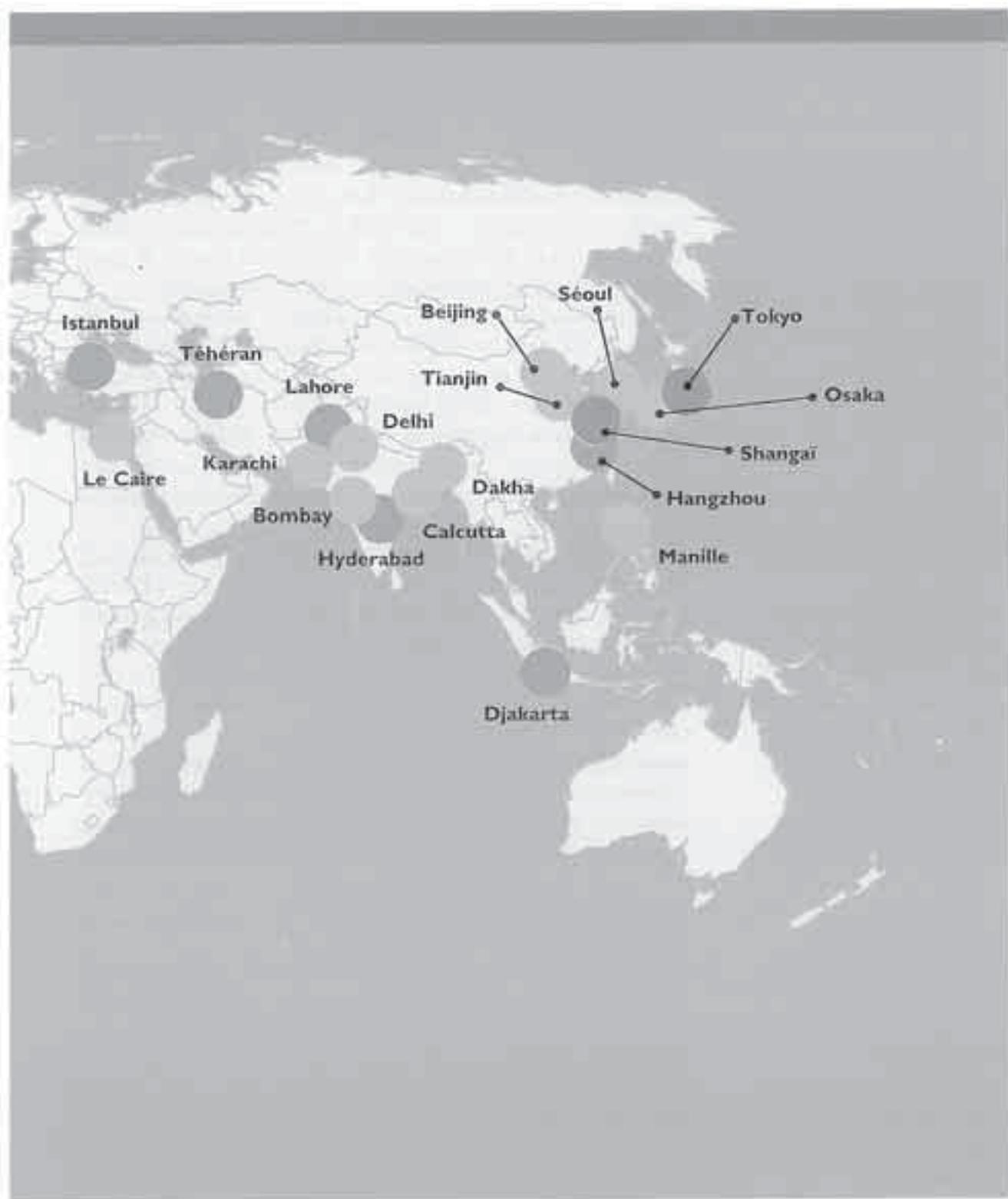
A mesure que les villes s'étendent et que leur population augmente, elles ont besoin de systèmes de transport et de distribution de plus en plus vastes et de plus en plus complexes pour faire parvenir la nourriture aux consommateurs: routes, camions, marchés accessibles à tous. Les problèmes d'urbanisme et de gestion des infrastructures sont eux aussi de plus en plus complexes et de plus en plus coûteux à résoudre. Pour les administrations municipales du monde en développement, c'est le cauchemar: les populations explosent, les équipements matériels ne suivent pas. Une concertation entre les administrations municipales au sujet des problèmes communs et des solutions possibles pour ravitailler les villes, ainsi qu'un appui matériel et technique approprié des institutions nationales et internationales pourront aider à préparer le terrain à des cités viables pour le XXI^e siècle.

Pour une ville de 10 millions d'habitants, il faut apporter chaque jour 6 000 tonnes de vivres.

Carte 4

**VILLES COMPTANT PLUS DE 10 MILLIONS D'HABITANTS
(MÉGALOPOLES)**





LES VILLES ET L'ALIMENTATION

Tendances démographiques en milieu urbain

À l'aube de l'humanité, la population mondiale tout entière était «rurale»; les premiers hommes étaient des nomades ou des pasteurs qui produisaient juste de quoi se nourrir. Ce mode de vie a peu à peu cédé la place à des structures sociales et économiques spécialisées et fondées sur le commerce, dans lesquelles les gens ont avantage à se grouper dans des agglomérations plus ou moins grandes. La population actuelle de la planète – 5,9 milliards d'habitants¹⁵ – est aujourd'hui répartie presque à égalité entre les villes et la campagne; la population urbaine devrait dépasser la population rurale vers l'an 2005¹⁶. Aujourd'hui, 75 pour cent des habitants du monde développé sont des citoyens contre 38 pour cent dans les pays en développement¹⁷ (voir carte 4).

La population urbaine est majoritaire en Amérique du Nord et en Europe depuis le milieu du XX^e siècle, en Amérique latine depuis les années 60 et au Proche-Orient depuis 1980. Les ruraux prédominent encore en Asie (65 pour cent de la population totale) et en Afrique (64 pour cent). La figure 17 fait apparaître la répartition des populations entre villes et campagnes dans les pays de chaque région depuis 1950.

Les projections, déjà difficiles au niveau d'un pays tout entier, sont encore plus précaires au niveau d'une unité moins grande, comme une ville. Beaucoup de facteurs peuvent infléchir les tendances qui président à l'urbanisation. Mais la direction générale restera la même: seul le rythme est incertain. Au cours des 20 prochaines années, l'accroissement de la population urbaine mondiale sera concentré à 93 pour cent dans les villes du monde en développement. Certaines de ces villes sont déjà énormes: il existe maintenant plus de 20 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants chacune alors qu'il y a 50 ans seule New York pouvait se vanter d'un tel gigantisme. Certaines des plus grandes villes continuent de croître très rapidement: ainsi Dacca (Bangladesh) a aujourd'hui une population de 9 millions d'habitants qui augmente de 5 pour cent par an, soit chaque jour 1 300 bouches à nourrir de plus¹⁸.

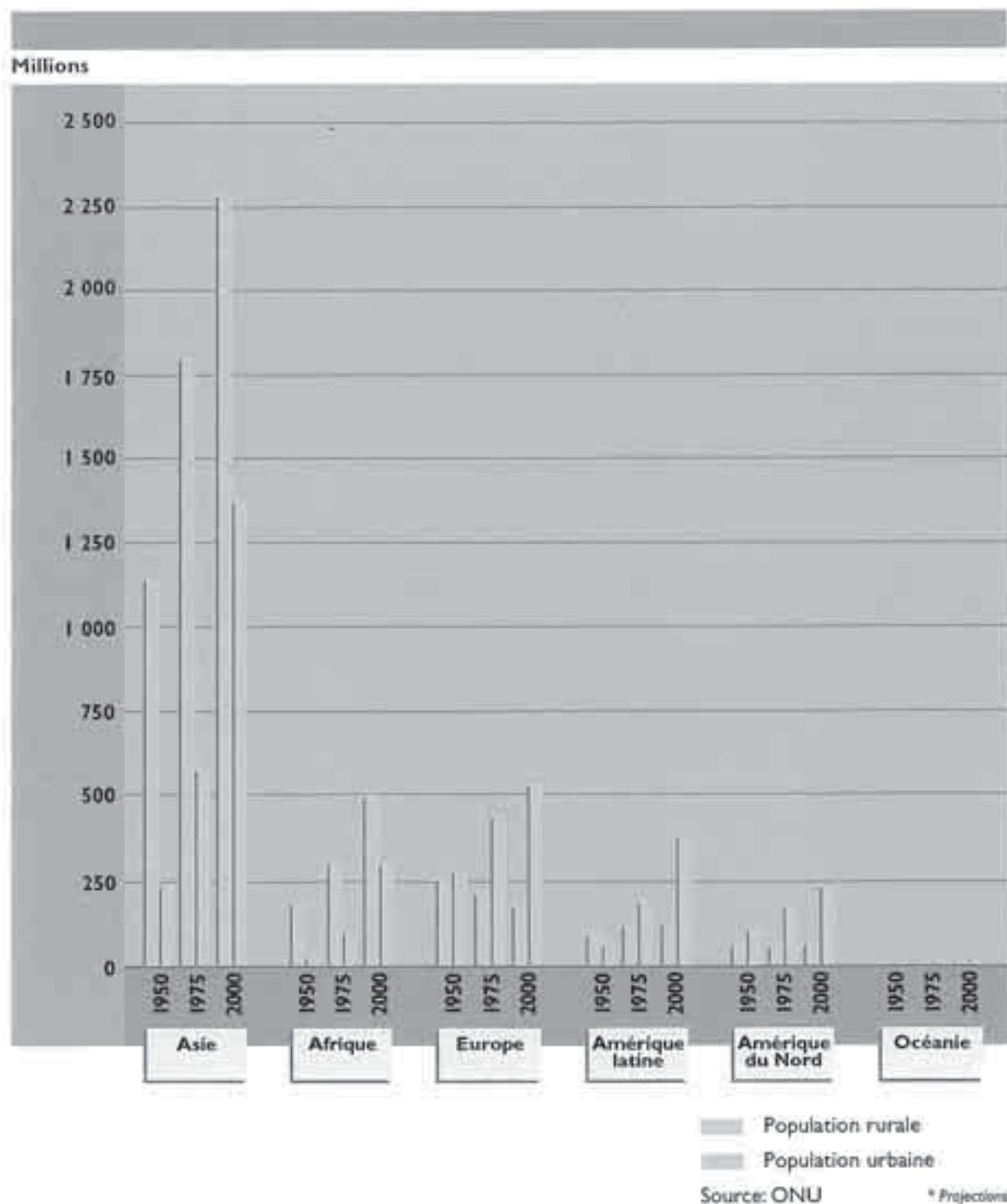
La population mondiale augmente, et c'est dans les régions relativement peu urbanisées – Asie et Afrique – que l'expansion démographique est la plus rapide, surtout dans les grandes villes et leur périphérie. La population des grandes villes augmente à raison de 3 pour cent par an en Asie contre 1,4 pour cent pour la population totale, et de 4 pour cent en Afrique contre 2,6 pour cent. Elle augmente aussi relative-

Au cours des 20 prochaines années, l'accroissement de la population urbaine mondiale sera concentré à 93 pour cent dans les villes du monde en développement.

La population mondiale augmente, et c'est dans les régions relativement peu urbanisées – Asie et Afrique – que l'expansion démographique est la plus rapide, surtout dans les grandes villes et leur périphérie.

Figure 17

RÉPARTITION DE LA POPULATION ENTRE VILLES ET CAMPAGNES, PAR RÉGION, 1950, 1975, 2000*



ment vite dans les petites villes; dans certains pays, le taux de croissance y est même plus élevé que dans les grandes conurbations. La figure 18 fait apparaître des projections de la population urbaine et rurale à l'horizon 2020.

Les déterminants de la demande alimentaire urbaine

L'expansion démographique est un important déterminant de la croissance de la demande alimentaire dans les villes. Plus il y a d'habitants, plus la demande alimentaire est grande. D'autres paramètres démographiques jouent aussi: la pyramide des âges et le taux de fécondité. Mais il y a aussi d'importants déterminants non démographiques. L'état de l'économie et son évolution ont d'importants effets tant sur la consommation que sur les disponibilités alimentaires. Le principal déterminant économique est le revenu. A mesure que celui-ci augmente, la consommation s'accroît et se diversifie.

Les citoyens pauvres ont en général du mal à acheter des quantités suffisantes de nourriture correspondant à leur goût. Presque toute la nourriture qui est consommée dans les villes doit être achetée et le ravitaillement peut absorber jusqu'à 60 ou 80 pour cent du revenu des ménages pauvres. Selon une étude, les citoyens dépensent en moyenne 30 pour cent de plus pour se nourrir que les ruraux, pour une ration calorique inférieure¹⁹. Certains d'entre eux se procurent une partie de leurs aliments sans passer par la filière commerciale (production propre, troc ou assistance alimentaire).

Evolution de la sécurité alimentaire dans les villes

Il y a insécurité alimentaire quand les gens ne peuvent pas se procurer de quoi satisfaire leurs besoins nutritionnels, que ce soit faute de disponibilités ou faute de moyens. Les statistiques de l'insécurité alimentaire sont souvent très grossières même à l'échelon national. Il est donc impossible de localiser nettement l'insécurité alimentaire urbaine et de la comparer avec l'insécurité alimentaire rurale. Un moyen d'évaluer le degré d'insécurité alimentaire dans une ville consiste à examiner l'évolution du taux de paupérisme.

Dans certains cas, la proportion de pauvres est plus élevée dans les zones urbaines que dans les campagnes et, dans les pays déjà très urbanisés, le nombre absolu de pauvres vivant dans les villes augmente. Selon la Banque mondiale, le nombre de citoyens pauvres passera de 400 millions en 1990 à 1 milliard en l'an 2000²⁰. Une étude sur huit pays d'Asie et quatre pays d'Amérique latine montre également qu'une proportion croissante des pauvres vivent en ville. En

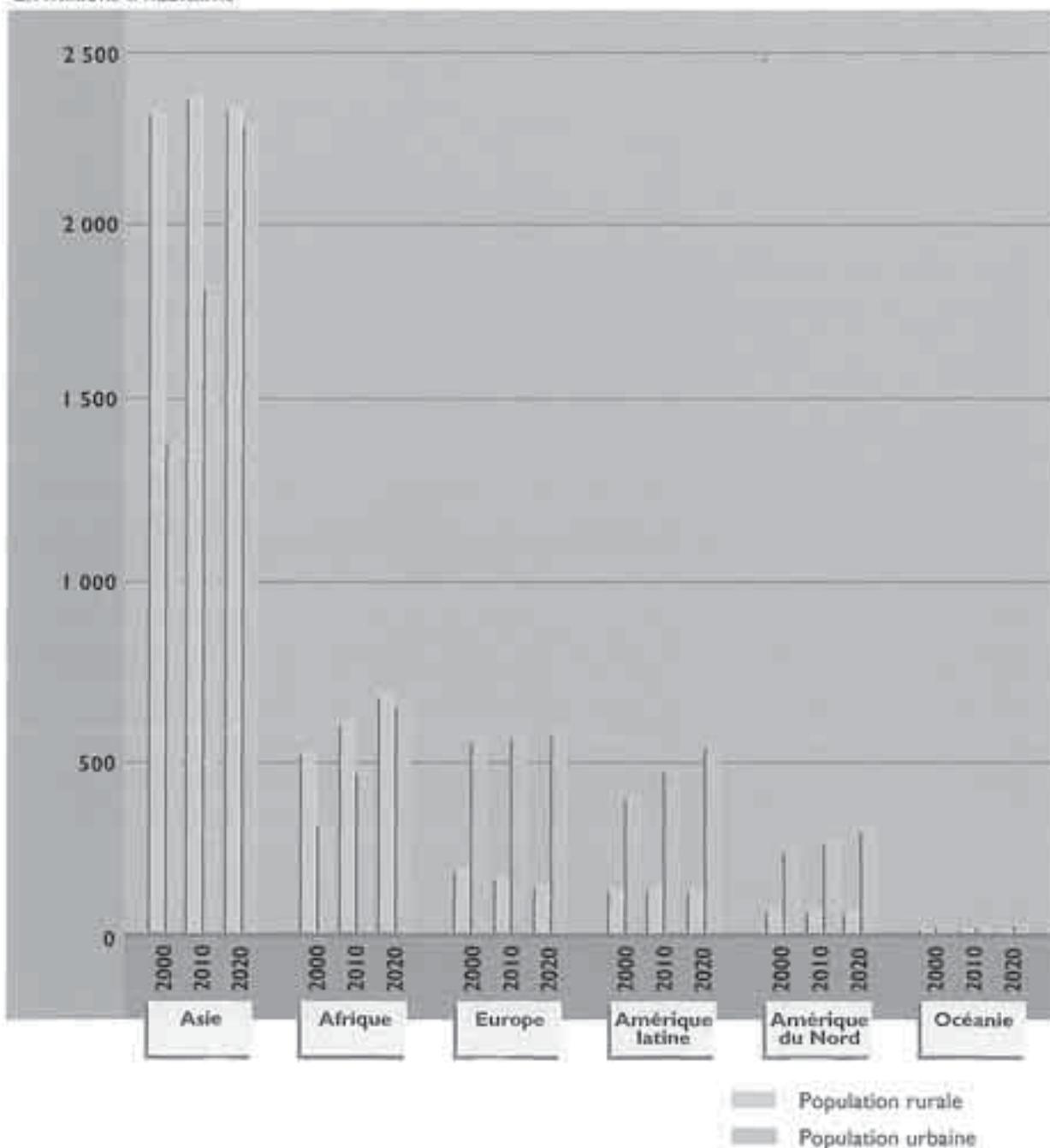
Le ravitaillement peut absorber jusqu'à 60 ou 80 pour cent du revenu des ménages pauvres.

L'insécurité alimentaire deviendra de plus en plus un problème urbain à mesure que l'Asie et l'Afrique s'urbaniseront.

Figure 18

PROJECTIONS DE LA POPULATION PAR RÉGION, 2000, 2010, 2020

En millions d'habitants



Source: ONU

République de Corée, par exemple, cette proportion était de 80 pour cent en 1990 contre 18 pour cent en 1970, tandis que la proportion de citadins dans la population totale n'était que de 60 pour cent (contre 54 pour cent en 1970). Au Brésil, au contraire, la proportion des pauvres vivant en ville est passée de 39 pour cent en 1970 à 54 pour cent en 1990 alors que la proportion de citadins dans la population totale passait de 55 à 75 pour cent²¹. Il peut donc y avoir proportionnellement plus ou moins de pauvres en ville; de toute façon, l'insécurité alimentaire deviendra de plus en plus un problème urbain à mesure que l'Asie et l'Afrique s'urbaniseront.

Les déterminants de l'insécurité alimentaire urbaine

La sécurité alimentaire des pays et des villes peut être fragilisée par de nombreux facteurs: faibles revenus, impossibilité matérielle d'accéder aux vivres, prix relatifs élevés des aliments et conditions météorologiques défavorables qui réduisent pendant un certain temps la production vivrière d'un pays ou d'une région. Ces facteurs peuvent toucher aussi bien les ruraux que les citadins.

D'autres facteurs, d'ordre économique ou physique, touchent particulièrement les citadins ou sont liés aux conditions mêmes de vie dans les villes. Ainsi, ces dernières années, les politiques d'ajustement structurel ont réduit l'emploi, fait disparaître la subvention des aliments et entraîné des dévaluations qui ont fait monter le prix des aliments importés. Les pauvres des villes en ont particulièrement souffert car, comme les citadins doivent acheter l'essentiel des aliments qu'ils consomment, l'accès des ménages à la nourriture est très sensible aux prix. Pendant la période de transformation économique des années 80 et 90, les prix urbains de l'alimentation ont augmenté plus que l'indice général du coût de la vie et que le revenu dans beaucoup de pays étudiés²².

Certains problèmes matériels sont aussi spécifiquement urbains. Par exemple, les consommateurs urbains pauvres qui, contrairement aux ruraux, sont obligés d'acheter l'essentiel de ce dont ils ont besoin, peuvent souffrir du manque de moyens de transport ou de l'éloignement des marchés, de l'hygiène insuffisante et de la contamination des aliments dans des environnements surpeuplés. Même si les aliments sont livrés en ville, ils n'arrivent pas toujours jusqu'aux consommateurs. On estime qu'il y a environ 10 à 30 pour cent de pertes entre la production et la vente au détail; il y a des pertes à l'exploitation, en cours de transport et de dis-

Les politiques d'ajustement structurel ont réduit l'emploi, fait disparaître la subvention des aliments et entraîné des dévaluations qui ont fait monter le prix des aliments importés.

tribution et des produits sont avariés quand ils arrivent à destination; les pertes sont moins grandes quand les produits sont consommés à la campagne.

On prévoit que la superficie urbanisée dans les pays en développement doublera d'ici 10 à 15 ans avec toutes les conséquences que cela implique pour l'environnement, les relations sociales et l'activité commerciale²⁹. L'expansion des villes est provoquée par la croissance économique et par l'augmentation de la population, qui aujourd'hui tient plutôt à l'accroissement naturel qu'à l'exode rural dans la plupart des pays en développement. Dans beaucoup de villes les terrains manquent, mais dans la plupart des cas un urbanisme prudent et une bonne politique peuvent prévenir les conflits et le surpeuplement.

Pourquoi les conditions si difficiles dans les villes de beaucoup de pays en développement n'ont-elles pas freiné l'exode rural? C'est que la ville présente par ailleurs de nombreux avantages; tout d'abord elle offre l'espoir de meilleures conditions de vie. Celles-ci ne se matérialisent pas immédiatement, peut-être pas avant une ou deux générations, mais cet espoir est une forte motivation pour l'exode rural. En outre, dans tout le monde en développement, les citadins ont plus de chances de bénéficier de l'eau courante, de services d'assainissement et de soins de santé que les ruraux.

Les urbanistes et les autorités municipales devront veiller avec soin à l'emplacement des marchés de gros et de détail; aux moyens de transport des marchandises et des personnes et à leur efficacité; au stationnement des camions et des automobiles à proximité des marchés; à l'accès aux services publics et à l'élimination des ordures; et à la disponibilité d'informations précises sur les prix, la quantité et la qualité des aliments, tant pour les acheteurs que pour les vendeurs. Ils devront aussi identifier les poches d'insécurité alimentaire urbaine, déterminer leur importance et élaborer des plans pour les résorber. Tels sont les problèmes auxquels sont confrontées aujourd'hui les autorités locales et nationales pour aménager les villes du XXI^e siècle.

LIVRAISON ET DISTRIBUTION DES ALIMENTS EN MILIEU URBAIN

Avant de parvenir aux consommateurs urbains, les aliments passent par une longue filière dans laquelle interviennent de nombreux acteurs et toute une série de systèmes de commercialisation, de négociation et d'organisation. Il peut être intéressant de comparer les filières traditionnelles d'approvi-

On prévoit que la superficie urbanisée dans les pays en développement doublera d'ici 10 à 15 ans avec toutes les conséquences que cela implique pour l'environnement, les relations sociales et l'activité commerciale.

Encadré 2

AU MARCHÉ

Récit fictif d'un citoyen pauvre

Maintenant que j'habite en ville, il faut que j'achète de quoi manger. Comme je n'ai pas beaucoup d'argent, je suis bien obligé d'acheter chaque jour ce que je trouve de moins cher. De la viande? Peut-être une fois par semaine, en ragoût.

Parfois, je n'ai pas assez d'argent pour nourrir ma famille. Ils doivent se débrouiller comme ils peuvent. J'achète quelque chose dans la rue ou je vais voir un cousin qui a du travail et qui rentre manger chez lui. Il ne refusera pas de m'inviter à sa table.

Tout le monde me dit de donner de la salade et des légumes à mes enfants, mais je n'ai pas de quoi en acheter.

Si j'avais assez d'argent pour acheter un réfrigérateur, je pourrais économiser en achetant par grandes quantités et je pourrais conserver de la nourriture fraîche ou déjà préparée sans être obligé de tout manger tout de suite. L'ennui c'est que mes parents et mes amis qui viennent souvent me voir mangeraient mes provisions.

Consommation limitée par la faiblesse des revenus

Les vendeurs des rues permettent de se nourrir à peu de frais. Les obligations de la famille élargie coûtent cher aux ménages

Manque de micronutriments, surtout pour les enfants

Les aliments coûtent plus cher aux pauvres parce que ceux-ci ne peuvent pas profiter des prix plus avantageux des produits achetés en quantité

NATURE DU PROBLÈME:

Si je veux acheter du poisson, de la viande, des fruits ou des légumes, il faut que j'aille au marché très tôt le matin, avant qu'il ne fasse chaud et que des milliers de mouches ne se soient abattues sur la nourriture.

J'aime bien aller au marché central. J'y rencontre des tas de gens. La nourriture y coûte souvent moins cher. Mais le marché pue comme un égout, il y a des mouches partout, et les fruits et légumes sont parfois pourris. J'aimerais pouvoir acheter de quoi nourrir ma famille dans un endroit plus propre, mais où aller?

Je me suis presque battu avec un marchand qui essayait de me frauder sur le poids du riz. Je sais bien qu'ils font tous la même chose mais celui-là exagérait vraiment. L'autre jour, j'ai acheté un paquet de biscuits. Quand j'ai mordu dedans, je me suis senti mal. J'ai regardé la date de péremption: elle était passée depuis deux ans! Et nous n'avons aucun recours; si nous nous plaignons, personne ne nous écoute.

Le marché est toujours plein de monde. Quand quelqu'un ressent un besoin naturel, il va se cacher derrière un mur ou une pile de caisses. Cela m'arrive à moi aussi car il n'y a pas de toilettes. Je me demande toujours si les gens se lavent les mains avant de toucher à nouveau la nourriture.

Si je veux avoir plus le choix et trouver des produits de meilleure qualité, je vais directement à l'abattoir ou à la halle aux poissons ou au marché spécial près des potagers. S'il y avait un marché ou un magasin avec un équipement frigorifique près de chez moi, je n'aurais pas besoin de dépenser de l'argent pour l'autobus.

Les aliments vendus sur les marchés sont à l'origine de problèmes sanitaires

Mauvais entretien des marchés

Fraudes commerciales et manque de pouvoir des consommateurs

Mauvaise hygiène des marchés

Mauvaise distribution au niveau du détail, ce qui accroît les coûts pour les consommateurs

Le marché où j'allais faire mes courses a brûlé la semaine dernière. Maintenant je dois traverser toute la ville pour aller dans un autre marché, où ils en ont profité pour augmenter leurs prix. En plus, cela me coûte de l'argent et me fait perdre du temps.

Il y avait autrefois au marché une vieille dame qui connaissait des tas de recettes pour préparer et conserver les produits périssables et qui savait ce qui était bon. Elle avait beaucoup de clients. Elle m'a appris à expérimenter de nouveaux plats et à varier le régime de mes enfants tout en économisant beaucoup d'argent sur la nourriture. Malheureusement elle a disparu.

Certains jours, nous préparons nos plats traditionnels. Nous tenons à conserver les traditions de chez nous. Pour ces plats, il faut des ingrédients qu'on ne trouve pas facilement dans la capitale. Je suis obligé de faire le tour des marchés pour les trouver tous.

La mauvaise organisation des marchés provoque des accidents et les consommateurs pauvres en souffrent plus que les autres

Les commerçants privés pourraient donner des conseils utiles aux consommateurs

La mauvaise distribution empêche de conserver des modes de consommation traditionnels parfois plus sains

Source: Programme sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes, FAO, Service de la commercialisation et des financements ruraux.



E. BONTATIBUS/FAO/ISS17

sionnement avec les systèmes modernes de distribution. La technologie, la capitalisation et la clientèle sont différentes.

Le secteur traditionnel comprend le commerce de gros (grossistes, transporteurs, négociants) et le commerce de détail (boutiques, marchés et vendeurs des rues). Le secteur moderne est composé de vastes réseaux verticalement intégrés de distributeurs et d'agro-industries spécialisées dans les produits animaux ainsi que de compagnies commerciales nationales ou internationales.

La plupart des acteurs qui interviennent dans le transport, la commercialisation et la distribution des aliments dans les villes sont des entreprises et des personnes physiques privées. Elles font parvenir les aliments en ville, effectuent toutes les opérations de vente en gros et au détail, négocient les prix et veillent à ce que l'offre soit suffisante pour satisfaire la demande. Le rôle du secteur public dans l'approvisionnement et la distribution varie d'un pays à l'autre, mais il tend partout à diminuer sous l'effet de la privatisation. De plus en plus, il se limite à la mise en place des infrastructures: routes, entrepôts, halles et marchés. Parfois, le secteur public fournit du crédit pour des activités spécifiques.

Des pénuries d'aliments peuvent se produire dans les villes pour des raisons très différentes; les plus courantes sont les chocs du côté de l'offre de produits agricoles ou les crises dues

Transport d'aliments jusqu'aux marchés urbains

Un Sri-Lankais transporte des noix de coco à bicyclette pour les vendre en ville. Les agriculteurs utilisent de nombreuses méthodes pour transporter leurs produits alimentaires jusqu'aux marchés de gros et de détail des villes.

La plupart des acteurs qui interviennent dans la commercialisation et la distribution des aliments dans les villes sont des entreprises et des personnes physiques privées. Le rôle du secteur public tend à diminuer sous l'effet de la privatisation.



La contamination, source de risques sanitaires

Faute d'eau propre et d'installations sanitaires, les vendeurs des rues travaillent dans des conditions insalubres dans les zones urbaines.

à des troubles civils ou des guerres qui interrompent la production vivrière ou les filières de livraison. En temps normal, les systèmes de commercialisation et de distribution des villes sont capables d'assurer régulièrement et ponctuellement l'approvisionnement de la population. Toutefois les défaillances et les interruptions de service sont fréquentes dans beaucoup de villes du monde en développement. Même si leurs effets sont localisés ou temporaires, les pauvres sont ceux qui en souffrent le plus parce qu'ils doivent perdre plus de temps pour s'approvisionner et que la nourriture leur coûte plus cher.

Problèmes du commerce de gros

Les problèmes de l'approvisionnement des villes sont connus depuis des années¹⁹. La plus grande partie des aliments qu'achètent les consommateurs urbains passent d'abord par un grossiste, qui les livre aux détaillants après les avoir achetés aux producteurs ou à des négociants. Dans bien des villes du monde en développement, les marchés de gros sont mal entretenus ou mal gérés, surannés et trop petits pour approvisionner une population qui ne cesse d'augmenter. Les problèmes sont très divers: manque de coordination entre les grossistes, prix très différents selon les quartiers et manque d'information systématique, manque de place et souvent d'hygiène dans les locaux commerciaux.

La situation est particulièrement inquiétante dans les villes où l'infrastructure est insuffisante comme c'est souvent le cas en Afrique²⁵. Les marchés de gros africains ne sont souvent que des groupements spontanés de grossistes dispersés dans toute la ville sans infrastructures matérielles. Il y a parfois des concentrations de grossistes à proximité ou même à l'intérieur des gros marchés centraux de détail, ou des centres de déchargement des camions à l'entrée des villes ou dans des espaces urbains découverts qui servent de lieux d'entreposage. A Dakar, les deux grandes halles aux fruits et légumes – Thiaroyé Gare et Syndicat – sont situées là même où les divers produits sont vendus au détail. Environ 400 000 tonnes de vivres passent annuellement par ces espaces; la plupart des opérations se font directement sur la route à proximité des marchés. On trouve des arrangements du même genre à Abidjan, Lagos et Accra.

Dans beaucoup de pays d'Asie et d'Amérique latine, les halles et marchés de gros ne se sont pas développés aussi vite que les populations urbaines et les flux de marchandises, de sorte qu'ils sont plus que saturés. Les entrepôts sont pleins à craquer, les systèmes de réfrigération ne suffisent plus, les aliments se conservent mal, les places de stationnement et les espaces de chargement et de déchargement sont encombrés et l'hygiène et la sécurité laissent à désirer. Tout cela cause d'importantes pertes de produits alimentaires, dont le coût est transmis aux consommateurs. Les halles sont souvent restées au centre des villes, là où elles avaient été créées quand l'agglomération était moins grande. Piétons et poids lourds causent des encombrements inextricables et l'environnement est pollué par les déchets et les eaux usées.

Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, les marchés ont été libéralisés et les monopoles de commercialisation des céréales ont été remplacés par une multitude de petits marchands de gros et de détail. Les marchés, qui déjà ne suffisaient pas pour la commercialisation des produits horticoles, sont de plus en plus utilisés pour les céréales alors qu'ils ne sont pas équipés pour cela et que la place manque: les céréales sont entassées en plein air et les pertes atteignent des niveaux inacceptables.

De nouvelles halles ont été construites dans beaucoup de villes champignons pendant les années 80 pour résoudre les problèmes décrits ci-dessus. A Mexico et Buenos Aires, la commercialisation des produits alimentaires et la circulation ont été améliorées (meilleure qualité des produits, qui arrivent en meilleur état, information sur les prix, etc.). Mais les

Les marchés de gros africains ne sont souvent que des groupements spontanés de grossistes dépourvus d'infrastructures matérielles et dispersés dans toute la ville.

Les nouveaux marchés de gros et de détail ne sont pas toujours des réussites, faute d'être adaptés aux besoins des grossistes et aussi faute de coordination entre ceux-ci et le secteur public.

Il n'est pas rare que quelques grossistes importants jouissent d'une position d'oligopole qui leur permet d'exiger des prix arbitraires.

nouveaux marchés de gros et de détail ne sont pas toujours des réussites, faute d'être adaptés aux besoins des grossistes et aussi faute de coordination entre ceux-ci et le secteur public. Les marchands refusent de les utiliser et certains restent vides. Cela s'explique par fois par leur emplacement mal commode, loin des pôles d'activité. Ainsi à Buenos Aires, une nouvelle halle aux fruits et légumes située loin du centre a fait naître toute une nouvelle strate d'intermédiaires transportant les marchandises entre les grossistes et les boutiques traditionnelles. Les détaillants ne peuvent pas payer les frais de transport et n'ont pas assez de capital pour acheter de grandes quantités afin de réduire le nombre de voyages jusqu'aux halles.

Les grossistes les plus importants peuvent refuser de déménager de crainte de perdre la position dominante qu'ils ont conquise au cours des années dans la configuration antérieure du marché et les loyers exigés dans les nouvelles halles peuvent être trop chers pour les petits opérateurs.

Des halles bien conçues et bien situées ne suffisent pas pour résoudre tous les problèmes du commerce de gros dans les villes. Il n'est pas rare que quelques grossistes importants jouissent d'une position d'oligopole qui leur permet d'exiger des prix arbitraires. Comme ils sont souvent les créanciers de leurs clients, qui manquent de capital d'exploitation, ils peuvent imposer à chacun des conditions différentes, d'où un manque de transparence, des relations d'exploitation et des inefficiences du marché.

La gestion des halles, qui généralement relève des autorités municipales et d'organismes publics, peut poser des problèmes particuliers. Les administrateurs, pas toujours bien formés, n'ont pas de bonnes communications avec leurs contreparties dans les autres quartiers ni avec les filières par lesquelles transitent les produits en provenance des zones de production périurbaines ou rurales. En général, ils ne parviennent pas à atteindre les niveaux d'efficacité qui caractérisent le secteur commercial moderne.

Problèmes du commerce de détail

La distribution des aliments au détail est très adaptée aux besoins de clientèles différentes. Elle a pour fonction d'offrir dans un endroit commodément situé un choix suffisant de produits alimentaires que la clientèle peut acheter à crédit ou au comptant, et de garantir la disponibilité et la qualité des produits. Généralement, les pauvres achètent leur nourriture dans des boutiques ou marchés proches de chez

eux. Les boutiques sont de petites entreprises familiales très faiblement capitalisées, généralement autofinancées, dont les propriétaires ou gérants n'ont guère de qualification ni de formation. De plus en plus, les consommateurs moins pauvres font leurs courses dans des supermarchés modernes, identiques à ceux des grandes villes américaines ou européennes, qui utilisent des technologies modernes et du crédit (fourni par des banques ou par leurs fournisseurs).

Le clivage entre les petites boutiques et les grands supermarchés est particulièrement marqué en Amérique latine, où la distribution des produits alimentaires a évolué pendant les années 70 à la suite de l'urbanisation galopante de la décennie précédente. Au début des années 90, les grands supermarchés détenaient près de 30 pour cent du marché de détail des produits alimentaires dans la plupart des villes d'Amérique latine. Situés au centre des villes ou dans les quartiers résidentiels et offrant une grande diversité de produits, ces supermarchés offrent des services très efficaces à la clientèle à revenus moyen et supérieur. Les boutiques et marchés traditionnels continuent à desservir les quartiers pauvres, en s'adaptant à l'expansion constante de leur demande. Ce dualisme typique de l'Amérique latine se trouve rarement dans les autres régions en développement.

Le clivage entre les petites boutiques et les grands supermarchés est particulièrement marqué en Amérique latine, où la distribution des produits alimentaires a évolué pendant les années 70 à la suite de l'urbanisation galopante de la décennie précédente.

Marchés urbains de détail

Des marchés de détail bien organisés et fonctionnels pour les produits alimentaires créent des emplois pour les citoyens et permettent un accès à la nourriture à des prix raisonnables.



G. DIANA/FAO/17622

Dans beaucoup de villes, les marchés de détail ne se sont pas développés assez vite pour satisfaire les besoins de la population urbaine toujours plus nombreuse et pour accueillir un nombre croissant de marchands. Ils sont encombrés et désorganisés et la situation sanitaire y est déplorable. L'infrastructure de base (eau, électricité et égouts) manque ou fonctionne mal aussi bien dans les nouveaux marchés que dans les anciens. Il n'y a pas assez d'espace pour entreposer les marchandises et les conserver sous froid. Comme les marchés de gros, les marchés de détail sont souvent mal gérés et les marchands sont souvent écrasés par une taxation abusive et par des collusions entre la direction du marché et les grandes entreprises.

Un des moyens auxquels ont souvent recours les marchands quand ils ne peuvent pas trouver de place au marché consiste à créer chaque fois que possible des marchés spontanés à proximité des consommateurs. Les trois quarts des marchés de détail de Dakar se sont ainsi développés spontanément, de même que 60 pour cent des marchés aux fruits et légumes de New Delhi. A Lima, 72 seulement des 306 marchés examinés sont établis dans des installations municipales; les autres se sont développés spontanément, souvent à proximité des bidonvilles dans des zones mal viabilisées.

Une partie importante de la distribution des aliments en ville est assurée par les vendeurs des rues. Leur importance, qui tient à la fois aux nouveaux modes de vie urbains (le lieu de travail est souvent loin du domicile, les femmes travaillent à l'extérieur) et à la pauvreté, varie selon les villes en fonction des conditions socioéconomiques. Par exemple, les aliments achetés dans la rue représentent 20 à 25 pour cent des dépenses alimentaires des ménages à Bogota et Caracas contre 6 pour cent seulement à Buenos Aires²⁶. En Afrique, où il y a moins de grands établissements publics ou privés de restauration de masse, les aliments vendus dans la rue prennent de plus en plus d'importance.

Les coûts élevés et les inefficiences gonflent les prix à la consommation

Plusieurs facteurs se conjuguent dans les grandes villes des pays en développement pour accroître le coût de la livraison des produits alimentaires et gonfler les prix à la consommation, qu'il s'agisse de défaillances du marché qui peuvent être corrigées, ou d'une augmentation des coûts réels qui résultent des problèmes spécifiques des filières alimentaires urbaines. Ces facteurs de coûts supplémentaires sont notamment:

Une partie importante de la distribution des aliments en ville est assurée par les vendeurs des rues. Leur importance tient à la fois aux nouveaux modes de vie urbains et à la pauvreté.

- le manque de transparence du marché et le pouvoir oligopolistique d'un petit nombre de grossistes;
- l'absence d'économies d'échelle dans le système de distribution, qui tient en particulier au manque de capital;
- les coûts de transport bien supérieurs à ce qu'ils sont dans les zones rurales pour les aliments produits localement;
- les pertes importantes à tous les stades de la filière de distribution;
- le climat général de corruption et les pots-de-vin que doivent verser les marchands;
- la rémunération du risque qu'assument les grossistes en tant que créanciers de nombreux détaillants.

La situation économique générale de la ville influe aussi sur le fonctionnement des marchés de gros et de détail. Les autorités affirment souvent que la principale cause du prix élevé des produits est la multiplicité des intermédiaires. Mais elles hésitent souvent à moderniser les filières de distribution parce que les systèmes traditionnels emploient beaucoup de monde. Quand les villes se développent, la modernisation de la distribution des aliments s'accompagne d'une spécialisation croissante des intermédiaires et de la diffusion de nouvelles technologies (transport et entreposage sous froid, système d'information permettant de suivre les stocks, etc.). Cette évolution est particulièrement apparente en Amérique latine où la commercialisation des produits alimentaires est souvent concentrée dans un nombre plus limité d'entreprises commerciales.

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT ET DE LA DISTRIBUTION DANS LES VILLES

Dans les pays en développement, il est rare que l'amélioration générale des systèmes d'approvisionnement et de distribution soit considérée comme un objectif prioritaire de la politique alimentaire, qui en général consiste plutôt à subventionner les aliments de base ou à distribuer directement des vivres aux pauvres. Pourtant des mesures spécifiques peuvent être prises pour améliorer l'efficacité et l'équité de la distribution des aliments dans les villes à savoir notamment :

- construction de marchés et d'infrastructures;
- création de partenariats entre le secteur public et le secteur privé;
- développement de systèmes de crédit plus accessibles;

Quand les villes se développent, la modernisation de la distribution des aliments s'accompagne d'une spécialisation croissante des intermédiaires et de la diffusion de nouvelles technologies.

Dans les pays en développement, il est rare que l'amélioration générale des systèmes d'approvisionnement et de distribution soit considérée comme un objectif prioritaire de la politique alimentaire.

- renforcement des relations avec les producteurs;
- amélioration du cadre institutionnel;
- changement d'attitude dans le secteur public.

Construction d'infrastructures pour le commerce de gros et de détail

Pour améliorer l'approvisionnement et la distribution, il faut des infrastructures pour le commerce de gros et de détail. Un nouveau marché doit être soigneusement planifié; il faut choisir avec soin le meilleur emplacement, déterminer les produits qui y seront vendus et les marchands qui y opéreront, les types d'installations et de services nécessaires, etc. Il faut tenir compte de la capacité financière des utilisateurs pour fixer les redevances à un niveau réaliste, suffisant pour payer l'entretien des installations, mais qui soit à la portée des marchands. Il faut régler toutes sortes d'autres problèmes: organisation et règlement, mode de gestion du marché, critères appliqués pour l'allocation des emplacements, etc. Au niveau central, les urbanistes doivent étudier les flux de circulation des produits alimentaires pour pouvoir déterminer et répartir l'enveloppe financière nécessaire pour construire ou améliorer les grandes infrastructures (abattoirs, marchés de gros, gares routières, grandes routes, etc.).

Les marchands locaux qui distribuent les produits alimentaires et leurs organisations doivent jouer un rôle dans la planification des zones urbaines en expansion. Ils doivent créer de nombreux marchés, surtout dans les quartiers mal desservis, moderniser ceux qui existent déjà, accroître leur capacité, améliorer les infrastructures et les services, réviser les règles de gestion et prévoir des espaces pour les différentes activités commerciales et de transport qu'implique la distribution des vivres dans les villes. Les efforts de planification et d'organisation ne servent à rien si l'exécution est entravée par le manque de formation et d'information ou par le manque d'espace pour une fonction spécifique, par exemple une activité commerciale. Les consommateurs et leurs représentants doivent être consultés pour mettre au point des solutions novatrices aux problèmes de distribution et d'accès.

Rôle du secteur privé et nouveaux partenariats

Dans la plupart des grandes villes du monde en développement, les organisations locales de commerçants ont repris une partie des fonctions qui relevaient autrefois du secteur public, en particulier la construction et l'organisation des marchés.

Mais les grandes infrastructures telles que les halles ou les abattoirs peuvent difficilement être financées par des fonds privés car les ressources sont limitées et il y a des conflits de priorité. Il faut donc encourager d'autres acteurs du secteur privé ainsi que les organismes publics à participer au financement et à la gestion de ces grandes installations. De telles participations sont fréquentes pour les installations nécessaires aux exportations (entrepôts, matériel de manutention, équipement de transport); l'investissement dans les infrastructures et services nécessaires à la distribution des vivres en ville devrait bénéficier d'un soutien analogue.

Il importe particulièrement de mobiliser la coopération de tous les acteurs – les usagers, le secteur public (administrations responsables des infrastructures et des viabilités) et le secteur privé (entreprises d'alimentation collective, associations professionnelles, banques, négociants, etc.). L'action des pouvoirs publics doit être bien définie. Il faut en particulier éviter de construire des installations grandioses et coûteuses comme on l'a fait trop souvent dans le passé et privilégier au contraire des équipements plus pratiques et mieux adaptés. Le secteur public doit assurer la viabilité des marchés (en prévoyant les réseaux de transport, l'approvisionnement en eau et en électricité, les égouts, etc.) et encourager la participation des usagers (grossistes) au financement des superstructures (sanitaires, entrepôts, etc.). Pour financer les structures nécessaires, il est possible d'émettre des obligations à longue échéance qui seront remboursées au moyen de modestes redevances d'utilisation. Des formules analogues peuvent être utilisées pour les marchés de détail, en coopération avec les associations de commerçants.

Accès au crédit

Le manque de crédit est un obstacle majeur pour tous les acteurs de l'approvisionnement et de la distribution. Les crédits bancaires sont généralement limités au secteur commercial d'import-export. Il est essentiel d'améliorer les liquidités et l'assiette financière du secteur de la distribution des produits alimentaires avec la participation des banques privées. Il faudra pour cela examiner les problèmes spécifiques des marchés agricoles (instabilité, risques) et adapter en conséquence les procédures de crédit et de garanties.

Les systèmes de distribution des aliments dans les villes doivent adopter les technologies modernes à mesure qu'elles deviennent disponibles. Cela ne signifie pas qu'il faille sacrifier le secteur traditionnel dominé par les petits commerces.

Les systèmes de distribution des aliments dans les villes doivent adopter les technologies modernes à mesure qu'elles deviennent disponibles, mais cela ne signifie pas qu'il faille sacrifier le secteur traditionnel dominé par les petits commerces.

Il faut une action soutenue de développement du crédit et de l'assistance technique, avec la participation des chambres de commerce locales et des associations de commerçants. Par exemple, les pouvoirs publics peuvent appuyer les programmes privés de crédit en garantissant les prêts de modernisation ou en effectuant le tri initial des demandes de crédit ou en établissant des directives à l'intention des emprunteurs, pour réduire le coût administratif du traitement des demandes de prêts.

Les formules qui ont donné de bons résultats doivent être analysées et adaptées au contexte et aux besoins locaux. On peut citer par exemple le nouveau centre commercial ouvert à Nouakchott (Mauritanie) à la fin de 1997 par une entreprise féminine, avec l'appui d'un programme gouvernemental destiné à faciliter aux femmes l'accès au crédit pour la création d'entreprises²⁷.

Renforcement des organisations de producteurs en amont

Pour optimiser le système des prix, il est essentiel que le commerce de gros soit concurrentiel. Pour renforcer la concurrence, les organisations de producteurs peuvent utiliser leur pouvoir de négociation lorsqu'elles vendent leurs produits aux grossistes. Si elles maintiennent une présence sur les marchés de gros, elles peuvent obtenir efficacement des informations fiables sur les cours et l'offre des produits²⁸. Elles acquièrent ainsi un certain pouvoir dans leurs tractations avec les grossistes et ces informations aident les producteurs à optimiser leurs décisions en matière de semis, de récolte et de prix en fonction du marché.

Un environnement institutionnel favorable

Les organisations locales de commerçants peuvent jouer un rôle important dans l'organisation du ravitaillement de leurs villes mais l'action des pouvoirs publics est essentielle pour créer un cadre institutionnel favorable à une commercialisation efficace des produits alimentaires. L'organisation rationnelle et la modernisation des filières d'approvisionnement et de distribution nécessitent un cadre juridique cohérent et transparent définissant clairement les droits et les obligations de toutes les parties.

Les fonctions de réglementation de l'approvisionnement et de la distribution sont souvent réparties entre diverses administrations qui ne coordonnent pas leur action. Leurs activités doivent être harmonisées et renforcées. Un des

Un des rôles essentiels des pouvoirs publics dans l'approvisionnement et la distribution des aliments est de faire appliquer les prescriptions en matière d'innocuité et de qualité des aliments.

rôles essentiels des pouvoirs publics est de faire appliquer les prescriptions en matière d'innocuité et de qualité des aliments.

Sensibilisation et modification des attitudes dans le secteur public

Les administrations locales ne se rendent pas encore bien compte que l'amélioration des systèmes d'approvisionnement et de distribution des aliments sur le plan tant matériel qu'organisationnel et financier peut influencer sur tout le fonctionnement de la ville et sur les conditions de vie de la population. Les ressources peu abondantes et le rythme de la croissance urbaine rendent la tâche encore plus urgente. Les administrations locales doivent résoudre des questions épineuses et faire des choix politiquement délicats; établissement des priorités; justification de dépenses qui peuvent profiter à un groupe de population au nom de l'intérêt de tous; et évaluation des avantages politiques d'une option donnée. Les priorités varient nécessairement d'une ville et d'un pays à l'autre, selon le niveau de développement général et les structures et installations existantes. Toutefois, il est clair que les acteurs du secteur public comme du secteur privé ont besoin de mieux connaître les conditions et les problèmes des systèmes urbains d'approvisionnement et de distribution. Ils ont besoin pour cela d'informations et d'outils de décision.

Il est possible d'améliorer la coordination entre les administrations nationales et les administrations municipales. Les ministères de l'agriculture n'interviennent pas dans l'administration municipale et tendent à considérer que leurs mandats sont essentiellement les producteurs agricoles. Ils devraient pourtant savoir que la demande urbaine ne peut servir de moteur à la modernisation de l'agriculture en l'absence de filières efficaces d'approvisionnement et de distribution. Ils peuvent jouer un rôle fondamental en organisant les filières de distribution dans le secteur agricole et en améliorant la commercialisation des produits, en assurant la circulation de l'information et en établissant des infrastructures de base adéquates. L'amélioration des filières de distribution accroîtra en outre les revenus des agriculteurs. Les services nationaux de commercialisation des produits agricoles s'intéressent surtout aux secteurs modernes d'import-export et de grande distribution et tendent à négliger le fonctionnement des marchés urbains. Quant aux autorités municipales, elles considèrent que la question des vivres est un problème économique qui concerne le monde rural et axent leurs

efforts de planification sur la modernisation et sur les besoins des classes privilégiées.

Il est donc essentiel de faire mieux comprendre à tous ces acteurs ce qu'implique l'approvisionnement des villes et l'importance des enjeux, de les faire participer à une stratégie globale et de déterminer les responsabilités de chacun. Il importe de créer ou renforcer des institutions de coopération regroupant politiciens, administrateurs, négociants, marchands et techniciens à tous les niveaux (Etat, région, municipalité).

La mise en œuvre d'une stratégie globale pour résoudre les problèmes d'approvisionnement et de distribution dans les villes suppose un investissement public important dans l'information et le renforcement des compétences techniques à tous les niveaux. Les donateurs et les organisations internationales peuvent appuyer cet effort de plusieurs façons. L'amélioration de l'information et des compétences des autorités municipales peut être un domaine d'intervention très important à l'appui d'un développement décentralisé. Il peut aussi être très utile d'appuyer la formulation des politiques, stratégies et programmes en vue d'améliorer les systèmes d'approvisionnement et de distribution; c'est l'objectif par exemple du Programme sous-régional de la FAO sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes d'Afrique francophone ainsi que du futur Programme interrégional sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes.

Intégration de la pêche et de l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire et accroître la production halieutique

INTRODUCTION

Il existe de nombreuses interactions entre la pêche et l'agriculture: toutes deux sont tributaires des mêmes ressources en terre et en eau, et toutes deux se partagent un même rôle économique: faire vivre les communautés rurales et fournir aux villes des produits alimentaires variés et en quantités suffisantes. Les interactions se prolongent au niveau institutionnel car les deux secteurs relèvent le plus souvent du même ministère. Une meilleure intégration entre pêche et agriculture serait donc un moyen important d'accroître à la fois la sécurité alimentaire et la production halieutique. Les termes «pêche» et «halieutique» s'entendent ici au sens large: le secteur halieutique comprend non seulement la pêche de capture exploitant les stocks sauvages des eaux continentales et marines ou des stocks enrichis par empoissonnement ou autrement, mais aussi tous les types d'aquaculture. Les interactions entre pêche et agriculture sont plus directes quand les deux secteurs sont en concurrence pour le même type de ressources, surtout la terre et l'eau, ou quand des mesures visant à stimuler la production agricole sont susceptibles de modifier les habitats naturels des poissons.

Les captures enregistrées de la pêche continentale s'élèvent à environ 7,5 millions de tonnes pour l'ensemble des écosystèmes d'eau douce (lacs et cours d'eau). Mais on pense que les captures effectives sont bien supérieures, peut-être le double². À l'exception de quelques pêcheries industrielles commerciales des grands lacs d'Afrique et d'Amérique du Nord, l'essentiel des captures dans les eaux continentales provient de la pêche artisanale et est destiné à être consommé localement. Les agriculteurs pêchent souvent dans les eaux intérieures pendant la morte saison pour compléter leur approvisionnement alimentaire et leurs revenus. La contribution de la pêche en eau douce à la sécurité alimentaire est donc de loin supérieure à ce qu'indiquent les seules statistiques officielles de la production. La part que constituent les produits de la pêche dans la ration totale de protéines d'origine animale montre bien le rôle important que jouent ces produits dans le régime alimentaire, surtout dans les communautés rurales. Dans beaucoup de pays d'Asie, cette part est de plus de 50 pour cent et en Afrique elle est de

Une meilleure intégration entre pêche et agriculture serait donc un moyen important d'accroître à la fois la sécurité alimentaire et la production halieutique.

Dans beaucoup de pays d'Asie, plus de 50 pour cent de la ration totale de protéines d'origine animale proviennent des produits de la pêche. En Afrique, la proportion est de 17,5 pour cent.

L'aquaculture est une des activités qui affichent la croissance la plus rapide car elle fournit un complément important à la production des stocks sauvages, qui stagnent, et s'y substitue en partie.

17,5 pour cent. De plus, la pêche sportive dans les eaux continentales a une importance économique croissante en Asie, en Europe et en Amérique du Nord et du Sud, où elle présente un grand intérêt touristique.

Malgré son importance nutritionnelle et économique et son vaste potentiel de développement, la production de la pêche continentale prend depuis quelques décennies du retard sur celle des autres systèmes de production halieutiques²⁰. Ce déclin s'explique en partie par les altérations physiques et chimiques de l'environnement aquatique dues aux activités humaines et en particulier aux pratiques agricoles telles que la construction de barrages, l'assainissement des marécages, le drainage, le captage et les dérivations d'eau pour l'agriculture. L'expérience récente prouve que dans bien des cas ces modifications sont réversibles et qu'il est possible de restaurer les habitats aquatiques sans compromettre la production agricole. Dans certains cas, les transformations peuvent être programmées et conçues de façon à accroître le potentiel halieutique au-delà de la productivité naturelle. Le potentiel des techniques d'enrichissement des ressources halieutiques – empoissonnement, modification des écosystèmes aquatiques, fertilisation, introduction d'espèces génétiquement améliorées – ne pourra être pleinement réalisé que si les interventions sont planifiées et exécutées de façon intégrée en vue de prévenir leurs effets préjudiciables sur les organismes aquatiques et leurs habitats.

De toutes les activités produisant des aliments, l'aquaculture est une de celles qui affichent la croissance la plus rapide; elle fournit un complément important à la production des stocks sauvages, qui stagnent, et s'y substitue en partie. L'importance de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire future a été reconnue par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, qui est convenu de promouvoir le développement d'une aquaculture écologiquement rationnelle et durable bien intégrée dans le développement rural, agricole et côtier. Depuis une dizaine d'années, la production aquacole augmente en moyenne de près de 11 pour cent par an. En 1996, la production totale de poissons, mollusques, crustacés et plantes aquatiques provenant de l'aquaculture a atteint le niveau record de 34,12 millions de tonnes, pour une valeur de 46,5 milliards de dollars. L'importance de l'aquaculture est d'autant plus grande que 85 pour cent des aliments qui en proviennent sont produits dans les pays en développement, en particulier dans les PFRDV, et surtout dans les pays d'Asie, la Chine étant de loin en tête.

Selon les projections, la production aquacole devrait dépasser 40 millions de tonnes en 2010. Une grande partie de l'ac-

croissement proviendra de l'élevage en étang de poissons et crustacés, de l'amélioration de la production dans les petits et moyens écosystèmes aquatiques et de la production de poissons et crustacés intégrée avec des activités agricoles, principalement la riziculture, mais aussi la production de légumes et d'autres cultures et l'élevage. L'utilisation rationnelle de l'eau, surtout de l'eau douce et de la terre, est devenue vitale pour permettre de maintenir des taux de croissance élevés. Dans beaucoup de zones où l'aquaculture a connu un accroissement rapide au cours de la dernière décennie, des pressions croissantes s'exercent sur les ressources limitées en terre et en eau. Une planification intégrée du développement de la pêche et de l'agriculture devient donc impérative.

AVANTAGES DE L'INTÉGRATION

L'intégration entre pêche et agriculture vise essentiellement à maximiser les interactions synergiques et minimiser celles qui ont un effet antagoniste. Les interactions synergiques tiennent principalement au recyclage des nutriments dans les systèmes intégrés de production de plantes, de bétail et d'organismes aquatiques, à la protection intégrée (PI) et à l'utilisation optimale des ressources en eau.

Mais il y a aussi des interactions négatives: application de pesticides et d'herbicides nuisibles pour les organismes aquatiques; eutrophisation des eaux continentales et côtières par les nutriments contenus dans les eaux de colature à la suite de fumures excessives ou mal conduites; érosion provoquant une sédimentation dans les cours d'eau naturels; altération du régime hydrologique des cours d'eau, lacs et autres écosystèmes aquatiques naturels; assèchement des bas-fonds et marécages; et obstruction des voies de migration des poissons.

Nous analyserons ci-après les possibilités de maximiser les effets synergiques positifs et de minimiser les interactions antagonistes entre le secteur halieutique et l'agriculture et nous ferons un bilan des avantages qui peuvent en résulter. Nous verrons ensuite comment surmonter les contraintes institutionnelles existant à divers niveaux pour mieux intégrer les deux secteurs.

Utilisation optimale des nutriments grâce au recyclage des sous-produits

Les sous-produits de l'agriculture tels que les résidus de récolte et surtout le fumier peuvent être utilisés comme fertilisants et aliments des poissons tant dans la petite aquaculture que dans la grande aquaculture industrielle. Si le facteur le plus

L'utilisation rationnelle de l'eau et de la terre est devenue un facteur vital dans le maintien de taux de croissance élevés de la production.

Les interactions synergiques tiennent principalement au recyclage des nutriments dans les systèmes intégrés de production, à la PI et à l'utilisation optimale des ressources en eau.

important qui détermine le potentiel aquacole des pays et des régions est la disponibilité d'eau douce, le deuxième est l'existence d'élevages et de cultures²⁷.

La pénurie de ressources est en général la principale motivation des innovations techniques et des réformes institutionnelles visant à améliorer l'efficacité. C'est l'abondance relative de ressources et non la densité démographique qui pousse à adopter des techniques de pointe et des mécanismes institutionnels perfectionnés pour la gestion des ressources. Ainsi, des systèmes très complexes d'allocation des précieuses ressources en eau existent depuis des siècles dans certaines zones arides à faible densité démographique²⁸.

En Chine, la pêche, l'élevage et l'agriculture intégrés existent depuis plus de 2 400 ans.

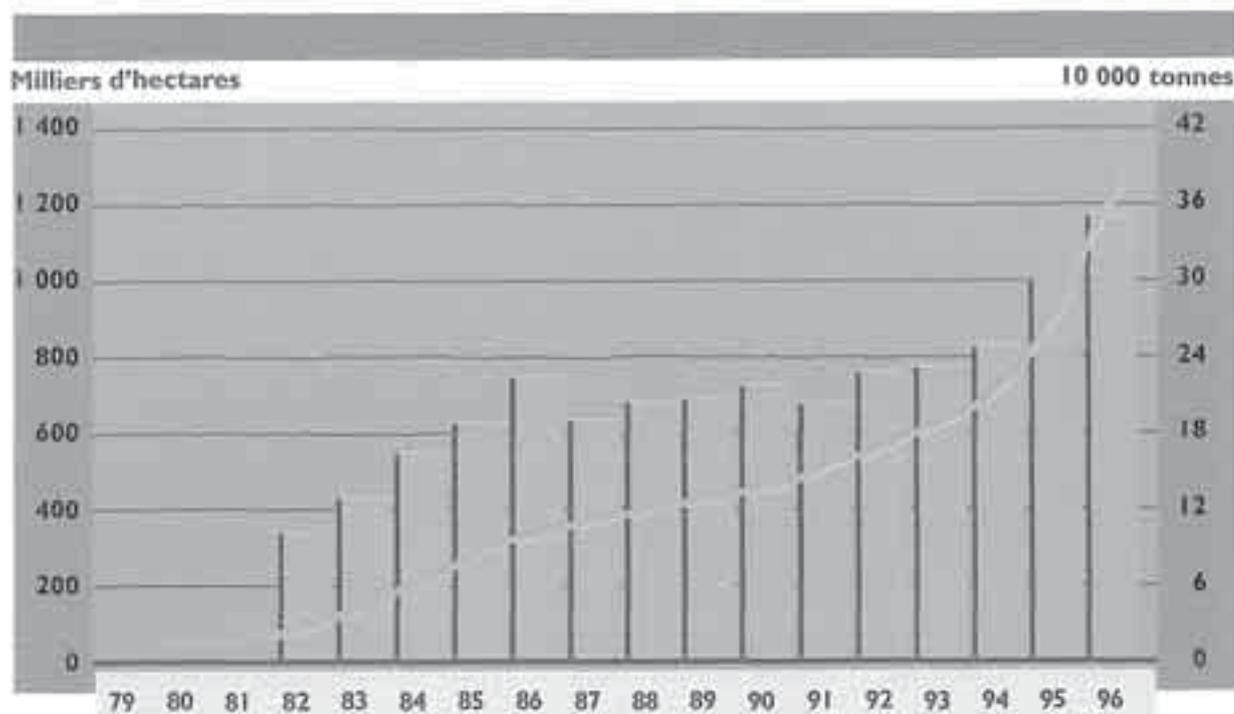
En Chine, l'agriculture intégrée existe depuis plus de 2 400 ans : c'est un système complexe dans lequel une aquaculture diversifiée, l'aviculture, l'élevage et la production végétale sont complémentaires et caractérisés par une utilisation intégrée du fumier, de l'herbe, des cultures fourragères et des engrais²⁹. Le fondement scientifique de ces systèmes et leur diversité régionale ne sont pas encore pleinement compris mais leur efficacité est incontestable, notamment en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles et en particulier l'eau et la terre.

Il existe une longue tradition de production alternée de riz et de crevettes dans les zones intercotidales d'Indonésie, d'Inde, de Thaïlande, du Bangladesh, du Viet Nam et d'autres pays d'Asie³⁰. Dans le système traditionnel, les juvéniles pénètrent naturellement, quand on laisse la marée inonder le champ. Depuis une quinzaine d'années, les rendements de l'élevage de crevettes ont augmenté grâce à l'enrichissement artificiel des stocks, à la lutte contre les prédateurs et à des apports limités d'aliments et d'éléments fertilisants. Dans des systèmes bien aménagés, la culture de riz en alternance avec l'aquaculture permet d'éviter l'accumulation d'un excédent de nutriments dans le fond des étangs, d'améliorer les rendements et de réduire le coût des engrais. La production simultanée de poissons et crustacés et de riz accroît souvent les rendements de paddy, surtout dans les sols pauvres cultivés sans apport d'engrais, probablement parce que c'est dans ces conditions que l'effet de fertilisation des organismes aquatiques est le plus grand.

Un peu partout dans le monde, on s'intéresse de plus en plus aux systèmes intégrés d'exploitation. En Argentine, au Brésil, à Haïti, au Panama et au Pérou, on étudie la faisabilité technique de l'association riziculture-aquaculture. On s'intéresse aussi beaucoup à la production simultanée ou successive de riz et de poissons et crustacés dans des pays développés. Ainsi en Louisiane, aux États-Unis, quelque 50 000 tonnes

Figure 19

ZONES DE RIZIPISCICULTURE ET PRODUCTION HALIEUTIQUE EN CHINE



d'écrevisses qui se vendent très cher sont produites en association avec du riz; en Espagne, la production d'écrevisses dans les rizières est actuellement de l'ordre de 5 000 tonnes et l'on étudie les possibilités de produire des tilapia dans les mêmes conditions. En Italie, l'Université de Bologne étudie, pour des raisons tant écologiques qu'économiques, la possibilité de relancer les associations aquaculture-riziculture qui avaient été abandonnées pendant la seconde guerre mondiale.

Les possibilités d'accroître les rendements qu'offrent les systèmes d'exploitation intégrés sont illustrées par le rapport du Conseil indien de la recherche agronomique, qui fait état de systèmes intégrés de riziculture et aquaculture, associés à des cultures légumières ou fruitières sur les levées, dont la production est 12 fois plus grande qu'en riziculture traditionnelle²⁶.

On estime qu'il existe dans le monde 81 millions d'hectares de rizières irriguées dont 90 pour cent sont en Asie. La riziculture n'est associée à la pisciculture ou à l'élevage de crustacés que sur une faible proportion de ces terres, principalement en Chine (1,2 million d'hectares), en Egypte (173 000 ha), en Indonésie (138 000 ha), à Madagascar (13 400 ha), en Thaïlande (25 000 ha) et au Viet Nam (40 000 ha, entière-

■ Zone de rizipisciculture
■ Production halieutique dans les rizières

Source: FAO

En Inde, on constate que grâce aux systèmes intégrés de riziculture et aquaculture, associés à des cultures légumières ou fruitières, la production est 12 fois plus grande qu'en riziculture traditionnelle.

ment dans le delta du Mékong). Le cas de la Chine mérite une mention particulière: la pisciculture associée ou non à la riziculture, presque inexistante au début des années 80, y occupe aujourd'hui plus de 1,2 million d'hectares (figure 19). L'association riziculture-aquaculture est pratiquée aussi dans des pays tels que le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, et la République démocratique populaire lao, mais les chiffres ne

Encadré 3

BANGLADESH: ÉLEVAGE DE CREVETTES D'EAU DOUCE DANS DES RIZIÈRES SPÉCIALEMENT AMÉNAGÉES

L'élevage de crevettes d'eau douce dans des rizières spécialement aménagées appelées les ghers est une activité récemment lancée au Bangladesh à l'initiative des agriculteurs eux-mêmes. Les ghers sont souvent construits dans des plans d'eau saisonniers appelés beels en bangladais, que l'on trouve fréquemment dans les terres agricoles de bas-fonds. Ils peuvent aussi être aménagés dans des rizières existantes. Les crevettes au stade post-larvaire sont introduites lorsqu'elles deviennent disponibles, vers le mois de mai, et pêchées essentiellement de novembre à janvier. Le riz est en général cultivé dans le plateau central du gher pendant la saison sèche, de février à mai. Des poissons sont en général

élevés avec les crevettes, mais ils sont pêchés toute l'année.

La crevette est un produit très recherché sur les marchés internationaux et son élevage peut apporter aux agriculteurs de subsistance un important complément de revenu. Mais certaines contraintes doivent être surmontées: on connaît mal les meilleures méthodes d'élevage de crevettes et de pisciculture en gher ainsi que les techniques de protection intégrée et de riziculture qui sont compatibles avec l'élevage de crevettes et la pisciculture: il faudrait mettre au point des aliments moins coûteux pour les crevettes afin de réduire la dépendance à l'égard des populations naturelles d'escargots, utilisées depuis que l'on a commencé à élever des crevettes dans les

ghers, mais dont les populations sont en voie d'épuisement: il faudrait produire en écloserie des crevettes post-larvaires moins coûteuses et de haute qualité pour remplacer les crevettes sauvages actuellement utilisées: il faudrait mettre au point des méthodes permettant d'exploiter au maximum et de la façon la plus rentable possible les levées: il faudrait enfin améliorer les compétences de planification et de gestion financières.

Ces questions et d'autres font l'objet d'un projet financé par le CARE appelé Greater Options for Local Development from Aquaculture (GOLDA).

sont pas connus (voir encadré 3). Outre les poissons provenant d'alevins élevés en éclosion, des espèces sauvages sont couramment capturées dans de nombreux pays, les œufs ou larves étant amenés naturellement lorsque l'eau pénètre dans les champs. Ainsi, en Thaïlande, la capture de poissons sauvages⁸⁶ est pratiquée sur près de trois millions d'hectares de rizières.

Encadré 4

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO: ASSOCIATION RIZICULTURE-AQUACULTURE

La République démocratique populaire lao possède de riches ressources en eau sous forme de cours d'eau, de lacs et de marais. La pêche et la collecte d'animaux aquatiques pendant la saison des pluies sont des activités importantes et le poisson constitue une part considérable du régime alimentaire national. La riziculture, irriguée ou non, de bas-fond ou en terrasse, est très répandue. Le plus souvent, il n'y a qu'une récolte de riz par an, mais dans les zones irriguées, deux récoltes seraient possibles.

Dans les rizières pluviales de coteaux, on construit souvent des levées pour accroître la profondeur de l'eau de façon à permettre l'aquaculture. Parfois, on construit un petit canal pour faciliter la capture des

poissons. Dans la plaine du Mékong, l'aquaculture est associée à la riziculture dans les rizières pluviales où les sols sont relativement imperméables ainsi que dans les rizières irriguées qui offrent des conditions idéales à la pisciculture. Comme dans d'autres pays, il y a peu de données concernant la production de cette aquaculture associée à la riziculture, mais des rendements de 125 à 240 kg par hectare et par an ont été signalés dans des systèmes de production mixtes de coteau. Les carpes, les tilapia et les autres poissons élevés dans les rizières sont principalement destinés à être consommés par les ménages d'agriculteurs.

L'association aquaculture-riziculture est populaire, mais

un appui extérieur est nécessaire pour résoudre un certain nombre de problèmes; il faudrait notamment appliquer les méthodes de PI pour réduire l'utilisation de pesticides. Il serait aussi nécessaire de faciliter l'approvisionnement en alevins et l'accès au crédit.

Du point de vue de la PI, l'aquaculture et la riziculture sont complémentaires parce qu'il est prouvé que les poissons réduisent les populations de ravageurs.

Protection intégrée

D'une façon générale, les pratiques de PI sont recommandées dans les exploitations mixtes aquaculture-riziculture. Il vaut mieux utiliser des variétés de riz résistant aux ravageurs et aux maladies pour réduire autant que possible les applications de pesticides. Même en monoculture de riz, il est assez rare que les populations de ravageurs atteignent des niveaux tels que des mesures de lutte soient nécessaires. Le revenu que peut rapporter l'aquaculture fait encore baisser le seuil de rentabilité économique de la lutte chimique. En outre, du point de vue de la lutte raisonnée, l'aquaculture et la riziculture sont complémentaires parce qu'il est prouvé que les poissons et crustacés réduisent encore les populations de ravageurs. Le Programme intégré multinationale de protection intégrée, organisé par la FAO en Indonésie, a prouvé que la protection intégrée permet de réduire considérablement le nombre d'applications de pesticides dans les rizières. Non seulement cela réduit les coûts, mais cela supprime un obstacle sérieux à l'introduction de l'aquaculture. Grâce aux économies réalisées sur les pesticides et aux recettes produites par la vente des poissons et crustacés, le revenu net des exploitations intégrées est nettement supérieur – de 7 à 65 pour cent – à celui des exploitations exclusivement rizicoles⁷⁷.

Au Viet Nam, des expériences récentes ont prouvé que l'élevage des carpes est un moyen efficace de lutter contre les escargots, aussi bien dans les rizières que dans les eaux communales. En République de Corée, des chercheurs étudient actuellement l'impact des espèces indigènes de poissons sur les vecteurs du paludisme dans les rizières⁷⁸.

Maximisation du rendement de l'eau

En termes économiques, le rendement de l'eau se mesure au produit économique net qui peut être obtenu par unité d'eau. Des poissons et crustacés peuvent être élevés dans des masses d'eau artificielles telles que les citernes de village, les réservoirs et les canaux, principalement pour capter, entreposer et transporter l'eau destinée à l'irrigation, à la production d'hydroélectricité ou à l'approvisionnement en eau potable. Les détails techniques des ouvrages et les calendriers saisonniers de captage et d'utilisation de l'eau influenceront sur le potentiel halieutique de ces infrastructures. Par exemple, un prélèvement trop rapide dans les réservoirs risque de détruire les frayères essentielles à la reproduction et de réduire la production de poissons.

Dans les réseaux d'irrigation, on peut réduire les pertes par évaporation et infiltration en utilisant des méthodes de micro-

irrigation et en stockant et transportant l'eau dans des canalisations couvertes ou souterraines. Mais comme il est impossible de produire du poisson dans ces conditions, il faut comparer l'avantage qu'il y a à éviter l'évaporation de l'eau avec les avantages économiques et nutritionnels produits par le poisson. Sauf dans les zones arides et semi-arides, la pénurie d'eau et les taux d'évaporation ne sont pas toujours suffisants pour rentabiliser le coût de systèmes couverts et la perte du potentiel aquacole.

En plus de la production de poissons, l'empoissonnement et l'aquaculture dans les réservoirs et les canaux permettent souvent d'améliorer la qualité de l'eau et le régime de ces masses d'eau. Par exemple, les carpes de roseau permettent d'éviter la prolifération de plantes aquatiques dans les canaux d'irrigation, ce qui facilite l'écoulement de l'eau et réduit donc le taux d'évaporation pendant le transport. L'empoissonnement et l'aquaculture peuvent aussi réduire les populations de moustiques et autres insectes qui menacent la santé humaine. De plus, les poissons qui mangent certaines espèces planctoniques et les herbes aquatiques réduisent indirectement la teneur en nutriments, et donc les effets nuisibles de l'eutrophisation.

Utilisation de biocides

Il est bien connu que la tolérance des poissons aux pesticides et herbicides est un bon indicateur des risques que l'utilisation de ces produits dans l'agriculture peut créer pour la santé humaine. Depuis quelques dizaines d'années, on a réussi à beaucoup réduire les effets indésirables des produits agrochimiques utilisés pour lutter contre les ravageurs et les mauvaises herbes. Ce ne sont pas tant les biocides en tant que tels qui nuisent aux pêcheries, mais leur mauvaise utilisation, qui peut avoir de multiples répercussions sur les poissons et les autres organismes aquatiques: quand ils ne les tuent pas, ils peuvent avoir des effets sur la reproduction, le métabolisme et la croissance à différents stades du cycle biologique, sur les disponibilités d'aliments, sur le nombre et la taille des populations, etc. Si les biocides sont appliqués conformément aux instructions, le risque d'impact sur les organismes aquatiques et la pêche peut être réduit. Beaucoup de gouvernements ont établi des listes de pesticides et herbicides recommandés ainsi qu'une réglementation des importations et de la production locale de ces produits. Des activités de formation et de vulgarisation agricoles ont été développées. Toutes ces mesures contribuent à réduire les risques que peuvent créer les herbicides et les pesticides pour les pêcheries et pour la santé humaine.

La tolérance des poissons aux pesticides et herbicides est un indicateur des risques que l'utilisation de ces produits peut créer pour la santé humaine.

Eutrophisation

Les nutriments que contiennent les eaux de colature et les eaux usées urbaines et industrielles sont la principale cause d'eutrophisation des eaux continentales, des eaux marines côtières et des mers quasi fermées telles que la mer Méditerranée ou la mer Noire. Ils peuvent temporairement accroître le potentiel halieutique de masses d'eau pauvres en nutriments et c'est probablement ce qui s'est passé en Méditerranée. Mais un excès de nutriments peut provoquer une eutrophisation qui a de graves effets sur la reproduction, la croissance et la survie des poissons et des autres organismes aquatiques parce qu'elle crée des conditions anaérobiques, altère les propriétés physiques du milieu et provoque une prolifération d'algues potentiellement toxiques. Depuis une vingtaine d'années, on signale de plus en plus de colonisations des eaux côtières par des populations croissantes d'algues, parfois toxiques, qui provoquent de graves pertes pour la pêche côtière et l'aquaculture.

Le rôle de l'agriculture dans l'eutrophisation est souvent relativement peu important par rapport à celui des rejets d'eaux usées domestiques et industrielles, mais il n'est pas négligeable. Cela semble étayé par l'exemple du lac Constance: la mise en place de systèmes de traitement des eaux d'égout dans les villes et villages autrichiens, allemands et suisses des rives de ce lac depuis deux décennies a beaucoup réduit la charge de nutriments dans celui-ci. Au cours de cette même période, il n'y a pas vraiment eu de réduction de l'écoulement de la production agricole.

Les barrages artificiels, réservoirs, digues et canaux ont rapporté de grands avantages économiques, mais ces interventions hydrologiques ont aussi décimé les populations naturelles de poissons et, par là, réduit les captures et les revenus des pêcheurs.

Altération des régimes hydrologiques

Dans de nombreux bassins hydrographiques, grands et petits, le régime hydrologique a été profondément transformé par l'homme depuis 40 ou 50 ans. Dans certains réseaux hydrographiques tels que celui du Rhin, des aménagements hydrologiques – barrages, réservoirs, digues, retenues et canaux – conçus pour prélever et stocker l'eau, maîtriser les crues, produire de l'électricité et irriguer les terres ont rapporté de grands avantages économiques. Parfois, ces aménagements ont aussi beaucoup accru le potentiel halieutique en créant des réservoirs tels que le lac Kariba en Afrique, ou des rizières irriguées, qui représentent un vaste gisement de ressources halieutiques encore inexploitées dans beaucoup de régions du monde.

Dans beaucoup d'autres cas, les interventions hydrologiques ont décimé les populations naturelles de poissons et provoqué un effondrement des captures et des revenus des pêcheurs. Il y a même eu des extinctions d'espèces quand les interventions

ont détruit les voies de migration, les frayères et les alevinières. Dans de nombreux cours d'eau européens, les stocks sauvages de saumons, d'esturgeons et d'aloses ont disparu.

À la suite de ces expériences, la connaissance scientifique des conséquences à court et à long termes des différentes options techniques et des diverses caractéristiques des ouvrages d'aménagement hydrologique des bassins s'est beaucoup enrichie. On peut maintenant mettre à profit ces connaissances pour protéger les caractéristiques écologiques essentielles aux populations de poissons ou pour créer un environnement optimal pour la production de poissons dans les nouveaux réservoirs et canaux. Dans la théorie moderne de l'aménagement intégré des ressources hydrologiques, des écosystèmes agricoles tels que les plaines inondables, les marais côtiers et les estuaires offrent des habitats permanents ou saisonniers essentiels aux poissons et permettent de conserver la biodiversité aquatique²⁰. Les marais sont d'importantes alevinières.

Salinisation des sols et des eaux souterraines

L'aquaculture et les pêcheries basées sur la pisciculture n'ont guère d'effets négatifs sur l'environnement et sont très complémentaires de l'agriculture. Toutefois, il est arrivé que l'élevage de crevettes ait entraîné une réduction des rendements

Les écosystèmes agricoles tels que les plaines inondables et les marais côtiers offrent des habitats essentiels aux poissons et permettent de conserver la biodiversité aquatique.

Enfants pêchant dans une rizière à Madagascar

A Madagascar, 13 000 ha de rizières irriguées servent à la production intégrée de riz et de poisson.



D. MAROTIANA/FAO/20540

On a parfois associé l'élevage des crevettes à une réduction des rendements agricoles là où la structure du sol n'empêchait pas les eaux salées de s'infiltrer dans les champs adjacents, mais en fait, les exemples de coexistence bénéfique entre l'aquaculture côtière et l'agriculture ne manquent pas: par exemple, les systèmes de riziculture en alternance avec l'élevage de crevettes.

La vulgarisation et la formation sont essentielles pour que les exploitants puissent prendre des décisions éclairées. En fait, s'ils possèdent les compétences voulues et s'ils ont accès aux intrants nécessaires, ils adopteront les régimes aquacoles et agricoles les mieux adaptés à leur situation et les plus rentables pour eux.

agricoles dans certaines localités où la structure du sol n'empêchait pas les eaux salées de s'infiltrer dans les levées et le fond des étangs et d'envahir les champs adjacents. En outre, des prélèvements excessifs d'eaux souterraines pour des utilisations diverses telles que l'agriculture, les usages ménagers, l'industrie et, dans certains cas, l'élevage de crevettes provoquent des intrusions d'eau de mer dans les aquifères côtiers. Une bonne planification et une allocation raisonnée des ressources en terre et en eau dans les zones côtières peuvent aider à réduire la salinisation des eaux souterraines et la dégradation de la qualité des sols. Les exemples de coexistence bénéfique entre l'aquaculture côtière et l'agriculture ne manquent pas: par exemple, les systèmes de riziculture en alternance avec la pisciculture ou l'élevage de crevettes qui permettent d'accroître la production de paddy résistant à l'eau salée et de tirer pleinement parti des apports abondants d'eau douce pendant la saison des pluies et de la culture d'espèces aquacoles d'eau saumâtre.

COMMENT AMÉLIORER L'INTÉGRATION?

De l'avis général, le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions sont des préalables essentiels à une meilleure intégration de l'aménagement des bassins hydrographiques et des zones côtières aux niveaux des exploitations et des villages ainsi qu'aux niveaux des politiques sectorielles et macroéconomiques. Au niveau de l'exploitation, il faut en particulier s'attacher au rendement des ressources, améliorer les incitations économiques à adopter les meilleurs régimes de culture et d'utilisation de l'eau, des engrais, des pesticides, des herbicides et des autres intrants, faire mieux connaître les divers systèmes de production et de lutte contre les ravageurs et former les agriculteurs pour qu'ils puissent appliquer ces systèmes. Il existe une grande diversité de régimes d'agriculture et d'aquaculture adaptés aux différentes conditions climatiques et pédologiques. S'ils possèdent les compétences voulues et s'ils ont accès aux intrants nécessaires, les exploitants adopteront les régimes aquacoles et agricoles les mieux adaptés à leur situation et les plus rentables pour eux. La vulgarisation et la formation sont essentielles pour qu'ils puissent prendre des décisions éclairées, et des infrastructures matérielles et un marché des intrants – y compris le crédit – efficace sont indispensables au développement optimal et à l'intégration des systèmes agricoles et aquacoles.

Les marchés de certains intrants importants constitués par des ressources naturelles telles que l'eau ou la capacité d'absorption de l'environnement sont souvent totalement inexistantes

ou faussés du fait qu'il s'agit de biens communs ou que l'accès à ces ressources est libre. Il a été suggéré de percevoir des redevances d'utilisation ou de créer des droits négociables pour encourager à améliorer le rendement de l'eau et des autres ressources naturelles telles que les stocks sauvages de poissons. Ces instruments basés sur les forces du marché peuvent avoir un coût administratif élevé car il faut contrôler l'utilisation des ressources par chaque agriculteur, établir des droits d'usage individuels bien définis et les faire respecter. L'institution de droits négociables risque d'accroître encore l'inégalité de la distribution des revenus et des actifs, surtout quand les autres marchés, en particulier celui du crédit, sont défaillants.

On s'intéresse de plus en plus ces dernières années à d'autres méthodes telles que la cogestion ou la gestion communautaire des biens communs, dont on pense qu'elles sont plus efficaces et permettent en même temps d'éviter les effets indésirables sur la distribution. Les usagers ont eux-mêmes identifié certains facteurs essentiels à une bonne gestion des ressources: groupes de petite taille pour faciliter l'établissement d'un contrat social, son maintien et son suivi; cohésion sociale; caractéristiques des ressources permettant d'exclure les non-participants; et visibilité du succès de la gestion collective¹⁰. Ces conditions sont réalisées par exemple dans de nombreuses pêcheries en réservoir ou dans d'autres petites masses d'eau, mais les possibilités d'autogestion ne sont pas exploitées parce que la responsabilité n'est pas déléguée au niveau local et les droits collectifs ne sont pas assez protégés. Des conditions analogues sont présentes dans beaucoup d'autres situations, par exemple dans des forêts aquatiques et de mangroves qui ne sont pas encore aménagées comme elles pourraient l'être. Toutefois, il ne suffit pas de reconnaître les droits communs: la gestion communautaire et la cogestion doivent être appuyées par un effort de vulgarisation et de formation et par une évaluation scientifique de l'abondance des ressources.

Au niveau des bassins hydrographiques et des zones côtières, l'intégration vise à gérer ensemble les différentes composantes sectorielles, comme un tout fonctionnel, en adoptant explicitement le principe que la gestion doit être ciblée non sur les stocks physiques de ressources naturelles tels que poissons, terre ou eau, mais sur les comportements humains. La gestion intégrée des bassins et des zones côtières s'appuie sur une stratégie multisectorielle de répartition optimale des ressources limitées entre des utilisations concurrentes et de minimisation des effets indésirables sur les ressources naturelles et l'environnement¹¹. L'aménagement du territoire, le zonage et les

Au niveau des bassins hydrographiques et des zones côtières, la gestion doit être ciblée non sur les stocks physiques de ressources naturelles tels que poissons, terre ou eau, mais sur les comportements humains.

La participation de tous les utilisateurs des ressources et des autres partenaires dès les premiers stades est indispensable à l'efficacité de l'aménagement du territoire parce que ce sont eux qui connaissent le mieux les conditions socioéconomiques et les ressources naturelles locales.

évaluations d'impact environnemental sont des outils importants pour prévenir les interactions intersectorielles antagonistes et stimuler un développement synergique et harmonieux tout en préservant toutes les fonctions des écosystèmes. Il est essentiel que les organismes responsables du secteur de la pêche participent à ces activités.

La participation de tous les utilisateurs des ressources et des autres partenaires dès les premiers stades est indispensable à l'efficacité de l'aménagement du territoire et du zonage, parce que ce sont eux qui connaissent le mieux les conditions socioéconomiques et les ressources naturelles locales. En ce qui concerne les pouvoirs publics, une coordination entre les diverses administrations ayant des pouvoirs de réglementation et des fonctions de développement est essentielle. Il y a beaucoup d'options institutionnelles différentes pour la gestion intégrée des bassins hydrographiques et des zones côtières, mais on peut distinguer deux grandes approches:

- *Intégration multisectorielle.* Cette approche consiste à coordonner les activités des diverses administrations responsables de l'aménagement des bassins hydrographiques et des zones côtières sur la base d'une politique commune, et à promouvoir une coopération entre les diverses administrations compétentes et les autres partenaires pour qu'ils appliquent ensemble une des stratégies concertées en vue d'atteindre des objectifs communs.
- *Intégration structurelle.* Cette approche consiste à créer une nouvelle structure institutionnelle intégrée, seule responsable des politiques d'aménagement, de la gestion et du développement.

La première approche – la coordination intersectorielle – est en général préférable parce que les ministères techniques sont le plus souvent très jaloux de leurs prérogatives et craignent de perdre du pouvoir et des ressources financières. La création d'une administration ayant des responsabilités intersectorielles recoupant les juridictions traditionnelles des ministères techniques – ce qui est nécessaire si l'on veut intégrer dans une institution unique les fonctions d'élaboration des politiques, de gestion et de développement – risque de susciter plus de résistance que de coopération. L'intégration et la coordination doivent être considérées comme distinctes, mais synergiques¹⁰.

Toutefois, l'expérience doit nous mettre en garde contre certains dangers. La planification intégrée et la coordination inter-institutions sont souvent difficiles et peuvent être coûteuses en raison des structures et procédures bureaucratiques parfois

lourdes des administrations publiques, de la complexité des problèmes scientifiques, techniques et économiques en jeu et du grand nombre de décisions qui peuvent être nécessaires et qui doivent être prises en toute connaissance de cause. Or le processus décisionnel, outre son coût administratif élevé, peut être prolongé et ralentir excessivement le développement économique.

Beaucoup des aspects de la gestion des bassins et des zones côtières peuvent être réglés moyennant un bon aménagement sectoriel, à condition que l'on tienne explicitement compte des interactions avec d'autres secteurs et d'autres processus écologiques⁴⁵; qu'une législation environnementale soit en place et dûment appliquée; et que le processus d'aménagement du territoire et de localisation et de conception des grands projets d'infrastructure tels que les barrages soit consultatif et transparent. Malgré son coût, un processus formel de préparation des plans d'aménagement de bassin ou de zone côtière est presque toujours rentable quand une utilisation multisectorielle intense des ressources est prévue ou existe déjà.

Au niveau macroéconomique, les mesures de politique économique telles que la subvention des intrants et les droits d'importation et d'exportation peuvent avoir d'importantes répercussions sur les caractéristiques et l'intensité de l'utilisation des ressources et sur l'occurrence d'effets environnementaux indésirables. L'avantage qui découle de la subvention des intrants chimiques tels que les engrais et les pesticides doit être mis en regard du risque que constituent ces produits pour les environnements aquatiques et les ressources halieutiques produisant de la nourriture pour les pêcheurs et les consommateurs.

L'avantage qui découle de la subvention des intrants chimiques doit être mis en regard du risque que constituent ces produits pour les environnements aquatiques et les ressources halieutiques qui produisent de la nourriture pour les pêcheurs et les consommateurs.

CONCLUSION

Les progrès modernes des techniques d'information et de traitement des données ont énormément accru les possibilités d'analyser des options complexes d'utilisation multiple des ressources et de faire participer un grand nombre de personnes à des structures intégrées de prise de décisions. En même temps, les résultats des recherches récentes ont permis de beaucoup mieux comprendre l'aptitude des communautés locales à coordonner l'utilisation des biens communs tout en conservant leurs spécificités sociales et culturelles. Ces progrès et la prise de conscience par les gouvernements des interdépendances sectorielles et environnementales ont créé des conditions favorables pour réaliser pleinement les avantages d'une meilleure intégration entre la pêche et l'agriculture, ainsi qu'entre ces secteurs et le reste de l'économie.

NOTES

- 1 Pour la période 1990-1992, on estime maintenant que le nombre des sous-alimentés s'élevait à 822 millions contre l'estimation de 840 millions présentée au Sommet mondial de l'alimentation et citée dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1997*; cette différence découle de la révision à la baisse des estimations faites par l'ONU de la population totale de certains pays où la malnutrition est importante. Ces révisions ont aussi rendu nécessaire une réévaluation du nombre de sous-alimentés au cours de périodes antérieures; de légers ajustements ont donc été apportés aux estimations pour un certain nombre de pays. On notera que les changements indiqués pour le début des années 90 sont basés sur l'hypothèse que le coefficient de variation de la répartition des aliments à l'intérieur des pays est resté constant entre 1990-1992 et 1994-1996.
- 2 Pour certains indicateurs, les données ne sont pas disponibles pour l'ensemble des 98 pays.
- 3 De plus en plus de ruraux ont des activités économiques hors agriculture, comme on le verra dans le chapitre III intitulé *Les revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement*.
- 4 Ce bilan est basé sur les informations disponibles en mai 1998. On trouvera des données plus à jour sur l'offre et la demande de céréales dans le rapport bimestriel de la FAO *Perspectives de l'alimentation*.
- 5 L'agriculture au sens large comprend l'agriculture, la foresterie, les pêches, la gestion des terres et des eaux, les agro-industries, l'environnement, les industries fabriquant des intrants et des machines agricoles, l'aménagement régional et l'aménagement des bassins et le développement rural.
- 6 L'agriculture au sens étroit ne comprend que l'agriculture proprement dite (cultures et élevage), les forêts, les pêches et la mise en valeur des ressources en terre et en eau.
- 7 D'après les renseignements dont disposait le Programme alimentaire mondial (PAM) en mai 1998.
- 8 Les expéditions d'aide céréalière sont enregistrées sur la base de la campagne juillet/juin tandis que les expéditions d'aide non céréalière sont enregistrées sur la base de l'année civile.
- 9 Le présent rapport se fonde sur les informations disponibles en mai 1998. Des informations à jour sur les cours des céréales sont données dans la publication bimensuelle de la FAO *Perspectives de l'alimentation*.
- 10 Sauf indication contraire, les estimations et prévisions figurant dans le présent chapitre sont tirées de FMI, 1998. *Perspectives de l'économie mondiale*. Washington.

- 11 La plupart des instituts et organismes spécialisés partagent cet optimisme général au sujet des perspectives économiques d'ensemble et prévoient que le ralentissement actuel de l'activité économique sera moins marqué que ceux du milieu des années 70, du début des années 80 et du début des années 90. Il faut toutefois souligner que dans la situation instable actuelle, toute prévision économique est très sujette à caution. Il en va de même des hypothèses concernant les marchés agricoles, notamment caractérisés par une grande instabilité.
- 12 Ces prévisions concernant l'agriculture ont été établies pour la FAO par l'Institute for Policy Analysis de l'Université de Toronto, Canada, en liaison avec le modèle de prévisions économiques du projet LINK.
- 13 Ces pays font partie du groupe défini depuis longtemps par la FAO des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV). Les importations de produits vivriers absorbent 25 pour cent ou plus des recettes d'exportation de chacun de ces pays. Ce groupe comprend les 31 pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Togo et Yémen.
- 14 L'impact limité de la crise sur l'économie de ces pays tient à ce que ces derniers ne sont pas intégrés dans l'économie mondiale et en particulier à ce que les flux de capitaux privés y jouent un rôle limité (sauf en Egypte, où les taux de croissance élevés des dernières années ont été soutenus par des investissements privés). En Afrique subsaharienne, où se trouvent la plupart des pays de ce groupe (17 sur 31), l'investissement privé ne représente qu'environ les deux tiers de l'investissement total. Cette région n'attire que 2 à 3 pour cent de l'investissement étranger direct mondial.
- 15 US Bureau of the Census. (Avril) 1998. International Programs Center.
- 16 ONU. 1997. *World urbanization prospects: the 1996 revision*. Division de la population de l'ONU, New York.
- 17 Strictement parlant, le champ sémantique de «ville» n'est pas identique à celui de «urbain». Les zones urbaines sont définies différemment selon les pays, généralement par le nombre d'habitants. Au Sénégal, une zone urbaine a au moins 10 000 habitants; au Pérou, une agglomération de quelques centaines d'habitants est considérée comme urbaine. Une ville est une zone urbaine, en général définie par la taille de sa population, mais c'est aussi un complexe d'activités économiques, sociales et autres impliquant un mode de vie différent de celui de la campagne.
- 18 Toutes les projections de la population et de l'urbanisation sont tirées de ONU *op. cit.*, note 16.

- 19 Asaduzzaman, 1989. Cité dans D. Drakakis-Smith, 1992. Food production and under-nutrition in the Third World. *Hunger Notes*, 18(2): 5-6.
- 20 Banque mondiale, 1991. *Urban policy and economic development*. Washington.
- 21 IFPRI, 1996. Urban challenges to nutrition security: a review of food security, health and care in the cities (manuscrit non publié). Washington.
- 22 Tabatabai (1993), Gebre (1993), Maxwell et al. (1995). Cité dans IFPRI, *op. cit.*, note 21.
- 23 ONU, 1995. *The challenge of urbanization*. New York.
- 24 Selon l'IFPRI, *op. cit.*, note 21, les problèmes de distribution des aliments dans les villes ont été identifiés par Mittendorf et Abbott (1979) et Lourenco-Lindell (1995), mais la recherche sur les filières alimentaires urbaines est le plus souvent très localisée et conçue dans l'optique limitée d'acteurs particuliers. Le Programme FAO sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes, actuellement en cours, apporte un éclairage nouveau et permet de mieux comprendre la question sur la base d'études de cas (en cours).
- 25 Il y a toutefois des exceptions, par exemple les halles de Bouaké, une ville de Côte d'Ivoire qui compte environ 300 000 habitants, et le marché aux poissons de Dakar, Sénégal.
- 26 FAO. *Etude de la commercialisation des produits alimentaires dans les grandes villes du monde en développement* (à paraître).
- 27 *National Report on Implementation of the World Food Summit Plan of Action*. Mauritanie, janvier 1998.
- 28 Voir par exemple le système intéressant d'information sur les prix existant en Indonésie, par A. Sheperd et A.J.F. Schalke dans FAO, 1995. *An assessment of the Indonesian Horticultural Market Information Service*. Rome.
- 29 Par exemple une enquête sur la consommation alimentaire entreprise dans le nord-est de la Thaïlande a révélé que la consommation de poisson était cinq à six fois supérieure aux captures enregistrées de poissons du Mékong. Voir *Mekong Fisheries Network Newsletter*, août 1996, 2(1).
- 30 FAO, 1997. *Directives techniques de la FAO pour une pêche responsable*. N° 6. Pêches continentales. Rome.
- 31 Le développement agricole implique l'existence d'un minimum d'infrastructures physiques et institutionnelles; Kapetsky et Nath concluent qu'en général les conditions favorisant l'agriculture sont également favorables au développement aquacole et vice versa.

- Leurs estimations, de même que celles contenues dans l'ouvrage d'Aguilar-Manjarrez et Nath, du potentiel aquacole des régions Afrique et Amérique latine tiennent compte de cette considération. Voir J.M. Kapetsky et S.S. Nath dans FAO, 1997. *A strategic assessment of the potential for freshwater fish farming in Latin America*. Document technique COPESCAL n° 10. Rome; et J. Aguilar-Manjarrez et S.S. Nath dans FAO, 1988. *A strategic reassessment of fish farming potential in Africa*. Document technique du CPCA n° 32. Rome.
- 32 On trouvera de nombreux exemples de systèmes traditionnels de gestion des ressources hydriques et du patrimoine commun en général dans National Academy Press, 1986. *Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management*. Washington.
- 33 Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP). 1989. *Aquaculture intégrée en Chine*. Manuel technique n° 7.
- 34 On trouvera une analyse récente de l'évolution de l'aquaculture en rizière dans M. Halwart, 1998. *Trends in rice-fish farming*. Dans FAO *Aquaculture Newsletter*, 18: 3-11.
- 35 K.C. Mashur, 1996. *Rainfed lowlands become remunerative through rice-fish system*. *Indian Council of Agricultural Research News*, 2(1): 1-3.
- 36 Halwart, *op. cit.* note 34.
- 37 *Ibid.*
- 38 *Ibid.*
- 39 Cette question a fait l'objet d'un débat approfondi au cours de la Réunion du Groupe d'experts des stratégies d'aménagement des eaux douces, organisée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU à Harare, Zimbabwe, 27-30 janvier 1998.
- 40 Voir E. Ostrom, 1990. *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni; et J.-M. Baland et J.-P. Platteau, 1996. *Halting degradation of natural resources. Is there a role for local communities?* Publié pour la FAO par Oxford University Press (Clarendon academic imprint), Royaume-Uni.
- 41 Scura Fallon, 1994. *Typological framework and strategy elements for integrated coastal fisheries management*. FAO/UNOP Project INT/9/007. Levé 2. Rome
- 42 Sur cette question ainsi qu'au sujet d'autres aspects de l'intégration tels que la gestion des conflits et la détermination de la valeur économique des ressources naturelles, voir les études détaillées dans FAO, 1998. *Integrated coastal area management and agriculture, forestry and fisheries*. Sous la direction de N. Scialabba. Rome.

- 43 C'est ce qui est appelé «aménagement sectoriel renforcé» dans une étude récente des programmes d'aménagement des zones côtières. Voir S. Olsen, K. Lowry, J. Tobey, P. Burbridge et S. Humphrey. 1997. *Survey of current purposes and methods for evaluating coastal management projects and programs funded by international donors*. Coastal Management Report No. 2200. Coastal Resources Center. Université de Rhode Island, États-Unis. On trouvera une analyse détaillée des problèmes d'intégration dans le domaine des pêches continentales dans U. Barg, I.G. Dunn, T. Petr et R.L. Welcomme. 1996. *Inland Fisheries*. Dans A.K. Biswas (éd.), *Water Resources – Environmental planning, management and development*, McGraw-Hill, New York.

CHAPITRE II

SITUATION PAR RÉGION



SITUATION PAR RÉGION

Afrique

VUE D'ENSEMBLE

Résultats économiques

Après quatre années successives d'accélération, la croissance du PIB en Afrique¹ a ralenti en 1997, s'établissant à 3,2 pour cent contre 5,5 pour cent l'année précédente². Selon le FMI, ce ralentissement tient principalement aux intempéries qui ont frappé plusieurs pays ainsi qu'à la chute du prix des produits de base et, dans certains cas, à des conflits armés. Il a été surtout marqué en Afrique du Nord, particulièrement au Maroc, mais aussi en Algérie et en Tunisie³. En Afrique subsaharienne, la décélération a été moins nette: le taux de croissance, qui avait atteint 4,9 pour cent en 1996, était encore de 4 pour cent en 1997. En outre, les taux d'inflation ont baissé dans la plupart des pays de la sous-région et les déficits budgétaires ont encore diminué.

Malgré le ralentissement de la croissance économique globale en 1997, l'amélioration notable des résultats économiques par rapport au début des années 90 reste acquise. En fait, c'est entre 1995 et 1997 que les PIB par habitant ont recommencé à augmenter pour la première fois depuis 1990. Selon les estimations du FMI, le PIB par habitant a augmenté pendant cette période de 1,8 pour cent par an, alors qu'il avait baissé de 1,2 pour cent par an en moyenne entre 1990 et 1994, et de 0,5 pour cent par an pendant la décennie précédente.

Le ralentissement de l'expansion en Afrique subsaharienne en 1997 est en grande partie imputable à l'Afrique du Sud qui est de loin la plus grande puissance économique de la sous-région et où le taux de croissance du PIB réel n'a pas dépassé 1,7 pour cent en 1997 (contre 3,2 pour cent l'année précédente) en raison de la morosité de la demande tant intérieure qu'extérieure.

D'après le FMI, l'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique sur lequel la crise de l'Asie du Sud-Est ait eu un impact d'une certaine importance; les pressions sur la monnaie ont entraîné une dévaluation de 4 pour cent du rand en octobre 1997. Au Nigéria, le deuxième géant économique de la sous-région, l'activité économique s'est accélérée en 1997 pour la troisième

En fait, c'est entre 1995 et 1997 que les PIB par habitant ont recommencé à augmenter pour la première fois depuis 1990.

année consécutive et le taux de croissance du PIB a atteint 5,1 pour cent. Toutefois, le FMI signale que l'activité économique est entravée par les pénuries d'énergie et de carburant ainsi que par la persistance d'un climat défavorable à l'investissement; il prévoit un fort ralentissement de la croissance du PIB en 1998.

Mais même si l'on exclut les deux géants, l'Afrique du Sud et le Nigéria, l'expansion économique a un peu ralenti en Afrique subsaharienne; l'élan pris les années précédentes n'a toutefois pas été entièrement perdu puisque le taux de croissance a encore atteint 4,5 pour cent (contre 5,6 pour cent en 1996). En particulier, la croissance est restée positive dans les pays de la zone CFA dont la plupart, poursuivant l'expansion qui a suivi la dévaluation de 1994, ont affiché des taux de croissance supérieurs à la moyenne sous-régionale. L'inflation des prix à la consommation a continué à ralentir, sauf en Côte d'Ivoire et au Togo. Dans tous les pays CFA sauf un, le taux d'inflation est maintenant bien inférieur à la moyenne sous-régionale, ce qui indique que l'inflation a été efficacement maîtrisée après la dévaluation. Le seul pays où le taux d'inflation soit supérieur à 10 pour cent est la Guinée-Bissau, qui a récemment adhéré à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et adopté le franc CFA.

Depuis la dévaluation du franc CFA, le taux d'inflation a été efficacement maîtrisé.

Pour les 45 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels on dispose de données⁴, le FMI estime que les taux de croissance du PIB ont augmenté en 1997 dans 24, diminué dans 17 et sont restés stables dans trois; la croissance n'a été négative qu'en République démocratique du Congo. Mais plusieurs des plus grands pays de la sous-région figurent parmi ceux dans lesquels la croissance a ralenti en 1997, notamment deux de ceux qui avaient affiché les meilleurs taux ces dernières années, l'Éthiopie et l'Ouganda. Le taux de croissance éthiopien, qui avait atteint 10,6 pour cent en 1996, est tombé à quelque 5,3 pour cent à cause d'une forte décélération du secteur agricole provoquée par des conditions météorologiques défavorables. En Ouganda, il n'a pas dépassé 5 pour cent contre 8,1 pour cent en 1996 et 10,5 pour cent en 1995. La croissance a ralenti aussi dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Ghana et au Kenya, tandis que le déclin économique de la République démocratique du Congo, ravagée par la guerre civile, ne s'est pas arrêté: le PIB a encore diminué de 5,7 pour cent. En République-Unie de Tanzanie, le taux de croissance s'est maintenu au même niveau qu'en 1996 (+4,1 pour cent) et le Soudan s'est distingué en affichant en 1997 (selon les estimations du FMI) un taux de croissance de 5,5 pour cent contre 4,7 pour cent en 1996.

Considérant que l'amélioration des résultats et des perspectives économiques en Afrique subsaharienne s'explique principalement par la mise en œuvre de meilleures politiques macroéconomiques et de réformes structurelles, le FMI prévoit que l'expansion se poursuivra et que le PIB par habitant continuera d'augmenter au cours des prochaines années, à condition toutefois que les gouvernements maintiennent leurs politiques de rigueur et de réformes. Jusqu'ici, les marchés financiers africains n'ont guère été touchés par la crise asiatique, sauf en Afrique du Sud, et le FMI estime que la sous-région restera relativement épargnée parce que les flux de capitaux privés y sont limités. Il prévoit toutefois que certains pays se ressentiront de la crise à cause du rôle que jouent les pays d'Asie de l'Est et en particulier la Malaisie dans l'investissement étranger direct et à cause du renchérissement des crédits étrangers.

Plus précisément, le FMI prévoit pour 1998 un taux d'expansion de 4,1 pour cent, soit à peu près autant qu'en 1997, pour l'ensemble de la sous-région. Cette moyenne est tirée vers le bas par le Nigéria, où la croissance du PIB tombera à 2,7 pour cent contre 5,1 pour cent en 1997. En Afrique du Sud, malgré une certaine accélération – le taux de croissance passera de 1,7 pour cent à 2,2 pour cent – la croissance restera inférieure à la moyenne régionale. Si l'on exclut ces deux géants économiques, les projections du PIB de l'Afrique subsaharienne sont plus encourageantes: la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 5,2 pour cent en 1998 contre 4,5 pour cent en 1997. La performance sera particulièrement bonne dans les pays CFA, où le taux moyen de croissance du PIB, estimé à 5,5 pour cent en 1997, est projeté à 6 pour cent pour 1998. Selon les projections du FMI, l'expansion devrait s'accélérer encore en 1999: le taux de croissance moyen du PIB devrait atteindre 4,8 pour cent pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et 5,7 pour cent si l'on exclut le Nigéria et l'Afrique du Sud.

Toutefois, d'importantes incertitudes pèsent sur les projections du FMI; il y a notamment de grands aléas dans le secteur agricole: les effets d'El Niño et l'éventuel déclin du cours des produits de base pourraient freiner l'expansion et l'empêcher d'atteindre les taux projetés.

Agriculture

Les mauvais résultats de l'agriculture, dus en grande partie aux intempéries, sont une des principales causes du ralentissement de la croissance observé en Afrique subsaharienne en

On prévoit que l'amélioration des résultats et des perspectives économiques en Afrique subsaharienne se poursuivra.

1997; en effet, la performance économique globale s'est nettement améliorée. Selon les indices de la FAO, la production végétale et animale de l'Afrique subsaharienne³ aurait baissé de 1 pour cent en 1997; si ces estimations sont confirmées, ce sera la première fois que la production agricole aura diminué depuis 1987. Ce déclin représente une baisse de 3 à 4 pour cent de la production par habitant qui augmentait régulièrement depuis quatre ans. La production vivrière aurait baissé de 1,2 pour cent (ce qui correspond à une baisse de 3,9 pour cent de la production par habitant) tandis que la production de produits agricoles non alimentaires aurait augmenté de 0,8 pour cent. Si l'on inclut l'Afrique du Sud, la baisse de la production animale et végétale atteint 1,4 pour cent, car on estime que dans ce pays développé la production agricole a chuté de 4 à 5 pour cent en 1997.

La contraction de la production agricole est due à la forte réduction de la production végétale (-1,8 pour cent) et surtout de la production céréalière (-3 pour cent). La production animale a au contraire augmenté d'environ 1 pour cent, ce qui est toutefois moins que les quatre années précédentes.

Les résultats de 1997 sont très contrastés, les plus mauvais étant dus essentiellement aux intempéries. C'est en Afrique australe que le recul a été le plus marqué: la production végétale y a baissé dans plusieurs pays (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland et Zambie) à cause des conditions météorologiques défavorables. En Afrique de l'Est, la production vivrière de la campagne secondaire a beaucoup souffert d'une grave sécheresse qui a frappé en début d'année le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie et une grande partie de l'Éthiopie méridionale, et la récolte de la campagne principale a elle aussi été réduite dans certains pays, en particulier en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, où les pluies ont été tardives ou capricieuses. Dans la région des Grands Lacs, la reprise de la production vivrière a été freinée par le manque de pluie dans certaines parties du Rwanda et du Burundi et par l'insécurité qui sévit dans les zones de conflits. En Afrique de l'Ouest, et en particulier en Mauritanie, la production végétale a beaucoup souffert d'une longue période de sécheresse en milieu de campagne.

Si l'on envisage l'évolution depuis cinq ans, même en excluant 1997, qui a été une année particulièrement mauvaise, on constate que la production agricole augmente maintenant à peu près au même rythme que la population (figure 20) mais que l'accroissement régulier de la production par habi-

tant qui serait nécessaire pour que l'agriculture puisse appuyer plus efficacement le développement économique et la sécurité alimentaire est encore loin d'être acquis. En fait, l'indice FAO de la production agricole par habitant pour l'ensemble de la sous-région (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) avait à grand-peine atteint 101,7 en 1996 (moyenne 1989-1991=100) pour retomber à 97,6 en 1997 selon les estimations actuelles.

Pour 1998, les perspectives ne semblent guère meilleures étant donné les effets météorologiques imprévisibles d'El Niño. En Afrique de l'Est, les pluies torrentielles qui ont commencé en octobre 1997 ont provoqué de grandes inondations meurtrières qui ont ravagé les cultures, décimé le cheptel et beaucoup endommagé les réseaux routiers et ferroviaires. En Afrique australe, où l'on craignait qu'El Niño ne provoque de vastes sécheresses, cette menace est maintenant conjurée mais des pluies irrégulières et excessives ont provoqué localement des pertes de récoltes.

Evolution des politiques

Dans son évaluation des facteurs qui expliquent l'amélioration de la performance économique en Afrique subsaharienne ces dernières années, le FMI attribue clairement un grand rôle aux réformes économiques qui ont été entreprises dans tous les secteurs, y compris le secteur agricole. En 1997 et au début de 1998, l'environnement est resté dominé par les politiques de libéralisation du marché et de privatisation ou de démantèlement des entreprises publiques de production et de distribution, qui ont été accompagnées d'un effort accru pour combattre le paupérisme et satisfaire les besoins sociaux.

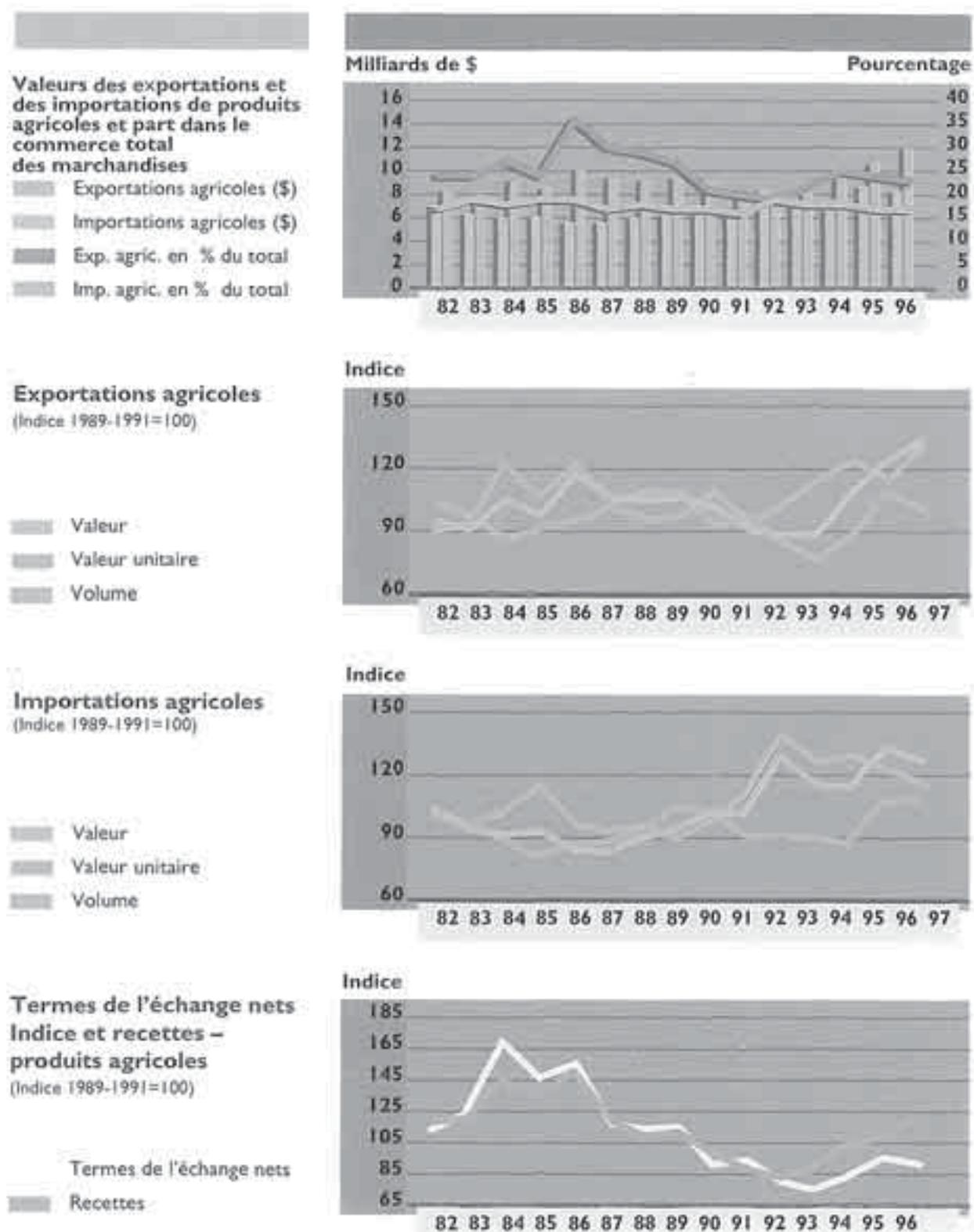
La privatisation a progressé dans plusieurs pays en 1997 et au début de 1998. Les progrès ont été particulièrement marqués en Côte d'Ivoire où Palmindustrie, l'entreprise semi-publique de production d'huile végétale, a été privatisée en juin et où la privatisation de la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT), qui avait jusqu'ici le monopole de la commercialisation du coton, doit bientôt commencer. D'autres entreprises agro-industrielles avaient été privatisées précédemment, par exemple la société semi-publique SODESUCRE. Les progrès sont aussi notables dans d'autres pays. Ainsi au Botswana, une équipe spéciale a été mise en place pour étudier les modalités de la privatisation des entités publiques, y compris la Commission botswanaise de la viande. Au Cameroun, la société nationale du caoutchouc a été récemment privatisée, de même que d'autres entreprises et la privatisation de

L'agriculture n'a pas encore atteint le niveau de production par habitant qui serait nécessaire pour que l'agriculture puisse appuyer plus efficacement le développement économique et la sécurité alimentaire.

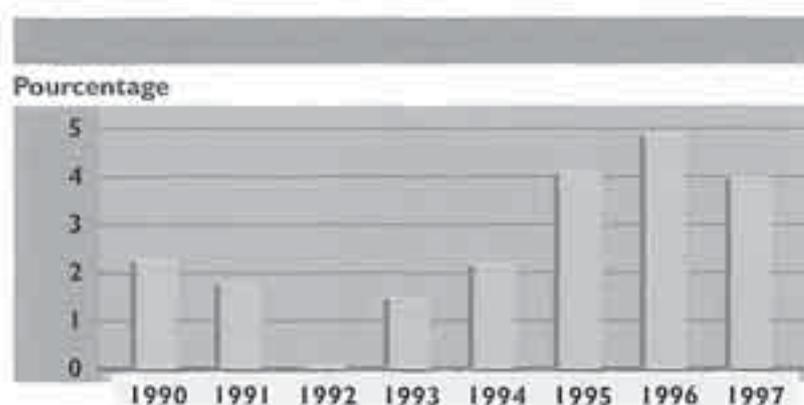
Il y a eu de nombreux développements dans le domaine de la privatisation des entreprises publiques dans un certain nombre de pays.

Figure 20

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



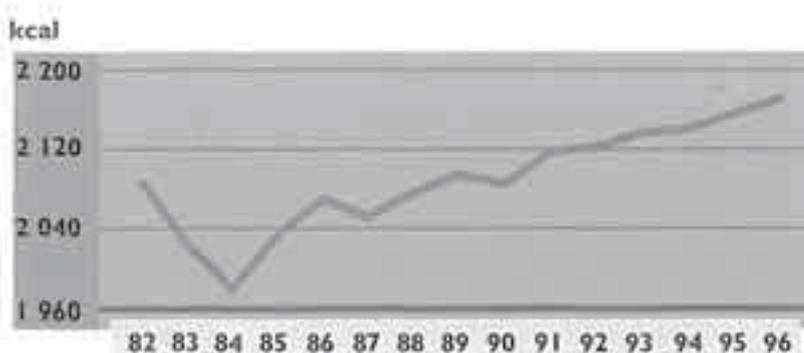
AFRIQUE SUBSAHARIENNE



PIB réel*

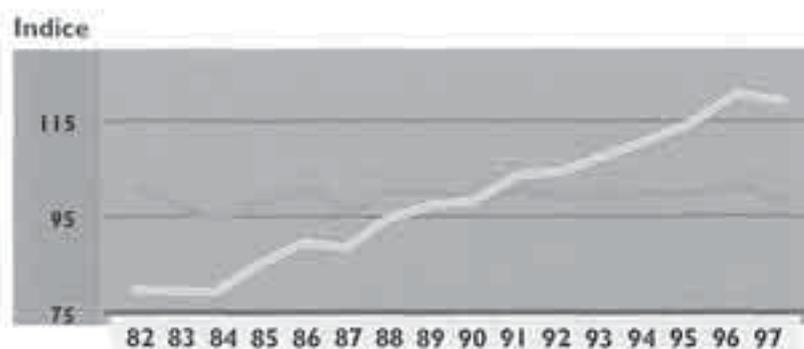
(en pourcentage de l'année précédente)

*Y compris l'Afrique du Sud



Apports caloriques

(kcal par personne et par jour)



Production agricole

(Indice 1989-1991=100)

Totale

Par habitant

Source: FAO et FMI

la société de production d'huile de palme, la Société camerounaise de palmeraies (SOCAPALM) est en cours. Trois autres grandes entreprises agro-industrielles doivent être privatisées avant 2000: la Cameroon Sugar Company, Inc. (CAMSUCO) (production de sucre), la Société de développement du coton au Cameroun (SODECOTON) et la Société camerounaise de développement qui, avec 13 000 salariés, est après l'État le deuxième employeur du pays; elle s'occupe de la production de bananes, de caoutchouc, de thé et d'huile de palme. Le Gouvernement éthiopien poursuit son programme de privatisation; il a récemment entrepris de vendre une entreprise textile et plusieurs tanneries. En Guinée-Bissau, le programme de privatisation des entreprises semi-publiques dans les secteurs du bois et des industries alimentaires se poursuit. Au Kenya, il est prévu de privatiser par émission d'actions la plus grosse entreprise nationale sucrière, Mumias Sugar. Au Lesotho, les moulins nationaux, qui avaient été créés pour améliorer l'autosuffisance alimentaire et auxquels la réglementation du marché et des prix assurait jusqu'aux réformes de 1995 une position de monopole, sont compris dans le programme de privatisation. Au Malawi, diverses entreprises ont été récemment privatisées; en particulier, la compagnie sucrière nationale a été transformée en société cotée en bourse. Le Gouvernement nigérian aurait décidé d'accélérer la privatisation de plusieurs entreprises publiques, notamment la société textile nationale et les sociétés de rizerie, de transformation de la viande et de laiterie. Au Rwanda également, la privatisation s'accélère; elle concerne par exemple les laiteries et les usines de traitement du thé. Au Sénégal, le gouvernement a décidé de vendre 51 pour cent du capital de la société nationale de traitement des arachides, la Société nationale de commercialisation des oléagineux (SONACOS). En République-Unie de Tanzanie, la politique de privatisation a principalement visé en 1997 le secteur du thé; la vente des usines de traitement de l'Office tanzanien du thé s'accompagnera d'un effort de développement du secteur des petites exploitations. Au Zimbabwe, l'ancien Office du lait a été transformé en 1997 en une société par actions, Dairyboard Zimbabwe Limited. L'Office du coton et la Commission des entrepôts frigorifiques devraient également être privatisés.

La libéralisation des marchés et du commerce avait déjà beaucoup progressé dans de nombreux pays d'Afrique; plusieurs ont entrepris de nouvelles réformes en 1997 et au

début de 1998. En Côte d'Ivoire, où les importations de riz ont été libéralisées en janvier 1997 (et où les droits d'importation ont été modifiés afin de protéger les producteurs nationaux), le gouvernement a libéré en juin les prix intérieurs du sucre et des produits du tabac d'origine nationale. Il se proposerait de libéraliser les exportations de café à partir de 1998/99, puis celles de cacao. D'une façon générale, le gouvernement se désengage de la production et de la commercialisation des produits agricoles tout en appuyant le développement d'associations professionnelles d'agriculteurs capables de représenter ces derniers dans les négociations sur les prix et de leur fournir des intrants et une assistance technique.

A Madagascar, la libéralisation graduelle du commerce agricole a culminé en 1997 avec la suppression de la taxe sur les exportations de vanille. Le Mozambique a abrogé en 1997 le régime de prix minimums fixés administrativement pour les cultures vivrières et compte le supprimer également pour les cultures de rente en 1998. Le gouvernement s'emploie aussi à supprimer les obstacles administratifs à l'investissement étranger. En 1997, les procédures d'enregistrement et d'octroi de licences de commerce devaient être simplifiées; cela devrait faciliter le commerce agricole.

Le Gouvernement nigérian, après plusieurs années de graves pénurie d'engrais, a décidé de déréglementer leur commerce et de cesser de les subventionner. Cette réforme a beaucoup amélioré les disponibilités, mais on craint que le coût des engrais ne devienne prohibitif pour les petits exploitants.

En Afrique du Sud, la Loi sur la commercialisation des produits agricoles, approuvée en septembre 1996 et qui a pris effet en novembre de la même année, a graduellement été mise en œuvre en 1997. Elle prévoit le démantèlement en 13 mois des offices publics qui contrôlaient le marché de toute une gamme de produits agricoles. Le dernier ayant perdu sa situation de monopole, vers la fin de 1997, est l'Office du blé. Les activités commerciales des offices doivent être reprises par le secteur privé et l'on s'efforce de transformer certains d'entre eux en entreprises sans but lucratif chargées de fournir certains des services qui étaient autrefois de leur ressort, comme l'information. A la suite de la libéralisation de la commercialisation des produits agricoles, les importations de produits agricoles ne sont plus assujetties qu'à des droits de douane, sans aucune autre restriction.

En 1997 et au début de 1998, on a assisté à d'ultérieurs développements dans le domaine des marchés et du commerce dans un certain nombre de pays.

La lutte contre le paupérisme et la satisfaction des besoins sociaux sont spécifiquement incorporés dans les politiques des gouvernements africains et les programmes qu'ils négocient avec le FMI.

De plus en plus de gouvernements africains ont adopté comme objectifs explicites la lutte contre le paupérisme et la satisfaction des besoins sociaux, qui sont également inclus dans les programmes négociés avec le FMI. Ainsi, au Botswana, le gouvernement a publié en 1997 une étude de l'incidence du paupérisme et des mesures d'intervention; au Burkina Faso, un des pays du monde où l'indice PNUD du développement humain est le plus bas, le gouvernement a fixé des objectifs quantitatifs précis dans les secteurs de l'éducation et de la santé afin d'accroître les taux de scolarisation et le nombre de centres de santé. De même, au Mozambique, le programme économique pour 1997/98, qui bénéficie de l'appui du FMI, comporte un accroissement du budget social en vue de réduire le paupérisme et fait une place importante au développement de la petite agriculture afin d'améliorer les revenus ruraux; au Niger, où l'indice du développement humain est aussi très bas, le gouvernement s'engage, dans le cadre du programme appuyé par le FMI, à développer la planification familiale et des programmes d'amélioration de la qualité de la vie à l'intention des femmes; des objectifs chiffrés sont prévus pour l'accroissement du taux de scolarisation entre 1996 et 1999 et celui des budgets de la santé et de l'éducation entre 1997 et 2000.

Les régimes fonciers sont un autre problème prioritaire pour les gouvernements d'au moins certains pays d'Afrique. En Erythrée, une nouvelle loi agraire a pris effet en 1997. Elle autorise les ressortissants érythréens et les étrangers à louer des terres et la responsabilité de l'allocation des terres, qui relevait autrefois des municipalités, a été transférée au nouveau Ministère de la terre, de l'eau et de l'environnement. Au Malawi, le gouvernement envisagerait une vaste réforme agraire pour améliorer le sort des petits exploitants. Au Sénégal également, une grande réforme agraire est en préparation pour remplacer le système traditionnel par un régime foncier donnant aux agriculteurs la pleine propriété de la terre.

En Afrique du Sud, le programme de redistribution des terres et d'aide aux petits agriculteurs avance lentement. En effet, aucune expropriation n'est prévue; seules les terres appartenant à l'État et les terres d'agriculteurs blancs endettés qui auront été saisies doivent être redistribuées aux agriculteurs noirs.

Les gouvernements des pays d'Afrique se préoccupent de plus en plus de la protection et de la régénération des forêts. Le Burkina Faso a lancé en juillet 1997 un vaste programme

Les gouvernements des pays d'Afrique se préoccupent de plus en plus de la protection et de la régénération des forêts.

de reboisement qui prévoit la plantation de 7 millions d'arbres dans certaines des zones les plus arides du pays en utilisant principalement des variétés capables de fournir des produits marchands en vue de relever les revenus ruraux. Quinze millions d'arbres avaient déjà été plantés entre 1994 et 1997 dans des zones menacées par la désertification. Le Gouvernement ivoirien a interdit en 1996 les exportations de grumes sauf celles de teck, afin de freiner la surexploitation des forêts et de promouvoir la production de valeur ajoutée dans le pays. Toutefois, les autorités auraient du mal à empêcher les empiètements illégaux de l'agriculture dans les forêts protégées. Au Gabon, le gouvernement cherche à stimuler les industries locales du bois: l'objectif est de transformer au Gabon même 50 pour cent de la production de grumes; le gouvernement envisagerait une réforme fiscale pour stimuler l'investissement dans la filière bois. A Madagascar, la forêt primaire a beaucoup reculé; la communauté internationale s'en est préoccupée et cherche à la protéger au moyen d'échanges dette contre nature. En Namibie aussi, les ressources forestières sont menacées par les coupes illicites. La réglementation des importations a été renforcée en 1997 pour aider à résoudre ce problème.

Décentralisation institutionnelle

Même avant la grande vague de réformes en Afrique, beaucoup de gouvernements avaient commencé à transférer des fonctions de décision et d'exécution aux administrations provinciales ou communales, aux institutions et collectivités locales et régionales ou à des organisations de la société civile. Mais de même que dans d'autres régions, le succès de ces expériences est mitigé. En effet, les institutions qui sont nécessaires pour appuyer la capacité locale de gestion sont souvent absentes ou insuffisantes et les liaisons entre les administrations locales et l'administration centrale laissent à désirer⁶.

La décentralisation semble toutefois avoir repris de l'élan, en partie grâce à la transformation de l'environnement politique et économique. La démocratisation, la libéralisation de l'économie, l'adoption de mesures de stabilisation et d'ajustement structurel ont contribué à créer un environnement plus favorable à la décentralisation institutionnelle.

Dans un pays tel que le Ghana (voir encadré 5), la décentralisation des institutions – et en particulier des institutions responsables du développement rural – a été un des principaux éléments de la réforme structurelle. Malgré certains pro-

Des mesures de stabilisation et d'ajustement structurel ont contribué à créer un environnement plus favorable à la décentralisation institutionnelle.

Encadré 5

POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION AU GHANA

Le Ghana est un des pays d'Afrique qui appliquent le plus résolument une politique de décentralisation. La décentralisation des organes législatifs et exécutifs a été mise en route par la Loi de décentralisation (Loi PNDC n° 207) promulguée en 1988, qui transfère les fonctions du secteur public, autrefois exercées à l'échelon national ou régional, aux administrations de district et municipales, afin de réduire la tâche du gouvernement central, d'améliorer l'efficacité et d'accroître la participation des bénéficiaires aux coûts.

La constitution dispose qu'au moins 5 pour cent des recettes provenant de l'impôt (ou fonds commun) doivent être redistribuées aux districts. Les règlements d'application promulgués en 1994 établissent le cadre du processus de développement décentralisé. Mais les acteurs au niveau des districts n'ont pas les compétences et l'expérience nécessaires.

Le Ministère des collectivités locales et du développement rural est chargé de promouvoir le

processus de décentralisation et c'est aussi lui qui est responsable du développement rural. Sa tâche consiste principalement à adapter les lois et à mettre en œuvre les règlements, à promouvoir la formation et le recyclage du personnel au niveau des districts et à renforcer les capacités nécessaires à cet effet. Le Ministère contrôle les administrations de district, mais n'a aucun pouvoir sur les assemblées de district à condition que celles-ci respectent la loi. L'unité de planification, qui compte une douzaine d'experts, fournit un appui et des services consultatifs pour le processus de décentralisation.

Une base institutionnelle a ainsi été créée pour la décentralisation, mais plusieurs problèmes, dont la gravité varie selon les districts, restent à résoudre. Les capacités locales d'autoassistance ne sont pas suffisamment mobilisées et il existe au niveau des districts un vaste gisement d'initiatives individuelles qui n'est pas exploité. En outre, les

membres des assemblées ne sont pas pleinement conscients de leur responsabilité devant leurs mandants ni de leur pouvoir décisionnel en tant que membres d'un organe législatif. Les fonctionnaires de district se considèrent souvent encore comme des représentants du gouvernement central et prennent des décisions sans instructions de l'assemblée de district. Le personnel des départements techniques continue à suivre les règles fixées par les ministères; les mesures sont appliquées sans avoir été approuvées par l'assemblée de district. Il n'existe encore aucun plan intégré de développement de district.

Source: A. Engel, 1997, *Decentralization, local capacity and regional rural development: experiences from GTZ-supported initiatives in Africa*. Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.

blèmes – qui peuvent être résolus – cet exemple montre à quel point une politique énergétique de participation et de décentralisation peut stimuler le développement rural.

Carte 5

OUGANDA**OUGANDA****Vue d'ensemble**

Après une longue période catastrophique, l'économie ougandaise est entrée en 1996 dans une ère féconde de redressement économique. Les indicateurs économiques fondamentaux se sont beaucoup améliorés et le progrès social est un objectif prioritaire du gouvernement. Depuis 10 ans, le taux de croissance réel du PIB est bien supérieur à ce qu'il est en moyenne dans les autres pays d'Afrique subsaharienne (6,4 pour cent, contre 1,6 pour cent); le PIB par habitant a augmenté de près de 50 pour cent.

L'Ouganda est un pays extrêmement pauvre. Il compte 20 millions d'habitants d'ethnies diverses. Classé parmi les pays les plus pauvres du monde, il avait en 1996/97 un PIB par habitant de 301 dollars EU (équivalent à 1 480 dollars par an sur la base de la parité de pouvoir d'achat). Le taux de croissance démographique est de l'ordre de 3,1 pour cent par an et le taux de fécondité est parmi les plus élevés du monde: 6,7 enfants par femme en âge de procréer. L'espérance de vie est une des plus basses du monde: 42 ans. Le sida est très répandu. Bas revenu, taux élevé de fécondité, indicateurs de santé préoccupants: la tâche sera lourde pour les dirigeants ougandais.

L'Ouganda jouxte le lac Victoria, dans la région des Grands Lacs africains. Il s'étend sur 197 000 ha de terres riches très propices à l'agriculture. Il n'a guère de ressources minérales, mais il est riche en savanes herbeuses, en forêts claires et en

formations broussailleuses. La densité démographique est plus élevée que dans les pays voisins, et la population est encore à 89 pour cent rurale. L'agriculture, principal pilier de l'économie, est dominée par les cultures vivrières de subsistance. Le principal produit d'exportation est le café.

Après l'effondrement total des années 70, l'économie ougandaise s'est régulièrement redressée, mais elle reste très tributaire des cultures vivrières et une bonne partie de la population pratique l'agriculture de subsistance. Les problèmes économiques actuels sont dus aux pluies torrentielles de 1997, qui ont fait baisser la production agricole et les recettes d'exportation et monter les prix des vivres.

Histoire économique

Au cours de ses 35 années d'indépendance, l'Ouganda a connu certaines des pires tragédies et des troubles les plus graves qui puissent s'abattre sur un pays. Les conflits tribaux et territoriaux faisaient rage, les diverses factions se disputant le pouvoir et les ressources productives. Entre 1971 et 1980, le pays a beaucoup souffert sous la féroce dictature militaire d'Idi Amin; pendant les cinq années qui ont suivi, il a connu des coups d'État à répétition qui ont débouché en 1986 sur la guerre civile. On estime que le terrorisme et la guerre civile ont fait quelque 500 000 victimes et chassé de leurs foyers un million de personnes.

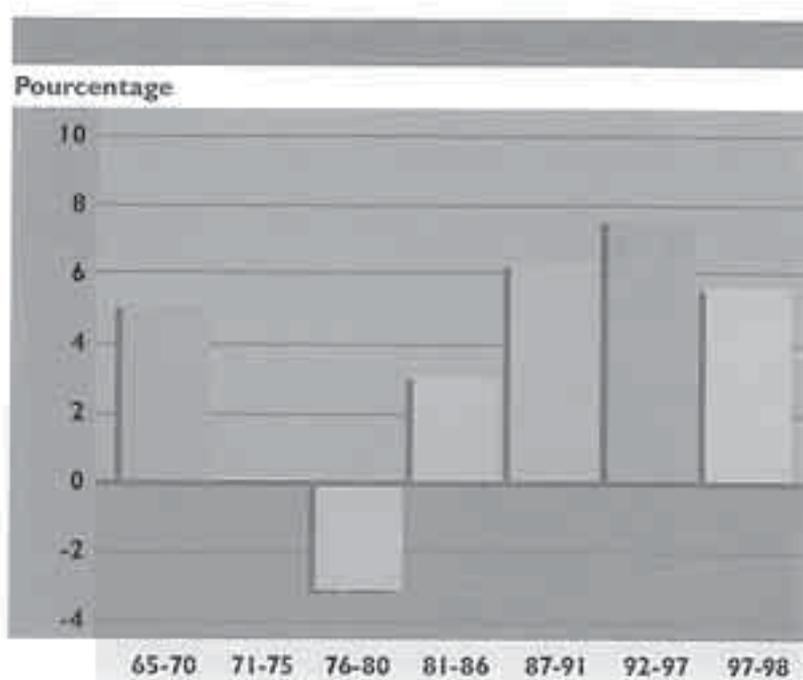
Entre 1971 et 1980, plusieurs mesures ont été prises pour enrichir l'élite proche du pouvoir, ce qui a coûté très cher à l'économie. La politique de protectionnisme et d'expropriation n'a épargné pratiquement aucune activité économique; toutes ont été touchées par l'intrusion du secteur public et presque aucune n'est restée rentable et compétitive. A la fin de la guerre civile, en 1986, la situation était catastrophique: conflits frontaliers avec le Kenya, économie délabrée, corruption généralisée et présence de plus de 100 000 réfugiés. Les 10 années qui ont suivi ont été marquées par un progrès social et économique régulier.

Les indicateurs macroéconomiques et sectoriels sont remontés presque aux niveaux de 1970. Avant les troubles, les taux d'épargne et d'investissement privés atteignaient 15 pour cent du PIB, le PIB par habitant avait culminé à 331 dollars, les exportations de café, de tabac et de coton produisaient régulièrement un excédent en compte courant et le système de transport multimodal hérité du régime colonial britannique assurait le bon fonctionnement du commerce et des marchés. La situation sociale était relativement bonne: taux

Après l'effondrement total des années 70, l'économie ougandaise s'est régulièrement redressée et les indicateurs macroéconomiques et sectoriels sont remontés presque aux niveaux de 1970.

Figure 21

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL EN OUGANDA



Source: Rapport statistique,
Gouvernement ougandais, 1997

de vaccination des enfants de 70 pour cent, services d'éducation de bonne qualité et réseaux très étendus de soins de santé, même en milieu rural.

Le taux moyen de croissance du PIB entre 1965 et 1995 a été de 2,8 pour cent, mais cette moyenne masque un déclin constant pendant les 10 ans du régime d'Amin Dada, jusqu'à son renversement au début des années 80. Après l'indépendance, le taux de croissance économique approchait de 5 pour cent par an (voir figure 15). Entre 1971 et 1981, le PIB réel a chuté de 20 pour cent et le PIB réel par habitant de 60 pour cent, tombant à moins de 100 000 shillings ougandais par an (100 dollars). Les exportations ont chuté de 60 pour cent. Le budget de l'éducation a baissé de 73 pour cent en valeur réelle et celui de la santé de 91 pour cent.

Entre le début et le milieu des années 80, la situation s'était un peu améliorée; la croissance réelle était redevenue positive, mais le secteur moderne avait gravement souffert: les usines tournaient à 5 pour cent de leur capacité et l'économie était dominée par l'agriculture, dont la production servait à approvisionner le marché intérieur. En général, les mauvais résul-

tats étaient dus au manque d'incitations commerciales et de prix rémunérateurs, aux erreurs du gouvernement, au mauvais fonctionnement du marché du crédit et aux risques économiques élevés.

La reprise économique, amorcée lentement en 1981, s'est ensuite accélérée. Le taux moyen de croissance économique est passé de 3 pour cent en 1981-1986 à 6,5 pour cent en 1987-1997. Les revenus par habitant sont remontés un peu au-dessus du niveau de 1965 (301 dollars en 1997) et des réformes structurelles ont été appliquées dans toute l'économie. Un regain de confiance dans l'économie et la stabilité politique ont encouragé l'épargne et l'investissement et stimulé l'intégration dans l'économie monétaire. En 1986, plus du tiers de l'économie et la moitié de l'économie agricole étaient basés sur le troc et les compensations non monétaires; mais cette proportion a diminué à mesure que le système financier s'améliorait. Aujourd'hui, environ 76 pour cent de l'économie est intégrée dans le système monétaire.

L'économie ougandaise a été appuyée par un volume important de prêts internationaux d'aide extérieure. Depuis le début de la reprise économique en 1988, l'Ouganda a reçu du FMI et de la Banque mondiale plus de 4 milliards de prêts à des conditions de faveur. Ces crédits, octroyés dans le cadre des mécanismes élargis de crédit et d'ajustement structurel de ces deux organisations, ont été utilisés pour appuyer la reconstruction et la réorientation macroéconomiques. Certaines années, l'aide extérieure a représenté jusqu'à un cinquième du PIB. Un nouveau crédit du FMI de 140 millions de dollars pour la période 1997-2000 a été approuvé en novembre 1997. Outre les donateurs multilatéraux, plusieurs membres de l'Union européenne et le Japon ont fourni d'importantes aides à l'Ouganda.

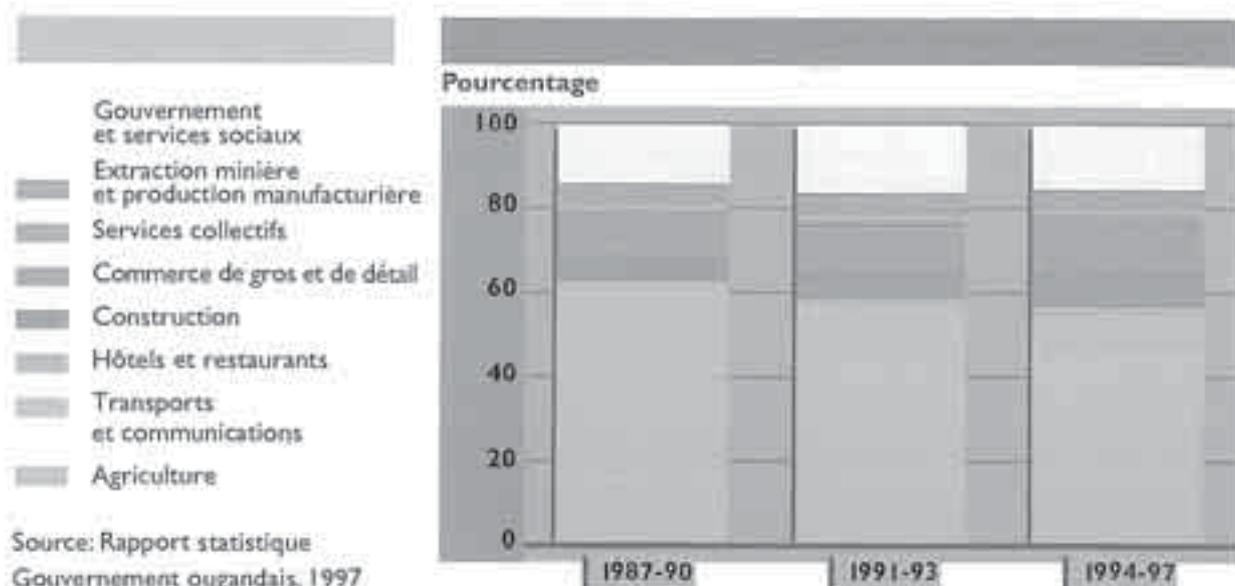
Ainsi, un rétablissement fragile fait aujourd'hui suite à une longue période d'autodestruction. Le taux d'investissement a monté, l'inflation est relativement modérée depuis quatre ans, les dépenses publiques ont baissé, le régime de l'investissement privé a été amélioré et le déficit en compte courant a diminué. La réforme des politiques structurelles et sectorielles a valu à l'Ouganda la remise de 20 pour cent de sa dette extérieure au début de 1998. Dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, la Banque mondiale et le FMI ont réduit de 650 millions de dollars la dette ougandaise qui atteignait 3,25 milliards de dollars. Le ratio dette/PIB, qui en 1993/94 était encore de 80 pour cent, devrait ainsi tomber à 50 pour cent en 1998.

Un regain de confiance dans l'économie et la stabilité politique ont encouragé l'épargne et l'investissement et stimulé l'intégration dans l'économie monétaire.

Certaines années, l'aide extérieure a représenté jusqu'à un cinquième du PIB mais, grâce à cette aide, l'Ouganda est aujourd'hui en voie de récupération.

Figure 22

RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB EN OUGANDA

**Conditions macroéconomiques**

L'Ouganda peut être cité comme un exemple de succès des programmes d'ajustement structurel. En 10 ans, les réformes économiques ont ramené le déficit en compte courant à 10 pour cent du PIB (contre 50 pour cent), le poids du service de la dette à 21 pour cent du PIB (contre 125 pour cent) et le taux d'inflation à 11 pour cent (contre 237 pour cent). Ces résultats n'ont pas été obtenus sans difficultés, mais l'Ouganda progresse relativement vite vers les objectifs ambitieux qu'il s'était proposés dans son programme de redressement économique de 1987.

En 1997, le PIB s'élevait à 6,3 milliards de dollars ainsi répartis: 88 pour cent pour la consommation privée, 9 pour cent pour les dépenses de l'Etat et 20 pour cent pour l'investissement (privé et public). En 1996/97 (l'exercice budgétaire va de juillet à juin), le taux de croissance réel a été de 5 pour cent; il devrait atteindre 5,5 pour cent en 1997/98 et 7 pour cent en 1998/99. Etant donné que le taux de croissance démographique est de l'ordre de 3 pour cent par an, une telle croissance du PIB implique une forte progression du revenu par habitant. L'économie est en grande partie tributaire de l'agriculture, mais l'importance de ce secteur diminue lentement à mesure que l'industrie et le commerce de gros et de détail retrouvent leur dynamisme d'autrefois (voir figure 22).

Le vaste et ambitieux programme de réforme visait à assurer la reconstruction de l'économie et le passage d'une société de guerre à une société de production. Les principales réformes prévues étaient la libéralisation des prix à la production et à la consommation, la maîtrise de l'inflation, la déréglementation des taux de change surévalués, une réduction de 60 pour cent des forces armées, un désengagement de l'Etat des entreprises, la reconstruction des infrastructures et le rétablissement des systèmes financiers et de crédit.

Les premières mesures prises en 1987/88 ont préparé le terrain à une restructuration radicale de l'économie. En 1987, lors d'une première dévaluation qui a été suivie d'autres, le shilling a été remplacé par le nouveau shilling ougandais et dévalué de 60 pour cent, ce qui a stimulé les exportations et fait chuter les importations. La dévaluation a fait monter les prix à la production des produits agricoles d'exportation et la production a suivi. Les années suivantes, les dépenses de l'Etat ont beaucoup baissé mais les coupes ont été limitées dans les secteurs prioritaires: soins de santé primaires, entretien des routes et éducation. La réduction des forces armées a été moins importante que ne le prévoient les objectifs initiaux, mais 20 000 soldats ont été démobilisés et la fonction publique a aussi été dégraissée. En vue de stimuler l'épargne et de mettre en place un système de crédit efficace, le gouvernement a libéralisé les taux d'intérêt et créé un marché de bons du Trésor pour financer ses opérations.

Toutes ces mesures ont aidé à stabiliser l'environnement macroéconomique. Tous les marchés ont commencé à fonctionner plus régulièrement, les consommateurs comme les producteurs ont accepté de s'intégrer dans l'économie monétaire et les importateurs et les exportateurs n'ont plus été isolés des prix mondiaux. Le paiement des importations essentielles était garanti par les organismes donateurs, ce qui a évité les goulets d'étranglement et les problèmes de crédit qui auraient pu priver le pays de biens d'équipement nécessaires.

Situation actuelle

Pour 1997/98, le gouvernement prévoit un taux de croissance du PIB de 7,5 pour cent; toutefois, les observateurs extérieurs pensent que la croissance ne dépassera pas 5,5 pour cent, les pluies ayant été excessives. Les intempéries de 1996 et 1997 ont freiné la croissance, surtout celle de la production agricole, principal pilier de l'économie, qui n'a été que de 1,1 pour cent en 1996/97, d'où une certaine contraction du secteur non monétaire. On prévoit que la reprise sera relative-

Les intempéries de 1996 et 1997 ont freiné la croissance, surtout celle de la production agricole, principal pilier de l'économie.

vement rapide si les dépenses de l'Etat ne dérapent pas, ce qui ferait repartir l'inflation; le pays devrait bientôt retrouver un taux de croissance du PIB de l'ordre de 7 à 8 pour cent. Le déficit des opérations courantes atteignait en 1996/97 quelque 6,5 pour cent du PIB, mais il devrait retomber en 1997/98 à 5,8 pour cent. Sans les dons de sources publiques, le déficit des opérations courantes aurait atteint 6,1 pour cent du PIB l'an dernier. Les réserves de change ont peu augmenté et représentaient en 1996/97 l'équivalent de 4,6 mois d'importation.

Les recettes publiques restent très déficitaires. Les créanciers internationaux insistent auprès du gouvernement pour qu'il améliore les rentrées d'argent et mette en place des systèmes qui éliminent la contrebande et la corruption. Des progrès ont été accomplis entre 1991 et 1995/96: les recettes publiques ont doublé pour atteindre 11 pour cent du PIB et une taxe sur la valeur ajoutée a été introduite. La gouvernance du service des contributions a été réformée à la fin de 1997 pour juguler l'apparente corruption. C'était là une des conditions auxquelles était assujéti le prêt de 140 millions de dollars accordé en novembre 1997 par le FMI. Toutefois, les recettes fiscales restent inférieures aux objectifs du gouvernement; le problème tient en partie à l'importance de l'économie non monétaire, mais aussi à la difficulté de généraliser l'application de la nouvelle taxe sur la valeur ajoutée.

Le gouvernement continue à s'efforcer en priorité de promouvoir une croissance générale et diversifiée de l'économie, de respecter une stricte austérité monétaire et budgétaire et de protéger les pauvres pendant que l'ajustement économique se poursuit. Cette politique est décrite dans le document-cadre mis au point en coopération avec les grands créanciers multilatéraux et diffusé en octobre 1997. Les prochaines étapes seront la réforme du secteur financier et la privatisation de nouvelles industries et services actuellement entre les mains de l'Etat. Ces mesures devraient accroître les recettes de l'Etat, réduire les effectifs de la fonction publique et stimuler d'importants investissements privés dans le pays. L'objectif du gouvernement est de faire passer les investissements de 20 à 23 pour cent du PIB pendant les trois années de la période de planification.

L'investissement étranger direct (IED) a augmenté ces dernières années, depuis la libéralisation en 1991 du régime de la propriété étrangère: il atteignait 160 millions de dollars en 1996/97, contre 3 millions seulement en 1993. Grâce

à cet essor de l'IED, auquel se sont ajoutées d'importantes entrées de capitaux sous forme de prêts à des conditions de faveur et d'autres types d'aide étrangère, la balance des paiements est excédentaire depuis quelques années d'où, par moments, une tendance à la hausse du cours du shilling ougandais qui a obligé le gouvernement à intervenir en 1996/97 et de nouveau en 1997/98 pour stabiliser le taux de change. L'effort de stabilisation a été contrarié par l'utilisation croissante du shilling ougandais pour les opérations commerciales dans l'est de la République démocratique du Congo. Les envois en provenance de cette région ont fait un bond de 70 pour cent et certains observateurs estiment que jusqu'à un tiers de la masse monétaire ougandaise pourrait circuler en République démocratique du Congo. Cela pourrait créer des problèmes de liquidités.

La privatisation progresse assez lentement. Le crédit accordé par le FMI en novembre 1997 est destiné en partie à l'accélérer. Il y a eu des investissements destinés à accroître la rentabilité et des privatisations dans beaucoup de secteurs, mais les télécommunications, les banques et le secteur de l'électricité ont encore besoin d'être remis en état. Selon le calendrier actuel convenu avec les donateurs extérieurs, le processus de privatisation devrait être mené à terme d'ici à la fin de 1999, avec la vente de plus de 70 entreprises publiques dans le secteur des industries extractives et manufacturières. Toutefois, au début de 1998, une controverse a éclaté au Parlement au sujet du programme de privatisation: certains estimaient que les entreprises étaient bradées à des investisseurs étrangers et craignaient que les ruraux n'aient plus accès au crédit après la vente de la Banque commerciale ougandaise. Des problèmes analogues ont entravé la vente du Service ougandais des postes et télécommunications.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur est important pour l'Ouganda, mais il n'est pas très diversifié. La valeur du commerce des marchandises et services équivaut à 25 pour cent du PIB, dont l'essentiel est imputable aux importations (près de 20 pour cent du PIB). L'Ouganda est membre du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et applique donc un tarif douanier préférentiel et faible à ses échanges avec les 12 autres Etats Membres. L'Ouganda est également membre de l'Organisation internationale du café, de l'Accord international sur le sucre et du Conseil international du coton.

L'excédent de la balance des paiements s'est quelquefois traduite par une tendance à la hausse du cours du shilling ougandais.

La valeur du commerce des marchandises et services équivaut à 25 pour cent du PIB, dont l'essentiel est imputable aux importations.

Figure 23A

UGANDA: PRINCIPALES IMPORTATIONS, 1996

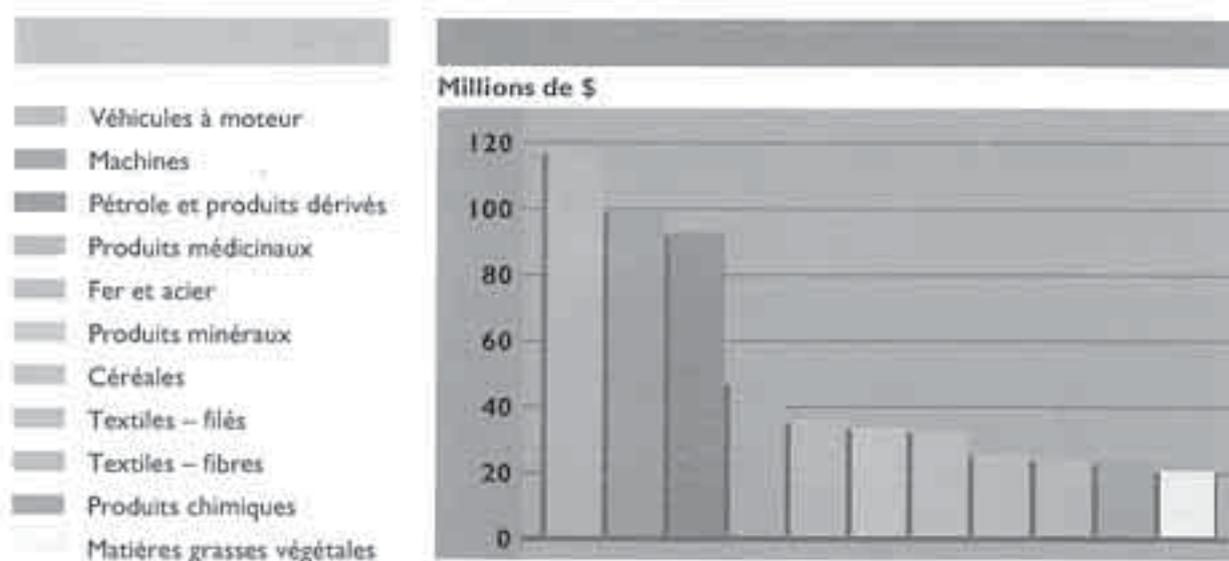
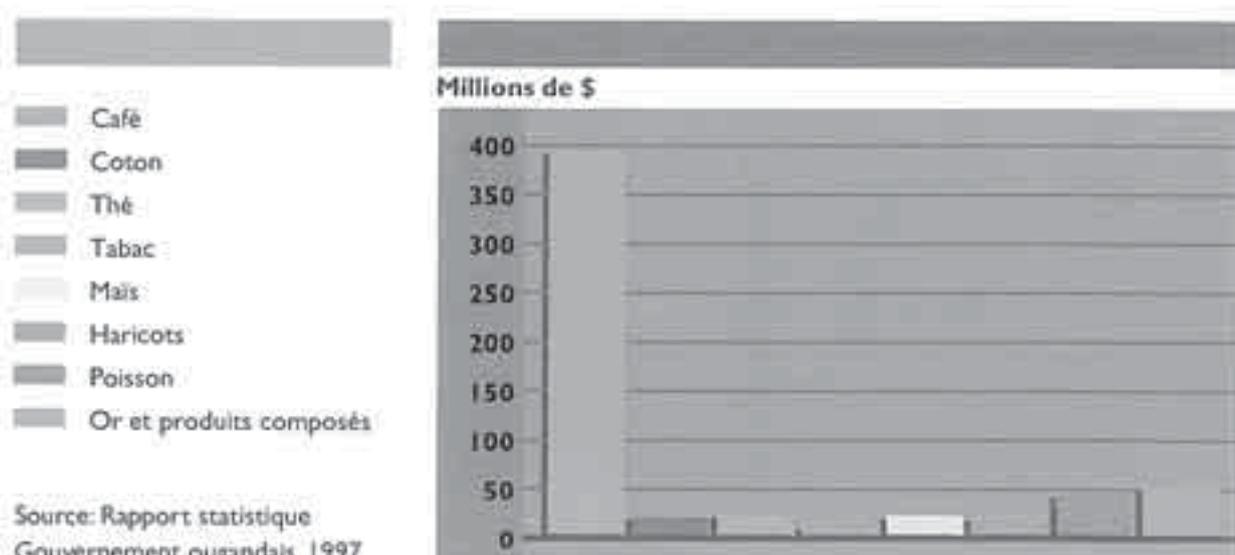


Figure 23B

UGANDA: PRINCIPALES EXPORTATIONS, 1996



Source: Rapport statistique
Gouvernement ougandais, 1997

Figure 24A

UGANDA: PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION, 1987-1997

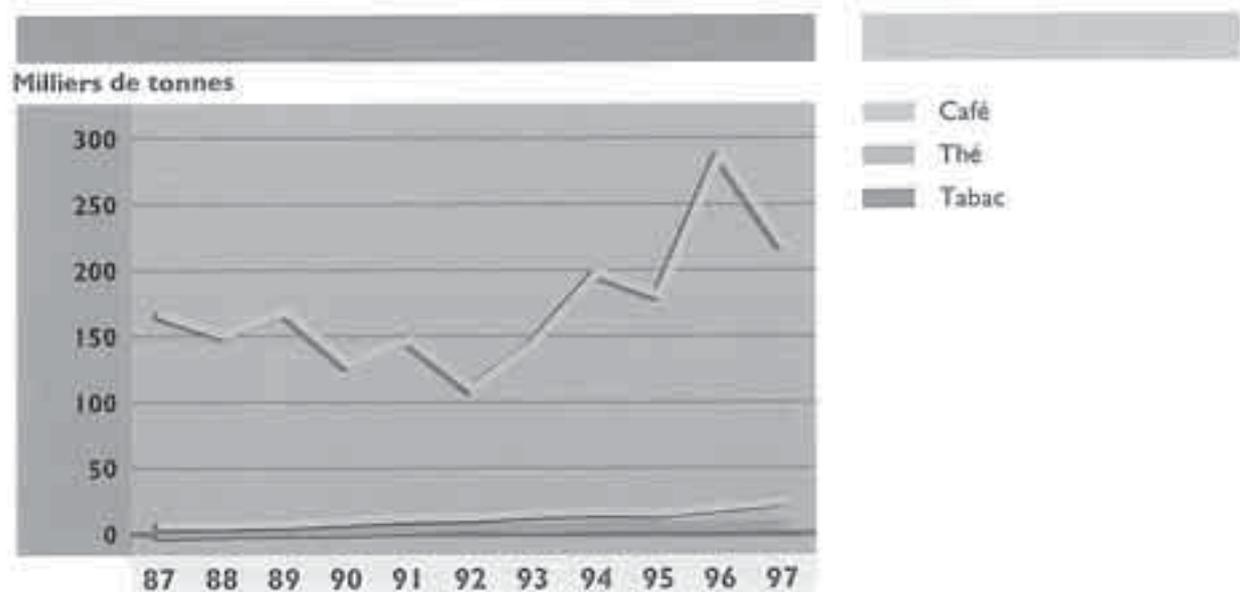
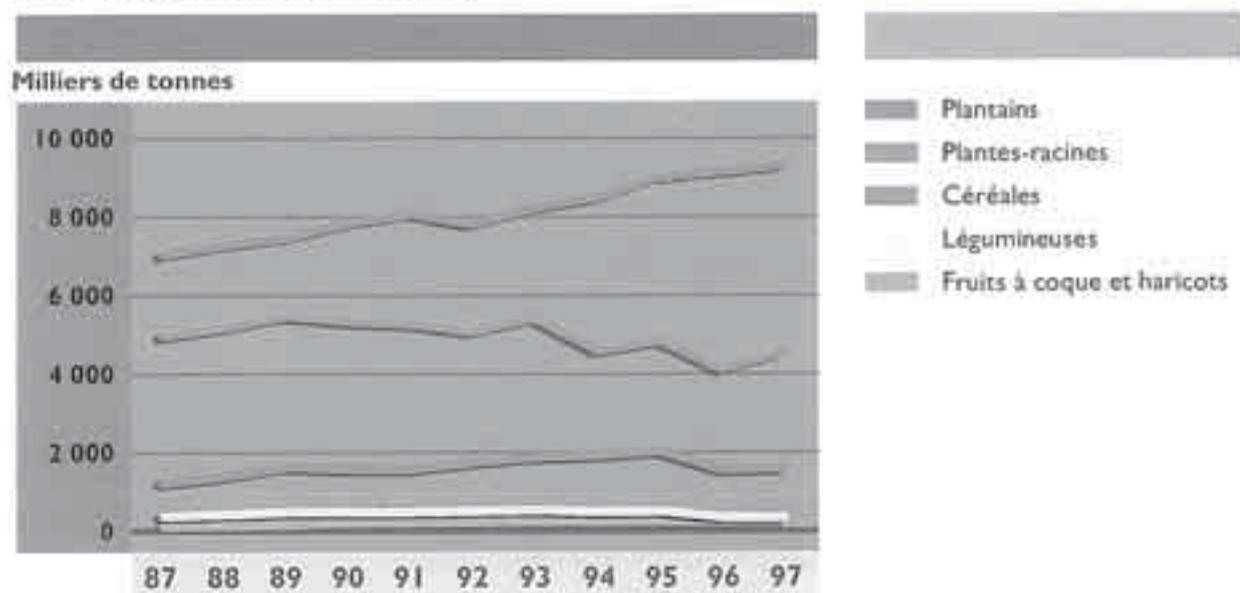


Figure 24B

UGANDA: PRODUCTION DE CULTURES VIVRIÈRES DE BASE, 1987-1997



Malgré le COMESA, les principaux fournisseurs de l'Ouganda sont des pays d'Europe et d'Asie. Les droits d'importation étaient jusqu'à tout récemment le principal poste des recettes de l'Etat (40 pour cent en 1994/95). Avant d'être supprimée, en 1992/93, la seule taxe sur les exportations de café fournissait 50 pour cent des recettes publiques. Le taux moyen des droits de douane était de 17 pour cent en 1994/95, mais certains droits ont été réduits depuis lors; le droit de douane de 145 pour cent sur le pétrole a été supprimé, mais il a été remplacé par une taxe d'accise de 215 pour cent. De même, les droits d'importation sur les produits de luxe ont été en partie remplacés par un droit d'accise en 1993/94; toutefois, les droits de douane sont encore relativement élevés. Les intrants agricoles sont admis en franchise.

La balance des opérations courantes est fortement déficitaire en raison des importations de véhicules, de machines et équipement et de pétrole, qui représentent ensemble près de la moitié des importations totales. Ces importations sont essentiellement financées par les crédits de l'assistance étrangère. Les importations augmentent plus vite que les exportations, en particulier les importations de produits industriels nécessaires à la restructuration de l'économie (voir figure 23). L'Ouganda produit une partie de l'énergie dont il a besoin sous forme d'hydroélectricité, mais il doit importer du pétrole pour la majeure partie de ses industries manufacturières et de ses services de transport.

Les exportations traditionnelles de produits agricoles ont augmenté en valeur mais non en proportion du PIB ou des échanges totaux.

Les exportations traditionnelles de produits agricoles (café, thé et coton) ont augmenté ces dernières années en valeur mais non en proportion du PIB ou des échanges totaux, car la croissance générale de l'économie est plus rapide que celle des cultures d'exportation traditionnelles (voir figure 24). Un bond de 70 pour cent des «autres» exportations (principalement de l'or) a amélioré la balance du commerce des marchandises et modéré l'accroissement du déficit des opérations courantes en 1997.

Les exportations totales ont augmenté de 7 pour cent en 1997, malgré la baisse de 13 pour cent de la valeur des exportations de café, due à la chute des cours internationaux qui a freiné l'essor attendu. Les recettes d'exportation de café ont encore baissé en 1997/98 car les intempéries ont fait chuter la production de 24 pour cent.

Encouragé par les créanciers internationaux, le gouvernement a promis de poursuivre la libéralisation du commerce. Le nouveau budget incorpore plusieurs réformes, notamment la réduction des droits de douane sur les marchandises pro-

venant de pays n'appartenant pas au COMESA, qui sont ramenés de 30 à 20 pour cent, et l'élimination de toutes les interdictions d'importation.

Agriculture

L'économie ougandaise est dominée par l'agriculture. Le secteur agricole, qui fournit 44 pour cent de la production totale et 80 pour cent de l'emploi, est concentré dans le sud du pays, où le climat permet deux campagnes agricoles. La production des principaux produits agricoles est indiquée au tableau 4. Les plus importantes cultures d'exportation sont le café, le coton, le thé et le maïs. Les principales cultures vivrières sont les racines et tubercules, le maïs, les haricots, le sésame et le sorgho. Près de la moitié de la production agricole, représentant 19 pour cent du PIB, fait l'objet de troc ou d'autoconsommation et ne pénètre jamais dans les circuits

Près de la moitié de la production agricole, représentant 19 pour cent du PIB, fait l'objet de troc ou d'autoconsommation et ne pénètre jamais dans les circuits marchands.

Tableau 4

PRODUCTION AGRICOLE EN OUGANDA, 1996/97

Produit	Volume (milliers de tonnes)	Pourcentage de la production totale
Café	287 925	88
Thé	16 939	5
Plantains	9 144	3
Tabac	6 349	2
Plantes-racines	4 111	1
Céréales	1 588	0,5
Legumes secs	356	0,11
Fruits à coque	285	0,09
Total	326 697	100

marchands. L'agriculture est dominée par des exploitations de moins de 2 ha employant une main-d'œuvre familiale et des méthodes non mécanisées. L'agriculture de subsistance représente encore environ 40 pour cent de la production agricole et 20 pour cent de la production totale de l'économie ougandaise.

C'est le secteur agricole de subsistance qui a permis à la population ougandaise de survivre à la dévastation et à l'effondrement de l'économie moderne sous le régime d'Iddi Amin; pour beaucoup, la sécurité alimentaire est encore assu-



Membres d'une famille récoltant le café

Le café représente environ 60 pour cent des exportations de l'Ouganda.

Avant l'effondrement de son économie, l'Ouganda était autosuffisant en denrées alimentaires, grâce à la fertilité de ses sols et à son climat favorable.

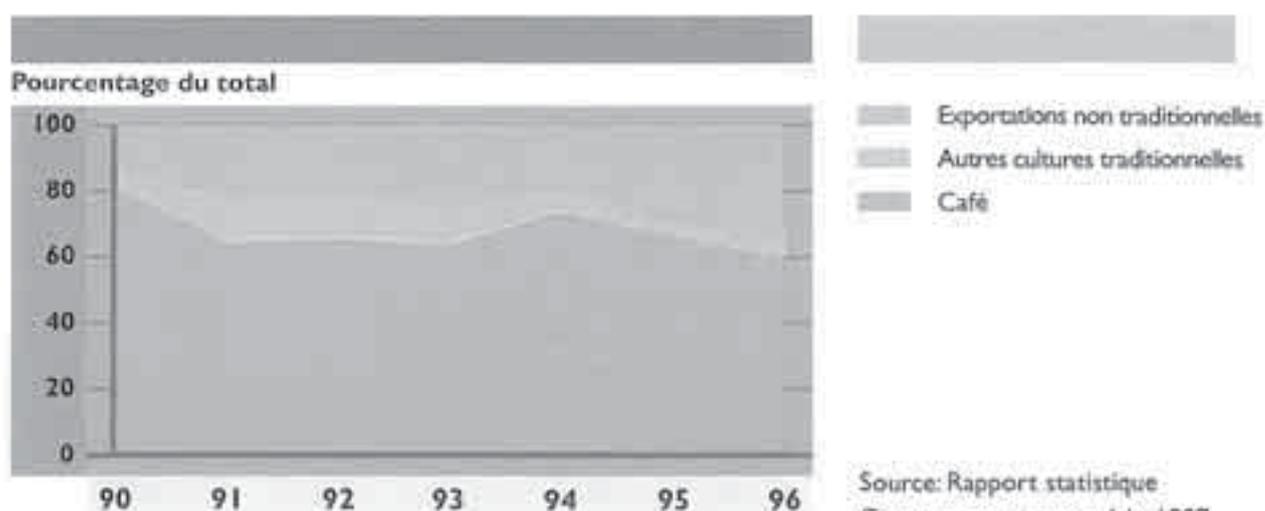
rée par de petites parcelles de terre ou des potagers familiaux. Même à Kampala et dans les autres agglomérations, la tradition agricole et la précarité du ravitaillement en provenance des zones rurales ont fait se développer une production agricole urbaine. Selon diverses estimations, la proportion des familles de Kampala qui ont des activités agricoles serait comprise entre 30 et 50 pour cent⁵.

Avant l'effondrement de son économie, l'Ouganda était autosuffisant en denrées alimentaires, grâce à la fertilité de ses sols et à son climat favorable. Aujourd'hui, les produits alimentaires (sucre, huile végétale et céréales) représentent 6 pour cent de sa facture d'importation. L'agriculture était autrefois une importante source de devises, c'est à elle qu'étaient principalement dus les excédents successifs de la balance des opérations courantes. Il n'y a pas de raison que cette situation ne se rétablisse pas, étant donné l'impulsion positive donnée par les réformes économiques en cours.

Environ un tiers seulement des terres potentiellement cultivables sont actuellement exploitées et il n'y a pratiquement pas d'irrigation. Trente pour cent des terres cultivées portent des bananeraies, concentrées dans les zones de montagne de l'ouest et de l'est. La céréaliculture occupe 23 pour cent des terres cultivées, principalement dans le nord et le nord-ouest du pays; viennent ensuite les plantes racines, les légumes secs, les graines oléagineuses, le café et le coton.

Figure 25

COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE L'UGANDA, 1990-1996



Malgré la croissance du secteur agricole, sa part dans le PIB et dans l'emploi a nettement diminué depuis une dizaine d'années, bien qu'elle reste prédominante. A la suite de l'effondrement économique des années 70 et 80, l'agriculture était pratiquement la seule activité productive et elle était vitale pour la survie de l'Ouganda. Mais les cultures d'exportation et les industries alimentaires ont beaucoup souffert et l'agriculture de subsistance est devenue la principale activité économique.

Pas plus tard qu'en 1990, l'agriculture fournissait 57 pour cent du PIB ougandais et le café 80 pour cent des exportations. Le plan de redressement a permis de diversifier l'économie de sorte que le secteur manufacturier représente aujourd'hui 12 pour cent de la production contre 5 pour cent en 1987. Le secteur agricole s'est aussi diversifié. Le café ne fournit plus que 60 pour cent environ des exportations mais les recettes qu'il produit connaissent d'amples fluctuations depuis l'abandon en 1989 du système de quotas établi par l'Organisation internationale du café (voir figure 25).

Les cultures vivrières occupent 92 pour cent des terres cultivées et représentent 71 pour cent de la production agricole. Le secteur vivrier a beaucoup souffert de la sécheresse à la fin de 1996 et au début de 1997, puis des pluies torrentielles et des inondations à la fin de 1997 et au début de 1998. A cause de la sécheresse, la production agricole n'a augmenté que de

3,9 pour cent entre 1996 et 1997, contre 8,6 pour cent l'année précédente. L'effet global de tous ces facteurs a été une chute de 25 pour cent de la production végétale entre le début de 1997 et le début de 1998; le FMI a dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance du PIB, qui ont été ramenées de 8 à 5,5 pour cent pour 1997/98. En 1997, la production des cultures vivrières a été de très loin inférieure aux besoins de la population. L'état de famine a été déclaré dans 21 des 39 circonscriptions administratives, situées pour la plupart dans certaines des zones les plus vulnérables du nord, du nord-ouest et du sud-ouest qui abritent d'importantes populations de réfugiés.

L'Ouganda est le premier producteur de café de l'Afrique.

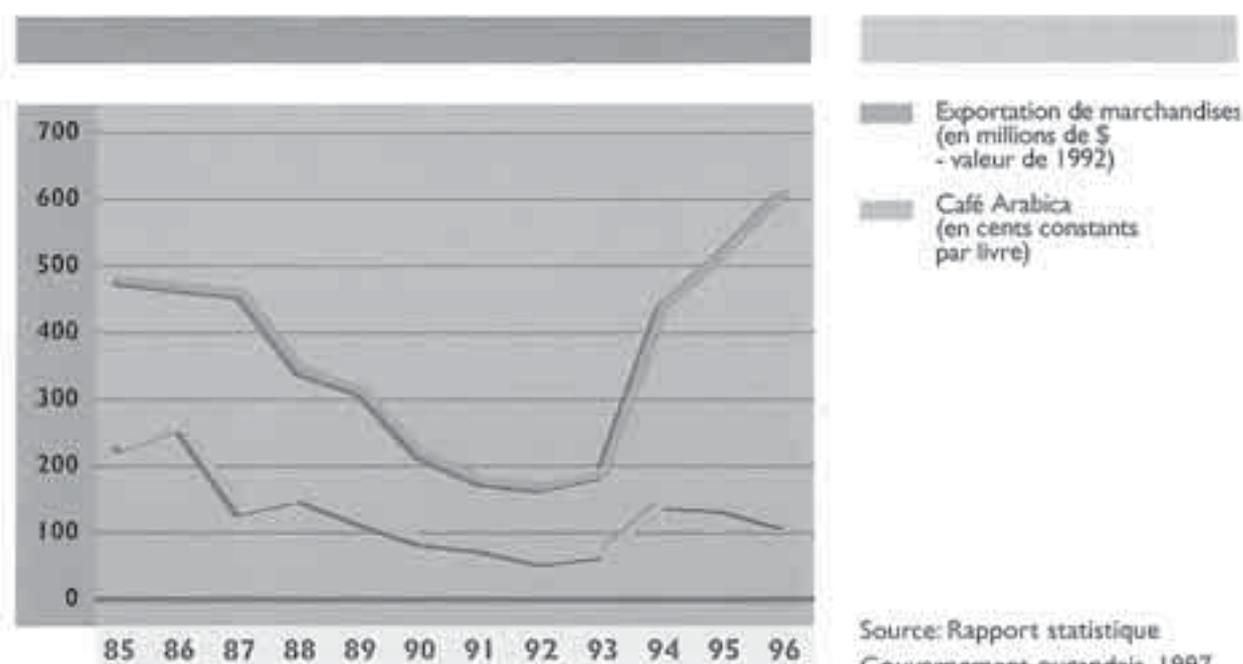
L'Ouganda est le premier producteur de café de l'Afrique. C'est principalement grâce aux recettes provenant du café que le gouvernement a pu réduire le déficit du compte courant et reconstituer des réserves de change. Les cours internationaux du café ont beaucoup monté au début des années 90 et l'Ouganda se trouvait bien placé pour exporter. Malheureusement, cette hausse des prix a attiré de nouveaux producteurs sur le marché et l'augmentation de la production a fait retomber les prix (voir figure 26). En raison de la date de la récolte, le secteur du café a plus souffert des pluies de 1997/98 que de la sécheresse de l'année précédente. Les opérations de récolte et de séchage ont dû être interrompues ou retardées maintes fois au début de la récolte (fin 1997) et les usines de traitement tournaient au ralenti faute d'approvisionnement. Au début de la récolte, les exportations dépassaient à peine plus le tiers du niveau de l'année précédente; elles avaient toutefois bien repris à la fin de la campagne d'exportation, en avril 1998.

Néanmoins, les recettes d'exportation continuent de souffrir de la faiblesse des prix. Selon les prévisions, le prix de la principale variété qu'exporte l'Ouganda, le robusta, baissera de 9 pour cent entre 1997 et 1998. Le marché de l'Ouganda risque d'être définitivement érodé par l'entrée des nouveaux fournisseurs et par le nouveau système de contrôle de la qualité qu'applique une importante société internationale de commerce de café basée à Londres. Il a été signalé récemment que des expéditions de café ougandais présentaient un taux d'humidité excessif et l'on craint que cette contre-publicité n'incite les acheteurs à s'adresser à d'autres producteurs maintenant que c'est possible.

Le thé et le coton sont aussi traditionnellement d'importantes cultures d'exportation pour l'Ouganda. La production de thé a encore augmenté en 1997/98 par rapport

Figure 26

UGANDA: RECETTES D'EXPORTATION ET COURS MONDIAUX DU CAFÉ, 1985-1996



à celle de 1996, et les recettes d'exportation devraient elles aussi progresser. La récolte de coton a souffert de la sécheresse du début de 1997, qui a obligé à interrompre les semis; par la suite, les pluies de fin de saison ont perturbé le transport aux usines d'égrenage en fin d'année. La production de coton de 1996/97 est tombée à 110 000 balles, près de moitié moins que l'année précédente. Toutefois, elle reste bien supérieure à ce qu'elle était au début des années 90. Une importante assistance multilatérale a été fournie à l'Ouganda pour moderniser les industries cotonnières afin que le coton redevienne une source majeure de devises pour le pays.

Thé et coton mis à part, les principales ressources agricoles de l'Ouganda sont la canne à sucre, les pâturages et les forêts. Ces trois secteurs ont redémarré depuis l'effondrement des années 70 et 80, mais ils ne jouent pas encore un grand rôle dans l'économie. La pêche, concentrée dans les grands lacs situés dans le pays et le long de ses frontières, est une importante source de protéines pour la population ougandaise et produit aussi des recettes d'exportation non négligeables.

Les effets des intempéries des deux dernières années montrent bien à quel point l'économie ougandaise est fragilisée du fait de sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture.

Les effets des intempéries des deux dernières années montrent bien à quel point l'économie ougandaise est fragilisée du fait de sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture. Les pluies torrentielles ont provoqué des inondations et des glissements de terrain qui ont emporté les ponts et les routes, arraché les cultures et empêché la récolte, la livraison et la commercialisation des cultures vivrières. Le prix des aliments est monté en flèche, surtout dans les régions isolées, où les routes étaient devenues impraticables, et où il était impossible de livrer les récoltes aux usines de traitement. La baisse de la production vivrière et le ralentissement de la croissance de la production agricole en 1997/98 ont freiné l'expansion générale de l'économie.

Problèmes de l'agriculture et politiques agricoles

Défaut de modernisation de l'agriculture. Les campagnes ougandaises n'ont guère changé depuis 30 ans et les pratiques agricoles sont restées figées. Quatre-vingt-dix pour cent des ruraux sont des agriculteurs ou des pêcheurs de subsistance. La productivité souffre du manque de machines et même d'animaux de trait, des infestations de ravageurs dans les cultures et les produits récoltés, des successions de sécheresses et d'inondations, du manque d'entrepôts et de la destruction d'une grande partie de l'excellente infrastructure de transport qui existait il y a 30 ans. Cinq pour cent seulement des Ougandais, concentrés à Kampala et dans les autres grandes villes, sont raccordés au réseau électrique.

Avec le plan de modernisation de l'agriculture pour les années 1999-2002, l'Ouganda sort du stade de la remise en état pour entrer dans une ère de développement et de croissance économique. Le plan met l'accent sur le commerce régional des denrées alimentaires locales et sur des produits agricoles nouveaux, de plus grande valeur, destinés aux marchés internationaux. Le gouvernement tient à améliorer la productivité dans l'agriculture de subsistance, qui est le pilier de l'économie, et il s'est fixé pour objectif une progression de 6 pour cent par an de la superficie cultivée, surtout dans la grande agriculture commerciale.

Dans son effort pour combattre le paupérisme rural, le gouvernement s'inquiète de la sous-exploitation des terres cultivables qui tient à l'abandon dans lequel ont été laissés pendant des décennies les petits exploitants et au fait que la mécanisation, adoptée depuis longtemps dans le nord-est, n'a jamais atteint la masse des agriculteurs des autres régions. Les principales innovations de la politique agricole depuis 1990

Le gouvernement tient à améliorer la productivité dans l'agriculture de subsistance, qui est le pilier de l'économie.

sont la reconnaissance du rôle décisif des petits agriculteurs dans la production vivrière, la réduction des coûts transactionnels et la correction des défaillances des marchés fonciers et du crédit et l'expansion des services agricoles.

Le coût de l'exécution du plan de modernisation publié en janvier 1998 est estimé à 367 milliards de nouveaux shillings ougandais (approximativement 305,8 millions de dollars). Ses quatre grands axes sont les suivants: renforcement des liaisons entre recherche, vulgarisation et paysannat; action ciblée sur la production dans certaines zones; amélioration de l'accès au crédit en milieu rural; et promotion du développement des agro-industries rurales. Pour que le plan porte ses fruits, il faudra continuer à investir dans le réseau de transport et en particulier dans les routes de desserte rurales.

Le plan de modernisation s'attaque de front au paradoxe de l'agriculture ougandaise, qui pourrait potentiellement nourrir une bonne partie de l'Afrique orientale, mais dont les rendements sont extrêmement bas en raison des pratiques surannées des agriculteurs de subsistance. La consommation d'engrais est très faible du fait de la désorganisation du marché. Il existe des écarts de prix considérables d'une zone à l'autre. Le plan prévoit une enveloppe de 120 millions de dollars pour améliorer et décentraliser les services de recherche et de vulgarisation. Malheureusement, bien que les agriculteurs soient en majorité des femmes, le programme de vulgarisation ignore les sexesécificités et il y a encore très peu de vulgarisatrices.

Étant donné l'instabilité des marchés internationaux du café et des autres produits traditionnels d'exportation – coton, sucre et tabac – le gouvernement tient à diversifier l'économie, notamment en développant les exportations de produits non traditionnels. En 1996, celles-ci ont fourni 34,5 pour cent des recettes d'exportation, contre 14 pour cent en 1990. Il y a deux types d'exportations non traditionnelles, à savoir:

- Les aliments traditionnels de faible valeur, qui n'étaient pas exportés autrefois, en particulier le maïs, le riz, les haricots, les oléagineux et les produits laitiers. Ces produits sont maintenant exportés vers les pays limitrophes.
- Les nouveaux produits agricoles de grande valeur destinés aux marchés des pays riches: épices, primeurs, fruits charnus et fruits à coque, produits animaux y compris cuirs et peaux et chèvres sur pied pour le Proche-Orient, produits de la pêche, soie, pyrèthre et essence de citronnelle.

Les infrastructures d'entreposage et de transport, mal adaptées aux produits très périssables, que ce soient des petits légumes frais ou des fleurs de serre à peine en bouton, sont incapables de répondre à la demande très exigeante du monde développé. Le plan de modernisation reconnaît que les marchés d'exportation sont limités, concurrentiels et instables et qu'ils ont des exigences très strictes en ce qui concerne le type, la taille et la qualité des produits, le conditionnement, la régularité et la fréquence des livraisons. Privé de littoral, l'Ouganda est défavorisé dans la concurrence avec les pays côtiers voisins tels que le Kenya pour exporter ses produits agricoles de valeur.

Les marchés régionaux des produits de moindre valeur sont plus accessibles à l'Ouganda. Le plan de modernisation mise sur deux types de clients régionaux: les autres pays d'Afrique orientale comme le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et l'Éthiopie, où les sécheresses et les inondations provoquent régulièrement des pénuries alimentaires, et les organismes internationaux qui aident les réfugiés et les personnes déplacées dans la région. Il prévoit un accroissement de 20 pour cent de la production de maïs, de riz, de haricots, d'oléagineux et de produits laitiers destinés à être vendus dans la région.

Mais cette politique de commerce régional est entravée par la persistance d'obstacles aux échanges entre pays de la région. Le COMESA, dont l'objectif est de promouvoir le commerce, les investissements et les paiements entre les signataires, est parvenu à réduire les obstacles au commerce régional. Il reste encore à voir si les gouvernements des pays voisins et les organismes de secours seront en mesure d'acheter les produits alimentaires offerts par l'Ouganda. Il ne s'agit pas seulement de financement. Il est à craindre que le Programme alimentaire mondial (PAM) n'achète plus de produits alimentaires en Ouganda, découragé parce que les maisons de commerce locales n'ont pas toujours respecté leurs obligations contractuelles et que la qualité des produits fournis ne répond pas toujours à ses normes.

Un des principaux obstacles à la croissance est l'insuffisance des infrastructures de transport. Les carences institutionnelles et les catastrophes naturelles ont freiné le programme de restauration du réseau routier. Les grands axes routiers ont été remis en état mais on estime qu'un quart des routes de déserte sont impraticables pendant la saison des pluies. En 1996, l'Ouganda et la Banque mondiale ont signé un programme décennal de 1,5 milliard de dollars pour l'amélioration du

Un des principaux obstacles à la croissance est l'insuffisance des infrastructures de transport.

réseau routier. En 1997, la Banque mondiale a investi 30 millions de dollars pour renforcer la capacité institutionnelle de construction et d'entretien des routes et autant pour financer les réparations d'urgence rendues nécessaires par les pluies torrentielles et les inondations.

Manque de crédit agricole. Pour que l'agriculture puisse remplir sa fonction de moteur de la croissance ougandaise, il est essentiel qu'elle mobilise davantage d'investissements. Le paysannat n'a pratiquement pas accès au crédit pour améliorer la productivité ou créer des microentreprises. Les institutions bancaires n'ont pas de réseaux efficaces de guichets ruraux et considèrent que le crédit rural est trop risqué et leur coûte trop cher. Diverses initiatives ont été prises pour améliorer l'accès des petits exploitants au crédit. L'une d'elles est le programme de crédit aux petits agriculteurs, financé par des donateurs extérieurs. Les coopératives d'agriculteurs, présentes dans de nombreux villages, sont une source importante de crédit relais et d'autres aides.

Le plan de modernisation prévoit une enveloppe de 37,27 millions de dollars pour développer le crédit rural et le rendre plus accessible. Dans un premier temps, de petits groupes de microcrédit encourageront les paysans à épargner et leur offriront des crédits d'un montant limité, financés par des sources extérieures. Au cours d'une deuxième étape, ces groupes se transformeront en véritables banques villageoises reliées au système bancaire structuré. Enfin, ces banques villageoises se regrouperont pour constituer des banques provinciales ou régionales, en concurrence avec les banques existantes. On compte beaucoup sur les coopératives villageoises de production et sur les organisations non gouvernementales pour appuyer le développement de ce modèle.

Instabilité économique et potentiel de développement. En général, l'économie ougandaise reste vulnérable à plusieurs facteurs d'instabilité dont le principal est le climat, qui peut être à l'origine de bonds spectaculaires de la production, comme en 1992/93, année où le PIB a progressé de 8,4 pour cent, mais qui peut aussi provoquer de graves crises de la production agricole, capables de freiner la croissance globale, comme en 1996 et 1997. Faute d'irrigation, d'un développement suffisant de la mécanisation et de systèmes adéquats d'entreposage, de transport et de distribution, le secteur agricole est mal équipé pour amortir ces chocs de l'offre.

Les opérations militaires à la frontière et les populations de réfugiés sont aussi des facteurs d'instabilité. L'Ouganda héberge actuellement 265 000 réfugiés du Soudan, de la République démocratique du Congo et du Rwanda, qui vivent dans des camps permanents ou de transit. Ce sont pour la plupart des agriculteurs de subsistance. Ils ont souffert des insurrections et des attaques dans le nord de l'Ouganda, ayant parfois été chassés de leurs camps. En 1997, un grand nombre de réfugiés soudanais sont retournés dans le sud Soudan et d'autres ont quitté les camps pour aller vivre près de la frontière septentrionale de l'Ouganda.

Enfin, l'assistance étrangère est à la fois un facteur d'instabilité et un facteur de stabilité pour l'économie ougandaise. L'Ouganda a réussi sa restructuration macroéconomique et est ainsi devenu un client privilégié pour les programmes de prêt des donateurs multilatéraux et bilatéraux. Mais la poursuite des réformes dépend presque entièrement de l'aide extérieure. Les importations de machines et d'équipement indispensables pour continuer à renforcer le secteur manufacturier sont généralement financées par des sources extérieures, de sorte que les fournisseurs n'ont pas à craindre de ne pas être payés. Mais ce financement extérieur des biens d'équipement entretient un déficit en compte courant qui ne serait pas viable sans cette aide. Quoi qu'il en soit, les avantages qui résulteront à long terme du développement de la capacité du secteur manufacturier justifient le déséquilibre de la balance commerciale.

Asie et Pacifique

VUE D'ENSEMBLE

Evolution économique

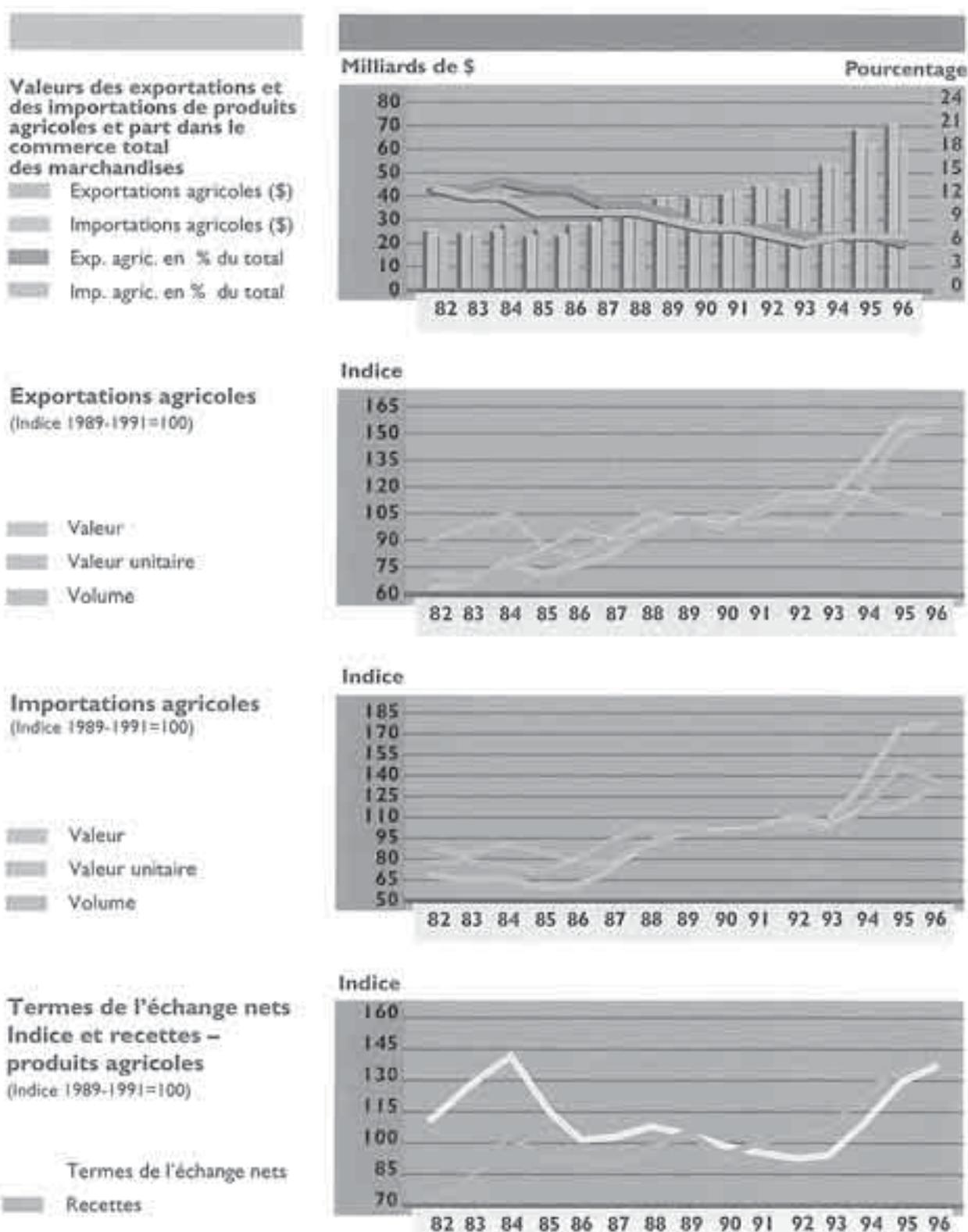
Malgré la crise financière qui a frappé l'Asie de l'Est et du Sud-Est et les effets d'El Niño, les taux de croissance économique de 1997 ont de nouveau été plus élevés dans la région Asie-Pacifique que dans aucune autre, de sorte que le revenu par habitant a augmenté dans la plupart des pays. Toutefois, la croissance a encore ralenti; elle n'a été que de 6,1 pour cent contre 7,5 en 1996 et 8,2 en 1995; de toutes les sous-régions de l'Asie, seules les Républiques d'Asie centrale ont été épargnées par ce ralentissement. L'évolution est contrastée selon les pays et les régions. L'Asie du Sud-Est et la République de Corée ont particulièrement souffert de la tempête financière et monétaire pendant le second semestre. En Asie du Sud-Est, le taux global de croissance économique a baissé de près de moitié. En Thaïlande et dans plusieurs pays insulaires du Pacifique, il a même été négatif. Dans les pays nouvellement industrialisés – Hong Kong, République de Corée, Singapour et Taïwan Province de Chine, le taux moyen de croissance a fléchi, mais il est resté très satisfaisant à 6 pour cent. En République populaire de Chine, l'activité économique s'est un peu calmée, mais le taux de croissance a tout de même atteint le chiffre remarquable de 8,8 pour cent. En Inde, il s'est établi à 5 pour cent contre 7,5 pour cent l'année précédente. La croissance économique réelle dans l'Asie en développement continuera de ralentir à mesure que tous les effets de la crise monétaire et financière se feront sentir: elle devrait tomber à environ 4 pour cent en 1998, pour remonter à un peu plus de 5 pour cent en 1999.

L'évolution de l'activité économique asiatique a été dominée en 1997 par le double choc qui a ébranlé l'Asie du Sud-Est. D'une part, la production agricole, la sécurité alimentaire et la santé publique ont souffert des perturbations météorologiques provoquées par El Niño; d'autre part, les systèmes financiers ont été ébranlés par les dévaluations, l'exode des capitaux après une longue période de flux positifs, les tensions dans les systèmes bancaires et sur le marché des capitaux, les crises de liquidités dans les entreprises et le manque de crédit. Vers la fin de l'année, cette crise financière s'est étendue à la République de Corée. Face à cette crise, le FMI a lancé des programmes de sauvetage en faveur de l'Indonésie, de la République de Corée et de la Thaïlande, pour un total de plus de 100 milliards de dollars.

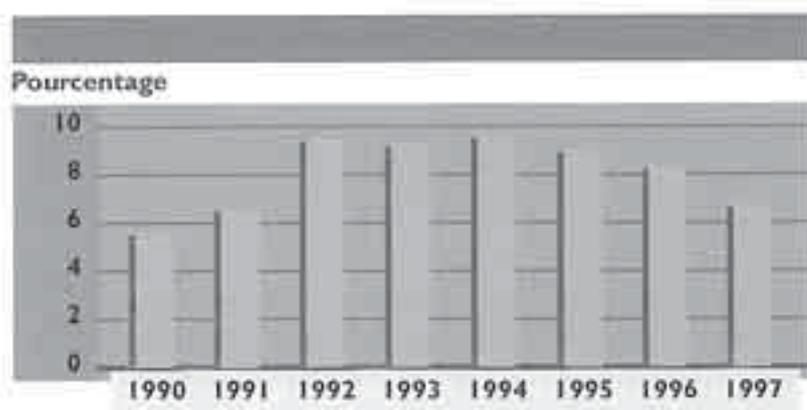
En 1997, la croissance économique a été plus élevée dans la région Asie-Pacifique que dans aucune autre région.

Figure 27

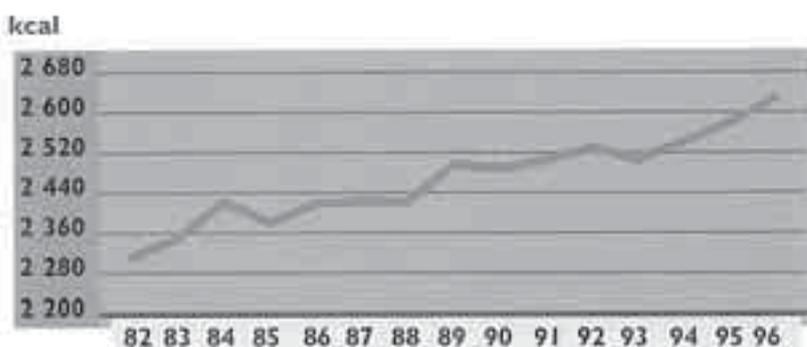
ASIE ET PACIFIQUE



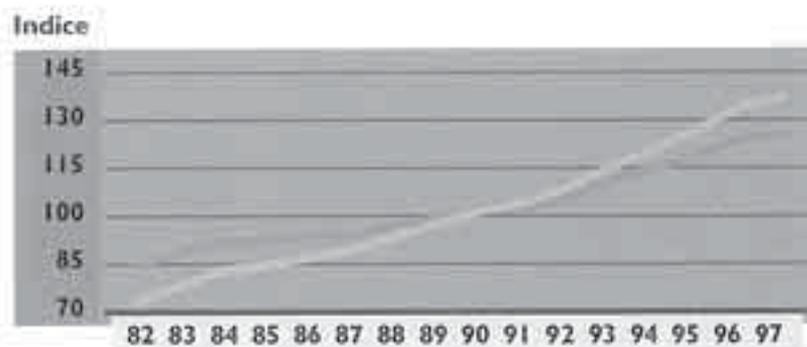
ASIE ET PACIFIQUE

**PIB réel**

(en pourcentage de l'année précédente)

**Apports caloriques**

(kcal par personne et par jour)

**Production agricole**

(Indice 1989-1991=100)

— Totale
 — Par habitant

Source: FAO et FMI

On trouvera ci-après une explication sommaire de la crise monétaire et financière. La mondialisation rapide, qui a beaucoup rapporté à l'Asie en développement, a en même temps accru les risques liés aux erreurs persistantes de la politique économique et financière, aux faiblesses des institutions financières et aux défauts de gouvernance tant dans les entreprises que dans les administrations publiques. Les échanges progressaient rapidement tandis que les taux de change nominaux restaient liés au dollar EU, dont la valeur augmentait. D'importants déficits des comptes courants sont apparus, dus en partie à la transformation structurelle de l'économie «réelle» des pays concernés, et en partie à l'appréciation de leurs taux de change réels. Les flux de capitaux étrangers – dont une petite partie seulement était constituée par des investissements étrangers directs, le reste consistant en investissements de portefeuille ou prêts du secteur bancaire, essentiellement à court terme – contribuaient à entretenir les déficits croissants en compte courant et la hausse des taux de change. Une fois que les capitaux privés ont commencé à affluer, le cours des actifs a monté, attirant de nouveaux flux de capitaux.

L'afflux de capitaux étrangers privés a provoqué des déséquilibres du secteur bancaire dans les pays les plus touchés, car les engagements étrangers des banques commerciales augmentaient plus rapidement que leurs avoirs étrangers, et la garantie des prêts était constituée en grande partie par des biens fonciers et des actions dont les prix étaient gonflés par la spéculation. En outre, les échéances de l'actif et du passif étaient mal équilibrées. La réglementation des établissements financiers était souvent laxiste et peu transparente et certains se comportaient comme s'ils considéraient implicitement que leurs engagements étaient garantis par leurs gouvernements. Dans le contexte de l'afflux massif de capitaux étrangers, cette garantie implicite des gouvernements encourageait des prises de risques excessifs, d'où une détérioration de la qualité des portefeuilles de prêt. Le postulat implicite que les taux de change fixes seraient maintenus indéfiniment n'incitait guère les opérateurs à couvrir leurs engagements étrangers contre les risques de change.

Les taux d'épargne étaient en général élevés, mais cette épargne n'était souvent pas investie de la façon la plus productive. Les investisseurs, déçus par la baisse de rentabilité, surtout après le ralentissement des exportations en 1996, ont rapidement perdu leur enthousiasme et les capitaux ont commencé à refluer. Pour les cinq pays les plus gravement touchés

par la crise (Indonésie, République de Corée, Malaisie, Philippines et Thaïlande), les mouvements de capitaux se sont soldés en 1997 par une sortie nette de 12 milliards de dollars contre une entrée nette de 93 milliards en 1996. La valeur des monnaies a commencé à baisser et les taux d'intérêt à monter. Les ratios élevés d'endettement, sans couverture, qui en des temps meilleurs donnaient une souplesse financière utile pour stimuler la croissance, ont commencé à mettre en danger l'équilibre financier des entreprises et de leurs créanciers institutionnels.

Les conséquences sociales de la crise, de plus en plus visibles, risquent d'être graves. Le chômage et l'inflation montent. Les fermetures d'entreprises et les licenciements massifs ont déclenché de vastes exodes. Les filets de sécurité sociale, le plus souvent faibles ou peu développés, sont soumis à une tension croissante. La gravité des problèmes varie selon les pays, mais elle est parfois préoccupante. Par exemple, en République de Corée, l'indice des prix de gros et de détail a baissé au cours du second semestre de 1997, et ce pour la première fois depuis 18 ans, et poursuivra sans doute sa chute vertigineuse pendant le premier semestre de 1998. Ce marasme de la consommation est un symptôme de la faible croissance des revenus et de la perte de confiance des consommateurs. L'Indonésie a été frappée de plein fouet par la crise financière, dont les effets se sont conjugués avec ceux des problèmes politiques et des feux de forêt qui ont ravagé les zones touchées par les sécheresses liées à El Niño. Les populations indonésiennes ont souffert de pénuries alimentaires et les prix ont monté; le taux d'inflation atteindra sans doute 16 pour cent en 1998, contre 11 pour cent en 1996, bien que la consommation privée soit très déprimée, et le chômage, déjà considérable, augmentera encore dans des proportions notables (on prévoit pour 1998 que le nombre des chômeurs atteindra 8 à 9 millions). L'économie philippine a bien réagi à la crise: le PNB a augmenté de 5,8 pour cent, grâce en partie aux envois de devises fortes des travailleurs émigrés. Les Philippines sortiront donc de la crise avant la plupart des autres pays de la région, mais elles n'ont pas échappé au ralentissement de la croissance et à la montée du chômage, qui devrait passer de 8,7 pour cent en 1997 à plus de 9 pour cent en 1998.

Pour les pays de la région, comme d'ailleurs pour le reste du monde, les perspectives économiques dépendront dans une large mesure du rythme et de l'ampleur de la reprise au Japon. Les problèmes économiques intérieurs de ce pays,

Pour les cinq pays les plus gravement touchés par la crise, les mouvements de capitaux se sont soldés en 1997 par une sortie nette de 12 milliards de dollars contre une entrée nette de 93 milliards en 1996.

Pour les pays d'Asie, comme d'ailleurs pour le reste du monde, les perspectives économiques dépendront dans une large mesure du rythme et de l'ampleur de la reprise au Japon.

Les atouts qui ont favorisé la croissance rapide du passé devraient permettre un nouvel essor pourvu que les réformes nécessaires des institutions et des politiques soient faites.

notamment ceux du secteur financier, sont très graves et le resteront probablement pendant un certain temps. Les pays d'Asie ne peuvent donc guère compter sur la reprise de la demande d'importation japonaise pour stimuler leur activité économique. De plus, les investissements japonais dans la région sont aussi déprimés. Si le Japon entre dans une ère prolongée de récession, cela ne peut qu'assombrir les perspectives économiques de l'ensemble de la région et en particulier celles des principaux partenaires commerciaux de ce pays.

Quoi qu'il en soit, les taux de croissance des années d'avant la crise ne se rétabliront pas avant un certain temps. Le rétablissement sera plus long dans certains pays que dans d'autres, mais les atouts qui ont favorisé la croissance rapide du passé devraient permettre un nouvel essor pourvu que les réformes nécessaires des institutions et des politiques soient faites.

En République populaire de Chine, la croissance économique décélère régulièrement depuis 1992, sous l'effet des mesures fiscales et monétaires et des politiques de prix et de crédit adoptées pour éviter la surchauffe. En 1997, le taux de croissance économique a été de 8,8 pour cent. La République populaire de Chine n'a pas directement souffert de la crise financière asiatique, mais elle pourrait s'en ressentir à moyen terme car la demande s'affaiblira sur ses marchés d'exportation, qui seront en même temps l'objet d'une concurrence plus intense de la part de pays dont la monnaie a perdu beaucoup de sa valeur; en outre, les investissements étrangers risquent de diminuer. Cependant, un effort accru pour corriger les faiblesses du secteur bancaire et des entreprises d'État pourrait rendre la Chine moins vulnérable à d'éventuelles crises analogues dans le futur.

En Inde, le taux de croissance du PIB est tombé à 5 pour cent contre 7,5 pour cent en 1997, sous l'effet conjugué des intempéries, du ralentissement de la demande de produits manufacturiers et des goulets d'étranglement dans les infrastructures. Le déficit en compte courant a augmenté de plus de 2 milliards de dollars parce que les importations, stimulées par la libéralisation des échanges, ont augmenté pour parer au déficit de la production nationale de biens essentiels, y compris de produits alimentaires. Le taux de croissance économique devrait toutefois remonter à quelque 6,5 ou 7 pour cent en 1998 et en 1999, mais l'expansion sera freinée par l'insuffisance des infrastructures. L'Inde devra peut-être dévaluer la roupie pour maintenir sa compétitivité face aux dévaluations massives des monnaies des pays d'Asie du Sud-Est.

Dans les pays nouvellement industrialisés – Chine – Région administrative spéciale de Hong Kong, République de Corée, Singapour et Taïwan Province de Chine – le taux de croissance du PIB réel est tombé à 6 pour cent en 1997, principalement parce que les exportations ont fléchi du fait de la contraction de la demande mondiale de produits électroniques, de semi-conducteurs, d'acier et de produits pétrochimiques. Le taux d'inflation est resté modéré: 3,5 pour cent. Le transfert de la souveraineté de Hong Kong à la République populaire de Chine s'est fait sans heurt au milieu de 1997. La nouvelle Région administrative spéciale de Hong Kong confirme son rôle de plate-forme financière et de centre de services aux entreprises, même si la crise économique et la hausse des taux d'intérêt ont ralenti l'activité économique. A la fin de 1997, la République de Corée a été frappée par la tempête financière et monétaire et a dû entreprendre d'importantes réformes pour pouvoir bénéficier d'un programme de sauvetage de plus de 50 milliards de dollars mobilisés par le FMI. La politique restrictive entraînera une contraction de l'économie et il faudra probablement au moins deux ans avant que celle-ci ne reprenne son élan. Singapour a relativement moins souffert de la crise financière que ses voisins, mais elle a dû dévaluer sa monnaie et l'indice des valeurs boursières a beaucoup baissé. Sa croissance économique sera probablement tempérée pendant un certain temps par les répercussions de la crise et en particulier par les retombées de la situation indonésienne. Taïwan Province de Chine a été relativement épargnée par la tourmente financière, mais elle continue à réformer son secteur bancaire et financier et poursuit sa politique de promotion des activités à technologie de pointe.

L'Asie du Sud-Est a souffert des effets matériels d'El Niño et des effets économiques de la crise financière tant en 1997 qu'au début de 1998. Le taux de croissance est tombé de plus de 7 à moins de 4 pour cent. L'économie cambodgienne a été morose: à peine de 2 pour cent de croissance du PIB, taux d'inflation supérieur à 9 pour cent et recettes budgétaires inférieures à 10 pour cent du PIB. Toutefois, le taux de croissance de l'agriculture, qui est la principale activité économique, est remonté à 4,9 pour cent, contre 1,8 pour cent seulement en 1996. Comme on l'a vu plus haut, l'Indonésie, malgré des paramètres macroéconomiques favorables, s'est très durement ressentie de la crise économique régionale à la fin de 1997. Elle a maintenant entrepris un ensemble de réformes économiques appuyées par un programme international de sauvetage de quelque 40 milliards de dollars. La

La nouvelle Région administrative spéciale de Hong Kong confirme son rôle de plate-forme financière et de centre de services aux entreprises.

République démocratique populaire lao a poursuivi sa croissance régulière en 1997, mais son commerce et sa monnaie ont souffert de la crise qui a ébranlé la Thaïlande, son principal partenaire commercial. En Malaisie, le taux de croissance économique est tombé à 7,5 pour cent en 1997 et la crise économique s'est manifestée par une dépréciation massive du ringgit et une forte chute des cours de la bourse. Les mesures budgétaires et monétaires prises pour parer à la crise à la fin de l'année ont aussi freiné la croissance. Au Myanmar, la lente transition vers l'économie de marché a continué; l'accession à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) devrait aider le pays à s'intégrer dans l'économie régionale et mondiale. En Thaïlande, la longue ère de forte croissance a brutalement pris fin et a même été suivie en 1997 d'une légère contraction, l'effondrement du baht ayant aggravé les effets de la crise monétaire et financière régionale. La croissance sera encore négative en 1998 mais les réformes, facilitées par un programme d'assistance internationale, progressent bien et la croissance devrait redevenir positive (mais modeste) en 1999. Le Viet Nam a affiché en 1997 un taux de croissance de 9,2 pour cent, alimenté par une expansion vigoureuse tant dans le secteur agricole que dans l'industrie; la croissance ralentira probablement en 1998, quand le pays se ressentira de la crise dont souffre le reste de la région.

En Asie du Sud, le taux de croissance économique, qui s'était établi en moyenne à 6,8 pour cent entre 1994 et 1996, est tombé en dessous de 5 pour cent en 1997. L'évolution est très contrastée selon les pays tant en ce qui concerne l'investissement qu'en ce qui concerne les taux de croissance de l'agriculture et du secteur manufacturier. Au Bangladesh, le secteur manufacturier a stagné mais, grâce à l'expansion dynamique de l'agriculture, le taux de croissance global a été de 5,7 pour cent. Le taux d'inflation a pu être maintenu aux environs de 4 pour cent, grâce à la faible augmentation du prix des aliments. Au Népal, le taux de croissance du PIB est tombé à 4,3 pour cent en 1997, principalement parce que les secteurs non agricoles ont souffert du manque d'infrastructures et de personnel qualifié. Au Pakistan, le taux de croissance est tombé à 3,1 pour cent en 1997 et les déséquilibres macroéconomiques se sont accentués: le déficit budgétaire et le déficit des opérations courantes ont tous deux atteint l'équivalent d'environ 6 pour cent du PIB. A Sri Lanka, le secteur agricole et le secteur manufacturier ont été très dynamiques et le pays a ainsi pu afficher un taux de

croissance de 6,3 pour cent, tout en maintenant l'inflation en dessous de 10 pour cent.

L'agriculture: bilan et problèmes

Dans l'ensemble, 1997 a été une mauvaise année pour l'agriculture de la région. Le taux d'expansion de la production agricole, qui n'avait été inférieur à 4 pour cent qu'une seule fois depuis 1990, est tombé à 2,6 pour cent⁶. En effet, il a chuté dans la plupart des grands pays de la région – Chine, Inde, Bangladesh, Viet Nam, Philippines, Myanmar, Malaisie et Cambodge. La production a même diminué (de 2 à 3 pour cent) en Indonésie. La croissance de la production agricole s'est au contraire accélérée au Pakistan, en République de Corée, au Népal et à Sri Lanka mais, dans ce dernier pays cet accroissement ne fait guère plus que compenser la forte baisse de 1996.

En République populaire de Chine, la récolte de céréales a été excellente pour la troisième année de suite, ce qui a permis de maintenir le dynamisme de la croissance économique (qui a toutefois un peu ralenti) et de freiner l'inflation en 1997. Les mesures appliquées depuis 1995 dans le cadre de la Politique du sac de céréales, telles que l'accroissement des investissements publics dans l'agriculture et la hausse des prix d'achat pratiqués par l'Etat, ont permis de maintenir à 4 pour cent le taux de croissance de l'agriculture, qui avait été de l'ordre de 7 pour cent les deux années précédentes. La production céréalière, bien qu'en légère baisse, a atteint 441 millions de tonnes, niveau qui n'a été dépassé qu'en 1996. Depuis 1994, les emblavures ont augmenté de plusieurs millions d'hectares, concentrés dans les provinces côtières.

L'agriculture fournit un peu plus du quart du PIB de l'Inde; toutefois sa production n'a augmenté que d'un peu plus de 1 pour cent en 1997 parce que les moussons ont été tardives dans certaines zones et que d'autres ont souffert de pluies intempestives. Le gouvernement a lancé la première grande vague de libéralisation du secteur agricole depuis le début des programmes de réformes: l'importation de 150 produits alimentaires a été partiellement ou complètement libéralisée et le taux maximum des droits a été ramené de 50 à 40 pour cent. L'Inde demeure une importante exportatrice nette de produits agricoles et, généralement, elle est autosuffisante en céréales vivrières. Le gouvernement commence à s'inquiéter du coût croissant des subventions, notamment dans le secteur agricole (subventions des céréales vivrières et des engrais et fortes subventions de l'eau et de l'énergie). La réduction des

Dans l'ensemble, 1997 a été une mauvaise année pour l'agriculture de la région Asie et Pacifique – malgré la croissance économique générale enregistrée dans la région.

subventions pourrait contribuer à rationaliser l'utilisation des intrants et la distribution des céréales, mais risque d'avoir de graves effets sur l'équité et d'être politiquement difficile.

Au Bangladesh, la croissance de la production agricole qui, stimulée par l'amélioration des disponibilités d'intrants et de crédit rural, avait atteint 4,5 pour cent deux années de suite, est retombée à 1 pour cent. L'agriculture fournit encore environ un tiers du PIB et les deux tiers de l'emploi. Toutefois, la production alimentaire et agricole a à peine suivi la croissance démographique pendant les années 90; plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et la malnutrition infantile et maternelle est très répandue. En outre, la compétitivité des exportations bangladaises à forte intensité de main-d'œuvre, telles que les vêtements et les aliments congelés, risque de souffrir des fortes dépréciations des monnaies des pays d'Asie du Sud-Est.

En Indonésie, la production agricole a été réduite par l'effet conjugué de la sécheresse provoquée par El Niño et de la brume sèche due aux feux de forêt, d'où une hausse du prix des vivres, encore accentuée par la dépréciation massive de la roupie. Pour combattre la sécheresse et parer à ses effets, le Gouvernement indonésien a entrepris des opérations d'ensemencement des nuages, distribué gratuitement des semences aux agriculteurs qui avaient perdu leurs récoltes de produits alimentaires (en particulier de riz) et distribué des motoculteurs pour accélérer les semailles dans les principales zones rizicoles. Malgré tout, la production de paddy, qui avait déjà beaucoup baissé en 1997, sera encore plus faible en 1998. Une assistance internationale massive est nécessaire pour parer à la pénurie de riz. Le gouvernement prévoit d'importer environ 1,5 million de tonnes, ce qui laissera encore un déficit estimé à 2 millions de tonnes.

En République populaire démocratique de Corée, après deux années successives d'inondations, l'été 1997 a été marqué par une grave sécheresse et un cyclone dévastateur; la situation alimentaire est catastrophique; la population souffre et le niveau nutritionnel est en chute libre. La production céréalière de 1997 est estimée à 3,7 millions de tonnes, contre 4,5 millions en 1996 et 5 millions en 1994. Mais ces trois catastrophes naturelles consécutives n'ont fait que révéler et aggraver les graves problèmes structurels de l'économie et de l'agriculture coréennes. La production céréalière n'a cessé de baisser après avoir culminé à 7,1 millions de tonnes en 1986.

En République démocratique populaire lao, malgré les inondations dont ont souffert certaines zones en 1997, la crois-

En République populaire démocratique de Corée, trois années de catastrophes naturelles ont accentué les graves problèmes structurels de l'économie du pays.

sance du secteur agricole – qui représente encore plus de la moitié du PIB – s'est accélérée grâce à l'amélioration des conditions météorologiques générales et à l'accroissement des incitations à la production agricole. L'agriculture de subsistance, dont l'importance est considérable, a contribué à protéger dans une certaine mesure l'économie réelle contre la crise régionale, mais la crise thaïlandaise et les inondations ont fait monter les prix agricoles.

Les graves inondations dont a souffert le Myanmar à la mi-97 ont détruit environ 1,2 million d'hectares de rizières et provoqué une hausse du prix des vivres et une inflation générale. Au début de septembre, le gouvernement a été obligé de demander une aide alimentaire d'urgence aux Nations Unies. Pour stimuler la production de riz et, si possible, les exportations, le gouvernement a remplacé son système de livraison obligatoire d'un certain contingent de paddy par un système de soumissions cachetées.

Au Népal, l'agriculture ne fournit plus qu'environ 41 pour cent du PIB, mais elle emploie quelque 80 pour cent des actifs. Une proportion importante de la population a donc profité de la croissance de 3 pour cent de la production agricole enregistrée en 1997. L'application du Plan prospectif pour l'agriculture devrait amortir les effets des conditions météorologiques défavorables du début de 1998, mais elle n'empêchera pas un ralentissement de la croissance agricole.

Au Pakistan, la croissance de la production agricole n'a pas dépassé 2 pour cent en 1997 car la productivité déjà faible a souffert des pluies intempestives et des attaques de ravageurs et virus du coton. La production de certaines des principales cultures – coton, canne et sucre et blé – a baissé. La chute de la production de coton s'est aussi traduite par une contraction des exportations. Pour améliorer les résultats de l'agriculture et réduire les importations agricoles, le gouvernement a annoncé un train de mesures d'incitation et notamment un relèvement des prix de soutien, une baisse du prix des intrants, une expansion du crédit agricole et une amélioration des réseaux d'irrigation et de drainage.

Aux Philippines, la grave sécheresse liée à El Niño et la chute du cours du peso ont fait tomber à 0,4 pour cent à peine le taux de croissance de l'agriculture. De plus, l'emploi dans l'agriculture, qui occupe environ 40 pour cent des actifs, diminuera probablement en 1998 quand les effets à retardement d'El Niño se feront sentir.

À Sri Lanka, le secteur agricole s'est rétabli en 1997 et a affiché un taux de croissance de 7 à 8 pour cent grâce à des condi-

tions météorologiques favorables. Les exportations agricoles ont un peu augmenté en volume et beaucoup plus en valeur grâce à la hausse du cours du thé et de la noix de coco.

En Thaïlande, la production agricole a aussi souffert des sécheresses dues à El Niño: elle a à peine augmenté en 1997 et la production céréalière a même diminué de quelque 3 pour cent. Grâce au dynamisme économique qui avait caractérisé la Thaïlande jusqu'au milieu de 1997, la demande de produits agricoles avait augmenté et s'était diversifiée. Par ailleurs, l'expansion avait été en partie alimentée par les exportations agricoles, en particulier de riz, de sucre, de produits halieutiques, de caoutchouc et de viande de volaille. La crise financière actuelle menace cette croissance synergique en bridant la demande intérieure et en faisant monter le prix des intrants agricoles importés. Toutefois, la dépréciation du baht pourrait améliorer la compétitivité des exportations thaïlandaises, particulièrement pour celles ayant une faible composante de produits importés.

Au Viet Nam, la riziculture, qui produit l'aliment de base de la population et qui est à la fois la principale activité agricole et une importante source de devises, a été épargnée par les pires effets d'El Niño et la production agricole a augmenté de 1,5 pour cent. Le prix du riz et des autres denrées alimentaires a baissé pendant le premier semestre de 1997, de sorte que l'inflation a ralenti.

Problèmes et perspectives de l'agriculture

Comme on l'a vu plus haut, la crise financière soudaine qui a frappé l'Asie coûte cher aux pays de la région; les plus gravement touchés sont l'Indonésie, la République de Corée, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Toute l'économie de ces pays, y compris le secteur agricole, s'en ressent. La dévaluation des monnaies et la contraction des revenus réduisent la demande d'importations. Cette même dévaluation, et l'accroissement des disponibilités exportables qui résulte de la contraction de la consommation, amélioreront la compétitivité des exportations. A l'échelle mondiale, ces effets seront probablement sensibles sur les marchés du maïs, de la viande bovine, de la farine de soja, des fruits tempérés, du coton et des cuirs et peaux, pour lesquels la demande d'importation de l'Asie diminuera probablement, ainsi que sur les exportations de fruits tropicaux et de caoutchouc en provenance de la région. Il est particulièrement difficile d'établir des prévisions chiffrées des effets de la crise car celle-ci a réduit les moyens de financement des exportations dans les pays les plus

La dévaluation des monnaies et l'accroissement des disponibilités exportables résultant de la contraction de la consommation amélioreront la compétitivité des exportations.

gravement touchés; toutefois, les pays donateurs et les institutions financières multilatérales s'efforcent d'atténuer les problèmes en fournissant des crédits à l'exportation et des prêts aux banques d'export-import des pays de la région.

Dans le secteur céréalier, ce sont principalement les céréales fourragères, en particulier le maïs, qui souffriront de la crise car on estime que la contraction de la demande de viande fera chuter la demande d'importation de quelque 2 à 3 millions de tonnes. Pour le blé, qui est un aliment de base dans la région, les importations ne diminueront pas de plus de 1 million de tonnes, ce qui aura un effet négligeable à l'échelle mondiale. La crise financière ne devrait pas non plus avoir beaucoup d'effets sur le marché mondial du riz. Toutefois, les sécheresses provoquées par El Niño pourraient entraîner une augmentation des importations de l'Indonésie, de la Malaisie et des Philippines en 1998, ce qui pourrait être profitable à la Thaïlande et peut-être au Viet Nam. Cependant, la pression à la hausse sur le prix en dollars du riz sera tempérée par la dévaluation du baht thaïlandais. Les exportations de manioc et de produits dérivés n'augmenteront sans doute pas beaucoup, les intempéries ayant réduit les excédents exportables.

C'est principalement la demande de viande, et en particulier celle de viande bovine, qui est très élastique tant par rapport au prix que par rapport au revenu, qui souffrira de la crise financière. La réduction de la demande de viande bovine dans la région pourrait être suffisante pour réduire les prix en 1998 et plus encore en 1999 si la crise se prolonge. La demande régionale de viande porcine et de volaille est en grande partie satisfaite par la production intérieure de sorte que l'on ne prévoit guère d'effets sur les marchés mondiaux. Toutefois, il pourrait y avoir une certaine redistribution en raison de la modification de la demande et de la compétitivité: ainsi, la Thaïlande a récemment gagné du terrain sur le marché brésilien de la volaille. Les échanges régionaux de viande ovine constituent eux aussi une faible proportion du total mondial et ont peu de chances d'influer sur les marchés mondiaux, si ce n'est peut-être par des effets de substitution provoqués par la modification des prix relatifs des autres viandes.

Les huiles végétales sont des aliments de base dans la région et leur consommation ne sera sans doute pas très influencée par la variation des revenus et des prix dans la région. Mais la contraction de la demande de viande entraînera probablement une réduction de celle de tourteaux et de farines d'oléagineux, qui sont d'importants aliments du bétail. La farine de

La réduction de la demande de viande bovine dans la région peut réduire les prix en 1998 et en 1999.

soja provenant des Etats-Unis ou du Brésil pourrait être en partie supplantée par de la farine chinoise ou indienne, relativement moins coûteuse. Elle pourrait aussi être remplacée par les tourteaux de coprah et de noix de palme, moins chers ou produits sur place. A l'échelle mondiale, les effets de la crise sur le commerce des farines d'oléagineux seront principalement des effets de détournement des échanges car l'amélioration de la compétitivité de l'Asie du Sud-Est ne se fera guère sentir tant que des excédents exportables n'auront pas reparu.

La baisse de la demande de produits laitiers dans la région touchera principalement les exportations australiennes et néo-zélandaises de lait en poudre. La baisse de la demande de boissons tropicales n'aura guère d'effet sur les marchés mondiaux car les cinq pays les plus touchés n'absorbent au total que 1 à 3 pour cent des importations mondiales. La demande de thé, produit dont la demande est très inélastique tant par rapport au prix que par rapport au revenu, sera très peu modifiée; en revanche, la demande de café baissera beaucoup dans la région, mais légèrement à l'échelle mondiale. On signale que la sécheresse due à El Niño a fait chuter de quelque 30 pour cent la production indonésienne de café en 1998, mais quand les conditions météorologiques seront redevenues normales, on peut s'attendre à ce que les exportations indonésiennes soient stimulées par l'amélioration de la compétitivité du pays, à condition que le financement des exportations soit rétabli. La demande de fèves de cacao destinées à la transformation devrait rester soutenue dans la région, compte tenu de l'accroissement de la compétitivité et de l'importante capacité installée.

La consommation de sucre dans les ménages est relativement peu sensible aux fluctuations des prix et des revenus, mais la demande industrielle subira les effets de la crise, ce qui se traduira par une pression à la baisse sur les prix. La production de sucre a beaucoup baissé en Thaïlande en 1997 et il est peu probable qu'elle se rétablisse complètement en 1998, de sorte que le pays ne pourra guère profiter de l'avantage compétitif résultant de la dépréciation du baht.

Les importations de fruits et légumes, dont la demande est très élastique, diminueront dans des proportions notables, notamment en ce qui concerne les fruits et légumes importés des pays tempérés. En revanche, on prévoit une augmentation des exportations de fruits tropicaux, qui pourraient évincer certaines exportations africaines et latino-américaines sur les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord.

En ce qui concerne les matières premières agricoles, on prévoit que les pays touchés par la crise réduiront leurs importations, ce qui pourrait peser sur les cours mondiaux. La chute de la demande d'automobiles a fait baisser celle de caoutchouc naturel tandis que l'offre devrait augmenter sous l'effet de l'abondance accrue de main-d'œuvre rurale, d'où une baisse du cours mondial du caoutchouc. La demande mondiale diminuera, en particulier en République de Corée, deuxième importateur mondial qui, en raison du manque de capital d'exploitation et de devises, ne pourra pas profiter de l'amélioration de compétitivité de ses produits finals.

La crise a donc eu beaucoup d'effets mineurs et quelques effets majeurs sur les marchés mondiaux. Ces effets s'accroîtront-ils? Cela dépendra de plusieurs facteurs: on ne sait pas encore très bien quelles sont l'ampleur et la profondeur réelles de la crise, ni comment évolueront les taux de change et les politiques commerciales, ni si les flux de crédit se rétabliront facilement, en particulier pour les entreprises exportant des produits transformés. L'ampleur et l'étendue de la reprise

Encadré 6

DÉCENTRALISATION FISCALE ET BUDGÉTAIRE AU PAKISTAN

Au cours des 10 dernières années, les recettes budgétaires du Pakistan étaient réparties comme suit: 89 pour cent pour le gouvernement fédéral, 5 pour cent pour les administrations provinciales et 6 pour cent pour les municipalités. Le gouvernement fédéral décaisse 74 pour cent des dépenses courantes, les administrations provinciales 23 pour cent et les municipalités 4 pour cent.

Les plus importants transferts fiscaux sont ceux du gouvernement fédéral aux administrations provinciales, viennent ensuite les transferts des administrations provinciales aux municipalités, puis ceux du gouvernement fédéral aux municipalités et enfin les transferts entre municipalités.

Une des formes les plus importantes de transferts financiers du gouvernement

fédéral aux administrations provinciales est le partage du produit des impôts perçus par le gouvernement fédéral. La part attribuée aux administrations provinciales est traditionnellement basée sur deux paramètres: population et montant des impôts perçus. En outre, les dépenses de développement des administrations provinciales sont pour l'essentiel financées par le Programme annuel de

développement du gouvernement fédéral. Quatre-vingt-dix pour cent de l'enveloppe financière de ce programme sont distribués entre les provinces au prorata de la population et 10 pour cent sont réservés aux deux provinces les moins développées, la province de la frontière du Nord-Ouest et le Bélouchistan.

Les municipalités se répartissent les recettes au prorata des montants perçus. Il n'existe actuellement aucune répartition des recettes entre les administrations provinciales et les municipalités. La deuxième différence fondamentale entre les provinces et les municipalités est que, contrairement aux premières, les municipalités n'ont pas accès aux subventions pour combler les déficits de recettes. Les subventions des provinces aux municipalités sont spécifiques et généralement destinées à financer des dépenses courantes d'éducation, de santé, etc. ; les déficits courants doivent être financés par la municipalité elle-même.

Il semble donc que, depuis une quinzaine d'années, la dépendance des provinces à l'égard du budget fédéral s'est accentuée aussi bien

pour les dépenses courantes que pour le budget de développement, tandis que les municipalités tant urbaines que rurales en sont de plus en plus réduites à leurs seules ressources pour s'acquitter de leurs obligations. La stagnation de l'aide des budgets provinciaux s'explique par la détérioration progressive de leur équilibre financier.

Les quatre provinces pakistanaises ont toutes bénéficié du système de répartition des recettes, mais de façon très inégale; les anomalies s'expliquent peut-être en partie par la rigidité de la formule de répartition des recettes et par l'exclusion de certaines considérations importantes telles que le sous-développement, la superficie urbanisée, etc.

L'observation incite à conclure que le processus de décentralisation des ressources financières et des fonctions sera incomplet tant que les relations entre les administrations provinciales et les autorités municipales ne se seront pas transformées. Le renforcement des administrations municipales est la dernière étape à franchir dans le processus de décentralisation. Sans cela, la participation des populations

à la gestion des affaires les concernant restera un objectif hors d'atteinte.

Source: Q. Masood, 1997, Design of intergovernmental fiscal relations and intersectoral finance institutions. Allocations for rural development. Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre, FAO, Rome.

Encadré 7

EXPÉRIENCE DE LA DÉCENTRALISATION FINANCIÈRE EN CHINE

Une analyse chiffrée de l'impact de la décentralisation financière sur le développement rural en Chine a été réalisée sur la base des données provenant de deux groupes d'étude. Le premier s'est penché sur la décentralisation au niveau des provinces pendant la période 1970-1993, et son étude a porté sur 28 provinces. Le second a examiné la décentralisation au niveau des cantons dans trois provinces à partir des données concernant 10 cantons de chacune des trois provinces pour la période allant de 1970 à 1995. Les principales conclusions sont les suivantes:

- La décentralisation financière s'est traduite par une réduction des recettes budgétaires des administrations cantonales et par un accroissement de celles des administrations provinciales. Pourtant, la décentralisation politique et l'adoption du système de responsabilité des ménages avaient entravé la perception des impôts tant par les administrations provinciales que par les administrations cantonales.
- La décentralisation financière a stimulé la croissance

économique au niveau des cantons mais non au niveau des provinces. Au niveau des cantons, on a constaté une corrélation positive, mais non significative, entre la décentralisation financière et le revenu total, et une corrélation positive et significative avec le revenu agricole. Cela semble indiquer que pour stimuler efficacement la croissance économique, les ressources financières et les pouvoirs décisionnels doivent être décentralisés au niveau des administrations cantonales et que la décentralisation au niveau des provinces ne suffit pas. Il faut dire que beaucoup de provinces chinoises sont plus grandes que bien des pays; les gouvernements provinciaux peuvent donc ne pas très bien connaître les besoins locaux et ne pas y être très sensibles. En outre, en raison des distorsions de prix et du rôle important du gouvernement dans l'investissement, un accroissement de l'autonomie risque d'encourager les administrations provinciales à investir dans des secteurs d'activité faisant double emploi, à protéger les

industries de la province et à sous-investir dans les projets agricoles.

- La décentralisation politique et le système de responsabilité des ménages ont un effet positif sur la croissance économique au niveau des cantons. Tant la décentralisation politique que le système de responsabilité des ménages donnent aux agents privés plus de possibilités d'initiative, ce qui stimule la croissance.
- Sauf en ce qui concerne le taux d'inscription dans les écoles secondaires au niveau provincial, la décentralisation financière n'a pas beaucoup d'effets sur les divers indicateurs du développement général et du développement rural aux niveaux de la province et du canton.
- On a observé une corrélation positive entre le système de responsabilité des ménages et le nombre de médecins et d'infirmiers au niveau des provinces. Aucune autre mesure de décentralisation n'a eu d'effets positifs significatifs sur les indicateurs de développement aux niveaux de la province et du canton.

Ces résultats semblent indiquer que si la décentralisation a eu un effet positif sur la croissance économique, cet effet ne s'est pas étendu aux autres aspects du développement.

En conclusion, l'étude dégage les enseignements à tirer de l'expérience chinoise en matière de décentralisation. Pour que celle-ci ait les effets

voulus sur le développement en Chine, il est nécessaire de réformer le rôle du gouvernement dans l'économie. Le fait que l'Etat possède et gère des entreprises à but lucratif n'est pas un facteur de succès de la décentralisation, contrairement à un effort accru pour produire des biens publics. Enfin, pour être vraiment efficace, la

décentralisation doit atteindre l'échelon administratif de base; à savoir en Chine, le canton.

Source: Lin Justin, Zhiqiang Liu et Faming Zhong, 1997, Fiscal decentralization and rural development in China, Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.

varieront d'un pays à l'autre. Quoi qu'il en soit, on peut espérer que la croissance économique future sera basée sur des fondements institutionnels plus solides.

Décentralisation fiscale et budgétaire

Plusieurs pays d'Asie, à l'instar de pays d'autres régions, ont entrepris de s'appuyer sur la décentralisation pour stimuler le développement régional et rural. L'expérience montre que si les résultats de ces efforts ont souvent été décevants, c'est dans bien des cas faute d'une décentralisation financière à l'appui de la décentralisation des responsabilités au niveau régional et local. Il est intéressant à cet égard d'examiner deux expériences différentes de décentralisation financière, celle du Pakistan et celle de la Chine (voir encadrés 6 et 7).

Dans le cas de la République populaire de Chine, on dispose également de nombreuses données illustrant spécifiquement l'impact de la décentralisation financière sur le développement rural. Beaucoup de réformes allant dans le sens de la décentralisation ont été entreprises dans ce pays depuis 1979, notamment dans le domaine fiscal et budgétaire: les arrangements financiers entre le gouvernement et les entreprises d'Etat, ainsi qu'entre le gouvernement central et les administrations locales, ont été réformés. L'impact de la décentralisation financière et des autres réformes sur le développement rural a fait l'objet d'une étude empirique¹⁰. Les principales conclusions de l'étude sont récapitulées dans l'encadré 7.



MALAISIE

Géographie et population

La Malaisie est un pays très contrasté, tant dans sa géographie que dans sa population. Elle a une superficie émergée de 32 millions d'hectares, répartis entre la péninsule méridionale de l'Asie du Sud-Est (Malaisie occidentale) et les États de Sarawak et de Sabah (Malaisie orientale), situés sur l'île de Bornéo, dans la mer de Chine méridionale. Environ 70 pour cent des terres sont boisées; le pays est très montagneux et seule une très petite partie des terres portent des cultures irriguées. La Malaisie a un climat équatorial; elle est très arrosée pendant les deux moussons. Les pays voisins sont la Thaïlande, limitrophe de la Malaisie au nord, Singapour, en face de la pointe méridionale de la Malaisie occidentale et l'État indonésien de Bornéo.

Carte 6

MALAISIE



Son emplacement lui a valu une grande diversité ethnique, religieuse et culturelle. Au milieu de 1996¹¹, elle comptait 21,2 millions d'habitants, dont 12 millions de Malais, 5,3 millions de Chinois et 1,5 million d'Indiens. La population comprend environ 1,3 million de travailleurs migrants provenant, pour la plupart, des pays voisins d'Asie du Sud-Est.

Aperçu historique du développement économique

La Malaisie est un des pays qui, au cours des trois dernières décennies, ont donné au monde l'image d'un miracle économique. En 1970, le PIB ne dépassait pas 1 049 ringgit (342 dollars EU); en 1997, il était de 11 303 ringgit (4 316 dollars)¹². Cette croissance économique phénoménale s'est accompagnée d'une forte baisse du taux de paupérisme, qui est passé de 38 pour cent en 1970 à 15 pour cent en 1995¹³. La pauvreté absolue ne touchait que 2,1 pour cent de la population, tandis que 88 pour cent environ des ménages urbains et 72 pour cent des ménages ruraux étaient raccordés au réseau électrique. Les deux tiers au moins des ménages ruraux et 96 pour cent des ménages urbains avaient accès à des services tels que l'eau potable, les soins de santé et l'éducation.

Cette réussite économique doit beaucoup à une série de décisions de politique économique, telle la politique économique lancée en 1971 en vue d'éradiquer le paupérisme dans tous les groupes de population et d'apaiser les tensions ethniques en réduisant les discriminations dans l'emploi. La nouvelle politique avait pour objectifs d'accroître la productivité des ruraux en favorisant l'adoption de techniques modernes et en améliorant les équipements; de faciliter la mobilité intersectorielle de la main-d'œuvre par l'éducation et la formation et de fournir des services sociaux subventionnés aux groupes à faible revenu¹⁴. Enfin, la Malaisie a abandonné sa politique de remplacement des importations au profit d'une stratégie de développement des exportations traditionnelles – caoutchouc, pétrole, étain, huile de palme, cacao, produits forestiers et poivre. Des mesures d'incitation fiscale ont été mises en place pour stimuler l'investissement dans les principaux secteurs d'exportation et le développement des industries d'aval qui devraient permettre d'exporter davantage de valeur ajoutée.

Cette politique a permis d'atteindre les grands objectifs microéconomiques. Depuis 1971, les revenus et les salaires ont augmenté, les prix se sont stabilisés, les taux d'épargne et d'investissement sont élevés, l'économie est de plus en plus

orientée vers le secteur manufacturier et les services, les échanges ont augmenté et les exportations se sont diversifiées. Les taux élevés de croissance économique – 6,7 pour cent en moyenne par an entre 1970 et 1990 et plus de 8 pour cent par an entre 1990 et 1996 – n'ont pas eu d'effets inflationnistes. La hausse des prix n'a pas dépassé 3 pour cent par an depuis 1980, ce qui est bien moins que dans beaucoup d'autres pays en expansion rapide. La crise financière de 1997 a fait monter les prix du fait que les importations sont devenues plus chères. Malgré tout, des observateurs privés estiment que la hausse des prix à la consommation sera limitée à 7,5 pour cent en 1998 et à moins de 5 pour cent en 1999¹.

Le tableau 5 fait apparaître la transformation structurelle de l'économie malaisienne entre 1970 et 1995, période pendant laquelle la part de l'agriculture dans le PIB est tombée de 29,9 pour cent à 13,6 pour cent. Le taux de croissance de l'agriculture a pourtant atteint 4 pour cent entre 1970 et 1990 et a encore été de 2 pour cent pendant les années 90, mais l'expansion a été encore beaucoup plus rapide dans les autres secteurs – industries manufacturières, secteur financier, transports et communications, services publics, qui ont contribué pour beaucoup au PIB de 1995.

Deux décennies de croissance dynamique ont mis à dure épreuve les ressources productives et ont créé une certaine tension sur le marché du travail, d'où une hausse du coût réel de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée et une délocalisation de certaines activités manufacturières dans les pays voisins où le coût du travail est moins élevé. La rotation de la main-d'œuvre est rapide, du fait que les travailleurs sont pressés de quitter leur emploi pour un autre mieux payé: avant la crise financière, les salaires moyens augmentaient plus vite que la productivité. L'agriculture, le bâtiment et les services

Depuis 1971, en Malaisie, les revenus et les salaires ont augmenté, les prix se sont stabilisés, les taux d'épargne et d'investissement sont élevés, l'économie est de plus en plus orientée vers le secteur manufacturier et les services, les échanges ont augmenté et les exportations se sont diversifiées.

Tableau 5

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR SECTEUR¹

Secteur	1970		1980		1990	
	(millions de ringgit)	(%)	(millions de ringgit)	(%)	(millions de ringgit)	(%)
Agriculture, forêts, élevage et pêche	5 949	29,9	14 829	18,7	16 406	13,6
Industrie	6 423	32,2	33 368	42,2	83 289	69,2
Services	7 507	37,7	31 954	40,4	50 358	41,9
PIB au coût des facteurs	19 929		79 103		120 316	

¹ Aux prix de 1978.

La hausse des salaires et la compétitivité des produits malaisiens sur les marchés internationaux s'est érodée.

domestiques sont les secteurs qui ont le plus souffert de la pénurie de travailleurs non qualifiés face à une demande en plein essor se traduisant par un afflux de travailleurs étrangers provenant d'Indonésie, du Bangladesh et des Philippines. En 1995, la Malaisie a délivré 650 000 permis de travail¹⁶, mais on estime qu'il y avait autant de travailleurs étrangers clandestins dans le pays¹⁷.

La hausse des salaires dans certaines branches d'activité s'est répercutée sur les autres secteurs et la compétitivité des produits malaisiens sur les marchés internationaux s'est érodée. La pénurie de main-d'œuvre et l'augmentation des coûts ont finalement obligé certaines industries à délocaliser leurs activités manufacturières dans des pays voisins tels que l'Indonésie et les Philippines, plus riches en main-d'œuvre peu coûteuse. La dévaluation récente a temporairement amorti la hausse des coûts dans certains de ces secteurs. Mais la dévaluation du ringgit n'a pas amélioré le change avec les devises des pays à bas salaire, sauf avec le renminghi chinois; le change du ringgit s'est maintenu avec le baht thaïlandais et le peso philippin et a encore beaucoup augmenté avec la roupie indonésienne.

La Malaisie, autrefois fournisseur à bas coût de produits manufacturés de base à forte intensité de main-d'œuvre, est devenue un pays qui développe son capital humain et son potentiel technique pour produire des biens et services à plus forte valeur ajoutée.

Structure de l'agriculture malaisienne

L'agriculture au sens large comprend: les cultures de plantation, les cultures vivrières, l'élevage, la pêche et la foresterie. Le tableau 6 indique la valeur ajoutée dans chacun de ces grands secteurs pendant la première moitié des années 90. Les plantations dominent la production agricole: 57 pour cent de la valeur ajoutée dans l'agriculture en 1995. Elles fournissent en particulier les trois grands produits d'exportation: caoutchouc, huile de palme et cacao. L'huile de palme est le plus important de ces produits et le seul des trois pour lequel la valeur ajoutée ait augmenté pendant la période à l'examen.

Les produits alimentaires ont représenté 21 pour cent de la valeur ajoutée dans l'agriculture en 1995; les produits de pêche se classent en tête, suivis par les produits animaux et le riz. Tous ont marqué une progression au cours de la période envisagée. Au contraire, la valeur ajoutée dans le secteur forestier, mesurée par la production de grumes, a baissé en moyenne de 4 pour cent par an. Les cultures diverses: tabac, ananas, les fruits et légumes, sagou, etc., ne représentent que 10 pour

Tableau 6

VALEUR AJOUTÉE DANS L'AGRICULTURE, 1990-1995¹

	1990	1995	Ventilation en 1995 (%)	Taux de croissance annuel (%)
	(millions de ringgit)			
Produits des cultures de plantation	8 585	9 365	57,1	1,7
Caoutchouc	2 043	1 745	10,6	-3,1
Huile de palme	5 312	6 801	41,4	5,1
Cacao	1 230	819	5,0	-7,8
Produits alimentaires	2 738	3 502	21,3	4,9
Riz (paddy)	600	666	4,1	2,1
Produits animaux	604	838	5,1	6,8
Produits de la pêche	1 534	1 998	12,2	3,7
Foresterie (grumes de sciage)	2 315	1 876	11,4	-4,1
Divers	1 189	1 663	10,1	6,7
Total	14 827	16 406	100,0	2,0

¹ Aux prix de 1978

Source: Gouvernement de la Malaisie, Unité de planification économique, 1991 et 1996. Sixth Malaysia Plan, 1991-1995 et Seventh Malaysia Plan, 1996-2000. Perencanaan Nasional Malaysia Berhad, Kuala Lumpur.

cent de la valeur ajoutée dans l'agriculture; c'est pour ce groupe de produits que la progression a été le plus rapide au cours de la période examinée.

Cultures de plantation: palmier à huile, hévéa et cacaoyer¹⁸

La figure 28 fait apparaître l'évolution des plantations des trois grandes cultures permanentes depuis 1980. Les chiffres sont ventilés entre les grandes plantations industrielles et les petites exploitations. Les différences entre les deux régimes de production sont exposées à la section Politiques d'allocation des terres, p. 166. La superficie des plantations est passée de 3 à 4,3 millions d'hectares entre 1980 et 1990, mais l'expansion a ralenti pendant les années 90 car il n'y avait plus guère de terres à mettre en culture. En 1995, la superficie totale des plantations ne dépassait pas 4,5 millions d'hectares. La superficie des palmeraies a doublé pendant les années 80 et a continué à augmenter au même rythme pendant la première moitié des années 90. Le ralentissement de la croissance de la superficie totale des plantations est dû à la réduction des superficies plantées en hévéas et cacaoyers.

Le palmier à huile occupe environ le tiers des terres cultivées en Malaisie: 1,9 million d'hectares sur la péninsule et 600 000 ha au Sabah et au Sarawak. Mais l'expansion des palmeraies est concentrée en Malaisie orientale car il reste très

La superficie des plantations de cultures permanentes a ralenti pendant les années 90 car il n'y avait plus guère de terres à mettre en culture.

La Malaisie est le plus gros producteur et exportateur d'huile de palme.

peu de terres à mettre en exploitation en Malaisie péninsulaire. La production d'huile de palme brute a atteint 7,8 millions de tonnes en 1995, soit 51 pour cent du total mondial et 8,3 pour cent de la production mondiale de matières grasses. La Malaisie est le plus gros producteur et exportateur d'huile de palme: ses exportations représentent quelque 65 pour cent des échanges mondiaux de ce produit. Les exportations d'huile de palme et de produits dérivés lui ont rapporté près de 13 milliards de ringgit en 1995.

Le développement rapide de l'huile de palme est dû aux conditions agro-écologiques favorables et à la hausse du prix relatif de l'huile de palme par rapport aux autres produits d'exportation. Le climat a permis au palmier à l'huile, provenant d'Afrique orientale et des régions tropicales du continent américain (son habitat naturel), de s'adapter facilement. Ces conditions favorables, jointes au dynamisme de la demande mondiale de matières grasses depuis deux décennies, ont créé une très forte incitation économique à développer la production.

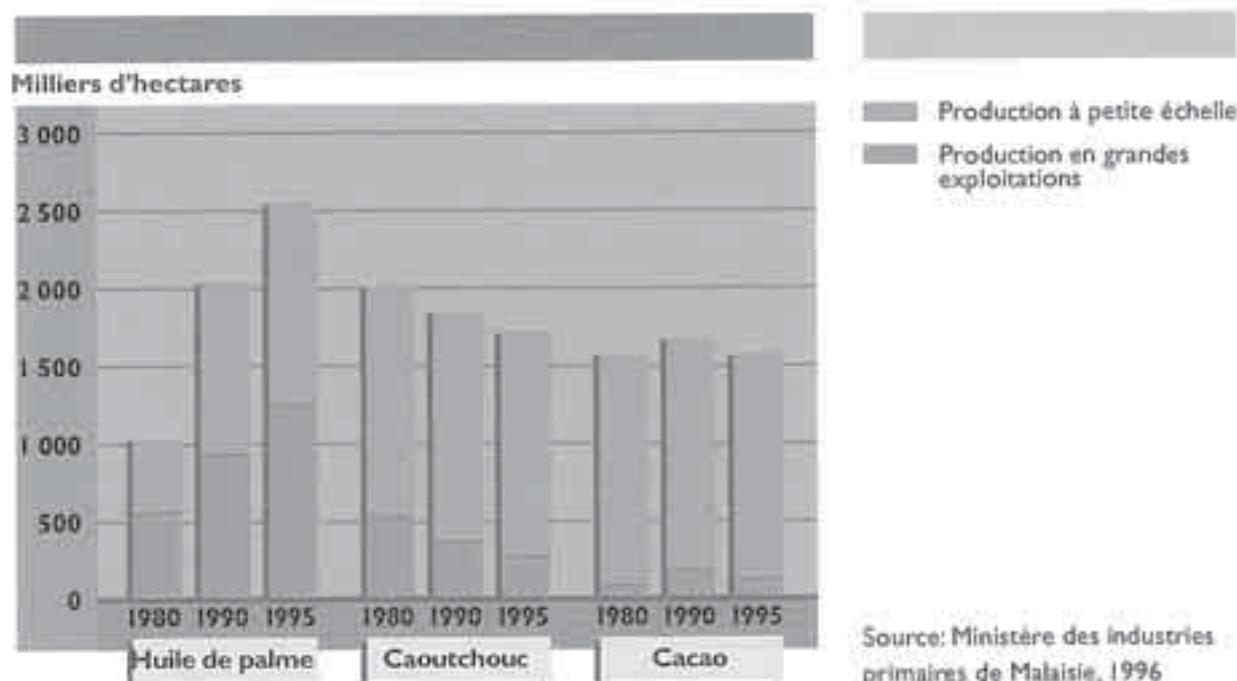
La réussite du palmier à l'huile contraste avec l'évolution des deux autres principales cultures de plantation, l'hévéa et le cacaoyer. La production de caoutchouc naturel, qui avait culminé à 1,6 million de tonnes en 1976, était tombée à 1,1 million de tonnes en 1995. Les grandes plantations ont particulièrement souffert de la hausse du coût de la main-d'œuvre et certaines ont été converties en palmeraies, plus rentables. La figure 28 fait apparaître la réduction de la superficie des grandes plantations d'hévéas. La superficie occupée par les hévéas dans les petites exploitations a moins diminué car cette spéculation convient bien aux petits agriculteurs, qui peuvent utiliser une partie de la main-d'œuvre familiale pour saigner et entretenir les hévéas et se consacrer à plein temps à d'autres activités. La production de caoutchouc reste néanmoins une importante activité économique: les exportations ont encore rapporté plus de 4 milliards de ringgit en 1995. La conversion des plantations d'hévéas se poursuivra probablement mais il y a beaucoup de terres qui ne sont pas adaptées aux autres cultures et sur lesquelles l'hévéa restera l'option la plus rentable.

Même si la conversion des plantations d'hévéas se poursuit, il y a beaucoup de terres qui ne sont pas adaptées aux autres cultures et sur lesquelles l'hévéa restera l'option la plus rentable.

Le cacao reste, avec ses produits dérivés, le troisième des produits agricoles d'exportation: en 1996, il a rapporté 594 millions de ringgit. Il était une des cultures sur lesquelles misait la stratégie de diversification adoptée pendant les années 70, quand la chute du cours du caoutchouc et de l'huile de palme a incité le gouvernement à chercher des moyens d'accroître les recettes des producteurs et surtout des petits exploitants. Depuis 1990, la chute du cours mondial du cacao,

Figure 28

TERRES CONSACRÉES AUX CULTURES PÉRENNES EN MALAISIE



la hausse du coût de la main-d'œuvre et les attaques du borer, qui ont fait baisser les rendements, ont provoqué une réduction de la superficie plantée en cacaoyers. En 1996, la production, qui avait culminé à 247 000 tonnes en 1990¹⁰, était tombée à 120 000 tonnes (équivalent fèves sèches). Soixante dix pour cent de la production cacaoyère de la Malaisie proviennent du Sabah.

Cadre politique

L'expansion du secteur des cultures de plantation a été influencée par les politiques adoptées dans trois domaines: allocation des terres, commerce et, plus récemment, immigration, exposés à la section Main-d'œuvre, p.170.

Politique d'allocation des terres. Les trois grandes cultures de plantation de la Malaisie – palmier à huile, hévéa et cacaoyer – sont réparties entre le sous-secteur des grandes plantations industrielles et celui des petites exploitations. Les petits exploitants peuvent être des producteurs indépendants ou des participants aux programmes publics de mise en valeur des terres.

Pour les petits exploitants, l'activité agricole est souvent une activité complémentaire à temps partiel, qu'ils réduisent ou abandonnent quand les prix sont bas.

Les grandes plantations, appartenant pour la plupart au secteur privé, emploient une main-d'œuvre salariée, souvent étrangère, et des techniques modernes; elles détiennent souvent une partie du capital des industries d'aval. Beaucoup sont des sociétés par actions.

Pour les petits exploitants, l'activité agricole est souvent une activité complémentaire à temps partiel, qu'ils réduisent ou abandonnent quand les prix sont bas. Les rendements des petites exploitations sont donc relativement sensibles à la conjoncture économique.

Quoi qu'il en soit, même quand les prix sont bons, les rendements sont bien moins élevés dans les petites exploitations que dans les grandes plantations: ils sont de 40 pour cent inférieurs pour le latex et de 30 pour cent pour l'huile de palme. Cet écart de rendement est une cause de préoccupation pour

Encadré 8

PROGRAMMES MALAISIENS DE DISTRIBUTION DE TERRES

Depuis qu'elle a accédé à l'indépendance, en 1957, la Malaisie a utilisé ses ressources relativement abondantes en terres inexploitées comme moyen pour redistribuer des revenus et améliorer la protection sociale des ruraux pauvres. Les programmes de distribution de terres visaient à permettre aux agriculteurs pauvres de gagner de l'argent en produisant des cultures de rente – hévéa, palmier à l'huile et plus tard cacaoyer – pour l'exportation plutôt que des cultures de subsistance.

Il y a trois grands programmes de distribution

de terres qui relèvent respectivement de l'Office fédéral de mise en valeur des terres (FELDA), de l'Office de développement des petites plantations d'hévéas (RISDA) et de l'Office fédéral de remembrement et de remise en état des terres (FELCRA). Ces trois programmes visent tous fondamentalement à stimuler la production de cultures d'exportation, à établir des ménages ruraux pauvres sur des terres inexploitées et à mettre en place des unités de production rentables en créant des liens entre les petits exploitants

Le FELDA est le plus grand et le plus ancien des programmes de colonisation agraire. Lancé en 1956, il couvre maintenant 883 000 ha et fait vivre 109 000 ménages. Le palmier à huile occupe 76 pour cent des terres, l'hévéa 18 pour cent, le reste étant utilisé pour produire de la canne à sucre, du cacao et d'autres produits mineurs.

Pour établir une colonie agraire, on commence par identifier un terrain approprié d'environ 2 000 ha pour y établir 400 familles. C'est la taille nécessaire pour justifier la mise en place de certains

le gouvernement, dont l'aide sous forme de programmes de colonisation agraire (encadré 8) et de services de vulgarisation est destinée presque exclusivement au secteur des petites exploitations. D'autres aides, telles que les subventions pour le renouvellement des plantations et les prêts publics, sont accessibles à tous les producteurs, mais sont plus généreuses pour les petits exploitants. La différence de productivité entre les grandes plantations et les petites exploitations continue à préoccuper les dirigeants, d'autant plus qu'une bonne partie des petites exploitations font partie des programmes publics de mise en valeur des terres.

La Malaisie connaissant une ère de récession, l'économie souffre plus qu'avant du manque à gagner dû à la stagnation des rendements dans les petites exploitations. Mais beaucoup de petits exploitants qui avaient réduit leurs activités agricoles

services ruraux essentiels (dispensaire, école, poste de police) ainsi que le développement d'un réseau de routes rurales, d'électricité et d'adduction d'eau. Les colons doivent avoir entre 21 et 45 ans, être mariés, et de préférence avoir des enfants; ils ne doivent pas disposer de terres, ils doivent être en bonne santé et ils doivent avoir une expérience de l'agriculture. Le FELDA passe contrat avec un entrepreneur qui doit défricher la terre et planter les arbres; une clause du contrat l'oblige souvent à employer les colons pour une partie du travail. Les colons reçoivent une indemnité de subsistance en attendant que les arbres arrivent à maturité – il faut en général trois ou quatre ans,

quand les plantations deviennent productives, une parcelle de 4 ha est attribuée à chaque colon.

Les colons travaillent normalement en équipe: les travaux d'entretien et de récolte se font en commun pour un groupe d'exploitations. Les recettes de chaque colon sont donc fonction à la fois du travail de l'équipe et de la productivité de sa propre parcelle. Chaque colon est tenu de consacrer une partie de ses gains au remboursement d'un prêt de 15 ans qui a servi à financer la mise en place du projet. Une fois le remboursement terminé, les colons reçoivent le titre de propriété de la terre.

Les programmes de distribution de terres

connaissent actuellement trois problèmes:

- Comme il n'y a plus de terres disponibles en Malaisie péninsulaire, les nouveaux projets de mise en valeur sont concentrés au Sabah et, dans une moindre mesure, au Sarawak.
- Les coûts administratifs des offices sont très élevés. Selon une estimation, il y aurait un agent administratif du FELDA pour 12 familles de colons.
- Maintenant qu'il est possible de trouver du travail ailleurs, les programmes agraires n'attirent plus de colons.

T.S. Balrin. 1988. Land settlement in Malaysia: a case study of the Federal Land Development Authority Projects. In A.S. Oberai, ed. Land settlement policies and population redistribution in developing countries. Praeger, New York.

pensant gagner davantage ailleurs reviendront sans doute à la terre pour diversifier leurs sources de revenus, la meilleure façon probablement de se protéger des contrecoups du déclin économique.

Les grandes plantations ont été les premières à remplacer les hévéas et les cacaoyers par des palmiers à l'huile au début des années 90. Le retard des petits exploitants tient peut-être à la rigidité des programmes agraires fédéraux, qui empêche les petits exploitants de prendre des initiatives sans l'agrément des autres participants au projet. Que cela tienne ou non aux incitations différentes, la part des petites exploitations dans les superficies plantées en hévéas et cacaoyers augmente depuis 15 ans. De plus en plus de propriétaires de grandes plantations se sont reconvertis à d'autres activités telles que l'industrie ou le tourisme. Les gros propriétaires ont plus de possibilités de choix entre diverses possibilités d'investissement. Enfin, à la différence du secteur des petites exploitations, les grandes plantations ont dû laisser en friche environ 1 million d'hectares, soit 5 pour cent des terres cultivables, faute de pouvoir attirer suffisamment de main-d'œuvre salariée.

Politiques commerciales. L'huile de palme est le deuxième produit d'exportation de la Malaisie, après les produits de l'industrie mécanique et elle lui rapporte 7 pour cent de ses recettes d'exportation. Elle est assujettie à des taxes d'exportation depuis que la Malaisie a commencé à en faire commerce, il y a 50 ans. Pendant les années 50 et 60, cette taxe était perçue à un taux *ad valorem* uniforme, qui a varié de 5 à 7,5 pour cent, mais pendant les années 70, la structure de la taxe a été modifiée pour favoriser le développement des industries d'aval. Le taux de la taxe a été relevé pour l'huile de palme brute et un taux dégressif a été établi pour chaque degré d'ouvrison. En 1997, la Malaisie n'exportait pratiquement plus d'huile brute. Au départ, les huileries ont eu une réaction excessive à ces incitations et ont mis en place une énorme surcapacité d'extraction et de raffinage dans le milieu des années 80, ce qui a réduit leurs marges bénéficiaires. La fermeture de certaines huileries et l'augmentation graduelle de la production à mesure que la superficie des palmeraies s'accroissait ont en partie résolu ce problème.

La production d'huile de palme a aussi été stimulée par la faculté laissée aux planteurs d'utiliser les subventions à la rénovation des plantations d'hévéas pour planter des palmiers. La subvention de la replantation de palmiers à huile s'élevait à 4 447 ringgit (1 710 dollars) par hectare pour les

exploitations de moins de 4,05 ha et à 3 459 ringgit (1 530 dollars) par hectare pour les exploitations plus grandes.

La politique commerciale appliquée au caoutchouc est à bien des égards identique au régime de l'huile de palme. L'hévéa est la plus ancienne culture d'exportation de la Malaisie. La politique du caoutchouc remonte à l'époque de l'administration coloniale britannique, au début du siècle. Une taxe sur les exportations de caoutchouc, introduite en 1907, est restée en vigueur jusqu'en 1991, date à laquelle elle a été supprimée pour alléger la charge fiscale qui pesait sur ce secteur qui commençait déjà à décliner.

L'hévéa est rentable pendant 25 ans: après quoi, la production de latex commence à diminuer. Pour encourager le remplacement des arbres surannés par des variétés nouvelles, le gouvernement subventionne la rénovation des plantations. Ces subventions, dont peuvent bénéficier aussi bien les petits exploitants que les grandes plantations, sont censées financer le coût de la replantation et une partie du manque à gagner que subissent les agriculteurs en attendant que les nouveaux arbres deviennent productifs (il faut de quatre à sept ans). En 1995, la subvention s'élevait à 6 177 ringgit (2 875 dollars) par hectare pour les exploitations de moins de 4,05 ha et à 4 200 ringgit (1 615 dollars) pour les grandes exploitations. En cas de conversion à d'autres cultures, la subvention était moins élevée.

La subvention des replantations et les primes octroyées pour la recherche sur le caoutchouc sont financées par un droit perçu sur chaque kilo de caoutchouc exporté, qui a été maintenu après la suppression du droit d'exportation. Le produit de ce droit est géré par l'Office de développement des petites plantations d'hévéas (RISDA).

Jusqu'en 1994, la Malaisie appliquait une politique de protection du secteur cacaoyer contre les importations. L'expan-

Entretien des palmiers dans une plantation

Les palmiers produisent de nombreux produits exportables, notamment l'huile de palme dont la Malaisie est le plus grand exportateur.



G. BIZZANI/FRAO/19876

sion rapide de la production de cacao observée pendant les années 80 a été en partie due aux mesures de soutien (subvention des petites exploitations et droit de douane de 15 pour cent). Le droit de douane a été supprimé en 1994 de façon à faciliter l'importation de fèves de cacao destinées à être mélangées aux fèves malaisiennes pour améliorer la saveur du chocolat. Cette mesure devait stimuler les industries d'aval traitant les fèves de cacao.

Le gouvernement a également promulgué des règlements, et notamment l'obligation de classer les fèves pour garantir leur normalisation et leur qualité. Ces mesures faciliteront le développement d'une niche commerciale pour les fèves de cacao malaisiennes. Celles-ci donnent un beurre de cacao dont la température de fusion est plus élevée que celle du beurre de cacao provenant de fèves d'autres origines. On espère que cette mesure aidera l'industrie à rester compétitive sur le marché international.

Une diminution constante de la population active dans l'aquaculture s'est traduite par une pénurie de main-d'œuvre sectorielle en Malaisie.

Main-d'œuvre. Le manque de main-d'œuvre a été un facteur limitant l'expansion des cultures de plantation en Malaisie. La population active dans l'agriculture diminue, ce qui est une conséquence normale du processus de développement. Alors que l'agriculture employait 26 pour cent de la population en 1990, cette proportion était tombée à 18 pour cent en 1995.

Entre 1980 et 1995, 20 pour cent des ruraux ont migré en ville et, en 1995, 55 pour cent de la population était urbanisée pensant trouver des emplois mieux payés hors de l'agriculture. Pendant la majeure partie de la période de transformation, les salaires réels du secteur agricole plafonnaient. En raison des pressions croissantes, les plantations d'hévéas et de palmiers à huile ont finalement augmenté les salaires de 30 pour cent en 1995, mais c'était trop peu et trop tard pour susciter un retour à la terre des jeunes travailleurs²⁰. Pour réduire les besoins de main-d'œuvre, le secteur des plantations s'est mécanisé et a fait un effort de remembrement.

Face à cette situation du marché du travail, la politique d'immigration est décisive pour le secteur des plantations. L'agriculture emploie au moins 250 000 travailleurs étrangers titulaires de permis de travail, soit environ un tiers des travailleurs étrangers légaux en Malaisie. Il est probable que beaucoup de travailleurs clandestins sont employés dans les plantations, mais leur nombre n'est pas connu. La modification du régime d'immigration ou l'application plus stricte du régime existant pourrait réduire les disponibilités de main-d'œuvre étrangère pour les plantations et faire monter encore les salaires.

Le problème de la main-d'œuvre est un des plus graves de ceux qui se posent au sous-secteur des cultures de plantation. L'hévéa, le palmier à huile et le cacaoyer sont des cultures à forte intensité de main-d'œuvre. Le coût du travail représente 40 à 60 pour cent du coût total de production et est aussi très important dans la production des cultures annuelles. L'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère peu coûteuse freine la hausse des salaires, ce qui permet aux plantations de rester compétitives avec leurs pratiques de production actuelles. Mais les bas salaires n'incitent pas à mettre au point et adopter des techniques et du matériel peu exigeants en main-d'œuvre. C'est un dilemme pour les responsables des politiques sectorielles et macroéconomiques. Les producteurs et le gouvernement craignent que les possibilités d'accroître la productivité du travail ne soient limitées, surtout à court terme, et qu'un régime plus restrictif de l'emploi des travailleurs étrangers ne serve qu'à déplacer la production vers d'autres pays.

Le problème de la main-d'œuvre ne se présente pas tout à fait de la même façon dans le secteur des petites exploitations, dont beaucoup font partie des programmes de colonisation agraire mis en place dans le cadre de la politique sociale du gouvernement pour combattre le paupérisme rural. Ces programmes ont été très efficaces en ce sens qu'ils ont permis de mettre en culture de nouvelles terres, de redistribuer des revenus et de fournir des services publics aux ruraux pauvres. Mais, maintenant que beaucoup de travailleurs se réorientent vers des activités non agricoles plus rentables, seuls les travailleurs vieillissants restent dans les colonies agraires. En 1990, un tiers des chefs de famille agricoles avaient plus de 55 ans et les deux tiers plus de 46.

Les deux principaux programmes de colonisation agraire, le FELDA et le RISDA, nécessitent déjà des réformes parce que la bureaucratie est devenue trop lourde pour le nombre de colons. En outre, les motifs qui avaient inspiré leur création ont perdu leur actualité dans une économie qui manque de main-d'œuvre et de nouvelles terres à mettre en valeur. Dans la situation actuelle, il semble que les programmes de colonisation agraire aient atteint leurs objectifs initiaux. Des réformes sont envisagées mais, à cause de la crise économique, le gouvernement aura du mal à réduire le personnel administratif tant que la conjoncture ne se sera pas améliorée.

La crise économique a aggravé le problème de la main-d'œuvre car le gouvernement, inquiet des licenciements massifs, s'est efforcé de réduire le nombre de travailleurs étran-

gers alors que, stimulés par la forte demande sur les marchés d'exportation, les producteurs d'huile de palme s'efforcent d'accroître la production pour profiter des cours mondiaux élevés. L'impact de la crise financière sur les autres secteurs pourrait atténuer du moins temporairement les problèmes de main-d'œuvre dans l'agriculture.

La montée du cours de l'huile de palme pourrait contribuer à retenir des travailleurs dans le secteur des petites exploitations si les salaires relatifs continuent aussi à augmenter. Le coût d'opportunité de l'abandon de l'agriculture a augmenté ces derniers temps du fait que les prix agricoles ont monté et que l'offre d'emploi dans les autres secteurs a diminué. Mais ceux qui restent dans l'agriculture constituent une population vieillissante et même si les prix agricoles remontent, il est peu probable que beaucoup de travailleurs qui se sont établis ailleurs retournent à la terre. Même si la crise financière dure encore deux ou trois ans, elle ne fera au mieux que freiner temporairement le déclin à long terme de la population active dans l'agriculture.

Forêts

La foresterie est traditionnellement une des principales sources de revenus, de recettes d'exportation et d'emplois dans le secteur agricole malaisien. Le prix du bois sur pied et les taxes sur les produits forestiers ont été et demeurent une des principales sources de recettes pour les budgets des

Etats, surtout dans les Etats très boisés tel le Sarawak. En 1990, les grumes de sciage ont été

à l'origine de 2,3 milliards de ringgit de valeur ajoutée (aux prix de 1978), soit 15,6 pour

cent de la valeur ajoutée dans le secteur agricole, se classant juste après l'huile de

palme. La part de la foresterie dans la valeur ajoutée diminue depuis 1997.

On prévoyait l'an dernier une augmentation de 3,4 pour cent de la production à cause de la levée partielle de

l'interdiction d'exporter des grumes non traitées et de l'expansion de la

capacité de transformation.

La Malaisie est le premier producteur mondial de grumes de bois tropicaux. En 1992,

dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, elle possédait 18,5 millions d'hectares de forêt,

dont 5,5 millions en Malaisie péninsulaire, 4,2 millions au



Sabah et 8,8 millions au Sarawak. C'est au Sarawak que se trouve la plus grande superficie forestière, mais l'infrastructure est insuffisante et les coûts d'exploitation sont bien plus élevés que sur la péninsule. Toutefois, 55 pour cent de l'accroissement rapide de la production viennent du Sarawak; le gouvernement s'inquiète de ce que les titulaires de concessions ne replantent pas toujours après la coupe.

Les forêts sont classées en trois catégories: forêts d'Etat, domaine forestier permanent et parcs et réserves. L'exploitation est interdite dans les 1,4 million d'hectares de parcs, qui sont réservés aux usages récréatifs et à la conservation. La différence entre les forêts d'Etat et le domaine forestier tient à leur mode d'administration. Les premières sont administrées par chaque Etat tandis que les forêts du domaine sont administrées par le Département des forêts et assujetties à des règles plus strictes établies au niveau fédéral. Les forêts d'Etat ne représentent que 0,2 million d'hectares dans la péninsule et 0,6 million d'hectares au Sabah, où presque toutes les zones exploitables sont situées dans le domaine forestier permanent. Au Sarawak au contraire, 3,9 ha (soit 45 pour cent) sont des forêts d'Etat.

Il reste très peu de forêts vierges en Malaisie sauf au Sarawak, où elles représentent un quart des superficies forestières. N'ayant jamais été exploitées, les forêts vierges peuvent produire davantage d'arbres de qualité que les autres. Elles sont aussi particulièrement riches en diversité biologique. L'exploitation en Malaisie est sélective (il n'y a normalement pas de coupe rase comme dans certains pays tempérés). Le Département des forêts contrôle les arbres enlevés et, quand une zone a été exploitée, il la retire de la production jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'arbres aient atteint une taille suffisante pour permettre une deuxième coupe.

Politique forestière. La politique forestière est conçue en vue de trois objectifs qui ne sont pas entièrement compatibles: emploi, recettes publiques et conservation. L'exploitation forestière crée de l'emploi et des revenus et fournit leur principale matière première aux industries du bois en pleine expansion. Dans les zones où l'exploitation forestière est importante, les permis d'exploitation fournissent une part importante des recettes courantes des Etats. Mais on commence à se rendre compte que le rythme d'exploitation des ressources forestières ne pourra pas être maintenu à long terme.

Emploi, recettes publiques et conservation sont les trois objectifs de la politique forestière de la Malaisie.

La politique forestière se déploie sur deux fronts: l'exploitation et l'exportation. La superficie pouvant être coupée chaque année dans le domaine forestier permanent est fixée au niveau fédéral de façon à assurer la durabilité, et répartie entre les Etats. Les Etats appliquent alors des directives fédérales pour la délivrance des permis d'exploitation. Les entreprises d'exploitation forestière paient deux redevances: le prix du bois sur pied, qui est fonction du volume de grumes coupées, et une redevance forfaitaire qui est fonction de la superficie de la coupe. Tant les autorités fédérales que celles des Etats ont du mal à faire respecter la réglementation de l'exploitation forestière. Leur objectif est de rétablir un équilibre entre l'exploitation et le reboisement pour assurer la durabilité, mais l'exploitation se fait généralement dans des zones isolées et il est très tentant sur le plan financier d'échapper aux redevances et de contourner la réglementation.

Le régime des exportations de bois n'est pas le même pour les forêts de la péninsule que pour celles du Sabah et du Sarawak et les taux de droits sont différents pour les grumes et pour les produits transformés. Les exportations de grumes sont interdites dans la péninsule depuis 1992 et au Sabah depuis 1994, à la fois pour assurer la conservation des riches ressources biologiques de la forêt de pluie et pour encourager les industries du bois produisant de la valeur ajoutée. Toutefois, au Sabah, l'interdiction a été partiellement levée en 1997. Le Sarawak perçoit un droit d'exportation sur les grumes et la péninsule sur tous les produits du bois, y compris les sciages, le contreplaqué et les placages.

Pêches

Les produits de la pêche fournissent à peu près les deux tiers de la consommation de protéines d'origine animale en Malaisie et le secteur halieutique emploie environ 1,6 pour cent des actifs. En 1995, la production s'est élevée à 1,3 million de tonnes, dont 1,2 million de captures marines et 0,1 million de tonnes provenant de l'aquaculture. La production halieutique a augmenté de 30 pour cent entre 1990 et 1995; l'aquaculture est à l'origine du quart de cette augmentation. L'accroissement de la production de la pêche maritime est dû à l'expansion des captures de la pêche hauturière, les ressources halieutiques des eaux côtières continuant à diminuer.

Les importations de poissons, composées en majeure partie d'espèces de basse qualité, proviennent essentiellement de Thaïlande. Elles aident à combler le déficit d'espèces bon mar-

ché et à stabiliser dans une certaine mesure les prix du poisson sur le marché intérieur. La majorité des exportations, composées principalement de poissons de qualité et de crevettes, sont destinées à Singapour.

Politique halieutique. Les interventions de l'Etat dans le secteur halieutique sont considérables. La Loi de 1985 sur la pêche a été promulguée pour freiner la surexploitation des ressources halieutiques, atténuer les conflits et promouvoir l'égalité entre les pêcheurs côtiers et les chalutiers. Elle définit un régime de zonage attribuant des zones de pêche différentes selon le type d'engins de pêche, la taille des navires et le régime de propriété de ces derniers. La loi interdit tout chalutage dans une bande côtière de 5 milles. Par ailleurs, pour stimuler les captures, le gouvernement encourage la pêche hauturière et le développement de l'aquaculture: des prêts peu coûteux sont offerts pour l'achat d'équipement de pêche hauturière et des investissements ont été faits pour améliorer les débarcadères.

Produits alimentaires

La Malaisie est tributaire des importations pour tous les principaux produits alimentaires sauf les huiles végétales. Elle est autosuffisante ou même exportatrice nette pour les fruits, la volaille, les œufs et la viande de porc, mais elle a besoin d'importer beaucoup d'aliments du bétail. Avant de décrire en détail la façon dont la Malaisie nourrit sa population, nous donnerons quelques indications sur les dépenses alimentaires des ménages.

En 1993/94, les Malaisiens ont consacré 23 pour cent de leurs revenus à l'achat d'aliments destinés à être consommés à la maison et 12 pour cent à la consommation d'aliments et de boissons à l'extérieur. La figure 29 donne la ventilation des dépenses alimentaires des ménages par produit¹¹.

Le poisson est le principal poste de dépense: il absorbe près de 20 pour cent du budget alimentaire. Le riz, les autres céréales, la volaille, les fruits, les légumes et les produits divers absorbent chacun 10 à 12 pour cent du budget. La viande porcine, bovine et ovine, les œufs, le lait et les matières grasses sont moins importants.

Le tableau 7 présente le bilan des disponibilités et de l'utilisation des principaux groupes de produits alimentaires. La volaille et la viande porcine sont produites presque exclusivement à partir de céréales fourragères importées et de farine de protéines importée directement ou sous forme de fèves de soja. Bien que théoriquement autosuffisante en poissons de

La Malaisie est tributaire des importations pour tous les principaux produits alimentaires sauf les huiles végétales.

mer, la Malaisie a d'importants échanges de produits de la pêche: elle exporte des espèces de valeur pour importer des poissons moins coûteux destinés au marché intérieur. Pour les fruits et les légumes, la structure des disponibilités, des utilisations et des échanges est analogue: la Malaisie exporte des produits tropicaux (principalement vers Singapour) pour importer des produits tempérés. Pour la viande bovine et ovine, la Malaisie dépend presque exclusivement des importations. Elle produit et importe d'Australie, de Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis de la viande bovine de première qualité, mais l'essentiel de ses importations consiste en viande bovine de qualité inférieure provenant d'Inde. La majorité des importations de viande ovine proviennent de Nouvelle-Zélande.

Politiques alimentaires. Exception faite pour le riz, les produits alimentaires ne font l'objet de pratiquement aucune intervention de l'Etat. Toutefois, les prix de détail de certains aliments de base – riz, farine de blé et huile alimentaire – sont réglementés. Depuis la dévaluation récente du ringgit, cette taxation pose des problèmes aux moulins, qui doivent payer en dollars EU le blé qu'ils achètent sur le marché mondial pour le revendre ensuite sur le marché malaisien en ringgit à des prix réglementés. Le gouvernement se rend bien compte

Tableau 7

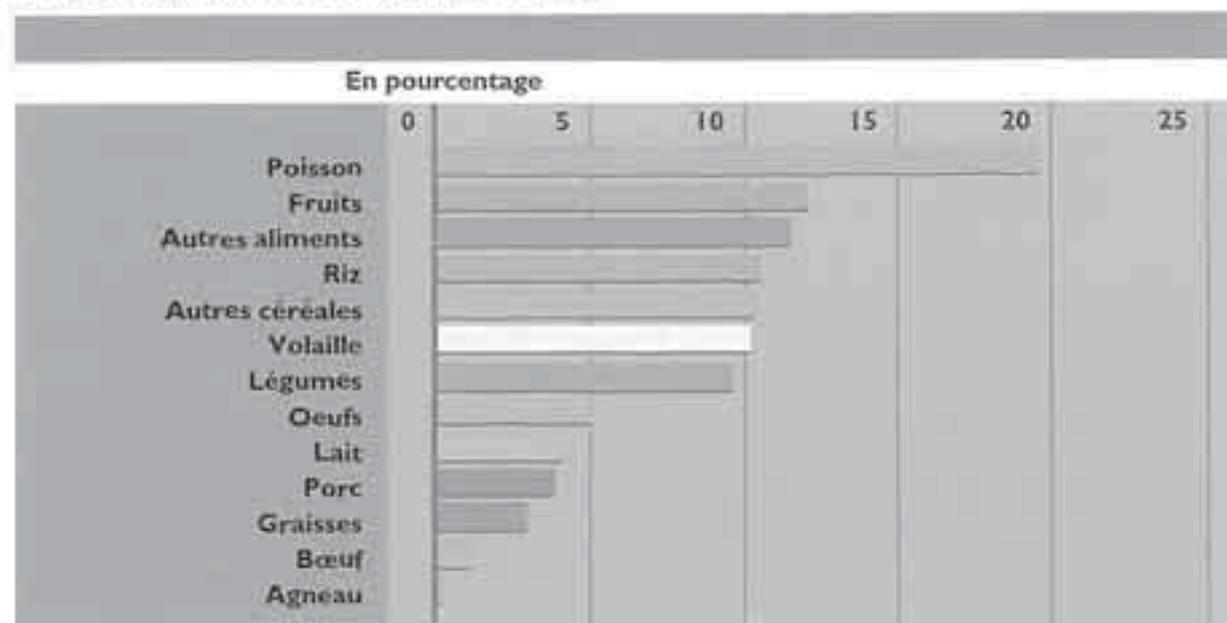
DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES EN MALAISIE, 1995

	Production (milliers tonnes)	Importations (milliers tonnes)	Exportations (milliers tonnes)	Utilisation intérieure (milliers tonnes)	Consommation par habitant (kg per caput)	Taux d'autosuffisance
Poisson	1 065	261	248	1 078	52,1	,99
Volaille	687	6	8	684	33,0	1,00
Viande porcine	283	—	—	283	13,7	1,00
Viande bovine	19	68	1	86	4,2	,22
Viande ovine	1	10	—	11	0,5	,06
Fruits	2 200	259	242	2 217	107	,99
Légumes	844	411	250	1 005	48,6	,84
Riz	1 372	428	2	1 797	86,9	,76
Céréales fourragères	45	2 343	—	2 436	n.a.	,02
farine de protéines ¹	1 839	548	1 340	1 064	n.a.	n.a.
dont:						
tourteaux de noix de palme	1 360	—	1 332	40	n.a.	n.a.
farine de soja	432	500	5	932	n.a.	

¹ Les tourteaux de noix de palme ne sont pas utilisés pour l'alimentation animale dans les élevages de Malaisie; la production de farine de soja est entièrement tributaire de fèves de soja importées.

Figure 29

MALAISIE: DÉPENSES CONSACRÉES À LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE



Source: Département
des statistiques, Malaisie, 1995

qu'il faut les autoriser à relever les prix de détail, mais il s'efforce de limiter cette hausse afin d'amortir l'effet de la crise financière sur les consommateurs à faible revenu. Le problème ne se pose pas pour l'huile alimentaire et le riz, qui sont en majeure partie produits dans le pays.

Riz. Comme le riz est l'aliment de base des Malaisiens, le gouvernement a pris des mesures pour assurer un taux d'autosuffisance en riz égal à au moins 65 pour cent. Les riziculteurs bénéficient de plusieurs mesures de soutien: subvention des intrants, primes à la production, aide pour la lutte contre les ravageurs, la gestion des exploitations et le remembrement des petites exploitations. Tous les riziculteurs peuvent bénéficier de subventions sur les engrais et de prêts de la Bank Pertanian Malaysia à des taux d'intérêt presque nuls. À la récolte, le gouvernement garantit un prix à la production de 496 ringgit (en 1995) par tonne de paddy. En outre, les riziculteurs touchent un supplément de revenu.

Toutes ces mesures de soutien n'ont permis que de ralentir la tendance à long terme à la contraction de la production, qui plafonne aux environs de 2 millions de tonnes par an depuis 1996. Cette tendance est due à la conversion des terres à des utilisations plus lucratives. La Malaisie importe environ

La tendance à long terme à la contraction de la production de riz en Malaisie est due à la conversion des terres à des utilisations plus lucratives.

le cinquième du riz qu'elle consomme de Thaïlande et du Viet Nam, qui ont une production excédentaire et où les coûts de production sont moins élevés.

La crise financière et la politique agricole

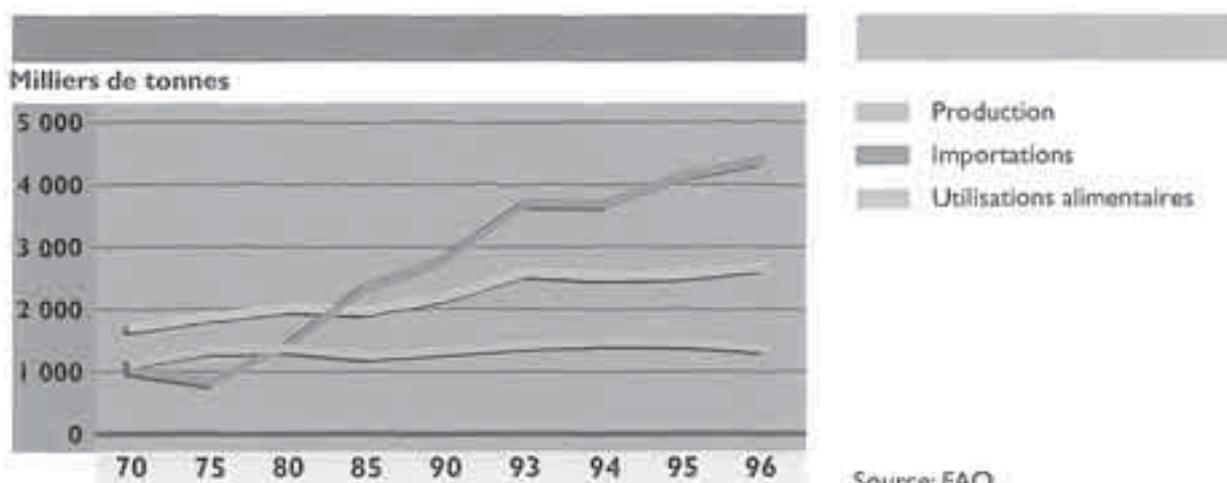
L'agriculture malaisienne était déjà en difficulté avant la crise économique et financière qui a éclaté au deuxième semestre de 1997: réduction des disponibilités de main-d'œuvre, écart de rendement entre les grandes plantations et les petites exploitations et remise en question du programme de distribution de terres. La crise économique a rendu plus complexes encore ces problèmes «anciens» tout en créant de nouvelles pressions, mais aussi de nouvelles possibilités pour le secteur agricole.

On a souvent dit de l'agriculture malaisienne, en raison de l'amenuisement de son rôle dans l'économie du pays, que c'était un secteur en déclin. Mais la crise financière a tout changé. L'amélioration des résultats des exportations agricoles pourra puissamment contribuer à atténuer l'impact de la récession économique et jouera un rôle déterminant dans le redressement économique du pays. Les produits agricoles d'exportation ont une teneur en intrants importés bien moins grande que les produits manufacturés. La dévaluation devrait donc renforcer l'avantage comparatif du secteur agricole. À cet effet s'ajoutera la hausse du prix en dollars (et, grâce à la dévaluation, du prix en ringgit) du cacao et de l'huile de palme depuis la mi-97. Les exportations agricoles peuvent donc devenir une bouée de sauvetage pour une économie caractérisée par des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises.

Il est à craindre que les impératifs de la politique nationale ne créent de nouvelles pressions qui auraient des effets néfastes pour d'autres parties du secteur agricole, en particulier pour l'économie alimentaire. La politique de limitation de la hausse du prix des aliments appliquée par le gouvernement a déjà créé des problèmes insolubles pour les industries alimentaires. Obligées d'absorber la hausse du coût des matières premières importées (produits d'alimentation animale, blé, lait en poudre, etc.) alors qu'elles ne peuvent pas relever les prix de leurs produits, beaucoup d'industries alimentaires travaillant pour le marché intérieur subissent de lourdes pertes. Si la crise persiste et que le gouvernement ne les autorise pas à aligner les prix des aliments sur le coût accru des matières premières importées, les industries alimentaires malaisiennes connaîtront une longue période de grave

Figure 30

MALAISIE: OFFRE INTÉRIEURE ET UTILISATION DE CÉRÉALES



contraction. Les entreprises basées en Malaisie et qui n'ont pas d'importantes activités internationales sont celles qui auront le plus de mal à survivre.

Conclusion

L'économie malaisienne s'est profondément transformée: autrefois dominée par la production et l'exportation de produits primaires, elle est devenue un pôle industriel et financier en pleine expansion. Depuis une trentaine d'années, la Malaisie a continué à investir dans son agriculture et elle l'a développée, tout en appliquant des politiques de promotion du secteur industriel. Cette approche équilibrée du développement lui a donné une grande résilience face aux tempêtes économiques. En outre, grâce à la croissance rapide de l'activité économique et des revenus réels, l'état nutritionnel de la population malaisienne s'est beaucoup amélioré pendant cette période (on estime que seuls 7 pour cent de la population souffrent actuellement de sous-alimentation).

La croissance économique a aussi permis au pays de faire face aux besoins croissants de la population en important des aliments; bien que le volume et la valeur de ces importations n'aient cessé d'augmenter, la part qu'elles représentent des recettes totales d'exportation de marchandises ne cesse de diminuer (22 pour cent au début des années 70, 13 pour cent au début des années 80 et 5 pour cent ces dernières années).

Une approche équilibrée a donné à la Malaisie une grande résilience face aux tempêtes économiques.

Ainsi, la dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires, qui dans beaucoup d'autres pays serait préoccupante, ne constitue pas un grave problème économique ni un obstacle à la sécurité alimentaire en Malaisie.

Toutefois, l'environnement économique a beaucoup changé depuis un an. La Malaisie, comme d'autres pays d'Asie, se trouve maintenant aux prises avec une crise économique grave et prolongée. Cela confirme une fois de plus l'importance de maintenir une politique de développement multisectoriel équilibrée dans laquelle l'agriculture doit jouer son rôle. Pour cela, il faut en particulier résoudre le problème de la disparité de la productivité entre les grandes plantations et les petites exploitations et tirer pleinement parti des nouveaux créneaux qui peuvent s'ouvrir sur les marchés d'exportation agricole. En outre, il est essentiel que le marché du travail réagisse aux possibilités qu'offre l'économie. Pour cela, la sagesse économique doit être de laisser les signaux de prix libérés par la crise stimuler la reprise économique tout en amortissant l'impact de la hausse du prix des produits alimentaires sur les plus pauvres et les plus vulnérables.

Amérique latine et Caraïbes

VUE D'ENSEMBLE

Contexte économique général

La région Amérique latine et Caraïbes a affiché en 1997 ses meilleurs résultats économiques depuis un quart de siècle, malgré les effets déstabilisateurs de la crise financière en Asie²⁷ une croissance de 5,3 pour cent, contre une moyenne de 3,2 pour cent pendant les cinq années précédentes, un taux d'inflation inférieur à 11 pour cent, contre 18 pour cent en 1996, 26 pour cent en 1995 et plus de 300 pour cent en 1994. Les flux entrants de capitaux ont atteint le niveau sans précédent de plus de 73 milliards de dollars dont les deux tiers sous forme d'IED; ils ont plus que compensé le déficit accru des comptes courants, estimé à 60 milliards de dollars. Malgré une certaine amélioration, le chômage est resté très préoccupant, surtout en Amérique centrale et dans les Caraïbes ainsi que dans certains autres pays tels que l'Argentine. La pauvreté et l'inégalité continuent à assombrir le tableau économique et social de la région.

La croissance économique robuste s'explique principalement par deux facteurs: la forte reprise des investissements, favorisée par un environnement économique porteur et par l'optimisme général des investisseurs nationaux et étrangers et la poursuite de l'essor des recettes d'exportation (dû à l'accroissement des volumes exportés, car les prix moyens sont restés à peu près stationnaires) et surtout le dynamisme du commerce intrarégional.

Les taux de croissance remarquables de 1997 ne se maintiendront probablement pas en 1998. Le bond de 1997 est en fait en grande partie dû au rétablissement de l'Argentine et du Mexique après la crise mexicaine de 1994-1995, qui s'est traduit par des taux de croissance de loin supérieurs au potentiel à long terme. En outre, si le premier choc de la crise asiatique a été relativement bien absorbé grâce essentiellement à la réforme et à la stabilisation macroéconomique, elle n'en a pas moins pesé sur les échanges financiers; ces derniers ont un peu fléchi pendant le dernier trimestre de 1997. La crise a aussi servi de révélateur aux risques qu'il y a à dépendre excessivement des capitaux étrangers quand l'épargne intérieure n'est pas suffisante pour produire une croissance rapide et soutenue et que les marchés financiers nationaux sont sous-développés. L'avenir dépendra beaucoup de la performance du Brésil, qui représente une proportion importante de la production régionale et qui est un des principaux partenaires commerciaux de

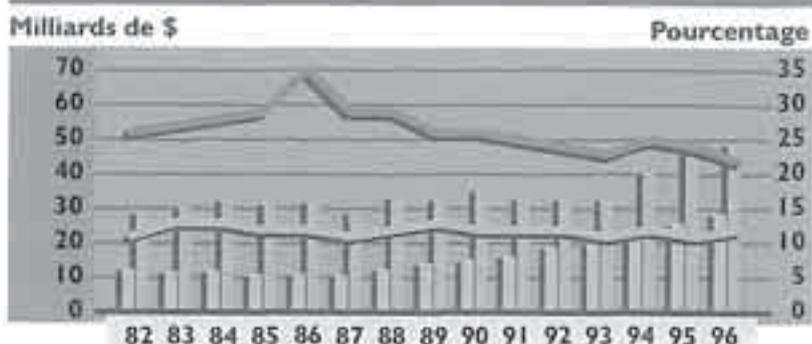
La région Amérique latine et Caraïbes a affiché en 1997 ses meilleurs résultats économiques depuis un quart de siècle.

Figure 31

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Valeurs des exportations et des importations de produits agricoles et part dans le commerce total des marchandises

- Exportations agricoles (\$)
- Importations agricoles (\$)
- Exp. agric. en % du total
- Imp. agric. en % du total



Exportations agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Valeur
- Valeur unitaire
- Volume



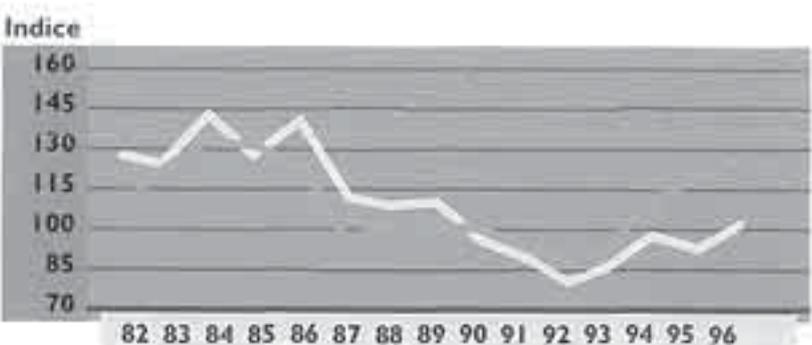
Importations agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Valeur
- Valeur unitaire
- Volume

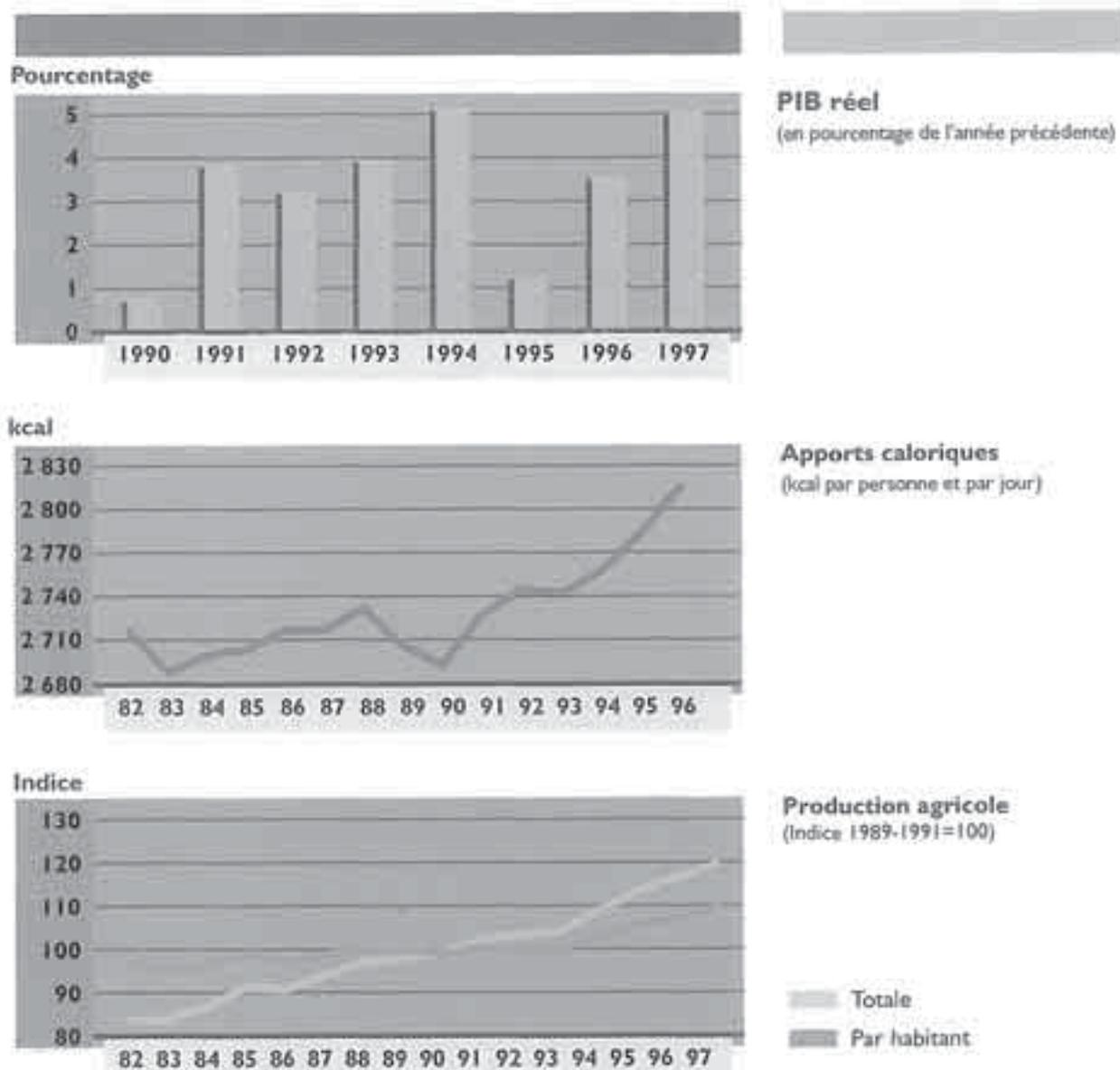


Termes de l'échange nets
Indice et recettes –
produits agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Termes de l'échange nets
- Recettes



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Source: FAO et FMI

beaucoup de ses voisins. En raison du déficit considérable de son budget et de ses comptes courants, le Brésil était particulièrement vulnérable aux effets de la tourmente financière asiatique, qui a fait beaucoup baisser le cours des actions et des obligations et provoqué une pression spéculative sur la monnaie. Les mesures d'austérité budgétaire et de restriction du crédit ont jugulé la crise dans l'immédiat, mais au prix d'un risque de ralentissement de la croissance: celle-ci ne devrait pas dépasser 1 pour cent en 1998. Dans les autres pays de la région, l'impact de la crise a été inégal; plusieurs toutefois doivent s'attendre dans le court terme à un ralentissement de la croissance, à une accélération de l'inflation et à un creusement du déficit des comptes courants. Globalement, pour l'ensemble de la région, on prévoit que le taux de croissance économique tombera à environ 3,3 pour cent en 1998.

Le taux de croissance de la production végétale et animale a été de 2,9 pour cent environ, mais cette expansion est concentrée dans un petit nombre de pays.

Performance de l'agriculture

L'agriculture de la région est loin d'avoir eu en 1997 des résultats aussi brillants que le reste de l'économie. Le taux de croissance de la production végétale et animale, de 2,9 pour cent environ, a été un peu supérieur à la moyenne des cinq années précédentes et de 1 pour cent supérieur à la croissance démographique. Mais l'expansion est concentrée dans un petit nombre de pays. La production agricole par habitant n'a augmenté que dans 13 des 44 pays de la région. Pour certains d'entre eux – Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Pérou et Uruguay – cette progression représente la poursuite d'une tendance déjà apparente au cours des cinq années précédentes. A l'autre extrême, la croissance de la production agricole par habitant, déjà peu brillante depuis cinq ans, a été négative en 1997 dans plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Haïti, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie et Saint-Vincent), ainsi qu'en Colombie et au Paraguay. Dans les autres pays de la région, les résultats sont inégaux: la production agricole mexicaine, désastreuse en 1996, s'est un peu rétablie et celle du Chili n'a augmenté que de 1 pour cent, le taux le plus bas enregistré depuis 1985.

Dans beaucoup de pays où la production agricole a baissé en 1997, ce recul est dû aux premiers effets d'El Niño, dont l'impact ne se fera sentir pleinement qu'en 1998. Des chaleurs et des sécheresses anormales dans de vastes zones d'Amérique centrale et l'alternance de sécheresses et de pluies torrentielles suivies d'inondations dans les pays des Caraïbes ont ravagé l'agriculture et provoqué dans certains cas de graves

difficultés d'approvisionnement alimentaire (voir Situation mondiale, Pénuries et crises alimentaires, p. 18). Les pays les plus gravement touchés ont été Haïti, le Guyana et la Jamaïque, mais les sécheresses ont provoqué de lourdes pertes dans beaucoup d'autres pays des Caraïbes. Le déficit de pluie lié à El Niño a aussi été à l'origine de sécheresses et de vastes feux de forêt en Amérique centrale et au Brésil tandis que plusieurs pays des Andes ont été durement touchés par des pluies torrentielles et des inondations. En revanche, au Pérou, malgré les graves effets d'El Niño, on estime que la production agricole a augmenté de 5 pour cent en 1997. Les pluies ont été bénéfiques pour certaines cultures telles que le maïs dur et le riz et les mesures préventives prises par le gouvernement ont limité les dégâts.

Il est difficile de mesurer l'effet global des catastrophes liées à El Niño sur la production, mais il est probablement considérable dans plusieurs pays. Par exemple, d'après l'expérience, le Gouvernement colombien prévoit que les effets d'El Niño réduiront les récoltes de 1998 d'environ 4 pour cent pour le cacao, 4 à 5 pour cent pour le maïs, 7 pour cent pour l'orge, 5 pour cent pour le riz et le lait, et 7 pour cent pour l'huile de palme.

Mais le tableau est loin d'être entièrement noir. En Argentine, la récolte céréalière a atteint un niveau sans précédent grâce à l'effet conjugué de plusieurs facteurs: superficie record des emblavures, grâce aux prix incitatifs, progression constante de techniques modernes dans l'agriculture et marché porteur. Les perspectives semblent bonnes également à plus long terme étant donné que les subventions à l'exportation et les mesures de soutien de l'agriculture tendent à diminuer partout dans le monde. Les exportations de viande devraient aussi prendre un nouvel essor car l'Office international des épizooties a déclaré l'Argentine exempte de fièvre aphteuse sous réserve de vaccination. Si la maladie ne se manifeste pas, cette réserve devrait être levée dans trois ans, ce qui devrait ouvrir de nouveaux débouchés à la viande de bœuf argentine à des prix très rémunérateurs. La décision des autorités américaines d'autoriser en juin 1997 les importations de bœuf argentin, qui étaient interdites depuis près de 70 ans, est de bon augure.

Les résultats de l'agriculture ont été bons également en Uruguay: la production agricole a augmenté de près de 8 pour cent en 1997 et la récolte de riz en particulier a battu tous les records pour la quatrième année de suite. Favorisée par l'amélioration générale de la situation macroéconomique et par la modernisation des techniques et des pratiques de gestion,

Les catastrophes liées à El Niño auront un effet considérable en 1998 sur la production de plusieurs pays de la Région Amérique latine et Caraïbes.

L'agriculture est un puissant moteur de croissance économique. Grâce à l'accès préférentiel au marché brésilien dans le cadre du Marché commun austral (MERCOSUR), la demande de beaucoup de produits de l'agriculture uruguayenne – riz, blé, produits laitiers, viande de bœuf, fruits – est en augmentation. Lorsque l'Uruguay a adhéré au MERCOSUR, on craignait qu'il ne se trouve dans une situation de faiblesse face à la concurrence de l'Argentine mais il n'en a rien été et la production de blé a beaucoup augmenté ces dernières années. Les efforts qui ont été faits tant par le secteur public que par le secteur privé pour améliorer l'état sanitaire et phytosanitaire de plusieurs produits uruguayens ouvrent aussi de nouvelles perspectives à l'expansion des exportations agricoles.

Politiques agricoles

Les politiques agricoles des pays de la région continuent d'être axées sur la libéralisation des marchés intérieurs et extérieurs. Le secteur agricole de beaucoup d'entre eux a bien réagi à l'élargissement des marchés qui a résulté des réformes, d'autant plus que l'amélioration de la conjoncture économique ces dernières années a stimulé la demande tant intérieure qu'extérieure. Plusieurs pays, déjà bien placés sur les marchés internationaux ou devenus plus compétitifs grâce à des politiques et programmes efficaces, ont aussi bénéficié de la libéralisation générale et des accords commerciaux régionaux.

Toutefois, la suppression des mécanismes qui protégeaient jusqu'alors l'agriculture a exposé aux forces du marché des exploitations de rentabilité très différentes d'où des situations de crise et de nouveaux défis. L'expérience récente de deux pays voisins, l'Équateur et la Colombie, illustre bien les conséquences parfois contrastées de la libéralisation. Dans le cas de l'Équateur, qui bénéficie d'un avantage comparatif pour plusieurs produits, la libéralisation de l'économie et des échanges de produits agricoles et la réduction des droits de douane depuis cinq ans ont puissamment contribué à la très bonne performance du secteur agricole. L'ouverture du marché a stimulé l'investissement dans l'agriculture et l'adoption de technologies modernes telles que l'insémination artificielle et l'utilisation des variétés hybrides. Certains secteurs ont aussi bénéficié de la zone andine de libre-échange et, plus récemment, de l'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En revanche, dans le cas de la Colombie, la politique d'ouverture se situe dans un contexte de graves difficultés pour l'agriculture. L'ouverture économique devrait amener la Colombie à se spécialiser dans des productions pour lesquelles

Le secteur agricole de la région a bien réagi à l'élargissement des marchés qui a résulté des réformes.

elle jouit d'un avantage comparatif telles que les fleurs coupées, le café, la canne à sucre, les fruits et les légumes, plutôt que dans les céréales et les oléagineux. Et de fait, la production et la productivité ont augmenté dans certains de ces secteurs à avantage comparatif. Mais en raison de la concurrence extérieure, la plupart des cultures de céréales et d'oléagineux ne sont plus rentables, d'où une forte baisse de production dans ces secteurs, une aggravation du chômage et de la pauvreté rurale et une perte de dynamisme des entreprises rurales. En outre, l'endettement des agriculteurs a augmenté à cause de la suppression du crédit subventionné. La Colombie a dû beaucoup importer pour satisfaire la demande intérieure, notamment pour son industrie dynamique des aliments composés du bétail.

Ces effets divergents de la libéralisation du marché posent des problèmes de plus en plus difficiles aux gouvernements. La persistance ou l'aggravation des problèmes sociaux, qui ont provoqué des émeutes et des troubles civils dans plusieurs pays, ont obligé les gouvernements à prendre des mesures compensatoires et à adopter des programmes d'urgence en faveur des secteurs les plus défavorisés. Toutefois, le plus souvent, ils ont ensuite graduellement réduit la portée de ces mesures et souligné leur caractère provisoire.

Dans ce contexte d'ensemble, la réponse politique aux problèmes économiques et sociaux a beaucoup varié selon les pays. On présente ci-après l'évolution récente des politiques dans quatre domaines clés: programmes et mesures en faveur de l'agriculture; crédits et services financiers dans le secteur agricole; prix des aliments et protection des consommateurs; et protection de l'environnement.

Programmes et mesures en faveur de l'agriculture

Tous les pays ont conservé certaines mesures de soutien à l'agriculture, mais en réduisant leurs programmes et en les ciblant plus précisément sur les sous-secteurs considérés comme ayant une importance stratégique. Le Gouvernement argentin, très attaché à une politique de marché libre et contraint à une sévère austérité budgétaire à la suite du plan de convertibilité adopté en 1991, n'apporte aucune aide financière au secteur agricole. Toutefois, ce secteur a bénéficié de la réduction ou de l'élimination des taxes à l'exportation, bien que les ristournes d'impôt à l'exportation aient également été réduites. La situation est analogue au Paraguay où, malgré le rôle fondamental de l'agriculture dans l'économie, les interventions de l'Etat sont modestes et visent principalement à

Le soutien de l'agriculture est ciblé sur les producteurs et les cultures qui réussissent le mieux, et en particulier sur ceux qui peuvent faire rentrer le plus de devises.

aider les petits producteurs à faire face aux situations d'urgence et aux problèmes critiques tels que les intempéries et le manque de crédits.

Dans bien des pays, le soutien de l'agriculture est ciblé sur les producteurs et les cultures qui réussissent le mieux et en particulier sur ceux qui peuvent faire rentrer le plus de devises. On peut citer à cet égard le Honduras, où la politique agricole tend de plus en plus à favoriser les grandes et moyennes exploitations plutôt que les petits agriculteurs de subsistance et la République dominicaine où les aides sont ciblées sur les cultures d'exportation compétitives (encore que certains produits alimentaires de base tels que le riz, les haricots, les pommes de terre, les oignons et la volaille bénéficient aussi d'une assistance de l'Etat).

Au Mexique, plusieurs programmes sont appliqués pour promouvoir la croissance de la production et faciliter le passage à une économie plus libérale. Le vaste programme *Alianza para el Campo* (Alliance rurale) englobe plusieurs initiatives, notamment PROCAMPO (qui vise à rationaliser la production végétale en remplaçant les prix de soutien par des versements directs à l'hectare qui n'influent pas sur les prix des produits); PRODUCE (Assistance directe à la productivité dans l'agriculture); et divers programmes destinés à appuyer la reconstitution du cheptel bovin; et une assistance technique sous forme de recherche et de formation pour améliorer la production dans les secteurs du café, de l'élevage et des cultures.

Au Pérou, l'Etat continue à acheter de petites quantités de certains produits agricoles (lait, riz, coton et laine d'alpaga) directement aux producteurs. Ceux-ci se plaignent que ces quantités sont insuffisantes, mais les achats de l'Etat ont dans certains cas aidé à soutenir les prix.

Au Nicaragua, un Conseil national de la production agricole (CONAGRO) a été créé pour améliorer la productivité. Le CONAGRO propose les politiques à appliquer dans le secteur de la production agricole et les met en œuvre lorsqu'elles ont été approuvées par le Ministère de l'agriculture.

Le Gouvernement colombien a maintenu les conventions de commercialisation de certains produits conçus à l'origine pour inciter les industries de transformation à acheter les récoltes à des prix équitables, fixés par le gouvernement en fonction des coûts de production. Ces conventions s'appliquent actuellement au maïs, au sorgho, à l'orge de brasserie et au lait. Toutefois, elles sont de plus en plus utilisées pour promouvoir des relations plus étroites entre tous les éléments de la filière de commercialisation en vue de transférer en défi-

nitive la responsabilité des politiques sectorielles au secteur privé. Cette nouvelle approche est illustrée par la convention sur la commercialisation du maïs jaune mise en œuvre en février 1997, qui établit une formule de détermination automatique du prix que les fabricants d'aliments pour le bétail doivent verser aux producteurs pendant les cinq prochaines années. Les prix à la production ne seront plus liés aux coûts de production, mais seront ajustés peu à peu jusqu'à ce qu'ils correspondent aux cours internationaux.

Le Gouvernement colombien envisage en outre d'étendre à de nouveaux produits le système de fonds de stabilisation des prix (dont le plus important est actuellement celui du coton). Le fonds de stabilisation du prix de l'huile de palme créé en 1996 a commencé ses opérations en 1997. Il existe aussi un fonds pour le cacao, mais il n'est pas opérationnel et il est en voie de réorganisation. Le gouvernement envisage de créer des fonds de stabilisation pour les produits laitiers, les produits carnés et les bananes.

Au Venezuela, les prix à la production de la plupart des produits agricoles sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande, mais le gouvernement continue à imposer des prix à la production pour le lait cru, le riz, le maïs et le sorgho. Ces prix sont en général fixés sans référence aux cours mondiaux à des niveaux rémunérateurs même pour les producteurs inefficients. La subvention que représente cette politique est presque entièrement à la charge des secteurs des aliments pour animaux et des industries alimentaires et donc en définitive des consommateurs. Les prix obligatoires à la production du maïs blanc et du sorgho ont été fortement relevés en 1997 pour compenser les mauvais résultats de la campagne précédente. Cette hausse a stimulé la production, mais au prix d'un risque de distorsions dans les secteurs des aliments pour animaux, de l'aviculture et de l'élevage porcin et d'une réduction de la production de volaille, d'œufs et de viande de porc. De plus, beaucoup de fabricants de farine de maïs et d'aliments pour le bétail ont refusé de payer le prix fixé par le gouvernement; en effet, le prix du sorgho, par exemple, était plus du double du prix c.a.f. du maïs importé. C'est ce qui a amené le gouvernement à assujettir les importations de maïs à un régime de licences, ce qui oblige les fabriques d'aliments pour le bétail à acheter du sorgho de production nationale.

Au Honduras, le Plan général de soutien de la production de céréales de base lancé en mai 1996 était destiné à stimuler la production céréalière pendant la deuxième campagne de 1996/97 et pendant toute la campagne agricole 1997/98. Ce

Le Gouvernement colombien vise à transférer en définitive la responsabilité des politiques sectorielles au secteur privé.

plan comprenait un Fonds national de garantie complémentaire du crédit et d'autres mesures dans le domaine du crédit. En outre, il prévoyait un programme de transfert de technologies de 15 millions de dollars, un accroissement de l'assistance technique, des distributions accrues de semences améliorées, le transfert de beaucoup de silos appartenant à l'Etat aux agriculteurs et le financement d'autres projets d'entrepôts ruraux et, enfin, des investissements dans plusieurs projets d'irrigation.

Les offices publics et les agro-industries et coopératives aidés par l'Etat coûtent très cher, mais ce sont souvent d'importantes sources de revenus et d'emplois.

Privatisation

De nouveaux progrès ont été enregistrés dans le domaine difficile de la privatisation, qui dans certains pays est très controversée et se heurte à une vive opposition. Les offices publics et les agro-industries et coopératives aidés par l'Etat coûtent très cher, mais ce sont souvent d'importantes sources de revenus et d'emplois. Ainsi, au Pérou, une forte pression s'exerce sur les 12 coopératives sucrières, qui font vivre près de 300 000 salariés et leurs familles et les entreprises satellites, pour qu'elles modifient leur système de gestion et de propriété collective, qui est considéré comme un obstacle à l'investissement extérieur si nécessaire. Très endettées, ces coopératives ont de graves problèmes financiers et certaines ne peuvent pas payer leur personnel. Cela les a incitées à céder une partie de leur capital au secteur privé. Les investisseurs étrangers souhaiteraient aussi entrer dans ce secteur, mais il faudrait pour cela résoudre plusieurs problèmes concernant les prestations sociales, le logement et les services d'éducation et de santé dont bénéficient les salariés.

Dans certains autres pays, la privatisation progresse malgré des difficultés analogues. Le Gouvernement costaricien a entrepris de privatiser l'Institut du café (ICAFE). Au Salvador, les coopératives établies pendant la première phase de la réforme agraire de 1980 ont depuis accumulé des dettes considérables. Le secteur privé insiste pour qu'elles soient privatisées et des lois autorisant le démantèlement et la vente des coopératives ont été promulguées. La privatisation des sucreries détenues majoritairement par l'Etat a également été entreprise, malgré la vive opposition des employés, qui réclament une plus forte participation au capital. La plupart des sucreries ont été privatisées en 1996 et 1997. Au Nicaragua, le processus de privatisation de l'organisme semi-public ENABAS (entreprises nicaraguayennes de produits alimentaires de base) a continué.

En Haïti, le programme de privatisation a un peu avancé, mais il n'a pas été possible de respecter le calendrier ambitieux qui prévoyait que tout serait achevé en mars 1998.

A la Jamaïque, l'effort en vue de rendre le secteur bananier plus compétitif est compromis par le coût des trois organismes semi-publics de commercialisation des bananes.

Crédit et services financiers dans le secteur agricole

Le manque de crédit bon marché reste un grave problème pour les producteurs agricoles de la région et un obstacle sérieux à la modernisation et à la diversification des activités agricoles. Le désengagement de l'Etat des services financiers à l'agriculture et les conditions très dures imposées par les créanciers privés pénalisent en particulier les petits agriculteurs. Beaucoup de gouvernements ont conservé des lignes de crédit spéciales en faveur de ces derniers, mais les montants en jeu sont en général modestes.

Ainsi en Argentine, il existe un programme public de crédit aux petits agriculteurs, mais les fonds sont limités et beaucoup d'agriculteurs ne peuvent emprunter qu'à des taux d'intérêt très élevés. Les fonds communs d'investissement pour la production végétale, qui ont pris un certain essor ces dernières années, aident dans certains cas à résoudre le problème. Ces fonds communs louent des terres, fournissent des intrants et une assistance technique et répartissent les profits (ou les pertes) à égalité entre les actionnaires. En l'absence de crédit bon marché pour les petits et moyens agriculteurs, ces groupes d'investissement permettent à beaucoup d'entre eux de conserver leur exploitation et réduisent de beaucoup leurs risques.

Au Pérou, les agriculteurs continuent à avoir de graves problèmes de financement malgré l'évolution relativement favorable de la production et l'accroissement des disponibilités de crédit à court terme ces dernières années. De même, au Paraguay, les petits agriculteurs continuent à souffrir du manque de crédit parce que leurs liquidités connaissent des fluctuations de grande amplitude. Des prêts sont accordés aux agriculteurs de subsistance qui acceptent de diversifier leur production.

En août 1997, le Gouvernement vénézuélien a supprimé le taux d'intérêt préférentiel, de 15 pour cent inférieur au taux commercial, dont bénéficiaient les prêts agricoles. Toutefois, les petits agriculteurs ont encore accès à des crédits préférentiels du Fonds de crédit agricole du Ministère de l'agriculture.

Le plan agricole brésilien pour 1997/98, annoncé au milieu de 1997, remplace le taux unique de 12 pour cent appliqué pendant la campagne 1996/97 par des taux moins élevés

Les petits agriculteurs ont été pénalisés par le désengagement de l'Etat des services financiers à l'agriculture et par les conditions très dures imposées par les créanciers privés.

modulés selon la taille des exploitations (9 pour cent pour les petits producteurs). Environ 1 milliard de dollars ont été affectés à ce programme, dont 20 pour cent pour les crédits de campagne et 80 pour cent pour les crédits d'équipement.

Au Honduras, de nouvelles lignes de crédit et de nouvelles garanties ont été introduites dans diverses filières pour stimuler l'activité agricole. De plus, l'accroissement des liquidités dans le secteur financier et le ralentissement de l'inflation en 1997 ont fait baisser les taux d'intérêt commerciaux. La réaction des producteurs n'a toutefois pas été très encourageante. De gros investissements ont été entrepris dans les secteurs de la banane, de l'huile de palme et de l'élevage des crevettes qui pourront ainsi, on l'espère, servir de catalyseurs.

Au Guatemala, l'année 1997 s'est ouverte sous le signe des accords de paix récemment conclus et qui ont mis fin à 36 ans de guerre civile. Ces accords ont incité la communauté internationale à engager près de 2 milliards de dollars à décaisser en quatre ans pour appuyer le développement économique et social. Ces crédits aideront notamment à financer les gros investissements nécessaires pour améliorer les transports et les équipements et services commerciaux et pour renforcer la compétitivité du secteur agroalimentaire.

Les contrôles rigides du prix des aliments qui caractérisaient jusqu'ici les politiques alimentaires dans la Région Amérique latine et Caraïbes ont été assouplis dans la plupart des pays.

Prix à la consommation et accès aux aliments

Les contrôles rigides du prix des aliments qui caractérisaient jusqu'ici les politiques alimentaires dans la région ont été assouplis ou même supprimés dans la plupart des pays. Les retombées bénéfiques des réformes économiques et de la croissance ainsi que le ralentissement général de l'inflation devraient faire plus que compenser l'effet sur les consommateurs de cette déréglementation des prix. Malheureusement dans beaucoup de pays, la majorité de la population ne bénéficie pas encore de ces retombées, et divers types d'intervention sont nécessaires pour soulager les groupes nécessiteux.

Le programme vénézuélien d'assistance alimentaire aux groupes pauvres et vulnérables est particulièrement ambitieux. Quand la réglementation des prix a été supprimée en 1996, le gouvernement a mis en place un Programme stratégique d'alimentation (PROAL) dans le cadre duquel des aliments de base sont vendus dans des conditionnements spéciaux à des prix de 40 pour cent inférieurs aux prix de détail courants. La Société d'approvisionnement et de services agricoles (CASA) a un programme analogue de distribution de produits alimentaires à des prix subventionnés dans des magasins spéciaux situés partout dans le pays, principalement

dans les quartiers pauvres. En outre, des bons de vivres sont distribués aux familles à faible revenu en vertu du Programme de subvention des familles ciblé sur les ménages à faible revenu soit, en 1997, 2,9 millions de familles (environ 13 pour cent de la population). De plus, 1 million environ de jeunes mères touchent des aliments subventionnés dans le cadre du Programme d'alimentation des mères et des nourrissons (PAMI). Enfin, du lait, des collations de milieu de matinée et des déjeuners sont fournis gratuitement à environ 1 million d'écoliers dans les quartiers pauvres.

En janvier 1997, le Gouvernement hondurien a mis en place un programme pour protéger le panier de la ménagère. Ce panier comprend 20 produits (notamment haricots, maïs, riz, lait, sucre, huile végétale et matières grasses, viande de volaille, café, etc.). Pour exécuter ce programme, la chaîne de petits magasins de détail de l'État, BANASUPRO, doit être radicalement restructurée; ses filières de distribution seront modifiées et les magasins ne vendront plus que les 20 produits du panier; une enveloppe de 20 millions de lempiras (1,5 million de dollars) a été affectée à ce programme en 1997. Il est probable que cette politique sera complétée par une modernisation de la législation relative à la protection des consommateurs et par l'adoption d'une nouvelle législation sur les poids et mesures. En outre, la création d'un Institut de protection des consommateurs est à l'étude.

Au Guatemala, les prix des aliments ne sont pas directement subventionnés et il n'existe aucun programme d'assistance alimentaire directe. Toutefois, le Ministère de l'économie publie dans la presse locale les prix des aliments dans les différents points de vente au détail en faisant ressortir les prix les plus avantageux, afin de stimuler la concurrence entre les détaillants et d'éduquer les consommateurs.

En République dominicaine, le taux général d'inflation a été inférieur à 10 pour cent mais les prix des aliments ont augmenté beaucoup plus que les autres parce que la sécheresse et de graves tempêtes ont créé des pénuries d'aliments de base. Les groupes à faible revenu ont été les plus durement touchés; cette hausse des prix aurait été une des causes du mouvement national de grève. Pour parer à la pénurie d'aliments de base, le gouvernement a décidé d'autoriser une quantité importante d'importations en franchise de ces aliments.

Protection de l'environnement: le secteur forestier

Les pouvoirs publics des pays de la région continuent à souligner la nécessité d'assurer une utilisation durable des res-

Au Guatemala, 90 000 ha de forêts seraient détruits chaque année, les trois cinquièmes pour produire du bois de feu ou défricher la terre, et le reste pour produire du bois, le plus souvent par des coupes illégales.

sources naturelles et des mesures législatives ont été introduites à cet effet, notamment pour renforcer le cadre réglementaire de l'exploitation des forêts.

Le Guatemala donne un bon exemple des problèmes qui se posent quand on cherche à protéger les ressources forestières tout en maintenant le dynamisme du secteur forestier et des industries du bois (qui sont à l'origine d'environ 2 pour cent du PIB et rapportent quelque 10 millions de dollars de devises chaque année). Selon les estimations officielles, 90 000 ha de forêts seraient détruits chaque année, les trois cinquièmes pour produire du bois de feu ou défricher la terre et le reste pour produire du bois, le plus souvent par des coupes illégales. La fin des hostilités accélèrera probablement le rythme de la déforestation car celle-ci pourra désormais atteindre des zones qui jusqu'ici étaient rendues inaccessibles par la guerre.

Au Costa Rica, les autorités, ayant appris que les réglementations forestières étaient systématiquement violées, ont interdit toute exploitation forestière dans la Péninsule de Osa pendant 90 jours, le temps de faire l'inventaire du matériel sur pied.

Au Paraguay, les exportations de grumes et de bois semi-ouvré sont interdites depuis 1994. Cette interdiction vise exclusivement à mettre fin à une déforestation préoccupante et à protéger les essences autochtones mais elle pourrait aussi stimuler la production des scieries locales. Un effort particulier a été fait pour renforcer la réglementation de l'exploitation forestière et du reboisement et pour combattre les exportations illicites de bois; malheureusement, cet effort n'a pas été très efficace et le gouvernement a maintenant recours à une assistance financière pour appuyer le programme.

Au Nicaragua, l'Assemblée nationale, inquiète de la surexploitation des réserves forestières, a interdit toute nouvelle concession d'exploitation. Il est en outre interdit spécifiquement de couper deux essences, le cèdre acajou (*Cedrela odorata*) et l'acajou.

Au Honduras, on estime que plus d'un million d'hectares de forêts font l'objet d'un plan d'aménagement d'un type ou d'un autre, et le système de mise aux enchères publiques des ressources forestières publiques est transparent et compétitif.

Décentralisation institutionnelle

Le redimensionnement du rôle de l'Etat, dont certains aspects ont été illustrés dans les sections précédentes, a

remis la décentralisation à l'ordre du jour. Dans le cadre de l'effort de décentralisation, qui a pris beaucoup d'importance et qui aura des effets considérables sur le développement rural, une nouvelle formule intéressante, «la municipalisation» a été introduite récemment en Amérique latine. Le processus a démarré au milieu des années 80, mais il s'est accéléré ces dernières années. La municipalisation consiste à prendre la municipalité comme unité territoriale de base pour la décentralisation et la promotion d'activités et institutions participatives de tous genres au niveau local. On trouve des exemples de ce modèle de décentralisation au Brésil, en

Encadré 9

MUNICIPALISATION ET PARTICIPATION POPULAIRE EN BOLIVIE

La Loi sur la participation populaire de 1994 a lancé le processus de décentralisation basé sur les municipalités. Ce processus s'est poursuivi au niveau des départements avec la promulgation en 1995 de la Loi de décentralisation administrative. Les principales dispositions de la Loi de participation populaire sont résumées ci-après:

- Création de municipalités urbaines-rurales intégrant le secteur rural dans le contexte municipal. La municipalité est l'unité territoriale de base du système de planification national qui sert de cadre aux politiques et à l'administration publique.
- Affectation de ressources budgétaires à toutes les municipalités du pays au prorata de leur population.

La Loi de participation populaire a aussi radicalement modifié la distribution des ressources budgétaires en faveur des régions et des zones rurales les plus défavorisées du pays. Avant la décentralisation, 75 pour cent des investissements publics étaient décidés par le gouvernement central; cette proportion a maintenant été ramenée à 30 pour cent.

- Transfert aux municipalités de nombreuses fonctions d'administration publique, notamment le financement et la gestion des services de santé et d'éducation, de la petite irrigation et des routes locales. Les municipalités décident elles-mêmes la façon dont seront utilisés les crédits

d'équipement mis à leur disposition.

- Reconnaissance juridique des communautés rurales, des villages autochtones et des structures de gouvernement locales qui existaient avant la promulgation de la Loi de participation populaire. La Loi confère en outre à ces entités locales des responsabilités et des devoirs spécifiques dans la planification et la gestion municipales et les définit comme les filières de la participation populaire.
- Création dans chaque municipalité d'un Comité de vigilance composé de représentants des collectivités rurales, des villages autochtones et des organismes locaux de gouvernement, et doté d'un statut juridique et de fonctions de contrôle de la gestion de la municipalité.

La Loi de participation populaire marque un progrès considérable, mais elle n'est pas sans défaut. En particulier, en définissant les organisations territoriales (organes locaux de gouvernement, collectivités rurales et villages

autochtones) comme filières de la participation populaire, la possibilité de faire intervenir d'autres acteurs locaux qui ne sont pas strictement territoriaux, tels que les associations de producteurs ou d'autres agents économiques, dans le processus participatif est limitée.

Le processus de décentralisation a été étendu au niveau départemental par la promulgation de la Loi de décentralisation administrative en vertu de laquelle les préfectures sont chargées de coordonner les politiques nationales et la répartition des ressources, les politiques et plans de développement départementaux, ainsi que les priorités et les demandes des municipalités.

Ce processus a été bien préparé en Bolivie au moyen d'une série d'activités de planification participative au niveau des provinces auxquelles ont participé les communautés locales, et qui a débouché sur l'établissement de plans de développement pour 150 municipalités. Ce processus a non seulement utilement contribué à la formation mais a constitué aussi une importante

campagne d'information concernant les modalités de cofinancement, et a motivé les communautés à demander les ressources correspondantes aux administrations locales.

L'expérience bolivienne prouve que les administrations locales sont capables de comprendre les besoins des populations et d'y réagir de façon adéquate. De plus, la décentralisation a objectivement assuré la présence de l'État dans beaucoup de municipalités d'où il était autrefois absent.

Source: I. Cassia (1997), *Bolivia: descentralización, participación popular y desarrollo rural*. Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.

Encadré 10

DÉCENTRALISATION ET MUNICIPALISATION EN COLOMBIE

La Constitution de 1991 est l'aboutissement d'un processus lancé en 1986 dans le cadre duquel l'autonomie locale a acquis un rôle prépondérant dans la structure et le tissu institutionnels du pays et qui s'est manifesté par l'élection des maires et la création d'instances de participation communautaire.

Le processus de «municipalisation» est explicitement axé vers le développement rural. En 1987, la fonction d'administrer les services publics de base a été déléguée aux municipalités; en ce qui concerne le secteur agricole, il a été décidé que celles-ci fourniraient directement et gratuitement une assistance technique aux petits producteurs. A cet effet, des Unités municipales d'assistance technique agricole ont été créées.

Presque toutes les municipalités ont une de ces unités techniques. Selon le premier Recensement national, ces unités fournissaient en 1995 une assistance technique à 435 000 petits agriculteurs alors qu'avant leur création, en 1990, seuls 120 000 petits

agriculteurs étaient desservis. L'enveloppe budgétaire de ces services a ainsi augmenté de 220 pour cent. Cependant, le coût par bénéficiaire a baissé de 10 pour cent. En 1993, le nombre moyen de bénéficiaires par municipalité était de 167; en 1994, il était de 269 et en 1995, de 436.

En 1993, il a été décidé de créer des Conseils municipaux de développement rural. Ces conseils, auxquels pouvaient participer les représentants des agriculteurs, étaient présidés par le maire et comprenaient des représentants des conseils municipaux, des agriculteurs, des associations et des communautés rurales. Les fonctions et la structure des Conseils municipaux de développement rural sont décidées par le Conseil municipal sur proposition du maire, sans participation des associations et collectivités rurales, si ce n'est dans le cadre de négociations informelles préalables avec le maire. Dans les municipalités où la société civile est faible et surtout dans celles où les agriculteurs ne sont pas organisés et n'ont pas l'expérience de la

participation, il est très difficile de constituer des Conseils municipaux de développement rural répondant aux critères de la Loi et il semble que dans bien des cas les conseils n'existent que sur le papier. Ces Conseils existent dans 925 des 1 074 municipalités du pays, mais selon les renseignements dont dispose le Ministère de l'agriculture, 128 d'entre eux seulement sont opérationnels.

L'impact limité de cette initiative s'explique par plusieurs facteurs. La

participation des organisations rurales, trop faibles et mal informées au sujet des conseils, a été décevante. À l'inverse de ce qui s'est passé en Bolivie, où les organisations existantes ont servi de moteur au renforcement des municipalités, on espérait en Colombie que les municipalités stimuleraient l'organisation et la participation. En outre, les acteurs de la société civile et le personnel des municipalités n'avaient pas une formation suffisante pour tirer parti des

avantages qu'offrait les Conseils municipaux de développement rural

Source: E. Perez, 1997, Los consejos municipales de desarrollo rural o la reglamentación de la participación campesina. Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.

Colombie, au Nicaragua et en Bolivie; c'est dans ce dernier pays qu'il a sans doute donné les meilleurs résultats (voir encadré 9)¹⁰.

La Colombie offre un exemple tout aussi intéressant de municipalisation (voir encadré 10). De gros efforts ont été faits dans ce pays pour créer des conseils d'assistance technique et de développement rural au niveau municipal. Mais plusieurs facteurs ont jusqu'ici limité l'impact de ces initiatives.

On peut formuler plusieurs observations au sujet des expériences de municipalisation. La délégation de nouvelles fonctions aux municipalités n'a souvent pas été accompagnée du transfert des ressources nécessaires pour s'acquitter des nouvelles fonctions, ni de la création de conditions propices à la participation effective des groupes les plus défavorisés aux organisations de base. L'exemple de la Bolivie est remarquable tout d'abord parce que la municipalisation a permis d'intégrer les organisations qui existaient précédemment et, ensuite, parce qu'elle a mis l'accent sur la participation populaire, ce qui à son tour a renforcé les administrations locales.

CHILI

Description générale

Selon le recensement effectué en 1992, le Chili compte 14,5 millions d'habitants, dont environ 15 pour cent de ruraux, une proportion analogue ayant l'agriculture comme activité principale. Quelque 23 pour cent de la population totale vit en dessous du seuil de pauvreté (contre environ 40 pour cent en 1989). Toutefois, l'incidence de la pauvreté dans les campagnes est beaucoup plus grande: plus de 30 pour cent. Le recul du paupérisme est dû à la croissance économique rapide des huit dernières années et à la politique sociale énergique des deux derniers gouvernements démocratiques, attestée par l'augmentation spectaculaire du budget social, lequel a atteint quelque 7,8 milliards de dollars EU en 1996.

L'agriculture fournit 7 pour cent du PIB, mais son importance économique est beaucoup plus grande que ne l'indique ce pourcentage: en effet, si l'on tient compte de la production des industries étroitement liées à l'agriculture, la part du PIB approche de 15 pour cent; en outre, le secteur agricole est à l'origine de plus de 30 pour cent des recettes d'exportation.

Des quelque 75 millions d'hectares que possède le Chili, environ 5 millions d'hectares sont des terres arables ou portent des cultures permanentes et 13 millions sont des pâturages naturels ou améliorés. Environ un tiers des terres arables sont irriguées. Les forêts denses et claires couvrent 16,5 millions d'hectares. Les réserves et parcs naturels occupent quelque 18 pour cent du territoire, ce dont peu de pays peuvent se vanter.

Très étiré du nord au sud et ayant une topographie particulièrement accidentée, le Chili possède une grande variété de microclimats et de zones écologiques. Pourtant, il est le seul pays de la région où l'agriculture tropicale soit absente (sauf dans quelques petites vallées de l'extrême nord du pays).

Dans le nord, depuis la frontière péruvienne jusqu'à environ 400 km de Santiago s'étend un désert où l'agriculture est presque inexistante, sauf dans de petites oasis. À partir de 400 km au nord de la capitale jusqu'à quelque 200 km de Santiago s'étend une zone d'aridoculture recevant jusqu'à 200 mm de pluie par an qui permet un élevage très extensif, principalement de chèvres. Les périmètres irrigués présentent une agriculture analogue à celle de l'extrême nord, mais plus importante car c'est là que sont principalement produits les raisins et autres fruits de primeur destinés aux marchés internationaux.

La principale zone agricole du Chili s'étend entre 200 km au nord et 500 km au sud de la capitale. C'est là que sont pro-

Carte 7

CHILI



0 Km 500 Km

duits la plupart des fruits et légumes destinés à l'exportation ainsi que les vins de qualité. Cette zone jouit d'un climat méditerranéen: été chaud et sec, pluies hivernales, de plus en plus abondantes vers le sud, où elles peuvent atteindre 800 mm. On y trouve une longue vallée centrale bordée à l'est par les Andes et à l'ouest par la chaîne de montagnes côtière, et dont on a dit que «... c'est une des meilleures terres du monde, comparable seulement à la Napa Valley de Californie...» Dans les piémonts des Andes et des vallées côtières, on trouve un élevage intensif, des cultures annuelles (principalement blé et légumes secs) et des plantations forestières (essentiellement de pins de Monterey et d'eucalyptus) qui se sont beaucoup développées depuis une vingtaine d'années.

Plus au sud, jusqu'à la pointe méridionale du Chili continental, à quelque 1 500 km de Santiago, la pluviosité continue à augmenter: les pluies tombent en été et le terrain, plus accidenté, convient alors à l'élevage laitier basé sur les pâturages, à la céréaliculture et aux forêts naturelles ou de plantation. Plus loin vers le sud, la vallée centrale disparaît dans l'océan, la chaîne côtière se transforme en une série d'îles plus ou moins grandes et les Andes deviennent beaucoup moins hautes, culminant à 1 200 m. Cette macrorégion ressemble beaucoup à la Nouvelle-Zélande, qui se trouve sous la même latitude. La Patagonie est la région la plus méridionale du Chili; la principale activité est l'élevage ovin et bovin, auquel s'ajoutent depuis quelque temps des potagers produisant des légumes consommés dans la région.

Développement et politique économiques

Après la crise économique de 1982-1983, qui a fait chuter le PIB de 14 pour cent en 1982 et de 0,7 pour cent encore l'année suivante, l'économie chilienne s'est vigoureusement rétablie. Depuis 1984, le PIB croît à raison de quelque 6 pour cent par an. La reprise a été tirée tout d'abord par le secteur agricole, suivi de près par d'autres secteurs produisant des biens exportables: industries extractives, foresterie, pêche, transformation des produits des ressources naturelles. Ce succès a été possible grâce à l'introduction d'un certain pragmatisme dans l'application des politiques macroéconomiques rigides mises en œuvre pendant la première phase du gouvernement militaire et dont la plupart sont encore en vigueur. Le premier assouplissement a été la réintroduction d'un marché administré des devises qui a remplacé le régime de taux de change fixe en vigueur depuis 1979 que beaucoup accusent d'être à l'origine de la crise. Le nouveau système est un régime de «flottement dirigé» grâce

Grâce au secteur agricole, l'économie chilienne s'est vigoureusement rétablie après la crise de 1982-1983.

auquel la Banque centrale fixe une fourchette à l'intérieur de laquelle le cours de la monnaie varie librement sous l'effet de l'offre et de la demande. Toutefois, la Banque centrale peut intervenir à tout moment par des achats et des ventes pour combattre les mouvements spéculatifs. Les taux plafonds et planchers de la fourchette sont ajustés tous les mois en fonction de l'inflation intérieure et extérieure. De plus, le taux uniforme des droits de douane a été initialement porté de 10 à 35 pour cent, mais pour peu de temps; il est actuellement de 11 pour cent.

Comme la crise du début des années 80 était due au surendettement du secteur privé, le secteur public, cédant aux pressions énergiques des créanciers internationaux, a dû prendre à sa charge le remboursement des créances privées pour réamorcer les flux de ressources étrangères. À cela se sont ajoutées une intervention de l'Etat pour établir la position des actifs des principales banques privées et une réglementation plus rigoureuse des opérations financières. Ces mesures ont permis à l'économie de repartir sur la voie d'une croissance à peu près autonome, mais le règlement des créances extérieures privées et l'intervention nécessaire pour consolider le système bancaire ont imposé une charge énorme qui coûte encore très cher à toute la nation chilienne et qui empêche la Banque centrale de jouer un rôle plus actif sur le marché des devises. En effet, le gouvernement doit encore quelque 6 600 millions de dollars à la Banque à la suite du sauvetage du secteur bancaire de 1983.

Depuis 1990, après le retour de la démocratie, le développement économique s'est poursuivi au même rythme qu'auparavant car la politique économique qu'avait appliquée le gouvernement militaire après la crise a été maintenue fondamentalement inchangée. Toutefois, il y a eu d'importants changements dans certains domaines critiques. Tout d'abord, l'investissement étranger a beaucoup augmenté grâce au climat de confiance créé par le retour d'une démocratie stable et le maintien des politiques économiques qui s'étaient révélées efficaces. Les engagements étrangers ont augmenté de 250 pour cent entre 1990 et 1996, date à laquelle ils ont dépassé les 4,5 milliards de dollars. La médaille avait toutefois un revers: l'afflux de capitaux, combiné avec le dynamisme des exportations, a provoqué une forte appréciation de la monnaie, dont la valeur réelle a augmenté de 26 pour cent depuis 1990.

Les gouvernements de centre-gauche qui sont aux affaires depuis 1990 se sont attaqués aux problèmes d'équité liés au modèle de développement basé sur les forces du marché. Aussitôt après les élections, le nouveau gouvernement a lancé un programme de renforcement de la fiscalité; de nouveaux

L'investissement étranger a beaucoup augmenté grâce au climat de confiance créé par le retour d'une démocratie stable et le maintien des politiques économiques qui s'étaient révélées efficaces.

impôts sont périodiquement créés, comme le permet le système en place (une nouvelle réforme fiscale est à l'étude). Le surcroît de recettes budgétaires a été utilisé principalement pour financer les programmes sociaux, surtout dans le domaine de la santé et de l'éducation, cette dernière étant désignée par le gouvernement actuel comme le secteur prioritaire. De fait, les budgets sociaux ont augmenté de 50 pour cent depuis le début des années 90. La réduction du paupérisme, signalée plus haut, a été possible grâce à cet effort budgétaire ainsi qu'à la croissance économique rapide. Cela ne s'est pas fait aux dépens de l'investissement: celui-ci équivaut actuellement à 27 pour cent du PIB contre 24 pour cent pendant le premier gouvernement démocratique et 18 pour cent sous le régime militaire.

Un autre secteur hautement prioritaire et qui avait pris du retard est celui des infrastructures: non seulement le budget d'équipement a beaucoup augmenté, mais de nouvelles lois ont été promulguées pour permettre des investissements privés massifs dans la construction et l'exploitation des routes, les télécommunications, le secteur énergétique, etc.

Le budget d'équipement a beaucoup augmenté et de nouvelles lois ont été promulguées pour permettre des investissements privés massifs dans le secteur des infrastructures.

Aperçu historique du développement de l'agriculture chilienne

De la crise des années 30 à la réforme agraire. Après la crise des années 30, qui a été ressentie très durement au Chili – les recettes en devises ont baissé des deux tiers – le pays s'est lancé dans une stratégie résolue de remplacement des importations qui a certes fait naître un important secteur industriel, mais en pénalisant durement l'agriculture et en alimentant un processus d'inflation qui a culminé au milieu des années 50 avec des taux proches de 100 pour cent par an. La production agricole augmentait lentement (+1,8 pour cent par an) alors que la population augmentait à raison de 2,5 pour cent par an, d'où une facture d'importation croissante qui imposait une lourde charge à l'économie. Le manque de dynamisme de l'agriculture était attribué principalement à la répartition très déséquilibrée des terres; on se rendait toutefois compte que la politique de bas prix des aliments en était aussi responsable. Mais il était politiquement difficile de libéraliser les prix des aliments dans le contexte du régime de latifundia parce que la hausse des prix reviendrait simplement à accentuer le déséquilibre de la répartition des richesses et des revenus dans le secteur agricole, coûterait cher aux citoyens pauvres, et n'entraînerait qu'un accroissement marginal de la production. C'est ce qui a inspiré le lancement de la réforme agraire, qui a lentement démarré au début des années 60 sous l'impulsion du Programme de l'Alliance pour le progrès.

L'ère de la réforme agraire. En 1964, après l'élection du candidat démocrate chrétien du centre-gauche, la réforme s'est accélérée. Une nouvelle législation facilitant l'expropriation non seulement des grands domaines laissés en friche, mais aussi de ceux qui étaient productifs, et autorisant les travailleurs agricoles à se syndiquer a été promulguée. C'est ainsi que 3,6 millions d'hectares (soit 12 pour cent des terres agricoles du pays) ont été expropriés et réorganisés sous forme d'unités d'exploitation conjointes. Environ la moitié des actifs agricoles se sont organisés en syndicats: en six ans, la proportion de syndiqués agricoles dépassait celle des travailleurs urbains, qui étaient pourtant autorisés à se syndiquer depuis le début du siècle.

Ces réformes se sont accompagnées d'une politique énergique de promotion de la production basée sur une hausse des prix à la production des aliments de base et sur une série de programmes sous-sectoriels. En s'appuyant sur des études de planification stratégique, le gouvernement a élaboré et commencé à appliquer une série de programmes visant à promouvoir les principales productions pour lesquelles l'agriculture chilienne jouissait d'un avantage comparatif, à savoir les fruits et le vin dans la Vallée centrale et les produits laitiers et forestiers dans le sud. Ces programmes comportaient plusieurs volets: crédit à long terme, assistance technique, investissements publics dans les infrastructures essentielles de transformation, développement de caves vinicoles, de laiteries et de fabriques de pâte de bois, mesures spéciales d'incitation à l'organisation de coopératives dans ces sous-secteurs. On peut affirmer qu'au cours de cette période, c'est la capacité de planification stratégique de l'État qui a créé les fondements de l'agriculture moderne chilienne.

Ces efforts ont porté fruit: malgré les perturbations qui accompagnent normalement les transformations sociales accélérées, le taux de croissance de la valeur brute de la production agricole, qui ne dépassait pas quelque 1,8 à 2 pour cent depuis les années 30, est monté à pas moins de 5 pour cent par an, soit deux fois plus que la croissance de la population. La facture d'importation de produits alimentaires a ainsi cessé d'augmenter, bien que la politique de redistribution des revenus appliquée pendant cette période ait stimulé la demande intérieure.

La réforme agraire et la syndicalisation se sont beaucoup accélérées sous le gouvernement d'Allende sans que des mesures suffisantes soient prises pour amortir leurs effets sur le processus de production. Les confiscations de terres se sont multipliées, sapant la confiance des gros et moyens agriculteurs qui restaient. Les nouvelles exploitations créées sur les

L'agriculture chilienne jouit d'un avantage comparatif, à savoir les fruits et le vin dans la Vallée centrale et les produits laitiers et forestiers dans le sud.

terres redistribuées ont soit été transformées en entreprises d'Etat, soit soumises de facto ou de jure à un système d'exploitation collectif, ce qui réduisait aussi les incitations. Il en est résulté un effondrement de la production agricole, qui a baissé de 4,8 pour cent par an entre 1970 et 1973. Cette détérioration de l'économie rurale a été une des causes importantes du coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Le régime militaire. L'ère du régime militaire, qui a duré de septembre 1973 à mars 1990, peut être divisée en deux périodes, séparées par la crise économique du début des années 80.

De 1973 à la crise des années 80: la période d'orthodoxie. Pendant cette période, la politique gouvernementale a principalement visé à juguler l'hyperinflation (qui, en 1973, faisait rage autour de 1 000 pour cent) et à libéraliser complètement et rapidement l'économie. A cet effet, la «thérapie de choc» proposée en 1975 par Milton Friedman a été appliquée: ce fut une période de profondes transformations structurelles au cours de laquelle les dernières théories relatives à la libéralisation du marché ont été mises à l'épreuve dans un «laboratoire social pratiquement exempt de frottement». La politique agricole n'était que le reflet des objectifs du gouvernement pour l'ensemble de l'économie; elle visait principalement à libéraliser les marchés agricoles, à réduire le rôle de l'Etat dans l'agriculture et à garantir pleinement les droits des propriétaires ruraux. L'aspect le plus important de la politique sectorielle est peut-être la pleine régularisation du secteur mis en place par la réforme agraire, qui s'est achevée vers 1979. A cette date, quelque 30 pour cent des terres qui avaient été expropriées légalement ou confisquées vers la fin de la période d'Allende ont été restituées à leurs anciens propriétaires. Un tiers de ces terres, difficiles à diviser (principalement situées dans les piémonts des Andes, les zones arides de la côte ou les zones à potentiel pastoral du sud) ont été vendues aux enchères et le reste a été divisé en parcelles privées distribuées aux anciens ouvriers agricoles des grands domaines.

Toutefois, les nouveaux propriétaires, qui n'avaient pas les moyens d'exploiter convenablement leurs terres à cause de la réduction des aides de l'Etat et des taux d'intérêt prohibitifs du marché récemment libéralisé (qui certaines années ont atteint 60 pour cent en termes réels) ont été obligés de vendre à vil prix. On estime qu'au milieu des années 80, près de la moitié d'entre eux avaient vendu, malgré les efforts que faisaient des ONG de plus en plus actives sous la houlette de

La période allant de 1973 jusqu'au début des années 80 a été une période de profondes transformations structurelles au cours de laquelle les dernières théories relatives à la libéralisation du marché ont été mises à l'épreuve.

Encadré 11

LE «MIRACLE» DES EXPORTATIONS DE FRUITS

En 20 ans, le Chili est devenu un des premiers exportateurs mondiaux de fruits de contre-saison. Comment a-t-il pu conquérir cette position aussi vite? Comme presque tous les «miracles», celui-ci s'explique par des raisons bien concrètes. Grâce à la capacité de planification stratégique dont s'était doté le secteur public, le potentiel exceptionnel qu'offraient le climat et la situation géographique du Chili pour la production de fruits des régions tempérées avait commencé à être réalisé à la fin des années 50 et au début des années 60. La production de fruits a décollé grâce à l'appui fourni par le secteur public sous forme de crédits à long terme pour l'investissement dans les

plantations et les infrastructures de traitement (installations de conditionnement et entrepôts frigorifiques).

L'arboriculture fruitière s'est développée à un rythme modéré pendant les deux années suivantes, jusqu'à ce que deux événements décisifs se produisent: *i)* la libéralisation du commerce extérieur par le régime militaire (qui, au départ, s'est traduite par une hausse de la valeur réelle des devises étrangères); et *ii)* vers la même époque, le changement des goûts des consommateurs des pays développés et en particulier des États-Unis, qui ont délaissé les aliments riches en hydrates de carbone et en matières grasses au profit d'aliments riches en vitamines

et en fibres. Il en est résulté une poussée spectaculaire de la demande pendant les années 70 et au début des années 80. A cette époque, deux pays seulement étaient en mesure de satisfaire cette demande, le Chili et l'Afrique du Sud; mais cette dernière était davantage confrontée à des difficultés politiques. La production de fruits a aussi bénéficié de la déréglementation et du démantèlement du syndicat des agriculteurs, qui ont fait beaucoup baisser les salaires réels et les coûts de production, de sorte qu'elle est devenue extraordinairement rentable (des bénéfices de l'ordre de 30 à 50 pour cent étaient courants pour certains fruits).

l'Église catholique et d'autres organisations confessionnelles pour suppléer aux services publics défaillants. Dans ces conditions, et dans le contexte d'une politique sectorielle sans cesse modifiée pour répondre aux nouvelles directives macro-économiques, l'agriculture a réagi de façon erratique. Entre 1974 et 1984, l'agriculture a retrouvé le taux de croissance modeste de la période 1930-1960 – 2 pour cent par an, mais cette moyenne masque de grandes disparités entre les sous-secteurs et entre les régions. Ainsi, alors que l'arboriculture fruitière décollait, affichant des taux de croissance de l'ordre de 8 à 10 pour cent, la production animale a beaucoup souf-



J.-M. MICAUD/FAO/14376

fert de la baisse de la demande intérieure due à l'ajustement macroéconomique et au fort taux de chômage. Les cultures annuelles ont connu une forte expansion pendant les premières années de la période (probablement grâce à l'amélioration du régime de la propriété privée) mais quand le taux de change a été fixé en 1979 dans le contexte d'une nouvelle expérience macroéconomique fondée sur une «approche monétariste de la balance des paiements», la production a commencé à se contracter sous l'effet de la hausse du cours de la monnaie nationale. Un autre sous-secteur qui a amorcé une croissance rapide au cours de la période est celui des plantations forestières. Cette expansion a été stimulée par un programme d'incitations comportant à la fois une subvention égale à 75 pour cent du coût de la plantation et une exonération de l'impôt foncier pour les terres boisées.

1983-1989: Retour au pragmatisme. La grave crise de la balance des paiements a obligé le Chili à revenir à une politique macroéconomique plus pragmatique et à réglementer le marché. En particulier, une très forte dévaluation – la valeur du dollar a presque doublé entre 1981 et 1987 – a rétabli la rentabilité des produits agricoles et de tous les biens exportables. En outre, une politique agricole dynamique comportant les éléments ci-après a été mise en œuvre:

Inspection, conditionnement et entreposage des pommes pour les exportations de contre-saison

L'exportation de fruits est un sous-secteur important et en expansion au Chili.

La grave crise de la balance des paiements a obligé le Chili à revenir à une politique macroéconomique plus pragmatique.

Encadré 12

FOURCHETTES DE PRIX

Le système de fourchettes de prix consiste à fixer un prix minimum et un prix maximum pour les importations d'une marchandise donnée. Si le prix des importations est inférieur au minimum, un prélèvement variable est perçu pour le porter au niveau du prix plancher. S'il est supérieur au plafond, les droits existants sont réduits pour le ramener au niveau du plafond. Si l'écart est supérieur au taux du droit, les importations doivent être subventionnées, mais cela

n'est jamais arrivé. Entre le prix plancher et le prix plafond, les forces du marché jouent librement.

Pour calculer le prix plancher et le prix plafond d'un produit, on classe les prix internationaux des 60 derniers mois par ordre décroissant. On supprime ensuite les 15 premiers prix et le seizième devient le plafond. À l'autre extrême, on détermine le plancher par la même méthode: les 15 prix les plus bas sont supprimés et le quarante-quatrième prix devient le prix plancher.

Chaque année, les chiffres de la première année de la série sont remplacés par les prix de l'année qui vient de s'écouler.

- *Mise en place de fourchettes de prix.* Au départ, des fourchettes de prix ont été établies pour les principaux produits de remplacement des importations tels que le blé, les oléagineux, la betterave à sucre, le maïs et le riz, mais les prix des deux derniers produits ont été par la suite libérés. Ce système permet aux prix intérieurs de suivre, avec un certain délai, la tendance des cours internationaux mais prévient la pagaille que pourraient provoquer sur les marchés intérieurs des fluctuations journalières non amorties (voir encadré 12, Fourchettes de prix).
- *Crédits spéciaux.* Le programme de crédits spéciaux à l'agriculture qui avait été supprimé dans le contexte de la «macropolisation» de l'agriculture a été rétabli. Le programme était géré par la Banque nationale qui n'avait pas encore été privatisée et par un organisme public de promotion de la petite agriculture, l'Institut de développement

agricole (INDAP). Des crédits étaient accordés à des taux d'intérêt réels positifs, mais raisonnables (7 pour cent par an), dont les échéances étaient synchronisées avec le cycle de production agricole. Le programme comprenait aussi des crédits d'investissement refinancés par les institutions financières multilatérales, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

- *Assistance technique.* Dans le cadre de l'effort de revitalisation de l'agriculture, un programme énergique de transfert de technologies a été mis en œuvre sous l'égide de l'État et avec la participation de l'Institut de recherche (INIA) et de l'INDAP.
- *Autres mesures.* Parmi les autres mesures, il faut citer la relance de l'industrie du sucre de betterave, qui appartenait à l'État. Cette industrie a rétabli son programme de production agricole sous contrat et est devenue un puissant moteur de revitalisation de l'agriculture dans le centre-sud et le sud du Chili. On citera aussi la création d'un fonds spécial pour subventionner les petits ouvrages privés de maîtrise des eaux.

Grâce à ce train de mesures, l'agriculture, avec un taux d'expansion de la production de 7 pour cent par an entre 1983 et 1989, a été le moteur du rétablissement de l'économie nationale. Les rendements ont beaucoup augmenté. Pour le blé, alors qu'ils stagnaient traditionnellement aux environs de 1,5 à 1,7 tonne à l'hectare, ils ont atteint 3,3 tonnes en 1989; pour le maïs, ils ont pratiquement doublé, passant de 3,5 à 7,3 tonnes à l'hectare. Cette relance de l'agriculture a permis de ramener les importations agricoles – qui avaient culminé en 1981 à 900 millions de dollars – à 270 millions seulement en 1989. En partie parce que la demande était déprimée (la consommation par habitant de la plupart des aliments de base était encore inférieure aux niveaux de 1971), le Chili a atteint l'autosuffisance dans les produits traditionnellement déficitaires tels que blé, riz et produits laitiers et carnés. L'emploi dans l'agriculture a augmenté de 30 pour cent entre 1982 et 1989.

L'agriculture chilienne depuis 1990

Le nouveau gouvernement démocratique s'est efforcé de maintenir les éléments de la politique économique du régime militaire qui s'étaient révélés efficaces tout en introduisant des réformes pour que les fruits du développement soient

répartis plus équitablement. Dans cet esprit, il s'est fixé trois grands objectifs pour le secteur agricole, à savoir:

- maintenir et renforcer le dynamisme de la production agricole;
- protéger les ressources naturelles et remédier aux dégradations provoquées par l'expansion incontrôlée de l'activité économique; et
- promouvoir activement la participation des petits agriculteurs à une agriculture modernisée et combattre le paupérisme rural.

Le troisième de ces objectifs était le plus urgent, mais aussi le plus difficile à atteindre. Au Chili comme dans les autres pays d'Amérique latine, l'agriculture est caractérisée par une structure nettement dualiste. Les petits agriculteurs, qui représentent quelque 70 pour cent des producteurs agricoles et sont à l'origine de 25 à 30 pour cent de la production, possèdent environ un tiers des terres agricoles. Toutefois, leur rôle est plus grand dans les cultures vivrières annuelles traditionnelles (blé, légumes secs, tubercules) et dans l'élevage que dans le secteur très dynamique des fruits et des vins de qualité, et ils sont concentrés sur les terres marginales de la chaîne côtière, des piémonts andins et du sud. Ainsi, non seulement ils sont marginalisés socialement, mais leur base de ressources est moins abondante et de moins bonne qualité que celle de la grande agriculture commerciale.

C'est dans le contexte de ces trois grands objectifs que s'inscrivent les politiques et programmes du nouveau gouvernement.

Dynamisme de la production. Quand le nouveau gouvernement est arrivé aux affaires, il apparaissait clairement que les facteurs d'expansion de la production agricole commençaient à s'épuiser. Le marché intérieur des produits traditionnels, des cultures et de l'élevage approchait de la saturation et les exportations de fruits étaient devenues moins rentables que pendant les années 70 et 80 et se heurtaient à une concurrence plus vive sur les marchés internationaux. Dans cette situation, la stratégie adoptée a consisté à stimuler la demande de ces produits tout en améliorant la capacité de réponse flexible de l'offre.

La demande intérieure de produits agricoles avait augmenté régulièrement pendant toute la période grâce à la politique de redistribution appliquée par le gouvernement et à la croissance dynamique de l'activité économique et des salaires réels. Les mesures qui ont eu le plus d'effets sont celles qui

ont permis d'améliorer la commercialisation sur le marché intérieur et qui ont été mises en place grâce à l'intervention active de l'organisme semi-public COTRISA (voir encadré 13, p. 212), qui a mis fin au régime d'oligopsonne qui faisait jusqu'alors des ravages dans le secteur de la meunerie.

Sur le front extérieur, le gouvernement, porté par une meilleure situation politique, a conclu des accords de libre-échange avec plusieurs pays d'Amérique latine, dont les plus importants sont ceux qui ont été signés avec l'Argentine et le Mexique. En même temps, l'offensive lancée pour ouvrir les marchés asiatiques aux produits chiliens en faisant valoir les conditions sanitaires exceptionnelles du pays a commencé à porter fruit.

Du côté de l'offre, le gouvernement a entrepris un vaste effort pour relancer le développement de l'irrigation. Le principal avantage du Chili tient à son climat méditerranéen, mais pour en tirer pleinement parti, l'irrigation est indispensable. Le secteur public a recommencé à entreprendre de grands ouvrages d'hydraulique agricole (aucun n'avait été réalisé sous le gouvernement précédent). Il a aussi aidé les petits exploitants à restaurer et étendre les périmètres existants, encouragé les projets de taille moyenne et imprimé un nouvel élan au programme de subvention des petits aménagements en le rendant accessible aux petits exploitants. Ce programme représente un investissement de 500 millions de dollars. Lorsqu'il sera achevé, vers l'an 2000, la superficie irriguée du Chili, actuellement 1,3 million d'hectares, devrait avoir augmenté de 30 pour cent.

Toujours pour améliorer l'offre, le gouvernement, avec l'appui de la BID, a entrepris un programme ambitieux de renforcement des capacités de recherche de l'INIA, axé principalement sur la recherche d'adaptation sur les systèmes d'exploitation dans la petite agriculture, sur l'aridoculture et sur les méthodes écologiquement viables, tout en renforçant également les capacités de l'organisme de contrôle sanitaire, la SAG.

Conservation des ressources naturelles. Les précédents gouvernements n'avaient pas fait grand-chose dans ce domaine. Il fallait donc avant tout mettre en place de nouvelles normes et une législation pour fixer les seuils admissibles de pollution de l'air et des eaux. Cette politique a suscité de graves conflits avec le secteur minier, principale source de pollution dans les campagnes. Des législations réglementant l'exploitation des forêts naturelles et la conversion des terres à des usages urbains ont également été élaborées et discutées. Dans ces deux domaines, où les intérêts privés commerciaux sont très puis-

Le principal avantage du Chili tient à son climat méditerranéen, mais pour en tirer pleinement parti, l'irrigation est indispensable.

Encadré 13

FAUT-IL CONDAMNER LES OFFICES SEMI- PUBLICS?

Pendant la campagne de privatisation de la fin des années 70, l'organisme public de commercialisation a été supprimé, mais l'Etat a conservé une partie de ses entrepôts. Après la crise de 1982, quand le système des fourchettes de prix a été mis en place, on s'est vite rendu compte qu'à cause des imperfections intrinsèques du marché intérieur des céréales (caractérisées par un oligopsonne des moulins et des petits acheteurs locaux, en général des camionneurs), il était essentiel de créer un organisme d'achat pour que la fourchette de prix soit effectivement appliquée. Comme le gouvernement militaire répugnait à toute forme d'intervention directe de l'Etat, cette fonction a été confiée à la Confédération de coopératives de producteurs commerciaux de céréales (COPAGRO), qui intervenait pour le compte du gouvernement en utilisant une ligne de crédit ouverte par la Banque centrale ainsi que les entrepôts appartenant à l'Etat. Après quelques campagnes, la COPAGRO a fait faillite et le gouvernement a été obligé de créer une nouvelle agence, sous la forme d'une société par

actions dans laquelle l'Etat était majoritaire et dont les moulins et les producteurs détenaient une part minoritaire; l'office semi-public supprimé renaissait ainsi de ses cendres sous un nouveau nom.

Comercializadora de Trigo SA (COTRISA) avec une participation symbolique du secteur privé; dans l'idée du gouvernement militaire, ce devait être un expédient provisoire.

Mais le gouvernement démocratique, moins hostile aux interventions de l'Etat sur les marchés agricoles, a renforcé le rôle de la COTRISA; celle-ci est devenue une institution permanente ayant pour fonction d'assurer le bon fonctionnement du marché du blé au niveau des exploitations. La COTRISA devait acheter tout le blé que les agriculteurs étaient disposés à lui vendre au prix plancher de la fourchette (correspondant au coût total de l'importation du blé au prix plancher) moins le coût de l'entreposage et les frais financiers nécessaires pour conserver la récolte jusqu'à ce qu'elle soit entièrement consommée. La crédibilité de l'obligation de la COTRISA

d'acheter tout le blé qui lui était offert était essentielle pour établir et stabiliser la concurrence entre les acheteurs. Pour assurer cette crédibilité, la COTRISA devait fixer le prix d'achat au plus juste: si le prix était trop élevé, les acheteurs s'en apercevraient très vite et cesseraient d'acheter; la COTRISA serait alors inondée de blé et serait forcée soit de changer le prix soit de cesser d'acheter. C'est précisément ce qui est arrivé quand le nouveau gouvernement démocratique a pris le pouvoir en mars 1990, vers la fin de la campagne de commercialisation du blé: le gouvernement précédent avait fixé le prix d'achat à un niveau trop élevé et la COTRISA avait été obligée de contingerer ses achats. Le nouveau gouvernement a baissé le prix et dans les 15 jours le marché était stabilisé et la pression sur la COTRISA a cessé. Cette année-là, la COTRISA a dû acheter quelque 8 pour cent de la production totale de blé. Depuis lors, elle achète entre 0,2 et 3 pour cent de la production totale et les marchés du blé fonctionnent sans heurt toute l'année.

Depuis le début de la période démocratique, la COTRISA a cessé de multiplier ses points d'achat dans la vallée centrale et en ouvre plutôt dans les localités isolées des zones sèches des Andes et des montagnes côtières où sont concentrés la plupart des petits agriculteurs et où il y a moins d'acheteurs. Elle a en outre cessé d'exploiter elle-même ses centres d'achat dont elle confie la gestion sous contrat à de petites coopératives d'agriculteurs et à des ONG. Alors qu'en 1990 il y avait cinq points d'achat tous gérés par la COTRISA, il y en avait en 1994/95 pas moins de 27, dont sept seulement étaient directement gérés par elle. Dès qu'un nouveau point d'achat s'ouvre dans une zone isolée, les acheteurs traditionnels offrent des prix plus élevés: la hausse peut ne pas dépasser 2 pour cent dans les zones relativement bien reliées aux grandes voies de communication et donc plus compétitives, mais elle a atteint 22 pour cent dans des zones isolées pendant les premières années de fonctionnement du programme. A mesure que la crédibilité de la COTRISA se confirme, l'écart de prix

diminue de sorte que les achats effectifs diminuent également.

Aujourd'hui, la COTRISA est un protagoniste sur le marché chilien du blé, et pourtant, à en juger par le volume effectif de ses achats, elle intervient très peu. Certaines années, elle a étendu ses opérations, qui ont un effet de catalyse, aux marchés du riz et du maïs (ce dernier produit n'étant pas visé par le système de fourchettes des prix), avec le même effet sur la transparence du marché, au bout de quelques semaines, les acheteurs qui bénéficiaient autrefois d'une situation d'oligopsonie se rendent compte que la COTRISA est capable d'intervenir sur un marché nouveau et qu'elle est décidée à le faire: le marché finit par se stabiliser et l'agence n'a pratiquement plus besoin d'acheter de produits.

sants et s'opposent énergiquement à toute réglementation, et qui sont pourtant si importants pour la société chilienne, les progrès ont été décevants. Toutefois, le cadastre a indiqué que le Chili possédait encore 13,3 millions d'hectares de forêts naturelles, ce qui était une bonne surprise étant donné l'exploitation massive des forêts pour la production de copeaux de bois destinés à l'exportation.

La politique du gouvernement dans la promotion de la petite agriculture visait à améliorer les programmes d'assistance technique et de crédit, et à créer de nouveaux mécanismes pour aider les petits agriculteurs à mieux faire face à la concurrence de la grande agriculture commerciale.

Promotion de la petite agriculture. La politique du nouveau gouvernement dans ce domaine visait à améliorer les programmes d'assistance technique et de crédit, à en élargir la portée et à créer de nouveaux mécanismes pour aider les petits agriculteurs à mieux faire face à la concurrence de la grande agriculture commerciale.

En ce qui concerne l'assistance technique, la participation des ONG et des organisations d'agriculteurs a été encouragée et les liens avec l'INIA ont été resserrés. En outre, les bénéficiaires ont été invités à participer aux évaluations périodiques du programme et l'assistance leur a été fournie collectivement et non plus individuellement. En quatre ans, le nombre de bénéficiaires a ainsi pu doubler, passant de 26 000 à 51 000; toutefois, cela ne représente encore que 20 pour cent de la population totale de petits exploitants.

Un gros effort a été fait pour améliorer l'accès aux divers programmes de crédit, qui ont été étendus aux petits exploitants et aux agriculteurs pauvres, autrefois exclus, ainsi qu'aux organisations d'agriculteurs. Plusieurs nouveaux programmes ont été mis en place pour intégrer les petits agriculteurs dans l'agriculture moderne, en particulier un grand programme d'attribution de titres fonciers dont ont bénéficié quelque 50 000 agriculteurs; l'ouverture aux petits exploitants du programme de subvention des plantations qui a touché 27 000 ha pendant la période; et plusieurs programmes d'assistance à la commercialisation, en particulier un programme associant les agro-industries à de petits agriculteurs travaillant sous contrat pour elles. Dans le cadre de ce programme, l'INDAP achemine son programme d'assistance technique et de crédit par les industries coopérantes qui, au moment des semailles, passent avec les producteurs des contrats leur garantissant un prix équitable.

Une des initiatives qui ont le mieux réussi est peut-être celle qui a consisté à intégrer les petits exploitants dans le programme de subvention de la petite irrigation, autrefois monopolisé par les grandes entreprises agricoles commerciales du fait que les crédits étaient attribués aux enchères selon une for-

mule qui privilégiait les emprunteurs relativement prospères proportionnellement à leur apport personnel. Le nouveau gouvernement a établi des enchères séparées pour les petits exploitants et pour les grandes exploitations commerciales et ouvert un crédit spécial pour financer les études. La demande des petits exploitants a alors explosé et environ 130 000 ha ont bénéficié du programme pendant cette période.

Tous ces programmes tendaient nettement à privilégier les organisations de sorte que le nombre de coopératives de petits agriculteurs a doublé depuis 1989 et leurs activités se sont beaucoup développées. Mais il reste encore beaucoup à faire avant que la petite agriculture ne soit suffisamment solide et active pour concurrencer le dynamisme de la grande agriculture commerciale.

Plusieurs programmes spéciaux de développement ont été élaborés en concertation avec les municipalités pour les zones à forte incidence de paupérisme rural. Dans le cadre de ces programmes, des crédits spéciaux ont été ouverts pour financer les activités productives identifiées et exécutées par les bénéficiaires eux-mêmes, qui servent maintenant de laboratoires pour tester de nouvelles armes contre le paupérisme rural. Toutefois, le principal effort a consisté à étendre aux zones rurales les services sociaux fournis par l'État aux plus pauvres qui, jusqu'à 1990, étaient pratiquement limités aux villes, et en particulier à améliorer la couverture et la qualité des services d'éducation et de santé. Le nombre de bénéficiaires de logements subventionnés a plus que doublé, de même que l'investissement dans les routes rurales et l'adduction d'eau dans les campagnes. Le nombre des ruraux pauvres a ainsi baissé de 200 000 et la proportion des ruraux vivant en dessous du seuil de pauvreté a été ramenée de 52 pour cent en 1987 à 34 pour cent en 1992, ce qui est encore plus que les 28 pour cent estimés en 1970.

L'agriculture chilienne depuis 1994

Le nouveau gouvernement a appliqué depuis 1994 un programme analogue visant à stimuler la revitalisation et la diversification de la production agricole et à moderniser la petite agriculture. De nouveaux instruments ont été créés à cet effet et d'autres ont été modifiés. Le principal organisme responsable de la promotion du paysannat, l'INDAP, a été décentralisé et une approche-projet intégrée a été appliquée à l'échelon local. Des mécanismes spéciaux d'assistance ont été mis en place pour aider les organisations paysannes à renforcer la capitalisation et les capacités de gestion.

La proportion des ruraux vivant en dessous du seuil de pauvreté a été ramenée de 52 pour cent en 1987 à 34 pour cent en 1992.

Dans le contexte de l'ouverture de l'économie nationale, les politiques agricoles ont été très influencées par les diverses négociations commerciales en cours dans lesquelles l'agriculture est un volet majeur. En particulier, l'adhésion du Chili au Conseil de coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) a aidé à ouvrir les marchés asiatiques aux exportations chiliennes de produits agricoles, forestiers et halieutiques. En outre, le Chili a ouvert des négociations en vue de devenir membre associé du MERCOSUR (le bloc commercial des pays comprenant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay). Le principal intérêt du CEAP pour l'agriculture chilienne est l'ouverture de marchés tandis que dans le cas du MERCOSUR, la mise en place de règles de réduction progressive des droits de douane ainsi que de programmes intérieurs facilitera la reconversion nécessaire des cultures traditionnelles (céréales, oléagineux) et de l'élevage. Cette reconversion est nécessaire à cause de la vive concurrence que peuvent exercer les producteurs à bas coûts d'Argentine et d'Uruguay en particulier. Des accords de libre-échange ont aussi été négociés avec le Canada et le Mexique, dans la perspective d'une éventuelle adhésion à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ainsi qu'avec l'UE.

Le Chili a négocié des accords de libre-échange avec le Canada et le Mexique, dans la perspective d'une éventuelle adhésion à l'ALENA.

Ces nouveaux accords ont fait l'objet de débats intenses au sein du secteur agricole et sur la scène politique. Le gouvernement a engagé des ressources supplémentaires considérables en vue d'assurer l'indispensable modernisation du secteur et de fournir une assistance spéciale aux groupes et aux zones qui risquent le plus de souffrir des accords. Le Ministère de l'agriculture est le principal organisme responsable de promouvoir la transformation des systèmes de production dans le secteur rural tandis que la lutte contre le paupérisme rural, considérée comme prioritaire, relève de l'ensemble du secteur public mais surtout des ministères sociaux (éducation, santé, logement, etc.) ainsi que des administrations locales. Dans ce cadre, le gouvernement a adopté deux engagements fondamentaux, à savoir:

- l'engagement en faveur du développement des zones rurales, axé sur la création de nouvelles activités économiques extra-agricoles en milieu rural et sur des mesures d'ordre strictement social;
- un engagement en faveur de l'agriculture visant à aider le secteur à faire face à l'internationalisation de l'économie et à renforcer sa compétitivité au moyen de ressources budgétaires supplémentaires.

Six axes de la politique agricole, avec des objectifs bien précis, ont été définis pour améliorer les capacités et les avoirs des producteurs ainsi que l'environnement commercial:

- i) Étendre les superficies irriguées et améliorer le rendement de l'eau par une meilleure gestion.
- ii) Restaurer les sols dégradés, améliorer la qualité des terres agricoles et récupérer le patrimoine naturel.
- iii) Améliorer les conditions sanitaires dans le secteur agricole pour promouvoir les exportations.
- iv) Encourager l'innovation technique et améliorer les capacités de gestion pour renforcer la compétitivité du secteur.
- v) Améliorer les équipements et filières de commercialisation, accroître la transparence sur les marchés nationaux et promouvoir l'insertion de l'agriculture chilienne sur les marchés internationaux.
- vi) Renforcer le dynamisme et le développement du secteur forestier, en faisant participer les petits et moyens agriculteurs; promouvoir un aménagement durable des forêts primaires et renforcer les institutions du secteur public.

Performances de l'agriculture. Entre 1990 et 1996, le taux de croissance de l'agriculture, qui avait atteint 6 pour cent pendant la période qui a suivi la crise de 1982, est tombé à quelque 4 pour cent par an sous l'effet conjugué de trois facteurs exogènes: premièrement, l'afflux de capitaux étrangers a fait monter le cours de la monnaie, sapant ainsi la compétitivité de l'agriculture chilienne, dont presque tous les produits entrent dans le commerce international. Deuxièmement, la croissance régulière de l'économie et la politique appliquée résolument par le gouvernement pour améliorer la répartition des revenus ont fait monter sensiblement les salaires réels, ce qui a réduit la rentabilité des activités à forte intensité de main-d'œuvre telles que l'agriculture. Enfin, les cours internationaux des produits alimentaires de base (principalement blé, riz et maïs) ont beaucoup baissé en 1992 et 1993 et, après un redressement éphémère, ont continué à décliner. Le régime commercial était tel que ces baisses de prix se sont immédiatement répercutées sur les marchés intérieurs (l'indice des prix réels des produits des cultures annuelles a baissé de 16 pour cent entre 1990 et 1993). Il faut en outre signaler que l'agriculture a beaucoup souffert entre 1990 et 1997 d'au moins quatre années de sécheresse.

Ces taux globaux masquent des tendances divergentes qui sont apparues dans l'agriculture chilienne en raison de sa profonde transformation structurelle. L'expansion a été vigou-

Les exportations de produits forestiers représentent 35 pour cent des exportations totales des secteurs agricole et forestier, et elles continuent de croître au rythme de près de 30 pour cent par an.

reuse dans certains sous-secteurs (vins, produits forestiers, légumes et produits laitiers), plus modérée, mais régulière dans d'autres (fruits) et fortement négative dans d'autres encore (blé et oléagineux). Toutefois, ces diverses tendances se situent dans un contexte général d'accroissement régulier de la productivité. D'après les chiffres du recensement, les rendements moyens à l'échelle nationale atteignent 3,8 tonnes à l'hectare pour le blé, 9,1 tonnes à l'hectare pour le maïs et plus de 50 tonnes à l'hectare pour la betterave sucrière. Les exportations ont continué à augmenter à un rythme proche de 12 pour cent par an pendant toute la période. Les exportations totales des secteurs agricole et forestier ont atteint 4 750 millions de dollars en 1997, sur lesquels 35 pour cent proviennent de la filière bois dont les exportations continuent à croître au rythme de près de 30 pour cent par an. L'essor des exportations de produits agro-industriels, en particulier de vin (+42 pour cent par an), est fulgurant et ne semble pas près de ralentir. En valeur, les exportations de vin atteignent maintenant 434 millions de dollars, contre 150 millions en 1993. Le secteur vinivicole a été radicalement modernisé et les marques et types de vin produits ont été diversifiés sous l'effet de l'évolution de la demande internationale et des investissements étrangers. Les importations agricoles ont aussi beaucoup augmenté parce que, d'une part la demande intérieure a été stimulée par la progression des revenus des groupes les plus pauvres et, d'autre part, la production des cultures remplaçant les importations a baissé. Quoi qu'il en soit, la balance des échanges agricoles continue à accuser un gros solde positif, qui était de l'ordre de 3 300 millions de dollars en 1997 (contre 1 500 millions en 1989).

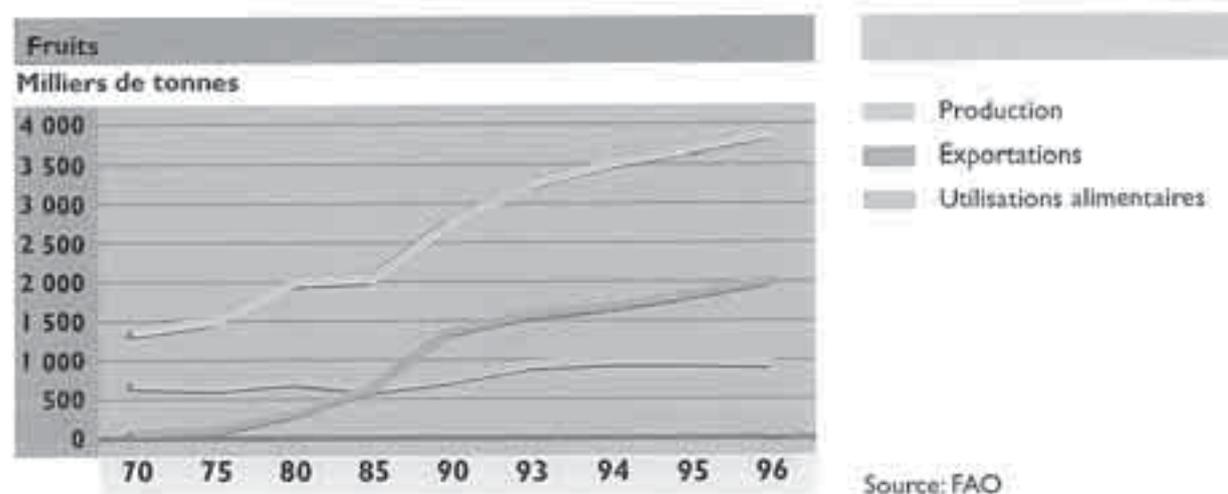
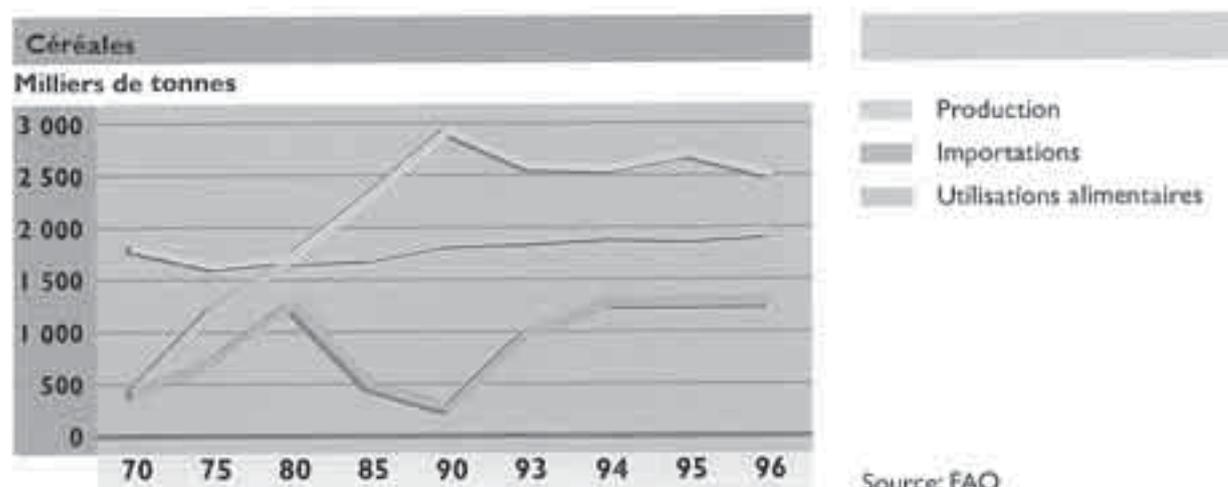
Conclusions

L'histoire du développement agricole du Chili, qui a traversé des périodes de profondes transformations politiques et économiques et connu des régimes très différents au cours des dernières décennies, est riche d'enseignements qui pourront être utiles à beaucoup d'autres pays.

La première leçon de l'expérience est qu'il est essentiel d'établir une coopération étroite entre le secteur public et le secteur privé. La tentative de remplacer l'initiative privée par le dirigisme étatique dans la production et la commercialisation agricoles pendant la période 1970-1973 a porté de durs coups à la production. Inversement, l'abstention naïve de toute intervention publique pendant le régime militaire a aussi provoqué des réactions désordonnées du secteur agricole.

Figure 32

CHILI: OFFRE INTÉRIURE ET UTILISATION DE PRODUITS SÉLECTIONNÉS



Le gouvernement a joué un rôle de premier plan en guidant et appuyant le lancement et le développement de ce qui sont aujourd'hui les trois principaux piliers de l'agriculture moderne du Chili: la production de fruits, la foresterie et les produits laitiers. Son action s'est aussi révélée essentielle pour promouvoir efficacement un système concurrentiel de commercialisation dans tout le pays, sans oublier les domaines qui relèvent plus traditionnellement de l'Etat tels que le contrôle sanitaire, la recherche et la vulgarisation. L'expérience chilienne indique aussi que l'Etat ne doit pas négliger son rôle dans la définition et la mise en œuvre des politiques sectorielles. Le Chili est la preuve

qu'une politique macroéconomique rationnelle et efficace ne suffit pas.

Non que les politiques sectorielles puissent être conçues isolément ou dans un sens contraire à celui du cadre macroéconomique, comme c'est trop souvent le cas. Au contraire, l'agriculture plus que tout autre secteur est sensible aux variations macroéconomiques les plus faibles. Toute variation du taux de change, du taux d'intérêt ou des salaires minimums a un effet direct sur sa rentabilité et donc sur son développement. Les politiques qui subordonnent la fonction d'allocation que doit normalement remplir le taux de change à des objectifs anti-inflationnistes peuvent être très coûteuses pour l'agriculture. Des contextes macroéconomiques très différents les uns des autres – la crise de 1982 ou, dans une moindre mesure, le « syndrome hollandais » dû à l'afflux d'investissements étrangers – ont eu des effets négatifs semblables sur les résultats de l'agriculture.

Le deuxième grand enseignement de l'expérience – la valeur du pragmatisme – est probablement valable pour tous les secteurs, tous les pays et toutes les époques. Toutefois, l'expérience de l'agriculture chilienne est particulièrement instructive. Il est certain que la forte réduction des interventions de l'Etat qui créaient des distorsions a donné au secteur beaucoup d'agilité et de souplesse pour répondre aux signaux du marché. Il n'y a probablement aucun autre pays dans lequel l'agriculture subisse aussi peu de distorsions qu'au Chili. Pourtant, certaines mesures, qui selon la sagesse traditionnelle auraient pu être considérées comme des facteurs de distorsion (par exemple les fourchettes de prix et l'intervention des organismes semi-publics dans la commercialisation), ont puissamment contribué à la croissance stable de la production agricole sans pour autant isoler l'agriculture ni même les produits agricoles qui bénéficiaient de ces interventions des forces du marché. C'est ce que prouve la forte réduction des superficies cultivées en blé et en oléagineux, qui s'est néanmoins accompagnée d'un accroissement considérable de la productivité. Le résultat du système des fourchettes de prix a confirmé la thèse de Peter Timmer²⁷ selon laquelle la stabilisation du marché d'un produit de base important, même au prix d'une protection provisoire, peut jouer un rôle décisif à l'appui du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Quant au contraire les modèles de développement basés sur une idéologie l'ont emporté sur la réalité sociale, politique et économique (1939-1952, 1970-1973 et 1974-1982), le dynamisme du secteur agricole en a souffert.

Il n'y a probablement aucun autre pays au monde dans lequel l'agriculture subisse aussi peu de distorsions qu'au Chili, et la forte réduction des interventions de l'Etat a donné au secteur beaucoup d'agilité et de souplesse.

Proche-Orient et Afrique du Nord

VUE D'ENSEMBLE

Evolution économique

Le taux de croissance économique de la région Proche-Orient et Afrique du Nord est tombé à 3,5 pour cent en 1997, contre 4,8 pour cent en 1996²³. Ce ralentissement est imputable à la décélération observée dans les toutes grandes puissances économiques de la région, à l'exception de l'Égypte.

En Turquie, la croissance du PIB, qui avait atteint 7,1 pour cent en 1996, est tombée en 1997 à quelque 5,7 pour cent et devrait continuer à ralentir en 1998 sous l'effet des mesures prises pour tempérer la surchauffe, freiner l'inflation (qui en 1997 était restée de l'ordre de 80 à 90 pour cent en rythme annuel) et maîtriser les équilibres budgétaires. De même, en République islamique d'Iran, le taux de croissance du PIB est tombé de 5,1 pour cent en 1996 à 3,2 pour cent en 1997, principalement parce que les recettes provenant des exportations de pétrole et de gaz ont baissé. Les mauvais résultats économiques de deux des grandes puissances économiques d'Afrique du Nord, l'Algérie et le Maroc, sont principalement dus aux conditions météorologiques défavorables qui ont réduit la production agricole. En Algérie, la chute de la production agricole provoquée par la sécheresse a freiné la croissance économique, qui n'a été que de 1,3 pour cent en 1997, contre 3,8 pour cent en 1996. Le Maroc a encore plus souffert: la baisse de la production agricole s'est traduite par une contraction du PIB estimée à 2,2 pour cent. D'une façon générale, l'économie marocaine a souffert toutes ces dernières années des oscillations de la production agricole provoquées par les intempéries. En Égypte, au contraire, la croissance économique s'est encore accélérée en 1997 pour la cinquième année consécutive, atteignant 5 pour cent. Ce progrès persistant atteste le succès des politiques de stabilisation et de réforme économiques appliquées par le gouvernement depuis 1991, qui ont modéré l'inflation, amélioré les équilibres extérieurs et budgétaires et stabilisé la monnaie.

La croissance du PIB devrait ralentir encore en 1998, notamment parce que les cours internationaux du pétrole resteront probablement bas, ce qui freinera l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole. Selon les projections du FMI, le taux de croissance du PIB à l'échelle régionale sera de l'ordre de 3,5 pour cent; depuis 1990, il n'était tombé aussi bas que lors de la crise de 1994. La croissance ralentira en Turquie à cause de la politique d'austérité budgétaire appliquée pour

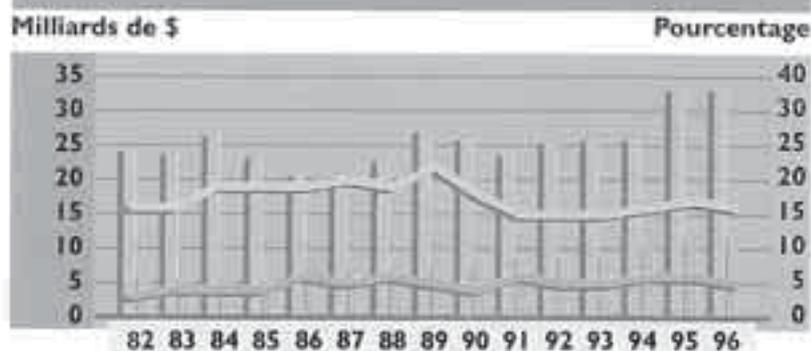
Le ralentissement économique général au Proche-Orient et en Afrique du Nord est imputable à la décélération observée dans les toutes grandes puissances économiques de la région.

Figure 33

PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

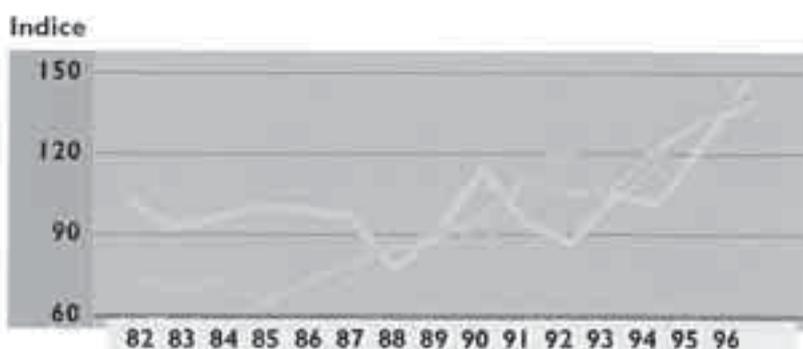
Valeurs des exportations et des importations de produits agricoles et part dans le commerce total des marchandises

- Exportations agricoles (\$)
- Importations agricoles (\$)
- Exp. agric. en % du total
- Imp. agric. en % du total



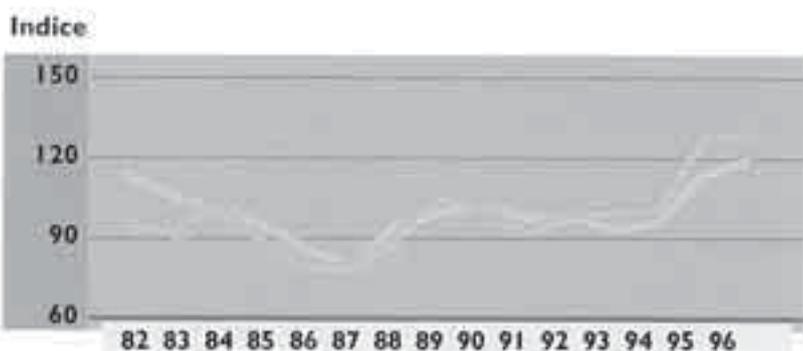
Exportations agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Valeur
- Valeur unitaire
- Volume



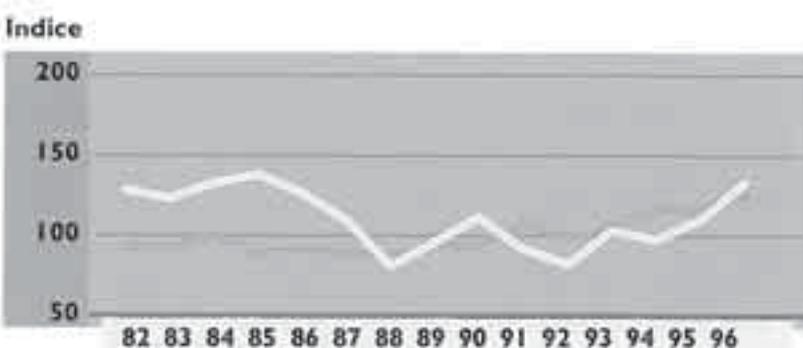
Importations agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Valeur
- Valeur unitaire
- Volume

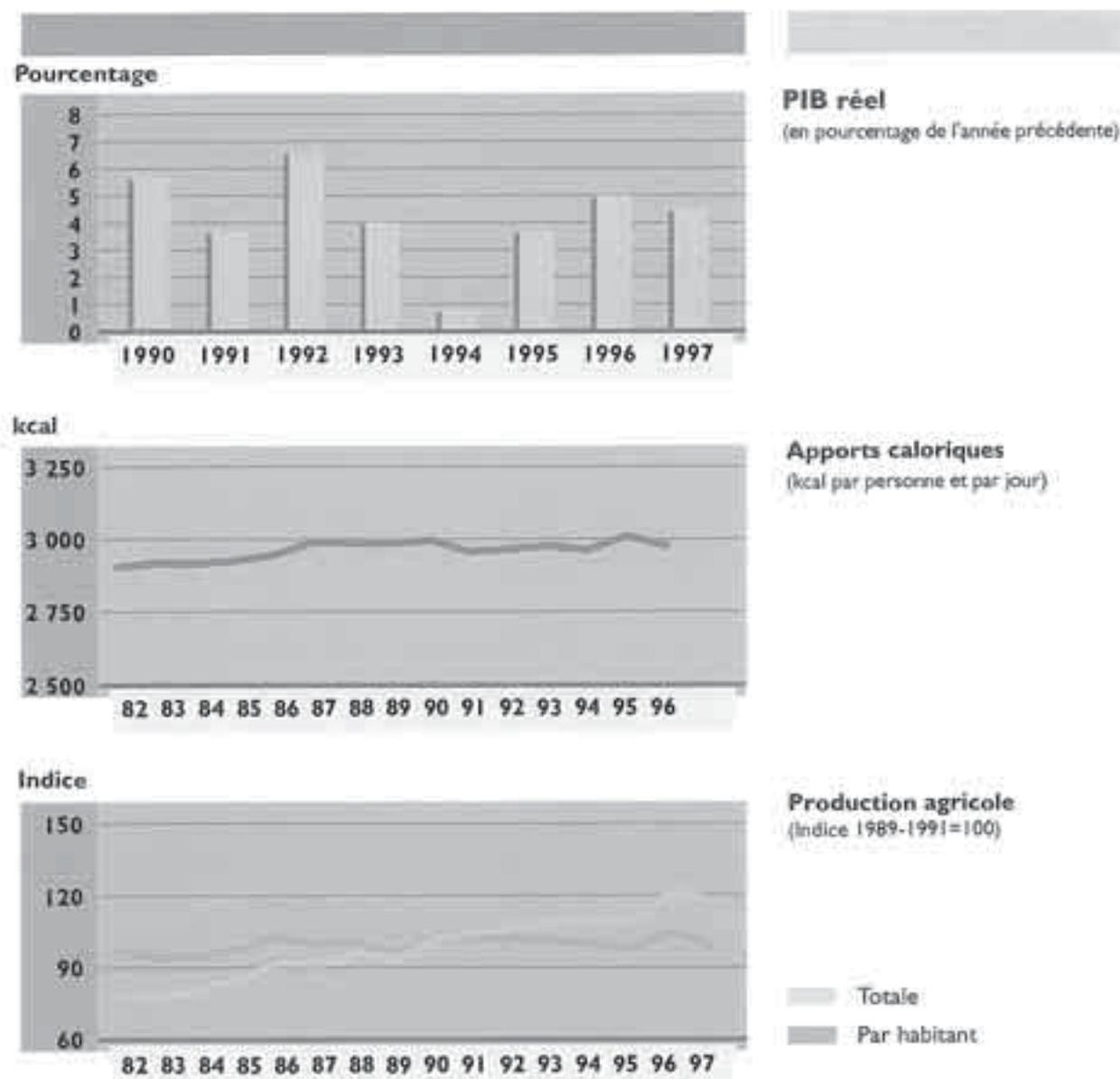


Termes de l'échange nets
Indice et recettes –
produits agricoles
(Indice 1989-1991=100)

- Termes de l'échange nets
- Recettes



PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



Source: FAO et FMI

limiter la demande et réduire le déficit, ainsi qu'en Iran qui, comme les autres pays exportateurs de pétrole, souffrira du cours déprimé de celui-ci. En revanche, les taux de croissance devraient augmenter en Algérie et au Maroc principalement parce que la production agricole, qui avait souffert des intempéries en 1997, devrait se rétablir. En Égypte, la croissance vigoureuse de 1997 devrait se poursuivre, au taux d'environ 5 pour cent. Pour l'ensemble de la région, le taux de croissance du PIB devrait augmenter légèrement en 1999, pour atteindre 4,4 pour cent.

Agriculture

Selon les estimations actuelles, la production végétale et animale, qui avait fait un bond de près de 10 pour cent en 1996, a baissé de près de 4 pour cent en 1997.

Le recul est surtout sensible en Afrique du Nord où les intempéries ont provoqué une chute de la production agricole d'environ 15 pour cent en Algérie et au Maroc et de 3 pour cent en Tunisie. Dans les trois pays, la production céréalière en particulier a beaucoup fluctué ces dernières années sous l'effet des caprices du climat; elle s'est effondrée sous l'effet de la sécheresse en Algérie où, après avoir atteint 4 900 000 tonnes en 1996, elle est tombée, en 1997, à 900 000 tonnes, son niveau le plus bas depuis 1966, ainsi qu'en Tunisie (1,1 million de tonnes en 1997 contre 2,9 millions en 1996). Au Maroc, également, l'absence de pluie en début d'année a fait tomber la production céréalière à 4,1 millions de tonnes (contre 10,1 millions en 1996); ce résultat est toutefois meilleur que la misérable récolte de 1,8 million de tonnes engrangée en 1995.

En Turquie aussi, malgré une légère augmentation de la récolte céréalière, la production agricole totale a baissé à cause du recul du secteur de l'élevage, ainsi que de plusieurs autres cultures vivrières et non vivrières, notamment le coton, les oléagineux (en particulier les olives) et les fruits et légumes. On prévoit aussi une certaine contraction de la production agricole en Iran et surtout en République arabe syrienne où la céréaliculture et les cultures vivrières en général ont souffert des intempéries. En revanche, la récolte syrienne de coton a atteint un nouveau record grâce à la forte augmentation des superficies. En Iraq, on estime que la production agricole, qui avait augmenté en 1996, a baissé en 1997; pour la céréaliculture, la chute est de l'ordre de 25 pour cent. La production agricole par habitant reste bien inférieure au niveau atteint pendant les années 80.

Selon les estimations actuelles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la production végétale et animale, qui avait fait un bond de près de 10 pour cent en 1996, a baissé de près de 4 pour cent en 1997.

En Egypte, la production agricole, qui avait affiché en 1995 et 1996 un taux d'expansion de 8 pour cent par an, a stagné en 1997. En Arabie saoudite, la deuxième année consécutive d'expansion n'a pas permis de rattraper le recul de plus de 20 pour cent enregistré en 1995. En particulier, la production céréalière, qui avait atteint en 1994 le niveau record de 5 millions de tonnes, a beaucoup baissé à la suite de la réduction des prix de soutien: elle était, en 1997, de l'ordre de 2,4 millions de tonnes. L'expansion de la production de fruits et légumes n'a compensé que partiellement (en valeur) ce recul de la céréaliculture.

En 1998, le rétablissement de conditions météorologiques normales devrait se traduire par une augmentation notable des récoltes céréalières en Algérie, au Maroc et en Tunisie par rapport au niveau catastrophique de 1997. Les perspectives de récolte semblent aussi bonnes en Turquie et en Arabie saoudite tandis qu'en Iraq, elles sont plus incertaines en raison des pluies insuffisantes et du manque persistant d'intrants.

A plus long terme, on note dans la plupart des pays une expansion notable de la production agricole au cours de la dernière décennie; les principales exceptions sont l'Iraq, où l'agriculture a beaucoup souffert de l'embargo qui a déprimé les marchés et qui l'a privé d'investissements et d'intrants, et l'Arabie saoudite, où elle s'est ressentie de la forte réduction des subventions agricoles. Il est difficile de discerner une tendance en Algérie et au Maroc, où la production agricole est sujette à des fluctuations très amples.

L'évolution de la production agricole par habitant est moins satisfaisante. Parmi les grands pays, seuls l'Iran et l'Egypte ont réussi à l'accroître régulièrement; en Turquie, elle a, au contraire, un peu diminué. En République arabe syrienne, elle tend à augmenter depuis 1990, mais pas assez pour compenser la forte baisse enregistrée tout au long des années 80. Le secteur agricole est trop instable dans le Maghreb pour que l'on puisse dégager des tendances, mais il semble que la production par habitant soit en hausse en Tunisie.

Gestion des ressources en eau

Les ravages provoqués par la sécheresse dans plusieurs pays d'Afrique du Nord en 1997 ont une fois encore mis à l'ordre du jour l'importance cruciale que revêt l'aménagement des ressources en eau pour les pays de la région. Au Maroc, où 13 pour cent des terres arables et des cultures permanentes sont irriguées, la sécheresse de 1997 a fait suite à beaucoup d'autres. Le Gouvernement marocain a créé une cellule spé-

Les ravages provoqués par la sécheresse dans plusieurs pays d'Afrique du Nord en 1997 ont une fois encore mis à l'ordre du jour l'importance cruciale que revêt l'aménagement des ressources en eau pour la région.

ciale chargée d'étudier les moyens de rendre le pays moins dépendant de l'agriculture pluviale. Il poursuit en même temps sa politique d'expansion des superficies irriguées au moyen d'un programme ambitieux de construction de barrages, qui a pour principal objectif d'accroître les exportations agricoles grâce à l'irrigation et à une amélioration de l'offre d'énergie. L'Algérie, où 7 pour cent seulement des terres arables et des cultures permanentes sont irriguées, applique aussi un programme de construction de barrages; un grand chantier, qui avait été abandonné en 1993, a redémarré. En Tunisie, la politique nationale de l'eau prévoit la construction de plusieurs grands et petits barrages, mais les possibilités d'expansion des zones irriguées sont limitées. Un effort de développement de l'irrigation est aussi en cours en Turquie, notamment dans le cadre du projet d'Anatolie du Sud-Est, ainsi qu'en République arabe syrienne.

En Jordanie, l'Autorité de la Vallée du Jourdain s'efforce en priorité d'améliorer la conservation de l'eau et le rendement de l'irrigation pour affranchir l'agriculture de la pénurie d'eau. L'utilisation de l'eau pose des problèmes en République arabe syrienne, où la nappe phréatique a baissé dans certaines zones à cause des forages incontrôlés de puits, et au Yémen, où elle baisse rapidement. En Arabie saoudite, la production céréalière est basée sur l'utilisation d'aquifères souterrains non renouvelables. Depuis quelques années, le gouvernement encourage le remplacement de la céréaliculture très gourmande en eau par des productions horticoles plus économes.

Le projet d'aménagement hydraulique, qui est de loin le plus ambitieux de la région, est le projet de la Vallée du Sud en Egypte, qui a été annoncé en 1997. Il vise à accroître la superficie cultivable et habitable du pays en détournant les eaux du lac Nasser. Quand il sera achevé, il devrait permettre d'installer quelque 6 millions de colons et d'irriguer environ 0,5 million d'hectares. Le Gouvernement égyptien a annoncé qu'il coûtera en tout 300 milliards de livres égyptiennes (près de 90 milliards de dollars) d'ici à l'an 2017. La première phase comporte la construction d'un canal d'irrigation de 67 km pour mettre en valeur 34 000 ha.

Evolution des politiques

En 1997 et au début de 1998, la plupart des pays de la région ont appliqué des politiques de libéralisation et de déréglementation du marché. Toutefois, la réforme économique et agricole a progressé lentement et plusieurs gouvernements ont rétabli ou renforcé les mesures d'intervention. Parmi les

La réforme économique et agricole a progressé lentement et plusieurs gouvernements ont rétabli ou renforcé les mesures d'intervention.

exemples récents de libéralisation de la politique agricole, on citera la décision prise en Algérie de transformer le monopole des céréales en organisme de réglementation du secteur céréalier, et la suppression en Jordanie de la réglementation du prix de détail des fruits et des légumes de production locale. En Algérie, le gouvernement a aussi fait savoir qu'il avait l'intention de promouvoir la privatisation totale du secteur agricole. En Egypte, la Loi n° 96 approuvée par le Parlement en 1992, qui devait prendre pleinement effet en 1997, a libéralisé les baux ruraux qui étaient restés pratiquement bloqués depuis 1952; un moratoire de cinq ans est prévu pour permettre aux propriétaires et aux locataires de s'entendre à l'amiable; une indemnisation est prévue pour les agriculteurs acceptant un règlement avant l'expiration du moratoire. Cette loi concerne quelque 700 000 à 800 000 fermiers; on estime qu'en 1992, 24 pour cent des terres agricoles étaient affermées. Au Maroc, le gouvernement a redoublé d'efforts pour vendre une partie de l'industrie sucrière dans le cadre de son programme de privatisation, qui est un des plus avancés de la région. Deux des principales entreprises de production et de distribution de vin devaient être privatisées en 1997. En République arabe syrienne, le gouvernement poursuit l'effort entrepris il y a quelques années pour stimuler les investissements privés dans les filatures de coton, autrefois monopole public.

Malgré les progrès de la libéralisation, les interventions de l'Etat sur les marchés agricoles restent très répandues dans la région et, comme on l'a vu plus haut, certaines mesures de libéralisation ont récemment été abrogées. Ainsi, en novembre 1997, le Liban a imposé des restrictions à l'importation d'une série de produits agricoles et d'aliments transformés afin de réduire la facture d'importations alimentaires, de protéger l'agriculture nationale et de stimuler la production. Ces mesures restrictives sont plus ou moins sévères: interdiction totale d'importer un certain nombre de produits; nouveaux droits de douane pour certains autres; et liste de produits dont l'importation doit être concertée avec le Ministère de l'agriculture. En Turquie également, le gouvernement est revenu pendant la campagne de commercialisation 1995/96 sur sa politique de désengagement des marchés agricoles, notamment en rétablissant un régime plus généreux de soutien des prix. Ainsi, les quantités de céréales achetées par l'Etat, déjà considérables en 1996, ont encore augmenté en 1997. Les prix de soutien de plusieurs autres produits agricoles ont aussi été beaucoup relevés pour la campagne de commercialisation 1997/98.

Encadré 14.

ASSOCIATION UNION EUROPÉENNE – PAYS MÉDITERRANÉENS

Depuis 1995, plusieurs pays de la région ont développé des partenariats avec l'UE en vue de créer une zone de libre-échange entre celle-ci et les pays méditerranéens. Ce processus a démarré lors d'une conférence tenue à Barcelone en novembre 1995 avec la participation de l'UE et des pays méditerranéens, à l'exception de la Jamahiriya arabe libyenne; il devrait déboucher, en 2010, sur la

création d'une zone de libre-échange. Les premiers accords conclus entre l'UE et les pays méditerranéens participant à ce processus visent à mieux intégrer les pays dans le marché mondial au moyen d'un partenariat économique et financier.

La zone de libre-échange envisagée impliquerait:

- le libre-échange de tous les articles manufacturés entre l'UE et les pays participants,

- un accès préférentiel réciproque aux produits agricoles intéressant les pays participants;
- le libre-échange entre les pays méditerranéens eux-mêmes.

Les relations avec l'Europe ont une énorme importance pour plusieurs pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord.

Les relations avec les pays européens et en particulier avec l'Union européenne (UE) ont une énorme importance pour plusieurs pays de la région, surtout pour leur secteur agricole. En 1997, les négociations entre la Jordanie et l'UE en vue d'un accord d'association dans le cadre du processus de Barcelone (voir encadré 14) ont abouti en 1997: la Jordanie est ainsi le cinquième pays, après le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et Israël, à avoir conclu un tel accord. Pour le Maroc, les relations avec l'UE sont importantes aussi dans le secteur halieutique. Le dernier accord sur la pêche entre le Maroc et l'UE a été conclu en 1996: il accorde aux flottilles européennes l'accès aux eaux marocaines pour quatre ans, moyennant compensation, mais avec une réduction graduelle des captures autorisées. Le Gouvernement marocain a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de reconduire cet accord après son expiration en 1999. Il a annoncé des plans ambitieux de développement du secteur halieutique national, qu'il réalisera notamment en développant les équipe-

ments portuaires et en s'appuyant sur des coentreprises avec des sociétés étrangères.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Contexte macroéconomique

L'économie et l'orientation politique de l'Iran ont été marquées depuis 20 ans par deux événements majeurs: premièrement, la révolution de 1979, suivie de l'adoption des règles islamiques de politique économique et sociale; et, deuxièmement, la guerre de huit ans contre l'Iraq, qui s'est soldée par de graves pertes humaines et matérielles et un effondrement de l'économie, à laquelle a succédé une longue période de redressement et de reconstruction. L'économie iranienne a aussi souffert d'autres événements: la chute des cours du pétrole en 1986 – qui a beaucoup fait baisser les recettes du pays au moment où il souffrait déjà d'une récession économique – et les restrictions commerciales imposées par les États-Unis²⁹. Toutefois, comme on le verra ci-après, l'économie iranienne a depuis lors repris un bon départ. A la suite de l'élection présidentielle et du Sommet islamique qui s'est tenu à Téhéran en 1997, il semble que le pays tende à sortir de plus en plus de son isolement économique et diplomatique.

L'Iran se classe maintenant dans la tranche inférieure des pays à faible revenu, avec un PIB de 82 milliards de dollars EU, soit 1 300 dollars par habitant (chiffres de 1996). Sa population, qui a doublé en 20 ans, compte environ 61 millions d'habitants. Le taux de croissance démographique, qui atteignait 3,2 pour cent entre 1977 et 1986, est depuis tombé à environ 1,6 pour cent grâce à une politique active de planification familiale. La croissance du PIB, estimée à 4,2 pour cent en 1995/96, a atteint en 1996/97 son taux le plus élevé depuis cinq ans, 5,2 pour cent³⁰, essentiellement grâce au cours élevé du pétrole en 1996. Le tassement du prix du pétrole devrait entraîner un ralentissement de la croissance en 1997/98.

Le pétrole fournit 16 pour cent du PIB de l'Iran et 80 pour cent de ses recettes d'exportation. La production s'est élevée à 3,7 millions de barils par jour en 1996. De nouveaux gisements offshore de gaz commencent à être exploités, et cette ressource prend de plus en plus d'importance. Pour réduire la dépendance de l'économie à l'égard du secteur des hydrocarbures et la vulnérabilité aux fluctuations du cours du pétrole, le gouvernement cherche à promouvoir d'autres secteurs, en particulier l'agriculture.

Après la révolution et la guerre contre l'Iraq, qui avaient obligé à appliquer une politique de crise, le gouvernement a



Carte 8

0 Km 500 Km

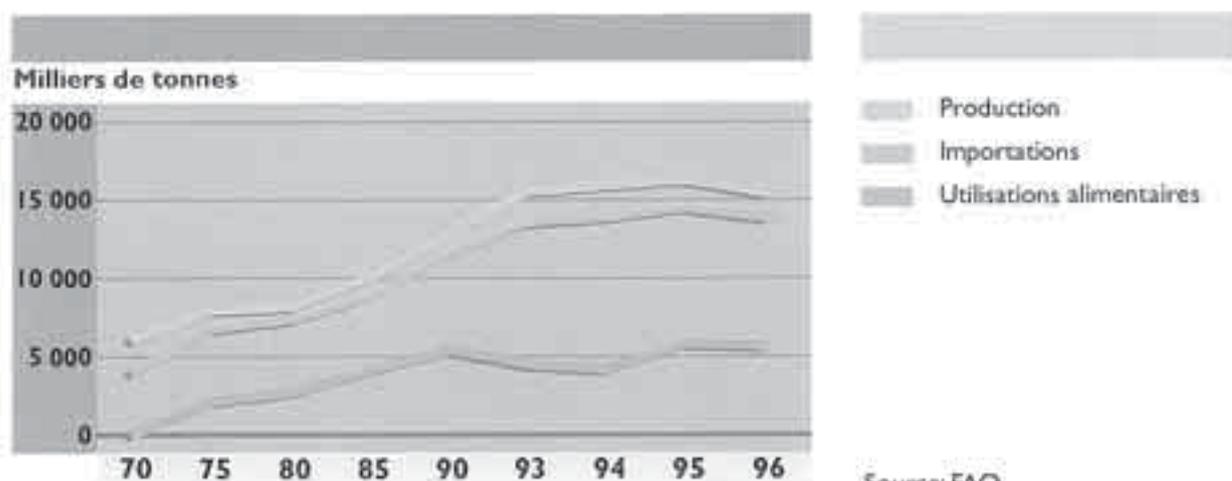
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN



adopté un modèle économique d'autosuffisance associé à une politique de libéralisation et de promotion du secteur privé. Un premier Plan quinquennal de reconstruction (1989/90 à 1993/94) a été lancé pour accroître la production et l'autosuffisance de tous les produits stratégiques, améliorer la productivité dans les secteurs clés de l'économie et promouvoir les exportations non pétrolières. La libéralisation de l'économie a été entreprise dans le contexte d'un programme national d'ajustement structurel comprenant des actions sur plusieurs fronts: correction des distorsions de prix; adoption d'un taux de change flottant et promotion du secteur privé. Pendant cette période, l'économie iranienne a connu une

Figure 34

IRAN: OFFRE INTÉRIEURE ET UTILISATION DE CÉRÉALES



croissance dynamique et les objectifs ambitieux du Plan ont été dans une large mesure atteints.

Les objectifs du Deuxième Plan (1994/95 à 1999/2000), comme ceux du premier, sont ambitieux. Le nouveau Plan confirme la politique de libéralisation du marché (poursuite de la privatisation et du désengagement de l'Etat) et de diversification en faveur des secteurs non pétroliers. Sur le front extérieur, le Plan prévoit un taux de change unique avec un flottement dirigé, la rationalisation des procédures douanières et l'établissement de droits de douane permettant à la fois de protéger les producteurs et de conserver un avantage compétitif international. Dans le secteur financier, l'objectif du Plan est de maintenir la croissance de la masse monétaire à un rythme non inflationniste, au moyen d'une série de mesures: incitations à l'épargne, rationalisation des taux d'intérêt bancaires, émission de bons du Trésor et participation accrue du secteur privé. Enfin, le Plan vise à réformer le système fiscal et son administration en introduisant une taxe sur la valeur ajoutée et en éliminant les subventions (tout en créant des filets de sécurité et une assistance ciblée sur les groupes vulnérables).

La dette extérieure et son service continuent à poser de graves problèmes économiques, même si la situation est moins critique qu'au début des années 90. A la suite d'importantes renégociations en 1993, les dettes à court terme ont été converties en obligations à moyen et long termes. Le

La dette extérieure et son service continuent à poser de graves problèmes économiques à l'Iran, même si la situation est moins critique qu'au début des années 90.

gouvernement s'est engagé à respecter un calendrier ambitieux du service de la dette, comportant certaines années des remboursements supérieurs à 5 milliards de dollars. Il a fallu pour cela appliquer une politique d'austérité budgétaire et des pressions se sont exercées pour qu'il soit mis fin à la libéralisation. Le taux de change a de nouveau été fixé et les importations sévèrement réglementées, ce qui a eu des effets négatifs sur la production nationale. La facture d'importation, qui avait atteint 26 milliards de dollars en 1991/92, a été ramenée à quelque 13 milliards de dollars en 1995/96 en raison des mesures d'austérité.

La santé, l'éducation et la régulation démographique ont beaucoup progressé depuis une dizaine d'années. Mais de nombreux problèmes socioéconomiques restent à résoudre. On estime que 17 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (12,2 pour cent dans les villes et 26 pour cent dans les campagnes, selon le PNUD). Selon les statistiques officielles, 10 à 14 pour cent de la population active est au chômage; ce chiffre est probablement inférieur à la réalité car l'excédent structurel de main-d'œuvre est sous-estimé. Malgré la politique de réduction des subventions, celles-ci continuent à obérer lourdement le budget national.

L'Iran n'est pas membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais les discussions en vue de son éventuelle accession ont commencé. Elle nécessiterait des réformes importantes, en particulier en ce qui concerne la politique protectionniste de prix des produits alimentaires.

Les efforts de stabilisation ont réussi à freiner considérablement l'inflation des prix à la consommation, qui est néanmoins demeurée forte. Pendant le Premier Plan (1990/91 à 1994/95), le taux d'inflation était de 24 pour cent par an en moyenne. Après avoir culminé à 50 pour cent en 1995/96, il est retombé à 23 pour cent pour les 12 mois s'achevant en mars 1997. Selon les dernières estimations, il serait de 18 pour cent pour les cinq premiers mois de l'année iranienne 1997/98.

Le gouvernement a été obligé d'abandonner en 1995 le taux de change flottant unifié, trop difficile à appliquer, et de réintroduire provisoirement un double taux de change fixe²⁹. La Banque centrale continue à préconiser un taux de change flottant unifié; on espérait y parvenir en 1999, mais il faudra probablement attendre encore quelques années.

Le secteur agricole

Le secteur agricole joue un rôle majeur dans l'économie iranienne; il a de grandes potentialités de développement et

constitue donc un domaine stratégique essentiel. Il fournit plus de 25 pour cent du PIB et un tiers de l'emploi; il rapporte aussi d'importantes recettes d'exportation – 900 millions de dollars en 1996, c'est-à-dire un tiers des exportations hors pétrole.

La population iranienne peut être considérée comme relativement affranchie de l'insécurité alimentaire. La ration calorique est de l'ordre de 2 900 kcal par personne et par jour²⁶. La production nationale permet de satisfaire environ 80 pour cent des besoins alimentaires du pays et 90 pour cent de la demande des agro-industries.

Depuis 20 ans, la politique agricole vise à accroître le taux d'autosuffisance et à diversifier les sources de devises afin de réduire la vulnérabilité aux fluctuations du cours du pétrole. C'est dans cet esprit qu'ont été conçus les Plans de développement passés ainsi que le Troisième Plan et la stratégie en préparation pour les 25 prochaines années. L'objectif central est d'accroître la production vivrière suffisamment pour qu'elle permette de nourrir en l'an 2023 (1 400 de l'hégire) les 100 millions d'habitants que comptera alors l'Iran.

Potentiel agricole. La superficie de l'Iran est de 1,65 million de km². La superficie potentiellement arable est de l'ordre de 51 millions d'hectares, dont 36 pour cent seulement sont effectivement cultivés. L'Iran possède des climats très contrastés, depuis le climat aride de la plaine centrale et de la côte méridionale jusqu'au régime méditerranéen semi-aride des provinces de l'Ouest et du Nord, et au climat très humide des côtes de la mer Caspienne. La diversité biologique est considérable: il y aurait plus d'espèces végétales différentes en Iran que dans toute l'Europe. Malgré les déboisements massifs (plus de 5 millions d'hectares de forêt ont disparu depuis 1960), la forêt couvre encore 11,4 millions d'hectares, tandis que les parcours, les pâturages, les montagnes et le désert en occupent 90 millions (54,6 pour cent du territoire national). La pêche joue un rôle relativement marginal dans l'économie, mais c'est un secteur d'exportation traditionnel et les ressources combinées de la mer Caspienne (caviar), de la mer d'Oman et du golfe Persique offrent de grandes potentialités.

Les pâturages non cultivés dominent largement les 51 millions d'hectares de terres arables (32,5 millions d'hectares). Environ 8,8 millions d'hectares sont irrigués avec des systèmes traditionnels ou modernes²⁷, et les cultures pluviales occupent 9,7 millions d'hectares. Les sols iraniens sont en général peu fertiles. Les sols des plaines et des vallées, où sont situées les

La population iranienne peut être considérée comme relativement affranchie de l'insécurité alimentaire, avec une ration calorique de l'ordre de 2 900 kcal par personne, et une production nationale qui permet de satisfaire environ 80 pour cent des besoins alimentaires.

Les deux tiers environ des eaux superficielles utilisables sont exploitées pour l'irrigation et d'autres usages, tandis que les eaux souterraines ne peuvent pas être utilisées davantage sans danger.

principales zones agricoles, souffrent à des degrés divers de salinité ou d'engorgement, et ceux des plateaux sont pauvres en matières organiques. Seul le bassin de la Caspienne possède des sols assez riches en matières organiques.

Les deux tiers environ des eaux superficielles utilisables sont exploitées pour l'irrigation et d'autres usages; quant aux eaux souterraines, il serait dangereux d'en utiliser davantage, car la nappe phréatique tend déjà à baisser. Le rendement de l'eau d'irrigation est faible, de l'ordre de 30 pour cent⁷¹, ce qui est un obstacle sérieux à l'accroissement de la production et de la productivité.

Politiques agricoles: objectifs ambitieux, problèmes environnementaux. Le secteur agricole relève de deux ministères différents: le Ministère de l'agriculture, pour la production végétale (qui représente environ 57 pour cent de la production agricole), et le Ministère du Jihad-e-Sazandeghi, responsable de l'élevage (40,8 pour cent de la production agricole), des forêts (1,5 pour cent) et des pêches (0,5 pour cent), ainsi que du développement rural et de l'aménagement des bassins versants. Depuis 1979, le gouvernement appuie activement le secteur rural et l'agriculture par des actions menées principalement sur deux fronts: prix garantis aux producteurs pour certains produits agricoles et gros efforts de développement rural au profit de milliers de villages (voir ci-dessous).

Depuis 10 ans, la production vivrière augmente plus vite que la population, d'où un net progrès de la consommation par habitant; les objectifs du Premier Plan sont en général atteints. Les rendements moyens ont aussi beaucoup augmenté pendant cette période.

Les taux d'autosuffisance augmentent régulièrement; pour 1997, ils étaient estimés à environ 80 pour cent pour le blé, 90 pour cent pour les protéines d'origine animale et 100 pour cent pour la volaille, le lait et le fromage. Le principal instrument utilisé pour obtenir de tels résultats était l'application de prix à la production garantis et rémunérateurs pour les principaux produits⁷².

Bien que la part des importations dans la consommation alimentaire ait beaucoup diminué, les importations agricoles constituent une part importante et croissante du commerce extérieur: cette part était de l'ordre de 15 pour cent en 1989-1991; elle a ensuite baissé pour remonter à 27,2 pour cent en 1995. En valeur, elle représentait 16,7 pour cent des recettes d'exportation en 1989-1991 et 18,9 pour cent en 1995.

Le blé est le principal pilier du système agricole et alimentaire: il fournit 40 pour cent des disponibilités énergétiques

Le blé est le principal pilier du système agricole et alimentaire iranien.

Tableau 8

**PRODUCTION, IMPORTATIONS
ET CONSOMMATION (KG/AN/HABITANT)
DE CERTAINS PRODUITS DE BASE, 1985 ET 1995**

	Blé	Toutes céréales	Oléagineux	Légumes	Fruits
<i>(millions de tonnes)</i>					
Production					
1985	6	10,2	0,36	4,2	8,6
1995	11,2	16,3	0,55	6,3	13,4
Importations					
1985	5,2	7,8	-	-	-
1995	3,1	5,8	-	-	-
<i>(kg/habitant/an)</i>					
Consommation					
1989	166	197	-	66,3	130
1995	173	211	-	79,6	164

et 45 pour cent des disponibilités protéiques. Pour stimuler sa production, le gouvernement a lancé pendant les années 80 un vaste programme national comportant des prix d'achat garantis, des subventions aux intrants, des services de recherche et de vulgarisation, ainsi que des subventions à la consommation de farine et de pain, sans compter les aides indirectes que constituaient les subventions des prix de l'énergie, des transports, des services de mécanisation et du crédit. Grâce à cette politique, la production a presque doublé, passant de 6 millions de tonnes en 1989 à 11,2 millions de tonnes en 1996. Le rendement moyen des cultures irriguées est passé de 2 tonnes à l'hectare à plus de 3 tonnes pour le blé, et des accroissements analogues de la productivité et de la production ont été enregistrés pour le riz, l'orge et la pomme de terre²⁵; la superficie portant des cultures permanentes a continué à augmenter; elle dépasse aujourd'hui 2,7 millions d'hectares. L'Iran peut ainsi maintenir sa tradition d'exportation de pistaches, de raisins, de dattes, de pommes et d'agrumes.

Après une période de croissance modérée pendant les années 70, la production de fruits et de légumes a fait l'objet

Au cours de la dernière décennie, la production de fruits a augmenté de 239 pour cent, celle d'agrumes de 769 pour cent.

d'un effort accru et a rapidement progressé. On estime qu'au cours de la dernière décennie, la production de fruits a augmenté de 239 pour cent (769 pour cent pour les agrumes et 294 pour cent pour les fruits à coque). L'horticulture occupe 10 pour cent des terres cultivées, soit 1,6 million d'hectares, dont 1,2 million pour l'arboriculture fruitière. Toutefois, ce secteur continue à souffrir d'importantes pertes après récolte dues, en grande partie, aux carences et à la mauvaise gestion du système de commercialisation. La consommation apparente de produits horticoles, de l'ordre de 210 kg par habitant, est proche des niveaux européens.

La production animale a augmenté de 4,1 pour cent par an pendant le Premier Plan: les taux d'autosuffisance atteignent maintenant 90 pour cent pour les protéines d'origine animale et 100 pour cent pour le lait et le fromage. La production forestière est passée de 1,9 million de m³ en 1990 à 2,2 millions en 1997; celle du secteur halieutique de 315 000 tonnes en 1990 à 389 000 tonnes en 1995. On estime que le nombre des pêcheurs a triplé et celui des bateaux de pêche doublé depuis 1986.

Développement rural. L'action de développement rural menée depuis 10 ans par le Ministère du Jihad-e-Sazandeghi, en partenariat avec la population rurale, a beaucoup amélioré les conditions de vie dans quelque 15 000 villages. Deux millions deux cent mille hectares de terres marginales ont été mis en culture et les aménagements hydrauliques ont permis d'accroître de 13 milliards de m³ les ressources en eau d'irrigation. Cinquante et un mille kilomètres de routes gravillonnées et 11 600 km de routes asphaltées ont été construits; 13 700 villages ont été électrifiés, 17 500 ont été équipés de réseaux d'eau potable et 15 000 de réseaux complets d'assainissement. Les services ruraux d'éducation et de vulgarisation agricole à l'intention des femmes et des hommes ont été activement développés.

Durabilité. Le progrès de la production alimentaire et agricole s'est accompagné de pressions croissantes sur les ressources naturelles. La déforestation et l'érosion ont atteint des proportions inquiétantes. La charge des pâturages a augmenté de 50 pour cent depuis 30 ans, d'où un grave surpâturage: on estime qu'aujourd'hui 16 pour cent seulement des parcours sont en bon état. Des millions d'hectares ont été détruits par le surpâturage et l'extension des cultures pluviales. On estime qu'entre 1986 et 1992, 200 000 ha ont été déboisés chaque année. Environ 45 pour cent des terres arables souffrent d'érosion hydrique et 60 pour cent d'érosion

colienne; les terres arables perdent en moyenne une vingtaine de tonnes de sol par hectare et par an. La multiplication des puits et des stations de pompage pour l'irrigation a fait dangereusement baisser la nappe phréatique. Par ailleurs, l'amélioration de la productivité est en grande partie due aux prix garantis et à l'utilisation massive des intrants subventionnés, ce qui fausse le marché et coûte cher aux finances publiques. Les pouvoirs publics se trouvent donc aujourd'hui confrontés à un problème crucial: comment maintenir la viabilité économique et environnementale de l'agriculture au cours des prochaines années?

Depuis le lancement du Deuxième Plan, des projets de reboisement, de protection des sols et de lutte contre la désertification ont été entrepris pour freiner la dégradation des ressources naturelles. Des mesures ont été prises pour protéger la biodiversité, mais jusqu'ici seulement dans les zones protégées (8 millions d'hectares, soit 5 pour cent du territoire). L'amélioration de la gestion des eaux est un objectif prioritaire. La subvention des pesticides a été supprimée; leur consommation a baissé d'environ 75 pour cent depuis cinq ans et les agriculteurs adoptent de plus en plus des méthodes de lutte raisonnée contre les ravageurs. Mais il reste encore beaucoup à faire pour juguler le processus de dégradation des ressources naturelles.

Le gouvernement s'efforce actuellement en priorité d'assurer la durabilité du développement agricole et une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment en mobilisant la participation des utilisateurs et des agriculteurs. Le cadre institutionnel des efforts de protection de l'environnement, défini par le Troisième Plan et la Stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable, est du ressort de la vice-présidence pour l'environnement et de l'Organisation de protection de l'environnement.

Prix et subventions. Les subventions sont régies par des mécanismes décisionnels complexes auxquels participent plusieurs organismes et institutions. Le Conseil suprême de l'économie, qui relève du Cabinet du Président, est la plus haute autorité dans le domaine économique. Il arrête les prix garantis à la production et l'enveloppe des subventions sur proposition de l'Administration du plan et du budget et de son Bureau de l'agriculture et du développement rural, en concertation avec l'Office de protection des consommateurs et des producteurs et le Ministère de l'agriculture. Les propositions sont ensuite présentées au Parlement, qui peut les rejeter, les approuver

Pendant la guerre d'Iraq, on a assisté à une montée en puissance du régime des subventions.

telles quelles ou les modifier avant de les incorporer dans le budget annuel.

Pendant la guerre d'Iraq, il a fallu un gros effort pour assurer dans des conditions équitables un ravitaillement et des niveaux de vie minimums: c'est de cette époque que date la montée en puissance du régime de subventions. Les subventions à la consommation et à la production de produits agricoles sont ensuite restées importantes. Les producteurs bénéficiaient de prix garantis, calculés en fonction des coûts de production moyens, qui leur assuraient des marges confortables. Les prix à la consommation des produits alimentaires étaient maintenus à peu près constants en valeur réelle. Les crédits inscrits au budget de 1993 pour la subvention des produits de base se sont élevés à 2,4 billions de rials, soit environ 9,4 pour cent des recettes publiques et 2,5 pour cent du PIB projeté²⁴.

Les prix à la consommation sont encore subventionnés pour le pain, le sucre, le lait, le fromage, la viande, le thé, l'huile végétale et le riz et les prix à la consommation pour les semences améliorées et divers autres intrants. D'autres secteurs tels que celui du pétrole et de l'électricité bénéficient également de subventions²⁵.

Il était prévu de supprimer toutes les subventions, y compris celle des produits alimentaires et autres biens de première nécessité pendant les trois premières années du Deuxième Plan²⁶. En fait, elles ont été maintenues pour un nombre réduit d'articles essentiels; pendant certaines périodes, le Parlement les a même reportées à leurs taux élevés de 1992. Elles ont de nouveau été réduites ces dernières années. La subvention des denrées alimentaires a absorbé environ 1,8 pour cent du budget de 1997²⁷. Les subventions ont encore augmenté de 22 pour

Tableau 9

PRIX GARANTIS À LA PRODUCTION, 1991/92 À 1997/98

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98
	(rials/kg)						
Blé	130	150	225	260	330	410	480
Riz	500	550	715	900	950	1 180	1 400
Orge	115	115	173	210	255	317	387
Betterave sucrière	26	27	52	62	78	97	125
Pomme de terre	78	78	117	135	140	174	210

Source: Gouvernement de la République islamique d'Iran, Ministère de l'agriculture.

cent en 1995/96 et de 12,7 pour cent en 1996/97, aux prix courants.

C'est le blé qui est au cœur du problème: la commercialisation de cette céréale est presque entièrement entre les mains de l'Etat et absorbe environ 70 pour cent des subventions de l'alimentation. En 1995/96, le blé était payé aux producteurs 330 rials le kilogramme et la farine vendue aux consommateurs 62 rials le kilogramme¹⁰. L'Etat finançait non seulement cet écart de prix, mais tous les coûts intermédiaires – commercialisation, transport, transformation, entreposage, pertes, administration, etc. Pour les autres produits essentiels, il existe un double marché: les rations subventionnées et le marché libre.

L'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits alimentaires subventionnés est progressivement réduit. Les prix à la consommation ont été fortement relevés en 1996/97: pour le blé, le prix de vente est passé de 62 à 93 rials le kilogramme, pour le riz de 100 à 300 rials le kilogramme, pour le sucre de 27 à 100 rials le kilogramme, pour les huiles alimentaires de 60 à 300 rials le kg, pour la viande rouge de 750 à 1 000 rials le kilogramme et pour le fromage de 450 à 1 000 rials le kilogramme¹¹.

Entre autres effets pervers, le régime de subventions a favorisé l'utilisation désordonnée des pesticides et des engrais bon marché, qui sont devenus d'importantes causes de dégradation de l'environnement¹². L'expansion des terres cultivées, stimulée par le soutien des prix, a aussi été une cause de défo-

Entre autres effets pervers, le régime de subventions a favorisé l'utilisation désordonnée des pesticides et des engrais, qui sont devenus d'importantes causes de dégradation de l'environnement.

Tableau 10

**SUBVENTIONS DES PRODUITS ALIMENTAIRES:
QUANTITÉ EN MILLIERS DE TONNES ET PRIX EN
RIALS/KG**

	Quantités subventionnées		Prix	
	1995/96	1996/97	1995/96	1996/97
	(milliers de tonnes)		(rials/kg)	
Farine de blé	9 300	9 400	62	93
Riz	280	297	100	300
Sucre	340	346	27	100
Huile alimentaire	222	223	60	300
Viande rouge	53	54	750	1 000
Fromage	15	24	450	1 000
Total	10 210	10 344		

Source: Office de protection des consommateurs et des producteurs, cité par le FMI.

restation, de dégradation des parcours et d'érosion. Depuis quelques années, la politique de suppression des subventions est plutôt motivée par la charge croissante qu'elles représentent pour le budget, les dysfonctionnements administratifs et les distorsions du marché qu'elles créent (ainsi que les retards cumulés dans l'exécution du Plan). Le souci d'équité entre également en jeu: les subventions ne sont pas ciblées socialement, mais les statistiques officielles indiquent que le taux moyen de la subvention par habitant est à peu près le même pour les ruraux que pour les citadins.

Les prix à la consommation restent un problème très délicat, surtout pour les groupes les plus vulnérables. Un des objectifs du Deuxième Plan était de couper radicalement les subventions, mais le processus a été freiné car il était politiquement trop risqué de laisser les prix alimentaires monter en flèche: en fait, les subventions n'ont pas vraiment baissé mais se sont stabilisées en valeur réelle, augmentant au rythme de l'inflation. Il est actuellement prévu d'accélérer leur réduction en diminuant le nombre de produits subventionnés. Il est prévu de réduire en premier lieu la subvention des intrants, puis l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation. Toutefois, la subvention des prix à la production et à la consommation sera probablement maintenue pendant une période indéterminée, du moins pour les produits essentiels tels que le blé. La suppression totale des subventions entraînerait l'abandon des objectifs de prix garantis et d'autosuffisance alimentaire.

Régimes fonciers et réforme agraire. Deux réformes agraires – l'une avant et l'autre après la révolution islamique – ont profondément transformé les régimes fonciers et les systèmes de production en Iran.

Avant la réforme de 1962-1972, l'essentiel des terres et des villages appartenaient à des propriétaires qui les louaient à des paysans. Il y avait environ 2 millions de paysans qui, sans être propriétaires, exploitaient la terre sous un régime de métayage ou de baux à court terme. Ils étaient souvent organisés en groupes traditionnels, les *bonah* (production en équipe, entretien collectif des infrastructures, exploitation en commun, etc.). Il y avait aussi 2 millions de paysans sans terre et sans droits d'exploitation. A la fin de la réforme (qui a été exécutée en trois étapes sur 10 ans), quelque 1,8 million d'agriculteurs avaient acquis des titres de propriété de la terre. La petite exploitation familiale était devenue la principale structure de production: la taille de 83 pour cent des exploitations était infé-

riche à 10 ha. La réforme a aussi fait apparaître de nouveaux groupes sociaux et de nouvelles formes de propriété foncière et, en particulier, des paysans riches et des exploitations agricoles capitalistes gérées dans un souci de rentabilité (13 pour cent des ménages ruraux et 40 pour cent des terres), des entreprises agricoles financées par des capitaux internationaux, des entreprises agricoles publiques intégrées dans des complexes agro-industriels géants, des sociétés anonymes et des coopératives de production. Mais la réforme avait laissé environ 1,9 million d'ouvriers agricoles sans terre et sans accès à la propriété: elle n'avait profité qu'aux agriculteurs ayant déjà des droits d'exploitation. La stratification socioéconomique s'est donc accentuée dans les campagnes et l'exode rural, que la réforme était censée freiner, n'a pas ralenti (on estime que 2 millions de ruraux ont migré en ville entre 1962 et 1965).

En mars 1980, le Conseil islamique de la révolution a passé une loi prescrivant la redistribution des grandes exploitations. Initialement, la Loi révolutionnaire de réforme agraire classait les terres pouvant être confisquées et redistribuées en trois catégories, chacune faisant l'objet d'un règlement différent. Les terres des deux premières catégories¹¹ (parcours et autres zones naturelles et latifundia) confisquées devaient être placées sous administration de l'Etat, en vue d'être éventuellement distribuées en pleine propriété ou données à bail. La troisième catégorie comprenait les terres dont la superficie dépassait le triple de la superficie moyenne des exploitations de subsistance de la zone (ainsi dans une zone où la taille moyenne des exploitations était de 5 ha, les propriétés de plus de 15 ha pouvaient être confisquées). Pour les deux premières catégories, la réforme n'a pas rencontré de grandes difficultés, mais la troisième catégorie (qui relevait de l'Article J de la Loi agraire) a suscité des réactions violentes et de vives polémiques. Certaines autorités religieuses se sont opposées à la confiscation arguant qu'elle était contraire aux principes de l'islam. Le principe islamique de la propriété foncière limitée, mais reconnue en droit (interdiction d'accumuler des richesses, mais garantie de la propriété personnelle, nécessaire pour stimuler la production), a été invoqué pour combattre les rigueurs de la politique de confiscation. Cette opposition a entraîné la suspension de l'application de l'Article J de la Loi agraire. Cette suspension est toujours en vigueur et le Conseil des Gardiens, invoquant le caractère sacré de la propriété en droit islamique, s'est opposé, en 1986, à certaines nouvelles réformes plus radicales que proposait le Parlement.

Les «Comités des Sept», qui étaient à l'origine des organes révolutionnaires distincts, mais qui ont été rattachés en 1984 au Ministère de l'agriculture et qui comprennent des représentants du paysannat et des tribunaux islamiques, ont été chargés, entre autres, de la gestion et de l'attribution des terres comprises dans les catégories destinées à être confisquées et distribuées. Ces comités devaient aussi promouvoir un nouveau système de coopératives, les *moshaa*, et régler les questions de développement rural liées à la réforme agraire. Les terres confisquées ont été distribuées à des paysans sans terre, mais aussi à de petits agriculteurs dont l'exploitation n'atteignait pas la superficie moyenne de la région et à des diplômés des écoles d'agriculture. La superficie attribuée variait de 1 à 15 ha selon la région. Environ 1,2 million d'hectares avaient été redistribués à quelque 230 000 ménages d'agriculteurs avant 1991¹⁰. Toutefois, les bénéficiaires ont reçu seulement des droits d'exploitation mais non des titres de propriété individuelle. Ces droits ne sont pas transférables et sont subordonnés à l'exploitation effective de la terre, qui doit être restituée si elle n'est pas cultivée. En même temps, le gouvernement a encouragé et appuyé la création de coopératives d'agriculteurs de dimensions moyennes, ou *moshaa*. Ce sont des exploitations de taille moyenne – 20 à 60 ha – exploitées collectivement par cinq à 15 familles d'agriculteurs; chaque famille possède une part égale des terres, mais les lots ne sont pas délimités. Quelque 13 000 *moshaa*, groupant environ 100 000 familles paysannes, ont été créées. Destinées à favoriser les économies d'échelle et à faciliter l'acheminement des services agricoles fournis par l'État (crédit, assistance technique, services subventionnés de mécanisation et de pompage de l'eau), les *moshaa* restent aujourd'hui un secteur important du paysannat, mais l'exploitation collective a peu à peu cédé la place à une agriculture individuelle. On estime qu'environ 80 pour cent des terres des *moshaa* ont été officiellement réparties entre les membres et sont exploitées à titre individuel ou cultivées en commun par deux ou trois familles.

Le panorama foncier iranien est maintenant dominé par des petites exploitations familiales dont plus de 96 pour cent sont en faire-valoir direct.

Le panorama foncier iranien est maintenant dominé par des petites exploitations familiales. Plus de 96 pour cent des exploitations sont en faire-valoir direct. Quarante-vingt pour cent ont moins de 10 ha et 66 pour cent moins de 5 ha. Les exploitations de plus de 10 ha, qui constituent le secteur «moderne», fournissent quelque 80 pour cent des produits alimentaires vendus sur les marchés. La confiscation des terres en vertu de l'Article J de la Loi agraire pendant la période

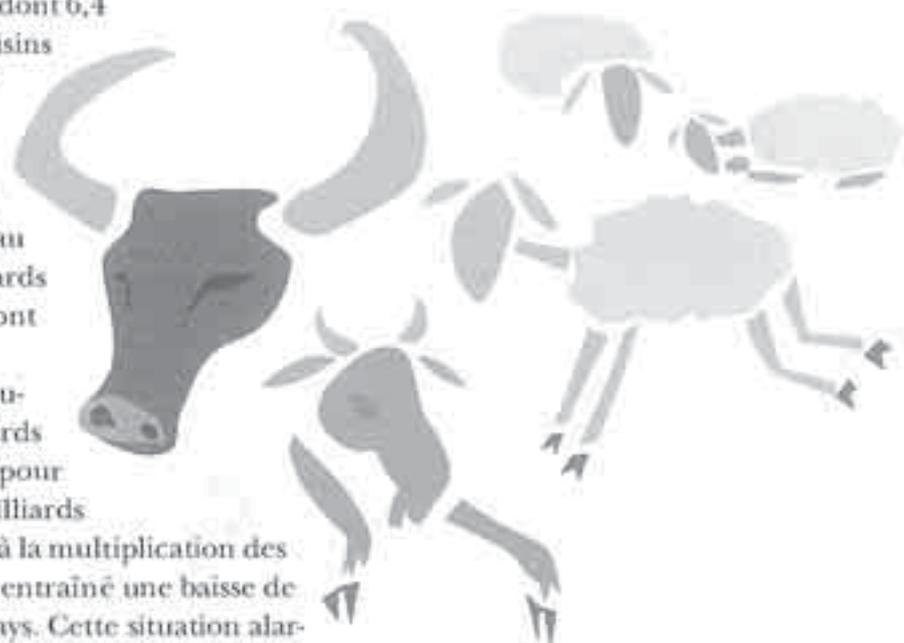
postrévolutionnaire a déstabilisé les gros et moyens propriétaires et les a dissuadés de louer leurs terres ou d'investir dans leurs biens fonciers. Le patrimoine foncier souffre aussi du morcellement: chaque exploitation compte en moyenne 15 parcelles dont la taille moyenne est de 2 ha. Ce morcellement freine l'accroissement de la productivité et compromet l'efficacité des services agricoles.

De nombreux problèmes complexes et ambiguïtés demeurent. Le problème de l'équité et de l'accès des paysans sans terre à la propriété ou au bail n'a pas été réglé sur le plan juridique. Les gros propriétaires, au-delà d'une certaine superficie, se sentent encore menacés. Le morcellement freine la modernisation; les incertitudes du régime foncier et le manque de transparence des marchés fonciers entravent le remembrement et l'investissement rural. Ces problèmes pèsent lourdement sur les résultats et les perspectives de tout le secteur agroalimentaire.

Ressources hydriques et irrigation. La pluviosité moyenne en Iran ne dépasse pas 250 mm par an et l'essentiel du territoire reçoit moins de 100 mm d'eau. L'utilisation des ressources hydriques est dominée par l'irrigation, qui en absorbe 95 pour cent, contre 4 pour cent pour les usages domestiques et 1 pour cent pour les usages industriels. Toutefois, seulement 36 pour cent des terres arables sont effectivement cultivées, le manque d'eau étant le principal facteur limitant l'expansion des superficies cultivées et l'amélioration des rendements.

Les ressources totales en eau superficielle sont estimées à 105 milliards de m³, dont 6,4 milliards proviennent des pays voisins et des *ghanats* (le réseau traditionnel iranien d'aqueducs souterrains) et 5,4 milliards de sources. Le volume économiquement et techniquement utilisable d'eau superficielle est d'environ 63 milliards de m³ par an, dont 40 milliards sont utilisés.

Les ressources totales en eau souterraine sont estimées à 46,6 milliards de m³ et le volume net disponible pour la consommation à quelque 37 milliards de m³. Une exhaure excessive, due à la multiplication des stations de pompage et des puits, a entraîné une baisse de la nappe phréatique dans tout le pays. Cette situation alar-



Le tiers environ des terres arables de l'Iran sont irriguées avec des méthodes modernes ou traditionnelles.

Stabilisation des dunes pour éviter l'érosion

La stabilisation des sols à l'aide de plantes résistant à la sécheresse aide à protéger les systèmes d'irrigation et les cours d'eau des effets dévastateurs de l'érosion et de l'emvasement.

manente a nécessité des mesures de restriction et de réglementation au niveau local, et la recharge de la nappe phréatique est devenue une préoccupation générale.

Les ressources hydriques sont inégalement réparties: 30 pour cent des eaux superficielles sont concentrées dans une province, le Khouzistan, tandis que dans de nombreuses provinces très peuplées, les maigres ressources sont totalement exploitées. Les débits des cours d'eau varient beaucoup d'une saison à l'autre et d'une année à l'autre, et il faudrait construire des réservoirs pour assurer un approvisionnement régulier. A la fin de 1995, 31 grands barrages étaient exploités et 15 autres devaient être construits au cours des prochaines années.

Le tiers environ des terres arables (8,8 millions d'hectares) sont irriguées avec des méthodes modernes ou traditionnelles. Le rendement moyen de l'eau d'irrigation est de l'ordre de 30 pour cent (contre une moyenne mondiale de 45 pour cent): sur les 14 600 m³ d'eau consommés en moyenne à l'hectare, 4 600 m³ seulement sont effectivement utilisés par les cultures. Il est donc impératif d'améliorer le rendement de l'eau d'irrigation, et c'est un des objectifs prioritaires du Deuxième Plan quinquennal. Les trois ministères compétents pour la gestion



des eaux agricoles (Ministère de l'agriculture, Ministère du Jihad et Ministère de l'énergie et de l'eau) unissent leurs efforts pour élaborer un programme de 20 ans en vue de porter le rendement de l'eau à 40-45 pour cent.

Il faut aussi s'attaquer à deux problèmes connexes: le problème technique du rendement de l'irrigation et celui de la gestion de l'irrigation (attribution de pouvoirs aux irriguants et intensification des cultures).

Sur le plan technique, de gros efforts sont en cours pour promouvoir l'utilisation de systèmes d'irrigation sous pression, pour lesquels le pays a acquis de bonnes capacités techniques et beaucoup d'autonomie. Les réseaux modernes sous pression utilisant des dispositifs d'aspersion, d'irrigation goutte à goutte et de micro-irrigation sont en cours de développement (le rendement de l'irrigation par aspersion est de 70 à 75 pour cent, celui de l'irrigation goutte à goutte et de la micro-irrigation atteint 90 pour cent en moyenne dans les systèmes iraniens existants). Actuellement, 250 000 ha sont équipés de ces systèmes. L'objectif est d'équiper 1 million d'hectares, à raison de 100 000 ha par an. L'industrie nationale, principalement le secteur privé, est déjà tout à fait capable de produire l'équipement nécessaire.

En ce qui concerne la gestion de l'irrigation, on s'efforce en particulier d'accroître les pouvoirs dont jouissent les associations d'irriguants et leur participation à la gestion des ressources. On estime qu'actuellement environ 600 000 ha de terres irriguées sont regroupés, avec une bonne participation et une organisation efficace des utilisateurs. Une réglementation est en préparation pour optimiser l'utilisation de l'eau et réduire les pertes sur les 1,2 million d'hectares irrigués avec des méthodes modernes. Un des moyens d'améliorer le rendement dans les réseaux modernes consiste à transférer la responsabilité de l'organisation et de la gestion aux irriguants.

Conclusion

Au cours des dernières décennies, l'Iran a réalisé un progrès remarquable dans les domaines du développement agricole et rural et de la sécurité alimentaire. De vastes parties du secteur agricole et rural bénéficient de meilleures conditions de vie et touchent des prix rémunérateurs pour leurs produits. Cela a permis un accroissement considérable de la production alimentaire et agricole et un progrès dans la voie de l'autosuffisance. Toutefois, le coût financier et environnemental de ces progrès a été considérable.

L'Iran doit maintenant relever un défi: comment maintenir le dynamisme et la compétitivité de son secteur agricole, tout en assurant sa durabilité économique et environnementale?

En vue de renforcer la viabilité et la rationalité économiques, l'Iran a opté pour une politique de libéralisation impliquant l'abandon des systèmes traditionnels de protection et la suppression des subventions. La volonté politique de réaliser ces transformations a été clairement déclarée, mais la réaction des producteurs et des consommateurs pose des problèmes délicats, en particulier dans le contexte actuel d'austérité. En outre, la question des subventions agricoles est liée à celle de l'autosuffisance. Peut-être un jour, le coût d'opportunité et la rationalité économique d'un régime de fortes subventions de l'agriculture seront-ils remis en question, ainsi que l'idée que l'autosuffisance est la meilleure garante de la sécurité alimentaire. Mais la politique actuelle est loin d'une telle remise en question. Les plans stratégiques concernant le secteur alimentaire et agricole restent solidement basés sur le principe de l'autosuffisance, qui est motivé par des considérations de sécurité alimentaire dans un contexte de relations politiques et commerciales internationales incertaines et en présence d'importantes réserves de pétrole et de gaz permettant de financer cette politique.

Autre défi important: la promotion des exportations agricoles, étroitement liée à la privatisation et à l'investissement. Le transfert au secteur privé des fonctions de production et de commercialisation autrefois assurées par l'État progresse graduellement. Malheureusement, bien qu'il existe de vastes possibilités de développer toute une gamme d'industries agricoles et agroalimentaires pour lesquelles le pays possède ou pourrait posséder un avantage comparatif, les investissements dans ce secteur sont loin d'être suffisants. De nombreux investisseurs considèrent que l'environnement commercial, les infrastructures et les services iraniens ne leur garantissent pas des bénéfices suffisants. La lourdeur des procédures administratives, les carences des systèmes de commercialisation, la précarité des régimes fonciers et la complexité du régime de change sont autant de facteurs limitant le développement des exportations agricoles.

Les plans stratégiques de l'Iran concernant le secteur alimentaire et agricole restent solidement basés sur le principe de l'autosuffisance.

Europe centrale et orientale et Communauté des Etats indépendants

VUE D'ENSEMBLE

Evolution macroéconomique et performance de l'agriculture

Dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale¹¹ pris comme un tout, le taux de croissance du PIB a été positif en 1997 pour la première fois depuis le début de la transition: il a atteint 1,7 pour cent, contre -0,1 pour cent en 1996¹². En particulier, la croissance a été positive, encore que modeste (+0,4 pour cent), pour la première fois en Fédération de Russie; elle a été positive également dans tous les autres pays de la CEI sauf en Ukraine et au Turkménistan, où la contraction s'est poursuivie, moins rapidement que les années précédentes en Ukraine, mais très brutalement au Turkménistan.

Dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale et des pays en transition de la Baltique¹³, le taux de croissance de l'activité économique est tombé à 3,1 pour cent en 1997 contre 3,6 pour cent en 1996 et 5,3 pour cent en 1995¹⁴. Ces agrégats masquent des divergences entre les pays. Parmi les pays dans lesquels la réforme progresse rapidement, la croissance du PIB s'est accélérée en Hongrie, en Pologne et en Slovénie, tandis qu'elle a légèrement ralenti en Slovaquie; en République tchèque, elle a ralenti pour la deuxième année de suite, tombant à 1,2 pour cent seulement. Les résultats économiques ont aussi continué à s'améliorer dans les Républiques baltes -Estonie, Lettonie et Lituanie - de même qu'en Croatie. Dans les autres pays en transition d'Europe du Sud-Est, on observe la tendance opposée: le PIB a chuté d'environ 7 pour cent en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie. Toutefois, dans ces deux derniers pays, ce déclin est dû en très grande partie à l'impact initial des réformes générales qui ont enfin été entreprises.

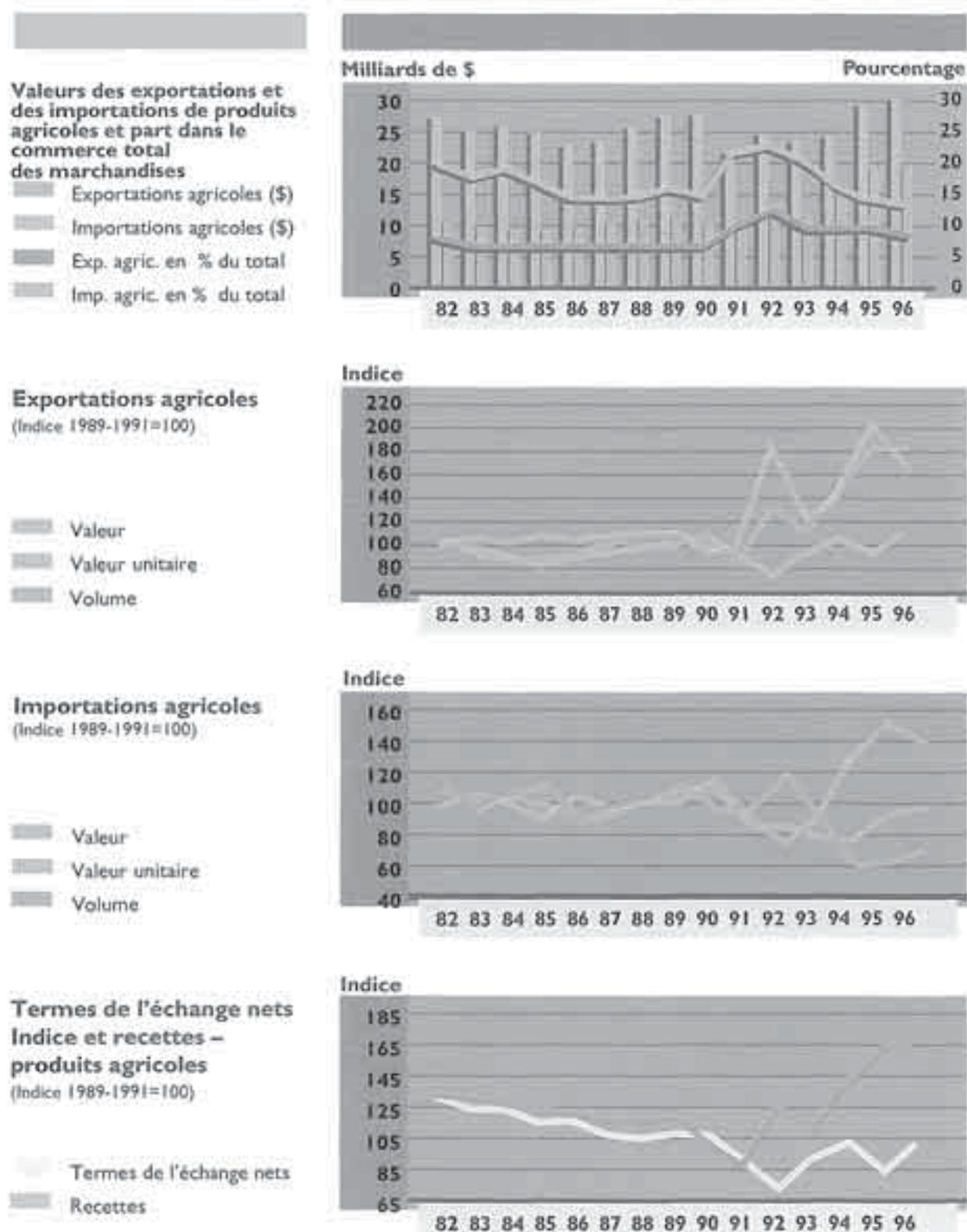
L'inflation semble ralentir dans beaucoup de pays en transition, en particulier en Pologne, en Hongrie, dans les Républiques baltes, en Fédération de Russie, en Ukraine et dans la plupart des autres pays de la CEI. Elle s'est au contraire beaucoup accélérée en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie et a encore un peu monté au Bélarus, où elle était déjà très forte.

Selon l'indice de la FAO, la production agricole a un peu augmenté en 1997 dans les pays en transition pour la première fois depuis 1989. Le taux global de croissance, de 1 pour cent, est entièrement dû à un bond de 8 à 9 pour cent de la

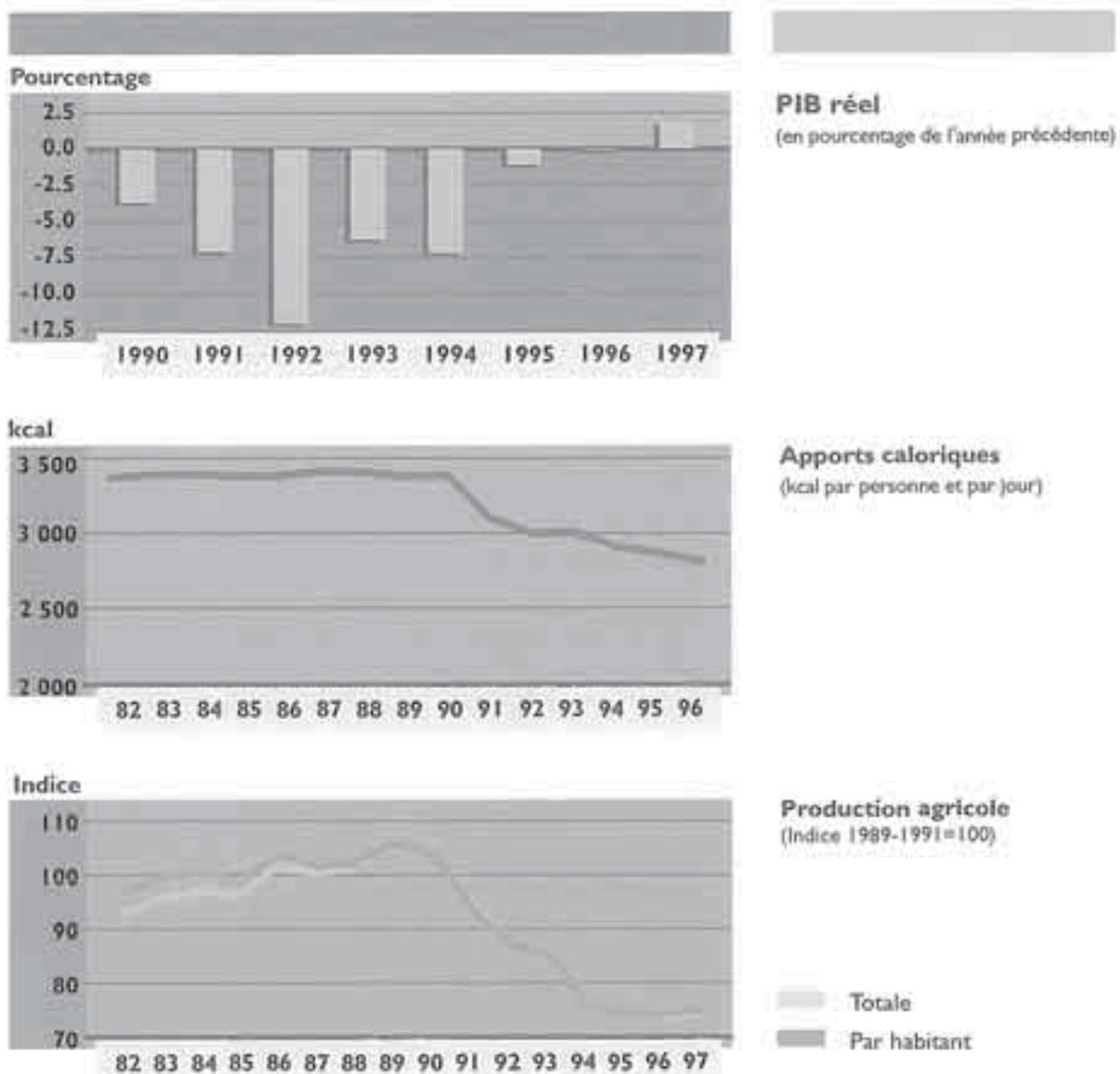
Dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale pris comme un tout, le taux de croissance du PIB a été positif en 1997 pour la première fois depuis le début de la transition.

Figure 35

PAYS EN TRANSITION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET CEI



PAYS EN TRANSITION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET CEI



Source: FAO et FMI

production végétale (et de pas moins de 25 pour cent de la production céréalière), tandis que la production animale a continué à baisser comme depuis le début de la période de transition.

Dans les pays de la CEE, la production agricole a beaucoup augmenté, particulièrement en Ukraine et un peu moins en Russie et au Kazakhstan, grâce essentiellement à la forte progression dans la céréaliculture car la production animale a continué à se contracter. Une progression plus ou moins importante a aussi été enregistrée en Géorgie, en Moldova, au Tadjikistan et au Turkménistan, tandis que la production a baissé dans les autres républiques de la CEE. Dans les Républiques baltes, la production agricole a continué à stagner ou baisser un peu en Estonie et en Lettonie mais elle a augmenté pour la deuxième année de suite en Lituanie, grâce principalement au rebond important de la production céréalière.

Les tendances de la production agricole ont été contrastées aussi dans les pays d'Europe centrale et orientale. Alors que la production globale a stagné ou même un peu baissé en 1997, la production céréalière a fait un bond de 23 pour cent (en volume), tandis que la production animale continuait à baisser (d'environ 6 pour cent). La production agricole nette a plafonné ou baissé dans huit pays; la baisse a été de l'ordre de 11 pour cent en Pologne (en partie à cause des intempéries). En Roumanie au contraire, la production céréalière a progressé de 10 pour cent. C'est principalement à l'amélioration des rendements qu'est dû l'accroissement de la production céréalière, particulièrement en Bulgarie et en Roumanie (+50 pour cent et +43 pour cent respectivement). La reconstitution du cheptel s'est interrompue et la production de viande de porc en particulier a souffert de la hausse du prix des céréales en 1996 et au début de 1997.

L'évolution contrastée des revenus réels disponibles a provoqué des déplacements parfois divergents de la consommation. La part de l'alimentation dans les dépenses des ménages a encore augmenté pour atteindre 54 pour cent en Bulgarie, 59 pour cent en Roumanie et 75 pour cent en Albanie, à cause de la précarité de la situation macroéconomique en Europe du Sud-Est. Il en est résulté des problèmes d'insécurité alimentaire au niveau des ménages dans les classes inférieures de revenu. Dans ces pays, la consommation de produits amy-lacés a augmenté aux dépens de la celle de produits animaux, tandis que dans les pays où la réforme progresse à grande vitesse, on observe la tendance opposée: la part des produits ani-

maux dans la consommation alimentaire augmente et la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages baisse.

Etat des réformes structurelles en Europe centrale et orientale⁴⁷

L'année 1997 a été marquée en Europe centrale et orientale par un progrès très encourageant: les vastes programmes de réforme structurelle ont enfin été étendus au secteur alimentaire dans toute la sous-région. La privatisation de l'agriculture est pratiquement achevée dans plusieurs pays et continue à progresser dans les autres, notamment en Bulgarie. Malheureusement, elle s'est accompagnée d'un morcellement excessif des terres et, très souvent, d'un clivage entre la grande agriculture commerciale et l'agriculture de subsistance. Il est essentiel d'accélérer l'établissement du cadastre et la mise en place d'une législation foncière qui permettent le développement d'un marché foncier (tant des baux que de la propriété), faute de quoi la rationalisation structurelle de l'agriculture ne pourra pas se poursuivre. Ces mesures sont particulièrement importantes dans les pays qui cherchent à améliorer leur compétitivité et à moderniser leurs structures en vue de l'accession à l'UE.

La privatisation des secteurs d'amont et d'aval a aussi beaucoup progressé en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie. Dans les pays où la privatisation était déjà avancée dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation des produits alimentaires (par exemple en Hongrie et en Pologne), la structure de la production alimentaire est devenue plus compétitive et caractérisée par une plus forte proportion de produits à valeur ajoutée. En particulier, l'IED a amélioré la compétitivité des produits alimentaires transformés tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation⁴⁸.

La balance du commerce agroalimentaire s'est détériorée en 1997 dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, sauf en Bulgarie et en Hongrie. En Hongrie, bien que les exportations de produits agroalimentaires aient atteint un niveau record, leur part dans les exportations totales a un peu diminué car la progression a été encore plus dynamique dans les autres secteurs. On observe une tendance analogue dans quelques autres pays de la sous-région mais, dans l'ensemble, les exportations agroalimentaires de ces pays continuent à souffrir des faiblesses structurelles sous-jacentes; en particulier, elles restent caractérisées par une forte proportion de produits primaires d'une faible valeur unitaire et une proportion relativement faible de produits à valeur ajoutée.

Avec la privatisation de l'agriculture, le morcellement des terres devient de plus en plus un problème avec, très souvent, un clivage entre la grande agriculture commerciale et l'agriculture de subsistance.

L'intégration des secteurs alimentaires par le commerce s'est poursuivie en 1997, tant au sein de la sous-région d'Europe centrale et orientale qu'entre celle-ci et l'UE. De nouveaux ajustements des accords d'association avec l'UE ont corrigé certaines des carences qui existaient antérieurement. A la suite de l'Accord de libre-échange entre les Républiques baltes, qui a pris effet le 1^{er} janvier 1997, il semble que les échanges agroalimentaires des trois pays baltes soient entrés dans une ère d'expansion dès la première année. La Slovénie (en 1996) et la Roumanie (en 1997) se sont jointes aux membres fondateurs de l'ALECE (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie); la Bulgarie est la prochaine candidate à l'accession. Toutefois, l'objectif original de l'ALECE – libre-échange de tous les produits agricoles à partir de 1998 – a dû être remis à l'an 2000 à cause de problèmes structurels et de différences dans l'organisation des marchés des divers pays membres. Plusieurs pays de l'ALECE sont en concurrence dans les mêmes sous-secteurs alors qu'ils appliquent des politiques différentes de soutien du marché et de subvention des exportations. Pour que le libre-échange des produits agricoles et alimentaires puisse s'instaurer dans la sous-région, il faudra que ces politiques soient harmonisées, qu'elles deviennent plus libérales et qu'elles aient moins recours aux subventions.

Le débat sur la politique agricole s'est intensifié dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale en vue de faciliter l'intégration dans l'UE.

Le débat sur la politique agricole s'est intensifié dans plusieurs pays en vue de faciliter l'intégration dans l'UE et les négociations avec plusieurs pays d'Europe centrale et orientale devraient démarrer bientôt. Ces pays s'efforcent d'harmoniser leur législation agroalimentaire et de l'aligner sur les politiques et règlements de l'UE, notamment dans l'important domaine des règlements vétérinaires et phytosanitaires.

Amélioration du régime de l'IED dans le secteur agroalimentaire des pays d'Europe centrale et orientale

Faute d'investissements pendant la dernière phase de la période de planification centrale, le secteur agroalimentaire des pays d'Europe centrale et orientale est entré dans la nouvelle ère avec des techniques de production et de transformation surannées. Mais après quelque huit ans de restructuration et de privatisation dans les pays où la réforme progresse à grande vitesse, le démarrage prometteur des exportations dans certains sous-secteurs a mis à l'ordre du jour l'importance des apports de capitaux en général et de l'investissement étranger direct dans le secteur agroalimentaire en particulier.

Les flux nets de capitaux entrant dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les pays baltes ont décuplé entre 1992 et 1997, pour atteindre 23,7 milliards de dollars. Leur composition s'est améliorée depuis 1995, tant en ce qui concerne la répartition géographique que les types de capital. Parmi les pays où la réforme progresse à grande vitesse, la nouvelle orientation économique a stimulé les entrées de capitaux en Bulgarie, en Roumanie, en Slovénie et dans les États baltes. De plus, la part de l'IED dans les entrées totales de capitaux a augmenté: elle est passée de 40 pour cent en 1994 à 46 pour cent en 1996.

Jusqu'en 1997, la part du secteur agroalimentaire dans l'IED allait de 8 pour cent en République tchèque à environ 25 pour cent en Bulgarie; elle était de 14 pour cent en Pologne, 16 pour cent en Lituanie et 17 pour cent en Roumanie. La majeure partie de l'IED est destinée aux industries agroalimentaires et au secteur de la commercialisation. Au contraire, les IED dans l'agriculture primaire ont été limités en raison des règlements restrictifs applicables à l'investissement étranger dans ce secteur.

La répartition géographique de l'IED dans le secteur agroalimentaire est encore très inégale: la Pologne et la Hongrie viennent en tête, et la Roumanie semble depuis peu en voie de les rattraper. En Bulgarie, le secteur agroalimentaire est le principal bénéficiaire de l'IED. Les différences entre les pays tiennent manifestement à ce que tous n'ont pas appliqué les réformes économiques aussi vite ni avec autant de détermination, ni créé un climat aussi favorable aux investissements étrangers. La rapidité des réformes a peut-être été un facteur décisif pour attirer des investissements étrangers dans le secteur agroalimentaire des pays d'Europe centrale et orientale; certains d'entre eux (Bulgarie, Hongrie, Croatie et Pologne) ont en outre offert aux investisseurs étrangers une série d'incitations telles qu'exonérations fiscales temporaires, réduction des droits de douane, zones franches, etc.

Pourtant, ce n'est peut-être pas cela qui a été la principale motivation des investisseurs étrangers. L'expérience montre que les entreprises étrangères voulaient surtout capturer les marchés des pays d'Europe centrale et orientale en prévision de l'expansion que devait entraîner la reprise économique attendue à moyen terme. Jusqu'ici, elles ont privilégié les sous-secteurs offrant les meilleures perspectives de production de valeur ajoutée et qui ne s'étaient pas vraiment développés antérieurement. Ainsi, jusqu'en 1996, ce sont surtout les secteurs de la sucrerie et de la confiserie, du lait et des produits laitiers,

Dans les pays où la réforme progresse à grande vitesse, le démarrage prometteur des exportations dans certains sous-secteurs a mis à l'ordre du jour l'importance des apports de capitaux et de l'IED dans le secteur agroalimentaire en particulier.

des boissons et des huiles végétales, ainsi que quelques autres tels que les industries du tabac, qui ont attiré le plus d'IED. Dans certains cas, par exemple en Hongrie et en Pologne, les entreprises de transformation se spécialisent dans les nouveaux produits destinés au marché intérieur.

Un autre facteur important pour attirer l'IED est manifestement la présence d'une main-d'œuvre relativement qualifiée et peu coûteuse qui facilite le développement ou la création d'industries à fort coefficient de travail. Les pays qui adhéreront prochainement à l'UE offrent en outre aux investisseurs la perspective d'accéder aux vastes marchés de l'Union.

L'impact des IED dans les secteurs qui en ont bénéficié a été considérable. Dans le secteur agroalimentaire, leur principal effet direct a été une amélioration qualitative de la transformation et de la commercialisation des aliments (et, partant, une production accrue de valeur ajoutée), relevant ainsi ce qui était et demeure un des principaux défis dans les pays d'Europe centrale et orientale. De plus, les investisseurs étrangers ont apporté des capitaux qui manquaient cruellement sur le marché intérieur et, dans les secteurs d'exportation, ils ont aidé à créer des capacités d'exportation et facilité l'accès aux marchés.

Par ailleurs, en établissant de nouvelles normes de qualité des aliments, les industries alimentaires des pays d'Europe centrale et orientale ont imprimé un nouvel élan à la demande de produits de l'agriculture primaire, soit en rachetant les entreprises agricoles, soit en établissant avec elles des relations contractuelles. Cela a transformé la gestion des opérations agricoles et amélioré la qualité des produits; l'IED a ainsi donné l'impulsion à de nouvelles transformations structurelles de l'agriculture en vue de répondre à la demande effective des marchés. De nombreux investisseurs étrangers ont en outre transféré des compétences agronomiques, ce qui a permis d'introduire des techniques améliorées précédemment ignorées des producteurs de matières premières.

Les industries agroalimentaires qui n'ont pas attiré d'IED – et qui n'ont donc pas profité de ses effets directs sur les techniques de transformation et indirects sur l'agriculture primaire – continuent au contraire à souffrir des techniques surannées, du manque de moyens financiers et des problèmes de commercialisation qui affaiblissent non seulement leurs propres opérations mais aussi celles de leurs fournisseurs agricoles.

L'IED a donc puissamment appuyé la restructuration et le développement du secteur agroalimentaire, mais il a eu

Dans le secteur agroalimentaire, le principal effet de l'IED a été une amélioration qualitative de la transformation et de la commercialisation des aliments, ce qui constitue l'un des principaux défis en Europe centrale et orientale.

dans certains pays des conséquences sociales moins favorables. L'amélioration de la productivité qu'il a provoquée, tant directement qu'indirectement, a réduit l'emploi aussi bien dans les entreprises bénéficiant de nouveaux investissements que dans leurs concurrentes plus faibles. Dans plusieurs pays en transition, quelques investisseurs, profitant des imperfections du mécanisme institutionnel et de la concurrence, ont acquis des positions de quasi-monopole dans certains sous-secteurs. Plus récemment, ces problèmes ont incité certains gouvernements à adopter une politique plus prudente tant en matière de privatisation (bons de privatisation, actions préférentielles) qu'en matière d'investissement étranger (imposition de certaines restrictions et conditions à l'IED dans le secteur agroalimentaire). Ces mesures ne semblent toutefois pas offrir une solution durable aux principaux problèmes urgents du secteur agroalimentaire, notamment le manque de capital, les techniques surannées et la difficulté d'accès aux marchés d'exportation.

Le développement rural devient un impératif dans les pays d'Europe centrale et orientale

Il semble qu'au cours du processus de transition dans les économies d'Europe centrale et orientale, le rôle actuel et futur des régions rurales et leurs problèmes spécifiques n'aient pas reçu toute l'attention qui aurait été justifiée du point de vue de l'équilibre du développement économique et social; ce problème est maintenant devenu urgent. Dans la plupart des pays, les zones rurales souffrent de graves carences structurelles héritées de l'époque antérieure à la réforme: spécialisation régionale extrême de la production agricole, manque de sources de revenus extra-agricoles, sous-développement des infrastructures et des services, centralisation administrative excessive, accès limité à des services d'éducation de qualité, mauvaise qualité des communications et des services, dégradation de l'environnement et destruction des paysages.

À mesure qu'avance le processus de transition, ces faiblesses structurelles se sont encore aggravées sous l'effet de nouveaux facteurs tels que la chute des revenus agricoles, la montée du chômage rural et la disparition des services sociaux qu'assuraient autrefois les grandes fermes. En 1996, le taux de chômage rural allait de 13 pour cent en Hongrie à 50 pour cent en Bulgarie; les chômeurs sont pour la plupart des travailleurs non qualifiés. En Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne et Roumanie, le secteur rural avait dû en

Toutefois, l'amélioration de la productivité provoquée par l'IED réduit l'emploi, aussi bien dans les entreprises bénéficiant de nouveaux investissements que dans leurs concurrentes plus faibles.

outre absorber une partie du reflux des chômeurs qui avaient perdu leur travail dans les zones urbanisées et industrialisées. Cela s'est traduit par une généralisation de l'agriculture de subsistance et de l'économie informelle. Ces nouveaux problèmes sont apparus d'abord dans les zones rurales des pays où la réforme progresse à grande vitesse, mais ils se sont bientôt manifestés aussi dans les autres pays appliquant des réformes structurelles. La différence de productivité entre l'agriculture des pays d'Europe centrale et orientale et celle des pays de l'UE fait prévoir que les effectifs employés dans l'agriculture continueront à se contracter au cours des prochaines années.

Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, cette situation a fait prendre conscience de la nécessité de s'attaquer aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux toujours plus graves des zones rurales au moyen d'un ensemble de mesures plus cohérentes. Des politiques différentes ont été appliquées, mais la plupart des pays ont conservé une approche sectorielle, axée sur l'agriculture: l'effort financier a principalement porté sur la production agricole et rien ou presque rien n'a été fait pour promouvoir des activités lucratives extra-agricoles, alors que les problèmes complexes des zones rurales appelaient une approche intégrée de tous les aspects socioéconomiques, environnementaux et culturels du développement régional et local.

Toutes les statistiques concernant les structures rurales des pays d'Europe centrale et orientale font apparaître la nécessité d'une telle approche intégrée du développement rural. Les chiffres, qui remontent à des années différentes comprises entre 1990 et 1994, indiquent qu'en République tchèque, en Hongrie, en Slovénie et en Slovaquie, même dans les régions où la majorité de la population vivait dans des communautés rurales (c'est-à-dire dans des agglomérations de moins de 2 000 habitants), moins d'un quart des actifs travaillaient dans l'agriculture. En Pologne, cette proportion était inférieure à la moitié en 1993.

Dans les pays où la réforme progresse à grande vitesse, l'amenuisement rapide de la part de l'agriculture dans le PIB et surtout dans l'emploi nécessite une réorientation urgente des politiques de développement: l'approche sectorielle de l'agriculture doit céder la place à une stratégie intégrée de développement rural qui embrasse tous les autres aspects de l'économie rurale, ainsi que la population extra-agricole. Dans certains pays, la forte influence politique des groupes de pression appuyant exclusivement les intérêts des grandes exploi-

Une réorientation urgente des politiques de développement est nécessaire, et l'approche sectorielle de l'agriculture doit céder la place à une stratégie intégrée de développement qui embrasse tous les autres aspects de l'économie rurale, ainsi que la population.

tations restructurées n'est guère favorable à une telle réorientation. Pourtant, l'expérience des pays d'Europe occidentale montre bien le danger qu'il y a à s'en remettre exclusivement à une politique agricole «traditionnelle» et étroitement sectorielle: coûts élevés pour les contribuables et les consommateurs, effet déséquilibré de l'aide, dont profitent surtout les zones de grande agriculture, surproduction, distorsions du marché et dégradation de l'environnement. Au milieu des années 90, ces effets étaient déjà apparents dans certains pays d'Europe centrale et orientale.

Dans certains pays où la réforme progresse à grande vitesse, on voyait déjà apparaître au milieu des années 90 dans le débat et la théorie politiques la notion d'une politique rurale, par opposition à la politique agricole sectorielle (par exemple le programme de «développement rural cohérent et de rénovation des villages en Slovénie»). Dans quelques pays (Pologne et Slovaquie), de nouvelles institutions centrales chargées de coordonner le développement rural sont apparues. Mais dans la plupart des cas, l'approche centraliste continue à régner; il n'y a pas de participation locale ni de partenariats horizontaux et verticaux opérationnels (la Slovénie est une des rares exceptions à cette règle). Cet état de choses est dû à l'inertie des pratiques antérieures d'exécution des politiques et de distribution des fonds, ainsi qu'au retard relatif du développement économique se traduisant par un manque de fonds au niveau local. Un autre facteur qui a joué est la faiblesse des institutions démocratiques et participatives et le manque d'entrepreneurs et d'esprit d'innovation au niveau local.

En Europe du Sud-Est, la situation est devenue très difficile et il est urgent de mettre en œuvre des politiques adéquates de développement rural. Comme la production industrielle a baissé encore plus rapidement que la production agricole, le rôle de l'agriculture dans l'économie a augmenté entre 1989 et 1995: sa part du PIB est passée de 32 à 55 pour cent en Albanie, de 14 à 22 pour cent en Roumanie, tandis qu'elle est restée stationnaire (à 11 pour cent) en Bulgarie. En raison du nouveau morcellement de la propriété foncière, l'agriculture a joué un rôle très important d'amortissement: sa part dans l'emploi est montée de 49 à 53 pour cent en Albanie, de 18 à 22 pour cent en Bulgarie et de 28 à 36 pour cent en Roumanie. Toutefois, cela ne doit pas être interprété comme un signe de croissance et de dynamisme du secteur agricole mais plutôt comme la conséquence à moyen terme de la lenteur du processus de réforme d'ensemble de l'économie nationale avant

1995/96. On ne saurait trop souligner la nécessité d'adopter des politiques de développement rural intégré dans les pays d'Europe du Sud-Est, d'autant plus que le nombre des actifs qui sera libéré par l'ajustement futur des structures agraires sera encore plus grand que dans les pays où la réforme progresse à grande vitesse.

Le débat politique actuel sur les stratégies de développement rural dans les pays où des réformes sont en cours montre que chacun devra appliquer une politique spécifique différente selon sa situation particulière. Toutefois, dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, certaines conditions sont essentielles au succès, à savoir:

- collecte d'informations de base statistiques et autres données sur les structures rurales en vue de bien comprendre les problèmes socioéconomiques, culturels et écologiques dans toute leur complexité;
- élaboration de stratégies et programmes spécifiques pour les diverses régions;
- établissement d'une coopération institutionnelle souple (avec des liaisons horizontales et verticales) reflétant le caractère multidisciplinaire des problèmes ruraux;
- efforts pour mobiliser au maximum la participation des populations locales et des acteurs ruraux qui devraient interagir dans un partenariat souple dès le début de l'élaboration des politiques.

POLOGNE

La Pologne a fait de remarquables progrès économiques pendant les huit années qui se sont écoulées depuis le début de la transition. Le taux de croissance du PIB est de 6 à 7 pour cent par an depuis trois ans, et le taux d'inflation, qui était supérieur à 100 pour cent au début des années 90, n'était plus que de 15 pour cent en 1997. D'une façon générale, les niveaux de vie se sont beaucoup améliorés.

La Pologne est un des cinq pays d'Europe centrale désignés pour faire partie de la première vague d'accession à l'UE. Elle s'efforce de plus en plus d'harmoniser ses politiques et en particulier sa politique commerciale avec celles de l'UE. Beaucoup de Polonais pensent que l'accession à l'UE fera monter les revenus des agriculteurs et attirera des capitaux pour financer une amélioration des infrastructures. L'agriculture polonaise aura toutefois beaucoup de mal à satisfaire aux normes de qualité de l'UE et risque de souffrir de la concurrence des produits de l'UE.

En Pologne, nombreux sont ceux qui pensent que l'accession à l'UE fera monter les revenus des agriculteurs et attirera des capitaux pour financer une amélioration des infrastructures.



Carte 9

POLOGNE**Vue d'ensemble du secteur agricole**

L'agriculture, qui a fourni 7 pour cent du PIB en 1996 emploie 27 pour cent de la population active. La croissance économique est vigoureuse depuis 1992, mais l'expansion du secteur agricole est beaucoup plus lente. Les rendements restent bas faute d'une fumure suffisante et aussi à cause des conditions météorologiques défavorables qui ont sévi ces quelques dernières années. La croissance de la productivité est freinée par la lenteur avec laquelle progresse le remembrement des petites exploitations privées très morcelées.

La principale culture est le blé, suivi par le seigle et le colza. La Pologne produit quelque 8 à 9 millions de tonnes de blé et 5 à 6 millions de tonnes de seigle par an. Le principal produit animal est la viande de porc, qui représente 70 pour cent des quelque 2 à 3 millions de tonnes de viande produites chaque année. L'agriculture polonaise a aussi une importante production de pommes de terre, de légumes et de fruits, de volaille et d'œufs, de lait, de bovins et de betteraves sucrières. Les principaux produits d'exportation sont le colza, les bovins sur pied, les viandes transformées, les fruits et les légumes. Les principaux produits

Au moins la moitié des exploitations de Pologne produisent encore principalement pour l'autoconsommation, et de nombreux propriétaires hésitent à vendre leurs terres de crainte de ne pas trouver un autre emploi.

d'importation sont les céréales, la viande, la farine de protéines et le coton.

Même pendant la période de planification centrale, l'agriculture polonaise était dominée par plus de 2 millions de petites exploitations privées d'une taille moyenne de 5 ha. Le secteur privé occupait environ 80 pour cent des terres agricoles et assurait à peu près le même pourcentage de la production. Le remembrement, entrepris en 1989, avance lentement: la taille moyenne des exploitations n'est encore que de 8 ha. Il y a de plus en plus d'exploitations commerciales de taille rentable, mais au moins la moitié des exploitations produisent encore principalement pour l'autoconsommation. Les propriétaires ont le droit de vendre leurs terres, mais beaucoup hésitent à le faire de crainte de ne pas trouver un autre emploi.

La Pologne est importatrice nette de produits agricoles: ceux-ci représentent environ 11 pour cent de ses importations totales et 10 pour cent de ses exportations. Quelque 65 pour cent des échanges de produits agroalimentaires de la Pologne se font avec l'UE, 19 pour cent avec les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique et 3 pour cent avec la Hongrie, la République tchèque et la République slovaque.

Les résultats de l'agriculture pendant la transition

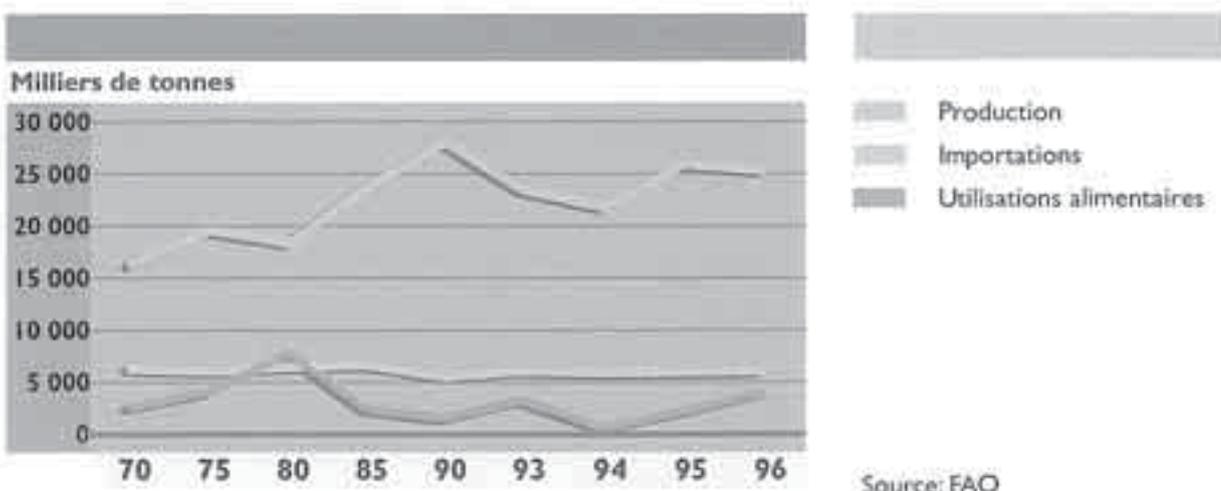
Depuis 1989, la production agricole connaît d'amples fluctuations, mais la tendance a été nettement à la baisse, du moins jusqu'en 1994; des signes d'un certain redressement sont apparus en 1995 et 1996. La production brute reste inférieure au niveau moyen des années 80. Les rendements sont devenus beaucoup plus variables car l'application réduite d'intrants a rendu les cultures plus vulnérables aux intempéries. La production végétale plafonne, mais le secteur de l'élevage semble reprendre un certain élan.

Entre 1991 et 1995, les rendements céréaliers moyens ont été de 10 pour cent inférieurs à la moyenne 1986-1990. Cette baisse de rendement tient en partie à la réduction de l'utilisation d'engrais et d'autres produits agrochimiques mais également au fait que la Pologne a souffert de sécheresses en 1992 et 1994 et d'inondations pendant l'été 1997. Toutefois, malgré la chute des prix réels à la production, la superficie des emblavures n'a pas beaucoup varié.

Les principales autres cultures sont la betterave sucrière, la pomme de terre et le colza. La production de betteraves sucrières augmente ces dernières années: pour 1997, elle est

Figure 36

POLOGNE: OFFRE INTÉRIURE ET UTILISATION DE CÉRÉALES



estimée à 16 millions de tonnes, contre 12 millions en 1994. La pomme de terre, qui reste l'aliment de base de la population, est aussi une importante source d'alimentation pour les porcins; on estime la production de 1997 à 21 millions de tonnes. La production de colza – seule culture oléagineuse de quelque importance produite en Pologne – varie beaucoup depuis le début de la transition. Pendant la deuxième moitié des années 80, elle était en moyenne de 1,3 million de tonnes par an. Entre 1991 et 1997, elle a fluctué entre 450 000 tonnes et 1,4 million de tonnes. La superficie cultivée a aussi beaucoup varié sous l'effet des fluctuations des prix relatifs et les rendements sont encore plus variables. En effet, l'application réduite d'intrants a rendu le colza encore plus vulnérable aux écarts climatiques. Près de la moitié de la récolte de 1997 a été détruite par le gel.

Comme dans tous les pays en transition, les effectifs de bovins et de volailles se sont effondrés immédiatement après le début de la transition. Les producteurs ont vu leurs termes de l'échange se détériorer soudainement: les prix des intrants se sont alignés sur les cours mondiaux tandis que les prix réels des produits de l'élevage tombaient car la demande était en chute libre. Les effectifs de bovins et de volailles ont baissé de 24 pour cent entre 1990 et 1993. L'élevage porcin a moins souffert; il a su s'adapter à un cycle de production bien défini, réagissant rapidement aux fluctuations du

cours mondial des céréales. Il existe certainement un potentiel d'expansion à long terme, mais il est difficile de chiffrer son ampleur.

On observe une nette reprise dans le secteur de l'aviculture, et la production moyenne de viande de volaille par tête a sensiblement augmenté depuis deux ans. L'aviculture a réussi à réagir rapidement à l'accroissement de la demande, en partie parce que les cycles de production y sont relativement courts, mais aussi parce qu'il existait dès avant le début de la transition un système bien établi de contrats entre les aviculteurs privés et les transformateurs de la viande de volaille: ces derniers fournissaient aux aviculteurs des poussins et des aliments et prenaient livraison des volailles finies à un prix fixé d'avance.

Le cheptel bovin a diminué jusqu'en 1996. Les troupeaux ne sont pas encore spécialisés et produisent à la fois du lait et de la viande; leur effectif est influencé principalement par l'évolution du marché des produits laitiers. Par ailleurs, les petites exploitations se prêtent mal à l'élevage bovin.

Si la production agricole a stagné, les industries alimentaires, quant à elles, ont connu une forte expansion: leur production a augmenté de 11 pour cent en 1997 et de 65 pour cent au total entre 1992 et 1997. L'expansion est particulièrement rapide pour les industries de traitement de la viande et de la volaille, de production de boissons alcoolisées et de sucre et confiseries. La croissance devrait rester dynamique, stimulée par l'investissement étranger.

Si la production agricole a stagné, les industries alimentaires, quant à elles, ont connu une forte expansion.

Evolution de la consommation alimentaire

Contrairement à ce que l'on avait craint au départ, la flambée des prix réels des aliments qui a coïncidé avec une baisse des revenus en 1990 n'a pas sérieusement compromis la sécurité alimentaire. Bien que les revenus réels aient brutalement baissé après 1989, la ration calorique totale, environ 3 300 calories par jour, n'a pratiquement pas changé. Au début, en 1990, la consommation par habitant de céréales et de produits laitiers a baissé car ces deux produits étaient très subventionnés lors de la planification centrale. En outre, une grande quantité de pain était gaspillée ou donnée aux animaux, car il était moins cher que les céréales brutes. Depuis 1990, la consommation de céréales est rapidement revenue aux niveaux précédant le début de la transition, tandis que la consommation de lait continuait à baisser. La consommation de fruits, de légumes et de pommes de terre n'a pas beaucoup changé.

Paradoxalement, la consommation de viande n'a pas baissé dès le début de la transition mais seulement par la suite. La

consommation de viande bovine a régulièrement diminué, tandis que la consommation de volaille, moins coûteuse, augmentait: il y a donc manifestement eu un effet substitution. La consommation de porc a beaucoup fluctué pendant la période de transition. Le porc est de loin la viande de prédilection des Polonais, mais son prix fluctue plus que celui des autres viandes du fait des oscillations de grande amplitude qui caractérisent le cycle de production du porc.

Politique de prix et politique commerciale dans le secteur agricole

Les premières années de la transition ont été caractérisées par la liberté des prix et par une faible protection à la frontière. En 1992, des prix minimums ont été introduits pour le blé, le seigle et les produits laitiers, et les droits de douane ont été portés au taux moyen d'environ 20 pour cent pour les produits agricoles.

Le principal organisme public d'intervention est l'Agence des marchés agricoles (AMA), qui a été créée au printemps de 1990 pour stabiliser les prix. Sa principale fonction était alors de stabiliser les marchés des produits de base en achetant des stocks quand les prix baissaient et en les débloquent quand l'offre faiblissait. Ses fonctions ont été élargies en 1992 lorsqu'elle a été habilitée à fixer des prix minimums garantis pour le blé, le seigle et les produits laitiers et à intervenir pour soutenir ses prix en achetant sur le marché. Son rôle a encore été élargi depuis 1992 et elle est maintenant chargée de gérer la réserve stratégique et de fournir du crédit préférentiel aux céréaliculteurs et aux entrepôts.

L'AMA intervient actuellement sur le marché de plusieurs façons:

- *Achats directs d'intervention*, financés par le budget public.
- *Achats par l'intermédiaire d'un réseau d'entrepôts agréés*, qui s'engagent à acheter le blé au prix d'intervention; en échange, l'AMA garantit le crédit préférentiel qui leur est accordé. Au bout de trois mois, l'AMA rachète les céréales au prix d'intervention, majoré des frais d'entreposage et de manutention et des intérêts.
- *Paiements anticipés à certains producteurs*. Les producteurs de blé qui acceptent d'entreposer leur production peuvent recevoir un paiement anticipé égal à 45 pour cent du prix d'intervention. Ils sont alors tenus de laisser leurs céréales dans l'entrepôt pendant trois mois. A la fin de cette période, ils peuvent soit rembourser l'avance, majorée des intérêts, soit abandonner à l'Agence 45 pour cent

Après les premières années de la transition, caractérisées par la liberté des prix et par une faible protection à la frontière, en 1992, des prix minimums ont été introduits pour le blé, le seigle et les produits laitiers, et les droits de douane ont été augmentés pour les produits agricoles.

des céréales entreposées et reprendre les 55 pour cent restants pour leur propre consommation ou pour les vendre sur le marché libre.

Les interventions de l'AMA sur le marché céréalier polonais varient beaucoup d'une année à l'autre. Pendant la campagne 1997/98, elles ont été considérables: les achats d'intervention de céréales se sont élevés à 1,1 million de tonnes dont 836 000 tonnes de blé. L'AMA a été très sollicitée cette année à cause du déclin du cours mondial des céréales et de la mauvaise qualité de la récolte de 1997; elle a dû acheter des céréales d'une qualité inférieure aux normes qu'elle impose généralement pour les achats d'intervention. Étant donné la morosité persistante du marché, l'AMA sera obligée de garder une proportion importante des céréales entreposées et, par conséquent, elle aura beaucoup de difficultés à écouler ses stocks avant la prochaine récolte.

L'AMA est en outre chargée de fixer et d'administrer les prix minimums des produits laitiers et d'effectuer des achats d'intervention de viande de porc et de sucre. Elle effectue aussi périodiquement des importations et des exportations de ces produits; les exportations sont parfois subventionnées. En général, l'AMA ne procède pas directement aux opérations de commerce extérieur, mais passe contrat avec des entreprises commerciales qui les exécutent pour son compte. Les premières années, la part de l'AMA dans le commerce extérieur de certains produits était assez importante; ces dernières années, cette part a baissé, mais l'Agence est encore habilitée à procéder directement à des opérations d'import-export.

Les interventions sur le marché du sucre prennent une forme différente. En vertu de la Loi de 1994 sur l'industrie sucrière, le Conseil des ministres fixe des contingents séparés – le contingent A pour la consommation intérieure et le contingent B pour les exportations subventionnées – qu'il distribue entre les 76 sucreries polonaises. Un prix de gros minimum est fixé pour ces contingents. L'AMA effectue des achats d'intervention lorsque cela est nécessaire pour soutenir ce prix, et elle fournit des avances et des garanties de crédit aux sucreries pour les aider à s'approvisionner en betteraves.

Autres mesures de soutien des producteurs

À l'époque de la planification centrale, il existait tout un système de subvention des intrants; la plupart des subventions ont été supprimées en 1989. Le prix des intrants a donc

très vite rattrapé le cours mondial, à un moment où les prix réels des produits agricoles tombaient. Face au mécontentement des producteurs, l'Agence de restructuration et de modernisation de l'agriculture a été créée en 1992 pour réduire le coût des intrants pour les agriculteurs en leur octroyant des crédits préférentiels. Cette agence s'efforce d'encourager les gros producteurs en réservant son assistance à ceux qui atteignent un niveau minimum de production.

Privatisation

La privatisation des fermes d'Etat s'est révélée difficile. L'Agence des propriétés agricoles (APA) a été créée en 1992 pour restructurer le secteur des fermes d'Etat. Elle a repris la propriété de ses fermes pour en vendre les actifs et les liquider rapidement. Toutefois, elle a eu du mal à trouver preneur pour les actifs des anciennes fermes d'Etat. Avant les initiatives de réforme agraire, celles-ci occupaient environ 20 pour cent des terres agricoles. En 1995, sur les 4,1 millions d'hectares de terres repris par l'APA, 2,7 millions avaient été donnés à bail à des agriculteurs privés, 116 000 ha avaient été vendus et 800 000 ha étaient encore gérés par l'Agence. Officiellement, les fermes d'Etat n'existent plus et ne sont pas subventionnées. La terre est administrée par l'Agence qui organise régulièrement des appels d'offres publics pour les vendre ou les louer. La qualité de la main-d'œuvre dans les anciennes fermes d'Etat laissait certainement à désirer, mais c'est surtout faute de demande de terres agricoles dans l'ouest et le nord de la Pologne, où la structure agraire était dominée par les fermes d'Etat, et parce que les éventuels acheteurs manquent de capitaux, que l'Agence ne réussit pas à vendre les terres et que leur prix est si bas.

L'industrie agroalimentaire polonaise, autrefois dominée par les entreprises d'Etat, est maintenant privatisée à plus de 90 pour cent. Des milliers de petites et moyennes entreprises ont vu le jour. Toutefois, la privatisation est en retard dans les industries de la viande, qui ne sont privatisées qu'à 60 pour cent, et dans les sucreries, qui restent majoritairement entre les mains de l'Etat. D'ailleurs, malgré la privatisation, beaucoup d'entreprises agroalimentaires souffrent encore d'une technologie surannée, de mauvaises conditions sanitaires, du coût élevé de l'énergie et de la main-d'œuvre et du manque de compétences de commercialisation et de gestion.

La plupart des subventions d'intrants ont été supprimées en 1989, et leur prix a très vite rattrapé le cours mondial, à un moment où les prix réels des produits agricoles tombaient.

L'industrie agroalimentaire polonaise est maintenant privatisée à plus de 90 pour cent.

Adhésion à l'UE

Les négociations formelles en vue de l'adhésion à l'UE ont commencé en mars 1998. Ce n'est plus qu'une question de temps et les autorités polonaises espèrent que ce sera chose faite en 2002. L'adhésion devrait se traduire par une amélioration des revenus des agriculteurs et des afflux de fonds pour appuyer le développement des infrastructures. Mais les Polonais se rendent de plus en plus compte que l'adhésion à l'UE leur lancera un énorme défi.

L'agriculture est un des secteurs où ce défi sera le plus difficile à relever. Une bonne partie de la production agricole et alimentaire de la Pologne ne répond pas aux normes de qualité de l'UE et il faudra des investissements considérables pour améliorer la situation. En outre, dans un marché unique, les produits polonais devront affronter sur un pied d'égalité la concurrence des produits européens, tant sur le marché national que sur les marchés d'exportation; de plus, le commerce agricole de la Pologne avec les pays de l'UE a été très déficitaire ces dernières années. Il y a lieu de craindre que beaucoup de producteurs polonais ne soient incapables de soutenir la concurrence.

Le morcellement des exploitations et la pénurie de capitaux sont des obstacles majeurs à l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture polonaise. La Pologne compte environ 2 millions d'exploitations agricoles dont la taille moyenne est de quelque 8 ha, contre 6 ha en 1990. L'agriculture emploie 27 pour cent des actifs mais sa part dans le PIB n'est que de 7,6 pour cent. Sur les 2 millions de producteurs agricoles, 600 000 à 700 000 seulement peuvent être considérés comme ayant atteint une échelle commerciale; les autres ne pourront pas survivre dans le marché unique. Quand les fonds d'ajustement structurel de l'UE seront disponibles, ils devront donc être utilisés en priorité pour créer des emplois en milieu rural.

C'est pourquoi l'aide à l'agriculture vise essentiellement à encourager le développement d'unités d'exploitation plus grandes qui soient capables de satisfaire aux normes de l'UE. Les prêts de l'AMA aux producteurs de céréales ne sont accessibles qu'à ceux qui peuvent livrer une quantité minimale. L'appui aux éleveurs est aussi réservée à ceux qui ont une production commerciale. Par exemple, l'AMA effectue des achats d'intervention de porc, mais seules sont autorisées à acheter pour son compte des entreprises autorisées à exporter et satisfaisant aux normes de l'UE. De plus, toutes les carcasses achetées doivent être classées dans les trois premières qualités du système européen de classement. D'autres mesures ont été

Quand les fonds d'ajustement structurel de l'UE seront disponibles, ils devront être utilisés en priorité pour créer des emplois en milieu rural.

prises pour inciter les éleveurs à produire des porcs moins gras.

C'est dans le secteur laitier que se posent les plus graves problèmes car la qualité laisse beaucoup à désirer. Une législation y introduisant des normes de qualité compatibles avec les règlements européens a pris effet le 1^{er} janvier 1998.

Plusieurs points controversés devront être réglés au cours des négociations. Les fonctionnaires de l'UE considèrent que les producteurs de Pologne et des autres pays candidats à l'adhésion ne pourront pas bénéficier des versements compensatoires que touchent actuellement les agriculteurs de l'UE, au motif que ces versements étaient destinés à indemniser les producteurs de la perte de soutien qui résultait de la réforme récente de la Politique agricole commune (PAC) et que les producteurs des pays candidats n'ont pas à être indemnisés de pertes qu'ils n'ont pas subies. Les négociateurs des pays d'Europe centrale et orientale soutiennent au contraire que leurs producteurs devraient bénéficier exactement des mêmes soutiens que ceux de l'actuelle UE.

Des études ont été effectuées aussi bien en Pologne qu'à l'étranger pour estimer le coût et les avantages de l'adhésion à l'UE pour l'agriculture polonaise. Selon les analyses du Ministère polonais de l'agriculture, les revenus des producteurs de céréales, de lait et de viande de bœuf augmenteront tandis que ceux des aviculteurs et des producteurs de colza baisseront, et ceux des éleveurs de porcs ne changeront pas. Ces résultats sont toutefois contestés, notamment en ce qui concerne la prévision pessimiste pour l'aviculture. Tout dépendra de l'évolution future de la PAC. Tout le monde reconnaît que l'aide ne pourra pas être maintenue au niveau actuel dans une UE élargie. Une certaine réforme de la PAC est donc inévitable, mais on ne sait pas encore exactement quel cours elle prendra.

Contrairement aux effets économiques, les effets sociaux sur les consommateurs de l'adhésion à l'UE n'ont guère été étudiés. Les prix des aliments augmenteront certainement, mais cette hausse pourrait être compensée par l'accroissement des revenus. Les fonds d'ajustement structurel pourraient avoir un important effet multiplicateur. On craint toutefois que leurs retombées bénéfiques ne soient inégalement réparties. Il existe d'importants écarts de revenu entre la Pologne orientale et la Pologne occidentale; dans les régions orientales, le taux de chômage atteint 20 pour cent et les producteurs auront beaucoup plus de mal à affronter la concurrence dans l'UE élargie.

Le coût et les avantages de l'adhésion de la Pologne à l'UE dépendra de l'évolution future du PAC pour lequel une certaine réforme est inévitable.

Carte 10

HONGRIE**HONGRIE**

Le processus de transformation économique a été moins chaotique en Hongrie que dans la plupart des autres pays d'Europe centrale et orientale, mais la reprise économique a commencé plus tard et a été moins forte qu'en Pologne. Comme la libéralisation des prix avait déjà commencé avant 1989, il n'y a pas eu de brusque envolée des prix comme dans beaucoup d'autres pays, et la Hongrie a aussi pu éviter le bouleversement brutal des structures agricoles qui s'était produit en Bulgarie et en Roumanie. Même si les terres ont été privatisées, elles continuent en majeure partie à être exploitées par des fermes transformées en sociétés anonymes ou des coopératives restructurées et continuent donc à bénéficier d'économies d'échelle.

La croissance du PIB, qui avait beaucoup ralenti en 1995 et 1996, s'est de nouveau accélérée en 1997. Après une poussée inflationniste en 1994, la Hongrie a introduit en 1995 un programme de stabilisation pour limiter la masse monétaire. En conséquence, le PIB n'a augmenté que de 1,5 pour cent en 1995 et de 1,3 pour cent en 1996, mais il a fait un bond de 4 pour cent en 1997. Les salaires réels ont baissé de 11 pour cent en 1995 et de 5 pour cent en 1996, mais eux aussi ont commencé à remonter en 1997.

La Hongrie a conservé sa position d'exportatrice nette de produits agricoles et elle vend à l'étranger des quantités notables de céréales et de produits animaux. Elle a mieux réus-

si que les pays voisins à réorienter son commerce, autrefois axé sur les Etats de l'ex-URSS ayant récemment accédé à leur indépendance, vers les pays de l'Ouest, en grande partie grâce aux interventions de l'Etat et notamment à la subvention des exportations.

La Hongrie est un des cinq pays qui doivent adhérer à l'UE. D'une façon générale, son agriculture devrait s'adapter plus facilement que celle des autres pays aux normes de l'UE. Mais certains experts craignent que l'élevage, et en particulier l'élevage porcin, n'ait du mal à être concurrentiel dans le marché d'une UE élargie.

Résultats de l'agriculture pendant la période de transition

En 1996, l'agriculture a fourni 6 pour cent du PIB hongrois et employé 8 pour cent de la population active. Les principaux produits sont le blé, le maïs, la graine de tournesol, la betterave sucrière et la pomme de terre. En 1997, la production de blé s'est élevée à 5,3 millions de tonnes, celle de maïs à 6,8 millions de tonnes et celle de graines de tournesol à environ 800 000 tonnes. Les principaux produits de l'élevage sont la viande de porc et la volaille.

Entre 1989 et 1995, la production agricole totale a baissé d'environ 32 pour cent (l'essentiel de cette réduction s'est produit en 1992 et 1993). Elle a rebondi en 1996 (+13 pour cent) et s'est maintenue en 1997. La consommation des intrants s'est effondrée quand leur prix a été porté au niveau mondial, de sorte qu'entre 1991 et 1995 les rendements moyens de céréales ont été de 19 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient pendant la période quinquennale précédente. La superficie totale des emblavures ayant à peine changé, la production totale a chuté de 20 pour cent.

En 1997, la production céréalière a retrouvé le niveau des années 80, soit 14,2 millions de tonnes. Malheureusement, la récolte de blé était de mauvaise qualité à cause des pluies tombées pendant la moisson et elle était difficile à écouler. La qualité du maïs a moins souffert, mais la Hongrie a aussi eu des difficultés à écouler ses excédents, le marché mondial étant saturé.

Comme dans d'autres pays d'Europe orientale, le secteur de l'élevage hongrois a beaucoup décliné pendant les premières années de la transition. Les troupeaux ont diminué de 40 à 50 pour cent entre 1990 et 1995. Le cheptel porcin a recommencé à augmenter en 1996 et 1997. Dans le secteur avicole, le nombre de poulets plafonne, mais celui de dindons a augmenté.

Malgré la baisse de production, la Hongrie est restée exportatrice nette de produits agricoles car la demande a diminué au moins autant que la production. Le principal poste des exportations – en valeur – est constitué par les produits de l'élevage, principalement la viande de porc et la volaille. La Hongrie exporte aussi des porcins et des bovins sur pied. Par ailleurs, elle exporte des céréales, des fruits, des légumes et des graines de tournesol. Le principal poste des importations agricoles est la farine de protéines.

La Hongrie a réussi presque entièrement à réorienter ses échanges vers l'Occident. Toutefois, elle n'a pas totalement abandonné ses anciens marchés dans les pays de l'ex-URSS. Actuellement, 70 pour cent de ses échanges se font avec des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et 60 pour cent avec des pays de l'UE. Avant 1990, 60 pour cent du commerce de la Hongrie se faisaient avec les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM). Les exportations de viande et d'animaux sur pied à destination de l'UE ont augmenté de façon particulièrement rapide. Appuyés par des investissements étrangers et par une aide de l'Etat, des sous-secteurs entiers – tels que l'élevage bovin et l'élevage des dindons – ont été développés expressément pour l'exportation.

Différentiation de la consommation alimentaire

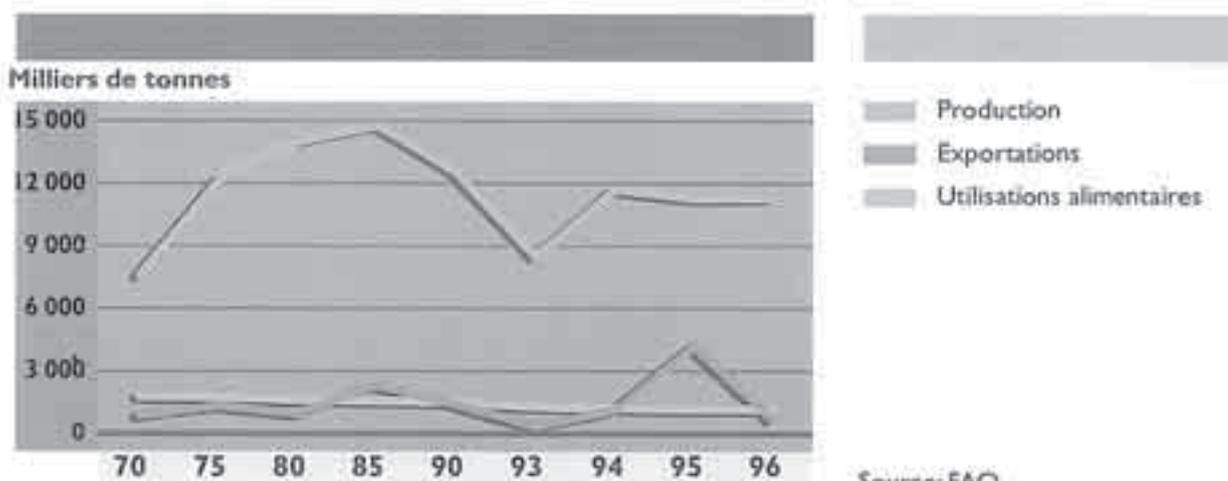
L'alimentation absorbe en moyenne 28 pour cent du budget des ménages. On observe une nette tendance à substituer la volaille aux autres viandes. Les consommateurs continuent à acheter des viandes de moins bonne qualité qu'autrefois. Toutefois, comme il est normal étant donné la répartition inégale des revenus, les régimes alimentaires se différencient de plus en plus et la demande de produits alimentaires transformés de grande qualité, encore minime, est en augmentation.

Politique de prix et politique commerciale

Les interventions de l'Etat sur les marchés agricoles sont relativement importantes. Des prix minimums sont garantis pour le blé de meunerie, le maïs fourrager, les porcins et les bovins de boucherie et le lait. Ces prix, fixés par le nouveau Centre d'intervention agricole en accord avec les Conseils de produits, sont destinés à couvrir 85 à 90 pour cent des coûts de production. Les Conseils de produits – qui existent pour tous les produits importants – sont composés de représentants de chaque étape de la filière: producteurs, transformateurs, grossistes, négociants, consommateurs, etc. Si le prix du marché

Figure 37

HONGRIE: OFFRE INTÉRIÈRE ET UTILISATION DE CÉRÉALES



Source: FAO

reste en dessous du prix minimum pendant deux semaines, le Centre d'intervention autorise les Conseils à acheter un certain contingent (par exemple 2,4 tonnes de blé par hectare récolté). Toutefois, le prix minimum est fixé si bas que les achats d'intervention sont rarement nécessaires. Cet instrument a été utilisé pour la première fois en 1997 quand 70 000 tonnes de maïs ont été achetées.

Le principal instrument de soutien des prix est constitué par les subventions à l'exportation, elles aussi administrées par le Centre d'intervention. Le budget total de ces subventions s'est élevé en 1998 à 20 milliards de forints. Son montant baisse régulièrement chaque année conformément aux engagements pris à l'égard de l'OMC: en 1995, il s'élevait encore à 50 milliards de forints. Depuis janvier 1997, les subventions sont versées à un montant forfaitaire par kilogramme, et non pas comme autrefois calculées en pourcentage de la valeur. Quelque 170 produits bénéficient de ces subventions à l'exportation, notamment les bovins et ovins sur pied, la plupart des types de viande, divers types de produits carnés, certains fruits et légumes frais ou transformés. Pour obtenir des subventions à l'exportation, l'exportateur doit prouver qu'il a payé le produit au prix minimum. Pour certains produits, des licences d'exportation (qui ne sont pas toujours accordées automatiquement) sont aussi nécessaires. C'est le cas en particulier de l'orge, de la betterave sucrière, du blé de meunerie, du maïs fourrager et des foies d'oie. Ce régime doit bien-

tôt être abrogé pour l'orge et la betterave sucrière, mais il sera maintenu pour le blé et le maïs. Les prix minimaux doivent être établis avant les semailles. Les contingents pouvant bénéficier de subventions à l'exportation et faire l'objet de licences sont fixés à divers moments de l'année sur la base des projections de l'offre et de la demande.

Il existe aussi d'autres instruments de soutien du marché. Ainsi les céréaliculteurs peuvent décider d'entreposer une partie de leur production dans les magasins du Système public d'entreposage. Ils reçoivent alors un prêt équivalant à 70 pour cent de la valeur du produit, à un taux d'intérêt réduit, et doivent laisser les grains dans l'entrepôt pendant trois à quatre mois. A l'expiration de ce délai, si le marché est favorable, ils peuvent soit racheter les céréales et payer l'entreposage et les intérêts, soit toucher le reste du prix. Mais la quantité minimale qui peut ainsi être entreposée est de 500 tonnes; comme il n'existe aucun système de groupage, les petits producteurs ne bénéficient pas de ce programme.

Pour les éleveurs, le gouvernement a établi en juillet 1997 un système de prix d'objectif. Quand le prix du marché est inférieur de plus de 6 forints par kilogramme au prix d'objectif, les producteurs touchent un complément de 4 à 12 forints; lorsqu'il est supérieur de plus de 6 forints au prix d'objectif, ce sont les transformateurs qui sont indemnisés. Mais cette aide ne s'applique qu'aux porcins abattus dans des abattoirs appliquant les normes de l'UE et dont la production correspond aux trois premières classes du système de classification de l'Union. En outre, tout éleveur hongrois qui échange une truie ordinaire contre une truie de race avec pedigree touche une subvention égale à 30 pour cent de la valeur de la nouvelle truie. Mais l'éleveur doit faire partie de l'Association des éleveurs et utiliser des verrats ou du sperme fournis par cette association. Cette subvention n'est pas motivante pour les petits producteurs car ces animaux de haute qualité exigent de bonnes conditions d'élevage entraînant des coûts de production plus élevés.

D'autres mesures de soutien du marché sont introduites au coup par coup selon la conjoncture. Ainsi récemment, comme les producteurs s'inquiétaient de la chute des cours des céréales et du porc, le gouvernement a mis en place des subventions supplémentaires pour ces produits: une subvention à l'exportation de 30 forints par kilogramme pour les porcins sur pied, un accroissement temporaire du taux de la subvention versée dans le cadre du système de prix d'objectif décrit plus haut, et une subvention spéciale aux producteurs qui ven-

dent du blé aux usines fabriquant des aliments pour le bétail et aux éleveurs.

Réforme agraire et privatisation des entreprises

Avant 1990, l'agriculture hongroise était dominée par les coopératives, qui exploitaient 70 pour cent des terres et dont la taille moyenne était de 4 200 ha, et par les fermes d'Etat, qui exploitaient 12 pour cent des terres (taille moyenne 7 100 ha). Il existait un secteur privé, mais seule une faible partie de celui-ci était constituée par de véritables exploitations individuelles, le reste étant les petites parcelles de 0,5 ha allouées aux membres des coopératives. Les propriétaires des terres reprises par les coopératives avaient conservé les titres sur leurs terres mais n'avaient pas le droit de prendre des décisions concernant leur exploitation ni d'en tirer aucun bénéfice. A mesure que les propriétaires mouraient ou quittaient les coopératives, celles-ci rachetaient leurs terres à bas prix. En 1990, seul un tiers des terres exploitées par les coopératives appartenaient encore à leurs anciens propriétaires.

Les anciens propriétaires qui avaient conservé leurs titres ont pu récupérer directement leur terre sauf si elle avait été convertie à des usages non agricoles, auquel cas ils pouvaient recevoir une parcelle comparable. En revanche, le Gouvernement hongrois a décidé de ne pas restituer les terres à ceux qui avaient perdu les titres. Ces anciens propriétaires, ainsi que les membres et les employés des coopératives qui n'avaient jamais possédé de terres, ont reçu en compensation des bons qui leur permettaient d'acheter des terres ou d'autres actifs des entreprises d'Etat. Les fermes d'Etat et les fermes coopératives devaient mettre de côté une certaine proportion de leurs terres pour la vendre aux enchères aux titulaires de bons.

Les fermes d'Etat et les autres entreprises publiques ont été transformées en sociétés par actions dont les actions ont été mises en vente. Les fermes coopératives ont dû se transformer soit en sociétés par actions, soit en véritables coopératives dans lesquelles les membres avaient le droit d'élire leur chef et de réaliser à tout moment leur capital.

Le secteur agricole et alimentaire hongrois est maintenant presque totalement privatisé. Les anciennes coopératives ont été restructurées de diverses façons. Certaines sont encore des coopératives, mais leur taille est généralement moins grande qu'avant 1990 car elles ont vendu ou liquidé leurs activités non rentables. D'autres sont devenues des sociétés par actions. Le plus souvent, la majorité des actions sont détenues par les dirigeants des anciennes coopératives.

Le processus de restitution des terres a débouché sur la création de très grandes et de très petites exploitations, avec très peu d'unités de taille moyenne.

Le processus de restitution des terres a débouché sur la création de très grandes et de très petites exploitations. Les unités de taille moyenne sont très peu nombreuses. Cette situation n'a guère changé depuis 1992. La production se répartit presque à égalité entre les grandes sociétés par actions et fermes coopératives et les petites parcelles privées. La taille moyenne des parcelles acquises aux enchères n'étant que de 3,5 ha, la plupart des nouveaux propriétaires ont simplement décidé de louer leurs terres à la coopérative. Mais 47 pour cent des terres arables sont exploitées par des producteurs privés individuels et 29 pour cent par ce que l'Office central des statistiques appelle les «petits» producteurs. En 1996, 56 pour cent du cheptel porcin et 67 pour cent de la volaille appartenaient à ces petites exploitations qui, la même année ont produit 53 pour cent des céréales (38 pour cent du blé et 63 pour cent du maïs) et plus de 80 pour cent des fruits et légumes. Toutefois, une très faible partie seulement de cette production est commercialisée; quand elle l'est, elle est généralement vendue localement sur les marchés paysans.

Le remembrement de ces petites exploitations est entravé par le fait qu'il n'existe toujours pas de marché foncier efficace. En droit hongrois, seules les personnes physiques peuvent acheter des terres; les entreprises commerciales et les coopératives peuvent seulement les prendre à bail. En outre, le propriétaire d'une parcelle située au milieu d'une terre exploitée efficacement par une coopérative n'a d'autre option que de la louer à la coopérative. La situation est encore compliquée par le fait que beaucoup de propriétaires n'ont toujours pas de titre permanent.

L'investissement étranger a joué un rôle très important dans le développement du secteur agroalimentaire hongrois avec une participation des capitaux étrangers de 30 pour cent dans les agro-industries.

Industries alimentaires

Les industries alimentaires sont entièrement privatisées. Certaines sont d'anciennes entreprises d'Etat transformées en sociétés par actions, d'autres sont de nouvelles entreprises. L'investissement étranger a joué un rôle très important dans le développement du secteur agroalimentaire. La participation des capitaux étrangers est de 30 pour cent dans les agro-industries et elle dépasse 50 pour cent dans les industries produisant des aliments et des boissons. Certains secteurs des agro-industries – huile végétale et tabac, par exemple – appartiennent entièrement à des étrangers. Dans d'autres secteurs, la participation étrangère est presque aussi élevée: 90 pour cent dans l'élevage de dindons et 50 pour cent environ dans le traitement de la viande.

Toutefois, la privatisation de l'industrie alimentaire ne se traduit pas nécessairement par des revenus plus élevés pour les producteurs. Ces derniers se plaignent que dans certains secteurs le monopole d'Etat a simplement été remplacé par un monopole privé. Par exemple, tout le secteur de l'huile végétale est contrôlé par une entreprise unique et le traitement de la viande de volaille est dominé par deux grandes entreprises qui détiennent 90 pour cent du marché.

Perspectives d'intégration dans l'UE

La Hongrie espère accéder à l'UE en 2002 et elle a déjà entrepris des négociations concernant les conditions de son adhésion. La plupart des experts hongrois sont convaincus que l'industrie agro-alimentaire pourra facilement supporter la concurrence dans le marché d'une UE élargie. Ce sont surtout la qualité des produits et les techniques de commercialisation qui risquent de poser des problèmes. Toutefois, une bonne partie du secteur agroalimentaire est déjà orientée vers l'exportation à destination de l'UE et bénéficiera de l'ouverture de ce marché. En outre, on pense que les céréales hongroises sont de meilleure qualité que celles de l'UE.

Par contre, les experts sont moins optimistes pour le secteur de l'élevage et en particulier de l'élevage porcin. La subvention de la volaille est plus élevée que dans l'UE et celle-ci, contrairement à la Hongrie, ne subventionne pas du tout l'élevage porcin. Le prix à la production du porc est aujourd'hui plus élevé en Hongrie que dans l'UE et il semble que les coûts de production soient également supérieurs. Selon tous les indicateurs technologiques, l'élevage porcin est très en retard sur les normes de l'UE: la mortalité est plus élevée, le nombre de naissances par portée moins grand et la consommation d'aliments par unité de poids vif dépasse de 1 à 1,3 kg ce qu'elle est dans l'UE. La plupart des aliments utilisés pour l'élevage ne sont pas assez riches en protéines. La Hongrie doit importer de la farine de protéines et les coûts de transport élevés gonflent les prix.

Les experts du ministère pensent que la Hongrie doit améliorer ces indicateurs avant d'accéder à l'UE pour affronter la concurrence sur le marché de l'Union où les prix sont moins élevés. La vraie question est de savoir si la Hongrie jouit d'un avantage comparatif pour l'élevage. Il est possible qu'elle ait au contraire avantage à se spécialiser dans la céréaliculture et qu'elle puisse devenir un important fournisseur de l'UE élargie.

NOTES

- 1 Afrique s'entend ici de l'ensemble du continent, sauf l'Égypte et la Libye, qui ne sont pas comprises dans les agrégats régionaux du FMI.
- 2 Sauf indication contraire, toutes les données macroéconomiques citées dans la présente section sont tirées de FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, mai 1998, Washington.
- 3 Dans le reste du présent chapitre, l'analyse est axée sur l'Afrique subsaharienne car les pays d'Afrique du Nord sont étudiés de façon plus approfondie dans le chapitre consacré à la région Proche-Orient et Afrique du Nord.
- 4 On ne dispose pas d'estimations des taux de croissance du Libéria, de la Sierra Leone et de la Somalie.
- 5 A l'exclusion de l'Afrique du Sud.
- 6 Pour un débat, voir J.-P. Faguet, *Decentralization and local government performance*, Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.
- 7 D. Maxwell, 1994, *The household logic of urban farming in Kampala*. In CDRI, eds. *Cities feeding people*, CDRI, Ottawa, Canada.
- 8 Les taux de croissance économique et les projections figurant dans le présent chapitre sont tirés de *Asian Development Outlook*, Manille.
- 9 Ce chiffre ne comprend pas la République populaire démocratique de Corée pour laquelle on ne dispose pas d'un indice de la production agricole totale.
- 10 Lin Justin, Zhiqiang Liu et Funing Zhong, 1997, *Fiscal decentralization and rural development in China*. Document présenté à la Consultation technique sur la décentralisation, 16-18 décembre 1997, FAO, Rome.
- 11 Gouvernement de la Malaisie, Unité de planification économique, 1996, *Seventh Malaysia Plan, 1996-2000*, Percetakan Nasional Malaysia Berhad, Kuala Lumpur.
- 12 Le PIB par habitant de 1997 est estimé à partir du chiffre du PIB de 1995, soit 202,5 millions de ringgit (\$M), aux prix constants de 1996, en appliquant un taux de croissance de 8 pour cent pour 1996 et de 7 pour cent pour 1997 (voir Gouvernement de la Malaisie, *op. cit.*, note de bas de page 11). Pour le convertir en dollars, on a utilisé un taux de change moyen annuel de 2,62 ringgit par dollar.
- 13 Banque mondiale, 1995, *Indicateurs de développement social*, Washington.

- 14 Gouvernement de la Malaisie, Unité de planification économique. 1971. *Second Malaysia Plan, 1971-1975*. Presse de l'Etat, Kuala Lumpur.
- 15 Indicateurs du marché en développement. *The Economist*, 18 avril 1998.
- 16 Gouvernement de la Malaisie, *op. cit.*, voir note de bas de page 11.
- 17 P. Waldman. 1998. Malaysia labors to handle crisis as foreign workers lose their jobs. *Asian Wall Street Journal*, 12 janvier, p. 1.
- 18 Les cocotiers et les poivriers font partie également des cultures permanentes malaisiennes mais ni l'un ni l'autre ne jouent un grand rôle dans le développement agricole actuel de la Malaisie.
- 19 Office malaisien du cacao. 1997. *Malaysian Cocoa Monitor*, juin, 6(1).
- 20 Bank Negara Malaysia. 1995. *Annual Report*. Percetakan Nasional Malaysia Berhad, Kuala Lumpur.
- 21 Gouvernement de la Malaisie, Département des statistiques. 1995. *Report on Household Expenditure Survey 1993/94*. Percetakan Nasional Malaysia Berhad, Kuala Lumpur.
- 22 Sauf indication contraire, les estimations et prévisions contenues dans la présente section sont celles de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).
- 23 Voir FAO. 1994. *New institutional arrangements for agricultural and rural development in the region*; et FAO. 1993. *Municipalidad rural, participación popular e instituciones en servicios de apoyo a pequeños agricultores en Latinoamérica*. Rome.
- 24 P. Timmer. 1996. Food security strategies: the Asian experience. Dans IICA/Gouvernement du Costa Rica/FAO. *Food Policies within the Context of Central America*.
- 25 Afghanistan non compris. Sauf indication contraire, toutes les données macroéconomiques citées dans le présent chapitre sont tirées de FMI. 1998. *Perspectives de l'économie mondiale*. Washington.
- 26 Mai 1995, Décret présidentiel interdisant aux entreprises tout commerce avec l'Iran; et août 1996, Loi D'Amato imposant des sanctions aux entreprises non américaines qui investiraient dans l'industrie iranienne des hydrocarbures.
- 27 Ces chiffres sont ceux de la Banque centrale. Selon l'*Economist Intelligence Unit*, le taux de croissance n'a été que de 3,6 pour cent en 1996.

- 28 1 750 rials iraniens = 1 dollar pour les exportations de pétrole et les importations de biens et services essentiels, le service de la dette et les importations stratégiques nécessaires aux grands projets; 3 000 rials iraniens = 1 dollar pour les encaissements au titre des exportations hors pétrole et des services, ainsi que pour les importations non essentielles. Le taux libre «du bazar», qui depuis deux ans fluctue entre 5 000 et 7 000 rials, est toléré.
- 29 La ration protéique est passée de 68 g en 1987 à 85,6 g en 1995, soit un taux de croissance annuelle de 6 pour cent. En 1995, on estimait que la ration était composée à 72 pour cent d'hydrates de carbone, 17,6 pour cent de lipides et 10,4 pour cent de protéines (l'optimum étant de 55 à 75 pour cent d'hydrates de carbone, 15 à 30 pour cent de lipides et 15 à 20 pour cent de protéines). Il serait donc souhaitable que l'apport d'hydrates de carbone diminue d'environ 10 pour cent et que celui de matières grasses et de protéines augmente d'autant.
- 30 7,5 millions d'hectares irrigués plus 1,3 million d'hectares de jachère sont classés comme zone irriguée.
- 31 Alors que la consommation moyenne par hectare irrigué est de 14 600 m³, 4 600 m³ seulement sont effectivement utilisés pour les cultures.
- 32 En 1996/97, la production a souffert d'une grave sécheresse et il a fallu procéder à des importations exceptionnelles de produits alimentaires. La production de blé n'a atteint que 10 millions de tonnes, contre un objectif de 12 millions. Un crédit de 2 milliards de dollars est prévu au budget de 1998/99 pour financer les importations de blé (5 millions de tonnes), d'huile alimentaire (800 000 tonnes), de riz (800 000 tonnes), de sucre (560 000 tonnes) et de viande rouge nécessaires pour satisfaire aux besoins de la population.
- 33 Pendant le premier plan, la production de riz a augmenté au taux annuel de 4,6 pour cent et celle d'oléagineux au taux de 17,5 pour cent. La production de pommes de terre a doublé en 10 ans.
- 34 Ce chiffre ne comprend pas la subvention des services de tracteurs, du crédit, de certains programmes d'irrigation, non plus que les programmes de subvention à la consommation mis en place par certaines institutions en faveur de leur personnel. La subvention du pétrole et de l'énergie n'est pas non plus comprise.
- 35 Les consommateurs iraniens ne paient l'essence que 0,04 dollar EU le litre; l'électricité est également très subventionnée. Plus d'un tiers de la production pétrolière de l'Iran – plus de 1 milliard de barils par jour – est consommé dans le pays.
- 36 Paragraphe M de la Note 19 de la deuxième Loi sur le plan de développement économique, social et culturel.

- 37 En 1997, 5,8 billions de rials étaient prévus pour la subvention des produits alimentaires sur un budget de 315 billions de rials (source: rapport de l'Iran sur le suivi du Sommet mondial de l'alimentation, 1998).
- 38 Les coûts de production moyens à l'échelle nationale étaient pendant la même période de 257 rials le kilogramme pour le blé irrigué et 309 rials le kilogramme pour le blé pluvial.
- 39 Ces chiffres sont ceux du FMI.
- 40 La subvention des pesticides a été définitivement supprimée il y a quelques années pour des raisons environnementales, et celle des engrais a été réduite de moitié.
- 41 Articles A et B de la Loi agraire.
- 42 Soit 602 000 ha de terres cultivables, de terrains domaniaux et de pâturages distribués à 100 000 familles paysannes, et 630 000 ha de terres sous culture temporaire à 130 000 ménages.
- 43 Aux fins de la présente étude, les pays d'Europe centrale et orientale sont les suivants: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Yougoslavie.
- 44 Toutes les données macroéconomiques citées dans le présent chapitre sont tirées de FMI, *op. cit.*, note 1.
- 45 Estonie, Lettonie et Lituanie.
- 46 Ces agrégats du FMI comprennent non seulement les Républiques baltes mais aussi la Moldova mais ne comprennent ni la Bosnie-Herzégovine, ni la Yougoslavie.
- 47 Le reste du présent chapitre est consacré aux pays d'Europe centrale et orientale. L'état des réformes et les problèmes de l'agriculture en Fédération de Russie font l'objet d'un chapitre de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1997*.
- 48 Le rôle de l'IED dans le développement du secteur agroalimentaire des pays d'Europe centrale et orientale est examiné de façon plus détaillée dans la section ci-après.

CHAPITRE III

LES REVENUS RURAUX NON AGRICOLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



LES REVENUS RURAUX NON AGRICOLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Si l'on en croit l'image traditionnelle, les ménages agricoles des pays en développement se consacrent de façon quasi exclusive aux activités agricoles et n'entreprennent que de façon marginale des activités rurales non agricoles (RNA)¹. Cette image répandue persiste à ce jour, si bien que l'on tend, au niveau décisionnel, à assimiler la notion de revenus agricoles à celle de revenus ruraux, et le concept de relations rurales-urbaines à celui de relations agricoles non agricoles. Corollaire de cette situation, les ministères de l'industrie ont centré leur action sur l'industrie urbaine, tandis que les ministères de l'agriculture axaient la leur sur les activités agricoles; l'on observe en outre, jusque parmi les agronomes et les spécialistes du développement rural, une tendance à négliger le secteur RNA.

Il apparaît toutefois de plus en plus nettement que les revenus RNA, obtenus par le secteur rural non agricole sous forme de salaires ou de bénéfices d'activités autonomes telles que le commerce ou l'industrie de transformation, constituent une importante source de rentrées pour les ménages agricoles et ruraux en général, y compris les pauvres dépourvus de terre et les résidents des petites agglomérations rurales. Même si les revenus RNA ne constituent qu'une partie des revenus non agricoles – lesquels comprennent également les salaires agricoles et les gains des travailleurs migrants – ce chapitre est principalement consacré aux revenus RNA, en vue de permettre un examen plus détaillé des mesures spécifiques applicables aux zones agricoles afin d'y stimuler, de manière générale, l'activité économique et l'emploi.

Plusieurs raisons militent en faveur de l'intérêt que devraient porter les décideurs des pays en développement à la promotion des activités RNA. En premier lieu, les revenus RNA, dont on a constaté la place importante dans le revenu des ménages, contribuent à l'évidence à leur sécurité ali-

mentaire. En outre, ce revenu provenant d'une source différente peut empêcher une urbanisation trop rapide ou excessive, ainsi que la dégradation des ressources naturelles due à leur surexploitation.

En second lieu, alors qu'il est difficile d'obtenir des crédits, les activités RNA améliorent les résultats proprement agricoles, puisqu'elles fournissent aux agriculteurs les liquidités leur permettant d'investir dans des intrants qui renforcent la productivité.

En troisième lieu, la composition comme les performances du secteur agricole, elles-mêmes affectées par les politiques en vigueur, peuvent avoir d'importantes répercussions sur le dynamisme du secteur RNA, lui-même lié au secteur agricole et dont l'expansion est fonction de la vigueur de ce dernier – synonyme de production agricole à transformer et à distribuer, d'intrants à vendre et d'équipements à réparer, mais aussi de revenus agricoles dépensés localement pour l'achat de biens et de services.

A la lumière de ces constatations, le présent débat poursuit un double objectif: conscientiser les gouvernements, les donateurs et les organismes de développement sur le secteur RNA et sur son importance pour le développement agricole et rural ainsi que pour l'atténuation de la pauvreté.

Les questions suivantes ont été abordées:

- Quelles sont les principales constantes du revenu et de l'emploi RNA dans les différentes régions sous-développées? Quelle est l'importance des activités RNA, et quelles caractéristiques présentent-elles en fonction de la région et du type de zone agroécologique?
- Quels facteurs déterminent les constantes des revenus et de l'emploi liés aux activités RNA; en particulier, quelle est leur interaction avec l'agriculture? Quel rôle jouent les caractéristiques des ménages ruraux (instruction, régime de détention des actifs) et quelle est leur interaction avec ces constantes?
- Quelles incidences ont les revenus et l'emploi liés aux activités RNA sur le niveau et sur la répartition des revenus des ménages ruraux, sur l'impact de la pauvreté et sur la sécurité alimentaire?
- Quelles conclusions peut-on tirer de ces constatations quant aux décisions et aux programmes à adopter?

Cette section, qui sert de toile de fond au reste du chapitre, commence par une analyse conceptuelle des facteurs qui influencent la décision des ménages de se lancer dans des activités RNA.

RAISONS INCITANT LES MÉNAGES À ENTREPRENDRE DES ACTIVITÉS RNA

Lorsqu'un ménage rural décide de se lancer dans des activités RNA, soit en mettant sur pied une entreprise, soit en s'offrant sur le marché local de l'emploi, cette décision est généralement influencée par les deux facteurs suivants:

- les incitations auxquelles est assujéti le ménage: rentabilité et risque représenté par les activités agricoles et RNA;
- la capacité du ménage à entreprendre des activités RNA en fonction du degré d'instruction, du revenu et du patrimoine, ou de l'aptitude à se procurer des actifs ou du crédit.

Dans le cas d'entreprises créées par des ménages, le choix des technologies et des produits est influencé par des facteurs analogues. Lorsqu'ils entreprennent des activités RNA, les motivations des ménages agricoles⁷ sont les suivantes:

- Les facteurs du type «attraction», tels que des rendements supérieurs dans le secteur non agricole⁸;
- Les facteurs du type «contrainte» en particulier:
 - l'insuffisance du revenu agricole pour le ménage, insuffisance qui peut être attribuable à des difficultés temporaires, comme la sécheresse, ou à des facteurs à l'incidence plus durable, tels que l'indisponibilité des terres;
 - les lacunes ou l'absence de services d'assurance et de crédit à la consommation, qui permettraient de supporter, à posteriori, les conséquences de récoltes insuffisantes;
 - les risques inhérents à l'exploitation agricole, qui incitent les ménages à garantir leur revenu et leur capacité de consommation en adoptant des stratégies de diversification et en entreprenant des activités dont le rendement peut n'avoir qu'un rapport lointain, voire négatif, avec celui de l'agriculture;
 - l'absence ou la carence des approvisionnements en intrants agricoles ou des services de crédit permettant de se les procurer, si bien que les ménages sont contraints, pour les obtenir, de compter sur leurs propres liquidités.

Lorsqu'ils entreprennent des activités RNA, les motivations des ménages agricoles sont soit des facteurs du type «attraction», soit des facteurs du type «contrainte».

Facteurs déterminants de l'incitation et de la capacité à participer aux activités RNA

Il peut y avoir divergence entre les facteurs incitatifs à l'activité RNA et les paramètres déterminant l'aptitude à une telle activité. Même si des agriculteurs pauvres sont fortement attirés par les activités RNA, leur capacité à entreprendre ces activités risque fort d'être entravée par différents facteurs.

*Patrimoine/richeesse du ménage et zone agroclimatique*⁶. Selon qu'un ménage est plus ou moins aisé, il se trouve plus ou moins incité à participer aux activités RNA. Les ménages pauvres, moins prémunis contre les brusques chutes de revenu, craignent davantage ce genre de risque et sont, par conséquent, plus enclins à diversifier leurs sources de rentrées au profit d'activités moins risquées. De plus, les caractéristiques agroclimatiques de la zone habitée influent diversement sur la propension du ménage agricole à diversifier ses activités afin d'étaier le risque. Dans les zones où l'agriculture présente de forts aléas, les ménages agricoles subissent une incitation proche de la contrainte à diversifier leurs activités en direction du secteur RNA. Toutefois, la diversification trouvera sans doute également sa place durant les années «normales», dans le but d'accumuler les ressources en prévision des années difficiles. En revanche, les ménages agricoles opérant dans les zones où l'agriculture est moins aléatoire pourront opter de façon prépondérante pour des activités RNA parce que leur rendement est plus élevé, ou pour se procurer des liquidités ou du crédit.

Quelle que soit l'intensité des incitations à la diversification, que leur origine soit liée à l'attrait ou à la contrainte, le ménage ne pourra y donner suite que s'il en a les moyens. En effet, en l'absence de services adéquats de crédits et d'assurance, la capacité à investir dans un éventail diversifié d'activités augmente avec le degré d'aisance du ménage. Si une telle diversification se révèle onéreuse, les ménages disposant d'un patrimoine substantiel se trouvent mieux placés pour entreprendre une diversification en direction d'activités RNA, étant donné qu'ils peuvent utiliser ce patrimoine pour financer leurs activités, mais aussi pour absorber d'éventuelles chutes de revenu.

S'il y a risque, mais que le crédit est accessible dans des conditions normales, on peut prédire que les ménages seront moins tentés par la diversification à mesure qu'augmentera leur patrimoine. En revanche, ils tendront à concentrer leurs activités sur les secteurs censés offrir une meilleure rentabilité. Dans de telles circonstances, les tentatives de diversification seront probablement le fait des ménages pauvres. Si, toutefois, ces derniers se heurtent à des difficultés d'obtention de liquidités et de crédits, on risque d'aboutir au résultat opposé, à savoir que les pauvres pourront vouloir se diversifier dans le but d'atténuer le risque, mais qu'ils ne pourront pas le faire par manque de liquidités.

Rentabilité des activités rurales non agricoles. Un certain nombre de facteurs exogènes influent sur la rentabilité et sur le coeffi-

cient de risque des activités agricoles et RNA; ces mêmes facteurs influent, par voie de conséquence, sur la combinaison des deux types d'activités entreprises par un ménage agricole. La rentabilité d'une activité RNA donnée est déterminée par le prix du produit fabriqué ou par le montant du salaire perçu.

En règle générale, tant les prix des produits que ceux des intrants des activités RNA sont influencés par les politiques macroéconomiques et sectorielles telles que la dévaluation de la monnaie, les fluctuations du taux d'intérêt, les modifications des droits de douane sur les produits finis et les biens d'investissement importés, de même que par les facteurs qui influent sur le coût des transports et des transactions. Les entreprises privées, qui sont conditionnées par ces facteurs, peuvent abaisser leurs coûts de transaction en passant certains contrats ou en mettant en place des mécanismes de coordination de manière à intensifier l'interaction des firmes, notamment entre les secteurs et les sous-secteurs, ce qui permet de renforcer les liens intersectoriels et intrasectoriels.

Les prix des intrants nécessaires seront notamment influencés par la capacité des marchés locaux à fournir des intrants de production adéquats ainsi que les capitaux nécessaires aux activités RNA.

Politiques et programmes de développement. Il y a lieu de mentionner en particulier les projets de développement, car ils constituent un faisceau important de facteurs déterminant l'incitation et la capacité des ménages ruraux à participer aux activités RNA. Un projet de développement constitue un ensemble miniaturisé de politiques et d'investissements, émanant des pouvoirs publics et appliqué à une gamme d'activités restreintes dans l'espace et dans le temps, à l'intention d'un nombre limité de participants. On pourrait prendre, comme exemple courant emprunté au secteur RNA, celui d'un projet de distribution de produits laitiers, dans le cadre duquel une ONG ou l'État pourrait détacher sur le terrain des instructeurs et livrer l'équipement nécessaire à la mise sur pied d'une petite unité laitière, à l'intention d'un groupe sélectionné de ménages ruraux; dans un premier temps tout au moins, la commercialisation du lait serait assistée par le savoir-faire des donateurs et par la mise à disposition de véhicules.

Liens entre les activités agricoles et non agricoles

On utilise très couramment la notion de «liens secteur agricole/secteur non agricole» pour décrire la relation entre les secteurs agricole et non agricole. Ces derniers peuvent soit

Les secteurs agricole et non agricole peuvent être reliés directement par le biais de liens de production soit en amont, soit en aval.

être reliés directement, par le biais de *liens de production*, en «amont»: dans ce cas, la croissance du secteur agricole incite le secteur non agricole à intensifier ses activités en investissant dans l'amélioration de la productivité ou de la capacité, de manière à fournir intrants et services au secteur agricole; ou «en aval», sous la forme d'«activités de valeur ajoutée»: dans ce cas, le secteur non agricole est incité à investir dans un supplément de capacité de manière à approvisionner les industries de transformation agroalimentaire et les services de distribution, en utilisant comme intrants les produits agricoles.

En revanche, on parle de *liens indirects par le biais des dépenses* lorsque les revenus générés dans un des deux secteurs sont dépensés pour acquérir la production de l'autre secteur. Enfin, les secteurs peuvent être *reliés par le biais des investissements*, c'est-à-dire que les profits engendrés par un secteur sont investis dans l'autre secteur.

S'agissant des activités RNA, la liaison avec l'agriculture locale par le biais de la production s'accomplit par la vente d'intrants au secteur agricole et par l'achat à ce dernier de sa production, laquelle servira d'intrant aux activités RNA, par exemple la transformation et la distribution agroalimentaire. Pour prendre l'exemple des outils et équipements servant à l'agriculture, c'est la dimension moyenne de l'exploitation qui conditionne l'existence éventuelle d'un marché rentable pour les tracteurs, par opposition aux seuls outils manuels. Quant à la production agricole elle-même, la composition, le calendrier et la qualité de ce qui est offert par les exploitations locales peut influencer la rentabilité du secteur de l'agrotransformation ainsi que la taille optimale des unités. De la même façon, la technologie employée pour l'élevage du bétail affecte la santé et la productivité laitière des bêtes.

Les activités RNA se trouvent reliées au plan des dépenses avec les activités agricoles, dans la mesure où le revenu généré par les activités agricoles est dépensé pour acquérir la production des firmes n'appartenant pas au secteur agricole, et réciproquement. En conséquence, la rentabilité ainsi que les débouchés de ces activités sont déterminés par le niveau et la répartition des revenus locaux, ainsi que par les préférences des consommateurs. Ainsi, les petits exploitants et les pauvres auront davantage tendance à se procurer biens et services locaux auprès du secteur RNA, alors que les ménages plus aisés rechercheront les articles offerts par les fabricants modernes implantés dans les villes, ou encore les articles d'importation.

Lorsqu'il existe également des difficultés d'accès au crédit, les liens par le biais de l'investissement entre les activités RNA

et le secteur agricole peuvent jouer un rôle déterminant. Dans de telles circonstances, le revenu non agricole pourra en effet constituer, pour les ménages agricoles, la condition *sine qua non* de leur aptitude à opérer des investissements à vocation agricole et à acheter des intrants modernes. Réciproquement, les économies engendrées par les activités agricoles peuvent être la source d'investissements dans des activités non agricoles.

FORMES D'ACTIVITÉS RNA: DIFFÉRENCES INTERRÉGIONALES ET INTRARÉGIONALES

Dans cette section, sont présentés et analysés les résultats d'observations tirées d'une centaine d'enquêtes menées en Afrique, en Asie et en Amérique latine et principalement axées sur les ménages agricoles⁵, par opposition aux résidents de localités rurales. Certaines informations proviennent également de statistiques nationales officielles.

On a choisi de s'appuyer sur des données provenant d'études de cas en raison des difficultés rencontrées dans l'obtention, auprès de sources officielles, de statistiques globales de bonne qualité sur les revenus et l'emploi ruraux non agricoles. Cependant, étant donné que même les données recueillies avec un soin scrupuleux ne sont pas infaillibles, il importe que le lecteur sache que les tendances et les résultats présentés ici, quoique fiables dans les grandes lignes, sont peut-être sujets à caution quant aux estimations détaillées.

Importance des activités RNA – comparaisons entre régions de pays en développement

Le tableau 11 résume les données concernant la part du revenu et de l'emploi non agricoles dans le revenu et l'emploi rural considérés globalement, à partir d'études menées entre les années 70 et les années 90 dans les trois régions mentionnées⁶. Les tableaux appendices 1 et 2 donnent un relevé, pays par pays, des sources de ces données⁷.

En moyenne, la part des revenus non agricoles est plus élevée en Afrique (42 pour cent) et en Amérique latine (40 pour cent) qu'en Asie (32 pour cent). Même si l'on fait la part de l'imprécision de ces observations, elles n'en sont pas moins importantes et ont de quoi surprendre pour plusieurs raisons.

En premier lieu, elles témoignent de l'importance du revenu non agricole par rapport au revenu total dans les zones rurales et, partant, de son rôle déterminant dans la constitution du pouvoir d'achat et dans la sécurité alimentaire. En second lieu, on se serait attendu à une part relative plus importante du revenu non agricole dans les régions présentant un

Le revenu non agricole représente une part importante du revenu total et, partant, a un rôle déterminant dans la constitution du pouvoir d'achat et dans la sécurité alimentaire.

revenu par habitant plus élevé. En effet, les régions plus riches ont généralement une meilleure infrastructure et un secteur agricole plus dynamique, deux facteurs qui concourent aux activités RNA. Le classement attendu aurait donc été: Amérique latine, Asie et Afrique. Or, la première place occupée par l'Afrique donne à penser que les incitations à la diversification jouent un rôle décisif. En d'autres termes, bien que les ménages africains soient plus pauvres que leurs homologues des autres régions, ils sont davantage incités à diversifier leurs revenus, en raison notamment de la minceur et du caractère aléatoire de leur revenu agricole.

Toujours est-il que lorsqu'on étudie chaque région individuellement, les pays et les sous-régions plus favorisés tendent effectivement à démontrer une proportion et des niveaux plus élevés de revenu rural non agricole (voir figure 38A-D). Les deux sous-régions les plus pauvres, à savoir l'Afrique occidentale et l'Asie du Sud, ont néanmoins des parts de revenu non agricole qui les distinguent (36 pour cent et 29 pour cent respectivement).

Enfin, les variations de parts de RNA, telles que mesurées par les coefficients de variation calculés sur la base des moyennes nationales⁶, sont plus élevées dans les endroits les

Tableau 11

PARTS DU REVENU NON AGRICOLE ET DE L'EMPLOI NON AGRICOLE DANS LE REVENU RURAL TOTAL ET DANS L'EMPLOI RURAL TOTAL¹

Régions et sous-régions	Parts du revenu non agricole		Part de l'emploi non agricole		PNB moyen par habitant, en 1995 ² (\$EU)
	Moyenne ³ (%)	Coefficient de variation	Moyenne ³ (%)	Coefficient de variation	
AFRIQUE	42	0,45	—	—	726
Afrique orientale et australe	45	0,47	—	—	932
Afrique de l'Ouest	36	0,36	—	—	313
ASIE	32	0,33	44	0,32	1 847
Asie orientale	35	0,19	44	0,29	2 889
Asie méridionale	29	0,52	43	0,40	388
AMÉRIQUE LATINE	40	0,20	25	0,33	2 499

¹ Les chiffres indiqués sont des moyennes régionales d'études de cas. Les parts de revenu représentent la portion du revenu non agricole dans le revenu total des ménages dont l'occupation principale est l'agriculture (y compris les ménages ruraux sans terre). Les parts de l'emploi représentent la portion des ménages de la population rurale (dans les zones rurales comme dans les petites agglomérations rurales) dont la principale occupation est une activité non agricole.

² Le PNB moyen par habitant est calculé sous la forme d'une moyenne simple des pays couverts par les études de cas; elle est basée sur les estimations de la Banque mondiale, 1997, *Rapport sur le développement dans le monde 1997*, Washington.

³ Par moyenne, on entend la moyenne de l'ensemble des études de cas pour chaque région et sous-région.

plus pauvres, c'est-à-dire les sous-régions africaines et l'Asie du Sud; ce phénomène reflète la diversité des facteurs déterminants, tels que les performances du secteur agricole, la qualité de l'infrastructure, les taux d'urbanisation, etc.

Il est difficile de discerner les lignes de force de la croissance, c'est-à-dire l'évolution de la part des RNA, à partir des seules données concernant le revenu disponible, sauf dans certaines études de cas (principalement en Asie). On peut tenter des évaluations approximatives en comparant les données présentées ici avec celles provenant d'études antérieures. Ainsi, la gamme des parts rapportées dans ce rapport ainsi que leurs moyennes, qui s'appuient principalement sur des données recueillies dans les années 80 et les années 90, dépassent les proportions citées par Haggblade, Hazell et Brown⁹, qui se basent principalement sur des études remontant aux années 70. Par ailleurs, certaines études de cas mettent en relief l'expansion de la part des RNA au fil des années, et cela dans un certain nombre de pays (Bangladesh, Burkina Faso, Chine, certaines parties de l'Inde, Java, Indonésie, Kenya occidental, Malaisie, Mexique, Nigéria septentrional, Philippines et Taïwan Province de Chine).

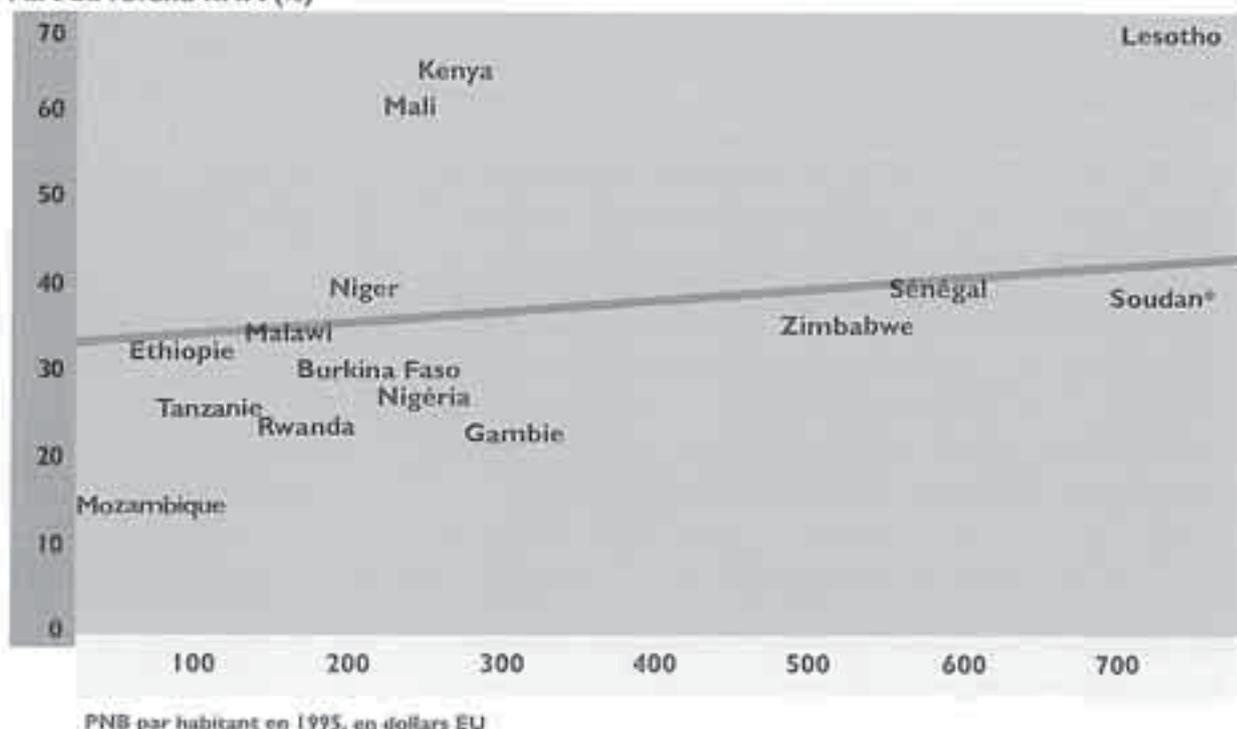
Quant aux données concernant l'emploi RNA (indicateur clé), elles font état de parts moyennes voisines de 44 pour cent en Asie et de 25 pour cent en Amérique latine, sur plusieurs années et pour un certain nombre de pays (les données pertinentes manquent pour l'Afrique). Dans le cas de l'Asie, la part de l'emploi est plus élevée que celle du revenu, alors qu'elle est plus faible pour l'Amérique latine. A noter qu'il est difficile d'effectuer une comparaison directe entre la part de l'emploi et la part du revenu, car la proportion peut varier en fonction des différences de taux de rémunération¹⁰.

Les chiffres concernant l'Amérique latine et l'Asie témoignent, en moyenne, d'une augmentation rapide de la part des travailleurs employés dans des activités RNA relativement à l'ensemble des populations rurales. Pour l'Amérique latine, la figure 39 montre que, dans tous les cas à l'exception du Pérou (pour lequel on n'enregistre pas de différence) et de la Bolivie (où l'on observe une réduction), les chiffres absolus concernant l'emploi dans le secteur RNA augmentent plus rapidement que l'emploi agricole, témoignant ainsi d'une augmentation de la proportion. Dans près de la moitié des pays, le taux de croissance de l'emploi agricole a été négatif; cependant, dans tous ces pays, le taux de croissance de l'emploi RNA a été positif. Quant à la part globale de la population rurale ayant une activité principale dans le secteur RNA, elle est passée de 24 à 29 pour cent au cours d'une décennie environ.

Figure 38A

PART DU REVENU DES MÉNAGES RURAUX NE DÉRIVANT PAS DE L'AGRICULTURE ET PNB PAR HABITANT DANS DES PAYS SÉLECTIONNÉS D'AFRIQUE

Part du revenu RNA (%)



Les pays ou territoires suivants ne sont pas repris dans ce graphique :

Namibie : Part dans le revenu = 75%
PNB par habitant = 2 000\$

Botswana : Part dans le revenu = 51%
PNB par habitant = 3 020\$

* Selon les estimations de la Banque mondiale, le revenu par habitant au Soudan a été inférieur ou égal à 765 dollars.

Source: Les données sur la part du revenu RNA sont tirées d'enquêtes sur les revenus des ménages ruraux (voir tableau appendice 1); les chiffres de la Banque mondiale concernant le PNB par habitant proviennent du *Rapport sur le développement dans le monde 1997*.

La nature de l'activité RNA et les différences interrégionales

Tendances générales. L'examen des données disponibles conduit à une observation d'ordre général: la nature des activités RNA diffère de façon marquée selon les régions et les sous-régions. L'expression «étape de la transformation du secteur RNA» sera utilisée ici pour décrire ces différences entre les tendances. Bien entendu, il ne s'agira que de «tendances de fond» observées dans les différentes régions et qui font abstraction de la variété et des exceptions qui caractérisent une région donnée.

Les tendances observées en matière de niveaux et de composition de l'activité RNA indiquent que l'Afrique et l'Asie du Sud traversent la première phase de transformation du secteur RNA. Au cours de cette phase, l'activité RNA tend à être liée à l'agriculture par la production ou par les dépenses et à être centrée sur la campagne, avec une faible dépendance à l'égard des liens entre le milieu rural et le milieu urbain. En

Figure 388

PART DU REVENU DES MÉNAGES RURAUX NE DÉRIVANT PAS DE L'AGRICULTURE ET PNB PAR HABITANT DANS DES PAYS SÉLECTIONNÉS D'ASIE

Part du revenu RNA (%)



PNB par habitant en 1995, en dollars EU

fait, les activités RNA consistent principalement à produire, chez soi et sur une petite échelle, des biens non commercialisables en ce sens qu'ils sont échangés localement et produits dans les campagnes. S'agissant des liens entre le secteur non agricole et le secteur agricole, ce dernier tend à dépendre, au cours de la première phase, de la fourniture locale d'intrants et de services de même que de la transformation et de la distribution de ses produits à l'échelon local, généralement effectuées par de petites ou de moyennes entreprises. A noter, entre autres exemples de ce genre d'activité, la fabrication ou le mélange des engrais; la fabrication, la location et la réparation d'équipements pour animaux de trait; les services liés aux tracteurs; le traitement des récoltes; le transport; la construction ou l'entretien des installations de marchés; et le commerce. A ce sujet, Reardon *et al.*¹¹ montrent que dans certaines zones du Sahel de l'Afrique occidentale, plus de 80 pour cent des activités locales non agricoles sont reliées à l'agriculture locale par la production.

La République de Corée n'est pas reprise dans ce graphique:

Part du revenu = 32%

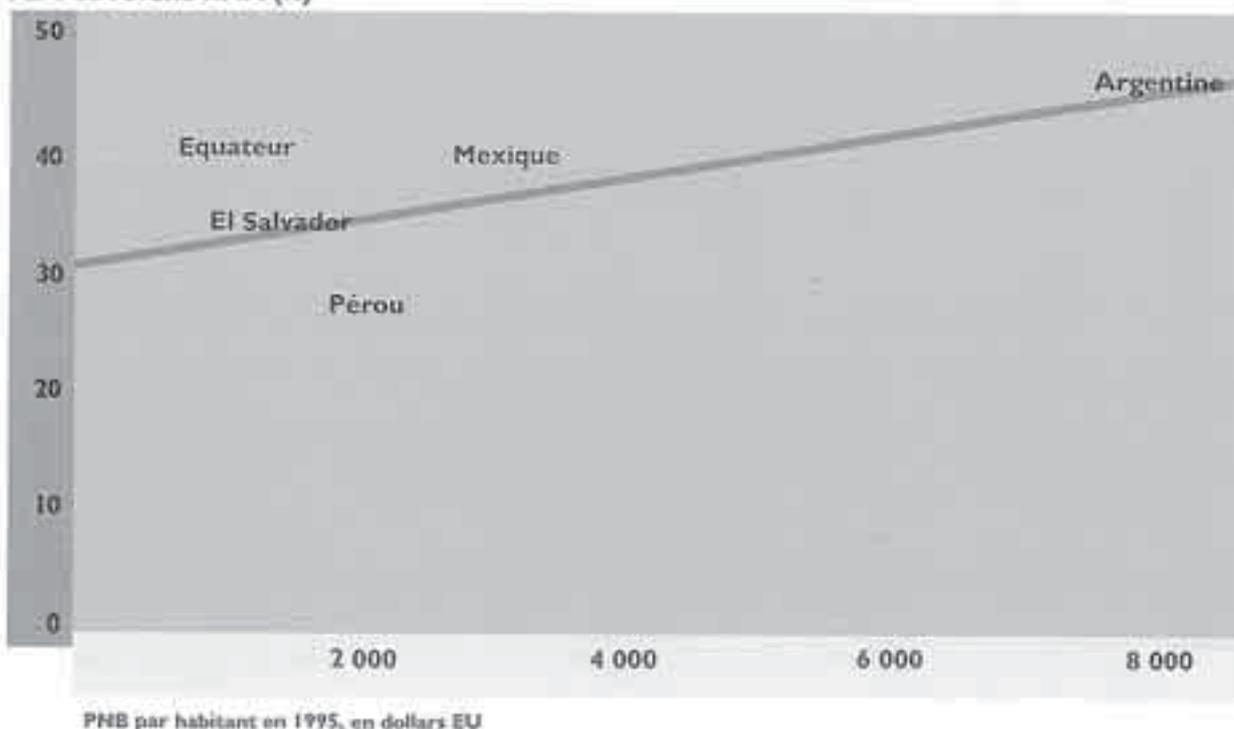
PNB par habitant = 9 700\$

Source: Les données sur la part du revenu RNA sont tirées d'enquêtes sur les revenus des ménages ruraux (voir tableau appendice I); les chiffres de la Banque mondiale concernant le PNB par habitant proviennent du *Rapport sur le développement dans le monde 1997*.

Figure 38C

PART DU REVENU DES MÉNAGES RURAUX NE DÉRIVANT PAS DE L'AGRICULTURE ET PNB PAR HABITANT DANS DES PAYS SÉLECTIONNÉS D'AMÉRIQUE LATINE

Part du revenu RNA (%)



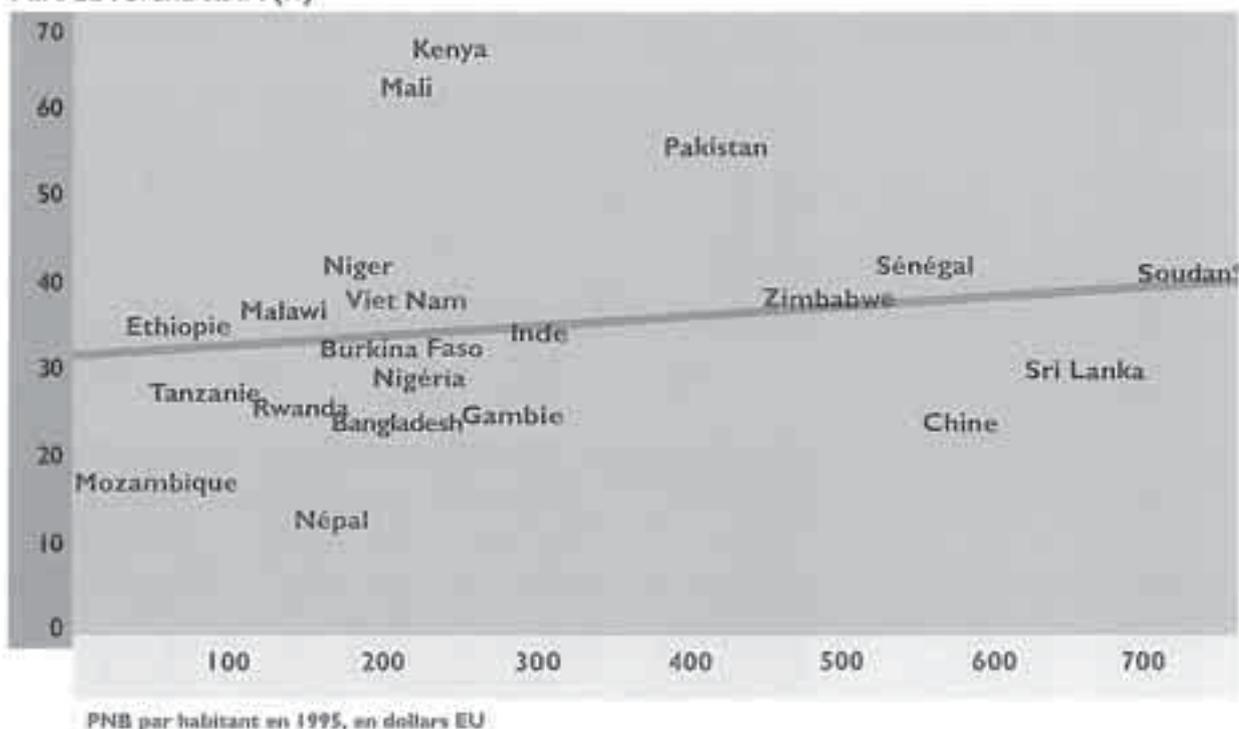
Source: Les données sur la part du revenu RNA sont tirées d'enquêtes sur les revenus des ménages ruraux (voir tableau appendice 1); les chiffres de la Banque mondiale concernant le PNB par habitant proviennent du *Rapport sur le développement dans le monde 1997*.

L'Amérique latine traverse, elle, la deuxième étape de la transformation du secteur RNA, caractérisée par une tendance à un panachage plus marqué de situations. En d'autres termes, on pourra observer des activités basées sur des liens avec l'agriculture, tandis que d'autres n'auront aucun rapport avec elle, comme le tourisme, l'exploitation minière et le secteur des services. La proportion de la population rurale qui dépend, pour l'essentiel, de l'agriculture, est moins élevée qu'en Afrique et en Asie du Sud. Pour ce qui est de l'emploi RNA, le lien milieu rural-milieu urbain joue davantage que dans la première phase de transformation du secteur RNA, et l'on voit apparaître les premiers signes de la sous-traitance des entreprises rurales par des entreprises urbaines ou étrangères, surtout pour la fabrication de biens durables légers, tels que les vêtements, tandis que grossissent les rangs des travailleurs qui font quotidiennement la navette entre les campagnes et les agglomérations rurales ou les villes intermédiaires – les «zones rur-urbaines». Parallèlement, l'agro-industrialisation

Figure 38D

PART DU REVENU DES MÉNAGES RURAUX NE DÉRIVANT PAS DE L'AGRICULTURE ET PNB PAR HABITANT POUR LES PAYS À FAIBLE REVENU

Part du revenu RNA (%)



gagne rapidement du terrain, sous la forme de petites entreprises mais surtout d'entreprises de dimensions moyennes.

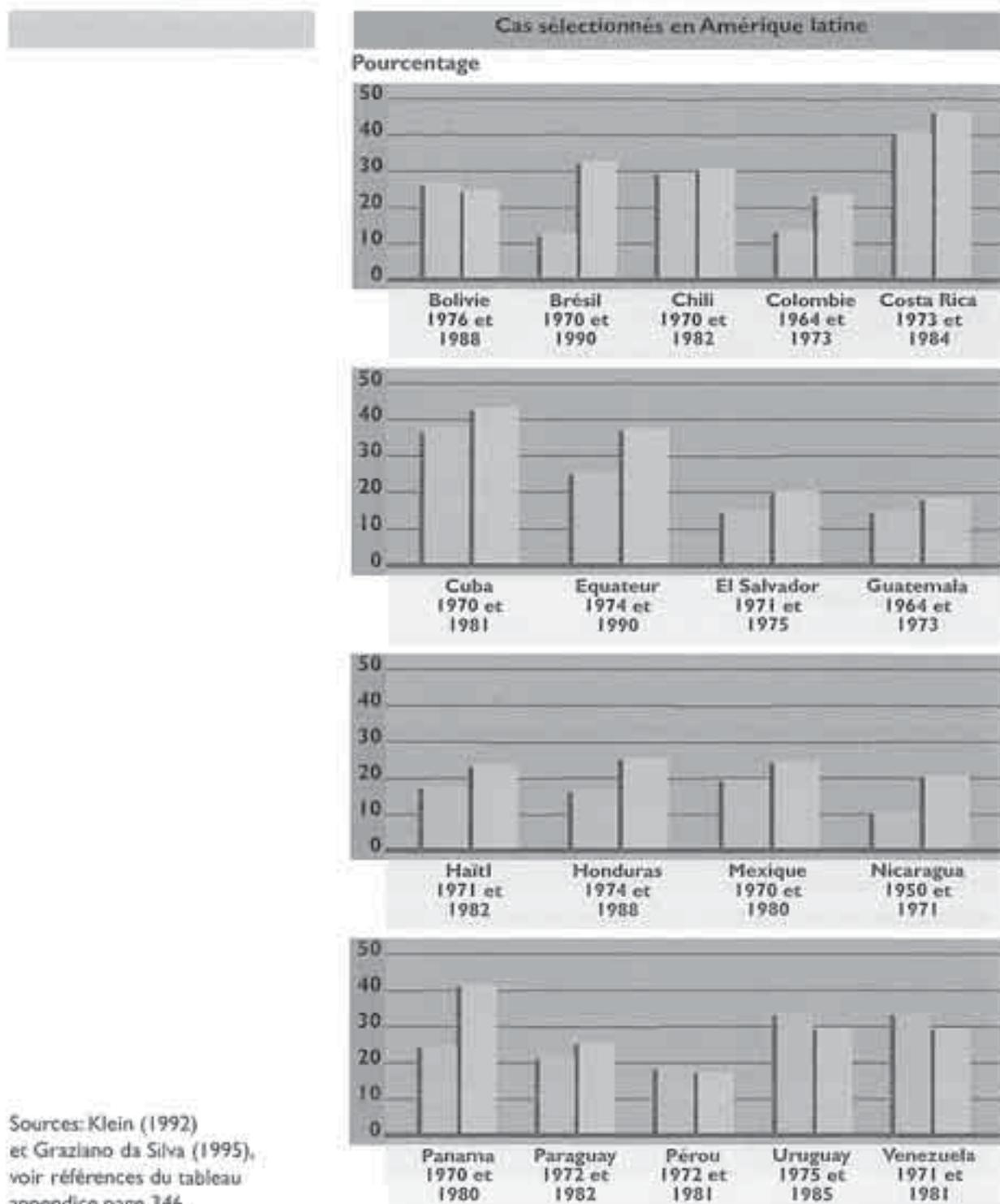
L'Asie orientale, elle, semble avoir atteint le troisième stade de la transformation du secteur RNA, marqué par une intensification des caractéristiques qui différencient le deuxième stade du premier, à savoir un poids accru des liens milieu urbain-milieu rural, qui se manifeste par une présence plus répandue de formes plus avancées de liens de type commercial, tels que des accords de sous-traitance et le transit de la main-d'œuvre. Cette étape de la transformation est également marquée par plusieurs autres tendances: la sous-traitance déborde le cadre des produits durables légers pour aborder les produits durables moyens, comme les pièces automobiles; une part importante de l'emploi RNA découle de liens extérieurs à l'agriculture, et ce, même à Taïwan Province de Chine qui a connu une première étape de transformation du secteur RNA étroitement liée à l'agriculture²², et enfin, une rapide agro-industrialisation dans les secteurs de culture commerciale.

* Selon les estimations de la Banque mondiale, le revenu par habitant au Soudan a été inférieur ou égal à 765 dollars.

Source: Les données sur la part du revenu RNA sont tirées d'enquêtes sur les revenus des ménages ruraux (voir tableau appendice 1); les chiffres de la Banque mondiale concernant le PNB par habitant proviennent du *Rapport sur le développement dans le monde 1997*, qui qualifie de «pays à faible revenu» ceux dont le revenu annuel par habitant est inférieur ou égal à 765 dollars.

Figure 39

**PART EN POURCENTAGE DE L'EMPLOI RURAL
NON AGRICOLE DANS LA POPULATION RURALE
ÉCONOMIQUEMENT ACTIVE**



Sources: Klein (1992)
et Graziano da Silva (1995),
voir références du tableau
appendice page 346.

Composition sectorielle, sous-traitance et liens milieu rural-milieu urbain. La composition sectorielle du RNA tend à varier d'une région à l'autre. Les observations menées en Afrique indiquent que l'activité RNA tend à se répartir de façon équilibrée entre les secteurs du commerce, de la fabrication et des services, le tout étant lié directement ou indirectement à l'agriculture locale ou aux petites villes. En Asie et en Amérique latine, en revanche, la composition sectorielle privilégie les secteurs de la fabrication et des services.

Les observations menées en Amérique latine sur la base des recensements de population indiquent que, dans son ensemble, l'emploi RNA se répartit de la façon suivante: 41 pour cent dans le secteur de la fabrication, 24 pour cent dans le commerce et 35 pour cent dans les services. À noter que la ventilation de l'emploi urbain en Amérique latine est très proche de celle de l'emploi rural. Ce résultat peut varier en fonction de la taille de la ville, les zones rur-urbaines abritant probablement davantage de commerces et de services (cette question mérite, quoi qu'il en soit, des recherches plus approfondies)¹⁶.

On observe, en Amérique latine et en Asie en particulier, une tendance durable à l'augmentation du nombre d'habitants des campagnes faisant quotidiennement l'aller-retour pour aller travailler à des tâches non agricoles dans les villes intermédiaires ou dans les localités voisines et vice versa (la main-d'œuvre citadine allant travailler dans des exploitations agricoles). On voit donc que les barrières qui séparent les zones rur-urbaines de la campagne s'effacent progressivement et que la segmentation tend à s'estomper. Klein¹⁷ a émis l'hypothèse que l'on assiste, en Amérique latine, à une convergence qui intéresse non seulement les taux de salaire, mais aussi la composition sectorielle des secteurs non agricoles des villes et des campagnes.

La sous-traitance entre firmes urbaines et rurales constitue un autre type de lien ville-campagne dont l'importance va croissant. On voit même se confirmer la tendance, de la part des ateliers industriels et des entreprises commerciales implantés dans les zones rur-urbaines ou métropolitaines, notamment en Amérique latine et en Asie, à passer des contrats d'externalisation ou de sous-traitance avec des entreprises ou des ménages ruraux. On voit également se profiler ce phénomène dans les régions plus industrialisées de l'Afrique telles que l'Afrique du Sud et le Zimbabwe¹⁸. On est en droit de penser que ces évolutions vont se rejoindre et s'entrecroiser. En Amérique latine, l'essentiel des activités de sous-traitance semble axé sur la fabrication de biens de consommation légers. La couture et le tricot, qui font appel à une

FAO/17072



Fabrication de boîtes de conserve pour les produits alimentaires

Dans les campagnes, agriculture et emploi non agricole sont étroitement liés comme l'atteste la présence de petites installations de transformation.

En Amérique latine rurale, il existe une nouvelle tendance vers l'emploi temporaire dans le travail non agricole.

main-d'œuvre féminine travaillant à domicile, en sont un bon exemple. Ce genre de sous-traitance permet aux commerçants de contenir leurs prix de revient tout en jouissant d'une grande souplesse quant au volume produit et à la main-d'œuvre employée. En Asie, il semble que la sous-traitance urbaine rurale corresponde davantage à un effet de propagation, vers les petites villes et localités, de l'activité industrielle des grandes villes; ce phénomène intéresse tant les biens de consommation légers que les produits de consommation durables et les biens d'investissement, et il gagne en puissance depuis les années 70 dans un certain nombre de pays d'Asie tels que, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la République de Corée et Taïwan Province de Chine²⁵.

Les observations ont permis d'isoler une autre tendance, qui trouve au moins sa place dans l'analyse de la situation rurale en Amérique latine, à savoir l'accentuation du caractère

temporaire du travail non agricole, qui affecte probablement les tendances à long terme, lesquelles déterminent à leur tour la composition et l'échelle du secteur RNA. Ce phénomène est probablement alimenté par l'externalisation, l'agro-industrialisation et la navette quotidienne de la main-d'œuvre. Par suite du caractère saisonnier de l'emploi dans le secteur agro-industriel, de plus en plus de ménages doivent vivre la précarité d'emplois temporaires et à temps partiel. Par ailleurs, les modifications apportées au droit du travail dans certains pays d'Amérique latine au cours des années 70 et 80 rendent les emplois permanents moins attrayants, pour les patrons, que l'embauche de travailleurs temporaires (voir Schaffner²⁷ pour le cas du Brésil). Cependant, il n'est pas certain que les sociétés agro-industrielles s'orienteront à long terme vers l'emploi temporaire, notamment s'agissant des gammes de produits exigeant un faible taux de roulement et des qualifications toujours croissantes de la main-d'œuvre.

Cette tendance relativement nouvelle vers l'emploi temporaire, doit être distinguée du phénomène, plus répandu, de la pluriactivité: dans ce cas, un résident ou un ménage rural se consacre à plusieurs activités non agricoles. Il faut aussi éviter l'amalgame avec le phénomène de la diversification du revenu des ménages ruraux, évoqué plus haut. De plus en plus, semble-t-il, la pluriactivité incorpore, en Amérique latine, la migration saisonnière des travailleurs ruraux à la recherche d'un travail agricole, notamment en direction des zones agro-industrielles, ce phénomène laissant la place à des périodes sporadiques d'activités non agricoles. Il est probable que le caractère toujours plus temporaire du travail non agricole tendra à amplifier le phénomène de la pluriactivité individuelle.

Du fait de l'intégration croissante des marchés du travail rural et urbain, induite par la migration et par les phénomènes de navette de la main-d'œuvre, de sous-traitance et d'implantation des sociétés agro-industrielles dans les zones rurales, les forces opérant à l'extérieur de l'économie rurale, principalement dans les villes et dans le secteur minier, influent sur l'utilisation de la main-d'œuvre et sur la composition sectorielle de l'ensemble de l'économie RNA. A titre d'exemple, une forte période d'expansion du secteur de la construction urbaine ou du secteur minier dans un pays, ou encore d'excellentes perspectives de migration, peuvent avoir des répercussions sur le secteur agricole car elles y entraînent généralement une pénurie de main-d'œuvre qui induit une augmentation des salaires locaux, comme ce fut le cas au Nigéria durant le boom pétrolier du début des années 80. Cette augmentation des salaires peut, à son tour, stimuler l'investissement dans la technologie permettant d'économiser de la main-d'œuvre, à l'instar du secteur agricole égyptien¹⁹ ou des zones horticoles des campagnes chiliennes²⁰.

De surcroît, les versements des travailleurs, lorsqu'ils sont investis dans la construction locale et dans les services, peuvent, comme on l'a observé en Amérique latine, aiguillonner la croissance de ces activités. En outre, les migrants de retour au pays ne manquent pas d'influencer l'économie non agricole locale en l'enrichissant des capitaux mais aussi du savoir-faire acquis à l'extérieur. C'est ainsi qu'au Kenya occidental, les migrants revenant de leur séjour à Nairobi ont «accaparé» les emplois non agricoles les plus qualifiés²¹. On a également observé une multiplication des petites entreprises autonomes dans les régions rurales du Zimbabwe parallèlement au déclin de l'emploi offert par le secteur formel à Harare – conséquence de l'application du programme d'ajustement structurel²².

Les ménages agricoles, particulièrement en Afrique, tirent nettement plus de revenus des activités RNA que de l'emploi sur le marché du travail agricole.

Différences de nature dans l'emploi RNA. Les études consultées tendent à démontrer que les ménages agricoles tirent nettement plus de revenus des activités RNA que de l'emploi sur le marché du travail agricole, non seulement en Afrique mais aussi en Asie et en Amérique latine. C'est ainsi que les études concernant l'Afrique font état de gains non agricoles représentant près de 20 fois les salaires gagnés sur le marché du travail agricole, selon une moyenne simple établie sur les 10 zones étudiées et dans les secteurs permettant une comparaison. En revanche, en Asie et en Amérique latine, les salaires agricoles occupent une place plus importante du revenu rural total – quoiqu'encore inférieurs à celle des revenus non agricoles.

Il se peut que la part minime occupée par les gains salariaux agricoles dans l'ensemble du revenu rural, d'après les études concernant l'Afrique, reflète la prépondérance de la culture de semi-subsistance, qui fait principalement appel au travail de la famille, alors que pour les zones de cultures commerciales, l'embauche de main-d'œuvre tend à être plus élevée, sans pour autant constituer une part importante du revenu total. À noter également, parmi les autres facteurs qui contribuent à ce résultat, une répartition relativement égale des terres et un faible nombre d'exploitants sans terre.

Toutes choses étant égales par ailleurs, l'obtention d'une part accrue du salaire dans le revenu RNA total suppose l'agrandissement de la taille des entreprises. Rares sont toutefois les études, portant sur l'un des trois continents évoqués, qui établissent une distinction entre le revenu tiré de salaires non agricoles et celui provenant d'une activité autonome entreprise par les familles rurales. Dans plus de la moitié des cas, les études portant sur l'Afrique tendent à démontrer que les gains du travail salarié non agricole sont plus importants que ceux induits par une activité autonome des familles agricoles²⁷. Selon les données recueillies sur l'Afrique, la majorité des entreprises commencent leur activité avec une seule personne, et seule une minorité de microentreprises franchissent le seuil de cinq personnes; de plus, la majeure partie des augmentations de l'emploi au niveau des petites entreprises provient de l'embauche d'une personne supplémentaire par un très grand nombre d'entreprises, plutôt que d'une augmentation substantielle d'effectifs par un petit nombre de sociétés²⁸.

L'influence du type de zone sur l'activité RNA

Agroclimat et agriculture. La différence de nature des types d'économie RNA selon les zones agroécologiques reflète la différence des types d'agriculture pratiqués dans ces zones.

On tend à observer une relation négative entre l'adéquation de l'agroclimat de la zone, caractérisée par la moyenne et les variations de la pluviométrie, la qualité des sols et le rendement des cultures, et la part du revenu qu'obtiennent par la migration les ménages de la zone. Lorsque l'agroclimat est défavorable, ces ménages tendent à tirer davantage de revenus de leurs activités liées à la migration que de leurs activités locales non agricoles. L'observation inverse vaut pour les agroclimats favorables et les secteurs agricoles plus dynamiques: dans ce cas, les ménages tendent à obtenir la plus grosse part de leur revenu non agricole auprès de sources locales.

La nature et les performances de l'agriculture locale peuvent affecter de plusieurs façons l'évolution du secteur RNA dans une zone donnée. En premier lieu, le prix local des produits agricoles utilisés comme intrants influe sur la rentabilité de leurs traitements en aval, tandis que le prix des produits alimentaires a un effet plus général sur le secteur RNA¹⁹. En second lieu, et étroitement lié aux deux effets à peine mentionnés, il y a celui de l'influence des salaires agricoles sur les salaires non agricoles, comme le démontrent les situations de transformation rapide telles que les zones de révolution verte²⁰, tant il est vrai qu'une augmentation des salaires agricoles risque de s'étendre au secteur non agricole et d'induire une augmentation des salaires non qualifiés du secteur non agricole.

L'incidence de tel ou tel facteur dans les technologies agricoles, qui privilégie, selon le cas, davantage de main-d'œuvre ou davantage de capital, ainsi que le caractère saisonnier des besoins en main-d'œuvre agricole, influencent la disponibilité de main-d'œuvre pour l'emploi RNA. Ainsi, la technologie utilisée pour la récolte risque de recourir de manière tellement intensive à la main-d'œuvre que la famille n'a pratiquement plus de ressources humaines à engager dans les activités non agricoles. On trouve une illustration de cet assèchement des réserves de main-d'œuvre non agricole par les besoins de l'agriculture, dans «l'économie de mousson» de l'Asie²¹, où le caractère saisonnier de la récolte de riz est accentué par les schémas de pluviométrie. La main-d'œuvre est pleinement occupée pendant les périodes de pointe, qui correspondent aux semis et à la récolte. Pendant le reste de l'année, la demande de main-d'œuvre agricole est généralement faible, d'où la nécessité de rechercher des sources de revenus non agricoles pendant la période creuse, au cours de laquelle la réserve de main-d'œuvre est canalisée vers les activités non agricoles telles que les activités auxiliaires des agriculteurs, les industries artisanales, mais aussi les petites et moyennes industries suffisamment souples

pour s'adapter au caractère saisonnier de l'offre de main-d'œuvre non agricole²⁷.

La composition de la production agricole influe sur les possibilités offertes au secteur non agricole: en effet, les nécessités de la transformation, et donc de l'emploi RNA, varient en fonction de la culture pratiquée et du moment de la récolte. En outre, certaines variétés d'une culture donnée peuvent être plus difficiles à traiter que d'autres; ou encore, la récolte peut être étalée sur toute la période de la campagne (à mesure que les fruits mûrissent par exemple); alors que pour rentabiliser une unité de transformation d'envergure adéquate, il faudrait récolter en une seule fois un volume de fruits plus important. Il semble donc qu'il y ait corrélation entre la diversification agricole – notamment pour s'écarter des cultures de base riches en amidon – et la diversification du revenu vers des activités non agricoles. A mesure que l'agriculture se diversifie en direction de l'élevage du bétail ou de la culture des fruits et des légumes, on voit augmenter les perspectives d'obtention d'une valeur ajoutée, par le biais de l'agrotransformation.

Les rendements ainsi que les volumes récoltés affectent l'activité RNA. Par exemple, les rendements risquent d'être tellement faibles qu'il n'y aura pas suffisamment d'excédents commercialisables pour alimenter, en aval, les entreprises de transformation ou de distribution.

L'activité agricole peut également affecter l'activité RNA de façon indirecte. Ainsi, les contraintes imposées à l'agriculture peuvent «pousser» les exploitants agricoles à diversifier leur revenu. Dans les régions à l'agroclimat défavorable et où l'agriculture, moins dynamique, représente un risque, le revenu non agricole peut contribuer grandement à affronter ce risque, en compensant les mauvaises récoltes et en fournissant les liquidités nécessaires à l'achat de nourriture.

Cependant, ces mêmes contraintes, tout en poussant les fermiers à diversifier leurs sources de revenus par le biais d'activités RNA, risquent d'autre part d'entraver cette tentative. Les paysans ne disposant que d'un maigre lopin, par exemple, ne sont guère en mesure d'emprunter pour se lancer dans une autre activité, et leur revenu agricole ne leur permet pas non plus de dégager les sommes nécessaires à la mise sur pied d'une activité RNA, ni même à la migration.

Il existe un nombre important d'études de cas concrètes qui décrivent l'incidence des activités du secteur agricole sur le secteur RNA, par le biais de la production agricole/non agricole et des liens de dépenses. De manière générale, l'incidence de la croissance de la production agricole sur le reve-

nu et sur l'emploi ruraux non agricoles est très marquée, et elle tend à s'accroître lorsque les liens de production sont solidement établis. On trouvera, dans l'encadré 15, les observations principales découlant de certaines de ces études.

Densité de l'infrastructure et des villes rurales. Les recherches concernant les paramètres agroclimatiques ont conduit à observer que plus l'infrastructure, les services offerts dans les localités rurales et la population sont concentrés, plus le secteur RNA réalise des gains élevés. Cette tendance semble plus marquée dans les zones agroclimatiques favorables. En règle générale, la qualité et la quantité de l'infrastructure concrète (réseau routier, par exemple) et de l'infrastructure abstraite (comme les écoles) tendent à présenter une corrélation avec la densité de population et le degré de développement des agglomérations rurales – ce qui explique, entre autres, la différence d'infrastructures observée entre l'Asie et l'Afrique²⁰. Plus l'infrastructure est développée et plus la population est dense, moins les coûts de transaction applicables à la commercialisation des produits agricoles ou non agricoles sont élevés, tandis qu'augmente la disponibilité et que baissent les prix des intrants, comme l'électricité, les tracteurs, etc. Ce phénomène explique que l'on a souvent désigné la qualité et la densité de l'infrastructure comme un facteur clé des investissements agricoles et des investissements dans les entreprises non agricoles (voir encadré 16, p. 306).

Cependant, le facteur représenté par l'infrastructure risque de susciter certaines ambiguïtés, tant pour ce qui est de son incidence sur l'économie et l'emploi ruraux non agricoles qu'en ce qui concerne les inégalités de revenu à l'échelon sectoriel. En premier lieu, étant donné que les ménages pauvres tendent à occuper l'hinterland des espaces ruraux, relativement éloigné des routes et des agglomérations rurales, la manière dont sont effectuées les améliorations de l'infrastructure peut atténuer ou, au contraire, accentuer les inégalités sectorielles de revenu – à titre d'illustration, on peut opposer l'exemple des réseaux d'envergure nationale de Taïwan Province de Chine, qui ont induit une

La qualité et la densité de l'infrastructure sont les facteurs clés des investissements agricoles et des investissements dans les entreprises non agricoles.



Encadré 15

IMPORTANCE DES LIENS AGRICOLES/NON AGRICOLES

Hazell et Haggblade¹, s'appuyant sur des données recueillies en Inde, aux niveaux de l'Etat et du district, sur les zones rurales, les agglomérations rurales et leur association, ont constaté qu'une augmentation moyenne de 100 roupies (Rs) du revenu agricole entraîne une augmentation de 64 roupies du revenu RNA, ainsi répartie: 25 Rs dans les régions rurales et 39 Rs dans les agglomérations rurales. L'effet d'entraînement est accentué par des facteurs comme l'infrastructure, la densité de la population rurale et le niveau de revenu agricole. Ce chiffre peut même atteindre 93 Rs dans les Etats caractérisés par une forte productivité agricole, une forte densité de population rurale et un phénomène marqué de rur-urbanisation, tels que le Pendjab et le Hariana, alors que le même chiffre n'est que de 46 Rs dans les Etats à faible productivité comme le Bihar.

Le Rapport annuel IFPRI /1985 indique que dans le district d'Arcot Nord dans

l'Etat indien du Tamil Nadu, une augmentation de 1 pour cent de la production agricole entraîne une croissance de 0,9 pour cent de l'emploi non agricole. Toujours dans le district d'Arcot Nord, Hazell, Ramasamy et Rajagopalan² ont observé, sur la base de données de 1982/83, que l'augmentation de 1 Rs de la valeur ajoutée agricole génère 0,87 Rs de valeur supplémentaire dans le secteur non agricole.

Bell, Hazell et Slade³ ont observé, dans la région du fleuve Muda en Malaisie, qu'une augmentation de 1 pour cent du revenu agricole entraînait une augmentation de 0,83 pour cent des autres revenus ruraux.

Se fondant sur des données concernant la Sierra Leone et le Nigéria, Haggblade, Hazell et Brown⁴ ont observé des coefficients de multiplication de l'ordre de 1,5; en conséquence, dans ces pays d'Afrique, l'augmentation de 1 dollar de la valeur ajoutée agricole génère 0,5 de revenu rural supplémentaire, soit une proportion inférieure

à celle précédemment citée concernant l'Asie.

Le coefficient de multiplication observé en Afrique provenait, pour environ 80 pour cent, des liens de dépenses (par opposition aux liens de production), tandis qu'en Asie, l'effet découlant du lien de dépenses représente une proportion moins importante du total: dans le cas de la région du fleuve Muda, qui a servi à la comparaison, les liens découlant de la consommation ne représentent que 60 pour cent du coefficient total de multiplication, et 50 pour cent seulement dans le district d'Arcot Nord.

¹ P. Hazell et S. Haggblade, 1991, Rural-urban growth linkages in India, *India Journal of Agricultural Economics*, 46(4): 515-529.

² P. Hazell, C. Ramasamy et V. Rajagopalan, 1991, An analysis of the indirect effects of agricultural growth on the regional economy, in P. Hazell et C. Ramasamy (eds), *The green revolution reconsidered: the impact of high-yielding rice varieties in South India*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, Maryland, Etats-Unis.

³ C. Bell, P. Hazell et R. Slade, 1982, *Project evolution in regional perspective: a study of an irrigation project in northwest Malaysia*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, Maryland, Etats-Unis.

⁴ S. Haggblade, P. Hazell et J. Brown, 1989, Farm-nonfarm linkages in rural sub-Saharan Africa, *World Development*, 17(8): 1173-1201.

industrialisation rurale relativement uniforme, d'une part, et les pôles de développement économique concentrés de la République de Corée, d'autre part.

En deuxième lieu, l'amélioration du réseau routier – et de l'infrastructure en général – peut constituer «une arme à double tranchant» dans la lutte contre l'inégalité, pour l'ensemble du secteur rural. En effet, lorsque l'infrastructure est inadéquate et que, par conséquent, les coûts de transaction sont élevés, le milieu local se trouve protégé de la concurrence extérieure. En ouvrant l'économie rurale au monde extérieur, la déréglementation et la libéralisation des échanges commerciaux, de même que l'amélioration de l'infrastructure, font sauter le verrou que constituaient la distance et les coûts de transaction élevés. L'issue d'un tel phénomène au plan de la répartition des revenus est incertaine, puisqu'elle dépend de facteurs tels que la propension des membres de ménages pauvres à se louer comme main-d'œuvre pour des activités favorisées ou, au contraire, lésées par l'abolition de la protection de fait et par l'évolution du degré d'intégration du marché du travail local avec des marchés plus éloignés, grâce à la réduction des coûts de transaction.

La nature et la densité de l'infrastructure déterminent la mesure dans laquelle les régions pauvres en ressources peuvent compter sur l'activité RNA locale plutôt que sur la migration. A conditions égales, la proximité des villes et des mines, ainsi que les liens entre les zones rurales et les centres d'emploi, sous forme de réseaux routiers ou ferroviaires, tendent à accroître la part du revenu de la migration dans l'ensemble du revenu non agricole. Les études consacrées à l'Afrique montrent généralement que, dans les secteurs éloignés des grands centres urbains ou miniers, les ménages ruraux s'emploient en prédominance sur le marché non agricole local beaucoup plus que sur le marché de la migration. Concrètement parlant, sur les 10 études prenant en compte des secteurs distants des villes ou des centres miniers (au Burkina Faso, en Ethiopie, au Kenya occidental, au Mozambique, au Malawi, au Niger, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal, au Soudan et au Zimbabwe), les revenus tirés du secteur non agricole local constituent près de 80 pour cent de l'ensemble des gains non agricoles, contre 20 pour cent pour les gains liés à la migration. Inversement, dans les zones proches des grands centres urbains ou miniers ou des grandes plantations, il semble que le marché du travail de migration occupe une place beaucoup plus importante dans le revenu des ménages ruraux que le secteur non agricole local. Sur trois études prenant en compte des régions dotées de telles caracté-

La nature et la densité de l'infrastructure déterminent la mesure dans laquelle les régions pauvres en ressources peuvent compter sur l'activité RNA locale plutôt que sur la migration.

Encadré 16

LE RÔLE DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE: COMPARAISON ENTRE TAÏWAN PROVINCE DE CHINE ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

À Taiwan Province de Chine, le passage des ménages ruraux à des sources de revenus non agricoles a commencé à la fin des années 60, période pendant laquelle les réformes structurelles ont favorisé l'expansion spectaculaire d'une économie tournée vers l'exportation, avec une augmentation de 20 pour cent par an du volume des produits manufacturés, ouvrant la voie à une croissance soutenue du PNB de plus de 10 pour cent. L'absorption massive de main-d'œuvre par le secteur industriel, liée à ce phénomène, a mis fin aux pressions qui s'exerçaient sur les terres disponibles. Caractéristique bien connue et souvent louée de l'économie taïwanaise, la croissance de l'industrie y est uniformément répartie sur tout le territoire. Les centres urbains sont géographiquement dispersés et l'infrastructure également bien répartie, ce qui permet aux unités industrielles de s'épanouir dans des villes de dimensions modestes¹. En République de Corée, la manière dont les villages ruraux

opèrent la diversification de leur revenu diverge radicalement de celle observée à Taiwan Province de Chine. La contraction du revenu agricole enregistrée pendant la période de croissance rapide des années 60 et 70 est restée minime, et la part occupée par les salaires est demeurée relativement stable. Plusieurs facteurs ont contribué à ces différences de situation. Premièrement, les activités industrielles étaient concentrées sur deux pôles de croissance: Séoul dans le nord et Pusan dans le sud, ainsi que les provinces adjacentes. Dans les autres provinces, la population a continué de dépendre de l'agriculture. Deuxièmement, l'évolution technologique de l'agriculture coréenne n'a pas été marquée par une mécanisation intense, si bien que la main-d'œuvre rurale a dû rester attachée au terrain et assujettie aux fluctuations saisonnières de la demande de main-d'œuvre. Troisièmement, l'infrastructure et les services étaient fortement concentrés dans les centres urbains, alors

que la mauvaise qualité du réseau routier rural empêchait les travailleurs ruraux de se rendre commodément dans les villes pour y trouver de l'emploi, avec comme corollaire un flux migratoire considérable vers les villes². Récemment, la politique économique de la République de Corée s'est écartée de la stratégie industrielle axée sur les villes et sur l'intensité du capital. Compte tenu de l'écart croissant entre les revenus moyens des villes et ceux des campagnes, de même que du sous-emploi de la main-d'œuvre agricole, on s'efforce à présent de promouvoir les activités RNA parallèlement au développement agricole³.

¹ S.P.S. Ho, 1986. Off-farm employment and farm households in Taiwan. In R.T. Shand (éd.), *Off-farm employment in the development of rural Asia*. National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.

² E.K. Park, 1986. Off-farm employment in Korea: current status and future prospects. In Shand, op. cit., note 1.

³ J.-S. Choi, 1997. Policies promoting rural non-farm activities in rural development programs in Korea after the Uruguay Round. Document présenté à la 23^e Conférence de l'International Association of Agricultural Economists, août 1997, Sacramento, Californie, États-Unis.

ristiques (en Afrique du Sud, au Botswana et en Namibie), les gains non agricoles locaux constituent environ 25 pour cent de l'ensemble des revenus non agricoles, contre 75 pour cent de revenus de migration.

Il semble que la situation soit différente lorsque l'infrastructure est de meilleure qualité et plus dense et que les canaux de migration sont bien établis, comme on l'a observé dans certains cas étudiés en Amérique latine et en Asie.

Ainsi, l'amélioration de l'infrastructure concrète, qui peut en quelque sorte remplacer la proximité entre les zones rurales et les centres urbains, peut avoir deux effets opposés sur le développement du secteur RNA:

- elle peut en favoriser la croissance, grâce à une augmentation de son activité générale induite par un meilleur accès à la commercialisation associé à un abaissement des coûts;
- elle peut provoquer une pénurie de main-d'œuvre, cette dernière préférant migrer vers les centres urbains, et entraver de ce fait la croissance du secteur.

Les facteurs déterminants et la nature de l'activité RNA

A la section Raisons incitant les ménages à entreprendre des activités RNA, page 285, on a exploré de façon assez détaillée les facteurs qui motivent la diversification du revenu des ménages ruraux en direction du secteur RNA, en fonction des incitations dont ces ménages font l'objet et de leur capacité à entreprendre ce genre d'activité. La présente section met en relief plusieurs aspects découlant des observations concrètes portant sur les incitations et sur la capacité à entreprendre, à titre de transition vers une analyse des effets de l'activité RNA sur le bien-être des ménages

Sensibilité aux prix relatifs. Les études de terrain indiquent que les ménages ruraux, du moins ceux d'entre eux qui peuvent participer à des activités extérieures, sont sensibles aux différences de rendement entre les activités agricoles et celles proposées par le secteur non agricole, à égalité de profil de risques pour ces activités dans les deux secteurs. Ce constat vient battre en brèche l'image traditionnelle des ménages paysans éloignés des réalités du marché, et en particulier des réalités du marché du travail. Les ménages vont donc s'employer sur le marché du travail non agricole, soit parce que les rendements relatifs sont meilleurs et/ou plus stables dans ce secteur, soit parce que le produit du travail de leur exploitation est insuffisant, pour des raisons liées au court terme telles que la séche-

resse, ou par suite de contraintes de plus longue durée comme la rareté des terres. Leur choix peut correspondre à une stratégie à longue échéance, telle que la gestion du risque agricole, la compensation de la pénurie de terres ou la rentabilité des débouchés non agricoles, ou au contraire à une stratégie à court terme.

Les mécanismes de crédit. L'insuffisance ou le mauvais fonctionnement des mécanismes de crédit peuvent pousser les ménages à aller se procurer des revenus non agricoles pour pouvoir financer les intrants agricoles et les immobilisations en capital. Des études récentes ont amplement illustré ce phénomène, notamment en Afrique²⁹. Une tendance semble se dégager des études de cas menées au Kenya, au Mali, Au Mexique et aux Philippines, à savoir que la carence de mécanismes de crédit inciterait les ménages agricoles à entreprendre des activités locales non agricoles et à procéder à des investissements à vocation agricole en deux temps: *i)* les ménages ruraux migrent à la recherche d'un travail leur procurant des liquidités, puis ils retournent dans leur région rurale et investissent l'argent gagné sous forme de capital agricole et de bétail, mais aussi d'éducation et de logement; et *ii)* en mettant le cas échéant à profit les qualifications acquises ou améliorées durant la migration et grâce à une meilleure formation en général, ils mettent sur pied des entreprises locales non agricoles dont la création exige parfois de gros investissements, comme la charpenterie.

Etant donné que la terre manque souvent pour servir de caution aux prêts agricoles, dans le secteur officiel comme dans le secteur informel du crédit, les salaires perçus régulièrement auprès du secteur non agricole sont utilisés par les créanciers à titre de garantie. De ce fait, les gains non agricoles permettent un accès privilégié aux sources locales de crédit, les stratégies d'association entre les secteurs agricole et non agricole contribuant en outre à la concentration du capital.

L'éducation est un facteur déterminant du succès des entreprises RNA, des niveaux de rémunération et de productivité, et elle est également importante en tant que moyen d'une répartition plus égalitaire des revenus.

Education. On reconnaît largement, aujourd'hui, l'importance de l'éducation comme facteur déterminant du succès des entreprises RNA, comme des niveaux de rémunération et de productivité. Les études concernant l'industrialisation des zones rurales en Asie ont mis en relief l'importance de l'acquisition de qualifications en vue d'une distribution plus uniforme de l'emploi non agricole en secteur rural, en s'appuyant, une fois de plus, sur une comparaison entre Taïwan Province de Chine et la République de Corée³⁰. Etant donné

que les populations pauvres sont fortement incitées à diversifier leurs sources de revenu, il n'est pas étonnant que l'un des premiers investissements de taille réalisés par les agriculteurs, dans les zones de culture commerciale, soit l'éducation. On en trouve une illustration dans la croissance spectaculaire des investissements locaux sous forme d'établissements scolaires au Mali, au lendemain de la récente dévaluation qui a enflé les revenus de la culture du coton³².

On trouve, par ailleurs, une illustration de l'importance de l'éducation comme moyen d'une répartition plus «égalitaire» des revenus dans Collier et Lal³³, à propos du Kenya central. L'initiative visant à équilibrer le développement a été soutenue par un accès plus uniforme à l'éducation, à l'emploi salarié urbain et à une innovation agricole pouvant être adoptée par de petits ou par de gros producteurs. A cette fin, le revenu non agricole, en particulier les gains des travailleurs ayant migré pour trouver un emploi dans la fonction publique, a été canalisé vers l'agriculture. Etant donné que les innovations favorisant la productivité agissaient indépendamment de la taille de l'exploitation, l'investissement généré par les revenus non agricoles comme par ceux provenant de la migration (eux-mêmes largement déterminés par l'éducation) a entraîné des gains de productivité chez les ménages pauvres comme chez les ménages riches: de cette façon, on a pu parfaire les effets niveleurs de l'accès à l'emploi non agricole.

Le revers de la médaille tient au fait que, lorsque l'éducation est mal répartie, les sous-secteurs non agricoles ou les activités d'un sous-secteur nécessitant un personnel qualifié se caractérisent par une répartition très inégale des revenus et, du fait de leur importance dans l'économie locale, risquent d'aggraver les inégalités d'ensemble. C'est ainsi qu'au Pakistan, Adams³⁴ a observé qu'en dépit du rôle d'uniformisation des revenus qui revient généralement aux gains non agricoles, cette observation ne vaut pas pour toutes les sources de revenus non agricoles. En fait, les employeurs qui requièrent un personnel instruit et formé, comme la fonction publique, continuent à creuser les inégalités; dans la mesure où les postes qu'ils offrent sont en grande partie réservés aux ménages aisés et instruits.

A noter toutefois que les effets liés à l'éducation ne sont pas univoques et que certaines ambiguïtés persistent quant à l'incidence relative de cette variable sur les sources de revenus du secteur. Les minces observations dont on dispose tendent à conforter l'hypothèse selon laquelle les retombées économiques de la scolarisation sont plus élevées dans le secteur non

J. SPANULLI/FAO/20306



Fabrication d'assiettes en terre cuite utilisées pour la cuisson des tortillas au Mexique

Les petites entreprises rurales produisent des outils et objets qui sont vendus dans les villages et dans les villes

agricole que dans le secteur agricole. Ainsi, Taylor et Yunez-Naude²⁴, dans leur étude portant sur les villages mexicains, constatent que la scolarisation a des effets hautement bénéfiques tant pour les activités agricoles que pour les autres activités. Ils observent également que l'éducation incite les ménages à abandonner l'activité agricole au profit d'activités non agricoles. Quoiqu'il en soit, à condition que l'instruction ne soit pas payante, on peut s'attendre à ce que l'éducation dispensée en milieu rural contribue davantage à réduire les inégalités de revenu non agricole plutôt que les écarts entre les revenus agricoles, tout en contribuant cependant à uniformiser les revenus de manière générale.

De telles ambiguïtés expliquent peut-être des situations semblables à celle qui a prévalu dans la région de Palanpur dans l'Uttar Pradesh, en Inde²⁵, où les revenus non agricoles ont été dans un premier temps uniformisés pendant la période précédant la révolution verte et pendant ses étapes initiales, pour présenter des écarts de plus en plus creusés entre ces premières étapes et la fin de la révolution verte. Le faisceau de forces en jeu a permis de multiplier les emplois non agricoles, d'accès facile mais peu rémunérateurs en général. Toutefois, la période de forte expansion a considérablement stimulé la demande de produits et de services non agricoles, tout en créant des débouchés d'emploi relativement mieux

payés dans le secteur non agricole. Ces possibilités ont été jugées attrayantes par les ménages instruits et relativement aisés du village, qui étaient mieux placés pour obtenir ces postes. Il est probable que le second de ces effets l'a emporté sur le premier. Cette tendance reflète l'observation commune selon laquelle il y a augmentation de la demande de main-d'œuvre agricole pour les emplois peu qualifiés et d'accès facile durant les premières phases de la révolution verte, avec un aplatissement de la courbe de demande de main-d'œuvre à mesure que la révolution mûrit et que les premiers bénéficiaires servent à la constitution d'un capital agricole.

Il convient de citer ici une étude particulièrement intéressante du faisceau constitué par l'éducation, l'emploi non agricole et l'inégalité du revenu. Cette étude, entreprise par Estudillo et Otsuka²⁶, porte sur la région centrale de Luzon, aux Philippines, et s'appuie sur des données de revenu non agricole des ménages agricoles, dans une zone intéressée par la révolution verte et couvrant plusieurs décennies. Les auteurs se sont demandé si l'augmentation observée du revenu non agricole était attribuable à l'expansion du capital humain – privilégiant ainsi la tranche instruite de la population rurale – ou si elle était due à l'élargissement des débouchés d'emplois pour l'ensemble de la main-d'œuvre rurale, ce qui contribuerait à améliorer de façon plus équitable les revenus des ménages agricoles. Ils ont constaté que l'éducation a une incidence très marquée sur les revenus non agricoles (à l'exclusion des gains tirés de la culture du riz dans le cadre de la révolution verte) tant avant qu'après la révolution verte, et que les ménages instruits tendent à s'écarter des activités agricoles pour rechercher un emploi non agricole. Ils ont aussi remarqué: «Les ménages jouissant d'un revenu non agricole plus élevé étaient, en particulier, les bénéficiaires de la réforme agraire qui avaient investi dans l'éducation de leurs enfants de manière à tirer profit des avantages économiques conférés par l'éducation.»

Le patrimoine initial d'un ménage. Le patrimoine initial d'un ménage détermine de façon décisive le degré et la nature de sa participation aux activités RNA. Ainsi, les ménages pauvres tendent à viser les emplois agricoles mal rémunérés et d'accès facile, ou encore les emplois RNA à forte intensité de main-d'œuvre, et à ne pas s'aventurer vers les activités RNA autonomes. Compte tenu du caractère sous-développé des mécanismes de crédit susceptibles de financer les entreprises non agricoles, les sources personnelles de liquidités, notamment sous forme de bétail, de cultures commerciales et de gains de

migration, sont d'une grande importance pour qui veut lancer une entreprise non agricole ou couvrir les coûts de transaction permettant d'obtenir un emploi non agricole.

L'incidence des activités RNA sur les activités agricoles

De la même manière que la nature et les caractéristiques de l'activité agricole affectent les activités RNA, ces dernières peuvent à leur tour avoir, sous plusieurs formes, une incidence sur l'agriculture. En premier lieu, la nature de l'agro-industrialisation²¹ affecte l'agriculture locale par le biais de l'augmentation de la valeur des terres – comme dans les zones de culture horticole du Chili, du Pérou et de la Bolivie – et de l'augmentation des marges procurées par les produits entrant dans le circuit agro-industriel, le tout s'accompagnant d'un désengagement relatif à l'égard des cultures de subsistance.

En second lieu, le revenu des activités agro-industrielles joue sur la capacité des ménages ruraux à investir dans des équipements agricoles et dans l'achat d'intrants modernes. Les activités non agricoles affectent la disponibilité de fonds nécessaires à l'achat de biens d'équipement et d'intrants agricoles, disponibilité qui conditionne l'adoption des technologies appropriées. En Afrique, le revenu non agricole constitue généralement la principale source de liquidités; il peut, en outre, substituer les garanties nécessaires à l'obtention d'un crédit. De récentes études de terrain conduites au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, indiquent que dans la majeure partie du Sahel, les structures de fourniture de crédit au monde rural sont inadéquates, à l'exception des plantations de coton et, dans une moindre mesure qu'auparavant, des plantations d'arachides; par ailleurs, les mécanismes informels de crédit sont encore très rudimentaires.

Troisièmement, le secteur RNA affecte les prix des facteurs et des produits entrant dans l'activité agricole et, partant, la rentabilité de l'exploitation et la composition de sa gamme de cultures. L'existence d'unités locales de fabrication et de services opérant sur une petite échelle peut aider à réduire les prix et à améliorer la disponibilité des intrants agricoles, tout en les adaptant aux besoins des exploitants locaux. Par ailleurs, la transformation et la distribution agroalimentaires peuvent également affecter le niveau et la stabilité des prix des produits offerts.

A l'inverse, les contraintes appliquées «en aval» par les activités RNA au secteur agricole peuvent en gêner le développement en augmentant les coûts de transformation et de distribution. A titre d'exemple, dans le nord du Sénégal, les observations tirées d'un sondage rapide indiquent que l'ab-

Les activités non agricoles affectent la disponibilité de fonds pour l'achat de biens d'équipement et d'intrants agricoles nécessaires à l'adoption des technologies appropriées.

sence d'infrastructures de transport et de distribution a entraîné l'abandon de la culture du niébé après qu'elle eût été introduite et donné des résultats prometteurs.

De façon analogue, les goulets d'étranglement situés «en amont» du secteur agricole peuvent nuire à son expansion. Ainsi, le secteur agricole d'une région donnée peut ne pas susciter, en amont, une demande substantielle d'intrants, sous forme par exemple d'équipement de traction animale ou de billonneurs-cloisonneurs, du fait que les entreprises de cette région ou de la localité voisine produisent des équipements à des prix trop élevés, pour les petits exploitants en tout cas, ou correspondant exclusivement à certains types de sols de la région. C'est ainsi qu'au Burkina Faso, le prix trop élevé ou l'inadéquation des billonneurs-cloisonneurs a entravé les initiatives de conservation des sols dans la région de culture cotonnière.

En quatrième lieu, la participation à l'économie RNA peut réduire le risque de fluctuation du revenu pour les ménages agricoles; ceux-ci se trouvent alors mieux placés pour adopter des technologies risquées mais plus rentables de culture et de distribution de leurs produits. De manière générale, l'accès au revenu non agricole peut représenter, pour un ménage, le ballon d'oxygène dont il a besoin pour entreprendre des investissements à plus long terme, comme les cultures commerciales pluriannuelles.

En cinquième lieu, il importe de mentionner, dans le cadre de l'analyse de systèmes agricoles durables, que les activités RNA peuvent parfois rivaliser pour l'obtention des ressources utilisées par l'exploitant pour ses activités agricoles. Dans ce cas, l'incidence des différents facteurs dans les technologies agricoles peut s'en trouver affectée. En effet, si les gains salariaux non agricoles sont supérieurs à ceux du marché du travail agricole ou du travail direct de l'exploitant, alors, en fonction du degré d'intégration du marché du travail, ils entraîneront une augmentation des salaires agricoles, avec comme corollaire une réduction de la demande de main-d'œuvre agricole et une augmentation de la teneur en capital du secteur agricole, à moins qu'ils n'induisent un repli sur les cultures moins exigeantes en main-d'œuvre. C'est lorsque les cultures présentent un facteur de risque élevé que les activités RNA peuvent rivaliser pour l'obtention de ressources en main-d'œuvre et en liquidités destinées aux améliorations technologiques pendant la campagne de récolte et aux investissements de mise en valeur des terres durant la saison sèche. Vu sous l'angle de l'agriculture durable, il s'ensuit que les ménages agricoles peuvent renoncer à adopter des mesures d'amélioration de la productivité et de la conser-

vation dans le cas où le retour sur investissement n'est pas plus élevé ou plus rapide que celui offert par les activités non agricoles: en conséquence, il convient que le critère définissant les avantages et les coûts de la conservation des ressources incorpore non seulement la rentabilité positive, mais également le niveau de rentabilité ainsi que sa stabilité, le tout comparativement aux emplois non agricoles de fonds et de main-d'œuvre.

L'analyse des effets des activités RNA sur la durabilité doit prendre en compte le fait que l'emploi RNA peut atténuer la pression dont les terres font l'objet dans les régions fragiles. Dans la mesure où les activités non agricoles réduisent l'incidence de la pauvreté et la dépendance directe à l'égard de la terre, elles peuvent aider à sortir du cercle vicieux pauvreté-extensification-dégradation-pauvreté, et générer les liquidités nécessaires aux immobilisations permettant d'intensifier la production sur une terre donnée: ainsi, les franges les plus fragiles qui auraient été mises à contribution sont épargnées. L'activité non agricole peut aider à régulariser les flux de revenu en faisant office de mécanisme d'assurance-récolte et en atténuant la nécessité, dictée par la prudence, de conserver du bétail; de la sorte, les problèmes liés au surpâturage seront atténués. Toutefois, une telle conséquence demeure incertaine, puisque dans les régions ne disposant pas d'une structure bancaire fiable, les exploitants réinvestissent souvent leurs revenus non agricoles dans l'achat de bétail, car ils y voient là une façon d'accumuler du patrimoine.

INCIDENCE DES ACTIVITÉS RNA SUR LE BIEN-ÊTRE DES MÉNAGES ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS

Le secteur RNA et la sécurité alimentaire

L'incidence à court terme de la participation aux activités RNA sur l'accès à la nourriture ne prête guère à controverse. Lorsqu'un ménage doit faire face aux conséquences d'une mauvaise récolte, provoquée notamment par la sécheresse, il peut chercher du travail à l'extérieur de la ferme et se procurer ainsi l'argent nécessaire à l'achat d'un complément de nourriture. Ce phénomène est bien illustré par une étude de cas portant sur le Burkina Faso, avant et après la sécheresse de 1984. Les ménages dont les sources de revenus étaient le plus diversifiées ont pu acheter de la nourriture et supporter les effets de la sécheresse. Par ailleurs, le revenu RNA constitue souvent une source importante d'épargne pour les ménages agricoles des régions pauvres, épargne qui sert à l'achat d'aliments pendant les périodes difficiles.

Les activités RNA contribuent de manière considérable à l'accès à la nourriture et à la sécurité alimentaire.

La controverse apparaît lorsqu'on cherche à déterminer les effets à plus long terme des activités RNA sur la sécurité alimentaire. En d'autres termes, peut-on dire que le travail à l'extérieur de la ferme, ou l'agriculture à vocation commerciale, réduisent la disponibilité alimentaire des ménages et conduisent à la malnutrition, du fait de la concurrence entre ce genre de travaux et la production de denrées alimentaires? Les données recueillies ne confirment pas une telle hypothèse; von Braun et Pandya-Lorch²⁰, dans le cadre d'une étude portant sur plusieurs pays et regroupant 13 études de cas en Afrique, en Asie et en Amérique latine, se sont demandé si les ménages pauvres et souffrant de malnutrition dépendaient davantage de sources de revenu non agricole que les ménages dont l'alimentation était satisfaisante; or, ils n'ont pas observé de différence substantielle, et des recherches plus récentes ont abouti à des résultats analogues (par exemple, une étude concernant le Mexique²¹).

Incidence de l'emploi RNA sur l'inégalité des revenus: les barrières à l'accès

On a souvent tendance à penser que l'emploi RNA, de même que les programmes de promotion des microentreprises qui visent à le stimuler, ne peuvent que réduire l'inégalité des revenus ruraux et, par conséquent, atténuer les tensions sociales et politiques. En général, cette position est présentée sous la forme d'une hypothèse selon laquelle l'activité non agricole réduit les inégalités de revenu global au sein du «village» et aurait donc un effet «égalitaire»²². Cependant, une telle assertion écarte une autre hypothèse, celle d'une répartition encore plus inégale du revenu généré par de telles activités, en faveur des catégories aisées, accentuant encore le déséquilibre entre les revenus, et cela en dépit de l'enrichissement global de toutes les couches de population.

Par ailleurs, ce type de raisonnement traite le revenu non agricole comme facteur indépendant du revenu agricole, en quelque sorte analogue à un transfert de revenu permettant de compenser une mauvaise récolte ou la pénurie de terre.

La distribution du revenu non agricole en fonction du mode de détention de la terre et de la catégorie socioéconomique. On peut analyser l'incidence de l'emploi non agricole sur l'inégalité du revenu global par le biais de la relation entre le revenu non agricole, d'une part, et le revenu agricole et/ou le patrimoine foncier, d'autre part. On considère souvent, implicitement, que ces deux facteurs sont antagonistes, si bien que les revenus non agri-

*Les activités RNA
n'améliorent pas forcément la
répartition du revenu agricole.*

coles et les revenus agricoles se compenseraient, en gros, mutuellement. En d'autres termes, les petites exploitations agricoles auraient une part de revenu non agricole supérieure à celle des grandes exploitations ou, tout au moins, on verrait la part du revenu non agricole dans le revenu global décliner à mesure qu'augmenterait le revenu global du ménage.

En réalité, le lien entre la part de revenu non agricole dans le revenu global du ménage, et d'autre part le niveau de revenu total et/ou la taille de l'exploitation, est loin d'être clairement établi. La figure 40A-C présente une sélection de différentes formes de relations – tirée d'études de terrain (voir tableau appendice 3) – entre, d'un côté, les parts et les niveaux de revenu non agricole et, de l'autre, le revenu global du ménage et son patrimoine foncier. La sélection tend à représenter l'éventail de configurations présentes dans les régions.

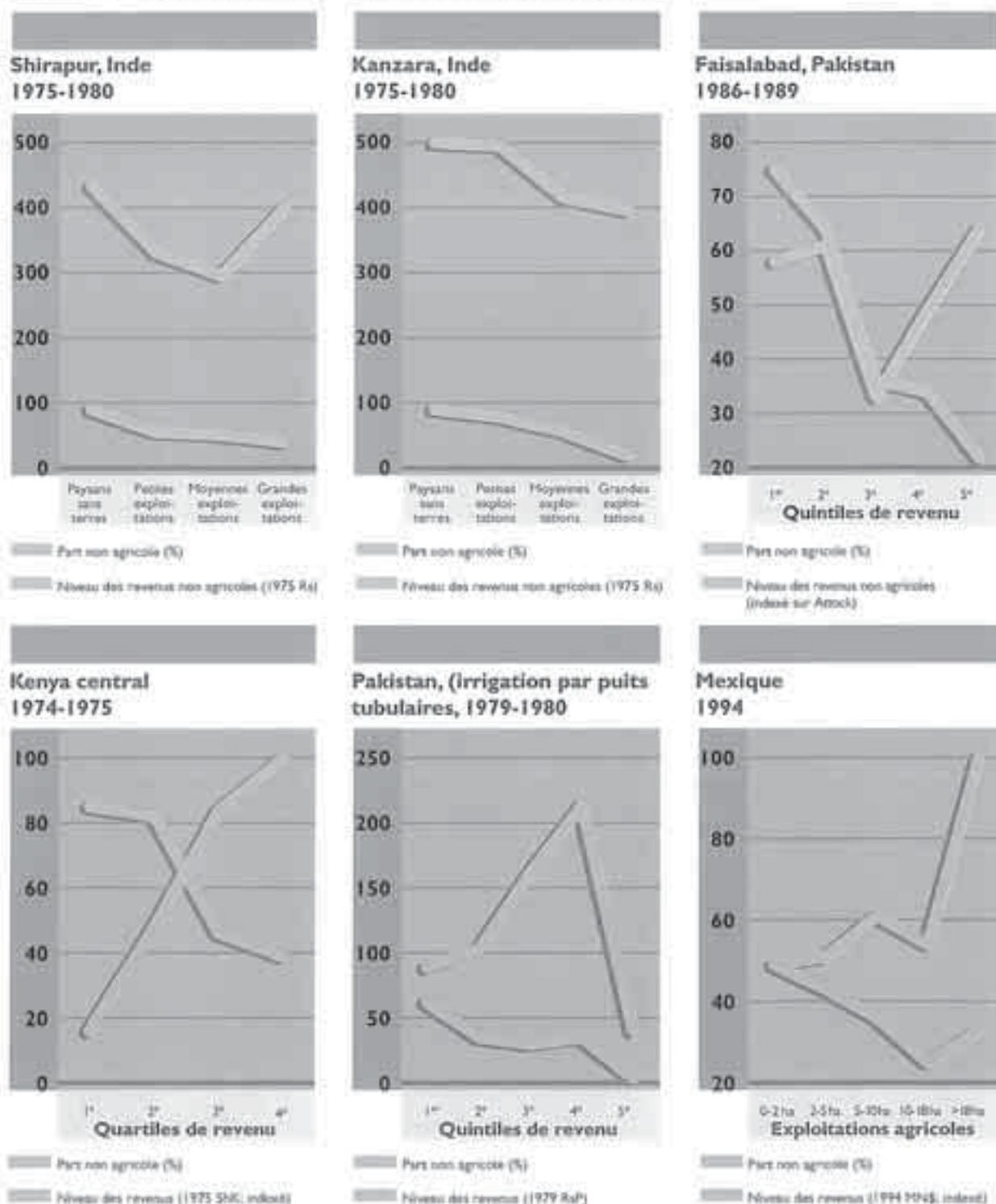
A l'une des extrémités de l'éventail, on observe bien les manifestations d'une forte relation négative et linéaire (correspondant à l'idée reçue) entre la part non agricole du revenu, d'un côté, et le revenu global du ménage ou le patrimoine foncier, de l'autre (figure 40A). Cependant, à l'autre extrémité de l'éventail, on observe les cas de fortes relations positives et linéaires contredisant l'idée reçue. Ce type de relation est illustré à la figure 40B. Par ailleurs, Reardon¹¹ a également constaté, à partir de 18 études de terrain menées en Afrique, que la part du revenu non agricole dans le revenu total est, en moyenne, deux fois plus élevée chez les ménages appartenant au tercile de revenu supérieur que dans les ménages appartenant au tercile de revenu inférieur. Entre ces deux extrêmes, on trouve différents types de cas (figure 40C).

Les résultats ci-dessus sont axés sur la part de revenu non agricole en fonction des catégories de revenu et de patrimoine foncier. Il faut à présent se demander de quelle manière les niveaux absolus de revenu non agricole diffèrent en fonction de la classe économique. Selon les données recueillies, on observe fréquemment que le coefficient du niveau absolu de revenu non agricole, entre la tranche supérieure et la tranche inférieure de revenu, est beaucoup plus élevé – avec une distorsion beaucoup plus marquée – que le rapport relatif aux parts.

On peut voir dans ce phénomène l'influence décisive de conditions d'accès draconiennes, telles que les droits d'obtention de licence, l'achat ou la location d'équipement, ou encore l'acquisition de qualifications, pour les activités à rémunération élevée. De ce fait, les ménages démunis peuvent consacrer une large part de leur temps à un emploi non agricole, mais leur

Figure 40A

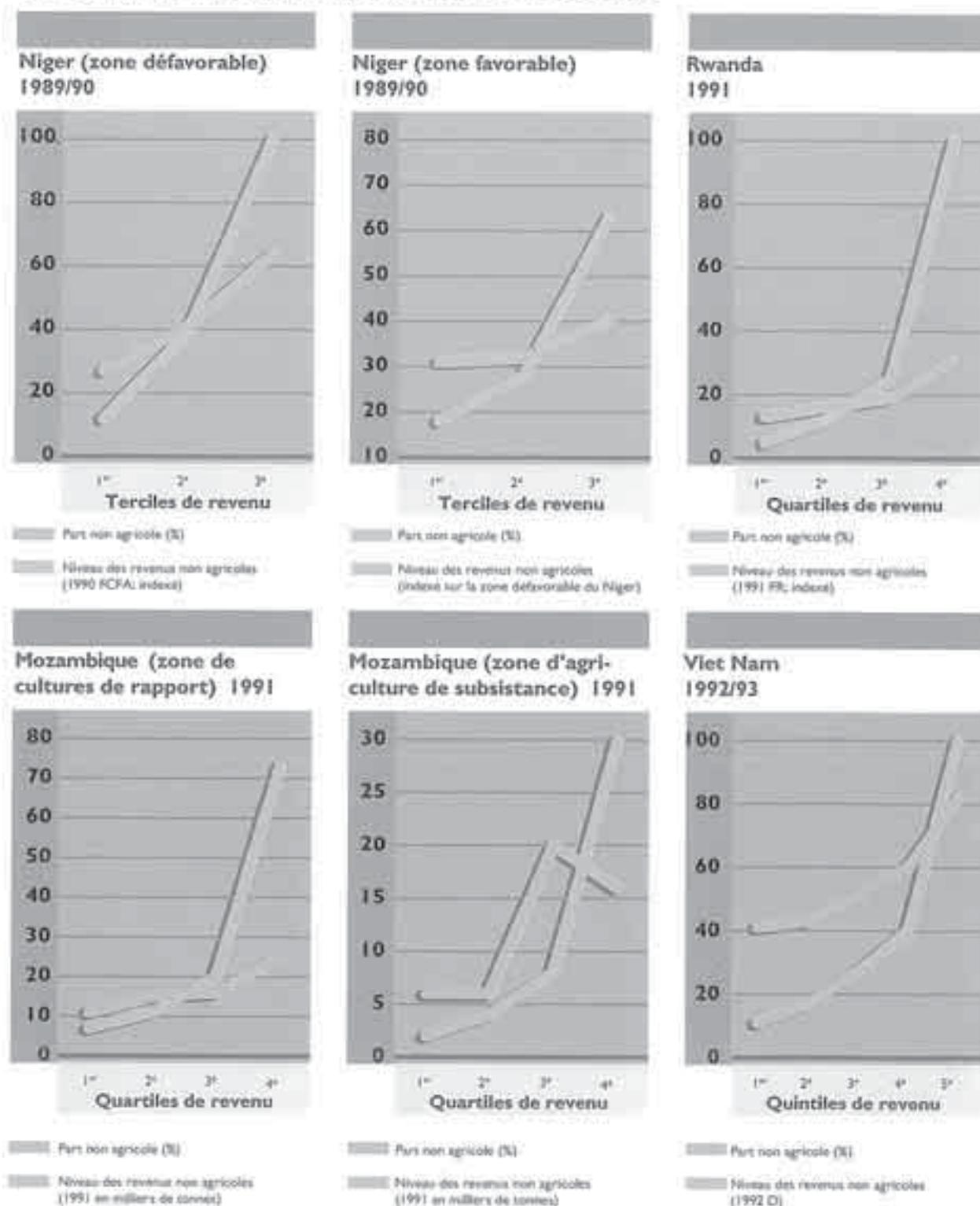
CAS SÉLECTIONNÉS DE RAPPORT NÉGATIF ENTRE LA PART EN POURCENTAGE DES REVENUS NON AGRICOLES ET LE REVENU TOTAL OU LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE



Sources: Enquêtes énumérées au tableau appendice 3

Figure 40B

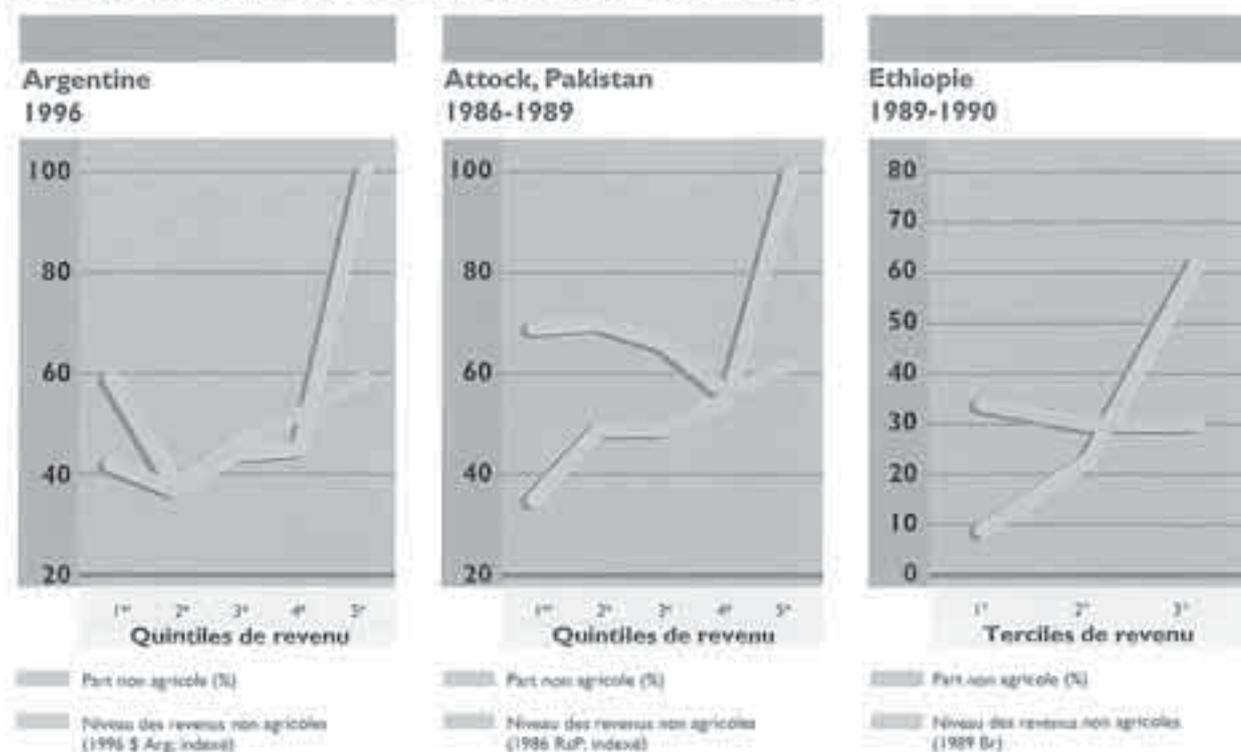
CAS SÉLECTIONNÉS DE RAPPORT NÉGATIF ENTRE LA PART EN POURCENTAGE DES REVENUS NON AGRICOLES ET LE REVENU TOTAL OU LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE



Sources: Enquêtes énumérées au tableau appendice 3

Figure 40C

CAS SÉLECTIONNÉS DE RAPPORT NÉGATIF ENTRE LA PART EN POURCENTAGE DES REVENUS NON AGRICOLES ET LE REVENU TOTAL OU LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE



Sources: Enquêtes énumérées au tableau appendice 3

rémunération, c'est-à-dire le niveau de revenu non agricole, demeurera faible. En revanche, des ménages à revenu élevé pourront consacrer une part analogue, voire inférieure de leurs ressources aux activités non agricoles, mais en retirer une rémunération beaucoup plus élevée par unité de ressource «investie».

Il est en fait assez répandu, dans des situations de ce type, d'observer des différences importantes dans la nature, mais aussi dans le rendement travail-rémunération de l'ensemble habituel d'activités non agricoles entreprises par les pauvres et par les riches, de même que par les petits et par les gros exploitants. Ainsi, les activités requérant de bonnes qualifications ou un capital important, voire les deux – comme les petits ateliers de fabrication, le transport par véhicule automobile, le commerce au détail ou les emplois salariés – donnent, comme prévu, le meilleur coefficient travail-rémunération et sont entreprises par les ménages les plus aisés. Quant aux pauvres – pauvres en patrimoine mais souvent, également, en qualifications – ils s'orientent généralement vers les activités à forte intensité de travail non qualifié et se louent, par exemple, comme manœuvres agricoles, porteurs

dans les marchés, ramasseurs de bois ou encore ouvriers non qualifiés en usine.

Les études de cas révèlent, elles aussi, l'existence de conditions d'accès pour les activités non agricoles: dans plusieurs régions, il est fait état de «superprofits» engendrés par certaines activités non agricoles et de salaires non agricoles très élevés par rapport aux salaires agricoles. Les niveaux indiqués dans ces études semblent nettement supérieurs à ce qui pourrait être justifié par les différences de productivité intersectorielle et de niveau de qualification ou d'éducation, et ils font penser à une segmentation du marché de la main-d'œuvre entre les secteurs agricole et non agricole, mais aussi à un cloisonnement à l'intérieur du marché du travail non agricole. Peut-être cette situation traduit-elle également un manque d'homogénéité dans certains sous-secteurs. Par ailleurs, la monopolisation de certaines activités par le biais du système de castes ou d'autres paramètres sociaux, réserve à certains groupes la possibilité d'alimenter le marché du travail (par exemple, les forgerons ou les musiciens).

Les effets du revenu non agricole sur la distribution du revenu: manifestations. On a souvent utilisé une autre méthode pour analyser les effets «égalisateurs» ou «inégalisants» du revenu non agricole, à savoir l'établissement des coefficients de Gini¹⁸ à l'intérieur et à l'extérieur du revenu non agricole, ou la décomposition des changements survenus au coefficient de Gini à mesure que se modifie le revenu non agricole. Les résultats de ces calculs varient considérablement selon les cas considérés. Là encore, les observations révèlent l'effet inégalisant du revenu non agricole¹⁹. A titre d'exemple, dans la zone d'agriculture pauvre et à risque du Burkina Faso septentrional, pendant la période allant de 1983 à 1985, Reardon et Taylor²⁰ ont observé, en appliquant la méthode du coefficient de Gini, que la distribution du revenu général était plus inégale que celle du revenu agricole pris séparément, cela en raison de l'effet inégalisant du revenu non agricole. De ce fait, l'adjonction du revenu non agricole a «aggravé» le déséquilibre, une bonne part de l'inégalité de distribution du revenu global étant effectivement attribuable à l'emploi non agricole. On en trouve une autre illustration dans une région de l'Inde où a été mise en œuvre la révolution verte et qui connaît une croissance rapide, à savoir la région de Palanpur dans l'Uttar Pradesh, pendant la période 1983/84 et où Lanjouw et Stern²¹ y ont constaté que le revenu non agricole avait, au cours de cette période,

fortement accentué les inégalités, alors qu'il il avait contribué à les niveler deux décennies auparavant.

On peut, en revanche, trouver des illustrations d'un rôle uniformisant, c'est-à-dire d'un abaissement du coefficient de Gini, joué par le revenu non agricole. Reardon et Taylor⁴⁶ ont appliqué la méthode de la comparaison de Gini à un échantillon de données provenant de la zone méridionale du Burkina Faso (à l'agroclimat plus favorable et au secteur agricole dynamique), et ils ont constaté que l'emploi non agricole contribue à uniformiser les revenus. Par ailleurs, Chadha⁴⁷ a observé que la répartition du revenu dans les villages du Pendjab, en Inde, révélait une inégalité plus marquée au niveau du revenu global que pour les revenus non agricoles, ces derniers étant mieux répartis. Dans les régions rurales de la Thaïlande, la distribution du revenu est plus inégale pour le revenu agricole que pour les revenus provenant d'autres sources⁴⁸, ce qui plaide en faveur du rôle égalisateur du RNA.

Un mot d'avertissement s'impose toutefois, pour plusieurs raisons. Les données recueillies ne permettent généralement pas de dire comment aurait été distribué le revenu général en l'absence d'un revenu non agricole. On peut partir de l'hypothèse que le revenu non agricole est réparti de façon plus inégale que le revenu global et, à première vue, il semble que le revenu non agricole accentue l'inégalité. Cependant, on peut penser que si les personnes qui ont aujourd'hui trouvé un emploi dans le secteur non agricole allaient s'embaucher ailleurs, comme main-d'œuvre agricole par exemple, cela exercerait une pression à la baisse sur les salaires du secteur agricole et l'inégalité générale de revenu s'en trouverait aggravée. On voit donc que le secteur non agricole pourrait, au lieu de favoriser l'inégalité, contribuer à la contenir.

Interprétation des données concernant l'emploi RNA et l'inégalité de revenu. On peut interpréter les résultats ci-dessus comme résultant des incitations subies par les ménages et de leur capacité à entreprendre des activités RNA. On peut observer des relations inverses, en forme de U, entre les parts de revenu non agricole et le revenu ou le patrimoine global, ce phénomène impliquant une part relativement élevée de revenu non agricole chez les ménages les plus pauvres. Ces relations, qui ressortent principalement des études menées en Asie et en Amérique latine, tendent à être associées à trois facteurs:

- La disponibilité d'emplois présentant un taux élevé de travail par rapport au capital, avec des conditions d'accès faciles pour les ménages pauvres et donc pratiquement

incapables d'investir. Cette disponibilité semble associée à des facteurs tels qu'une infrastructure relativement bonne, une forte densité de population et de marchés, un secteur agricole dynamique, une gamme diversifiée de patrimoine foncier et le développement de villes rurales à l'extérieur des zones métropolitaines.

- La possibilité pour les ménages disposant déjà d'un patrimoine moyen de se spécialiser dans des productions agricoles intensives, phénomène là encore plus répandu dans les zones de révolution verte.
- La possibilité pour les ménages disposant d'un patrimoine substantiel de s'orienter vers des activités à fort coefficient de capital, en autofinçant cette diversification ou en utilisant leur patrimoine comme garantie pour l'obtention de crédits. Leur aisance permet à ces ménages de diversifier leur production de manière à optimiser les profits tout en se prémunissant contre les risques.

En revanche, dans les régions où existe généralement une corrélation positive entre les parts de revenu non agricole et le revenu global ou le niveau de patrimoine – voir, en particulier, les études réalisées sur l'Afrique – les conditions tendent à être très différentes. Les activités d'accès facile et grandes utilisatrices de main-d'œuvre sont rares; cette observation vaut pour le secteur non agricole comme pour le secteur agricole, où le marché du travail est sous-développé et où prédominent les techniques de culture traditionnelles à participation familiale.

Y a-t-il corrélation entre les inégalités de revenu du secteur agricole et du secteur non agricole?

On a établi, dans les développements précédents, le caractère incertain des observations sur la manière dont l'économie rurale non agricole influe sur l'inégalité générale de revenus, et on a analysé les conditions qui déterminent les variations de ces revenus. Cependant, l'analyse qui précède n'a pas répondu à un ensemble de questions pertinentes et d'une grande portée en matière de définition des politiques. Ces questions sont axées sur le degré et la nature des corrélations entre inégalités de revenus dans l'ensemble représenté par les secteurs agricole et non agricole.

On peut se demander, en premier lieu, si ces inégalités sont alimentées en quelque sorte conjointement, c'est-à-dire par un ensemble commun de facteurs extérieurs qui affecteraient la capacité des ménages à générer un revenu agricole et non agricole, mais aussi comment ces facteurs peuvent-ils être

abordés de manière à accroître la participation des ménages pauvres aux activités du secteur non agricole.

Une autre question qui se pose est celle de savoir si les inégalités que l'on observe dans le secteur agricole et le secteur rural non agricole sont en situation de vases communicants, de sorte que le revenu généré dans l'un d'entre eux – et la constitution d'actifs qu'il autorise – altère la capacité de gains dans l'autre secteur.

On peut ainsi émettre comme hypothèse que les inégalités sectorielles sont interdépendantes, du moins partiellement. L'analyse de cette hypothèse est organisée en fonction des facteurs de production, à savoir la main-d'œuvre et le capital par opposition à la terre, étant donné que c'est relativement aux besoins liés à ces facteurs qu'interagissent les secteurs ainsi que leurs inégalités de répartition des revenus.

En premier lieu, il peut y avoir concurrence entre les deux secteurs pour l'obtention de la main-d'œuvre, et les rigidités propres à la technologie d'un secteur donné risquent de faire obstacle à la disponibilité de main-d'œuvre nécessaire au développement de l'autre secteur. À titre d'exemple, une technologie traditionnelle, forte consommatrice de main-d'œuvre, risque de maintenir cette dernière emprisonnée sur de petites exploitations, la soustrayant aux activités non agricoles. Une telle situation a été rapportée dans les études de cas sur l'Asie: l'industrialisation rurale est alors entravée jusqu'à ce que la mécanisation du secteur agricole libère la main-d'œuvre, atténuant le sous-emploi saisonnier et permettant aux membres des ménages agricoles de se spécialiser dans des activités non agricoles mieux rémunérées. On voit que l'investissement dans l'innovation technologique, qui risque d'être l'apanage des familles aisées, est nécessaire pour permettre à la main-d'œuvre d'essaimer vers le secteur non agricole.

On voit également se dessiner une corrélation entre le capital rural et les marchés du travail non agricole. Comme pour le Kenya et le Bénin, l'assurance d'un salaire versé régulièrement par le secteur non agricole est fréquemment utilisée comme garantie pour un emprunt, de sorte que la difficulté à obtenir un revenu non agricole se traduit directement par une difficulté d'accumulation du capital agricole. Lorsque les mécanismes de crédit au monde rural sont sous-développés, le revenu non agricole est la principale source de liquidités utilisée pour les investissements agricoles (la migration, le bétail et les cultures commerciales occupant la deuxième place) si bien que l'emploi non agricole a un effet détermi-



G. BIZZARRI/FAO/19769

Confection d'habits dans une petite fabrique

Ces activités, qui ne sont pas directement liées à l'agriculture, illustrent le passage à un emploi rural non agricole de second niveau.

nant sur les investissements agricoles⁷⁰. Étant donné que de tels investissements déterminent la productivité d'une exploitation et les revenus que l'on en tire – revenus qui peuvent servir à mettre sur pied des entreprises non agricoles – il y a là le germe d'une dynamique de différenciation sociale et d'accentuation des inégalités.

Il arrive que les ménages agricoles se servent du tremplin du travail migrant pour sortir du cercle vicieux de l'indigence des actifs agricoles et de l'incapacité de gains locaux non agricoles. Les fonds envoyés par les travailleurs migrants ainsi que les qualifications acquises à l'extérieur sont utilisés pour créer des entreprises non agricoles, constituer un capital – principalement sous forme d'équipements pour les cultures commerciales, ou de bétail et, parfois, de terres – et investir dans l'éducation.

L'inégalité d'accès à un patrimoine foncier limité entraîne, en outre, l'inégalité face à l'emploi non agricole,

étant donné que les revenus de l'exploitation agricole, l'utilisation de la terre comme caution d'un crédit, mais aussi l'influence politique qui accompagne la richesse foncière, sont tous des éléments pouvant jouer sur la participation aux activités du secteur RNA. L'inégalité d'accès à la terre peut même s'accroître avec le temps, puisqu'il semble, comme on en a vu l'illustration au Kenya occidental⁷¹, que l'inégalité des revenus agricoles débouche sur l'inégalité des modes de détention du patrimoine foncier. Cette observation est confortée par une étude sur le Rwanda, dont les auteurs, André et Platteau⁷², observent que:

«... l'accès régulier au revenu d'activités non agricoles tend à accentuer plutôt qu'à atténuer les inégalités de patrimoine foncier, par le biais d'un marché foncier à la fois actif et illégal – ce qui permet de déduire que les restrictions coutumières à la vente des terres ont en grande partie disparu, marché sur lequel de nombreux lots sont cédés par les propriétaires aux abois et rachetés par des titulaires de revenus réguliers d'origine non agricole.»

Cependant, il semble que l'effet décrit ici s'estompe à mesure que se développent les marchés du travail non agricole et que le capital humain remplace la terre comme facteur déterminant de la participation aux activités non agricoles et de la rentabilité de ces dernières. Par exemple, dans des situations de changements technologiques indifférents à la taille des exploitations, le patrimoine foncier cède la place graduellement à l'éducation comme principal facteur déterminant de l'obtention de revenu non agricole par les ménages agricoles, comme on l'a observé aux Philippines⁶³.

QUELQUES QUESTIONS DE POLITIQUE ET LEURS RÉPERCUSSIONS

Les macropolitiques: nécessaires mais insuffisantes

Des politiques macroéconomiques judicieuses sont nécessaires, mais insuffisantes, pour promouvoir les activités RNA et une utilisation efficace des ressources dans l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi on s'appuie sur une combinaison de ces politiques, sous la forme d'une amélioration du macrocontexte, d'une correction de la surévaluation chronique des devises de nombreux pays, d'une libéralisation des échanges, notamment par la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires, d'une résorption des déficits budgétaires et d'une élimination ou d'une privatisation des entreprises paraétatiques conjuguée à une réduction des subventions, afin de générer des avantages pour l'ensemble de l'économie grâce à une meilleure allocation des ressources. Il serait bon que les bienfaits d'une meilleure allocation des ressources induite par ces politiques s'étendent aux zones rurales, dans la mesure, notamment, où elles éliminent le préjugé pro-urbain que l'on observe fréquemment dans les politiques économiques des pays en développement. Ce dernier aspect est lié à une amélioration des termes de l'échange des produits ruraux commercialisables; une telle conséquence est d'une grande portée pour le secteur agricole, mais elle touche aussi certains produits des activités RNA.

Cependant, la réforme macroéconomique ne suffit pas, à elle seule, à éperonner le développement du secteur RNA. A ce propos, il convient de souligner deux aspects:

- On observe souvent des ambiguïtés, tout au moins dans les effets à court terme des réformes du secteur rural. Alors que la libéralisation peut améliorer les termes des échanges engendrés par l'activité RNA et lui ouvrir des débouchés, elle peut entraîner une baisse rapide des protections dont bénéficie ce secteur et exposer certains des sous-secteurs

RNA à la concurrence des entreprises urbaines aussi bien que des produits d'importation, contraignant l'économie rurale à des processus d'ajustement douloureux.

- En fonction des circonstances, les réformes peuvent renforcer les incitations ressenties par les entreprises et les exploitations rurales; cependant, elles manquent souvent des moyens leur permettant de réagir à ces nouvelles incitations, ou de le faire d'une manière qui inclue les catégories démunies.

Infrastructure physique, infrastructure sociale et réforme institutionnelle

En règle générale, les zones rurales sont sous-équipées en infrastructure, si bien que les politiques d'investissement dans ce domaine peuvent renforcer les liens de synergie entre le secteur RNA et le secteur agricole, suscitant, à partir de l'activité de ce dernier, des effets multiplicateurs pour le secteur RNA – comme on a pu l'observer, entre autres, à Taïwan Province de Chine, au Costa Rica et dans le sud-est du Burkina Faso. Il importe absolument d'améliorer aussi bien l'infrastructure physique (réseaux routiers ou électriques) que l'infrastructure abstraite (système bancaire ou mécanismes d'information sur les marchés) afin de réduire les coûts de transaction imposés par le lancement d'une entreprise ou la sous-traitance dans les régions rurales, et d'améliorer la productivité des entrepreneurs RNA⁹.

Par ailleurs, les régions rurales sont souvent désavantagées au plan de l'éducation, et l'on ne saurait nier l'importance du développement du secteur RNA dans la promotion de l'éducation en secteur rural. Il a été constaté, plus haut, que l'éducation apparaît clairement dans les études de cas comme un facteur déterminant de la participation des ménages et du niveau des salaires tirés des activités RNA. Toutefois, il semble que, pour promouvoir valablement les activités RNA dans le contexte actuel de concurrence et de libéralisation des échanges, une formation et des qualifications plus spécifiques soient nécessaires.

Les chaînons manquants entre la politique agricole et le développement du secteur RNA

La démonstration de l'importance du revenu et de l'emploi RNA présentée dans ce chapitre, ne doit pas être interprétée comme une indication que l'expansion du RNA peut se substituer à la prise en compte des problèmes de développement agricole, ni comme une façon de minimiser l'importance de la

L'investissement dans les infrastructures rurales augmente les activités RNA et la productivité agricole.

politique et de la recherche agricoles. Bien au contraire, dans toutes les zones agroclimatiques, à l'exception des plus défavorisées, le secteur RNA est généralement étroitement rattaché à l'agriculture, et les activités liées à cette dernière constituent des forces prédominantes lors de la première comme de la deuxième phase de transformation du secteur RNA. Il s'ensuit que l'agriculture joue souvent un rôle crucial dans le succès des stratégies de développement RNA, et réciproquement. En outre, les politiques sectorielles en général, et les politiques agricoles en particulier, tendent à être gravement négligées dans le débat sur le développement RNA, et c'est pourquoi on leur accorde ici une attention particulière.

Une politique sectorielle devrait avoir comme objectif général d'identifier les sous-secteurs prometteurs et de passer systématiquement en revue les entraves aux incitations et à la constitution d'un potentiel de développement prenant appui sur la participation des petits et moyens exploitants, mais aussi sur le développement de petites et moyennes unités agro-industrielles attachées à des entreprises plus importantes, sans oublier l'aménagement des marchés et l'analyse des goûts des consommateurs. L'objectif spécifique, quant à lui, devrait être de fournir aux ménages ruraux et aux entreprises RNA les incitations et le potentiel leur permettant de surmonter les barrières à l'accès et de mettre sur pied une agriculture et des activités RNA «propices aux liens complémentaires».

Le passage d'une approche étroitement sectorielle à une perspective largement intersectorielle en matière de recherche sur les cultures et le bétail

Il faudra peut-être que la recherche agricole incorpore, lors de l'élaboration de technologies et de stratégies de priorités pour les produits, des considérations tenant au poids que les agriculteurs accordent au rendement des nouvelles technologies agricoles relativement à la rémunération de l'utilisation des ressources du ménage à l'extérieur de la ferme. Les analyses précédemment proposées dans ce chapitre mettent en relief deux points importants concernant la part qui revient au secteur RNA dans l'évaluation des politiques et des projets à mettre en œuvre:

- La préférence confirmée des ménages ruraux pour une diversification tournée vers les activités non agricoles signifie que, toutes choses étant égales par ailleurs, les agriculteurs souhaitent se dégager des activités agricoles pour diversifier vers l'extérieur leurs sources de revenus.

La recherche agricole doit prendre en considération le poids que les agriculteurs accordent au rendement des nouvelles technologies agricoles relativement à la rémunération de l'utilisation des ressources du ménage à l'extérieur de la ferme.



FAO/14713

Une femme gambienne utilise un pilon pour préparer les aliments à vendre sur le marché.

Cette technologie qui permet d'économiser l'effort physique dans les communautés rurales a désormais une productivité nettement supérieure.

• Il s'ensuit également que les ménages ne souhaiteront pas nécessairement adopter des mesures favorisant la productivité et la conservation, si le gain qui en découle n'est pas plus élevé ou plus rapide que celui procuré par les activités non agricoles: le critère coût-avantages s'en trouve ainsi modifié de manière à incorporer les activités non agricoles dans les solutions à envisager. Il ne faut pas s'attendre à ce que les ménages agricoles soient automatiquement disposés à adopter des pratiques de gestion des ressources naturelles et d'investissements favorables à la conservation si cela implique l'utilisation d'une main-d'œuvre et/ou d'un capital qui pourrait obtenir des gains supérieurs auprès d'autres secteurs.

Une autre conséquence importante pour la recherche, qui découle de la part importante du revenu non

agricole dans le revenu et dans l'emploi des ménages agricoles, tient à la mesure de la productivité et du travail agricole. Les estimations les plus simples de cette productivité utilisent, comme dénominateur, le nombre de personnes engagées de façon active dans le secteur agricole. Même si une activité non agricole tend à être plus intense pendant la saison sèche, on observe dans la plupart des cas une certaine activité non agricole pendant la saison des pluies également. L'activité non agricole absorbe, pendant la saison de production, un temps qui devrait être déduit de celui qui, selon les estimations, est consacré à l'agriculture. Ce calcul a pour effet d'augmenter l'estimation de la productivité agricole par personne et, par conséquent, le salaire implicite versé au travail agricole, c'est-à-dire le revenu procuré par

chaque journée effective de travail dans le secteur agricole. Bien entendu, les enquêtes sur la gestion des exploitations agricoles s'efforcent, en général, de mesurer le nombre réel d'heures consacrées à des tâches agricoles spécifiques, mais, ce type d'enquête est extrêmement coûteux³⁴.

Il importe également que les activités de recherche et de vulgarisation privilégient davantage les liens agricoles/non agricoles se rapportant à l'agro-industrie et à la diversification agricole, qui intéressent les petites unités. On entrevoit ainsi la possibilité de mettre au point des technologies agricoles indifférentes à l'échelle de l'entreprise et qui pourront, de ce fait, profiter aux petites unités comme aux grandes exploitations, et se conjuguer à des technologies d'agrotraitement applicables à l'échelon des petites et moyennes entreprises agro-industrielles. Ces technologies tendent à optimiser l'incidence du développement agricole sur l'emploi rural, dans la mesure où, qui dit petite échelle dit également coefficient emploi/production plus élevé. On peut également penser que les petits exploitants agricoles comme les petites unités d'agrotraitement auront davantage tendance à faire appel aux services locaux de réparation de leurs instruments de travail, de même qu'aux commerçants et aux services de transport de l'endroit, tout en investissant sur place les profits réalisés – le tout contribuant à potentialiser l'effet d'entraînement de l'économie locale. Par ailleurs, les ménages pauvres qui bénéficient de ce genre d'emploi seront plus enclins à dépenser leurs gains auprès d'entreprises RNA locales des secteurs secondaires et tertiaires, intensifiant ainsi l'effet multiplicateur lié aux dépenses. Il faudrait répondre par une analyse au cas par cas à la question de savoir si les entreprises ou les exploitations agricoles de plus grande envergure pourraient susciter un effet d'entraînement analogue, mais cela dépendrait en tout cas de leur coefficient d'utilisation de main-d'œuvre et de création d'activités secondaires locales³⁵.

Ajouter une perspective multisectorielle aux politiques de développement agricole et rural

Le présent chapitre est notamment centré sur le fait qu'il existe des conditions d'accès difficiles, mais également des entraves à la compétitivité des catégories pauvres dans le secteur RNA. On observe même ce genre de difficultés dans les pays disposant d'une bonne infrastructure et d'un niveau d'éducation élevé en même temps que de politiques macroéconomiques favorables. C'est ainsi que Schejtman³⁶ souligne

que, même au Chili, 10 à 15 pour cent seulement des petits exploitants agricoles participent à la fameuse explosion récente du secteur horticole, et que le nombre de petites sociétés agro-industrielles qui en profitent semble relativement limité.

A mesure qu'augmentent les revenus dans les pays en développement, les secteurs favorables à la création de liens agricoles/non agricoles sont généralement ceux des céréales, des tubercules et des racines, des légumineuses, des fruits frais et transformés, des légumes, des produits laitiers et des autres produits de l'élevage. Certaines activités, comme la culture des fruits et des légumes ou les exploitations laitières, ne sont généralement pas axées sur les économies d'échelle, si bien que l'agrotransformation de leurs produits convient aux petites et aux moyennes unités⁹¹. Cependant, l'élargissement de la participation des ménages ruraux à des entreprises agricoles et agro-industrielles ou à des entreprises connexes liées aux produits susmentionnés n'est pas sans poser des problèmes au niveau des politiques. Si l'on veut y faire face, il ne faut pas se contenter d'améliorer la productivité agricole, il faut viser une politique rurale mieux coordonnée. Or, la coopération et la coordination interinstitutionnelles constituent une pièce maîtresse d'une telle politique.

Le développement du secteur RNA est tombé dans un «vide institutionnel», puisqu'il ne relevait ni des ministères de l'agriculture. La présente étude a montré que ce vide a peut-être laissé un tiers de l'économie rurale à l'écart du débat sur les politiques et les actions concrètes. Il faut donc que les responsables adoptent une perspective systémique reliant secteur agricole et secteur RNA. Il ne s'agit pas, dans ce chapitre, de plaider pour un retour au développement rural intégré, mais plutôt de préconiser un resserrement de la coopération en matière de formulation des politiques, comme de leur mise en œuvre afin que les ministères de l'agriculture et les autres ministères (de l'industrie, de la technologie et du commerce) œuvrent ensemble à la promotion du secteur RNA.

Afin d'élargir le rayon des retombées, sous forme d'emplois, de l'agro-industrialisation des régions rurales, il importe d'induire la participation d'un nombre accru de producteurs. Or, cette participation reste aujourd'hui limitée par des restrictions d'accès aux intrants, notamment après le démantèlement total ou partiel des systèmes publics de distribution d'intrants. Dans de nombreux pays, la fourniture

Le développement du secteur RNA a souffert car il ne relevait ni des ministères de l'agriculture, ni des ministères de l'industrie.

d'intrants et de crédits ne se déploie pas encore suffisamment pour combler le vide laissé par le retrait de l'État⁹⁰. De ce fait, les agriculteurs sont souvent forcés de compter sur leurs propres sources de liquidités, provenant de l'emploi non agricole et des recettes commerciales, pour s'acheter des intrants et remplacer le crédit manquant. On trouve des illustrations de l'incidence de ces changements sur la participation des agriculteurs aux contrats agro-industriels (à Zamora, au Mexique, par exemple, de nombreux petits propriétaires ont dû renoncer à la production de fraises pour les entreprises d'emballage locales⁹¹) bien que cette situation ne débouche pas toujours sur des mesures applicables par les pouvoirs publics.

S'agissant de l'adoption de politiques appropriées, l'une des principales difficultés consistera à faciliter la coordination entre les exploitations agricoles et les entreprises, afin de susciter et de mettre à profit les économies d'échelle. En d'autres termes, les sociétés agro-industrielles et les entreprises nées des retombées hésiteront à investir dans la constitution d'une masse critique de capacités en vue d'atteindre l'échelle optimum plancher, si elles n'ont pas de bonnes raisons de penser que les agriculteurs seront en mesure de leur fournir un volume suffisant d'intrants du type et de la qualité appropriés. Dans le même ordre d'idées, les agriculteurs ne seront guère enclins à s'orienter vers de nouvelles variétés et à faire les investissements correspondants en capital et en qualifications, en l'absence de débouchés rentables offerts par les agrotransformateurs et les distributeurs. Il s'agit donc, pour les pouvoirs publics, de favoriser une coordination entre les différents organismes concernés des secteurs public et privé. Le secteur public joue un rôle crucial en facilitant la communication, en abaissant les coûts de transaction et en dispensant un savoir-faire technique propre à la mise en place de solutions avantageuses et propices aux investissements nécessaires dans les deux secteurs.

Le fait de connaître les normes et les classifications de qualité en vigueur à l'échelle internationale et d'être en mesure de les respecter confère souvent aux entreprises plus grandes implantées dans les villes un avantage sur des entreprises locales cherchant à exporter. En fait, l'adoption de normes et de critères de qualité, qui réduit les coûts de transaction, risque également de conduire à la concentration de l'industrie, étant donné que les petites unités manquent des moyens nécessaires pour appliquer les normes et en suivre l'évolution.

Permettre aux pauvres de participer

Il est primordial d'améliorer la plate-forme d'actifs dont disposent les populations pauvres. Ce chapitre met en évidence le fait que les ménages ruraux pauvres manquent souvent des actifs (tels que les actifs tangibles, mais également l'éducation, l'accès au crédit et des droits garantissant l'usage de la terre) qui représentent des variables de capacité importantes en vue d'une participation aux activités RNA. En retour, l'accès inégal à un emploi RNA procurant une meilleure rémunération risque d'entraîner une concentration accrue de la richesse (sous forme de patrimoine foncier); ce phénomène a été observé, par exemple, au Kenya occidental et au Rwanda.

La croissance du revenu est, pour les pauvres des campagnes, un moteur essentiel de croissance rurale par le truchement de la production et des ramifications liées aux dépenses.

Dans certains pays, où la terre fait l'objet d'une distribution très inégale, la pénurie de terres dont souffrent les pauvres risque d'entraver la croissance de l'activité et de l'emploi RNA. La croissance du revenu est, pour les pauvres des campagnes, un moteur essentiel de croissance rurale par le truchement de la production et des ramifications liées aux dépenses. Par ailleurs, l'accroissement du revenu des populations plus aisées, en l'occurrence les grands propriétaires, risque d'entraîner une déperdition en direction des secteurs urbain et étranger. Saith¹⁰ a ainsi montré que la réforme foncière a joué un rôle déterminant dans l'industrialisation rurale très ramifiée de Taïwan Province de Chine et de la Chine continentale. Il note que cette réforme a entraîné la constitution d'une classe moyenne rurale largement implantée.

La politique la plus efficace, mais aussi la plus difficile à appliquer, consisterait à redistribuer les terres. Faut-il y recourir, on peut utilement, dans une perspective à moyen terme, améliorer la création d'emplois RNA ainsi que l'accès des pauvres aux activités RNA en distribuant des actifs non fonciers. Les mesures à privilégier seraient l'élargissement des réseaux éducatifs et



de formation spécifique, l'amélioration de l'accès aux crédits pour le lancement d'activités RNA telles que celles entreprises dans l'Arcot Nord, en Inde.

La concurrence entre les petites et moyennes entreprises RNA et les grandes entreprises

On pourrait ainsi formuler une question importante: «Le loup et l'agneau peuvent-ils dormir côte à côte?» Ou encore, est-il réaliste d'envisager une augmentation substantielle de l'activité RNA de petites et moyennes entreprises lorsque de grosses entreprises opèrent sur les mêmes marchés? En effet, la libéralisation du commerce et des investissements étrangers, de même que l'amélioration de l'infrastructure, peuvent représenter une menace pour les petites et moyennes entreprises RNA: en effet, l'abaissement des barrières protectrices économiques et «naturelles» dont elles jouissent risque de saper leur compétitivité à l'égard de biens de consommation et d'intrants «importés» des zones métropolitaines et/ou de l'étranger. On l'observe, par exemple en Afrique du Sud, au Chili, au Mexique et aux Philippines dans le contexte de l'économie à deux vitesses qui voit s'affronter, d'une part, les grands détaillants et les grands opérateurs industriels implantés dans les localités rurales et dans les villes intermédiaires et, d'autre part, les petites et moyennes entreprises rurales. Avec la mondialisation ou même la régionalisation des marchés, cette concurrence ne peut que s'aiguïser.

La concurrence potentielle entre les petites entreprises du secteur informel et les grandes entreprises du secteur formel peut s'exprimer au niveau des coûts de production, de la conquête des marchés des intrants agricoles et des denrées transformées, de même qu'à celui des canaux de distribution. Il s'agit donc de savoir si le secteur des petites entreprises peut faire face à cette concurrence, en jouant sur des coûts et des prix plus bas; en offrant une gamme de produits plus appropriés tels que des intrants et des biens de consommation visant comme clientèle les petits exploitants et les petits ménages ruraux pauvres; en offrant un accès plus facile aux produits et aux services; et en appliquant des stratégies de créneaux de marché. Bien évidemment, ce genre de concurrence peut tourner à l'avantage du consommateur et de l'exploitant ruraux, qui obtiendront ainsi les produits et les services souhaités, pour ainsi dire à leur porte et à meilleur prix.

Dans un cadre de politique économique libérale hostile aux mesures qui tendent à dénaturer les incitations, le défi consiste à aider les petites entreprises à identifier des créneaux de

Des liens entre les petites entreprises rurales et les grandes entreprises urbaines peuvent être favorisés par le biais d'ententes basées sur leur intérêt mutuel.

marché et à exploiter leurs avantages concurrentiels, de manière à promouvoir différentes formes d'entente basées sur l'intérêt mutuel des petites entreprises rurales et des sociétés ou des marchés plus importants. L'entente la plus «traditionnelle», et qui semble correspondre à l'image conventionnelle que se font les décideurs, est celle d'une grande société urbaine qui installe une usine et embauche des travailleurs locaux, comme cela a été le cas pour l'industrie textile au cours de la première moitié du XX^e siècle, ce qui a permis de jeter les bases de l'industrialisation japonaise, ou pour les complexes agro-industriels du Mexique septentrional ou du centre du Chili. Les gouvernements nationaux ou les autorités locales ont, bien souvent, apporté un soutien actif à ce genre d'entente au moyen, notamment, de dégrèvements fiscaux, d'installations d'infrastructures, d'électrification ou de transports en commun.

Il faut toutefois citer un type prometteur d'entente, celui du «lien interentreprises» entre de grandes sociétés urbaines et de petites entreprises rurales, pour des contrats d'externalisation ou de franchisage. Ce genre d'initiative se développe rapidement en Asie de l'Est, dans une moindre mesure en Amérique latine et dans certaines régions de l'Afrique, comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Dans cette configuration, la petite entreprise peut servir de fer de lance à la pénétration d'un créneau de marché auquel elle est particulièrement adaptée et/ou aider à faire pression sur les coûts de main-d'œuvre et à accroître la souplesse des conventions d'emploi. À mesure qu'augmentent les coûts de la main-d'œuvre parallèlement à la qualification de cette dernière, dans le premier ensemble d'entreprises, on peut envisager le lancement d'une deuxième vague d'externalisation, avec sous-traitance entre sociétés rurales. Le développement de l'infrastructure qui conduit à l'abaissement des coûts est un ingrédient essentiel du succès de ces ententes.

Ce type d'accord de sous-traitance semble présenter un certain nombre d'avantages marqués: transmettre des qualifications aux petites entreprises, ouvrir l'accès à des marchés dynamiques et, dans certains cas, ouvrir les vannes du crédit. Il arrive que l'acheteur procure à ses fournisseurs le capital dont ils ont besoin, sous forme de paiement anticipé d'une commande ou d'approvisionnement en matières premières destinées à la transformation. Les liens interentreprises peuvent aider les fournisseurs à réduire leur besoin de capital et à raccourcir les périodes de prospection du terrain et de démarrage, en ciblant la production vers un marché déjà circonscrit.

Cependant, l'option de la sous-traitance présente les meilleures chances de réussite lorsqu'il existe un secteur industriel dynamique dans les zones urbaines, associé à un bon niveau général d'éducation dans les campagnes et à un réseau adéquat d'infrastructure et de communications.

CONCLUSIONS

Le secteur RNA occupe déjà une grande place dans les économies rurales, en raison de son influence sur la production et sur l'emploi. Le secteur RNA fournit des services et des produits en amont et en aval de l'agriculture dans les composantes non agricoles du système aliments et fibres – ingrédients clés du dynamisme de l'agriculture; en outre, le revenu RNA des ménages agricoles représente une part substantielle et croissante des revenus ruraux, y compris des catégories défavorisées. Ces contributions du secteur RNA revêtiront, dans l'avenir, une importance croissante pour la sécurité alimentaire.

Le développement équitable du secteur RNA ne se fera pas de façon uniforme ni automatique. Les conclusions du présent document peuvent donc prendre la forme d'un double paradoxe, présentant de façon concomitante des conclusions et des défis au niveau des politiques, ainsi qu'un mot d'avertissement final concernant les coûts d'ajustement que comporte l'adaptation du secteur RNA à un environnement de marchés ouverts et intégrés, conséquence des ajustements structurels et de la libéralisation des marchés. Le premier paradoxe, appelé «paradoxe interménages» résulte du fait que les ménages les plus pauvres, qui ont le besoin le plus pressant d'emplois RNA rémunérateurs (afin de gérer le risque et de faire face aux périodes difficiles ainsi qu'aux limites structurelles de leur exploitation) sont également les moins bien placés pour bénéficier d'un emploi RNA, car ils manquent d'éléments clés (éducation, qualifications spécifiques, capital de départ) et d'opportunités (déterminées par la distance et les difficultés d'accès au travail et aux marchés de produits RNA). A l'inverse, les ménages plus riches, alors même qu'ils en ont moins «besoin», sont mieux équipés pour participer aux activités du secteur RNA et, en particulier, aux plus rémunératrices d'entre elles, si bien que le degré et la nature de leur participation sont principalement basés sur des considérations de rendements relatifs et de perspectives de profit. Ce paradoxe met en relief l'inégalité d'accès à l'emploi RNA.

La principale conclusion à tirer est qu'il importe de venir en aide aux pauvres pour qu'ils surmontent ces barrières et puissent participer aux activités RNA. A cette fin, il convient

Le développement équitable du secteur RNA ne se fera pas de façon uniforme ni automatique.

de prendre la mesure des carences de moyens qui font obstacle à l'entrée des pauvres dans des activités RNA plus dynamiques et rémunératrices, et de mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à réduire ces handicaps. Il faudra souvent, pour cela, investir dans l'éducation en général, mais aussi dans le renforcement de qualifications spécifiques tournées vers des activités RNA (comme les technologies de l'agrotransformation) et dans la création de centres d'information sur les marchés et les technologies en milieu rural. Il faudra également promouvoir l'emploi RNA et renforcer les ramifications du secteur agricole dans les régions mal pourvues en infrastructure.

Le second paradoxe est le «paradoxe interzones»: les zones ou les lieux disposant d'un potentiel agricole médiocre (et aussi, fréquemment, d'une mauvaise infrastructure) présentent également le besoin le plus aigu d'emploi RNA (afin de compenser la médiocrité des rendements agricoles). Or, ce sont précisément ces secteurs qui souffrent le plus de la pénurie d'actifs pouvant servir au développement du marché RNA (réseaux routiers adéquats, main-d'œuvre qualifiée et sources de matières premières peu onéreuses). Autre aspect de ce paradoxe, le fait que l'insuffisance du pouvoir d'achat réuni dans la zone limite le potentiel de développement RNA.

Ces deux contraintes sont liées, dans la mesure où la pauvreté issue de la faiblesse et de la stagnation du secteur agricole comprime le développement du secteur RNA du côté de l'offre comme du côté de la demande. À l'inverse, les zones plus favorisées, mais aussi présentant un moindre «besoin» d'emplois RNA (dans la mesure où les ménages dits «moyens» ont généralement eu la possibilité de sortir de la pauvreté en travaillant leurs terres ou en s'employant comme main-d'œuvre agricole) sont mieux en mesure de générer les activités RNA, outre le fait que l'on y trouve plus facilement des emplois mieux rémunérés que dans les zones démunies de ressources. En fait, dans la plupart des cas, c'est en conséquence des activités de «ramifications» RNA, soit en amont soit en aval de l'exploitation agricole du fait des liens de production, ou encore en fonction de la croissance du revenu agricole par le biais des liens de consommation, que se trouvent généralement induites la croissance et la transformation du secteur RNA.

Le principal défi lié au second paradoxe tient à la promotion de l'investissement privé dans les zones aux maigres ressources, grâce à un investissement public initial bien ciblé. On a fréquemment tendance à passer ces zones par pertes



R. FAIDUTTI/FAO/19117

et profits au motif que la croissance des économies urbaines absorbera tout simplement les migrations en provenance des zones pauvres, lesquelles sont donc destinées à se dépeupler. L'investissement dans ces secteurs est donc considéré comme une source de gaspillage. Cependant, la congestion des grandes villes et la tendance séculaire vers une augmentation des coefficients capital/travail dans les économies urbaines ont démontré les limites de la migration vers les villes. Il est donc essentiel d'investir pour ouvrir de nouvelles perspectives au secteur RNA des zones pauvres en ressources. De tels investissements devront favoriser l'ensemble des qualifications et le développement de l'infrastructure nécessaires à la création de commerces et de petites et moyennes unités de transformation.

Un dernier mot d'avertissement s'impose quant aux effets de l'«ouverture» des zones rurales. La mise en œuvre de politiques visant à élargir les perspectives de développement des activités RNA peut également être facilitée par les ajustements structurels et par la libéralisation du marché, du fait de l'ouverture et de l'expansion des marchés internes et externes, comme l'atténuation de l'antipriorité rurale qui caractérise souvent les politiques économiques des pays en développement. De tels effets, renforcés par un développement de l'in-

La vannerie comme industrie artisanale

Les femmes rurales travaillent souvent à la maison pour produire des articles à vendre sur le marché.

frastructure qui rapproche les secteurs rural et urbain, y compris à l'échelle internationale, contiennent en général davantage de promesses de développement RNA propres à combattre la pauvreté. En revanche, ces mêmes effets peuvent comporter parallèlement des risques et des coûts d'ajustement, tant il est vrai que le climat d'ouverture qui crée les occasions, abaisse les barrières protectrices et laisse pénétrer des prédateurs sur les terres jusque-là tranquilles de l'économie rurale non agricole: on voit alors des chaînes de vente au détail et de gros fournisseurs d'intrants agricoles ouvrir des filiales dans des localités rurales, de gros transformateurs agroalimentaires s'implanter dans des régions agricoles, toutes initiatives qui risquent d'exposer certains sous-secteurs et activités RNA à une concurrence inconnue et de contraindre le secteur RNA à des adaptations douloureuses.

Le défi pour les décideurs consiste donc à élaborer des politiques et des schémas d'investissement qui aideront les économies locales à s'adapter et à tirer parti de la nouvelle situation, plutôt que de barrer l'accès des zones rurales aux grandes et moyennes entreprises agro-industrielles ou de vente au détail, avec comme seule conséquence une marginalisation pérennisée de ces zones à l'égard des marchés externes et urbains. Le succès dépendra en grande partie de l'aide apportée à la participation des pauvres, par le biais deancements d'entreprises RNA, de contrats de production agricole et d'emplois salariés. Là encore, les politiques de promotion du secteur productif joueront un rôle déterminant dans la stimulation d'un développement équitable du secteur RNA – aspect fréquemment absent du débat sur les politiques. De plus, les programmes mis en œuvre, sous forme notamment de développement institutionnel et infrastructurel, qui tendent à égaliser les chances à l'intention des petites entreprises, qui réduisent les coûts de transaction pour les acteurs éloignés des centres d'activité, et qui améliorent les qualifications et la santé des catégories défavorisées, contribueront de façon décisive à une telle participation.

TABLEAU APPENDICE I'

ÉTUDES CONSULTÉES AYANT RELEVÉ L'EXISTENCE D'UN REVENU RURAL NON AGRICOLE

Région/pays	Année	Source'
AFRIQUE		
Afrique du Sud	1982/86	Nattrass et Nattrass (1990)
Botswana	1974/75 1985/86	Valentine (1993)
Burkina Faso	1978/79 1981-1985	Barrett et al. (1982) Reardon et al. (1994)
Ethiopie	1989/90	Webb et Reardon (1992)
Gambie	1985/86	von Braun, Puetz et Wenn (1989)
Kenya	1974/75 1987/89 1984	Collier et Lal (1984) Francis et Hoddinot (1993) Livingstone (1991)
Lesotho	1976	Low (1986)
Malawi	1990/91	Peters (1992)
Mali	1988/89	Sundberg (1989)
Mozambique	1991	Tschirley et Weber (1994)
Namibie	1992/93	Keyler (1996)
Niger	1989/90	Hopkins et Reardon (1993)
Nigéria	1966/67 1974/75	Norman (1973) Matlon (1979)
Rép.-Unie de Tanzanie	1980	Collier et al. (1990)
Rwanda	1991	Reardon et Clay (1998)
Sénégal	1988/90	Kelly et al. (1993)
Soudan	1988	Teklu, von Braun et Zaki (1991)
Zimbabwe	1988/89	Chopak (1991)
ASIE		
Bangladesh	1987 1963 1973 1976 1982	Hossain (1994) Oshima (1986) Hossain (1987)
Chine	1988 1979-1986 1992	Lin (1994) Jiang et Luo (1987) FAO (1992)
Inde	n.a. 1987 1975/76-1979/80 1981 1957/58 1962/63 1974/75	Chadha (1986) Ramasamy, Paramasivam et Kandaswamy (1994) Walker, Singh et Binzwanger (1983) Ahmed (1995/96) Lanjouw et Stern (1993)

Région/pays	Année	Source ^a
	1983/84	
	1968/69	Hazell et Haggblade (1991)
	1969/70	
	1970/71	
	1975/76	
Indonésie	1987	Jatileksono (1994)
	n.a.	Halid (1979)
	1977	Katryno (1986)
	1983	
Japon	1950	Oshima (1986)
	1955	
	1960	
	1965	
	1970	
	1975	
	1980	
	1978	Saith (1986)
Malaisie	1974	Shand (1986)
	1973	Oshima (1986)
	1979	
	1980	Shand (1986)
	1981	
Népal	1987	Uphadhyaya et Thapa (1994)
Pakistan	1968	Anderson et Leiserson (1980)
	1986/89	Adams (1994)
	1980/81	Ahmed (1995/96)
	1979/80	Arif, Ahmad, et Jannison (1982)
	1986/89	Garcia et Alderman (1993)
Philippines	1985	David, Cordova, et Otsuka (1994)
	n.a.	Abedullah (1993)
	1970	Balogot (1974)
	1984/85	Bouis et Haddad (1990)
	1974	Hayami et al. (1990)
	1987	
	1985	Ranis et Stewart (1993)
	1966	Estudillo et Otsuka (1997)
	1986	
	1990	
	1994	
République de Corée	1996	Choi (1997)
	1980/81	Ahmed (1995/96)
Sri Lanka	1963	Oshima (1986)
	1978	
Taiwan Province de Chine	1966	Oshima (1986)
	1970	
	1975	
	1980	

Région/pays	Année	Source ¹
Thaïlande	1973	Oshima (1986)
	1979	
	1987	Isvilinonda et Wattamutchariya (1994)
	1972	Anderson et Leiserson (1980)
Viet Nam	1992/93	Gouvernement du Viet Nam (1994)
	1993/94	Wiens (1997)
AMÉRIQUE LATINE		
Argentine	1996	Wiens (1997)
El Salvador	1995	Lopez (1996)
	n.a.	FUSADES (1996)
Équateur	1995	Lanjouw (1997)
Mexique	1984	de Janvry et al. (1995)
	1989	
	1994	de Janvry, Gordillo de Anda et Sadoulet (1997)
	1986	FIDA (1991)
	1984	de Janvry et al. (1995)
Pérou	1984	Figueroa (1987)

¹ La disquette ci-jointe (voir Excel file Directory RNF-DATA), qui reprend les statistiques contenues dans le présent chapitre, donne une version plus complète du tableau ci-dessus.

² Les sources sont citées in extenso dans les références du Tableau appendice, p. 346.

Note: n.a. = non applicable.

TABLEAU APPENDICE 2'

ÉTUDES CONSULTÉES AYANT RELEVÉ L'EXISTENCE D'UN EMPLOI RURAL NON AGRICOLE

Région/pays	Année	Source'
ASIE		
Bangladesh	1979/81	Islam (1984)
	1983/84	Varma et Kuhmar (1996)
	1984/85	
	1990/91	
Inde	1981	Islam (1984)
Indonésie	1976	Tambunan (1997)
	1980	
	1985	
	1992	
	1980	Kasryno (1986)
	1980/81	Kasryno (1986)
	1980	Islam (1984)
1971	Kasryno (1986)	
1976		
1982		
Malaisie	1980	Islam (1984)
Pakistan	1979/81	Islam (1984)
	1979/81	Artif, Ahmed, et Jannison (1982)
Philippines	1982	Islam (1984)
Sri Lanka	1979/81	Islam (1984)
Thaïlande	1979/81	Islam (1984)
AMÉRIQUE LATINE		
Bolivie	1976	Klein (1992)
	1988	
Brésil	1970	Graziano da Silva (1995)
	1980	
	1981	
	1990	
	1995	Graziano da Silva et Eduardo del Grossi (1997)
Chili	1970	Klein (1992)
	1982	
Colombie	1964	Klein (1992)
	1973	
Costa Rica	1973	Klein (1992)
	1984	
Cuba	1970	Klein (1992)
	1981	

Région/pays	Année	Source ¹
El Salvador	1971	Klein (1992)
	1975	
Equateur	1995	Lanjouw (1997)
	1974	Klein (1992)
	1990	de Janvry et Glikman (1991)
	1982	
Guatemala	1980	CEPAL (1985)
	1964	Klein (1992)
	1973	
	1989	Weller (1997)
Haïti	1971	Klein (1992)
	1982	
Honduras	1974	Klein (1992)
	1988	
Mexique	1970	Klein (1992)
	1980	
Nicaragua	1950	Klein (1992)
	1971	
Panama	1970	Klein (1992)
	1980	
	1989	
Paraguay	1972	Klein (1992)
	1982	
Pérou	n.a.	Escobar et Valdivia (1997)
	1972	Klein (1992)
	1981	
Uruguay	1975	Klein (1992)
	1985	
Venezuela	1971	Klein (1992)
	1981	
	1992	

¹ La disquette ci-jointe (voir Excel file Directory RNF-DATA), qui reprend les statistiques contenues dans le présent chapitre, donne une version plus complète du tableau ci-dessus.

² Les sources sont citées in extenso dans les références du Tableau appendice, p. 346.

Note: n.a. = non applicable.

TABLEAU APPENDICE 3¹
ÉTUDES CONSULTÉES AYANT RELEVÉ L'EXISTENCE
D'UN REVENU RURAL NON AGRICOLE
DES MÉNAGES, EN FONCTION DU REVENU
OU DU PATRIMOINE FONCIER

Région/pays	Année	Source ¹
AFRIQUE		
Botswana	1985/86	Valentine (1993)
Burkina Faso	1981-1985	Reardon et al. (1994)
Ethiopie	1989/90	Webb et Reardon (1992)
Gambie	1985/86	von Braun, Puetz et Webb (1989)
Kenya	1974/75	Collier et Lal (1984)
Lesotho	1976	Low (1986)
Mozambique	1991	Tschirley et Weber (1994)
Niger	1989/90	Hopkins et Reardon (1993)
Rwanda	1991	Reardon et Clay (1998)
Sénégal	1988/90	Kelly et al. (1993)
ASIE		
Inde	n.a.	Chadha (1986)
	1957/58	Lanjouw et Stern (1993)
	1962/63	
	1974/75	
	1983/84	
	1968/69	Hazell et Haggblade (1991)
	1970/71	
	1975/76-1979/80	Walker, Singh et Binswanger (1983)
Indonésie	n.a.	Hafid (1979)
Japon	1978	Saith (1986)
Pakistan	1968	Anderson et Leiserson (1980)
	1986/89	Adams (1994)
	1986/89	Garcia et Alderman (1993)
	1979/80	Arif, Ahmed, et Jannison (1982)
Philippines	1984/85	Bouis et Haddad (1990)
	1972	Anderson et Leiserson (1980)
République de Corée	1970	Choi (1997)
	1996	
Viet Nam	1992/93	Gouvernement du Viet Nam (1994)
AMÉRIQUE LATINE		
Argentine	1996	Wiens (1997)
El Salvador	1995	Lopez (1996)
Equateur	1995	Lanjouw (1997)
Mexique	1984	de Janvry et al. (1995)
	1989	

Région/pays	Année	Source ¹
	1994	de Janvry, Gordillo de Anda et Sadoulet (1997)
	1986	Marsh <i>In</i> de Janvry <i>et al.</i> (1995)
	1984	de Janvry <i>et al.</i> (1995)

¹ La disquette ci-jointe (voir Excel file Directory RNF-DATA), qui reprend les statistiques contenues dans le présent chapitre, donne une version plus complète du tableau ci-dessus.

² Les sources sont citées *in extenso* dans les références du Tableau appendice, p. 346.

Note: n.a. = non applicable.

RÉFÉRENCES DU TABLEAU APPENDICE

- Abedullah. 1993. The role and nature of risk in alternative cropping patterns in Claveria, northern Mindanao. Université des Philippines, Los Baños, Les Philippines. (thèse)
- Adams, R.H.J. 1994. Non-farm income and inequality in rural Pakistan: a decomposition analysis. *Journal of Development Studies*, 31(1): 110-133.
- Ahmed, M.U. 1995/96. Development of rural non-farm activities: a dynamic approach to poverty alleviation in rural Asia. *Regional Development Studies*, 2(Winter): 1-22.
- Anderson, D. et Leiserson, M.W. 1980. Rural nonfarm employment in developing countries. *Economic Development and Cultural Change*, 28(2): 227-248.
- Arif, M., Ahmed, B. et Jannison, M. 1982. Demographic employment and wage patterns. Dans *Expansion of employment and income through local resource mobilisation*. OIT-ARTEP, Bangkok.
- Balagot, Q.M. 1974. A Study of Financing Small-Farm Operations in Mindanao, 1969-1970. Université des Philippines, Los Baños. (thèse)
- Barrett, V., Lassiter, G., Wilcock, D., Baker, D. et Crawford, E. 1982. *Animal traction in eastern Upper Volta: a technical, economic and institutional analysis*. International Development Paper Report No. 4. Michigan State University, East Lansing, États-Unis.
- Bouis, H. et Haddad, L.J. 1990. *Effects of agricultural commercialization on land tenure, household resource allocation and nutrition in the Philippines*. Rapport de recherche n° 79. IFPRI, Washington.
- CEPALC. 1985. *Inestabilidad y complementariedad de las ocupaciones rurales en Guatemala*. Rapport n° 269. PREALC, Santiago, Chili.
- Chadha, G.K. 1986. Off-farm economic structure of agriculturally growing regions: a study of Indian Punjab. In R.T. Sband (éd.), *Off-farm employment in the development of rural Asia*. National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.
- Choi, J.-S. 1997. Policies promoting rural non-farm activities in rural development programs in Korea after the Uruguay Round. Document présenté à la 23^e Conférence de l'IAAE, août 1997, Sacramento, Californie, États-Unis.
- Chopak, C.J. 1991. Determinants of rural incomes in communal areas of Zimbabwe: household food security implications. East Lansing, USA, Michigan State University (Ph.D. dissertation).
- Collier, P. et Lal, D. 1984. Why poor people get rich: Kenya 1960-79. *World Development*, 12(10): 1007-1018.
- Collier, P., Radwan, S., Wangwe, S. et Wagner, A. 1990. *Labour and poverty in rural Tanzania: Ujamaa and rural development in the Republic of Tanzania*. Clarendon Press, Oxford, Royaume-Uni.
- David, C., Cordova, V. et Otsuka, K. 1994. Technology change, land reform and income distribution in the Philippines. In C. David

- et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- de Janvry, A., Chiriboga, M., Colmenares, H., Hintermeister, A., Howe, G., Irigoyen, R., Monares, A., Rello, F., Sadoulet, E., Secco, J., van der Pluijm, T. et Varese, S. 1995. *Reformas del sector agrícola y el campesinado en México*. FIDA/IICA, San José.
- de Janvry, A. et Glikman, P. 1991. *Encadenamientos de producción en la economía campesina en el Ecuador*. FIDA/IICA, San José.
- de Janvry, A., Gordillo de Anda, G. et Sadoulet, E. 1997. *Mexico's second agrarian reform: household and community responses, 1990-1994*. La Jolla, Center for US-Mexican Studies, University of California, San Diego, Californie, Etats-Unis.
- Escobal, J. et Valdivia, M. 1997. Trabajo en el hogar y trabajo asalariado en las economías rurales del Perú. Los mercados rurales de trabajo en el Perú. Rapport n° 18-0572. Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE), Lima.
- Estudillo, J.P. et Otsuka, K. 1998. Green revolution, human capital and off-farm employment: changing sources of income among farm households in central Luzon, 1966-94. *Economic Development and Cultural Change* (à paraître).
- FAO. 1992. *Yunnan (Simao) Minority Areas Agricultural Development Project, Socio-economic and Production Systems Diagnostic Study*. FAO/IFAD Cooperative Programme Report No. 64/92. Rome.
- FIDA. 1991. *Proyecto de apoyo a pequeños agricultores de la zona semi-árida de los estados de Falcón y Lara, República de Venezuela. Encuesta socioeconómica, estudio de base*. Rome.
- Figuerola, A. 1987. Introducción. In J. Portocarrero Maisch (éd.), *Los hogares rurales en el Perú*. Grupo de Análisis de Política Agrícola Proyecto PADI. Ministère péruvien de l'agriculture et Fondation Friedrich Ebert, Lima.
- Francis, E. et Hoddinott, J. 1993. Migration and differentiation in western Kenya: a tale of two sub-locations. *Journal of Development Studies*, 30 (October) (1): 115-145.
- FUSADES. 1996. Encuesta de desarrollo rural. El Salvador.
- García, M. et Alderman, H. 1993. *Poverty, household food security, and nutrition in rural Pakistan*. Rapport de recherche n° 96. IFPRI, Washington.
- Gouvernement du Viet Nam. 1994. *Viet Nam Living Standards Survey*. State Planning Committee, General Statistical Office, Hanoi.
- da Silva, J.G. 1995. Urbanização e pobreza no campo. In *Agropecuária e agroindústria no Brasil: Ajuste, Situação Atual e Perspectivas*, p. 127-170.
- da Silva, J.G. et Del Grossi, M.E. 1997. A evolução de emprego não agrícola no meio rural brasileiro, 1992-1995. *Revista Indicadores Econômicos de Fundação de Economia e Estatística* (Porto Alegre), 25: 105-126.
- Hafid, A. 1979. An economic analysis of institutional changes: the case of the rice harvesting system in Java. University of the Philippines, Los Baños. (Ph.D. Dissertation)
- Hayami, Y., Kikuchi, M., Bambo, L. et Marciano, E. 1990. *Transformation of a Laguna village in the two decades of the green revolution*. Rapport de recherche n° 142. IRRI, Los Baños.

- Hazell, P.B.R. et Haggblade, S. 1991. Rural-urban growth linkages in India. *India Journal of Agricultural Economics*, 46(4): 515-529.
- Hopkins, J. et Reardon, T. 1993. Agricultural price policy reform impacts and food aid targeting in Niger. IFPRI, Washington. (polycopié)
- Hossain, M. 1987. *The assault that failed: a profile of absolute poverty in six villages of Bangladesh*. Geneva, UNRISD.
- Hossain, M. 1994. Production environments, modern variety adoption and income distribution in Bangladesh. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Islam, R. 1984. Rural industrialisation and employment in Asia: issues and evidence. In R. Islam (éd.), *Strategies for alleviating poverty in rural Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Isvilinda, S. et Wattanutchariya, S. 1994. Modern variety adoption, factor-price differential and income distribution in Thailand. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Jatileksono, T. 1994. Varietal improvements, productivity change and income distribution: the case of Lampung, Indonesia. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Jiang, J. et Luo, X. 1987. Changes in the income of Chinese peasants since 1978. In J. Longworth, (éd.), *China's rural development miracle: with international comparisons*. University of Queensland Press, Brisbane, Australie.
- Kasryno, F. 1986. Structural changes in rural employment and agricultural wage in Indonesia. In Y.-B. Choe et F.C. Lo (éds), *Rural industrialization and non-farm activities of Asian farmers*. Korea Rural Economics Institute, Séoul.
- Kelly, V., Reardon, T., Diagona, B., Gaye, M. et McNeilly, L. 1993. *Final Report of IFPRI/ISRA Project on Consumption and Supply Impacts of Agricultural Price Policies in Senegal*. IFPRI, Washington (polycopié)
- Keyler, S. 1996. Economics of the Namibian Millet Subsector. Michigan State University, East Lansing, États-Unis. (Ph.D. Dissertation)
- Klein, E. 1992. El empleo rural no agrícola en América Latina. Rapport n° 364. PREALC, Santiago, Chili.
- Lanjouw, P. 1997. Rural non-agricultural employment and poverty in Latin America: evidence from Ecuador and El Salvador. In R. Lopez et A. Valdes (éds), *Rural poverty in Latin America: analytics, new empirical evidence and policy*. Banque mondiale, Washington.
- Lanjouw, P. et Stern, N. 1993. Markets, opportunities and changes in inequality in Palampur 1957-1984. In A. Braverman, K. Hoff et J. Stiglitz (éds), *The economics of rural organization: theory, practice and policy*. Oxford University Press, New York.
- Lin, J.Y. 1994. The nature and impact of hybrid rice in China. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Livingstone, I. 1991. A reassessment of Kenya's rural and urban informal sector. *World Development Report*, 19(6): 651-670.

- Lopez, R. 1997. Rural poverty in El Salvador: a quantitative analysis. In R. Lopez et A. Valdes (éds), *Rural poverty in Latin America: analytics, new empirical evidence, and policy*. Banque mondiale, Washington.
- Low, A. 1986. *Agricultural development in southern Africa: farm household economics and the food crisis*. James Curry, Londres.
- Madon, P. 1979. *Income distribution among farmers in northern Nigeria*. African Rural Economy Paper Report No. 18. Michigan State University, East Lansing, Etats-Unis.
- Nattrass, N. et Nattrass, J. 1990. The homelands and rural development. *Development Southern Africa*, 7 (October): 517-534.
- Norman, D. 1975. *Economic analysis of agricultural production and labour utilization among the Hausa in the north of Nigeria*. African Rural Employment Paper Report No. 4. Michigan State University, East Lansing, Etats-Unis.
- Oshima, H. 1986. Levels and trends of farm families' non-agricultural incomes at different stages of monsoon development. In Y.B. Choe et F.C. Lo (éds), *Rural industrialization and non-farm activities of Asian farmers*. Korea Rural Economics Institute, Séoul.
- Peters, P.E. 1992. *Monitoring the effects of grain market liberalization on the income, food security and nutrition of rural households in Zambia South, Malawi*. Harvard Institute for International Development, Cambridge, Massachusetts, Etats-Unis. (polycopié)
- Ramasamy, C., Paramasivam, P. et Kandaswamy, A. 1994. Irrigation quality, modern variety adoption and income distribution: the case of Tamil Nadu in India. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Ranis, G. et Stewart, F. 1993. Rural non-agricultural activities in development. *Journal of Development Economics*, 40: 75-101.
- Reardon, T. et Clay, D. 1998. *Income diversification in rural Rwanda*. Department of Agricultural Economics, Michigan State University, East Lansing. (polycopié)
- Reardon, T., Fall, A., Kelly, V., Delgado, C., Matlon, P., Hopkins, J. et Badiane, O. 1994. Is income diversification agriculture-led in the West African semi-arid tropics? The nature, causes, effects, distribution and production linkages of off-farm activities. In A. Atsain, S. Wangwe et A.G. Drabek (éds), *Economic policy experience in Africa: what have we learned?* Nairobi, African Economic Research Consortium.
- Reardon, T. et Taylor, J.E. 1996. Agroclimatic shock, income inequality and poverty: evidence from Burkina Faso. *World Development*, 24(4): 901-914.
- Saith, A. 1986. Contrasting experiences in rural industrialisation: are the East Asian successes transferable? In R. Islam (éd.), *Rural industrialisation and employment in Asia*. OIT-ARTEP, New Delhi.
- Shand, R.T. 1986. Agricultural development, non-farm employment and rural income distribution: a case study in Kelantan Malaysia. In Y.B. Choe et F.C. Lo (éds), *Rural industrialization and non-farm activities of Asian farmers*. Korea Rural Economics Institute, Séoul.

- Sundberg, S. 1989. OHV Food Consumption and Expenditure Survey: preliminary results on income sources in the OHV. Research Report, Michigan State University, East Lansing, Etats-Unis.
- Tambunan, M. 1997. Non-agricultural economy in Indonesia. Document présenté à la 23^e Conférence de l'IAAE, août 1997, Sacramento, Californie, Etats-Unis.
- Teklu, T. von Braun, J. et Zaki, E. 1991. *Drought and famine relationships in Sudan: policy implications*. Rapport de recherche n° 88, IFPRI, Washington.
- Tschirley, D. L. et Weber, M.T. 1994. Food security strategies under extremely adverse conditions: the determinants of household income and consumption in rural Mozambique. *World Development*, 22(2): 159-173.
- Uphadhyaya, H. et Thapa, G. 1994. Modern variety adoption, wage differentials and income distribution in Nepal. In C. David et K. Otsuka (éds), *Modern rice technology and income distribution in Asia*. IRRI, Los Baños, Philippines.
- Valentine, T.R. 1993. Drought, transfer entitlements and income distribution: the Botswana experience. *World Development*, 21(1): 109-126.
- Varma, S. et Kumar, P. 1996. Rural non-farm employment in Bangladesh. Paper presented at the BIDS - World Bank Workshop on Stimulating Growth through Rural Non-Farm Activities in Bangladesh: Review of the Experience and Search for a Policy Agenda, 31 July 1996, Dhaka.
- von Braun, J., Puetz, D. et Webb, P. 1989. *Irrigation technology and commercialization of rice in the Gambia: effects on income and nutrition*. Rapport de recherche n° 75, IFPRI, Washington.
- Walker, T.S., Singh, M. et Binswanger, H.P. 1983. Fluctuations in income in three villages of India's semi-arid tropics. ICRISAT.
- Webb, P. et Reardon, T. 1992. Drought impact and household response in East and West Africa. *Quarterly Journal of International Agriculture*, 3(July-September): 230-246.
- Weller, J. 1997. *El empleo rural no agropecuario en el Istmo Centroamericano*. Rapport de la CEPALC n° 62, CEPALC, Santiago, Chili.
- Wiens, T.B. 1997. *Rural poverty in Argentina*. Banque mondiale, Washington. (polycopié)

NOTES

- 1 Tout au long de ce chapitre, on utilisera «activité agricole» comme synonyme du mot «agriculture», et «activité hors exploitation agricole», ou «activité hors la ferme» comme synonyme de l'expression «activité non agricole».
- 2 Un ménage agricole est un ménage rural qui entreprend des activités agricoles.
- 3 La distinction entre les facteurs du type «contrainte» et ceux du type «attraction» n'est pas toujours précise. En fait, lorsqu'on passe en revue les «avantages» relatifs des deux secteurs, les facteurs du type «contrainte» et ceux du type «attraction» sont interchangeables. Dans certains cas toutefois, comme celui de la motivation liée aux risques, ou des difficultés d'obtention du crédit ou des liquidités, la distinction est plus claire; le caractère risqué des activités agricoles et les carences du secteur de l'assurance/crédit risquent de «contraindre» les ménages agricoles à consacrer une partie de leurs ressources productives aux activités RNA, afin de stabiliser leur revenu, même si les activités agricoles donnent généralement, en moyenne (moyenne établie sur plusieurs périodes) un rendement supérieur.
- 4 Les zones agroclimatiques se caractérisent par une analogie de pluviométrie, de caractéristiques des sols, d'ensoleillement et de température, ce qui détermine une similitude de potentiel agricole.
- 5 Voir note 2.
- 6 Les données concernant les parts de revenus non agricoles sont basées exclusivement sur des études de cas nourries par des sondages, tandis que les données concernant les parts de l'emploi non agricole s'appuient aussi bien sur des recensements concernant les activités professionnelles que sur des données de sondage, en Asie et en Amérique latine.
- 7 La disquette incorporée à cette publication contient une documentation exhaustive des données statistiques utilisées dans l'analyse présentée en format tableur, ainsi qu'un ensemble de séries chronologiques de données internationales concernant l'agriculture, avec logiciel de consultation.
- 8 Le coefficient de variation est un indicateur statistique du degré de dispersion des différentes observations concernant un échantillon autour de la moyenne présentée par cet échantillon. Plus le coefficient de variation est petit, plus les observations de l'ensemble se rapprochent de la moyenne; plus le coefficient de variation est élevé, plus ces observations ont tendance à s'étendre autour de la valeur moyenne de l'échantillon.
- 9 S. Haggblade, P. Hazell et J. Brown. 1989. Farm-non-farm linkages in rural sub-Saharan Africa. *World Development*, 17(8): 1173-1201.

- 10 D'autres facteurs rendent la comparaison entre les deux sources difficile: i) les parts relatives à l'emploi proviennent de statistiques globales officielles, tandis que celles concernant les revenus résultent d'études de cas sélectionnées; et ii) les statistiques officielles sur l'emploi tendent à englober les localités rurales et les campagnes, tandis que l'étude de cas a surtout pris en compte le revenu des ménages opérant dans les campagnes.
- 11 T. Reardon, A. Fall, V. Kelly, C. Delgado, P. Matlon, J. Hopkins et O. Badiane. 1994. Is income diversification agriculture-led in the West African semi-arid tropics? The nature, causes, effects, distribution and production linkages of off-farm activities. In A.A. Atsain, S. Wangwe et A.G. Drabek (éds), *Economic policy experience in Africa: what have we learned?* p. 207-230. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- 12 K. Otsuka. 1998. Rural industrialization in East Asia. In Y. Hayami et M. Aoki (éds), *The institutional foundation of East Asian economic development*. Macmillan, Londres.
- 13 On trouvera un exposé détaillé de la méthode employée dans A. Klein. 1992. *El empleo rural no agrícola en América Latina*. Rapport n° 364. PREALC, Santiago.
- 14 *Ibid.*
- 15 D. Mead. 1994. The contribution of small enterprises to employment growth in southern and eastern Africa. *World Development*, 22(12): 1881-1894.
- 16 K. Otsuka, *op. cit.*, note 12.
- 17 J.A. Schaffner. 1993. Rural labor legislation and permanent agricultural employment in northeastern Brazil. *World Development*, 21(5): 705-719.
- 18 Voir R. Adams. 1996. *Remittances, income distribution and rural asset accumulation*. Rapport de recherche n° 17. IFPRI, Washington.
- 19 X. Milicevic et J. Berdegue. 1998. Non-farm employment linked directly and indirectly to the agro-industrial boom: the horticultural belt of central Chile. Document présenté au III Simposio Latinoamericano de Investigación y Extensión en Sistemas Agropecuarios, 19-21 août 1998, RIMISP, Lima.
- 20 E. Francis et J. Hoddinott. 1993. Migration and differentiation in western Kenya: a tale of two sub-locations. *Journal of Development Studies*, 30(1): 115-145.
- 21 L. Daniels. 1995. Entry, exit and growth among small-scale enterprises in Zimbabwe. Michigan State University, East Lansing, Etats-Unis. (Ph. D. Dissertation)

- 22 Les pays pour lesquels des études portant sur les ménages agricoles permettent des comparaisons sont: le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Rwanda, le Soudan et le Zimbabwe.
- 23 C. Liedholm et D. Mead. 1987. *Small-scale industries in developing countries: empirical evidence and policy implications*. Rapport n° 9. Department of Agricultural Economics. Michigan State University, East Lansing, États-Unis; et D. Mead. 1994. The contribution of small enterprises to employment growth in southern and eastern Africa. *World Development*, 22(12): 1881-1984.
- 24 Ce dernier argument remonte à l'économiste britannique David Ricardo, dont le modèle reflétait la situation dans le Royaume-Uni du XIX^e siècle; toutefois, il reste largement applicable, aujourd'hui, à l'agriculture des pays en développement. Selon le modèle de Ricardo, l'augmentation du prix des denrées alimentaires, due à l'augmentation des coûts agricoles de production, elle-même attribuable au rendement décroissant de la main-d'œuvre et donc à la productivité déclinante, tend à faire augmenter le salaire de subsistance, et, partant, le salaire fixé par le marché; les bénéfices se trouvent laminés, et avec eux les investissements, ainsi que la croissance dans l'économie non agricole. En revanche, «la nourriture à bon marché» a joué un rôle important – à telle enseigne que le succès de l'agriculture représentait une condition préalable – dans l'industrialisation rurale de l'Asie orientale amorcée dans les années 50 (A. Saith, 1986. *Contrasting experiences in rural industrialization: are the East Asian successes transferable?* In R. Islam (éd.), *Rural industrialization and employment in Asia*. OIT, New Delhi. Les éléments du même raisonnement peuvent être inversés: les prix élevés des denrées alimentaires ont ralenti l'industrialisation de l'Afrique, en milieu urbain comme en milieu rural (M. Lipton et M. Lipton, 1993. *Creating rural livelihoods: some lessons for South Africa from experience elsewhere*. *World Development*, 21(9): 1515-1548).
- 25 R. Ahmed et M. Hossain. 1990. *Developmental impact of rural infrastructure in Bangladesh*. Rapport de recherche n° 83. IFPRI, Washington.
- 26 H. Oshima. 1986. Levels and trends of farm families' non-agricultural incomes at different stages of monsoon development. In Y.B. Choe et F.C. Lo (éds), *Rural industrialization and non-farm activities of Asian farmers*. Korea Rural Economics Institute, Séoul.
- 27 Y.B. Choe. 1986. M-cycle hypothesis, non-farm activities and rural industrialization in the Asian monsoon economy. In Choe et Lo, *op. cit.*, note 26.
- 28 Voir M.U. Ahmed et N. Rustagi. 1987. Marketing and price incentives in African and Asian countries: a comparison. In E. Elz (éd.), *Agricultural marketing strategy and pricing policy*. Banque mondiale, Washington.
- 29 Reardon et al., *op. cit.*, note 11.

- 30 Saith, *op.cit.*, note 24.
- 31 J. Dione, J.-C. Le Vallée, J. Staatz, J. Tefft, M. Yade, A. Chohin et B. Kante. 1997. *Lessons from the impact of the devaluation of the CFA franc on agri-food subsectors in West Africa*. Policy Brief, Department of Agricultural Economics, Michigan State University, East Lansing, États-Unis.
- 32 P. Collier et D. Lal. 1984. Why poor people get rich: Kenya 1960-79. *World Development*, 12(10): 1007-1018.
- 33 R.H.J. Adams. 1994. Non-farm income and inequality in rural Pakistan: a decomposition analysis. *Journal of Development Studies*, 31(1): 110-133.
- 34 J.E. Taylor et A. Yunez-Naude. 1998. *Selectivity and the returns to schooling in a diversified rural economy*. Université de Californie, Davis, États-Unis. (polycopié)
- 35 P. Lanjouw et N. Stern. 1993. Markets, opportunities and changes in inequality in Palampur, 1957-1984. In A. Braverman, K. Hoff et J. Stiglitz (éds), *The economics of rural organization: theory, practice and policy*. Oxford University Press, New York.
- 36 J.P. Estudillo et K. Otsuka. 1998. Green revolution, human capital and off-farm employment: changing sources of income among farm households in central Luzon, 1966-94. *Economic Development and Cultural Change*. (à paraître)
- 37 Aux fins de ce chapitre, les activités agro-industrielles sont définies comme l'ensemble intégré des activités liées de production, c'est-à-dire la fourniture d'intrants agricoles et la transformation/distribution agroalimentaires.
- 38 J. von Braun et R. Pandya-Lorch. 1991. *Income sources of malnourished people in rural areas: microlevel information and policy implications*. Document de travail n° 5. IFPRI, Washington.
- 39 A. de Janvry, G. Gordillo de Anda et E. Sadoulet. 1997. *Mexico's second agrarian reform: household and community responses, 1990-1994*. La Jolla, Center for US-Mexican Studies, Université de Californie, San Diego, États-Unis.
- 40 M.U. Ahmed. 1995/96. Development of rural non-farm activities: a dynamic approach to poverty alleviation in rural Asia. *Regional Development Studies*, 2(winter): 1-22.
- 41 T. Reardon. 1997. Using evidence of household income diversification to inform study of the rural nonfarm labor market in Africa. *World Development*, 25(5): 735-748.
- 42 Le coefficient de Gini est un indicateur statistique qui détermine la mesure dans laquelle la distribution réelle du revenu diverge d'une

distribution hypothétique et parfaitement uniforme. Plus le coefficient de Gini est élevé, plus la distribution du revenu est inégale.

- 43 Lorsqu'on utilise la méthode de comparaison des coefficients de Gini, le coefficient de Gini pour le revenu total est plus élevé lorsqu'on incorpore le revenu non agricole que lorsqu'on ne le prend pas en compte; lorsqu'on utilise la méthode de décomposition du coefficient de Gini, toutes choses étant égales, les modifications marginales du revenu non agricole augmentent le coefficient de Gini.
- 44 T. Reardon et J.E. Taylor. 1996. Agroclimatic shock, income inequality and poverty: evidence from Burkina Faso. *World Development*, 24(4): 901-914.
- 45 *Op. cit.*, note 35.
- 46 *Op. cit.*, note 44.
- 47 G.K. Chadha. 1986. Off-farm economic structure of agriculturally growing regions: a study of Indian Punjab. In R.T. Shand (éd), *Off-farm employment in the development of rural Asia*. National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.
- 48 A. Narongchai. 1981. *Rural off-farm employment in Thailand*. Industrial Management Company, Ltd, Bangkok.
- 49 Pour des observations concernant le Mexique, voir J.E. Taylor. 1992. Remittances and inequality reconsidered: direct, indirect and intertemporal effects. *Journal of Policy Modeling*, 14(2): 187-208; pour des observations concernant l'Afrique, voir T. Reardon, E. Crawford et V. Kelly. 1994b. Links between nonfarm income and farm investments in Africa households: adding the capital market perspective. *American Journal of Agricultural Economics*, 76(5): 1172-1176.
- 50 Francis et Hoddinott, *op. cit.*, note 20.
- 51 C. André et J.-P. Platteau. 1998. Land tenure under unbearable stress: Rwanda caught in the Malthusian trap. *Journal of Economic Behavior and Organization*, 34(1).
- 52 Estudillo et Otsuka, *op. cit.*, note 36.
- 53 Dans certains pays, on a utilisé avec des résultats mitigés un instrument d'infrastructure afin de promouvoir lesancements d'entreprises RNA et l'implantation d'entreprises en zones rurales: il s'agit des parcs ou districts industriels (comme en Afrique du Sud et en République de Corée, de même que dans certains pays développés, telle l'Italie).
- 54 Pour une plus ample analyse, voir V. Kelly, J. Hopkins, T. Reardon et E. Crawford. 1995. *Improving the measurement and analysis of African agricultural productivity: promoting complementarities between micro and*

macro data. MSU International Development Paper No. 16. Michigan State University, East Lansing, États-Unis.

55 Afin d'évaluer ces effets pour les différentes agro-industries et les différents produits, la FAO conduit actuellement une étude sur les liens agricoles/non agricoles.

56 A. Schejtman. 1996. *Agroindustria: alcances conceptuales para una política de estímulo a su articulación*. Rapport LC/R n° 1660. CEPALC, Santiago, Chili.

57 *Ibid.*

58 Pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, voir N.N. Dembele et K. Savadogo. 1996. *The need to link soil fertility management to input/output market development in West Africa: key issues*. Document présenté au International Fertilizer Development Center Seminar, 19-22 novembre, Lomé, Togo.

59 FAO. 1996. *Ciudades intermedias y desarrollo rural: el caso de Zamora, Michoacán (Mexico)*. Par F. Rello. CEPALC, Santiago.

60 *Op. cit.*, note 24.

TABLEAU

ANNEXE



PAYS ET TERRITOIRES UTILISÉS À DES FINS STATISTIQUES

Pays développés	Pays en transition	Pays en développement			
		Afrique subsaharienne	Extrême-Orient et Océanie/Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient et Afrique du Nord
Afrique du Sud					
Albanie	Albanie	Angola	Bangladesh	Anguilla	Afghanistan
Allemagne		Bénin	Bhoutan	Antigua-et-Barbuda	Algérie
Andorre		Botswana	Brunéi Darussalam	Antilles néerlandaises	Arabie saoudite
Arménie	Arménie	Burkina Faso	Cambodge	Argentine	Bahrein
Australie		Burundi	Chine	Aruba	Bande de Gaza
Autriche		Cameroun	Etats fédérés de Micronésie	Bahamas	Chypre
Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	Cap-Vert	Fidji	Barbade	Egypte
Bélarus	Bélarus	Comores	Guam	Belize	Emirats arabes unis
Belgique/Luxembourg		Congo, Rép. du	Iles Cocos	Bermudes	Iran, Rép. islamique d'
Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine	Congo, Rép. dém. du	Iles Cook	Bolivie	Iraq
Bulgarie	Bulgarie	Côte d'Ivoire	Iles Mariannes du Nord	Bésil	Jamahiriya arabe libyenne
Canada		Djibouti	Iles Marshall	Chili	Jordanie
Croatie	Croatie	Erythrée	Iles Norfolk	Colombie	Koweït
Danemark		Ethiopie	Iles Solomon	Costa Rica	Liban
Espagne		Gabon	Iles vierges britanniques	Cuba	Maroc
Estonie	Estonie	Gambie	Iles Wallis et Futuna	Dominique	Oman
Etats-Unis		Ghana	Inde	El Salvador	Qatar
Fédération de Russie	Fédération de Russie	Guinée	Indonésie	Equateur	Rép. arabe syrienne
Finlande		Guinée-Bissau	Kiribati	Grenade	Cisjordanie
France		Guinée équatoriale	Laos	Guadeloupe	Tunisie
Géorgie	Géorgie	Kenya	Macao	Guatemala	Turquie
Gibraltar		Lesotho	Malaisie	Guyana	Yémen
Grèce		Libéria	Maldives	Guyane française	
Groenland		Madagascar	Mongolie	Haiti	
Hongrie	Hongrie	Malawi	Myanmar	Honduras	
Iles Féroé		Mali	Nauru	Iles Caïmanes	
Irlande		Mauritanie	Népal	Iles Turques et Caïques	
Islande		Maurice	Nioué	Iles vierges américaines	
Israël		Mozambique	Nouvelle-Calédonie	Iles Falkland (Malvinas)	
Italie		Namibie	Pakistan	Jamaïque	

Pays développés	Pays en transition	Pays en développement			
		Afrique subsaharienne	Extrême-Orient et Océanie/Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient et Afrique du Nord
Japon		Niger	Palaos	Martinique	
Kazakhstan	Kazakhstan	Nigéria	Pap.-Nouv.-Guinée	Mexique	
Kirghizistan	Kirghizistan	Ouganda	Philippines	Montserrat	
L'ex-Rép. yougoslave de Macédoine	L'ex-Rép. yougoslave de Macédoine	République centrafricaine	Polynésie française	Nicaragua	
Lettonie	Lettonie	Rép.-Unie de Tanzanie	Rép. de Corée	Panama	
Liechtenstein		Réunion	Rép. pop. dém. de Corée	Paraguay	
Lituanie	Lituanie	Rwanda	Samoa	Pérou	
Malte		Sainte-Hélène	Singapour	Porto Rico	
Monaco		Sao Tomé-et-Principe	Sri Lanka	République dominicaine	
Norvège		Sénégal	Taiwan Province de Chine	Saint-Kitts-et-Nevis	
Nouvelle-Zélande		Seychelles	Thaïlande	Sainte-Lucie	
Ouzbékistan	Ouzbékistan	Sierra Leone	Timor oriental	Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Pays-Bas		Somalie	Tokélaou	Suriname	
Pologne	Pologne	Soudan	Tonga	Trinité-et-Tobago	
Portugal		Swaziland	Tuvalu	Uruguay	
République de Moldova	République de Moldova	Tchad	Vanuatu	Venezuela	
Rép. tchèque	Rép. tchèque	Togo	Viet Nam		
Roumanie	Roumanie	Zambie			
Royaume-Uni		Zimbabwe			
Saint-Pierre-et-Miquelon					
San Marin					
Slovaquie	Slovaquie				
Slovénie	Slovénie				
Suède					
Suisse					
Tadjikistan	Tadjikistan				
Turkménistan	Turkménistan				
Ukraine	Ukraine				
Yougoslavie	Yougoslavie				

Chapitres spéciaux

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture présente chaque année, depuis 1957, après ses rapports de conjoncture mondiale et régionale, une étude spéciale sur un ou plusieurs sujets permanents relevant du domaine de la FAO. Les thèmes traités sont les suivants:

- 1957 Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958 Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959 Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
- 1960 Les programmes de développement agricole.
- 1961 La réforme agraire et l'évolution des institutions.
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
- 1962 Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.
La production animale dans les pays insuffisamment développés.
- 1963 Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole. L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole.
- 1964 Nutrition protéique: besoins et perspectives.
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.
- 1966 Agriculture et industrialisation.
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.
- 1967 Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.
Aménagement des ressources halieutiques.
- 1968 Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.
L'amélioration de l'emmagasinage et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.
- 1969 Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.
- 1970 L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.

-
- 1971 La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.
- 1972 Education et formation en matière de développement.
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.
- 1973 L'emploi agricole dans les pays en développement.
- 1974 Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.
- 1975 La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme.
- 1976 Energie et agriculture.
- 1977 Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.
- 1978 Problèmes et stratégies des régions en développement.
- 1979 La foresterie et le développement rural.
- 1980 Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales.
- 1981 Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier.
- 1982 La production animale: aperçu mondial.
- 1983 La femme dans le développement agricole.
- 1984 Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires.
- 1985 Consommation d'énergie en agriculture.
Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole.
Commercialisation.
- 1986 Le financement du développement agricole.
- 1987-88 Nouvelles priorités de la science et de la technologie agricoles dans les pays en développement.
- 1989 Développement durable et aménagement des ressources naturelles.
- 1990 Ajustement structurel et agriculture.
- 1991 Politiques et problèmes agricoles: leçons des années 80 et perspectives pour les années 90.
- 1992 Pêches maritimes et droit de la mer: 10 ans de mutations.
- 1993 Politiques de l'eau et agriculture.
- 1994 Développement forestier et grands dilemmes.
- 1995 Le commerce agricole: à l'aube d'une ère nouvelle?
- 1996 Les dimensions macroéconomiques de la sécurité alimentaire.
- 1997 Les industries agroalimentaires et le développement économique.

FAO Agricultural Policy and Economic Development Series

DIVISION DE L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET ÉCONOMIQUE ET DIVISION DE L'ASSISTANCE AUX POLITIQUES

- 1 Searching for common ground – European Union enlargement and agricultural policy (K. Hathaway and D. Hathaway, eds, 1997)
- 2 Agricultural and rural development policy in Latin America – New directions and new challenges (A. de Janvry, N. Key and E. Sadoulet, 1997)
- 3 Food security strategies – The Asian experience (P. Timmer, 1997)
- 4 Guidelines for the integration of sustainable agriculture and rural development into agricultural policies (J.B. Hardaker, 1997)

En préparation

- Farm/non-farm linkages and income diversification in the developing countries: case studies in Africa and Latin America (T. Reardon and K. Stamoulis, eds)
- The role of agriculture in the transition to a market economy (K. Stamoulis and K. Froberg, eds)

Etudes FAO: Développement économique et social

DIVISION DE L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET ÉCONOMIQUE^o

- 65 Agricultural stabilization and structural adjustment policies in developing countries (A.H. Sarris, 1987)
- 66 Agricultural issues in structural adjustment programs (R.D. Norton, 1987)
- 84 Measures of protection: methodology, economic interpretation and policy relevance (P.L. Scandizzo, 1989)
- 90 The impact of stabilization and structural adjustment policies on the rural sector – case-studies of Côte d'Ivoire, Senegal, Liberia, Zambia and Morocco (P. Salin et E.-M. Claassen, 1991)
- 95 Guidelines for monitoring the impact of structural adjustment programmes on the agricultural sector (A.H. Sarris, 1990)
- 96 The effects of trade and exchange rate policies on production incentives in agriculture (C. Kirkpatrick et D. Diakosavvas, 1990)
- 98 Institutional changes in agricultural products and input markets and their impact on agricultural performance (A. Thomson, 1991)
- 99 Agricultural labour markets and structural adjustment in sub-Saharan Africa (L.D. Smith, 1991)
- 100 Structural adjustment and household welfare in rural areas – a micro-economic perspective (R. Gaiha, 1991)
- 103 The impact of structural adjustment on smallholders (J.-M. Boussard, 1992)
- 104 Structural adjustment policy sequencing in sub-Saharan Africa (L.D. Smith et N. Spooner, 1991)
- 105 The role of public and private agents in the food and agricultural sectors of developing countries (L.D. Smith et A. Thomson, 1991)

- 107 Land reform and structural adjustment in sub-Saharan Africa: controversies and guidelines (J.-Ph. Platteau, 1992). French version: Réforme agraire et ajustement structurel en Afrique subsaharienne: controverses et orientations
- 110 Agricultural sustainability: definition and implications for agricultural and trade policy (T. Young, 1992)
- 115 Design of poverty alleviation strategy in rural areas (R. Galha, 1993)
- 121 Policies for sustainable development: four essays (A. Markandya, 1994)
- 124 Structural adjustment and agriculture: African and Asian experiences (A. de Janvry and E. Sadoulet, 1994)
- 125 Transition and price stabilization policies in East European agriculture (E.-M. Claassen, 1994)
- 128 Agricultural taxation under structural adjustment (A.H. Sarris, 1994)
- 131 Trade patterns, cooperation and growth (P.L. Scandizzo, 1995)
- 132 The economics of international agreements for the protection of environmental and agricultural services (S. Barrett, 1996)
- 133 Implications of regional trade arrangements for agricultural trade (T. Josling, 1997)
- 134 Rural informal credit markets and the effectiveness of policy reform (A.H. Sarris, 1996)
- 135 International dynamics of national sugar policies (T.C. Earley and D.W. Westfall, 1996)
- 136 Growth theories, old and new, and the role of agriculture in economic development (N.S. Stern, 1996)
- 138 Economic development and environmental policy (S. Barrett, 1997)
- 139 Population pressure and management of natural resources. An economic analysis of traditional management of small-scale fishing (J.-M. Baland and J.-Ph. Platteau, 1996)
- 141 Economies in transition – Hungary and Poland (D.G. Johnson, 1997)
- 142 The political economy of the Common Market in milk and dairy products in the European Union (R.E. Williams, 1997)
- Halting degradation of natural resources. Is there a role for rural communities? (J.-M. Baland and J.-Ph. Platteau, 1996). Published by Oxford University Press

* Note: jusqu'en 1996, ces documents ont été publiés par l'ancienne Division de l'analyse des politiques.

En préparation

- Growth, trade and agriculture: an investigative survey (P.L. Scandizzo and M. Spinedi)
- Rural poverty, risk and development (M. Fafchamps)

Pour se procurer les publications de la FAO ci-dessus, s'adresser à:

Sales and Marketing Group, Information Division
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Mél.: publications-sales@fao.org
Tél.: (39 06) 5705 1
Télécopie: (39 06) 5705 3360

TIME SERIES FOR SOFA'98 DISKETTE

Mode d'emploi

Comme pour les années précédentes, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* est publiée avec une disquette d'ordinateur qui contient des séries de données chronologiques concernant plus de 150 pays; un logiciel FAOSTAT TS permet d'accéder à ces données. Cette disquette est insérée au revers de la couverture.

FAOSTAT TS

Le logiciel FAOSTAT TS permet un accès rapide et simple aux bases de données de séries chronologiques, agencées par année. Toute personne, même lorsque l'ordinateur ne lui est pas familier, peut se servir de FAOSTAT TS. Aucun tableur, aucun autre programme de traitement de graphiques ou de bases de données n'est requis. FAOSTAT TS est piloté par des menus qui ne sont soumis à aucune commande spéciale. Les utilisateurs peuvent consulter et imprimer graphiques et tableaux, tracer des graphiques multilignes, ajuster des courbes de tendance et exporter des données vers d'autres programmes. FAOSTAT TS est trilingue (anglais, espagnol et français) et propose des menus standard.

Le logiciel FAOSTAT TS appartient au domaine public et peut être distribué gratuitement. Cependant, les fichiers de données qui accompagnent le logiciel sont la propriété de la FAO, les utilisateurs sont donc tenus de citer la source FAO. La FAO ne peut fournir qu'une aide très limitée aux utilisateurs et ne peut en aucun cas répondre aux utilisateurs qui modifieraient le logiciel ou les données. La FAO dégage toute responsabilité quant aux adaptations qui pourraient être faites du logiciel ou des données.

Spécifications du matériel requis

Le logiciel FAOSTAT TS nécessite un microprocesseur IBM ou compatible, doté d'un disque dur, de DOS 3.0 ou d'un modèle ultérieur, de 300 Ko de mémoire vive (RAM) et de capacités graphiques. Le support logistique graphique fourni convient à tous les adaptateurs graphiques ordinaires (VGA, EGA, MCGA, CGA et Hercules monochrome).

FAOSTAT TS imprime les graphiques avec les imprimantes Epson à matrice de points, avec les imprimantes laser Hewlett-Packard et tout matériel compatible. Avec les autres imprimantes, il est nécessaire d'adapter les serveurs d'impression graphique avant de démarrer le programme. Un des modèles de serveur est GRAPHICS.COM, que l'on trouve dans le DOS 2.0 et dans les versions successives.

En raison de l'utilisation de modes graphiques DOS, si FAOSTAT TS est exécuté sous MS-Windows ou OS/2, il doit être réglé pour effectuer une session DOS pleine page.

Installation

Avant d'exécuter FAOSTAT TS, il faut installer le logiciel et les fichiers des données sur le disque dur. L'installation est exécutée automatiquement par le serveur INSTALL.BAT qui se trouve dans la disquette.

- Pour installer le fichier A: dans le fichier C:
 - Insérer la disquette dans l'unité de lecture A.
 - Taper **A:** et appuyer sur la touche **ENTRÉE**.
 - Taper **INSTALL C:** et appuyer sur **ENTRÉE**.
 - Appuyer sur n'importe quelle touche.

Créer un fichier C:\SOFA98; une fois l'installation achevée, l'utilisateur se trouvera dans ce fichier.

Accès à FAOSTAT TS

- Pour démarrer le logiciel FAOSTAT TS lorsqu'on n'est pas déjà à l'intérieur du fichier C:\SOFA98 (ce qui est automatique lorsqu'on vient de compléter l'installation):
 - Il convient d'appeler ce fichier (en tapant **CD SOFA98** puis **ENTRÉE**).
 - Devant l'invite du répertoire du SOFA98, taper **SOFA98** et **ENTRÉE**.

On verra apparaître un titre graphique, suivi du menu principal.

Si le logiciel FAOSTAT TS ne démarre pas, ou bien si le graphique ne se forme pas correctement, ou encore si les menus sont difficiles à lire, l'ordinateur utilisé pourrait ne pas être compatible avec les fonctions implicites de FAOSTAT TS. L'adoption d'une ligne de commande peut être utile. On peut essayer de faire démarrer FAOSTAT TS avec le paramètre -E pour désactiver son recours à la mémoire commutée (taper SOFA98-E). On peut aussi commander l'utilisation d'un mode particulier de graphique ou de texte en tapant le nom qui servira de paramètre (par exemple, - EGA imposera l'utilisation de graphiques sur le mode EGA).

Choix de la langue

La langue initiale de FAOSTAT TS est l'anglais. Pour passer à la langue française ou espagnole, il faut:

- Aller au menu **FICHIER** (File).
- Sélectionner **LANGUE** (language) à l'aide de la touche flèche (↓) et appuyer sur **ENTRÉE**.
- Sélectionner la langue choisie et appuyer sur **ENTRÉE**.

La langue choisie restera la langue implicite du logiciel, jusqu'à ce que l'utilisateur en sélectionne une autre.

En parcourant les menus

La barre principale des menus comporte les menus **FICHIER**, **DONNÉES**, **GRAPHIQUE**, **TABLEAU** et **AIDE**. La plupart des options de menus ne s'activent que lorsqu'on ouvre un fichier de données. Parcourir les menus en utilisant les touches flèches (↑ ↓ ← →) et sélectionner un article, en positionnant le barre lumineuse et en appuyant sur la touche **ENTRÉE**. Pour annuler une sélection appuyer sur la touche **ECHAP**.

- Si l'on dispose d'une souris, les articles du menu peuvent être sélectionnés par le curseur de la souris. Le bouton de gauche de la souris effectue la sélection, tandis que le bouton de droite correspond à la fonction de la touche **ECHAP**. Après la sélection d'une option dans le menu, celui-ci se retrace et le curseur souligne une autre option possible.
- Le programme permet également d'avoir recours à plusieurs touches rapides:

Touche	Action
FI	AIDE: propose quelques aides en rapport avec le contexte.
ESC	ECHAPPE: fait sortir du menu choisi, du graphique ou du tableau en cours.
ALT+N	NOTES: propose des notes liées aux fichiers de données lorsque le fichier est disponible. Le texte peut être édité. Les notes n'apparaissent pas lorsqu'un graphique est visualisé.
ALT+X, ALT+Q	SORTIE: fait sortir immédiatement de FAOSTAT TS sans passer par le menu principal.

Aide

- Une aide relative au contexte apparaît en bas de l'écran pour chaque image. Appuyer sur **FI** pour plus de détails sur une option choisie grâce au curseur lumineux.
- Sélectionner **AIDE** dans le menu principal pour accéder aux informations relatives. Le menu **AIDE** donne accès, à son tour, à des informations préliminaires sur le logiciel, sur les différentes aides et sur le sommaire d'À PROPOS.
- Les options du menu **AIDE** ouvrent les mêmes fenêtres d'aide que lorsqu'on appuie sur la touche **FI**, sur une image quelconque du menu:
 - L'option FAOSTAT TS visualise la page d'aide introductive.
 - L'option SUJETS fournit la table des matières des aides.
 - L'option À PROPOS visualise des informations succinctes sur le programme.

Ouvrir un fichier de données

- Pour visualiser la liste des fichiers des données de FAOSTAT TS:
 - Aller au menu **FICHER**.
 - Sélectionner **OUVRIR**.
 Tous les fichiers de FAOSTAT TS présents dans le répertoire courant sont affichés. Au début, le seul fichier présent sera SOFA98. Les autres fichiers de FAOSTAT PC, version 3.0, peuvent être utilisés avec FAOSTAT TS.
- Utiliser les **touches flèches** pour mettre en surbrillance le fichier que l'on veut visualiser et appuyer sur **ENTRÉE** pour le sélectionner. Les fichiers portent la date de leur dernière révision. On peut également mettre en surbrillance une sélection en tapant les premières lettres du nom du fichier. La chaîne sur laquelle la recherche est en cours apparaîtra dans l'angle en bas à gauche de la liste.
- On peut changer l'unité de lecture et le répertoire initial de la liste des fichiers en sélectionnant le répertoire et l'unité de son choix.

Quand un fichier courant de données est ouvert, le chargement d'un nouveau fichier ramène FAOSTAT TS à ses paramètres initiaux (tendance chronologique, pas de courbes de tendances statistiques, pas de spécification d'unités ou de facteurs scalaires pour l'utilisateur). On ne peut charger qu'un seul fichier à la fois.

Lorsqu'un fichier a été sélectionné, toutes les sélections du menu sont activées.

Sélection d'une série de données

- Utiliser le menu **DONNÉES** pour sélectionner ou modifier une série de données ou pour ajuster une tendance statistique.
- Sélectionner une série de données en choisissant le nom d'un pays et un élément des données en faisant défiler les menus. La première entrée visualise une liste de noms de pays, la deuxième affiche une liste de rubriques et la troisième une liste de noms des propriétés ou qualifications.

Si l'on tape les premières lettres du nom d'une liste, la barre de sélection du menu se portera immédiatement sur le nom correspondant. Par exemple:

- Tapant **NOU**, on passe à Nouvelle-Zélande.
- Appuyant sur **ENTRÉE**, on sélectionne le nom en surbrillance.

Visualisation des graphiques et des options graphiques

Le menu **GRAPHIQUE** permet de visualiser les données sous forme de graphiques. On peut visualiser les tendances chronologiques et les profils en tableaux ou en colonnes. Les options du menu **GRAPHIQUE** modifient les séries de données et leur affichage.

Par exemple, pour afficher le tracé des données sélectionnées:

- Aller au menu **GRAPHIQUE**.
- Sélectionner **VISUALISER**.

Beaucoup d'options pour modifier, sauvegarder ou imprimer un graphique ne sont disponibles que lorsque l'écran affiche un graphique. Il faut utiliser la touche d'aide **F1** pour obtenir un rappel des options.

Touches d'actions graphiques. Lorsqu'un graphique est visualisé, plusieurs options sont possibles:

- Appuyer sur **ECHAP** pour sortir du graphique et revenir au menu principal.
- Appuyer sur **F1** pour obtenir l'aide relative aux touches d'actions graphiques. La fenêtre **AIDE** fournit la liste des options disponibles lorsque l'écran visualise un graphique. Il faut sortir de la fenêtre avant d'effectuer une sélection.
- Appuyer sur les **touches flèches** (**↑↓**), **PAGE PRÉCÉDENTE** ou **PAGE SUIVANTE** pour changer les séries affichées.
- La touche **<+>** permet de visualiser jusqu'à quatre séries en même temps. La touche **<->** permet de supprimer une série. Les tableaux multilignes sont créés de la manière suivante:
 - Visualiser une série initiale.
 - Appuyer sur la touche **+** pour ajouter d'autres séries au tableau.
- Taper **A** pour visualiser un tableau des données d'axes avec des statistiques. Taper **T** pour afficher un tableau de données de tendance ajustées, les résiduelles et les statistiques ajustées (pour sélectionner une courbe de tendance, voir ci-dessous).
- La touche **INS** permet d'insérer des textes directement dans le graphique. Lorsqu'on insère des textes, appuyer sur **F1** pour l'aide relative aux options de texte. On peut choisir le format du texte (petit ou grand), et le positionnement (horizontal ou vertical).
- Pour imprimer un graphique, taper **P** et sélectionner l'imprimante dans le menu. L'impression est seulement une copie de l'écran, par conséquent sa qualité est limitée.

- Si l'on veut sauver un graphique pour l'imprimer par la suite ou pour le visualiser, taper **S**. L'image graphique sera enregistrée dans le format bitmap PCX. On peut employer le programme PRINTPCX ou d'autres logiciels pour visualiser ou imprimer par la suite des images multiples. PRINTPCX permet également de convertir en noir et blanc les images PCX en couleurs pour une insertion appropriée dans un document de traitement de texte.

Ajustement de courbes de tendance

- Pour adapter une fonction statistique à une série de données, sélectionner **ADAPTER** dans le menu **DONNÉES**. Les options comprises dans **ADAPTER** permettent de sélectionner le type de fonction, les limites des données annuelles à inclure dans l'ajustement et l'année de projection finale pour une prévision statistique.
- En adaptant une courbe de tendance (par sélection de l'option dans le menu **ADAPTER**) à une projection (par sélection de **PROJECTION** dans **ADAPTER**), on peut obtenir une prévision statistique. Utiliser la touche + pour ajouter une nouvelle série de données au graphique au moyen de quelques frappes de touche seulement.

Représenter des profils sous forme de graphique

Les options présentes dans le menu **GRAPHIQUE** permettent de modifier les années ou le modèle de graphique (respectivement avec les options **LIMITES** et **STYLE**) ou bien de passer d'une tendance chronologique à un tableau ou à un profil de données en colonnes (**POINT DEVUE**). Cette dernière option permet de comparer aisément les différentes données d'une année déterminée.

Point de vue

- Si l'on veut passer de l'affichage d'une série chronologique à l'affichage d'un profil de pays ou de rubriques pour une année déterminée, sélectionner **POINT DEVUE** dans le menu **GRAPHIQUE**. Si l'on sélectionne **VISUALISE** dans le menu **GRAPHIQUE**, le profil sera tracé. Le profil initial affiché correspond aux données de la dernière année enregistrée. Pour changer l'année, utiliser les touches (↑↓). Pour l'aide, appuyer sur **F1**.
- Pour obtenir le tableau d'un profil (profil de données de pays), on peut choisir soi-même les tableaux ou bien laisser FAOSTAT TS classer les pays selon les données correspondantes en ordre décroissant. Un profil peut montrer au maximum 50 rubriques.

En sélectionnant **ÉLÉMENTS SUPÉRIEURS** au lieu d'**ÉLÉMENTS SÉLECTIONNÉS**, FAOSTAT TS classera les données chiffrées contenues dans le fichier en tableaux ou en colonnes.

Visualisation de tableaux

- Le menu **TABLEAU** permet de visualiser des données en tableaux et de définir des sous-ensembles de tableaux qui pourront être sauvés et exportés vers d'autres programmes.
 - Aller au menu **TABLEAU**.

- Sélectionner **SURVOLER** pour examiner des tableaux de données des fichiers courants.
- Lorsqu'on visualise des tableaux, une barre d'aides apparaît en bas de l'écran. Appuyer sur **PAGE SUIVANTE** ou **PAGE PRÉCÉDENTE** pour modifier le tableau affiché ou bien taper **ALT+1** ou **ALT+2** pour choisir sur la liste. Utiliser les touches flèches (↑↓←→) pour faire défiler les colonnes verticales et les lignes horizontales.

Séries de données

- L'option **DONNÉES** des **AXES** dans le menu **TABLEAU** visualise la dernière série de données sélectionnées, y compris le sommaire des statistiques. Cette série est utilisée pour tracer un graphique. Pour modifier les séries, on doit effectuer une nouvelle sélection dans le menu **DONNÉES**.
- Les **DONNÉES** peuvent être également incorporées dans un graphique en tapant la lettre **A**. Si l'on a tracé plus d'une série, la dernière seulement sera visualisée. Le nombre d'années et de données chiffrées que l'on veut faire ressortir peut être adapté grâce à l'option **LIMITES** dans le menu **GRAPHIQUE**.
- Pour visualiser des profils par pays ou par rubriques et des statistiques, sélectionner **POINT DE VUE** dans le menu **GRAPHIQUE**. On peut rapidement afficher une liste des tableaux qui présentent les données chiffrées les plus élevées (par exemple, les pays où la consommation alimentaire est la plus forte) en sélectionnant un profil de tableau dans **POINT DE VUE** et sélectionnant l'option **ÉLÉMENTS SUPÉRIEURS**. On sélectionnera ensuite **DONNÉES** des **AXES** au menu **TABLEAU** pour visualiser la liste, ou bien on sélectionnera **VISUALISER** au menu **GRAPHIQUE** pour tracer un diagramme.

Données tendancielle

- Si, dans le menu **DONNÉES**, l'option **ADAPTER** a été sélectionnée pour tracer une tendance chronologique, les données chiffrées indiquant la tendance pourront être visualisées avec l'option **DONNÉES DE TENDANCE**. Les statistiques des séries originelles et des tendances, ainsi que les valeurs résiduelles seront incluses. La liste défile avec les touches flèches et on peut passer alternativement des données d'axes aux données de tendance en tapant les lettres **A** et **T**.

Transfert de données

- L'option **TRANSFERT** dans le menu **FICHIER** permet d'exporter des données de FAOSTATS vers des fichiers formatés différemment ou de créer des tableaux personnalisés destinés à être visualisés ou imprimés. En sélectionnant **TRANSFERT**, on passe immédiatement à un autre ensemble de menus.
- Pour sélectionner les tableaux et les colonnes que l'on veut examiner ou sauver, passer au menu **DONNÉES**. Le choix des options s'effectue à l'aide de la touche **+**. Pour annuler rapidement une sélection, choisir **RÉTABLIR LES MARQUES**.
- Pour disposer, visualiser, sauver ou imprimer des données, sélectionner l'option dans **TRANSFERT** (au menu **FICHIER**):

- **TABLEAU FAO**: crée un tableau avec des données pour les quatre dernières années pour lesquelles l'information relative est disponible.
- **AFFICHAGE**: affiche un fichier de texte provisoire des données sélectionnées. C'est une manière pratique de visualiser un sous-ensemble de tableaux et de colonnes dans un fichier FAOSTAT TS qui peut également être utilisé pour visualiser les effets des sélections **MISE EN PAGE** avant d'exécuter les options **SAUVEGARDE** ou **IMPRESSION**.
- **SAUVEGARDE**: affiche une liste de formats de fichiers permettant de sauvegarder les données choisies dans un fichier, auquel il faudra attribuer un nom. On peut utiliser ce menu pour exporter des données FAOSTAT TS vers un programme extérieur. Les sélections des fichiers formatés WK1 et DBF ne sont pas affectées par l'option **MISE EN PAGE** (voir ci-dessous).
- **IMPRESSION**: imprime les tableaux et les sélections en colonnes. Beaucoup d'imprimantes ne peuvent pas imprimer plus de cinq colonnes de données FAOSTAT TS. Sélectionner **AFFICHAGE** pour contrôler la largeur du tableau avant l'impression.
- **MISE EN PAGE**: permet d'incorporer les années sur les lignes ou en bas des colonnes. La disposition par défaut est en bas des colonnes.
- Pour revenir au menu principal de FAOSTAT TS, ou pour effacer les sélections effectuées et créer d'autres tableaux, choisir l'option **RETOUR**.

Rédiger des notes

- Pour lire ou éditer des textes d'information sur les fichiers de données en cours, sélectionner **NOTES** dans le menu **FICHIER**. On peut également avoir accès aux notes en tapant <Alt>+N dans n'importe quel menu. L'option **NOTES** permet de lire ou d'éditer des textes relatifs aux fichiers de données.

Milieu DOS et sortie

L'option **MILIEU DOS** dans le menu **FICHIER** ramène temporairement l'utilisateur au service DOS, tout en gardant FAOSTAT TS en mémoire. Ce système, qui ne constitue pas la manière normale de quitter le programme, est utile si l'on a besoin d'exécuter une commande DOS et l'on veut ensuite revenir au même fichier. Le fichier quitte la mémoire et il est rechargé au retour, toutes ses capacités initiales sont réactivées.

Pour sortir de FAOSTAT TS

- Pour quitter FAOSTAT TS:
 - Aller au menu **FICHIER**.
 - Sélectionner **QUITTER**.

Les combinaisons des touches ALT+X ou ALT+Q constituent des raccourcis permettant de sortir du programme pendant presque toutes les opérations.



• ANGOLA

Empresa Nacional do Disco e de Publicações, ENDIPU-M.E.E.
Rua Caila da Conceição Silva, Nº7
C.P.NP 1314-C, Luanda

• ARGENTINA

Librería Agropecuaria
Pastor 743, 1028 Buenos Aires
Oficina del Libro Internacional
Av Córdoba 1877, 1120 Buenos Aires
Correo electrónico: alibro@satlink.com.ar

• AUSTRALIA

Hunter Publications
PO Box 404, Abbotsford, Vic. 3007
Tel.: +61 3 9417 5361
Fax: +61 3 9419 7154
E-mail: pubs@ozemail.com.au

• AUSTRIA

Gerold Buch & Co.
Weihburggasse 25, 1010 Viena

• BANGLADESH

Association of Development Agencies in Bangladesh
House No. 1/3, Block F
Lalmatia, Dhaka 1207

• BELGIQUE

M.J. De Lannoy
202, avenue du Roi, B-1060 Brussels
CCP 000-080890-13
Tel.: jean.de.lannoy@infoboard.be

• BOLIVIA

Los Amigos del Libro
Av. Heroínas 311, Casilla 450
Cochabamba
Mercado 1315, La Paz

• BOTSWANA

Botswana Books (Pty) Ltd
PO Box 1532, Gaborone

• BRAZIL

Fundação Getúlio Vargas
Praia do Botafogo 190, C.P. 3052
Rio de Janeiro
E-mail: vtv@deade.fgv.br
Núcleo Editora da Universidade Federal Fluminense
Rua Miguel de Frias 8
Itaara - Niterói 24
220-000 Rio de Janeiro
Fundação da Universidade Federal do Paraná - FUNPAR
Rua Alfredo Sufren 140, 3º andar
80000-240 Curitiba

• CAMEROUN

CADDES
Centre Africain de Diffusion et Développement Social
B.P. 731 Douala Bassa
Tél.: +237 433783
Télécopie: +237 427703

• CANADA

Renoir Publishing
5360 chemin Cantons Road, Unit 1
Ottawa, Ontario K1V 9J2
Tel.: +1 613 745 2825
Fax: +1 613 745 7800
Website: www.renoirbooks.com
E-mail: renoir@fox.net.ca

• CHILE

Librería - Oficina Regional, FAO
do FAO, Oficina Regional para América Latina y el Caribe (RLC)
Avenida Hermann Jaldic 3241
Vitacura, Santiago
Tel.: +56 2 33 72 314
Correo electrónico: geman.rldas@teel.fao.org
Universitaria Textilibros Ltda.
Avenida L. Bernardo O'Higgins 1050
Santiago

• CHINA

China National Publications Import & Export Corporation
18 Gongli East Road, Beijing 100020
Tel.: +86 10 6506 3070
Fax: +86 10 6506 3101
E-mail: cnptel@public3.tta.net.cn

• COLOMBIA

INFOENLACE LTDA
Apartado Aéreo 34270
Santafé de Bogotá
Tel.: +57 1 2851 779
Fax: +57 1 289 9892/256 2967
Correo electrónico: infoenlace@gaitana.intermed.net.co

• CONGO

Office national des Librairies populaires
B.P. 577, Brazzaville

• COSTA RICA

Librería Lehmann S.A.
Av Central, Apartado 10011
1000 San José

CINDE

Coordinación Costarricense de Iniciativas de Desarrollo
Apartado 7170, 1000 San José
Correo electrónico: ncinde@sol.rastec.cr

• CÔTE D'IVOIRE

CEDA
04 B.P. 541, Abidjan 04
Tel.: +225 22 20 55
Télécopie: +225 21 72 62

• CUBA

Ediciones Cubanas
Empresa de Comercio Exterior de Publicaciones
Obispo 461, Apartado 605, La Habana

• CZECH REPUBLIC

Artia Pegas Press Ltd
Import of Periodicals
Palačákovo, PO Box 425
Národní 25, 111 21 Praha 1

• DENMARK

Munksgaard, Book and Subscription Service
PO Box 2148
DK 1016 Copenhagen K
Tel.: +45 331 2870
Fax: +45 331 2937
Website: www.munksgaard.dk, e-mail: subscription.service@mail.munksgaard.dk

• REPÚBLICA DOMINICANA

CUESTA - Centro del libro
Av 27 de Febrero, esq. A, Lincoln
Centro Comercial Nacional
Apartado 1241, Santo Domingo
CEDAF - Carbopecsa/Desarrollo
Agropecuaria y Forestal, Inc.
Calle José Amado Soler 50 - Urban. Pinar
Apartado Postal 567-2, Santo Domingo
Correo electrónico: ida@codotel.net.do
S50 Web: <http://www.fda.org.do>
Tel.: +001 809 544 0815/544 0634/
565 5603
Fax: +001 809 544 4727/567 6989
Sra. Atargracia Rivera de Castillo,
Directora Ejecutiva

• ECUADOR

Libri Mundi, Librería Internacional
Juan León Mesa 851
Apartado Postal 3028, Quito
Correo electrónico: ibm@libmundi.com.ec
Universidad Agraria del Ecuador
Centro de Información Agraria
Av 23 de Julio, Apartado 09-01-1248
Guayaquil
Librería Española
Murguía 364 y Ulloa, Quito

• EGYPT

The Middle East Observer
41 Sheel Street, Cairo
Tel.: +202 293 872
Fax: +202 360 4804
E-mail: book-order@middleeastobserver.com.eg
Website: www.middleeastobserver.com.eg

• ESPAÑA

Librería Agrícola
Fernando VI 2, 28004 Madrid
Librería de la Generalitat de Catalunya
Rambla dels Estudis 118 (Plaça Major)
08002 Barcelona
Tel.: +34 93 302 6462
Fax: +34 93 302 1299

Mundi Prensa Libros S.A.

Castell 37, 28001 Madrid
Tel.: +34 91 4 36 37 00
Fax: +34 91 5 75 36 98
S50 Web: www.mundiprensa.com
Correo electrónico: ibm@mundiprensa.es
Mundi Prensa - Barcelona
Consopda Clientes 81,
08008 Barcelona
Tel.: +34 93 4 88 34 02
Fax: +34 93 4 87 76 58

• FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
Subscription Services
PO Box 23, FIN-00071 Helsinki
Tel.: +358 9 121 44 16
Fax: +358 9 121 44 50

• FRANCE

Editions A. Pedone
13, rue Soufflot, 75005 Paris
Lavoisier Tex & Doc
14, rue de Provigny
94236 Cachan Cedex
S50 Web: www.lavoisier.fr
Tel.: +33 1 47 38 05 78
Télécopie: +33 1 47 38 14 72

• GERMANY

Alexander Horn International
Buchhandlung
Friedrichstraße 34
D-65185 Wiesbaden
Tel.: +49 61 21 37 42 12
B. Toebe-Mittler GmbH
Versandbuchhandlung
Hindenburgstraße 33
D-64285 Darmstadt
Tel.: +49 61 51 336 65
Fax: +49 61 51 314 043
Website: www.booksell.com/nops
E-mail: shops@booksell.com

• GERMANY

Uno Verlag
Ruppeldorfer Allee 55
D-53115 Bonn 1
Tel.: +49 228 94 90 00
Fax: +49 228 21 74 92
Website: www.uno-verlag.de
E-mail: unoverlag@aol.com

• GHANA

BECCO Publishing Ltd
Sedco House, Tacon Street
Off Ring Road Central, North Ridge
PO Box 2051, Accra
Readwide Bookshop Ltd
PO Box 0600 Osu, Accra
Tel.: +233 21 22 1367
Fax: +233 21 66 3347
E-mail: rsabide@shicoonline.com.gh

• GREECE

Papaeoniou S.A.
35 Staouras Str., 10802 Athens
Tel.: +30 1 2002 980
Fax: +30 1 3649254

• GUYANA

Guyana National Trading Corporation Ltd
45-47 Water Street, PO Box 308
Georgetown

• HAÏTI

Librairie - A la Caravelle
28, rue Bonne Foi
B.P. 111, Port-au-Prince

• HONDURAS

Escuela Agrícola Panamericana
Librería RITAC
El Zamorano, Apartado 53, Tegucigalpa
Oficina de la Escuela Agrícola Panamericana en Tegucigalpa
Bvd Morazan, Apt. Caspou
Apartado 93, Tegucigalpa

• HUNGARY

Librotrade Kft.
PO Box 126, H-1656 Budapest
Tel.: +36 1 256 1672
Fax: +36 1 256 8727

• INDIA

Allied Publisher Ltd
751 Mount Road
Chennai 600 002
Tel.: +91 44 8523038/8523894
Fax: +91 44 8520648
E-mail: allied.mds@arab.spiring.com.viet.net.in

• INDIA

EWP Affiliated East-West Press Pvt. Ltd
G-176, Ansari Road, Darya Gang
New Delhi 110002
Tel.: +91 11 3264 180
Fax: +91 11 3260 358

Oxford Book and Stationery Co.

Sindhu House
New Delhi 110001
Tel.: +91 11 331 5310
Fax: +91 11 371 3275

Oxford Subscription Agency

Institute for Development Education
1 Annapurna Ave., Kirti Park
Madras 600 010

Periodical Expert Book Agency

G-58, 2nd Floor, Laxmi Nagar
Villas Marg, Delhi 110002
Tel.: +91 11 2215045/2150534
Fax: +91 11 2418598

Bookwell

Head Office:
272, Narakol Colony, New Delhi-110009
Tel.: +91 11 725 1283
Fax: +91 11 328 13 15

Sales Office:

24/480, Ansari Road
Darya Gang, New Delhi-110002
Tel.: +91 11 326 8786
E-mail: bookwell@ndc.viet.net.in

• IRAN

The FAO Bureau, International and Regional Specialized Organizations Affairs
Ministry of Agriculture of the Islamic Republic of Iran
Keshavarz St., M.O.A., 17th floor
Tehran

• IRELAND

Office of Public Work
4-5 Harcourt Road, Dublin 2

• ISRAEL

R.O.Y. International
PO Box 13056, Tel Aviv 61130
E-mail: roy@netvision.net.il



ITALY

FAO Bookshop
Via della Ternina Caracalla
00100 Roma
Tel.: +39 06 5705 5588
Fax: +39 06 5705 3360
E-mail: publications-sales@fao.org
Liberia Commissionaria Sansoni
S.p.A. - Licosa
Via Duca di Calabria 1/1
50125 Firenze
Tel.: +39 55 94 8371
Fax: +39 55 94 12 57
E-mail: licosa@libcc.it
Liberia Scientifica Dott. Lucio de Blasio "Axiu"
Via Coronelli 6, 20145 Milano

JAPAN

Far Eastern Booksellers
(Kyokuto Shoten Ltd)
12 Kanda-Jiebocho 2-chome
Chiyoda-ku, P.O. Box 72
Tokyo 101-81
Tel.: +81 33 266 7531
Fax: +81 33 265 4866
Maruzen Company Ltd
PO Box 5090
Tokyo International 100-31
Tel.: +81 33 278 1894
Fax: +81 33 278 1895
E-mail: h_sugiyama@maruzen.co.jp

KENYA

Text Book Centre Ltd
Kilobe Street
PO Box 47540, Nairobi
Tel.: +254 2 330 342
Fax: +254 2 22 57 79
Inter Africa Book Distribution
Kenobi House, Moi Avenue
PO Box 73580, Nairobi
Tel.: +254 2 211 184
Fax: +254 2 22 35 70
Legacy Books
Mezzanine 1, Lota House, Lota Street
Nairobi, PO Box 56077
Tel.: +254 2 303 853
Fax: +254 2 330 654

LUXEMBOURG

M.J. De Lannoy
202, avenue du Port
B-1000 Bruxelles (Belgique)
MJC: jean.de.lannoy@infoboard.be

MADAGASCAR

Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique
Ministère de la recherche appliquée
au développement
B.P. 6234 Tsimbazaza, Antananarivo

MALAYSIA

Electronic products only
Southernbound
Sendirian Berhad Publishers
9 College Square, 01250 Penang

MALI

Liberie Treore
Rue Soundiata Keita X115
B.P. 3243, Bamako

MAROC

La Librairie Internationale
73 Rue Tassoul
PO Box 302 (PP), Rabat
Tel./Télécopie: 212 7 75 01 83

MEXICO

Liberia, Universidad Autónoma de Chapingo
58230 Chapingo
Libros y Editoriales S.A.
Av. Progresso 19202-17 Piso A
Apartado Postal 18022
Col. Jardines, 11600 México D.F.
Mundi Prensa Mexico, S.A.
Río Perote, 141 Col. Cuahtémoc
C.P. 06500, México, D.F.
Tel.: +52 5 5335656

Fax: +52 55 14 6709
Correo electrónico:
1015462361@compuserve.com

NETHERLANDS

Roodveldt Import b.v.
Beuversgracht 288
1013HG Amsterdam
E-mail: roodveldt@euronet.nl
Tel.: +31 20 622 8030
Fax: +31 20 625 5493
Swets & Zeitlinger b.v.
PO Box 830, 2100 Lisse
Hemweg 347 B, 2101 CA Lisse
E-mail: info@swets.nl
Website: www.swets.nl

NEW ZEALAND

Legislation Services
PO Box 12418
Thorndon, Wellington
E-mail: gpmj@go.co.nz
Oasis Official
PO Box 3627, Wellington
St.: +64 469 1551
Fax: +64 469 1872
E-mail: oasis@oasis.net.nz
Website: www.oasisbooks.co.nz

NICARAGUA

Liberia HISPAMER
Calle 2do Este Univ. Centroamericana
Apartado Postal A-221, Managua

NIGERIA

University Bookshop (Nigeria) Ltd
University of Ibadan, Ibadan

PAKISTAN

Mirza Book Agency
65 Shahrah-e-Quaid-e-Azam
PO Box 729, Lahore 3

PARAGUAY

Liberia Intercontinental
Editora e Impresora S.R.L.
Calle 1600 2700 Mtral El Estigarribia
Asunción

PERU

INDEAR
Jrón Apurimac 375, Casilla 4337
Lima 1
Universidad Nacional "Pedro Ruiz Gallo"
Facultad de Agronomía, A.P. 791
Lambayeque (Chilayo)

PHILIPPINES

International Booksource Center, Inc.
Room 720, Cityland 10, Tower 2
14 V. de la Costa, Cor. Valero St.
Makati, Metro Manila
Tel.: +63 2 817 9678
Fax: +63 2 817 1741

POLAND

Ara Polona
Kirkowiecka 7
00-930 Warsaw

PORTUGAL

Liberia Portugal, Dias e Andreia Ltda.
Rua do Carmo, 70-74
Apartado 2581, 1200 Lisboa Codex

SINGAPORE

Select Books Pte Ltd
03-15 Tanglin Shopping Centre
19 Tanglin Road, Singapore 1024
Tel.: +65 732 1515
Fax: +65 736 0855

SLOVAK REPUBLIC

Institute of Scientific and Technical Information for Agriculture
Sarıova 9, 950 10 Nitra
Tel.: +421 87 522 185
Fax: +421 87 525 275
E-mail: v4p@ni.sarvet.sk

SOMALIA

Samater
PO Box 936, Mogadishu

SOUTH AFRICA

David Philip Publishers (Pty) Ltd
PO Box 23408, Claremont 7735
Tel.: Cape Town +27 21 54 4136
Fax: Cape Town +27 21 54 3358
E-mail: dpp@dafico.com
Website: www.twisted.co.za

SRI LANKA

M.D. Gunaseena & Co. Ltd
217 Olcott Mawatha, PO Box 246
Colombo 11

SUISSE

Buchhandlung und Antiquariat Heinemann & Co.
Königsplatz 17, 8001 Zurich
E-mail: gpmj@go.co.nz
UN Bookshop
Palais des Nations
CH-1211 Geneva 1
Site Web: www.un.org
Van Diermen Editions Techniques
ADECO
41 Lacuse, CH-1807 Blonay

SURINAME

Vaco n.v. in Suriname
Commerstraat 26, PO Box 1841
Paramaribo

SWEDEN

Wennergren Williams AB
PO Box 1305, S-171 25 Solna
Tel.: +46 8 705 9750
Fax: +46 8 27 00 71
E-mail: mail@wv.se
Bokklubbutören
PO Box 301 61, S-10425 Stockholm
Tel.: +46 8 726 2500
Fax: +46 8 31 30 44
E-mail: bldn@bksklubbutoren.se

THAILAND

Suksepan Panit
Marion S, Rajdamnan Avenue
Bangkok

TOGO

Librairie du Bon Pasteur
B.P. 1104, Lomé

TUNISIE

Société tunisienne de diffusion
5, avenue de Carthage, Tunis

TURKEY

DUNYA INFOTEK
100, Yildiz Mahallesi
36440 Baglarci, Istanbul
Tel.: +90 212 629 0808
Fax: +90 212 629 4688
E-mail: dunya@dunya-gazete.com.tr
Website: http://www.dunya.com

UGANDA

Fountain Publishers Ltd
PO Box 486, Kampala
Tel.: +256 41 259 163
Fax: +256 41 251 180

UNITED KINGDOM

The Stationery Office
81 Nine Elms Lane
London W8 5DR
Tel.: +44 171 873 9090 (orders)
+44 171 873 0011 (enquiries)
Fax: +44 171 873 8463
and through The Stationery Office Bookshops
E-mail: postmaster@theo.co.uk
Website: www.the-stationery-office.co.uk
Electronic products only:
Microlife Ltd
PO Box 3, Omega Road
Alton, Hampshire GU34 2PG
Tel.: +44 1420 86 648
Fax: +44 1420 89 689
Website: www.microlife.co.uk
E-mail: emeda@microlife.co.uk

UNITED STATES

Publications:
BERNAN Associates (ex UNIPUB)
4811 W Assembly Drive
Lanham, MD 20706-4381
Tel./fax: +1 800 855 34
Fax: +1 800 855 3450
Website: www.bernan.com
E-mail: query@bernan.com
UN Bookshop
The United Nations Bookshop
General Assembly Building Room 32
New York, N.Y. 10017
Tel.: +1 212 963 7580
Fax: +1 212 963 4910
Website: www.un.org
E-mail: bookshop@un.org
Periodicals:
Elenco Subscription Services
PO Box 1943
Birmingham, AL 35201-1943
Tel.: +1 205 991 6600
Fax: +1 205 991 1449
The Faxon Company Inc.
15 Southview Park
Westwood, MA 02090
Tel.: 617 732-3330
Telex: 95-1980
Cable: FWFaxon Wood

URUGUAY

Liberia Agropesca S.R.L.
Buenos Aires 335, Casilla 1755
Montevideo C.P. 11000

VENEZUELA

Fundación La Era Agrícola
Calle 31 Juno-Ota Coromoto 5-49
Apartado 458, Mérida
Fudeco, Liberia
Avenida Libertador Este
Ed. Fudeco, Apartado 254
Barrquineta C.P. 3002, Ed. Lara
Tel.: +58 51 538 022
Fax: +58 51 544 394
Liberia FAGRO
Universidad Central de Venezuela (UCV)
Maracay
Liberia Universitaria, C.A.
Av. 3, entre Calles 29 y 30
Nº 29-35 Ed. EVA, Mérida
Fax: +58 74 52 0956
Tamanaco Libros Técnicos S.R.L.
Centro Comercial Ciudad Tamanaco
Nivel C-2, Caracas
Tel.: +58 2 261 3344/261 3335
Tech-Ciencia Libros S.A.
Torre Phelps-Mezanina
Plaza Venezuela
Apartado Postal: 20315, 1020 Caracas
Tel.: +58 2 702 8996/781 9345
E-mail: techlibros@tm.net

ZIMBABWE

Grassroots Books
The Book Cafe
File Avenue, Harare
61A Fort Street, Bulawayo
Tel.: +263 4 7921 82
Fax: +263 4 7252 43

Other countries/Autres pays/ Otros países

Sales and Marketing Group
Information Division, FAO
Via della Ternina di Caracalla
00100 Rome, Italy
Tel.: +39 06 5705 1
Fax: +39 06 5705 3360
E-mail: publications-sales@fao.org



Sous une présentation nouvelle, vivante et colorée, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1998* constitue le rapport le plus complet et actualisé sur la sécurité alimentaire, la production agricole et les tendances du marché, ainsi que sur d'autres questions connexes. L'information factuelle est accompagnée d'observations et d'analyses permettant de mieux comprendre ces tendances et ces questions, qui présentent un intérêt majeur pour les décideurs, les chercheurs, les étudiants et tous ceux qui s'intéressent à la gestion des ressources alimentaires et naturelles.

Le rapport de cette année s'ouvre sur un examen de l'évolution de la situation en matière de sécurité alimentaire, accompagné de nouvelles estimations indiquant que la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde en développement a légèrement diminué depuis le début des années 90, tandis qu'en chiffres absolus leur nombre a légèrement augmenté. Plus frappante sans doute est la tendance de ces 25 dernières années, qui indique une aggravation de la situation dans les pays les plus pauvres, tandis qu'ailleurs la situation s'améliore ou reste stable.

Suit une analyse de l'environnement économique, qui révèle la crainte d'une récession mondiale dans le sillage de la crise financière asiatique et examine ses effets probables sur la production et le commerce des produits agricoles et la sécurité alimentaire. Pour l'année 1997 et le début de 1998, il semblerait que le bilan agricole soit généralement positif, malgré les effets dévastateurs du phénomène El Niño dans de nombreux pays. Après une campagne favorable en 1996, la production agricole, animale et céréalière a continué d'augmenter en 1997, et la situation des approvisionnements céréaliers semble désormais satisfaisante. Les cours des produits ont légèrement baissé, pénalisant de nombreux pays tributaires de leurs exportations agricoles, mais soulageant aussi de nombreux pays pauvres importateurs nets de denrées alimentaires. Afin d'évaluer les incidences particulières de ces événements, on a examiné la situation et les perspectives de l'agriculture d'un seul pays par région, à savoir: en Ouganda, en Malaisie, au Chili, en République islamique d'Iran, en Pologne et en Hongrie, .

Les deux «questions importantes» traitées cette année sont i) les problèmes que pose l'approvisionnement des grandes villes – tâche qui exige une coopération en matière de planification aux échelons local, national et international, ainsi que des partenariats entre instances publiques et privées; et ii) l'interaction complexe des facteurs impliqués dans l'intégration de l'agriculture et des pêches. Le potentiel de la rizipisciculture, qui s'est rapidement développée dans les pays d'Asie de l'Est, bénéficie d'une attention particulière. Les revenus et les emplois ruraux non agricoles font l'objet du chapitre spécial de cette année, qui est résumé sur la deuxième de couverture.

Comme les autres années, des séries chronologiques de données pour 150 pays, groupes de pays ou régions sont fournies en anglais, en espagnol et en français sur une disquette qui inclut le logiciel FAOSTAT TS, facilitant la recherche et l'utilisation de l'information (voir instructions p. 365).

ISBN 92-5-204200-8 ISSN 0251-1460



P-70

W9500F/1/11.98/3000